

OTECA NAZIONALE TRALE - FIRENZE



BILVESTRI ENRICO RIPARAZIONI BI LIGRI ANTIGHI LEGATORIA DI LIBRI RETUZE-NI DE MATTOZALE, 18







TRAITÉ

DROITS D'USUFRUIT

D'USAGE,

D'HABITATION ET DE SUPERFICIE

PROUDHON,

EATONNIER DE L'ORDRE DES AVOCATS, DOTEN DE LA FACULTE DE DROIT DE DIJON, MENSAR DE L'ACADÉMIE DES ACIENCES, ARTS ET ERLLAS-LETTREC ET CETTE VILLE , ET DE CELLE DE PESSANÇON.

TOME CINQUIÈME.





BRUXELLES.

LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE DE H. TARLIER,

ÉDITEUR DES ÉDITIONS RELOES DE MERLIN, DALLOZ, DEPLAYON, TOCLLIER, DUPIN, SIENT, GRENIER. ROGRON.
PAULIET, POTRIER, LEGRAVEZERNE, PICEAU, LEBRINISE,
DE LA COLLECTION COMPLÈTE DES LOIS, EU BULLTIN PR. CASSATION, ETC., ETC.

erit og

B' 14. 4. 62

TRAITÉ

DES

DROITS D'USUFRUIT,

D'USAGE, D'HABITATION

SUPERFICIE.

CHAPITRE XCIII.

Des Preuves par lesquelles on peut établir l'existence du droit d'usage dans les foréts.

352. Lossoy'll. s'agit des forêts nactionales, les usagers qui ont été compridans les états faits au conseil du Roi, en exécution de l'article 7, tire 20 de l'ordonnance de 1669, n'ont besoin d'aucune autre preuve pour établir l'existence de leurs droits.

A l'égard des autres, il a été statué sur leur sort par trois lois consécutivement rendues sur cette matière.

Par la première, qui est du 28 ventôse an 11 ¹, les communes et les particuliers se prétendant fondés par titre ou possession, en droit d'usage quelconque dans les forêts nationales, ont été obligés à produire, dans les six mois, au secrétariat des préfectures et sous-préfectures de la situation des forêts, leurs titres ou actes possessoires, sinon et ce délai passé, défenses leur ont été faites d'en continuer l'exercice, à geine d'être poursuivis et punis comme dellinquans.

Par la seconde, qui est du 19 germinal de la même année 2, le délai accordé par la précédente a été étendu à un an.

Par la troisième, qui est du 14 ventôse an 12, ce délai a encore été prorogé de six mois, à dater de la publication de-cette dernière loi.

3523. Sur quoi se présente la question

Voy. bull. nº 2535 , t. 7 , p. 674, 3e série.
 Voy. bull. nº 2669 , t. 8 , p. 112, 3e série.

³ Voyez au bull. no 3661, t. 9, p. 614, 3-

de savoir si une eommune qui aurait négligé de produire ses titres durant eette prorogation successive de délais, serait aujourd'hui nécessairement déchue de tous ses droits d'usage, nonobstant qu'elle se présentât actuellement munie de titres en bonne forme, pour tenter d'en faire la revendication?

La loi du 28 ventôse, dont on vient de parler, s'était contentée de dire, qu'après le délai par elle accordé aux usagers pour la production de leurs titres, défenses leur étaient faites de continuer l'exercice de leurs usages , à peine d'être poursuivis et punis comme délinquans. Jusque-là l'on ne voit pas que l'intention du fégislateur ait été formellement exprimée pour la déchéance du droit; mais aux termes de l'article 3 de celle du 14 ventôse, rappelée ci-dessus, les prétendans droit d'usage qui n'auront point satisfait aux dispositions de la loi les obligeant à produire leurs titres dans les délais fixés , seront , y est-il dit , déclarés irrévocablement déchus de tous droits; d'où il résulte qu'aujourd'hui tout est fini pour ecux qui n'ont pas fait leur production dans le temps; ou que du moins il faudrait que des circonstances biens graves les eussent mis dans l'impossibilité de produire ee que la loi cxigait d'eux pour se faire relever de la déchéance par eux encourue.

3524. Dans les bois de particuliers, le droit d'usage s'établit d'abord par le titre de concession, s'il est possible de le produire; mais, comme l'observe le président Bouhier, si l'on exigeait toujours la production du titre primordial, ce serait souvent exiger l'impossible, sur-tout à l'égard des communautés villageoises, par rapport au peu de soin que les administrateurs de ces corps apportent à la conservation de leurs papiers. On doit done se contenter, dit il. de quelques actes qui puissent fortifier

la preuve testimoniale, soit sentence, transaction, et autres équivalens dont l'autorité est laissée à l'arbitrage des juges ; et il cite un arrêt du 27 oetobre

1637 qui l'a ainsi jugé. ¹ 3525. Si l'usager avait perdu ses ti-

tres , pourrait-il offrir la prenve de ce fait par témoins . pour , après ec préambule rempli, parvenir ensuite à établir de même son droit d'usage par la preuve vocale, et s'y faire maintenir? L'art. o d'une ordonnance de Henri IV.

du mois de mars 1597, ne voulait pas que ee moyen de preuve fut permis aux usagers dans les bois du domaine.

" Deffendons, y est-il dit, anx gens tenant notre Cour du parlement de » Toulouse, recevoir les prétendus usagers, soit communautés ou partieuliers, à faire preuve par témoins de » leur jouissance si ancienne qu'elle » puisse être , ni de la perte de leurs titres, priviléges et eoncessions, quelque prétexte qu'ils prennent de les » avoir perdus ou autres, sauf à eux à » se retirer vers nous pour leur pour-» voir de nouveanx titres, confirmation » on autrement, par l'avis de notre con-» seil. » Mais Saint-Yon qui rapporte ee texte 3 , a en soin de remarquer que la disposition en est contraire à la règle du droit commun suivant laquelle, amissis Instrumentis, non tolli substantiam veritatis placuit '; et il nous avertit que cette ordonnance n'avait pas même été enregistrée au parlement de Toulouse pour le ressort duquel elle avait été faite. A quoi Legraud, sur la contume de Troyes ', ajoute que n'ayant été portée que pour les domaines du Roi et à l'instigation des partisans, pour tirer de l'argent du peuple, elle est restée sans application : et il décide, d'unc manière tres-lumineuse, qu'on doit admettre la preuve vocale sur le fait de la perte des titres, articulée par l'usager, et qu'il

4 Art. 168, glose 4, no 7.

¹ Voyez les observations sur la coutume de Bourgogne, chap. 62, no 34, 2 L. I, tit. 29, art. 27, pag. 381.

³ L. 10, cod. de fide instrumentorum, lib. 4,

suffit que les témoins déposent que le titre par eux vu et lu, était le titre d'usage, sans autrement spécifier le contenu en icelui, pour faire maintenir l'usager dans sa possession; et ce sentiment a été aussi embrassé par le président Bouhier. 1

Cependant ces deux auteurs, Legrand et Bouhier, écrivaient, l'un sur la coutume de Troyes et l'autre sur la contume de Bourgogne, qui ne voulaient pas qu'on admît l'existence du droit d'usage sans titre ou paiement de redevanees; mais la règle établie par la loi romaine préeitée est d'une sagesse si frappante qu'ils n'ont point hésité d'en admettre l'application sur le fait des usages. C'est ainsi encore qu'aujourd'hui notre code eivil (46) veut que dans le eas où les registres de l'état civil seraient perdus, on soit admis à prouver le fait de cette perte par la preuve vocale, pour parvenir ensuite, et de la même manière, à prouver les naissances, mariages et décès.

35:56. L'existence du droit d'usage pott aussi s'établir par la preuve du paiement du prix qu'il a coûté, s'il avait été l'objet d'une vente; ou par l'aerquit de la redevance annuelle qui aurait été etablic pour même cause, parce que le paiement du capital recu par le propriétaire prouve la convention, c'i que celui de la redevance fait présumer la concession de l'usage dont il est un acte

annuel de reconaissance.
Surquoi il faut observer que les droits
d'usage qui avaient été anciencement
établis par des seigneurs, moyennant
quelques cens ou redevances, restent
encore acquis aux usagers, nonobstant
que les redevances, si elles sont qualitiess fédoales, aient été sapprimées par
la loi du 17 juillet 1793, parce qu'il en
qualifiée féodale aurait été établie pour
concession de fonds, dont l'aliénation
n'est pas révoquée, quoique la rente soit
sholie.

CHAPITRE XCIV.

Du Possessoire en fait de droits d'usage dans les foréts.

359. Le droit d'usage dans les fortes, peut di tre aequis par le seul fait de la possession? Gelui qui excree un droit d'usage de cette nature, a-t-il les actions possessoires à raison de cet excree ce s'el set troublé dans as jouissance, peut-il se préteudre saisi de la possession annale et se pourvoir en compliante pardevant le juge de paix pour demander sa maintenne?

Ces disestions sont de la plus haute importance, non-seulement par rapport aux choses qui en forment l'objet, mais encore par rapport aux grandes difficultés de droit que nous avons à aplanir pour en démontrer la solution, ec qui nous engage à n'entrer dans le fond de notre dissertation qu'après avoir préliminairement fait diverses observations propres à nous bien faire entendre, et

¹ Loco citato , no 35,

³ Voyez dans Guipaps, quest. 573; - dans

Bounten, loco citato, no 42; — dans Durop, traité des prescript., pag. 292.

ples de la matière , soient également à la portée de tous les lecteurs.

3528. C'est la possession civile qui est l'objet des actions possessoires. Voyons donc, en premier lieu, ce que c'est que cette possession, et à quelles choses elle

peut être appliquée.

Aux termes de l'article 2228 du code, la possession consiste dans la détention ou la jouissance d'une chose ou d'un droit que nous tenons ou que nous exercons par nous-mêmes ou par un autre qui la tient ou qui l'exerce en notre nom.

On voit , par cette définition , que la possession civile et proprement dite, ne s'applique pas seulement aux fonds, ou n'a pas sculement lieu à l'égard de nos héritages, mais qu'elle s'applique encore aux droits réels, et a lieu à l'égard de la iouissance des droits fonciers.

Sans doute il ne résulte pas de là que la possession proprement dite soit indistinetement applicable à l'exercice de tous droits réels; mais, à coup sûr, il en résulte au moins qu'on ne peut pas dire qu'un droit réel queleonque n'est pas susceptible d'une véritable possession, par cela seul qu'il n'est qu'une chose incorporelle." Le soutenir ainsi ce serait aller visiblement contre la définition que la loi nous donne de la possession ; d'où il faut conclure que la question de savoir s'il y a une vraic possession dans la jouissance d'un droit foncier, doit être décidée par les eireonstances qui caractérisent ou accompagnent son exercice, et non par sa qualité de chose incorpo-

3529. Il faut bien remarquer encore que la possession, quand elle est légitime, ne consiste pas seulement en fait, mais qu'elle constitue un véritable droit pour le possesseur, puisqu'elle suffit seule pour lni acquérir les fruits de la chose possédée, et que seule encore elle suffit pour lui acquérir la chose elle-même par le laps de temps déterminé pour la prescription.

Mais puisque la possession constitue un véritable droit et un droit très-impor-

qui, ressortant des notions les plus sim- tant pour le possesseur, celui-ci doit avoir une action soit pour la revendiquer quand il en a été déjeté par un autre, soit pour la conserver quand on vient lui causer du trouble : et de là les actions possessoires dont nous avons à nous occuper ici.

3530. L'action possessoire, spécialement connue dans le langage de la jurisprudence française sous la dénomination de complainte, est l'action qui appartientà celui qui a la possessiou civile d'un héritage ou d'un droit récl pour s'y faire réintégrer ou maintenir contre celui qui

vient le troubler dans sa jouissance. Quatre conditions sont cumulativement requises pour pouvoir proposer cette action.

Il faut 1º être en possession paisible an moins depuis un an, parce que la saisine n'est opérée que par la possession annale. Il faut 20 que l'action soit ouverte dans

l'année du trouble, parce qu'il est nécessaire que la saisine n'ait pas encore passé sur la tête d'un autre.

Il faut 3º que la possession ne soit point exercée à titre précaire, parce qu'alors elle ne peut appartenir qu'à ee-

lui au nom duquel elle a été exercée. I Il faut 4º que l'héritage ou le droit au sujet duquel on veut exercer la complainte, soit susceptible d'être acquis par la prescription ; attendu que , comme le dit M. Henrion de Pansey, on ne eoncoit pas comment la possession annale pourrait produire quelques droits là où la possession la plus longue n'est comptée pour rien.

L'on doit donc tenir pour constant que, toutes les fois qu'il s'agit d'une chose qui ne s'acquiert pas par la possession, la jouissance de cette chose ne suffit pas seule pour donner lieu à l'action possessoire, parce qu'alors on n'a point la possession eivile dont l'effet naturel est d'opérer la prescription.

¹ Voy. sur ces trois conditions l'art. 23 du code de procédure.

Et réciproquement toutes les fois que lapossession, soit sude et par ellemême, soit par concomitance avec sa cause, soit par le concours des circonstances dans lesquelles elle est exercée, doit opérer la prescription, il faut décider aussi qu'il y a lieu à l'action possessoire, parce qu'alors le trouble tend à causer un tort réel à la propriété du possesseur, en l'empéchant de prescrire.

3531. Nous venous de dire que la possessionne consiste fas sculement en fait, mais qu'elle est aussi constitutive d'un droit, puisque la vrai possessiore sert da acquérir les fruits et même la propriété de la chose possédée: mais pour cela, il faut qu'elle soit légitime, et ce n'est pas dans le fait matériel de la jouissance même paisible et exempte de toute violence, mais bien dans la cause morale ou civile de la détention de la chose, qu'on doit rehercher la légitainté qui produit de tels effets au profit du possesseur.

L'un des vices principaux qui s'opposent à ce que la poissance de fait ou la détention ne produise les effets d'un possession vértiable dans les mains du détenteur, c'est le précuire qui a l'uniquand celait qui point ne déteint la chose que pour et au nom d'autrui, slorsi li n'y étre personnellement applicable à ce détenteur, et cela est évident, puisqu'il n'est que le représentant d'un autre.

Il en est de même de celui qui ne jouit que par la simple tolérance, ou sous le bon vouloir seulement du propriétaire, attendu qu'une possession qui peut nous être ôtée arbitrairement et ad nutum, par un autre, ne saurait être un droit pour nous-mêmes; non videtur posses-sessionem adeptus is, qui ita nactus est, ut cam retinere non possit.

On voit par là que, sous l'un et l'autre de ces deux points de vue, le précaire est toujours exclusif de la légitimité requise dans la cause de la possession pour qu'elle puisse opérer les effets acquisitifs au profit du détenteur.

C'est sur-tout en fait de servitudes discontinues, qu'on ne manque jamais d'opposer à celui qui prétend en avoir la possession, qu'au contraire il n'en a joui que par simple tolérance ou licential familiaritaits, et non comme fondéen droit de l'exercer, ou jure servituits; et qu'ainsi possession par lui alléquée se trouve de nature à ne pouvoir produire aucun roit: tel est aussi le système établi par notre code qui, généralement parlant (691), ne veut pas que les pures servitudes discontinues puissent s'acquérir autrement que par titre.

Gette manière de repousser les prédentions du possesseur de la servitude, est, ordinairement péremptoire; mais il y a ususi des cas ol les principes du froit et de la justice ne permettent pas de l'admettre : et sans entrer encore ici dans les détails de tout ce que nous dévons exposer plus bas, nous dirons déja que toutes les fois qu'il y a , dans la cause din sont par eux-mêmes exclusifs du précaire, c'est-à-dire exclusifs du priscaire, c'est-à-dire exclusifs du priscaire, c'est-à-dire exclusifs du prispossession doit étre considéré comme oyant été excreée pre-violais et comme yant la force acquisitire de la prescrip-

3532. Il faut remarquer encore qu'en fait de servitudes, le point initial de la possession vraiment civile, c'est-à-dire le point duquel on doit partir pour calculer la prescription, est toujours moins fixe que quand i s'agit de la possession du fonds lui-même; et cela tient à deux

La première consiste en ce que, quand le fonds de l'un est possédé par l'autre, la privation totale de jouissance que le propriétaire éprouve, fait qu'il n'est jamais présumé l'ignorer; et qu'en conséquence on doit le considérer comme l'ayant conun des le moment même où le tiers s'est publiquement entremis dans son héritace: tandis qu'au contraire la

¹ L. 22, ff. de acquirend. possess, lib. 41,

même privation n'ayant pas lieu quand ine s'agit une de la priseo ud el resrecio de l'exercice d'un droit d'usage, il est nécessire que, pour acquérie aufisamment de publicité, la jouissance en ait été prolongée pendatu ne space de temps tel qu'il ne soit plus possible d'y voir de la clandestimité, et qu'on puise dire que c'est au vu et su du propriétaire qu'elle a été exercée, ou qu'il n'a pas dh'ignorer; si aquam per possessionen (fundum) Martinilia, co sciente, duxistit; servituem, exemplo rerum immobilium, tempore questiti.

La seconde cause de différence qui existe entre ces deux espèces de possessions, pour en fixer le point initial et utile, consiste en ce que, quand il s'agit d'un fonds, l'on ne peut jamais dire que le tiers possesseur ne s'y soit entremis que par la tolérance du propriétaire, attendu que ce n'est pas là une chose qu'on tolère par esprit de bon voisinage: tandis qu'au contraire, en fait d'usage, il est possible qu'il n'ait commencé que par quelques actes de tolérance dont la répétition habituelle ait néanmoins dû caractériser par la suite une vraie possession civile, par rapport à la consistance des émolumens de l'usage, qui peuvent être d'une importance telle qu'il ne sera pas permis de raisonnablement présumer que ce ne soit que par esprit de familiarité d'une part et de tolérance de l'autre, qu'on en ait long-temps conti-

9533. Cette difficulté, qui peut se présenter dans la recherche du vrai point de départ de la possession civile d'un droit d'usage, fait que, sur le possessioire, l'usager doit conclure d'une manière qui s'écarte de la marche ordinaire.

nué l'exercice.

Quand la complainte a lieu, à raison de la possession d'un héritage, il suffit de poser en fait qu'on en a légalement joui pendant l'an et jour et d'en deman-

der la preuve, parce qu'alnsi la saisinc est suffisamment fixée.

En fait d'usage on ne pourrait pas procéder de même, atteud que le point initial de la possession civile n'est pas également certain; car on répondrait à l'usager que les faits de possession annale par lui articulés peuvent of têtre, pour une fois, que des actes de toléransec une fois, que des actes de toléransec dant le possession en pent l'ui être adjugé qu'autant qu'il serait fondé sur une cause certaine de possession civile,

L'usager doit donc remouter plus haut, afin d'établir le caractère de sa possession ; et pour cela , il faut qu'il demande à être reou à prouver que continuellement depuis dix ou vingt, ou même trente ans , et spéculement depuis l'anct jour, il a jour paisiblement de l'usage dans lequel il demande sa maintenue au possessoire.

De cette manière la demande tend à établir le caractère même d'une vraie possession civile,

3534. Il ne résulte cependant pas delà que le pétitoire se trouve cumulé avec le possessoire, même dans le cas où les conclusions, ainsi conçues, remonteraient à la possession trentenaire ; car si l'on demande à prouver une jouissance aussi prolongée, ce n'est pas pour se faire immédiatement adjuger la propriété du droit, mais seulement pour établir, par une longue série d'actes, que la possession de l'usager n'ayant pu être ignorée par le propriétaire, ni tolérée si longtemps à titre de familiarité, il faut bien qu'elle ait acquis les caractères d'une possession civile proprement dite, et telle qu'elle doit donner lieu à la complainte.

C'est ainsi que, dans le cas d'une pure servitude discontinue, celui qui en revendique l'usage peut obtenir sa maintenue au possessoire, s'il est foudé en titre 1, sans que cependant la question

¹ L. 2, cod. de servitutib. et aquá, lib. 3,

1 Ce pont de droit sur le possessoire des
servitudes discontinues exercées avec titre, a

th pétitoire soit cumulée avec le possessire, parce qu'abre le tiren ét produit que pour faire voir que la jouissance a le caractère d'une possession civile, et que le possessoire n'est toujours adjugé que sans préjudice de la question du fond à laquelle on pourra revenir, en faisant discuter le meitre du titre dont les apparences ont pu suffice pour statuer nu joestif de la complainte, et qu'in exercit par qu'in produce au la complainte, et qu'in ex certain pas compétent pour prononce sur les complainte, et qu'in ex certain pas compétent pour prononce sur les vices rescisoires de l'acte produit à son audience.

Par la même raison, la preuve d'une longuesuite dojusiasnes n'estemployée que comme le titre propre à faire voir qu'une telle continuité de faits n'a pu rester si long-temps chandestine, ni être toujours attribuée à la familiatrié ni à la tolérance, et qu'en conséquence la possession de l'usegre a suffissamment acquis session de l'usegre a suffissamment acquis s

3535. Pour écarter tout ce qui doit être étranger à notre discussion, il faut encore que nous dissons iei quelque chose de l'ancien droit coutumier touchant les usages dans les forêts.

Il y avait nombre de coutumes qui ne voulaient pas que le droit d'usage dans les bois pût être acquis même par la possession immémoriale : il fallait, sous ces coutumes, être fondé en titre pour en revendiquer la jouissance.

Mais il ne faut pas croire que ces dispositions coutumières fussent fondées sur ce que le droit d'usage dans les bois est une servitude discontinue : ce serait donner dans une grande erreur. Cette imprescriptibilité n'avait pour fondement que l'ancien préjugé qui réputait le seigneur propriétaire optimo jure de tous les fonds reufermés dans l'enelave de sa seigneurie; d'où l'on tirait la conséquence qu'il fallait un titre de concession de sa part, pour que ses forêts pussent être légalement grevées d'aueuns droits d'usages, attendu que de telles concessions étaient déià , et avec raison . considérées comme opérant un démembrement dans la propriété, qui ne reste plus tout entière entre les mains du propriétaire, à la différence des simples servitudes, comme celle de passage, qui ne portent atteinte qu'à la liberté du fonds. Telle était, comme l'a très-bien établi un savant magistrat 1, la jurisprudence du treizième siècle : il était naturel que, quand on en est venn plus tard à la rédaction des coutumes, faite ou ordonnée par les seigneurs eux-mêmes 1. on ne manquât pas d'y consigner, en loi écrite, les pratiques qu'ils avaient déià fait prévaloir à leur profit, comme maximes de la féodalité.

Une preuve bien démonstrative que les dispositions contumières, suivant les-quelles le droit d'usage dans les bois ne pouvait êtra-cequis que par titre, n'étinent pas fondées sur la comparaison ou l'assimilation de ce droit avec les servitudes discontinues, c'est que dans les pays on les couturnes s'exprimiente le plus énergiquement sur l'imprescriptibilité chargiquement sur l'imprescriptibilité raire, et page toendreit au contraire, et page toendreit au contraire de la con

C'est ainsi que, sous la coutume de Troyes, quoique l'article 168 déclarât expréssément que le droit d'usage ne pouvait être aequis que par titres ou paiement de redevances, néammoins Le-

été consacré par un grand nombre d'arrêts de la cour de cassation, comme on peut le voir dans le journal de ses audiences, vol. de 1810, pag. 412; — vol. de 1813, pag. 287; — et vol. de 1820, pag. 212, 457 et 459.

¹ M. HENRIOR DE PANSET, en ses dissertations féodales, au mot communaux, § 6.

² Voy. dans M. Doyen, eu ses recherches et observations sur les lois féodales, pag. 52 et suivantes.

grand 1, en son commentaire sur l'article 61, où il est question des servitudes, ordinaires, enseigne que toutes les servitudes rurales, soit continues, soit discontinues, s'aequièrent par la preserjution ordinaire de dix et vingt ans avec titre, ou de trente ans sans titre.

C'est ainsi encore qu'en Bourgogne, quoique suivant l'article 2, titre 13 de la coutume, le droit d'usage dans les la coutume, le droit d'usage dans les acteurs de cette province 3 rapportente des arrêts nonbreux desquels il résulte que les servitudes discontinues s'y acqueriante par la preserviption ordinaire, et que c'était là un point de jurisprudence constant au parlement de Dijon.

3536. Au reste, pour mieux écarter encore tous les préjugés qui penvent rester de ces anciennes coutumes, il suffit

d'observer : Ou'en matière de possessoire tont est actuel, soit dans le fait de la possession, soit dans le droit qui la régit; en sorte que, s'il n'y a pas de titre primordial auquel on doive remonter pour en faire l'application à la cause des parties, e'est toujours d'après les lois existantes au temps de l'ouverture de l'action, qu'on doit statuer sur leurs controverses, en respectant toutefois les droits précédemment aequis; et qu'ainsi les anciennes coutumes qui, dans plusieurs provinces, n'admettaient pas la prescription en fait d'usage dans les forêts, ne sont plus à considérer aujourd'hui sur la question qui nous occupe . puisqu'elles sont abolies; d'où résulte encore la conséquence que les commentateurs de ces coutumes ne doivent pas nous servir ici de guides;

Que si le code civil déclare (636) que le droit d'usage dans les forêts est régi par des lois particulières, c'est sur-tout à raison de ce que les lois forestières, statuant sur la police des hois, détermi-

nent le mode de jouissance des usages dont ils sont affectés :

Que néanmoins, comme nous le verrons plus bas, ces lois reconnaissent le principe de la prescriptibilité des usages; mais qu'elles n'ont pas tracé les règles de la prescription, parecqu'elles n'avaient controlles quandires de la controlle de la control

pointà s'occuper directement de cet objet; Qu'ainsi e est toujours dans le codecivil qu'il faut aujourd'hui rechercher ces règles, même en ce qui touche aux droits d'usage, puisqu'il a statué, de la manière la plus générale, au re le fait detoutes les prescriptions, et qu'en toutes les matières qu'il a règlées, les anciennes lois out été abrogées par celle du 10 germinal an 12, 0 33 mars 1860, 203 mer par le directe de la consense minal an 12, 0 33 mars 1860, 203 mer par le directe de la consense de la co

3639. Toutes ces notions préliminaires une fois bien enténules, revenons à no-tre question. Elle consiste à savoir si la possession du droit d'usage dans une forêt est telle per sa nature que l'usager oit admissible à demandre sa maintenure au possessoire, en offirant de prouver que depuis plasseures années, et notamment et paisfilement joui de son droit d'usage. L'accord avec une notoriété tellement publique, que le propriétaire de la forêt na pas de l'Ignorer ?

Bien certainement I mager sera recevable à proposer cette netion, ai l'on peut soutenir avec raison que le droit d'usage dans les bois est ausceptible d'être acquis par la prescription, comme si c'était un héritage ordinaire : et bien certainement au contraire il sera inadmissible à la proposer, si ce droit n'est pas susceptible d'être acquis par le seul effet de la possession.

Toute la question se réduit done à celle-ci: Le droit d'nsage dans les forêts est-il prescriptible par la seule possession?

Pour la négative, on dira que le droit d'usage dont nous traitons est une servi-

¹ Glose 2, no 11.
2 Voy. dans Taisand, sur le titre 14 de cette coutume, touchant la prescription, no 8,

pag. 782, -- et dans BARNELIER, liv. 2, traité 8, } 1, no 5, tome 2, pag. 148, édit. in-40.

charge imposée à la forêt usagère, pour criptible ou non, mais à la cause de la l'utilité d'héritages appartenant à d'au-possession de celui qui en jouit. tres maîtres; que e'est une servitude discontinue, puisqu'elle a besoin du fait aetuel de l'homme pour être exercée; que pour la prise du bois des usagers, elle est de même nature que le droit de paeage ponr la nourriture de leurs bestiaux, qui est aussi un droit d'usage expressément elassé par le code (688) au rang des servitudes discontinues qui, aux termes de l'article 601, ne peuvent s'établir que par titres, sans que la possession, même immémoriale, suffise pour en aequérir le droit; d'où il résulte qu'étant par lui-même imprescriptible, il n'est point susceptible d'une possession proprement dite qui puisse donner lien aux actions possessoires.

3538. Nonobstant ces raisonnemens, nous ne eroyons pas que eette question doive être ainsi négativement tranchée dans tous les cas : nous pensons au contraire qu'il y aurait une grande erreur à vouloir appliquer eette solution à toutes les espèces.

La thèse que nous nous proposons de soutenir ici s'écarte, à bien des égards, de la doetrine professée par les anciens auteurs, ce qui pourra nous exposer à quelques contradictions; mais nous ne les redoutons point, et nous osons espérer que ceux qui, examinant niûrement la question, voudront la résoudre plutôt par esprit de justice que par un sentiment de routine, seront parfaitement de sou droit. d'accord avec nous.

Cette question ne doit pas être uniquement résolue par des inductions tirées des principes généraux sur les servitudes discontinues, attendu que, parmi les droits que l'on peut avoir à exercer sur les fonds d'autrai, il y a des espèces tellement différentes les unes des autres. quant à leur importance et à la manière d'en jouir, qu'il n'y aurait ni sagesse ni justice à vouloir toutes les subordonner aux mêmes règles.

Cc n'est point à la nature de la servitude continue ou discontinue, qu'on doit

TOME V.

tude foneière, puisqu'il consiste dans une s'attacher iei pour savoir si elle est pres-

La cause de cette possession est-elle seulement précaire, comme n'étant fondée que sur la familiarité et la tolérance. ainsi que eela a lieu dans les servitudes discontinues ordinaires? Si cela est, il faut dire qu'il n'y a point de prescription à opposer.

La eause de cette possession est-elle au contraire fondée sur des actes, ou des faits, ou des eirconstances, qui soient exclusifs du précaire dont le principe. en fait de servitudes pures et discontinues, se trouve toujours dans la familiarité et la tolérance? Alors la preseription se trouve admise.

Pour sortir de ce vague et arriver à une solution aussi précise que possible. nous dirons que les eirconstances exelusives du précaire et de la elandestinité dans la cause de la possession du droit d'usage, peuvent avoir lieu dans troishypothèses différentes, suivant que l'usager serait fondé en titre, ou qu'il se serait passé entre lui et le propriétaire quelques faits dont on pourrait induire le consentement de celui-ci, ou qu'enfin les émolumens percus pour l'exercice du droit d'usage seraient trop considérables pour qu'on dût eroire que le propriétaire en aurait fait l'abandon, s'ff n'avait pas été dans l'opinion qu'ils étaient dus à l'usager en vertu de quelque titre dont la perte ne doit pas préjudicier à l'existence

PREMIÈRE RYPOTHÈSE.

Si l'usager est fondé en titre.

3539. Lorsque l'usager est fondé en titre, e'est-à-dire lorsqu'il a acquis de bonne foi son droit d'usage de la part d'une personne qui n'était pas propriétaire de la foret , ayant joui en vertu de son titre, il n'y a rien d'équivoque dans sa possession : on ne peut pas dire que, jouissant en vertu d'un titre, il n'ait pas entendu exercer un véritable droit comme

lui appartenant ; il fant done décider qu'an moyen de la cause en vertu de laquelle il en a usé, la prescription a dû courir à son profit, comme s'il s'agissait de l'acquisition dn fonds lui-même. Sed et discontinuas servitutes quoque vis tituli prascriptibiles reddit, cum evenit titulum à non domino haberi 1. Legrand professe la même doctrine dans les termes snivans : « Il résulte de ec que dessus, dit-il, » que si aueun a joui de la scrvitude d'u-» sage et de pâturage pendant dix ans » entre présens et vingt ans avec titre, » soit d'achat, legs, donation ou autre-

» ment, il ne sera plus besoin de s'in-» former si celui qui a joni pendant le-» dit espace de temps a payé quelques » redevances ou non, la prescription

» étant pleinement acquise par ledit » temps. 2 »

La même doctrine est enseignée par la série de tous les auteurs qui s'en sont oceupés, et qui tous décident que les servitudes , même discontinues , deviennent prescriptibles lorsqu'elles sont possédées avec titres consentis à non domino 1.

Ce n'est done pas à la qualité de la servitude qu'il faut s'attacher, mais bien à la cause de la possession, pour décider du mérite du possessoire en cette matière.

SECONDE HYPOTHÈSE. S'il s'est passé, entre l'usager et le pro-

priétaire, des faits dont on doive induire la reconnaissance du droit de la part de celui-ci.

3540. 1º Lorsque l'usager rapporte

la preuve qu'il a payé une redevance pour l'exercice de son droit d'usage , il doit avoir l'action en complainte pour se faire maintenir dans sa possession , puisqu'au moyen de cette circonstance la possession, ainsi exercée, l'aurait mis en voie de preserire. « Si eependant, dit

n Dunod, l'on payait quelques rede-» vances pour user de la servitude, elle » s'acquerrait par le temps ordinaire, » quoiqu'elle fut discontinue, parce que l'on induirait de cette redevance le

» eonsentement taeite de celui qui la re-» cevait. L'on présumerait même une » eonvention 4. »

35/1, 2º On doit, à plus forte raison.

décider que l'usager est en voie de preserire, et qu'en conséquence il a le droit d'intenter la complainte lorsqu'il se présente avec des actes constalant qu'il a recu précédemment la délivrance de son chauffage de la part du propriétaire, ou qu'il en a obtenu de faire déclarer les coupes de sa forêt défensables pour en livrer l'entrée aux bestiaux de l'usager. Alors celui-ei peut bien dire que sa possession est légitime, suivant la règle portant que legitimè possidet qui causam habet à domino : et c'est bien là le cas de dire avec le jurisconsulte romain, Publiciana datur in servitutibus per traditionem constitutis 5.

3542. 3º Enfin nous avons fait voir ailleurs que, suivant le sentiment de tous les auteurs, la prescription d'une servitude discontinue queleonque, a lien à die contradictionis, et cette vérité a été aussi consacrée en principe par l'artiele 2238 du code , d'où il est nécessaire de eonelure eneore que l'usager qui se

¹ DARGENTRÉ, sur l'art. 271 de la coutume de Bretagne, glossa 2, nº 14. LEGRAND, sur la coutume de Troyes, ar-

ticle 168, glose 5, no 7. Voy. dans Sotomaton, quæst. de usu-

fructu, cap. 68, no 9; - dans Covarrevias, variarum resolut., lib. 1, cap. 17, nº 11; dans Gouise, variarum resolut., cap. 15, no 27, versiculo adventendum tamen; - dans GEPOLA, tractata 2, de servit. rustic. prad.,

cap. 22, no 19; -- dans CHASSEBEUX, BUT la coutume de Bourgogne, rubrica 13, verb. prescriptions, p. 375.

¹ Traité des prescriptions . part. 3 , chap. 6, pag...292; - voyez aussi dans Guipape, et son annotateur FERRIER , quest. 573.

L. 11, § 1, ff. de Publiciana in rem act., lib 6, tit. 2.

trouve dans ce cas, doit avoir le droit d'intenter la complainte pour se faire

maintenir dans sa possession. Ce n'est donc qu'à la cause de la pos-

session, et nou pas à la qualité de la servitude, qu'on doit s'attacher pour statuer sur le mérite du possessoire, puisque, dans tous les cas dont on vient de parler, le droit d'usage ne change pas de nature, et n'est toujours ni plus ni moins servitude discontinue.

TROISIÈME BYPOTHÈSE. considérables.

Si les émolumens du droit d'usage sont

3543. La somme des émolumens que l'usager perçoit dans la forêt usagère est aussi au raug des circonstances exclusives du précaire qui résulte de la fami-

liarité et de la tolérance.

En effet, s'il entre dans l'esprit de concorde et de bon voisinage de laisser aux aisances des autres, les choses qui ne sont en elles-mêmes que d'un vil prix, il n'est pas également conforme à l'ordre moral de leur faire l'abandon des émolumens qui sont d'une valeur considérable pour nous-mêmes : loin qu'une pareille abnégation doive être présumée. c'est qu'au contraire les lois veulent qu'on en repousse l'idée comme si elle ne pouvait être conçue que par un homme qui voudrait marcher à tête renversée. nemo ita resupinus est, ut facile suas pecunias jactet, et indebitas effundat 1; d'où il résulte que toutes les fois qu'un droit d'usage emporte la perception d'émolumens d'une valeur considérable, on ne peut pas dire qu'il ne soit exercé que par un esprit de pure familiarité et de tolérance qui ne produit pas de droit; mais qu'on doit décider au contraire que le propriétaire n'a pu l'ainsi souffrir que dans la conviction où il était que l'usacr avait le droit d'en jouir , et qu'après l'avoir ainsi consenti durant le temps

nécessaire à la prescription, il ne lui est plus possible de revenir contre. Qu'il s'agisse, par exemple, de la

vaine pâture seulement, dans une forêt défensable, il sera naturel de n'y voir que des actes de simple familiarité, exercés précairement et sous le bon vouloir du propriétaire qui n'avait pas d'intérêt réel à s'y opposer; mais qu'il s'agisse au contraire d'une prise considérable de bois taillis ou futaies annuellement faite par l'usager dans la forêt d'un autre, il n'y a aucun homme raisonnable qui oscrait dire de même qu'on ne doit voir encore là que des actes de simple familiarité, exercés par l'usager et bénévolement soufferts par le propriétaire, parce qu'on ne pourrait supposer, ni tant de licence d'une part, ni autant d'abandon de l'autre, si les parties intéressées n'avaient pas eu l'opinion que la forêt fût grevée d'un tel droit d'usage en vertu de quelques titres qui se sont égarés, si on ne les reproduit pas.

3544. Le droit d'usulruit est aussi un droit de servitude , comme nous l'avons établi ailleurs 2; et si l'on veut signaler son espèce par des inductions tirées du code sur la distinction des servitudes coutinues et discontinues, il faudra le comprendre dans cette dernière classe, puisqu'il a besoin du fait actuel de l'homme pour être exercé. Et en appliquant à la cause de l'usufruitier l'argumentation générale que l'on propose dans celle de l'usager, l'on pourrait également dire : Le droit d'usufruit est une servitude discontinue; or, en fait de servitudes discontinues, la seule jouissance ne suffit pas pour donner lieu à la complainte au possessoire; donc cette action n'est pas admissible de la part de l'usufruitier.

Cependant il est certain que l'usufinitier n'est pas privé du secours des actions possessoires pour sc faire maiutenir ou réintégrer dans sa jouissance ;

¹ L. 25, in med., princip. ff. de probat. et præsump., lib. 22, tit. 3:

³ Voy. sous les n⁻⁹ 3 , 67 , 1940 et 1942.

et e'est la une vérité que nous avons amplement démontrée plus haut!: donc cette argumentation est fausse dans sa généralité

généralité. 3545. L'exemple de l'usufruitier n'est pas le seul que nous prissions eiter. Supposons que par un acte d'aménagement qu'on ne reproduit pas, acte qui peut être égaré ou perdu de mille manières, ou même soustrait par une partie adverse, des usagers aient recu une portion de forêt pour en jouir intégralement, sous la condition qu'ils n'exerceraient plus à l'avenir leur usage dans le surplus du fonds; que ees usagers, ayant à lenr disposition la superficie entière de cette portion de bois , y aient établi des coupes réglées pour leur usage et en aient joui plus ou moins long temps, certes on ne leur refusera pas l'action en complainte pour se faire maintenir dans leur jouissance et possession : tuetur itaque prætor eum qui superficiem petiit veluti UTI POSSIDETIS interdicto: neque exigit ab eo quam causam possidendi habeat. 3 Cependant il est certain que la constitution d'aménagement ne change point la condition des usugers 3; d'où il résulte que le propriétaire produisant un titre plus ancien, pourrait toujours leur dire : Vous n'avez qu'un droit d'usage dans la forêt d'autrui ; or le droit d'usage dans les forêts n'est qu'une servitude discontinue qui ne peut donner lieu aux actious possessoires, done vous

ne les avec pas.
Nous avons fait voir plus haut † que
e'est l'usager qui doit être servi le premier; qu'il est possible que pour satisfaire à ses besoins il absorbe la plus
grande partie du produit de la forêt, et
qu'il n'en reste que peu pour le propriétaire; nous avons vu même que le président Boubier † rapporte un arrêt du
parlement de Djon par lequel des usa-

gers furent maintenns au droit d'ussage qui leur appartenait dans les bois du seigneur d'Essanlay, avec defines à celui-ci d'y emboucher plus de hint porcs et de dégrader cette foiret, et que néanmoins, ayant égard à son droit de propriété, il luf fut permis de preadre dans esté forêt, des hois pour les réparations nécessaires à son chiètean d'Essanlay seulement, et

saus en altuser.

Certes, dans toutes les hypothèses semblables, des usagers qui perçoivent la presque totalité ou nue grande partie des produits du fonds, doivent avoir les avantages du possessoir equi incessairement est attaché à une poissance aussi patente; espendant on pourrait toujours répéter la même argumentation, et leur finet d'autrui, et le d'orioi d'usage n'est qu'une servitude discontinue ; or le possessoiren à pas lieue nfait de servitudes discontinues; done vous n'en avez pas les actions.

Cet argument, pris dans sa généralité, n'est done qu'un pur sophisme, puisqu'il prouve trop.

35,6. Au reste, il ne nous sufficii pas de l'avoir reforqué; il fant encore démontrer en quoi il pèche. Le vice de ce sillogisme est dams sa mineure, et il consiste en ce qu'on n'y attribue au droit d'nasge dans les forêts que la nature d'une pure servitude discontinne, tandis qu'il en est tout autrement, puisque l'usager participe à la jouissance du fonds dont il emporte une partie des fruits. Au consiste de participe à la contra de l'autre d'autre de l'autre d'autre de l'autre d'autre d'a

Ainsi, en reprenant la même forme d'argumentation, nous pouvons dire au contraire:

¹ Voy. suprà, sous le nº 1259.

1 L. 1, § 2, de superficiebus, ff., lib. 43,

titre 18.

Voyez ce que nous avons dit à cet égard

au chap. 88, sous les nos 3331 et suivans.

Voy. au chap. 83, sous le no 3195.

Observations sur la coutume de Bourgo-

gne , chap. 62 , no 86.

Le droit d'usage dans les forêts n'est pas une pure servitude discontinue : or le code n'exclut de la complainte que ceux qui prétendent à la jouissance de servitudes purement discontinues ; donc il n'en exclut pas les usagers dans les forêts.

Lorsque le code dit que les servitudes discontinues ne peuvent s'acquérir que par titre, il ne parle que des droits qui, ans leur espèce, ne sont que de pures exervitudes, puisqu'il ne statue que sur le fait des servitudes : or le droit d'usage dans les forêts est un droit miste qui simple servitude; done il n'est par permis d'argumenter entièrement d'une espèce à l'autre.

Certes celui qui ne jouit que d'un droit de passage à travers une forêt et qui n'y a que le pied-levé, ne peut pas prétende à être revêtu d'une possession ayant identiquement le même caractère que celle de l'usager qui non-seulement va et vient dans la forêt, mais qui coupe et vient dans la forêt, mais qui coupe et perçoit à son profit une partie considérable des bois qu'elle produit; donc la jouissame du droit de celuie in edoit pas être exactement soumise aux mêmes règles que celles du droit prédendu par l'autre.

3547. Sans doute la possession de l'usager dans une forêt peut être affectée de vices qui s'opposent à l'admission du possessoire et de la prescription du droit d'usage, comme la possession d'un fonds peut elle-même être affectée de vices qui s'opposent à la prescription de la propriété ; mais ce n'est pas encore là l'idée qui nous occupe ici : ces vices seront ciaprès le sujet de notre examen. Quant à présent nous voulons sculement dire qu'il y a, sur le fait de la possession, une différence totale entre la cause de celui qui n'exerce qu'une pure servitude de passage, par exemple, et eelle de celui qui perçoit une quantité notable du bois produit par la forêt; que si celui qui n'a qu'un simple droit de passage, ne peut revendiquer la qualité de possesseur régulier, ce n'est pas seulement par rapport à la discontinuité de l'usage de

la servitude, mais sur tout par la raison qu'il neparticipe à aucun des émolumens dont la perception est l'effet immédiat et nécessaire de la vraie possession; qu'au contraire celui qui perçoit en tout ou en partie les fruits d'un fonds, doit, suivant les circonstances, avoir la qualité d'un véritable possesseur ou coposseur, puisqu'il a les les avantages attachés à cette qualité.

3548. Pour chercher à être le plus précis possible, et bien donner à entendre, toutes nos idées sur cet important sujet, nous allons les énoncer dans les propositions suivantes:

En thèse générale, les usagers dans les bois doivent avoir les avantages àu possessoire, et de la prescription acquisitive du droit d'usage.

Cette règle doit néanmoins recevoir exception dans les cas où les émolumens perçus dans la foré sont assez peu considérables pour que la pratique de l'usager ne doive être attribuée qu'à la familiarité et à l'intolérance.

Nous ne nous occupons pas encore lei de ces cas d'exception; ce n'est que quand nous en serons a l'application du principe général, que nous aurons soin de les signaler autant que possible.

Nous ne nous occupons pas encore non plus de la durée nécessaire à la possession pour pouvoir preserire; c'est là une question secondaire qui trouvera sa place dans la suite.

Quant à présent, ce n'est que le principe général énoncé dans ces propositions, que nous avons en vue d'établir par les discussions suivantes, en procédant avec autant de méthode qu'il nous sera nossible.

EXAMEN

De la question d'après les principes généraux du droit.

3549. Il s'agit du droit d'usage dans une forêt et de la possession qu'on peut en avoir; il faut done fixer avec précision nos idées sur la nature de ce droit, et voir quelle est l'espèce de possession dont il est susceptible.

Le droit d'usage dans les forêts n'est point une servitude pure : c'est un droit nixte qui participe tout-à-la fois du droit de scrvitude et du droit de propriété foncière.

Il participe de la servitude, puisqu'il s'exerce sur le fonds d'autrui.

Il participe aussi de la propriété foncière, pisqu'il produit pour l'usager qui le possède, une partie des fruits naturels qualife; etc est pourquoi, aux termes de qualife; etc est pourquoi, aux termes de tobre 1791, evalui qui est fondé en titre pour excrear les parcours dans une prairie après les premiens fruits levés, est considéré comme ayant un titre de propriété dans le fonds.

Et qu'on veuille bien remarquer que ce n'est pas seulement sous le rapport de la prescription du fruit, que le droit d'usage doit être distingué des autres droits qui ne sont que de pures servitudes, mais encore et principalement sous le rapport de l'action en cantonnement qui pent être exercée de part ou d'autre pour en opérer l'extinction par l'adjudication d'une partie du fonds ; action qui suppose unc communion dans la propriété, puisqu'elle est destinée à faire cesser l'indivision de jouissance; action qui ne dérive d'aucune autre servitude que de celle du droit d'usage ; actiou qui suppose une telle disparité entre ce droit et les scrvitudes simples, que ce n'est que par une confusion de principes et d'idées qu'on pourrait s'obstiner à l'identifier avec elles, pnisqu'il comporte une participation de propriété qui n'est qu'à lui seul et qui en fait nécessairement une espèce mixte tenant autant, et nous pourrions dire plus, de la propriété foncière que de la scrvitude.

Nous avons vu au chapitre 89, sect. 7, qu'il n'était pas rare de voir que, par l'action en cantonnement, des usagers aient obtepu le quart ou le tiers de la forêt usagère; qu'il y a des exemples piême où certains usagers en ont obtenu

l'adindication de moitié, d'autres celle des deux tiers, d'autres celle de trois quarts : certes, dans cc cas il a été bien reconnu qu'ils absorbaient par leur jouissance, au moins le quart, ou le tiers, ou la moitié, ou les deux tiers ou les trois quarts des produits des fonds sur lesquels ils obtenaient des apportionnemens dans ces diverses proportions. Nous avons vu aussi que plusieurs fois les demandes en cantonnement, formées par les propriétaires, avaient été repoussées par la considération que les forêts usagères ne pouvaient produire tont au plus que ce qui était nécessaire an besoin des usagers, et qu'en conséquence il ne serait pas juste de leur faire sonffrir aucun retranchement. Cela étant ainsi, comment pourrait-on raisonnablement soutenir qu'il n'y a qu'une pure servitude discontinue dans un droit de cette nature? Comment sur le fait de la possession et de la participation aux avantages de la propriété, pourrait-on confondre un droit aussi important, avec une simple servitude de passage?

3550. Le droit d'usage dans une forêt est un droit immobilier: c'est là une proposition trop bien démontrée par ee qu'on vient de dire, pour qu'elle puisse trouver aucun contradicteur.

C'est un droit immobilier, donc ec droit constitue civilement un immeuble entre les mains de l'usager, puisqu'il est son bien, et qu'aux termes du code (516), tous nos biens sout meubles on immeubles; et il faut dire que cet immeuble est l'objet d'une jouissance et d'une vraie possession de la part de celui auquel il appartient, puisqu'il en perocit les fruits comme de tout autre héricoit les fruits comme de tout autre héri-

tage.

Nous avons fait voir, dès le premicreapitre de cet ouvrage, que l'établissement du droit d'usufuit opère un démembrement de la propriété en ce que le domaine de la chose cesse d'être plein et entier dans les mains de son maître, quand l'usufruit en est détaché au profit d'un autre : il enest, à plus forte raison, de même de la constitution du droit de même de la constitution du droit

d'usage dont nous traitons iei, puisqu'elle opère une séparation perpétuelle dudroit de jouissance de celui de la propriété. Peu importe que le droit d'usage soit moins étendu que celui d'usufruit : ce n'est là qu'une eirconstance accidentelle à notre sujet. Une vigne ne cesse point d'être une vigne, pour être moins étendue qu'une autre. Pareillement, le droit d'usage ne eesse pas d'être un démembrement de la propriété, comme celui d'usufruit, quoiqu'il soit moins étendu, parec qu'il ne cesse pas d'opérer de même la séparation du droit de jouissance de celui de propriété. Ce sera, si l'on vent, un démembrement de moindre étendue, mais il n'en sera pas moins réel pour ee qu'il doit comporter.

Ainsi le droit d'usage considéré en luimême est, dans les mains de l'usager, un immenble eivilement séparé de la propriété du fonds qui reste entre les mains du maître de la forêt. C'est un immeuble qui remplit, pour l'usager, les fonctions d'un véritable héritage, quisqu'il lui fournit en fruits naturels, le produit nécessaire à se consommation.

Mais puisque le droit d'usage est un immeuble pour l'usager, puisqu'il est un immeuble produisant des fruits naturels pour son maître, comment ne serait il jas, par sa nature, susceptible d'une possession véritable?

possession veritable?
3551. Pour écarter toute équivoque
qui jourrait se mêler dans ce que nous
allous dire, nous observons ié, comme
nous l'avons défà fait à l'égard de l'autonous l'avons défà fait à l'égard de l'autodroit d'usage est établi, n' en reste pas
moiss, quant au fonds, dans la possession
de celui qui en est le propriétaire; que
une devant jour qu'à la elargar de conserver la chose pour son maître, il en
résulte que sa possession, comme celle
de l'usultivitier, n' est que préssire en
de l'usultivitier, n' est que préssire de
de l'usultivitier, n' est que préssire en
tant qu'el els appique au fonds lim-même,

parce qu'il ne jouit pas du fonds pro suomais en considérant la possession de l'usager en tant qu'elle s'applique à son d'out d'usage, écst-à-dire à ed roit qui est pour lui un immeuble civilement distinct de la propriété du sol, elle n'a plus rien de précaire, parce que es droit dustinct de la propriété du sol, elle n'a plus rien de précaire, parce que es droit un véritable esprit de maître, fundam auten fructuarius possides dili non sibi, jus fruendi, sibi. 3.

Et qu'on ne dise pas que cette distinction sur l'application qu'on peut en faire de la possession, tantôtan fonds lui-même, tantôt au droit d'usage seulement, n'est qu'une sublitité; c'est au contraire une vérité de droit incontestable, puisqu'elle est positivement reconnue par notre code.

Aux termes de l'art. 2228, la possession consiste dans la détention ou la jouissance d'une chose ou d'un droit que nous tenons ou que nous exeryons par nous-mêmes ou par le ministère d'un

autre.
C'est la possession civileet proprement dite, qui est définie par cet article du code, et l'on voit qu'il applique non-sculement à la détention du fonds, mais encore à la jouissance du droit foncier qu'un tiers peut avoir à exercer sur l'immeuble.

Ainsi nous pouvons dire qu'aux termes mémes de notre code, la possession de l'usuffutiter on de l'usager, en tant qu'elle s'applique aux droits d'usufruitet d'usage, est pour l'un comme pour l'autre une véritable possession civile, et qu'en la considérant sous ce rapport, elle n'a rien de précaire, puisque le possesseur jouit pror aux ou droit qui lui appartient,

3552. Mais si, allant encore plus loin, nous cherchons à caractériser la possession par les effets qu'elle produit, la chose deviendra bien plus claire encore,

La possession produitdeux effets, dont l'un n'est que la suite ou la conséquence de l'autre.

¹ Voy.au chap. 2, sous les no 32 et 33.

² Culacius, observ., lib. 18, cap. 24.

Le premier effet de la possession consiste dans la perception et le gain des fruits qui restent acquis au possesseur par cela seul qu'il possède, pourvu qu'il

soit de bonne foi (549). Le second effet produit par la possession, consiste dans la prescription qu'elle opère au profit du possesseur. Cet effet n'est que la conséquence du premier, parce que la perception des fruits est un acte de maîtrise, et qu'il est dans l'ordre commun que celui qui perçoit le revenu de la chose en soit le propriétaire ; d'où l'on a fait résulter cette conséquence, en droit, que celui qui a publiquement joui de la chose , sans trouble ni réclamation, pendant le temps déterminé par la loi , doit en être présumé propriétaire : et our mieux assurer le repos de la société, on a voulu que cette présomption eût toute la force de la vérité; en sorte que la présomption qui constitue la prescription, n'est réellement que l'effet de la jouissance par laquelle le possesseur a percu les fruits de la chose.

Cela étant ainsi, nous ne voyons pas comment on pourrait refuser à l'usager la qualité d'un vrai possesseur de son droit d'usage, puisque, d'une part, la loi veut que la possession civile puisse être appliquée aux droits immobiliers, et que, d'autre côté, le droit d'usage produit, pour l'usager, des fruits et émolumens dont la perception est l'effet immédiat et nécessaire d'une vraie posses-

En un mot, l'usager qui coupe son bois paisiblement dans la forêt usagère, jouit d'un droit immobilier : il jouit d'un droit qui constitue entre ses mains, un immeuble civilement séparé de la nue propriété : il jouit de cet immeuble qui est pour lui productif de fruits, comme l'autre démembrement du domaine l'est pour le propriétaire; il faut donc dire que l'usager a nécessairement la qualité d'un vrai possesseur ou co-possesseur,

puisqu'il percoit les fruits d'un droit dont il jouit pro suo; que c'est dans cette perception de fruits que consiste l'effet principal de la vraie possession, et qu'on ne concevra jamais comment un homme pourrait revendiquer les effets d'une cause qui serait étrangère à son droit et à sa condition ; ou comment il pourrait revendiquer les effets d'une cause qui serait étrangère à son droit et à sa condition; ou comment il pourrait revendiquer les effets d'une cause qui ne lui appartenant pas, n'aurait rien pu produire pour lui.

3553. Écoutons ce que dit Cujas en traitant spécialement la question du possessoire qui nous occupe 1: verùm enim, dit-il, licet fructuarius non possideat. (c'est-à-dire quoique l'usufruitier ne soit pas en possession du fonds même 2), tamen rei emolumentum ad eum pertinet, quæ res efficit ut in plerisque partibus juris, etiam pro domino habeatur, et interdicta ei possessoria accomodantur, quæ cæteris qui sunt in possessione non accommodantur. Ainsi, suivant cet auteur . l'usufruitier est réputé vrai possesseur de l'usufruit; il a les actions possessoires pour se faire maintenir dans sa ouissance, et il les a parce qu'il perçoit les fruits du fonds sur lequel il exerce son droit, c'est-à-dire qu'il a la qualité de vrai possesseur, parce que la possession consiste principalement dans la perception des fruits qu'il recueille.

Cette doctrine de Cujas est une conséquence immédiate de la loi romaine qui voulait qu'on considérât les fruits percus par l'usufruitier, comme ctant les fruits de l'immeuble civil qui constitue son usufruit, plutôt que les fruits du fonds même qui appartient à un autre ; et c'est pourquoi elle décidait que le mari auquel la femme avait apporté un droit d'usufruit en dot, devait en garder les fruits, comme il aurait gardé ceux de tout autre immeuble dotal, sans être

¹ Observ. lib. 9, cap. 33, in fin.

Voy. suprà, sous le nº 3551, où cet auteur donne lui-même ces explications.

obligé d'en rien restituer : si ususfructus in dotem datus sit, videamus utrùm fructus reddendi sunt nec ne? Et Celsus libro 10 digestorum ait, interesse quid acti sit : et nisi appareat aliud actum, putare se jus ipsum in dote esse, non ctiam fructus qui percipiuntur. 1 Sur quoi Pothier, en son annotation sur cette loi, observe que les fruits ainsi percus, quoique matériellement produits par le fonds grevé de la servitude, ne doivent être regardés que comme les fruits du droit d'usufruit lui-même, nec dicas fructus qui ex fundo percipiuntur, esse fructus ipsius fundi, non verò fructus juris ususfructús quod in dotem datum est. Nam sunt vice fructuum qui ex hoc ususfructús jure nascuntur. 1 Et le même principe a été adopté par l'article 1568 du code civil : or , l'usager qui coupe son bois dans une forêt, percoit les fruits de son droit réel et immobilier. tout aussi bien que l'usufruitier perçoit les siens en vertu de son droit d'usufruit ; donc il doit avoir les mêmes avantages sur le possessoire, lorsque d'ailleurs sa possession n'est pas affectée des vices de la clandestinité ou du précaire résultant de la familiarité et de la tolérance, dont nous parlerons plus bas.

3554. Opposerait-on qu'il y a entre la cause de l'usufruitier et celle de l'usager, une disparité notable, en ce que le premier perçoit tout le produit du fonds, tandis que l'autre n'en emporte qu'une parice Nais cette différence n'est qu'une parice Nais cette différence n'est qu'une parice Nais cette différence n'est qu'une parice Nais cette qu'une de la qu'une parice nois de la qu'une parice nois en la différale, hoc interdictum locum habet sive quis totum fundum possidere se dicat, sive pro cert da parte, sire pro indivisto possideat. 1 L'usuffuille peut n'avisto possideat. 1 L'usuffuille peut n'a-

au quart du produit du fonds; il peut n'en jouir que par indivis avec le propriétaire; cependant il n'en aura pas moins les actions possessoires, que s'il jouissait seul; ponrquoi en serait-il autrement à l'égard de l'usager qui emporterait, pour son usage, la moité, le tiers ou le quart, ou toute autre partie notable du produit de la forêt?

3555. L'article 1 du titre 17 de l'ordonnance de 1667, en accordant la complainte à celui qui est troublé dans la jouissance d'un droit réel , voulait déjà , comme l'article 2228 du code le veut encore aujourd'hui, qu'un droit foncier pût être susceptible d'une vraie possession civile : or, si nous ouvrons les praticiens*, nons y voyons que les droits dont la possession pouvait donner lieu à la complainte, sont non-seulement les scrvitudes continues, mais encore les droits de dîmes, de champarts, et de rentes foncières : cependant ces droits ont bien certainement besoin du fait actuel de l'homme pour être exercés, comme quand il s'agit de l'usage d'une servitude discontinue : pourquoi done étaient-ils susceptibles d'une véritable possession civile? C'est parce qu'ils étaient, pour le décimateur et le rentier. des droits immobiliers productifs de fruits; c'est parce qu'ils tenaient lien d'heritages produisant des récoltes pour le décimateur et le rentier. Eh bien! pourquoi en serait-il autrement du droit d'usage dans les forêts, lorsqu'il est également productif de fruits pour l'usager, et que les contumes qui l'avaient déclaré

imprescriptible sont abrogées?

3556. Si de cette exposition des principes généraux du droit, nons passons aux considérations d'équité, combien ne paraît-il pas juste qu'en cette matière, la possession soit admise à suppléer le titre?

¹ L. 7, § 2, ff. de jure dotium, lib. 23,

³ Pothier, ad pandectas, tit. soluto matrimonio, nº 53.

TOME V.

³ L. I, § 7, ff. uti possidetis, lib. 43, tit. 17.
⁴ Voy. dans Roden, quest. 2, sur cet article de l'ordonnance.

Nous avons vu plus haut¹, qu'il y a cu des temps où les eommunes furent généralement exposées à se voir déponillées de leurs titres par la fraude et la violence, et que nos rois avaient été obligés de prendre des mesures extraordinaires pour faire cesser ces excès.

Nous sommes habituellement témoins de déplorables incendies qui consument jusqu'aux archives les mieux gardées.

Chacun sait, comme une chose absolument notoire, que les papiers des communes villageoises, toujonrs mal soignés par les administrateurs municipaux, disparaissent par la suite detemps, et que souvent on n'en conserve pas même le souvenir.

Cela étant ninsi, n'est-il pas de toute justice de rattacher l'existence du droit à celle de la possession, puisque l'une ne peut être conscrvée que par l'autre?

EXAMEN

De la question d'après les principes du droit romain.

3557. Consulter ici le droit romain, c'est avoir recours à l'autorité la plus grave qu'on puisse invoquer sur la matière, puisque cest uniquement de cette source que nous viennent nos interdist possessorres. Il est donc fort important de savoir précisément quelle est l'induction que l'on en peut firer sur le possessories des usagers, et c'est là ce que nous allons examiner.

Nous trouvons dans le digeste un titre cntier sur les droits d'usage et d'habitation; mais il n'y est question que du droit d'usage servitude-personuelle, c'està-dire du droit qui n'a été établi que pour l'avantage de l'usager seulement, et qui, par cette raison, doit s'éteindre à son décès.

On ne voit pas que le droit d'usage, ayant pour objet la coupe du bois dans la forté d'autrui, ait été, ainsi qu'il l'est cher nous, connu et pratique chez les Romains comme servitude réelle imposée à la forté pour l'utilité d'autres héritages : et si un sujet aussi vaste n'a occupén il es empereurs ni les jurisconsultes de Rome, au regard desquels nous voyons que rien n'échappait, c'est, à n'en pas douter, par la raison que cette espèce de servitude n'a pris naissance en France qu'à l'époque et par suite de la conquéte des Gaules sur les Romains, ainsi que nous l'avons indiqué plus hant.

Le seul exemple que nous connaissions où la coupe du bois soit, par la loi romaine, classée au rang des servitudes prédiales, c'est celui où il s'agit de prendre, dans la forêt de quelqu'un, des échalas pour l'entretien de la vigne d'un autre; et ut pudamenta ad vineam ex vicini practio sumantur, constituir

posse scribit Neratius 1.

Cependant chez les Romains le droit de parcours ou de pasege, qui fait trèssouvent partie de notre droit d'usage dans les forêts, était sussi considéré comme une servitude réelle lorsqu'il avait été établi pour l'utilité d'autres fonds, et son pas au profit d'une personne sculement; pecoris pascendi servitutes, item ad aquam appellendi. Si prediffractus maximé in pecore consistent, prordii magit quâm persona vidential, prortii magit quâm persona vidential, item tention personan destruction de la consistent de la consistence de l

3558. Mais quoi qu'il en soit de ce point historique de législation, il escertain qu'aux termes du droit romain, d'où nous avons tiré l'institution de nos interdits possessoires, l'usager a, comme l'usufirmitier, le droit de les exercer.

En fait de possession immobilière, les Romains distinguaient ceux interdits principaux, qui sont l'interdit retinendæ

¹ Voy. sous le nº 3052.

L. 3, 1, ff. deservit. præd.rust., lib.8,tit. 3.

³ L. 4, ff. rod.

possessionis, et l'interdit recuperande possessionis.

L'interditretinenda possessionis, qu'on appelait interdictum uti possibetis, est l'action possessoire que la loi accorde à celui qui, sans être encore dépossédé de fait, est néanmoins troublé dans la jouissance d'un immeuble. Le demandeur, proposant cette action, doit conclure à être gardé et maintenu par justice dans sa possession, et à ce que défenses soient faites à son adversaire de l'y troubler à l'avenir.

L'interdit recuperanda possessionis, qu'on appellait interdictum DE VI AR-MATA. ou en d'autres termes encore iuterdictum UNDE VI, est l'action en réintégrande que propose celui qui , par voie de fait , a été dépossédé ou déjeté de la possession d'un héritage. Dans ce cas, le demandeur conclut à être réintégré par autorité de justice dans la possession du fonds dont il avait été expulsé par violence.

Ces deux interdits dont nous avons adopté l'usage, sont signalés, l'un sous la dénomination de complainte, et l'autre sous celle de reintégrande, par les articles 1 et 2 du titre 17 de l'ordonnance de 1667; et si notre code actuel de procédure ne les distingue pas nominativement avec le même soin, ce n'est pas qu'on puisse réellement les confondre, puisqu'on ne pourrait conclure dans l'exercice de l'un comme dans celui de l'autre, mais c'est uniquement parce que la manière de les intenter est la même. 355q. Ces notions une fois bien en-

tendues, si nous ouvrons le Digeste, nous voyons que l'interdit retinendæ possessionis, auguel nous donnons la dénomination de complainte, n'a été introduit anc comme un moyen de protection, pour conserver la possession de nos héritages et propriétés foncières,

hoc interdictum de soli possessore scriptum est, quem potiorem prætor in soli possessione habebat, et est prohibitorium ad retinendam possessionem 1; et cependant la loi en accorde l'exercice aussi bien à l'usufruitier et à l'usager , qu'à celui qui possède le fonds à titre de maître, in summa puto dicendum, et inter fructuarios hoc interdictum reddendum. etsi alter fructum, alter possessionem sibi deffendat. Idem erit probandum, etsi ususfructús quis sibi deffendat possessionem, et ita Pomponius scribit. Proindè si alter vsvm , alter fructum sibi tueatur : et his interdictum daudum 1. Ainsi, et suivant le prescrit de la loi romaine, le droit d'usage comme celui de l'usufruit, doit être considéré comme un démembrement de la propriété foncière, ou comme un immeuble à part civilement séparé de la nue propriété, et à raison duquel le possesseur qui l'exerce doit avoir la faculté de proposer l'interdit retinendæ possessionis, qui n'est autre chose que notre complainte an possessoire.

356o. En ce qui touche à l'interdit recuperandæ possessionis, ou à la réintégrande, la loi ne s'explique pas d'une manière moins énergique : hoc interdictum proponitur ei qui vi dejectus est. Etenim fuit aquissimum, vi dejecto subvenire : propter quod ad recuperandam possessionem interdictum hoc proponitur 1. Cet interdit appartient à l'usufruitier, lorsque c'est par violence qu'on l'empêche de jouir , unde vi interdictum necessarium fuisse fructuario apparet, si prohibeatur utifrui usufructu fundi . Il appartient de même à l'usager ; item si non ususfructus , sed usus relictus sit, competit hoc interdictum. Ex quácumque enim causá constitutus est ususfructus vel vsvs, hoc interdictum locum habebit 5. 11 est donc

L. 1 , § 1 , ff. uti possidetis, lib. 43, tit. 17.
 L. 4 , ff. eodem.

L. 1, (1, ff. de vi et vi armata, lib. 43,

litre 16.

⁴ L. 3, § 13, ff. eodem.

⁵ D. L. 3 , § 16 , ff. codem.

incontestable que celui qui est usager dans une forêt, peut, à raison de son droit, excerc les mêmes actions possessoires que s'il en était usufruitier ou que s'il en était propriétaire, sauf néanmoins les observations que nous ferons plus bas, sur les qualités que doit avoir la possession.

Enfin chacun sait que l'action publiqu'à raison des choese qui pouvaient être acquises par la prescription, here actio in his que unueapi non possuat locum non habel ; et cependant elle était accordi à raison du droit d'usifruit, si de usufractu agatur trudito, publiciana datrari; donc la possession civile et la prescription s'appliquent également au droit d'usufruit, et doivent en général s'appliquer aussi à celui d'usage qui et de même nature.

3561. Vainement opposerait-on qu'il faudrait en dire autant de toutes les servitudes, puisque toutes étaient prescrip-

tibles par le droit romain.

Il est vrai que, suivant le droit romain, toutes les servitudes étaient prescriptibles '. Il est vrai aussi que depuis longtemps l'on avait introduit dans la doctrine sur cette matière une distinction entre les servitudes continues et discontinues, distinction sur laquelle les docteurs n'étaient point d'accord', et suivant laquelle on n'accordait l'usage des interdits possessoires qu'à ceux qui étaient en jouissance de servitudes continues; tandis qn'à l'égard des servitudes discontinues. on devait eumuler le pétitoire avec le possessoire pour parvenir à en établir l'existence par le moyen de la preseription immémoriale; mais il aurait été trop ridicule d'exiger une pareille pos-

session pour prouver l'existence d'un droit d'usufruit ou d'usage personnel tel que le considèrent les lois romaines : une telle absurdité n'est jamais entrée dans la tête de personne, c'est pourquoi les auteurs n'ont cessé d'enseigner généralement que l'usufruitier et l'usager devaient avoir l'usage des interdits possessoires, quia percipiunt emolumentum rei, c'est-à-dire, par la raison que leur droit n'est pas une pure servitude discontinue comme scrait une servitude de passage. Et c'est là ce qu'on peut voir entre autres, dans Rousseau DE LA COMBE, au mot usage, no 2; - Joannes A SANDE, liv. 5, tit. 4, definition 2; -VOET, au titre du Digeste de vi armata, nº 2 , et au titre uti possidetis , nº 1; -Menocaius, tertio remedio retinenda possessionis ex interdicto uti posssidetis, nº 70, lequel assure que c'est là le sentiment de tous les auteurs sans contradiction d'aucun. Et ab hac juris sententià,

dit-il, dissentia nemo.
3562. Si, suivant les observations
que nous avons faites plus haut, les législateurs de Rome, en traitant du droit
d'usage, ne paraissent s'en être occupés
qu'en le considérant comme une servitude personnelle, imposée sur le fouture durant la vici de l'asage seuledaturiu durant la vici de l'asage seuleclure à fortiori que les interdits possessoires doivent infailiblement apparteuir
à l'asager qui possède un droit d'usage
comme servitude réelle attachée à un

autre fonds.

1º Dans l'un comme dans l'autre cas, c'est toujours un droit de servitude exercé sur le fonds d'autrui.

2º Dans l'un comme dans l'autre cas , la possession de l'usager est de même en-

¹ L. 9, § 5, de publician. in rem actione, lib. 6, tit. 2.

L. 11, § 1, ff. eod.
 L. 10, ff. is territ vindic, lib. 8, tit. 5;
 L. 5, § 3, de litnere act. q. privat., lib. 43, tit. 19;
 L. 1 et 2, cod. de servit. et aqud, lib. 3, tit. 34;
 L. 1 2 in fin., cod. de præseript. longi temp., lib. 7, tit. 33.

⁴ Voy. dans TAISANN, sur la contume de Bourgogne, titre des prescriptions, nº 8, p. 782; — dans HEBERS, lib. 4, chap. 6, quest. 79, nº 5; — et dans Legann, sur l'article 61 de la coutume de Troyes, glose 2, nº 4 et suiv.

tendue quant à son objet, puisqu'il ne prend toujours que ce qui est nécessaire à sa consommation.

3º Dans l'un comme dans l'autre cas, la possession de l'usager est tout-à-fait la même sous le rapport de la publicité et de la continuité ou discontinuité.

Jusque-là les choses sont donc égales ; mais elles eessent de l'être sons deux autres points de vue, c'est à-dire en ce que l'usage qui est perpétuel dans sa durée participe éminemment plus du droit de propriété que celui qui n'est établi qu'en viager; et encore en ce que l'usage-servitude-réelle forme une partie accessoire du fonds dominant ; d'où il résulte que la possession de ee droit forme aussi une partie acressoire de la possession de ce fonds, et que l'usager doit avoir naturellement sur le tout les mêmes actions oossessoires, à moins qu'il n'y ait d'ailleurs quelque vice affectant spécialement la possession de l'usage, ainsi que nous l'expliquerons plus bas.

Concluons donc que, suivaut les principes du droit romain, il est ineontestable qu'en thèse générale les actions possessoires doivent avoir lieu en fait de droit d'usage dans les forêts.

De la question d'après les dispositions des lois françaises spéciales sur la matière.

3563. Par l'article 36 deson décret du 22 novembre, sanctionné le premier décembre 1790, l'assemblée constituante avait établie ny principe que les domaines nationaux dont l'aliénation est permise, seraient aussi prescriptibles par 40 ans de possession continue, et qu'après ce laps de temps les tiers possesseurs ne pourraient plus être inquiétés; et la loi du 28 août 1792, statuant sur le sort des terres vaiues et vagues, pour les attribuer aux communes, comme hiens com-

munaux, lorsqu'elles se trouvaient enclavées dans leur territoire, déclarr-, article 11, que celles de ces terres e qui ne se trouveraient pas circouscrites dans le territoire particulier d'une commune ou d'une et-devant seigneurie, sont eensées appartenir à la nation, sans préjudice des droits que les communautés ou les particuliers pourraient y avoir acquis, et qu'ils scrott tenus de justifier par titres ou par possession de quarante anz ; a done, aux termes de cette loi, le droit d'usage, même sur les biens d'omaniaux, peut être acquis sar la

356\(\frac{1}{2}\), Si de l\(\frac{1}{2}\) nous passons \(\hat{a}\) la série de nos lois forestières, nous voyons que dans tous les temps les ordonnances; parlant des usagers dans les bois de l'état, donnent à cet exercice de leurs usages la qualification d'une véritable possession.

seule possession.

« Enjoignons aux maîtres des eaux et » forêts, porte l'article 30 d'une ordon-» annee de 1376, d'être diligens à voir » et examiner les titres des usagers qui » prétendent droit et coutume de prendre » bois ès forêts pour ardoire et pour édi-» fier, ou pour leurs usages, et s'enquêrir » de leur possession et manière d'user. »

Les mêmes expressions se retrouvent

en d'autres ordonnances de 1388, 1400 et 1515 sur quoi Saint-Yon observe que D'autant qu'une grande partie des nusques sont de si ancienne concession » qu'il serait bien difficile qu'on ett pa perpétuellement conserver le premier si tire et originaire de son droit, on n'a l'usage, pourvu qu'il soit fondé eu a bonne possession et jouissance d'isbonne possession et

C'est ainsi que l'exercice du droit d'isage, même dans les bois de la couronne, a reçu dans tous les temps la dénomination de possession, ee qui doit s'entendre d'une possession civile; et que cette

¹ Voyez dans Saint-Yon, lib. 1, tit. 29, art. 1, no 2 de son commentaire; - voyez

aussi dans la conférence des ordonnances, liv. 11, tit. 13, § 63.

qualification lni a été donnée par les lois la volonté du code civil , puisqu'il nous clles-mêmes.

C'est ainsi encore qu'au témoignage de Saint-Yon, qui est le plus savant interprète que nous puissions invoquer sur cette matière, la possession seule suffisait aux usagers dans les forêts de l'Etat, pour se faire maintenir dans leur droit d'usage.

3565. Mais cette vérité va devenir bien plus sensible encore à vue de la loi du 28 ventôse an 11, dont l'article 1er est concu dans les termes suivans :

 Les communes et particuliers qui se » prétendent fondés par titre ou posses-» sion en droits de pâturage, pacage, » chauffage, et autres usages de bois. a tant pour bâtimens que pour répara-» tions, dans les forêts nationales, se-» ront tenus, dans les six mois qui sui-» vront la publication de la présente loi, » de produire sous récépissé, au secré-* tariat des préfectures et sous-préfeca tures dans l'arrondissement desquelles » les forêts prétendnes grevées desdits droits se Irouvent situées, les titres " ou actes possessoires dont ils infèrent " l'existence; sinon et ce délai passé, · défenses leur sont faites d'en continuer » l'exercice, à peine d'être poursuivis » comme délinquans 1. » C'est dans le même esprit et la même pensée que l'article premier de la loi du 14 ventôse an 12 déclare que le délai accorde par la précédente, aux communes et particuliers qui se prétendent fondés par titre ou possession en droit d'usages dans les forêts nationales, est prorogé de six mois. Très-certainement ces lois sont bien au rang de celles auxquelles l'artiele 636 du code eivil nous renvoie. lorsqu'il dit que l'usage des bois et forêts est réglé par des lois particulières; et nous pouvons bien dire que les conséquences qui en résultent, sont aussi dans

y renvoie. Or, il en résulte :

1º Oue nos législateurs modernes, comme nos législateurs anciens, ont également vu dans l'exercice du droit d'usage les caractères d'une véritable possession, puisqu'ils l'ont constamment ainsi qualifié, et que toujonrs ils lui ont imprimé cette denomination;

2º Que, dans l'esprit du code qui nons renvoie au preserit des lois forestières, le droit d'usage ne doit pas être confondu avec les pures servitudes discontinues . puisque, suivant ees lois, il peut être par lui-même susceptible d'une véritable possession, tandis que les pures servitudes discontinues n'en sont pas susceptibles sans titre;

3º Que les lois précitées consacrent formellement en principe, qu'il suffit de prouver la possession ancienne du droit d'usage dans les forêts de l'Etat, pour établir l'existence même de ce droit ; et cela est évident, puisqu'en statuant sur la production à faire par les usagers pour être définitivement maintenus dans leurs usages, elles disposent d'une manière alternative et veulent seulement que ces usagers représentent leurs titres, ou actes possessoires, e'est-à-dire leurs titres s'ils en ont, ou à défaut de titres, leurs actes possessoires; d'où il est nécessaire de conclure que ces actes possessoires, même quand ils sont sculs, peuvent être suffisans pour remplir le vœu du législateur, et garantir les usagers dans l'exercice de leurs droits, sans qu'ils soient obligés d'en représenter aucun titre;

4º Que le droit d'usage dans les bois de particuliers, étant de même nature que celui qui s'exerce dans les forêts nationales, il doit être permis d'en établir également l'existence, par la possession ou par des faits possessoires seulement, et sans la production des titres de con-

Voy. au bullet., 3* série, tom 7, p. 674.
 Voy. au bullet., 3* série, tom. 9, p. 614.

Le même sens alternatif se trouve exprime partout où il s'agit de l'exécution de ces lois.

comme on peut le voir encore dans le décret du 7 février 1807, rapporté suprà sous le

cession ou autres, parce qu'on ne doit pas être plus difficile pour admettre la justification de ce droit dans les forêts privées, et que le même principe doit recevoir la même application dans toutes les causes qui sont de même nature.

3566. C'est ici qu'on voit clairement combien est illusoire l'argument proposé, dès le principe, contre la doctrine que nous professons. Cet argument con-

siste à dire:

Le droit d'usage dans les bois n'est autre chose qu'une servitude discontinue:

or, les servitudes discontinues ne se

or, les servitudes discontinues ne se prouvent que par titre, sans que la possession mêne immémoriale suffise pour les établir (691); donc l'existence du droit d'usage dans les bois, ne peut être établie que par titre.

Nons disons au contraire, et nous pouvons dire en toute assurance, à vue des

lois précitées :

Le droit d'usage dans les bois se prouve ou par le titre, ou par la possession; donc les lois ne le confondent pas dans la classe des pures servitudes discontinues qui ne se prouvent que par titre.

Nous disons :

Le droit d'usage, comme servitude, n'est pas d'une autre nature dans les bois de l'État que dans les bois de particuliers : or , l'existence de ce droit dans les bois de l'État, se prouve par les actes possessoires ; donc il doit se prouver aussi par les actes de possession dans les forêts privées.

Nous disons :

Sì le droit d'usage dans les forêts de l'Etat et placé hors de la classe des simples servitudes discontinues qui ne s'étabisent point par la possession, c'est, comme le dit Cujas, par la raison que l'usager percipit emolumentum rei, ce qui doune à sa possession un caractère cut différent de la simple jonissance d'une servitude improductive d'émotranent : or, cetui qui exerce un droit d'usage daus une forêt privée perçu du droit que describe qui en de l'est d'usage daus une forêt privée perçuè une droit que de l'est de l'Etat que forêt de l'Etat q donc le droit qu'il exerce ne doit pas non plus être classé

parmi les simples servitudes discontinues qui ne s'établissent point par la

possession. 3567. 50 Que si l'on veut pénétrer insque dans les motifs de la loi, la chose acquiert encore un nouveau degré d'évidenee. Pourquoi , en effet , nos législateurs ont-ils voulu que les actes de concession ou autres titres des droits d'usage dans les forêts de l'Etat, pussent être remplacés par de simples actes possessoires? C'est qu'ils ont prévu que des usagers, ayant des droits aussi légitimes que respectables par leur grande ancienneté, pourraient néanmoins en avoir perdu les actes de concession ou de reconnaissance, et que, convaincus de cette vérité, proclamée par la loi romaine, que la perte des titres ne doit point préjudicier à la vérité des droits réclamés, consequenter amissis etiam que intercesserant instrumentis, non tolli substantiam veritatis placuit i, ils ont voulu que les actes possessoires pussent suppléer à tout, dans la preuve du droit : et ils ont voulu que cela fut ainsi, sans que les usagers fussent même obligés à prouver l'ancienne existence et la perte de leurs titres. Or, n'est-il pas évident que ce principe posé envers les usagers dans les bois de l'Etat, doit recevoir toute son application, et mênie à plus forte raison envers les usagers dans les bois de particuliers?

Le danger de la perte des titres anciens est encore ici plus grand, parce que les actes de concession n'ont point été déposés dans des archives publiques, pour les mieux conserver, comme ceux qui avaient pour objet la concession de droits d'usage dans les bois de l'Etat.

Il y aurait même injustice à dénier le droit par rapport à la perte des titres, ou à ne pas aducttre les faits de possession, comme suffisans pour les suppléer; donc on doit statuer sur ce point, à l'égard des usagers dans les forêts privées, comme

¹ L. 10, cod. de fide instrument., lib. 4, tit. 21.

la loi en établit le principe à l'égard de ecux qui ont les mêmes droits à revendiquer dans les bois du Gouvernement.

3568. On nous opposera peut-être qu'il y a une grande différence entre la manière dont se pratique le droit d'usage dans les forêts de l'Etat, et la simple jouissance qu'on peut supposer avoir été exercée par les usagers dans des bois de particuliers; que, quaud il s'agit d'un droit au bois de chaussage ou de construction à prendre dans une forêt du Gouvernement, jamais l'usager n'a pu y couper sans martelage et délivrance préalablement faits par les agens de l'administration forestière qui , dans tous les temps, ont dû en dresser procès-verbal, dont une expédition remise aux usagers leur sert de permis pour enlever le bois délivré; qu'à l'égard de ceux qui ont, dans les mêmes forêts, des droits d'usage pour le pâturage de leurs bestiaux, il est nécessaire aussi que les bois aient été déclarés défensables dans les diverses contrées qui sont successivement assignées aux usagers, pour l'exercice de cette espèce d'usage, et que la délivrance ou le permis leur en ait été remis avant de pouvoir y introduire leurs bestiaux 1; que ce sont là les actes possessoires dont il est question dans les lois précitées ; que ees actes sont récllement susceptibles d'une véritable production, puisqu'ils sont toujours délivrés par écrit, et que d'ailleurs l'administration forestière en doit tenir registre ; qu'il est juste de regarder ees actes comme suffisans pour établir le droit des usagers , lorsque leur série remonte à des temps reculés , parce qu'on ne doit pas croire que l'autorité. qui a continuellement procédé à la délivrance d'un usage, n'ait agi que par erreur et sans en avoir jamais vérifié les titres, mais que cette pratique n'a rien de commun avec la simple jouissance de fait qui serait alléguée de la part des usagers se prétendant en possession sans

titre, ni acte de délivrance à eux faite de leur prétendu droit d'usage, et qu'en conséquence il ne peut être permis d'appliquer la même règle à des cas aussi disparates. ni d'admettre pour ceux-ci la preuve par témoins d'une possession qui ne peut être établie que par écrit pour les autres.

356g. L'objection tirée de cette suite de raisonnemens ne prouve rien contre notre système, et c'est là une chose que nous allons faire palpablement sentir.

Observons d'abord que les actes en délivrance qui se font pour l'exercice des droits d'usage dans les bois du Gouvernement, ne sont toujours que des faits de possession, et nou pas des titres constitutifs du droit d'usage; qu'il n'y a pas moven de l'entendre autrement, et que cela résulte évidemment du texte même de la loi, lorsque, parlant dans un sens alternatif, elle ordonne aux usagers qui se prétendent fondés par titre ou possession . de produire leurs titres . ou actes possessoires. Il est en effet très-clair , à vue de cette disposition , que tout usager est admissible à demander, en vertu de sa possession et sans production d'aucun titre, la maintenue définitive dans son droit d'usage, et qu'il est admissible de même à prouver cette possession, par la seule production des actes possessoires qui en constatent l'exercice.

qui en constatent l'exercice.
Mais il n'est ie besoin que d'invoquer
le simple bon sens, parce qu'il nous
indiquerait dél bots seul, que les actes
possessoires dont il s'agit vis-à-vis des
usagers dans les bois de l'Etat, sont loin
d'avoir le nièrite qu'auraient les mêmes
actes en délivrance, opérés par un particulier, au profit des usagers dans san
forêt; car à l'égard d'un particulier
qui , en qualité de propriétaire , aurait
délivré des usages dans sa forêt, les actes
de délivrance leraient présumer la convention , tandis que les ageus forestiers
ne peuvent acquiescer à des droits qui
ne seraient pas dus sur les forêts natio-

nales.
Il est donc véritablement démontré que les lois dont le texte est rapporté

l Voyez les art. 3 et 4 du tit. 19 de l'ordonnance de 1669.

plus haut, ont déclaré les usagers dans les forêts nationales, admissibles à se faire maintenir dans lenrs droits par la seule force de leur possession.

3570. Observous en second lieu que, si la possession de usagers dans les bois de l'Etat est prouvée par écrit, tandis qu'on ne suppose pas que la possession de l'usage dans un bois de particulier soit établie de la même manière, cette différence ne fait rien à la question qui nous occupe, parce qu'il ne s'agit point ici de savoir par quel moyeu l'on peut étre admis à prouver la possession du droit d'usage dans les forêts, mais bien seulement quelle est la force de cette possession quand elle est prouvée ou avonée.

Au reste, dans toutes les choses qui consistent en fists publies et patens, tels que les actes d'une possession régulièrement excreée, la preuve par fémins est aussi légale que la preuve par écrit, in excreedais litibus candem s'un obtinent tan fides instrumentorum, qualment de la companie de la companie

3571. Ces notions une fois bien senties, nous disons que l'objection tirée des raisounemens proposés plus haut tombe d'elle-même; et, pour le micux démontrer, reprenons-en la substance.

Nous soutenons que le droit d'usage ue doit point d'usage une doit point être assimilé à une simple servitude discontinue dont l'existence na saurait être prouvée par la possession seule, et nous établissons cette proposition par la disposition des lois du 38 ventões an 11 et du 14 ventões an 12, qui, en admettant les usagere dans les forêts nationales à prouver leurs droits par leur possession, on par la même re-connu, et positivement reconnu, que le droit d'usage n'est pas une pure servitude

On oppose à cela qu'il y a une grande différence entre l'exercice d'un droit d'usage dans un forêt de l'Etat, et la simple ouisance dans un forêt de l'Etat, et la simple ouisance dans une forêt de perticulier; que là les faits possessoires sont authente de l'authente de l'authente

Eh bien! c'est cette objection que nous disons être tout-à-fait insignifiante, et cela est évident ; car si l'on devait confondre le droit d'usage avec les simples servitudes discontinues et le subordonner aux mêmes règles, il en résulterait que, quand même la jouissance annuelle et publique de l'usager scrait de toutes les choses la mieux avérée; que, quand même le propriétaire de la forêt serait forcé de reconnaître et avouerait que l'usager y a coupé son bois depuis plus d'un siècle, il pourrait toujours lui dire quetelle servitude ne pouvant s'aequérir que par titres, et non par la possession même immémoriale, il ne yeut plus en souffrir l'exercice dans le futur.

Quand on dit qu'une servitude discontinue ne peut résulter du scul usage qu'on en a fait, ni être prouvée par la scule possession qu'on en a eue, cela ne suppose point que celui qui prétend en avoir le droit n'en ait réellement pas joui; etcal veut dire que maigré foute la réalité de sa possession la plus longue, con droit.

Ainsi, peu importe la différence qu'il peut y avoir entre les moyens à employer pour établir la possession dans un cas, etceux auxquelis il faudrait sovir reconrs pour la prouver dans un autre. Les de la possession, quand elle est également svérée, doivent être les mêmes la production faite par les usagers de leurs actes possessoires, n'établit pas leur possession d'une manière plus lé-leurs possession d'une manière plus lé-

plus haut , ont déclaré les usagers dans continue qui ne puisse être pronvée que

^{· 1} L. 15, cod. de fide instrument., lib. 4, tit. 21.

gale ni plus démonstrative que la production d'une enquête solennellement faite à requête des usagers dans une forêt de particulier : les actes possessoires des premiers ne peuvent être une preuve plus convaincante de leur possession, que ne le serait , à l'égard des seconds . l'aveu même du propriétaire de la forêt, qui confesserait que ceux-ci y ont continucllement coupé leurs bois, et qui, tout en le necofmaissant, pourrait néanmoins leur interdire l'entrée de sa forêt pour l'avenir, si les usagers n'y avaient exercé dans le passé qu'une pure servitude discontinue. Comment se ferait-il donc que dans deux cas d'une nature aussi identique, la même possession, également avérée, ne dût pas produire les mêmes effets?

as memes enes: Il y a plus, c'est qu'il a été reconnu par le Gouvernement lui-même que les susgers dans les bois du domaine, pouvaient être admis à prouver leur possession par la voie des enquêtes; et c'est là ce qui résulte d'une lettre du 3o messidor nu 1, écrite par le ministre grandique au ministre des finances, et transmise par celui-ci à l'Administration générale des forêts, qui en fait l'objet de sa circulier n° 245, dont voici la teneur :

3572. «Il aété porté, y est-il dit, à la » connaissance du grand-juge, ministre » de la justice, la question de savoir,

"
1º Quelle est l'autorité compétente
pour prononcer sur les contestations
que peut faire naître l'exercice des
droits d'usage dans les forêts natio-

» nales?

» 2º Si l'autorité administrativo peut

» procéder à l'audition des témoins ,

» lorsqu'elle juge nécessaire d'admettre

 lorsqu'elle juge nécessaire d'admettre
 les prétendant droit d'usage à justifier
 de leurs prétentions par la preuve testimoniale?
 Et le grand-juge a écrit à cet égard

au ministre des finances une lettre,
 dont il nous a transmis copie, en nous
 observant qu'il l'adontait en entier.

» observant qu'il l'adoptait en entier.
 » Voici la teneur de cette lettre :
 » Je réponds , Monsieur , à votre

» dernière lettre du 30 prairial dernier,

» relative aux droits d'usage dans les » foréts nationales, et à l'autorité com-» pétente pour pronoucer sur les con-» testations qu'ils neuvent faire naître.

Je conviens que, dans la règle or dinaire, c'est à l'administration à pro noncer sur cette matière.

 Outre l'ordonnance de 1660, qui paraît en effet avoir écarté les formes judiciaires dans le règlement des droits d'usages, l'arrêté du 5 vendémiaire an 6 et la loi du 28 ventôseau 11 semblent également appuyer cette opinion.

» L'arrêté du 5 vendémiaire, qui pa-» raît avoir été fait sur l'ordonnance . porte que le pâturage des bestiaux . dans les forêts nationales de l'ancien » domaine, est interdit à tous particu-» liers riverains qui ne sont pas du nombre des usagers reconnus dans les états anciennement arrêtés par le cidevant Conseil , et qu'il est également interdit dans toutes les forêts devenues nationales, excepté aux usagers qui auront justifié de leurs droits devant les administrations centrales de départemens, contradictoirement avec les agens nationaux forestiers et les » préposés de la régie de l'enregistrement.

La bi du 28 ventões an 11 est conque dans le même sens (elle prescritaux communes et particuliers qui se
prétendront fondés, partitires ou possession, en droits de pâturage, pacage,
chauffage et autres usages de bois dans
les forêts nationales, de produire,
dans un délai de six mois, aux secrétariats des préfectures et sous préfectures, leurs titures et actes possessoires,
sinon, et ce délai passé, défenses
circe, cui titus et neuron de l'eurocirce contraits de no motimer l'eurocirce.

L'article 2 dispense de cette forma lité les communes et particuliers dont
 les droits d'usage out été reconnus et
 fixés par les états arrêtés au ci-devant
 Conseil.

» Mais ces dispositions n'excluant pas formellement le recours aux tribunaux

après la décision de l'autorité administrative, il serait difficile de soutenir qu'il y a incompétence absolue des tribunaux à cet égard. Les lois, et notamment celle du 19 germinal an 11, qui permettent aux procureurs du Roi de se pourvoir par appel contre les jugemens des tribunaux qui auraient accordé mal à propos des droits d'usages ou de proprieté sur les forêts nationales, reconnaissent d'une manière authentique la compétence judiciaire sur ces matières. Il est difficile de croire que le corps législatif ait admis, dans un intervalle si court, du 28 ventôse au 10 germinal an 11, deux législa-

tions opposées sur la même matière. » Il paraît donc que l'ordonnance de 1669, en statuant sur les droits d'usage, les a considérés comme des permissions ou des facilités accordées dans l'origine aux habitans riverains par la libéralité du Prince, comme des avan tages susceptibles d'être restreints ou révoqués, selon que l'état des forêts ponvait l'exiger. Le Prince, à la fois protecteur des domaines et des com-» mines, a adopté, pour la reconnaissance des droits d'nsage, un mode » expéditif propreà régler tous ces droits » en peu de temps, en donnant la lati-» tude convenable pour consulter à la » fois les besoins et les titres des communes, et l'intérêt de la conservation des forêts, et être plus on moins facile » sur l'admission des demandes, selon » que l'état des forêts le permettrait.

5 D'ailleurs, la démarcation des pouvoirs n'était pas alors déterminée comme à présent; le Conseil d'Etat réunissait, en quelque sorte, l'exercice de tous les pouvoirs, administratif, judiciaire et législatif.
Les états qui ont été on conséquence

Les états qui ont été en conséquence
 arrêtés au Conseil, sont une chose sur
 laquelle il ne peut pas être question de

revenir. Ils ont encore été sanctionnés
 par la loi du 28 ventôse dernier.
 Mais depuis cet état de choses, beau coup de forêts sont devenues nationa-

» coup de forêts sont devenues nationa-» les, par suite de la suppression des

maisons religieuses et des lois sur l'é migration; d'un autre côté, la réunion
 de différens pays à la France a accru
 considérablement cette branche de do maines.

» L'arrêté du 6 vendémiaire an 6 et a la idi du 38 ventôse an 11, qui out eu s pour objet de reconnaître et fixer les droits d'usage dans ces forêts, ont a voulu que les demandes et les titres soient soumis à l'examen et à la décision des administrations; mais ce examen, cette décision, ont aussi lieu pour les questions de propriété, qui les tribunaux, conformément à la loi du 5 novembre 1790. Ou peut donc en conclure que la loi et l'arrêté dont il s'agit, n'excluent pas iei la compétence judiciaire.

» Toutefois, il faut convenir que, d'après l'ordre et la nature des choses, il doit rarement y avoir lieu de porter devant les tribunaux les affaires concernant les droits d'usage.

» En effet, si la question sur le fond du droit est susceptible de la compétence des tribunaux, il est certain que le mode de l'exercice des droits doit etter réglé par l'autorité administrative; c'est à elle à désiguer les parties de bois ou les lieux défensables; à voir et à déterminer si et jusqu'à que point l'état des forêts permet l'exercice de ces droits.

» D'un autre côté, les communes ne » peuvent plus plaider sans l'autorisa-» tion du conseil de préfecture. Àinsi, » quand ee conseil a donné sa décision » sur les droits d'usage, il peut, si la » commune ne paraît aucunement fou-» dé à réclamer, lui refuser l'autorisa-» de se pourvoir devant les tribunaux.

» Les communes trouvent, auprès des administrations, les moyens de faire reconnaître leurs droits sans frais; les administrations ont d'ailleurs plus de latitude que les tribunaux, pour avoir égard non-seulement aux titres, mais aux considérations particulières.

» Enfin, il paraît que le vœu de l'ar-

» rêté du 6 vendémlaire an 6 et de la » enquêtes judiciaires et être assujettis » loi du 28 ventôse, a été de faire ré-» gler promptement les droits d'usage » dans la généralité des départemens.

» Mais si, de toutes ces circonstances, » il résulte que le recours à l'autorité judiciaire doit avoir lieu rarement en » cette matière, il ne s'ensuit pas moins » qu'on ne saurait l'exclure entièrement. » Mais on concoit ecpendant que,

» dans certains cas, l'administration peut » elle-même juger convenable de ren-» voyer aux tribunaux la connaissance » définitive de l'affaire, à raison, soit des » enquêtes à faire, soit des titres, des » jugemens ou questions de droit à exa-

» C'est ainsi que l'intervention des » tribunaux a lieu dans les cas prévus » par la loi du 10 germinal dernier; elle » peut de même avoir lieu dans d'au-» tres circonstances où elle est néces-» saire. Il n'y a aucune raison de l'é-» carter absolument, puisqu'enfin il est » toujours au pouvoir des conseils de » préfecture de ne pas autoriser les com-» munes à v recourir.

» Ceei mc ramène à la première ques-» tion proposée par votre lettre, et qui » consiste à savoir si les conseils de pré-» fecture peuvent procéder à des enqué-» tes pour vérifier des faits intéressans » à la décision des questions de propriété » ou de droits d'usage, dont la connais-» sance leur est d'abord déférée par un » mémoire des parties, conformément à a la loi du 5 novembre 1790.

» L'autorité administrative peut et » doit prendre tous les moyens propres » à éclairer sa détermination ; elle peut » donc recevoir des déclarations, ou » dénommer des commissaires pour se » transporter sur les lieux, recueillir les » déclarations et les renseignemens né-» cessaires, et en dresser procès-verbal » en présence des parties intéressées. Ces n actes, sans avoir précisement le carac-» tère d'une enquête judiciaire, suffisent » pour les décisions à donner par les

administrations; mais de pareils actes » ne peuvent jamais être regardés comme

» aux mêmes formes. On ne pourrait » même exiger des administrations l'ob-» servation de toutes ces formes, sans » dénaturer, en quelque sorte, leurs » fonctions. Ainsi, dans les cas mêmes où les administrateurs sont appelés à

juger les contraventions en matière de grande voirie, je ne crois pas qu'ils soient tenus à l'observation des formes judiciaires. La loi a jugé que les formesadministratives convenaient mieux

à ces objets. » Si l'on exigeait l'observation des for»

» mes indiciaires dans les enquêtes ou informations que les administrations sont » dans le cas de faire pour se procurer » des renseignement qu'elles croient nécessaires, je ne vois pas pourquoi on ne les exigerait pas aussi pour les citations qu'on est dans le cas de donner devant elles et pour l'instruction des affaires qu'on y porte ; et c'est ce qu'on n'a pas pretendu encore : tout s'y fait » sommairement et sans observer des formes rigoureuses et indispensables.

» Dans les questions de propriété, ce » mode de procéder peut se trouver in-» suffisant; et la loi a réservé alors un » recours aux tribunaux, qui achève de » garantir les droits des parties. »

Signé RÉGNIER. 1

3573. En résumé sur ce point : Le droit d'usage qui s'exerce dans les forêts de l'Etat est de même nature que celui qui s'exerce dans les forêts privées : or, suivant la loi du 28 ventôse an 11, celui qui a lieu dans les forêts domaniales no doit pas être classé parmi les simples servitudes discontinues, qui ne peuvent être prouvées ou établies par la seule possession ; donc il en doit être de même du droit d'usage exercé dans les forêts de particuliers.

EN D'AUTRES termes encore : La possession du droit d'usage dans les forêts

¹ Voy. dans le recueil par ordre chronologique de M. BAUBRILLART, tom. 1, pag. 698.

de l'East est de même nature et a les mêmes caractères que la possession du droit d'usage dans les forêts privées : or, la preuve de la possession du droit d'usage dans les forêts de l'Etat a été jugée, par la loi, suffisante pour obtenir au profit de l'usager la maintenue de son droit; Jione elle doit être de même suffisante à l'égard des usagers dans les bois de particuliers.

EXAMEN

De la question d'après les principes du code civil.

3574. Le droit d'usage dans les bois est-il susceptible d'une possession qui réinisse toutes les qualités voulues par notre nouveau code pour caractériser une vraic possession civile? C'est là le point actuel de notre examen.

Dans cette partie de notre discussion, parlant de droits incorporels, nous entendons les droits réels, qui sont civilement immeubles par l'objet auquel ils s'appliquent, tels que les droits d'usufruit et d'usage établis sur des fonds.

L'article 2238 porte que « La possession est la détention un la jouissance » d'une chose ou d'un droit que nous » tenons ou que nous exerpons par nous-» mêmes, ou par tout autre qui la tient » ou qui l'accre en notre non. C'estàdire que la possession définie par cet article s'applique soit aux chose corporelles que nous tenons nous-mêmes ou qu'on tient pour nous, soit aux incorporelles mais réclles que nous exerçons nous-mêmes ou qu'on exerce pour nous.

Il est donc, par la, parfaitement déionntré que la qualité de droit incorporel n'est pas exclusive de la possession civile définie par cet article, et c'est ce qui résulte aussi de ce que les servitudes continues et apparentes, quoique droits incorporels, sont néanmoins susceptibles d'une vraie possession.

Mais faut-il dire que, parmi les droits incorporels, il n'y a que les servitudes continues et apparentes dont la jouis-

sance puisse donner lieu aux actions possessoires? Il est évident qu'on ne pourrait pas soutenir une pareille proposition :

1º Parce que l'art. 2228 qu'on vient de rapporter, loin de renfermer cette distinction ou cette limitation, est au contraire conçn dans les termes les plus généraux;

2º Parce que nulle part ailleurs le code ne décide que, parmi les droits incorporels, il n'y a effectivement que les servitudes continues et apparentes dont la jouissance comporte par elle - même les actions possessoires; et qu' on ne doit pas admettre, à l'égard des autres droits, une règle d'évclusion qui n'existe cer-

trouver dans aucune disposition de loi; 3º Parce que la fiausset de cette proposition reste démontrée par l'exemple du droit d'usufruit, qui est une servitide de même nature que celle du droit d'usage, et dont la jonissance comporte bien certainement toutes les actions possessoires, quoiqu'on ne puisse pas le ranger dans la classe des servitudes con-

tainement pas, puisqu'on ne saurait la

tinues qui n'ont pas besoin du fait actuel de l'homme pour être excreées. 2575. Mais à quoi faut-il donc s'attacher pour reconnaître et bien distinguer quels sont les droits incorporels et 21 rééls qu'on doit regarder comme susè ceptibles d'une vraie possession civile?

Nous verrons plus bas que cette question peut, dans le détail des espèces, offirir quelque difficulté sur l'appréciation des faits, mais en règle générale et sur le point de droit, celle est aussi simple que facile à résoudre, parce que le code huimême nous en indique les moyens de solution avec tous les développemens qu'il était possible au législateur de nous tracer.

L'article 2228 qu'on vient de rapporter; défini te qu'on doit entendre par la possession, et il déclare qu'elle peut être appliquée soit aux choses corporelles, soit aux droits incorporels et réels. Voilà le principe d'où il faut d'abord partir. L'article 2229 va plus loin, et pour régler l'application du précédent, il signale toutes les qualités que doit avoir la possession pour être véritablement civille et acquisitive de la prescription. Il porte que « pour pouvoir prescrire il « faut une possession continue et non

nate une possession continue et non naterrompue, paisible, publique, non equivoque, et à titre de propriétaire.»

Il faut donc dire que tout possesseur dont la jouissance comporte les six qualités voulues par cet article, est sais d'une vériable possession civil et acquisitive de la prescription; et qu'il n'y a, sur ce point, auenne distinction à faire cettre celni qui retient une chose interpret et réel, puisque la loi veut que la possession s'applique à la cause de l'un comme à celle de l'autre, pourru qu'elle porte le caractère qui résulte de la réunoi de ces six qualités.

Toute la question qui nous occupe consistedone à savoir si, en fiait de droit d'usage, la jonisance de l'usager peut reduir ces sir mêmes qualités; car s'elle les réunit, l'on sera bien forcé de convenir que sa possession ayant tous les caractères voulus par la loi, pour la rendre acquisitive de la prescription, il faut nécessairement qu'elle en opère les effets.

Hé bien 1 pour vérifier si réellement elle réunit ces diverses qualités, reprenons-les successivement les unes après les autres.

3576. It PAUT, 1º que la possession soit continue. Mais qu'est-ce que la possession continue? pourquoi cette qualife est-elle requise dans la jouissance d'une chose ou d'und oit qu'on veut preserire? que faut-il au contraire pour que la possession soit regardée comme discontinue?

La possession continue est celle qui n'a point été temporairement désertée

ou abandonnée par celui qui prétend par été coupé par des intervalles de temps assez éloignés les uns des autres pour nuire à la notoriété qu'elle doit avoir.

Nous disons par des intervalles assez éloignés les uns des autres : car il ne faut pas croire que la possession cesse d'être continue lorsqu'on n'insiste pas chaque jour à en faire des actes. Il y a des fonds en nature de pâturage qu'on abandonne une grande partie de l'année, et dout on conserve néanmoins la possession, saltus hibernos æstivosque animo possidemus, quamvis certis temporibus eos relinguamus 1; et la même chose a lieu, encore qu'on n'ait laissé personne au châlet pour l'occuper au nom du maître, nam saltus hibernos et æstivos quorum possessio retinetur animo solo, licet neque servum, neque colonum ibi habeamus 3.

3577. En parlant de la continuité de la possession, il ne faut pas confondre la cause du propriétaire qui jonit de sa propre chose, avec celle du tiers possesseur qui est seulement en voie de prescrirel a chose par lui possédée.

Lorsqu'il s'agit du véritable propriétaire d'un héritage, s'il n'est pas constant qu'il ait positivement voulu en abandonner la possession, il ne cesse point d'en être possesseur quoiqu'il ait négligé de le cultiver pour en recueillir les fruits. On applique à sa cause la règle qui veut que l'intention seule suffise pour retenir la possession ; et cette intention est toujours présumée, parce que personne n'est censé abandonner son bien; d'où résulte cette conséquence que, quel que soit l'espace de temps durant lequel il a omis de faire des actes de jouissance, il conserve tous les droits du possessoire tant que nul autre n'est venu s'entremettre dans son fonds'. Il

L. 3, § 11, ff. de acquirend. poss., lib. 41,

² LL, 44 et 45, ff. eod.

³ L. 4, cod. de acquirend. poss., lib. 7, tit. 32.

⁴ L. 25, § 2, ff. de acquirend poss., lib. 41,

est sensible que cela doit être ainsi; car le propriétaire ne peut perdre ses droits au possessoire, sans qu'il y ait une cause qui en opère, pour lui. la privation; et ici il n'y aurait pas de cause qui pft produire un pareil effet, puisqu'on ne pourrait la trouver ni dans la volonté de l'homme, ni dans celle de la loi, ni dans le fait d'un tiers.

Les mêmes principes ne s'appliquent point exactement à la cause du tiers possesseur qui, ayant été mis en jouissance du fonds d'autrui , se prévaut de sa possession comme moyeu d'acquérir l'héritage possédé. La règle qui veut que la possession, une fois acquise, puisse être retenue solo animo, n'a plus ici la même étendue; et quoique le tiers possesseur puisse l'invoquer en ce sens qu'on ne peut pas exiger de lui qu'il ait insisté chaque jour, ou à des époques très-rapprochées, à faire des actes de jouissance sur le fonds, néanmoins la loi a dû se montrer plus sévère sur le fait de la continuité qu'elle exige dans sa possession, et le motif en est évidemment juste ; car il s'agit alors d'opérer l'expropriation du véritable maître du fonds : il faut donc que celni-ci ait été suffisamment averti du dauger dont il était menacé; il faut qu'il ait dû savoir qu'un tiers occupait son héritage; il faut qu'on puisse, au besoin, lui reprocher de la négligence à ne pas s'y être opposé : or, ce n'est que par les actes possessoires publiquement exercés sur l'immeuble et répétés au moins de temps à autre, qu'il a pu connaître ce qui se passait; d'où il résulte que s'il y a eu des intervalles considérables durant lesquels le tiers détenteur ait cessé tous actes de possession sur le fouds, on ne peut plus dire que le vrai propriétaire ait été suffisamment informé d'une jouissance dont la loi veut que la connaissance ne puisse lui être dérobée, pour que la prescription lui soit opposable.

3578. Mais quel est l'espace de temps qui doit se trouver dans la cessation de la jouissance, pour opérer de la discontinuité dans la possession? Les lois ne le déterminent point ; mais l'opinion commune des docteurs le fixe à dix ans, comme on peut le voir dans Dunod, en son traité des prescriptions¹, où il développe le motif de cette décision.

Tels sont, en général, les principes du droit sur la continuité de la possession des choses qui sont susceptibles du possessoire: reste à en faire l'application spéciale au droit d'usage.

Bien certainement un propriétaire ou un possesseur quelconque qui perçoit annuellement le produit de la vigne, ou du champ, ou du pré qu'il possède, en a la possession continue.

Bien certainement encore il n'y a pas de discontinuité dans la possession de l'usufruitier qui recueille chaque année les fruits du fonds grevé de la servitude de son usufruit.

Il faut encore, et il faut nécessairement en dire autant de la possession de l'usager qui coupe annuellement dans les forêts grevées de son usage, le bois qu'il consomme pour son chauffage; car, sous le rapport de la continuité de possession. il serait impossible d'assigner la moindre différence entre le propriétaire qui exploite annuellement une partie de son bois, et l'usager qui coupe de même annuellement l'autre partie. Il n'y a ni plus ni moins d'intervalle entre les exploitations de l'un et celles de l'autre : la possession de l'usager n'est donc pas moins continue que celle du propriétaire, quoiqu'elle soit exercée dans un sens différent, en ce qu'elle s'applique à son droit d'usage, comme celle de l'usufruitier s'applique à son droit d'usufruit. tandis que celle du propriétaire s'applique à son droit de propriété.

Il pourrait en étre autrement d'un droit d'usage à la coupe des fittates pour rebâtir ou réparer une maison : alors les coupes usagères ne devant avoir lieu que de loin en loin, il serait possible qu'elles n'eussent été faites qu'à des intervalles

[!] Part. 1 , chap. 4, p. 17.

tels qu'il n'y eût pas de continuité dans la possession. tenons qu'il peut acquérir son droit par la possession; il faudra donc dire encore

Ainsi, Jorsqu'ils 'agit de savoir si la possession de l'usager est suffisamment continue ou non, c'est uniquement à l'espace de temps qui s'est écoulé ou qui a du s'écouler d'une perception d'émolunens à l'autre, qu'il faut s'attacher, pour faire à sa cause l'application des principes que nous venons d'expliquer.

'a576. Li ratt, 2º une possession non interrompue, c'est-à-dire qu'il flat que l'usager n'ait point été repousée de la forêt, de mantère à le priver des émolumens par lui prétendus pour son usage et à opérer par ce fait l'interruption naturelle de sa possession; comme il faut encore qu'il n'ait reçu aucune assiguation en justice qui en ait causé l'interruption civile, et en cela sa cause n'a rien qui le distingue de celle de tout autre possesser.

Il est d'ailleurs sensible que quand on demande si l'usager peut acquérir son droit par la prescription, l'on n'entend raisonner que dans le cas où sa possession n'aurait pas été interrompue.

35%. It raur, 3º que la possession soit paitible, c'est-à-dire qu'il lant ici que l'exercice du droit d'usage n'ait été l'eflet de la violence, ni dans son principe, ni dans sa contimité; et qu'il faut encore que le proprietaire sur leque op prétend avoir prescrit, n'ait pas perpétuellement réclamé contre l'usurpation : or, nous ne supposons rien de semblable dans la possession de l'usager, l'oraque nous sou-

tenons qu'il peut acquérir son droit par la possession; il faudra donc dire encorre que, sur ce point, sa cause est absolument la même que celle du tiers possesseur d'un fonds, qui en a paisiblement joui, et que l'un ne doit pas éprouver plus d'obstacle à la prescription que

l'autre.

3581. I. FAUT., 4° que la possession
ait été publique, pour pouvoir opérer la
prescription, parce qu'il serait injuste et
que la loi ne doit pas souffiri qu'un homme soit dépouillé de son bien par surprise, ou ou en vertu d'actes possessiores contre lesquels il n'aurait pu réclamer pour ne les avoir pas connus.

Déjà nous avons vu que la continuité de la possession est un des élémens de sa publicité; mais il n'est pas le seul , il faut encore que les actes de possession aient été par cux-mêmes d'une publicité telle qu'ils ne puissent souffiri le reproche de clandestinité.

Au reste, la question de savoir si lesfaits de jouissance allégués par le possesseur doivent être considérés comme suffsamment publics, ou si au contraire il ane doivent être pris que pour des actes clandestins, est toute en fait, puisqu'elle ne peut être décidée que par les circonstances; en sorte que, dans les causes de cette nature, les juges n'ayant à interroger que les lumières d'une conscience éclairée, remplissent absolument les fonctions de juriés au civil.

Qu'il s'agisse d'un droit de propriété ou d'usage, cette question reste absolument la même, puisque sa solution ne dépend toujours que des faits de possession et des circonstances dans lesquelles

ils ont eu lieu.

Néannoins il faut observer qu'en fait d'usage dans les forêts, la grande diversité qui peut exister entre les espèces, doit naturellement entraîner des décisions difièrentes sur la publicité des actes possessoires.

Qu'on suppose, par exemple, qu'une commune se prétendant usagère dans les bois d'un particulier, ait, chaqne automne, coupé, pour son chauffage, le tiers ou le quart, ou le cinquième du produit de la forêt; il serant bien certainement absurde de dire que les coupes par elle exploitées avec tout l'éclat et la publicité de celles qui suraient été faites par le proprietaire lui-nême, ne fussent neumoins que des actes cachés, ou de faits de possession clandestine; il serait absurde de dire que l'enviernent d'un absurde de dire que l'enviernent d'un fait de production de la comparation de l

Qu'on suppose au contraire qu'il s'agisse d'un homme qui prétend avoir le droit de couper, dans le bois de son voisin, des échalas pour le service de sa vigne, ou des liens pour engerber sa moisson, et que, sans produire aucun titre pour justifier ce droit, il offre seulement la prenve vocale de l'exercice qu'il en aurait fait pendant 30 ans, en allant chercher dans la forêt et à dos d'homme, des charges de petits brins de bois pour faire ses échalas ou ses liens : ici nous n'apercevrons plus les élémens d'une vraic publicité dans la possession alléguée par le soi-disant usager, parce qu'il a pu se transporter dans la forêt saus suivre les chemins usités, et par conséquent sans être apercu du public ; qu'eûtil suivi les grands chemins, ne conduisant aucune voiture ou appareil de transport pour enlever le bois qu'il se proposait de couper, rien n'a pu fixer l'attention publique sur le but de ses démarches; qu'arrivé dans l'endroit où il a voulu couper ses échalas, il s'est trouvé hors de toute atteinte des regards du propriétaire, et que la forêt elle-même lui a servi de manteau pour cacher les larcins qu'il voudrait représenter comme le produit d'un droit légitime en preuve de l'exercice duquel il n'offre peut-être que le témoignage des complices de sa maraude.

On voit par la comparaison de ces deux exemples, qu'autant il serait absurde de dire que la possession d'une cominune usagère n'a été que clandestine

lorsqu'elle coupait annuellement une partie notable du produit de la forêt pour son chauffage, autant il y aurait de la témérité à affirmer qu'il y a eu publicité suffisante dans la jouissance alléguée par celui qui serait allé, à la dérobée, prendre dans la même forêt, des échalas ponr l'entretien de sa vigne ; d'où il faut conclure que les règles de la prescription ne doivent point être appliquées à l'un de ces cas comme à l'autre, quoique, dans l'un comme dans l'autre, il s'agisse également d'un droit d'usage; et de là il faut conclure encore que, s'il y a eu une vérité bien démontrée, c'est celle de la proposition que nous avons émise plus haut en disant que les questions du pos sessoire et de la prescription, en fait de droit d'usage, ne doivent pas être uniformément tranchées de la même manière dans tous les cas.

3582. IL FAUT, que la possession soit non équivoque; mais qu'est-ce qu'une possession équivoque?

La possession d'un tiers est d'abord équivoque lorsqu'elle se trouve simultanément en concurrence avec celle du propriétaire qui n'est pas visiblement dépossédée.

Pour l'intelligence de cette proposition, supposons qu'un fermier ait vendu le fonds de son maître, et que par l'acte de vente il ait été convenu qu'il retiendrait la jouissance de ce fonds à titre de bail au profit de l'acquéreur ; que ce fermier ait continué à payer le prix entier du fermage dù à son premier maître. tout en payant encore le fermage stipulé avec le tiers acquéreur : la possession d'un fonds est en général exercée par le fait du fermier, pour et au nom du propriétaire (2236), en sorte que c'est celui-ci qui est le vrai possesseur de la chose; mais voilà deux amodiateurs ou deux bailleurs au nom desquels le même fermier est censé cultiver les fonds, et cependant le même héritage ne peut être solidairement possédé par plusieurs personnes, plures eamdem rem in solidum possidere non possunt. Contra naturam quippe est, ut cum aliquid ego teneam. tu quoque idem tenere videaris 1 : il faut donc choisir entre l'ancien maître et le nouvel acquéreur celui des deux auquel on doit attribuer la possession exercée par le fermier : or ce choix ne peut être douteux, et c'est évidemment l'ancien maître ou le véritable propriétaire qui doit l'emporter, puisqu'en fait il n'a jamais été depossédé; si conductor rem vendidit et rem ab emptore conduxit, et utrique mercedes præstitit; prior locatur per conductorem possessionem rectissime retinet2. La possession prétendue par le nouvel acquéreur ne peut l'emporter sur celle du propriétaire, parce qu'elle est équivoque; et elle est équivoque parce qu'elle n'est pas démonstrative de la dénosses-

Le doute qui peut naître sur la question de savoir si la jouissance a été suffisamment continue, peut être aussi, surtout en fait de droits d'usage, un vice d'équivoque dans la possession.

sion du véritable maître.

3583. En finit de droit d'usage ou autres servitudes, la possession peut être équivoque encore, lorsqu'on ne voit pas que ce soit jure servitutis, ou comme ayant un droit réel sur la chose, que le possesseur l'a excrecé, ou si c'est plutôt jure Jamiliaritatis, ou par familiarité d'une part et toferince de l'autre qu'il en a joui. Voilà pourpoi les servitudes, même simples et discontinues, deviennent reservitudes et la via plus d'équivoque sur l'intention des parties intéressées et sur l'esprit dans lequel le possesseur entendatt agir.

selle ottendata agaic. In tolletance se pré-La familiarité et la tolletance se présument appear de la propriétaire à de condissant dans l'usage de s'accorder nutuellement par esprit de bon voisinage, et c'est la ce qui a fait poser en principe que les servitudes discontinues seriaett imprescriptibles, tant qu'il n'y arrait pas cu de contradiction formée aux droits du propriétaire. En fait de droits d'usage dans les sirets, la finniliarité et la tolérance doivent se présumer aussi lursqu'il ne s'agit que de la prise de quelques émolumens de peu de valeur; et dons ce cas il faut dire que la jouissance alléguée par l'usager qui n'a pas de titre et de la part diager qui n'a pas de titre et de la part diaqu'équivoque et incapable de produire aucun d'ori pour l'avenir.

Mais lorsqu'il s'agit d'une prise de bois considérable, ou d'une valeur notable, l'abandon par tolérance ne pouvant en être présumé, il serait impossible de rien voir d'équivoque dans la possession de l'usager, pour peu qu'elle ait été

publiquement prolongée.

3584. Il raut, 6º que la possession ait eu lieu, à titre de propriétaire de la chose possédée, c'est à-dire à titre de propriétaire du fonds, lorsqu'il s'agit d'un héritage, ou à titre de propriétaire du droit dont on a joui, lorsqu'il s'agit seulement d'un droit à exercer sur un immeuble.

Pour apprécier au juste ces expressions à titre de propriétaire, il suffit de les reprendre en sens inverse et de dire qu'elles ne signifient rien autre chose, sinon qu'il est nécessaire que celui qui veut se se prévaloir de sa possession tomme moyen d'acquérir, n'ait pas joui à titre précaire, mais en esprit de maître.

Le précaire est un vice dont les conséquences sont telles que la jouissance qui en est affectée, se trouve, par là, reudue perprétuellement incapable de produire les avantages du possessoire. El est donc extrémement important de bien connaître en quoi consiste le vice du précaire, puisque c'est principalement des notions exactes qu'on doit en a voir que dépend la solution de la quesy tion qui nous occupe sur le possessoire en fait de droits d'usage dans les forêts, ce n fait de droits d'usage dans les forêts,

^{3585.} Pour mieux démontrer en quoi

¹ L. 3, § 5, ff. de acquirenda poss., lib. 41,

² L. 32, § 1, ff. eod.

consiste précisément le précaire, signalons d'abord ce qui n'en a que les apparences.

Lorsqu'un homme est en jouissance d'un droit, il ne faut pas croire que le vice du précaire affecte sa possession par cela seul que le droit dont il jouis é sercre sur le fonds d'autrui. Il suffit au contraire qu'il agisse comme syant réellement un droit sequis sur le fonds, c'entraire qu'il agisse comme syant réellement un droit sequis sur le fonds, c'entraire qu'il agisse comme syant réellement un droit sequis sur le fonds, c'entraire par l'autre, c'entraire qu'il n'entraire de l'autre, et qu'il jouisse de ce droit pro suo, pour qu'il n'y ait rien de précaire dans sa possession.

Le droit d'usufruit, par exemple, ne s'exerce que sur le fonds d'autrui; cependant l'usufruitier a tous les avantages

des interdits possessoires.

La servitude continue et apparente ne s'exerce par l'un que sur le fonds de l'autre; cependant elle s'acquiert par le seul effet de la possession.

Celui qui possède un fonds enclavé peut intenter l'action possessoire pour obtenir sa maintenue dans son droit de passage sur les fonds intermédiaires !.

Toutes servitudes discontinues sont ellesmêmes prescriptibles à die contradictionis, comme l'enseignent les auteurs: or, après comme avant l'acte de contradiction, l'exercice qui s'en fiait n'a toujours lieu que sur le fonds d'autrui; donc ce n'est pas de cette circonstance que dépend l'imprescriptibilité de la servitude discontinue.

Il est donc de toute évidence qu'un droit d'usage quelconque, prétendu par l'un sur la forêt de l'autre, ne peut pas être imprescriptible par cela seul qu'il s'exerce dans le fonds d'autrui, puisque ce n'est pas de cette circonstance que dépend le vice du précaire.

Mais qu'est-ce que c'est donc que la jouissance ou la détention à titre précaire? ou, en d'autres termes, qu'est-ce que c'est que la jouissance qui, par rapport au vice du précaire dont elle est affectée, ne peut produire les avantages du possessoire?

En général, il y a précaire dans la jouissance de celui qui ne possède que pour autrui, tel qu'un fermier; comme encore dans la détention de celui qui ne retient la chose que sous le bon vouloir du propriétaire et pour autant de temps qu'il plaira à celui-ci de la lui laisser: telle est la condition du dépositaire.

Le précaire peut résulter de deux

causes, l'une expresse et l'autre tacite. 3586. La cause du précaire est expresse dans le fermier , le locataire , le créancier nanti par antichrèse, le séquestre, le commodataire, etc., etc. Dans tous ces cas la cause du précaire est expresse, puisqu'elle repose sur la convention expressément consentic entre le propriétaire et ces divers gardiens de la chose. Il est évident que toutes ces personnes et autres de parcille condition ne peuvent avoir que la qualité de détenteurs précaires, puisqu'elles n'ont pas de droit réel dans le fonds ; il est évident qu'exclues par leur titre même de tout droit reel sur l'héritage, elles ne peuvent l'occuper animo sibi habendi; il est évident en un mot qu'agissant pour et au nom du propriétaire qu'elles représentent dans la détention de la chose, c'est celui-ci qui en est le scul posses-

La possession de l'usufruitier luimême, en tant qu'elle s'applique au fonds, n'est que précaire et appartient au propriétaire envers lequel il est chargé de conserver la substance de la chose : on ne peut pas dire qu'il jouisse de la propriété animo sibi habendi. puisque son titre le charge de la conserver pour un autre; mais la possession de l'usufruitier, en tant qu'elle s'applique à son droit d'usufruit, est pour lui une véritable possession civile, puisqu'il jouit de ce droit animo sibi habendi : que l'usufruit est un droit réel qui tient lien d'un immeuble et en remplit les fonctions entre les mains de l'asufruitier qui le possède pro suo.

¹ Voy. l'arrêt de la cour de cassation du 10 juillet 1821, au journal des audiences de 1822, pag. 47.

Il y a donc une différence bien remarquable, sur le fait de la possession, entre l'usufruitier et les simples détenteurs précaires tels que le fermier et les autres dont on vient de parler. Quand il s'agit de l'usufruitier, on trouve dans le droit réel ou le jus in re, qui lui appartient, un sujet auguel on peut appliquer la possession; mais à l'égard de ceux qui, n'étant que détenteurs précaires sub omni respectu, n'ont aucun droit réel dans la chose, il serait impossible de trouver un sujet auquel la possession qui est ici toute foncière, pût être applicable : en couséquence de quoi il serait impossible aussi de trouver, dans ces détenteurs, la qualité de vrais pos-

sesseurs. Mais le droit d'usage dans les forêts est un droit réel comme celui d'usufruit : l'un est un droit immobilier comme l'autre ; l'un est un démembrement de propriété comme l'autre ; l'un est productif de fruits comme l'autre ; l'usager et l'usufruitier jouissent également de leur droit animo sibi habendi; ils jouissent également pro suo : l'un de ces droits est dans les mains de l'usager une propriété immobilière, comme l'autre est une propriété foncière dans celles de l'usufruitier ; l'un est donc comme l'autre un sujet auquel la possession foncière peut et doit être appliquée; et c'est pourquoi les lois romaines accordaient à l'usager, comme à l'usufruitier, et à l'un aussi bien qu'à l'autre , l'exercice des interdits possessoires; d'où il faut conclure qu'en thèse générale, le vice du précaire n'affecte pas plus la possession de l'usager que celle de l'usufruitier.

3587. La cause du précaire est tacite dans toutes les choses que nous ne laissons à la jouissance des autres que par esprit de bon voisinage et sans être censés reconnaître en eux aucun droit : alors la cause du précaire est tacite, parce

qu'il n'y a point eu de convention entre les parties. Les jouisances de cette nature, ne s'excepant januas que sous le bou vouloir da proprietaire qui pent y metre obstacle quand il lui plat, sont ce qu'on apple un termes propres, le vértiable précaire; procerium est, quand prec'hus petentis utendum conceditur tamditi guandità is, qui concessit patiture.

Il est sensible que celui qui n'a pour lui qu'une jouissance de cette nature, ne peut jamais prétendre à la prescription, puisqu'il n'a aucun jus in re auquel on puisce appliquer une possession qui lui soit propre.

Il est sensible que, pouvant toujours ètre expulsé du fonds, suivant le bon plaisir du propriétaire, on ne peut pas dire qu'il ait aucun droit acquis, même à la possession; non videtur possessionem adeptus is, qui ita nactus est, ut eam retinere non possit.

C'est par rapport à ce vice inhéreau au précaire, qu'il est décède en droit (2323) que les actes de pure familiarité ou de simple tudérance ne peuvent funder ni possession ni prescription, ce qui signific que tons les uages qui ont quedque similitude avec les servitudes foncières, ou qui paraissent en avoir la crème de la constitue de la constitue

35% L'imprescriptibilé des seviules purse et discontinues o est fondér, en principe, que sur cette cause de précaire. Les froissemens perpétuels qui , à raison du voisinage des fonds, ont lieu entre les posseseurs, dans l'exercice de leur poissance, et les difficultés sans mettre aux prisse les uns avec les autres, a'ils avaient à craindre que les moindres filts de passego ou autres pussent servir-

¹ L. 1, ff. de precario, lib. 43, tit. 25.

² L. 22, ff. de acquirend. poss., lib. 41, til. 2.

de fondement à la prescription de ces servitudes, font que, pour le maintien de la paix et de la concorde entre voisins, les auteurs du code ont voulu, comme quelques coutumes le voulaient dejà, que tous les faits de cette uature fussent présumés n'être que des actes de pure faculté et de simple tolérance . . c'est-à-dire des actes précaires qui sont par eux-mêmes incapables de produire aucun droit.

Une preuve démonstrative que c'est uniquement sur cette espèce de précaire qu'est fondée l'imprescriptibilité de ces servitudes, c'est que, comme on l'a déjà dit plus haut , la contradiction faite aux droits du propriétaire donne toujours lieu à la prescription (2238); parce qu'alors il n'y a plus moyen de présumer la pure faculté de la part de celui qui prétend agir en maître, ni la simple tolérance de la part du propriétaire qui a vouln résister, en sorte que la contradiction, faisant cesser la cause du précaire, fait en même temps noître celle de la prescription.

Faisant l'application de ces principes à la cause des usagers dans les bois, nous dirons que, dans le doute sur la question de savoir si c'est jure servitutis qu'un usage a été excrcé, ou si au contraire c'est par simple tolérance . la prescription devrait être rejetée, soit parce qu'on doit naturellement présumer la liberté du fonds, soit parce qu'en ce cas, la possession serait équivoque, ce qui ferait retomber dans un autre vice formant également obstacle à la prescription.

Mais il ne faut pas perdre de vue que, si , dans l'exercice d'un usage , la familiarité et la tolérance peuvent se présumer lorsque la charge ou l'objet de l'usage n'est que de très peu de valeur, il serait absurde d'admettre la même présomption lorsqu'il s'agit de la prise d'émolumens qui sont d'une valeur considérable, parce que vouloir se ruiner ou s'appanvrir en abandonnant gratuitement son bien quand on n'en doit rien, ne serait plutôt qu'un trait de folie qu'on ne doit présumer dans aucuu houme præsump., lib. 22, tit. 3.

raisonnable; nemo enim ita resupinus est ut facile suas pecunias jactet, et indebitas effundat. 1

3580. Il résulte de là qu'en fait d'usage dans les forêts, dont les espèces sont très-multipliées; si l'on doit dire que dans quelques cas particuliers, l'usage ne doit être regardé que comme une chose de pure tolérance de la part du propriétaire, pris égard au peu de valeur des émolumens qui en sont l'objet, il serait absurde d'étendre ce principe à tous les cas, et de soutenir qu'une commune, par exemple, qui aurait anuuellement coupé une partie notable du produit d'une forêt, pour la consommation de son chauffage, n'eût en cela fait que des actes de familiarité et de tolérance ; car le maître de la forêt aurait bien certainement trouvé qu'elle agissait trop familièrement, et bien certainement encore il se serait opposé à ees exploitations annuelles, plutôt que de souffrir en silence des actes aussi dommageables pour lui, s'il n'avait été dans l'opinion que la commune usagère avait le droit d'en agir ainsi.

On voit par là que, tout en admettant que les actes d'un prétendu droit d'usage ne peuvent fonder ni possession véritable ni prescription , lorsque les émolumens percus par l'usager sont de si peu de valeur qu'on doit naturellement présumer le précaire qui a sa cause dans la tolérance du propriétaire, il faut décider au contraire que le même vice n'affecte nullement la possession de l'usager qui a perçu une partie notable du produit, et qui l'a perçue assez fréquemment pour que sa possession fut continue.

Sur quoi il est essentiel de bien remarquer que, pris égard au grand intérêt qu'on attache aujourd'hui à la possession des forêts, intérêt tel qu'on voit des procès qui n'ont pour objet que la coupe de quelques épines, il est rare que les émolumens perçus par l'usager soient

L. 25, in fin. princip. ff. de probat. et

d'une valeur assez peu considérable pour beaucoup de coutumes qui déclaraient que la cause de la perception qui en a été faite ne doive être attribuée qu'à la tolérance du propriétaire; et c'est par cette raison que daus la proposition que nous avons émise plus haut 1, nous avons poséen principe que généralement la jouissance de l'usager devait avoir les effets d'une vraie possession acquisitive du droit d'usage, et que la décision contraire ne devait avoir lieu que dans quelques cas qui se trouvent exceptionnels par des circonstances particulières ; mais c'est là une chose sur laquelle nous reviendrons plus bas, lorsque nous nous occuperons de faire l'application du principe aux diverses espèces d'usage les plus connues.

3500. Ainsi, en fait d'usage, la possion peut être continue et non interrompue, paisible, publique, non équivoque, et à titre de propriétaire du droit possédé. Ce sont la autant de points que nous croyons avoir parfaitement démontrés les uns après les autres, dans cette partie de notre discussion ; d'où il est nécessaire de conclure qu'en général l'usager doit avoir le droit d'exercer les actions possessoires, puisque sa possession rénnit, en elle-même, tous les caractères voulus par la loi pour être acquisitive de la prescription.

Au reste , les difficultés qui peuvent s'élever sur la vérification de ces diverses qualités de la possession, sont toutes en fait, et toutes sont encore les mêmes dans tous les eas, en sorte qu'il ne faut ni plus de sagacité, ni plus de lumières dans le juge qui doit en connaître à l'égard de l'usager qu'à l'égard de tout autre possesseur qui aurait la même lutte à soutenir.

EXAMEN

De la question d'après la jurisprudence des arrets.

3501. Comme il y avait, en France,

que le droit d'usage dans les bois ne pouvait s'acquérir par la seule possession, même immémoriale, les jugemens rendus sur le possessoire en ectte matière, doivent être plus rares. Néanmoins l'on en trouve quelques-uns dans les recueils de jurisprudence, et cela doit être, puisqu'il y avait aussi plusieurs provinces dans lesquelles les droits d'usages n'avaient pas été placés hors de la règle du droit commun qui veut que tout ce qui est susceptible d'une vraie possession, soit prescriptible par

un laps de temps quelconque. Nous n'avons pas poussé très-loin nos recherches sur cet objet, parce que nous avons pensé qu'il nous suffirait de faire voir qu'en fait de droit d'usage, les questions possessoires n'ont été généralement regardées comme improposables, ni par les anciens, ni par les modernes, et qu'elles n'ont été généralement repoussées ni par les anciens, ni par les nouveaux tribunaux; pour cela nous allons rapporter successivement et par ordre chronologique les divers jugemens que nous avons rencontrés en parcourant nos livres sur cette matière.

3592. 10 TAISAND, sur l'art. 2 du tit. 13 de la coutume de Bourgogne , nº 1 , rapporte une sentence dont il n'y eut pas d'appel, et qui fut rendue en 1535 par le châtelain de Beaune, contre le chapitre de Saint-Georges de Châlons, propriétaire d'un terrain en broussailles sur le territoire de Savigny, par laquelle les habitans de cette communauté furent maintenus au possessoire dans l'usage de faire paître leurs bestiaux sur ce terrain. Et en 1625 ils furent maintenus de nouveau par une autre sentence confirmée par arrêt, pris égard, dit l'auteur, à la contradiction qui résultait de la

première procédure. Il paraît d'abord surprenant de voir un pareil jugement rendu au possessoire, sous la coutume de Bourgogne qui n'admettait la preuve des droits d'usage que par titre : mais il faut se rappeler que le président Bouhier rapporte que la juris-

^{1.} Vov. sous le nº 3547.

prudence du Parlement de Dijon n'a pas toujours été uniforme là-dessus, et qu'il fut uu temps où eette cour admettait la preuve des usages par la seule possession immémoriale, et que e'est là ce qui a pu servir de motif à ce jugement.

Quoi qu'il en soit voilà un jugement rendu au possessoire, en 1535, sur l'exercice d'un droit d'usage; done ces sortes d'actions n'étaient point alors ignorées ou regardées comme inapplicables en cette matière.

3593. 20 FILLEAU, en son recueil d'arrêts et règlemens 1, rapporte un arrêt du parlement de Paris, du 7 séptembre 15/10, par lequel les habitans des paroisses de Crocq , Azv , Saint-Laurent des-Bois et autres, agissant au possessoire, contre dame Diane de Poitier, défendant comme mère-tutrice de ses enfans, furent en qualité de demandeurs en complainte, a maintenus et chacun d'enx en » la possession et saisine de pouvoir prendre en la forêt du Rozeul, deux chênes pour droit de festage en chaeun travers de leurs maisons toutes fois que » besoin et mestier leur sera, en temps » nou prohibé et dessendu de couper chênes et hors sêve : en la possession » et saisine de prendre bois vert en gi-» sant et bois sec en estant, sans toutes fois pouvoir prendre les branches » sèclies des arbres verds ; en possession » et saisine de prendre en ladite forêt bois » de eharmes, arable, coudre, blanche " épine , bouleau , tremble , etc. , etc en possession et saisine de mener ou » faire mener leurs bêtes à cornes pâtu-» rer en ladite forêt hors taillis et lieux » deffendus et hors le temps de pêssons. » le tout pour leur nourriture et sans » fraude. en possession et sai-» sine , etc., etc. »

On trouve encoredans le même recueil un arrêt de la même cour, du 19 février 1542, qui déclare positivement que les parties pourront se prévaloir des enquêtes faites de part et d'autre, sur l'existenee d'un droit d'usage prétendu par les Jabitans de Chevrise, contre les religieux et abbés de Joui.

359/i. 3º « Par arrêt de Bordeuus, dit Parr », donnel » 12 oetobre • 15/8; il » fut dit qu'une veuve usufruitire, depossédée après la mort de son mari, « doit être réintégrée; car un usufruitier jouit naturellement . In naturalite » in princip». [f. de acquirendid poss. « et l. possessio, ff. cod., et par ainsi » peut intenter l'interdit unde vi que nous appeloss réintégrande, si elle » est dépossédée, ou bien empêchée de » jouir * l. »

3595.4º Nous pouvons eiter iei, comme étant à notre connaissance personnelle, un arrêt dont nous avons vu le procèsverbal d'exécution par devaut commissaire, qui fut rendu an parlement de Dôle le 11 septembre 1604, entre les habitans de Pierrefontaine et la communauté de Bretonvillers, par lequel les babitans de Pierrefontaine, agissant en complainte au possessoire, furent maintenus dans la possession du droit d'usage à la coupe du bois et au parcours par cux exercé après les premiers fruits leves sur des prés-bois situés dans le territoire de Bretonvillers. Cet arrêt fut suivi d'un autre rendu au pétitoire, par la même cour, le 16 juillet 1612, qui confirma l'existence du droit sur la possession duquel le premier avait seulement prononce.

3566, 5º Nous trouvons dans le commentaire de Louis Warvis, sur l'article 69 de la coutume de Chaulny, la relation d'un arrêt du parlement de Paris di du 11 avril 1623, confirmatif d'une sentence du 9 novembre 621 qui avril maintenu au possessoire, sur preuves testimoniaau possessoire, sur preuves testimoniasita de la confirmation de l'altre de l'acceptant propose de l'acceptant de l'acceptant de l'acceptant de 1821, les habitans du village d'Ongne, h raison du droit de pâturage par eux prétendu sur un terrain dit la franche Barre.

¹ Part. 2, tit. 8, chap. 10, pag. 380.

² Arrêts notables de Paron, tiv. 14, tit. 2, de l'usufruit, art. 7.

plaidant contre les habitans et le seigneur » prés de leur territoire en bans pour le d'Abbécourt. » revivre, ou qu'ils y soient mis par un

On voit par, la narration de cet auteur, qu'on avait opposé aux habitans d'Ongne tout ee que l'on peut dire pour sontenir que le droit d'usage comme servitude discontinue n'est pas susceptible des actions possessoires; mais que tout cela fut inutile.

Hest vrai que ces habitans répondaient que, quoique ce fût assez pour eux de faire « preuve par témoins comme ils » l'ont fait, néanmoins ils auraient cn-» core établi leurs droits par une suite » de sentences et jugemens rendus à leur » profit contradictoirement avec le sub-» stitut de M. le procureur général du » Roi à Chaulny, par lesquels ils se » trouvent avoir été maintenus et gardés » en la possession dudit droit de pâturage, toutes et quantes fois ils y ont · té troublés ; » mais, comme on le voit, il ne s'agissait toujours dans ces jugemeus que de la maintenue au possessoire.

35gp, 6º CATRILAN, tome 1, p. 48g., rapporte un arrêt du parlement de Bordeaux du 1" juin 164g, confirmatif d'une sentence qui avait admis l'usage à la coupe du bois par la preuve de sa possession immémoriale; et le sentiment commun des auteurs est que cette preuve était recevateurs en que cette preuve était recevateurs en la coute preuve d'usage à la coupe du bois de l'usage à l'action de la difficie de l'usage à de l'action de la continue de la charge de l'usage à chair pas déclaret imprescriptible.

La circonstance que dans la cause dont parle Catellan, il s'agissait de la possession immémoriale, est indifférente quant au fond du droit; car c'est toujours par la seule possession, et non par titre, que Pexistence de l'usage aura été établie.

3598. 7° «J'observe dit Dunon, traité » des prescriptions 1, en parlant des » prés propres à porter regain, qu'il y

» a des communautés dans le comté de » Bourgogne qui jonissent de ces se-

» Bourgogne qui jonissent de ces se-» conds fruits; soit qu'elles mettent les

» faut qu'elle so't d'un temps immémorial, comme d'une servitude disconti-» nue, ou s'il suffit qu'elle soit de 30 ans. » Je crois que la possession de trente » ans est suffisante, parce qu'elle est » p'résunée venir ex compacto, d'une

» arrêt général du parlement. Mais il

» faut qu'elles soient fondées en titre,

» ou en possession, pour que la faculté

» soit convertie en droit. La difficulté

» sur ce point est de savoir de quel » temps doit être cette possession; s'il

» convention expresse ou facite des intéressés de mettre les seconds fruits de « leurs prés en huus, pour en payer les » charges communes; convention qui » produit une action personnelle, ou » une servitude mixte que debetur à re-» persone, car il n' y a point ici de fonds » dominant, Le parlement de Besançon » l'a sinsi jugé aux enquétes le 4 mai

» 1710, pour les habitans de Vuille-» guindri, contre le seigneur. » 3599. 8° On trouve au journal du palais ², un premier arrêt de la cour de

cassation du 5 floréal an 12, ou 25 avril 1804, qui consacre positivement la doctrine que nous professons. Vóici dans quelle espèce il a été rendu. Le sieur Ducaussou, jouissait du droit

Lesseur Ducarriot Louisant du droit de glanage, de la faculté de prendre le bois qui lui était nécessaire pour chauffage, constructions et réparations, enfin de faire paître ses bestiaux dans la forêt de Condoumouls.

En 1740, le sieur Bourbon-de-Maloze, propriétaire de cette forêt, prétendant ne pas devoir une pareille servitude, rendit plainte contre Ducruejoul devant la maîtrise des eaux et lorêts de Ronergues en Quercy, pour avoir entrepris de faire couper et enlever vingt chênes

de faire couper et enlever vingt chenes de haute fiutaie.

Le 1er juillet 1790, cette juridiction

rendit une sentence qui condamna Ducruejoul aux amendes prescrites par l'or-

¹ Part. 1re, chap. 12, pag. 81, in fin.

² Tom. 4 . p. 468 de la nouvelle édition.

récidiver, sous de plus fortes peines.

Duernejoul se pourvut, par appel, devant la table de marbre du parlement de Toulouse: il soutint n'avoir exercé qu'un droit qui lui appartenait et dont il était en possession depuis long temps.

Dans le cours du procès, le sieur de Curiers fit l'acquisition de la terre de Saint-Côme, dont la forêt de Condoumouls était une dépendance. La procédure sur l'appel fut continuée avec ce nouvel acquéreur ; mais il paraît que bientôt après, l'instance fut suspendue par les deux parties, et que, depuis , Ducruejoul jouit paisiblement de la faculté qu'on lui contestait.

Ce ne fut qu'en l'an 7, e'est-à-dire après un sommeil de cinquante-neuf ans, que la question s'éleva une seconde fois sur de nouveaux faits.

Le fils et héritier du sieur de Curiers ayant opéré le défriehement d'une partie de la forêt dont il s'agit, Ducruejoul s'en plaignit, et le fit eiter devant le tribunal civil du département de l'Aveiron, pour qu'il lui fût fait défense de plus, à l'avenir, faire des défrichemens dans ladite forêt, et d'y couper aucun arbre de hautes futaies ; qu'il lui fût enjoint au contraire de conserver en bon état ce qui restait sur pied, en telle sorte que la portion conservée pût suffire aux besoins dudit Dueruejoul et des siens.

Sur eette demande, le sieur de Curiers opposa une fin de non-recevoir résultant de l'absence de tout droit.

Un premier jugement, du 5 fructidor an 7, ordonna que Dueruejoul prouverait, tant par titres que par témoins, que depuis la sentence du 1er juillet 1740, il avait joni paisiblement et sans trouble , au vu et su du sieur de Curiers et de ses auteurs, de la façulté qu'il prétendait avoir.

L'enquête eut lieu, et, attendu son résultat, un second jugement du tribunal civil de l'Aveiron maintint Dueruejoul dans le droit de prendre le bois qui lui était nécessaire, et défendit au TOME V.

donnance de 1669, et lui fit défense de sieur de Curiers de continuer ses défriehemens.

Appel et , le 2 germinal an 10 , arrêt de la cour de Montpellier qui infirme , attendu qu'à défaut de titre les servitudes peuvent bien s'acquérir par la prescription , mais qu'il faut distinguer les servitudes continues des servitudes discontinues; que celles-ci ne peuvent se prescrire que par une possession immémoriale; que Ducruejoul ne peut justifier de la prescription que par cette espèce de possession, les droits qu'il réclame étant dans la classe des servitudes discontinues ;

Attendu que la preseription ne saurait être invoquée relativement au droit de prendre du bois pour constructions et réparations, puisqu'il existe un titre, la sentence du 1er juillet 1740 qui condamne cette prétention ; qu'à la vérité on peut prescrire contre le titre, mais que Dncruejoul n'ayant pu prescrire le droit de prendre du bois pour constructions et réparations que par une possession immémoriale, il n'a pu prescrire par une pareille possession contre la sentence du 1er juillet 1740, qui est d'une date trop peu ancienue pour supposer une possession immémoriale depuis cette époque, la possession immémoriale étant en cujus origo excessit memoriam, et celle quinc remonterait qu'à 1740 ne pouvant être regardée comme telle.

Sur le pourvoi en cassation formé contre eet arrêt , la cour suprême a statué de la manière suivante, le 5 floreal an 12, ou 25 avril 1804 :

« Vu les lois 10, ff. si servitus vind.; 1 et 3, ff. de servit. præd. rust.; 3, " § 4. ff. de aquá quot.; et 3, § 11, ff.

» de pecul.; attendu que, suivant la » première loi eitée , les servitudes peu-

» vent s'acquérir par la seule possession, » et que le droit de couper du bois et » de faire paître les bestiaux dans le

» fonds d'autrui, est mis au nombre des » servitudes par les lois 1 et 3, ff. de

» servit. præd. rust. ; » Que, quoiqu'en général on pût,

» suivant le droit romain , acquérir les

» servitudes par dix ans entre présens, » et par vingt ans entre absens, cepen-» dant, dans la jurisprudence du par-» lement de Toulouse, constatée par » divers arrêts, les servitudes discon-» tinues ne peuvent s'acquérir que par » la possession immémoriale, et que

o c'est ainsi qu'on avait interprété la loi 3, § 4, de aquá quotidiană; » Que l'arrêt attaqué a lui-même re-

» connu ces principes, et qu'il a seule-" ment prétendu que, dans l'hypothèse, » le demandeur n'avait pu , par lui ou » par ses auteurs, avoir la possession immémoriale, puisque la leur ne pou-» vait remonter au-delà de la sentence " de 1740, qui leur avait inhibé de » conper du bois dans la forêt du dé-

" fendeur :

 Mais que cette sentence, rendue sur » la plainte des auteurs du défendeur . » avant été attaquée par la voie de l'ap-» pel et supposant par ses dispositions inêmes la possession des auteurs du » demandeur, il n'était point impos-» sible que cette possession eût continué » pendant le procès et depuis; et que # l'effet de tout jugement étant emporté » par une possession contraire de trente » ans, et le jugement étant considéré alors comme non avenu, rien n'empêchait alors que malgré la sentence, le demandeur ne fût de fait , par lui n ou ses auteurs, en possession immé-

 moriale de couper du bois dans la fo-" rêt du défendeur :

» D'où il suit qu'en rejetant la prenve

» que le demandeur offrait de faire de cette possession immémoriale, nonob-» stant et malgré la sentence, la cour » d'appel de Montpelliera violé en même » temps les lois romaines et la jurisprn-» dence du pays, ct encore le principe

 constant que les jugemens assimilés aux obligations par la loi 3, ff. de pecu-» lio, sont détruits par une possession

» contraire de 30 ans :- Casse, etc. 1 »

1 Cette cause nous fournit un exemple bien patent de la pratique où l'on a toujours été de jouir des droits d'usage sans délivrance préala-

3600. qo L'auteur du nouveau répertoire, au mot usage, section t, nº 6, fait le rapport de deux antres arrêts rendus dans le même sens , soit par la cour d'appel de Bourges, le 12 août 1807. soit par la cour de cassation qui a confirmé la décision de celle de Bourges . par son arrêt du 24 avril 1810, dans l'espèce suivante :

Le 15 thermidor an 10, les sieur et dame Michel Arnault, Clément-Médard Artuis, la dame Soulange Poncet, veuve Châlons, et Marie-Charlotte-Elisabeth, veuve Grignault, partagent entre enx un bois appelé les Usages de la Gravelle, qu'ils regardent comme une dépendance exclusive de leurs propriétés.

Francois Branchu et Marie Feuillot . sa femme, se disant être en possession immémoriale, par cux, leurs locataires et fermiers, du droit d'usage au bois de chauffage, et de parconrs pour leurs bestiaux, dans ledit canton de la Gravelle et regardant le partage qui en avait été opéré par Michel Arnault et consorts, comme un fait de trouble, assignèrent ceux-ci par-devent le tribunal d'Issoudun, pour voir dire qu'eux mariés Brancho seraient maintenus et gardés dans leurs droits et possession immémoriale, et notamment depuis trente ans, et qu'il scrait fait défense aux demandeurs de les y troubler.

Arnault et consorts signifièrent des exceptions par lesquelles, se fondant sur le principe que tout demandeur doit donucr copie de ses titres en tête de sa demande, ils conclurent à ce que Branchu et sa femme fussent déclarés nonrecevables, faute de justification de titres.

Les Branchu reconnurent qu'ils n'avaient pas de titres ; mais ils prétendirent que leur possession immémoriale équivalait à un titre, et ils demandèrent à faire, par témoins, la preuve de cette possession.

ble, lorsqu'il n'y avait point eu de réglement de coupes judiciairement imposé à l'usager.

Le tribunal d'Issoudun, par jugement definitif du 21 ventôse an 13, déclara Branchu et sa femme mal fondés, et leur fit défense de s'immiscer dans les droits d'usage par eux prétendus dans les bois de la Gravelle.

Sur l'appel émis de cette sentence ; « La cour de Bourges s'est proposé à

» décider deux questions : 1º Le droit »
d'usage peut-il être rangé dans la
» classe des servitudes proproment di» tes? 2º Branchu et sa femme sout-ils
» admissibles à établir, par la preuve
setstimoniale, le droit d'usage qu'ils
» prétendent dans le bois connu sous le
» nom d'Usage de la Gravelle?

» Sur la première question, la cour » d'appel a considéré que, suivant la » définition généralement reçue en droit, la servitude est une redevance, charge » ou sujétion imposée sur un béritage » appartenant à un autre maître, et dont » l'exercice ne doit jamais tendre à al- térer le fonds de l'héritage asservi; » qu'un droit d'usage au contraire par- ticipe du droit de propriété, en ce qu'il peut, en certains cas, attaquer » la substance même de l'objet sur le-» quel il s'exerce; qu'aussi la plupart des » coutumes qui régissaient la France, » admettait-elle une distinction entre » les servitudes et les droits d'usage , en » établissant des règles particulières à l'un et à l'autre droit , distinction » nouvellement consacrée par les dis-» positions du code Napoléon, liv. 2, » tit. 3 et 4, et que par conséquent les » maximes et les principes adoptés en » matières de servitudes ne sont pas applicables aux droits d'usages.

* Elle a considéré, sur la seconde question, que, dans le silience de la coutume de Berry sur le mode d'établir ou conserver un droit de la nature de celui dont il s'agit dans l'espèce, on est forcé de recourir aux coutumes voisines et de consulter le droit commun, qu'il en résulte particulièresent que de la consultation de la concernation de la consultation de la serie que de la consultation de la conparticulière de la conparticulière de la concernation de la conparticulière de la conpa » par titres, ou par jouissance accompagnée de paiement de redevances, ou par la possession immémoriale; et que « cette possession est articulée par Bran-» chu et sa femme. »

En conséquence, par arrêt du 12 août 1807, la cour d'appel de Bourges, réformant le jugement de première instance, a autorisé Branchu et sa femme à faire la preuve par eux offerte.

Sur le pourvoi en cassation contre cet arrêt, les demandeurs ont vainement sontenu que le droit d'usage dans les forets n'est qu'une servitude discontinue de la qualité de celles que l'art. 691 du code civil déclare ne ponvoir s'établir que par titre, et à l'égard desquelles la possession, même immémoriale, ne suffit pas pour les acquérir. Ils ont vainement soutenu que, dans les articles 1, 2 et 3 du tit. 11 de la contume de Berry , dans le ressort de laquelle est situé le bois de la Gravelle, le principe nulle servitude sans titre, était admis comme dans l'artiele 691 du code, et qu'ainsi la cour d'appel de Bourges avait également violé l'ancienne et la nouvelle législation , la cour de cassation n'en a pas moins rejeté le ponrvoi par son arrêt du 24 avril 1810, qui est concu dans les termes suivans:

« Sur quoi, ou'i le rapport de M. Borel.... et après en avoir délibéré au
la chambre du conseil; attendu que
» l'instance a été introduite antérieurement à la promulgation des titres 3 et
4, liv. 2 du còde Napoléon, d'ob il
résulte que les dispositions contenues
dans ces titres ne peavent être invoquées comme applicables à la cause,
» en les supposant introductives d'un
droit nouveau;

» Attendu que les articles 1, 2 et 3 » du tit. 11 de la coutume de Berry » sont étrangers aux droits d'usage dans » les bois et forêts;

» Attendu que, dans le silence de la n coutume locale de Berry sur les effets n et caractères de la possession en matière d'usage dans les bois et forêts, n la cour d'appel de Bourges, qui d'ail

- » leurs n'a rien préjugé à l'égard de la-» dite possession, a pu recourir anx cou-» tumes voisines et y puiser des raisons
- » tumes voisines et y puiser des raisons » de décider, sans violer aucune loi pré-» cise;
 - » La cour, sans qu'il soit besoin de » s'occuper de la fin de nou-recevoir » proposée par les défendeurs, rejette le

» pouroti. 3
3601. En fait, les articles 1, 2 et 3 du
tire 11 de la coutume de Berry, consacaient le principe de l'imprescriptibilité des servitudes discontinues, à moiss
qu'il n'y cit en quique acte de contradiction; et cependant la cour de cassation a déclaré, comme celle de Bourges,
que ces articles n'étaient point applicables aux droits d'usagé dans les lorfets;
donc ces deux cours ont pensé, comme
ous l'enseignons, que le droit d'usage
dans les bois n'est point une pure servitude discontinue.

Eu fait encore, la cour de Bourges a considéré que le droit d'usage dans les bois participe du droit de propriété, et la cour suprême a confirmé son jugement ; done ces deux cours ont penés comme nous que ce droit comporte, sur celui de propriété, une participation qu'on ne peut reconnaître dans uu e sim-

ple scrvitude discontinue. Et ce qu'il faut bien remarquer, c'est que la coutume de Berry, admettant comme notre code le principe de l'imprescriptibilité des droits qui ne sont que de pures servitudes discontinues, on doit croire que la même décision serati intervenue, encore que le procès edt commencé depuis la promulgation de la loi nouvelle.

A la vérité, dans les espèces jugées par ces trois arrêts, les usagers demandaient à prouver leurs droits par la

possession immémoriale qui, supposant tout ce qui est possible par rapport à son ancienneté devoit tenir lieu de tout titre.

ancienneté, devait tenir lieu de tout titre. Mais, d'une part, quelle que soit la durée d'une possession, ce n'est toujours qu'une possession, et ce n'est toujours que par elle que le droit devait être acquis. La possession trentenaire fait aussi présumer tout ce qui est possible, et il faut bien que cela soit ainsi , puisqu'elle tient également lien de tout titre; et d'autre côté le plus ou le moins d'étendue dans la durée de la possession, est une circonstance tout-à-fait indifférente au point de droit que nous soutenons : car la durée nécessaire dans la possession, n'est que l'objet d'une question secondaire.

Il nous suffit ici de pouvoir dire que le droit d'usage dans les bois peut être acquis sans autre titre que la possession, et que le code civil, loin de contenir aucune disposition contraire à notre doctrine, lui est tout-dait favorable, sauf à voir ensuite quelle doit être la durée de la possession, pour opérer cette acquisition.

Le droit d'usage dans les Dois et-ilprescriptible sans titre? et-il prescriptible sur - tout lorsque les émolumens perçus par l'usager sont, en somme, assez considérables pour qu'on ne doive pas présumer que sa jonissance n'ait été fondée que sur la simple tolérance du propriétaire de la forêt? Volh la question principale. Or, nous croyons avoir démontré de toute manître que cette question doit être décidée dans un sens affirmatif; nous pouvons done regarder ce premier point comune suffisamment éclairei et arrêté.

Actuellement, si l'on nous demande quel sera désormais le temps nécessaire

¹ Voilà encore un autre exemple qui prouve que partout où il n'y a pas un reglement de coupes judicisirement imposé aux usagers, ils ont toujours pu jouir sans délivrance prélaible, et que toujours leur jouissance a été licite, comme nous lavons établi au chapitre 92. Autrement il faudrait dire que, par cet arrêt,

commo par le précédent, la cour suprême, jugeant qu'on devait admettre les usagers à la preuve de leur possession immémorale, aurait décidé qu'on devait recevoir la preuve d'une série immémoriale de délits pour la convertir en droit.

pour acquérir cette prescription, nous truvous la réponse à cette question dans le code civil, qui veut (202) généralement que les plus longues prescriptions à accomplissent par trente ans, et qui déclare (248) que celles qui auraient été dép commencées à l'époque de sa promulgation et pour lesquelles il faudrait encore, suivant les anciennes lois, plus de trente ans, à comptre de la même époque, seront accomplies par ce laps de temps.

OWECTIONS.

3602. Nous croyons avoir démontré que, soit d'après les principes généraux du droit, soit d'après les dispositions des lois romaines, soit d'après celles de nos lois forestières, comme encore d'après celles du eode civil et la jurisprudence des arrêts, les interdits possessoires et conséquemment la prescription, sont applicables au droit d'usage dans les forêts, ehaque fois que son espèce est susceptible d'une possession continue, et que par rapport à l'importance des émolumens auxquels il s'applique, son exercice est hors de toute présomption du précaire qui résulte de la tolérance on de la familiarité.

Nous trouvons néanmoins dans le supplément de questions de droit de M. Merlin, au mot usage, page 38.8, une longue et savante dissertation per laquelle, critiquant les motifs de l'arrêt de la cour suprême du 24 avril 1810, rapporté ci-dessus, il entreprend de démontrer au contraire que, généralement et dans tous les cas, le droit d'usage doit étre classé au rang des pures servitudes discontinues, et qu'en conséquence la coussance qu'on en aurait eue, ne peut donner lieu ni aux interdits possessoires nà la prescription au profit de l'usager.

L'immense considération si justement due au premier jurisconsulte des temps modernes, doit sans doute nous effrayer lorsque nous nous proposons de réfuter ce qu'il dit dans cette dissertation; mais c'est précisément l'ascendant de son autorité qui nous force à entreprendre cette tache , parce qu'il semblerait que nous n'eussions encore rien fait pour le triomphe de la doctrine que nous cnesignons , si l'on pouvait nous reprocher de n'avoir pas seulement osé combattre directement la sienne.

Quelqu'étendue que soit cette dissertation, nous croyons devoir la rapporter ci tout entière en faisant, sur ses diverses parties, des observations critiques, pour indiquer les vices de raisonnement qui s'y trouvent.

De cette manière nous n'aurons rien omis, et le lecteur, voyant le pour et le contre sur tout ce qui a rapport à la question que nous traitons, pourra se convainere de quel côté est la vérité, par la seule lecture de ce chapitre et sans recourir à aucun autre ouvrage.

36o3. M. Merlin se propose les deux questions suivantes:

1º Le droit d'usage pouvait-il, avant le code civil, à acquerir sans titre et par le seul effet de la possession immemoriale dans les coutumes qui rejetaient toute prescription en mattière de servitudes?

2º Peut-il s'acquérir de cette manière, depuis la promulgation de l'article 691 de ce code, qui affranchit de toute prescription les servitudes discontinues? « Je ne proposerais pas ici, dit-il, cos » deux questions qui n'en font qu'une,

s'il n'avait été rendu , dans les der-

» niers temps, le 24 avril 1810, un arrêt » de la cour de cassation qui a jugé, en maintenant un de la cour d'appel de Bourges, du 12 août 1807, qu'un droit d'usage, dans une forêt régie par la coutume de Berry, était suf-» fisamment établi par la possession im-» mémoriale dans laquelle étaient ceux qui le réclamaient, de couper du bois dans cette forêt pour leur chauffage . et d'y faire pacager leur bestiaux, quoique de son côté le propriétaire de la forêt se prévalût des articles 1, 2 ct 3 du tit. 11 de la coutume qui rejetait toute prescription en matière de servitude. »

OBLENATIONS. On voit par-là que la question serait absolument la même sous notre l'égislation actuelle, puisque la couturne de Berry sous l'empire de laquelle la forêt usagère était située, consacrait déjà le principe de l'imprescriptibilité des servitudes pures et discontinues, comme notre code l'établit aujourd'hui pour toute la France.

3604. « J'ai rapporté cet arrêt dans » le répertoire de jurisprudence, au mot " usage, section 2, \$ 1, no 6; mais en- » traîné alors par des occupations toutes » plus urgentes les unes que les autres. » je n'ai pas eu le temps de l'accom-» pagner des observations dont il est » susceptible : je me suis borné à dire, » § 3, que, pour savoir si les communes » qui, au moment de la promulgation » de l'article 601 du code civil, étaient » en possession de droits d'usage non » fondés en titre, il faut, d'après la dis-» position de cet article concernant la prescriptibilité ou l'imprescriptibilité » antérieure des servitudes discontinues, » se reporter à la jurisprudence qui ré-» gissait précédemment, en cette ma-» tière, les diverses parties du territoire » français.

» Il s'agit aujourd'hui de justifier cette » assertiou, en répondant aux motifs de » l'arrêt de la cour suprême et de celui » qu'il confirme.

qu'il contrine.
Ces motivage per eon pa des servitudes proprement dites qu'ainsi ou
ne peut pas leur applique les dispositions des contrimes qui rejetaient
toutes servitudes non fondées en titre,
et que dans le silence de la coutune
de Berry sur les effets de la possession
en matière d'usage, il n'y a rien de
mieux à faire que de s'en rapporter à
vernais, qui assimile la possession immémoriale à un titre.

» Mais sur quoi se fondent ces arrêts » pour assurer, comme ils le font, que » les droits d'usage dans les forêts d'au-» trui ne sont pas des servitudes? »

Observations, Aucun de ces arrêts

simples servitudes discontinues, c'est-àdire avec les servitudes dont l'avantage ne s'étend pas insqu'à percevoir une partie des produits du fonds. Ils out reconnu une vérité de fait qui ne doit échapper aux yeux de personne, c'est qu'un droit d'usage qui a pour objet la coupe du bois dans une forêt, quoique droit de servitude, comprend néanmoins quelque chose de plus qu'un simple droit de passage à travers la même forêt; et , partant de ce point de fait , ils ont proclamé une vérité légale qui n'est pas moins sensible, c'est qu'un droit immobilier qui produit des fruits pour son maître, quoique droit de servitude, doit être susceptible du possessoire, comme le droit de propriété lui-même, parce que le premier et le principal effet de la possession, consiste dans le gain des fruits qui sont acquis an possesseur de la chose ; et pourquoi cette règle ne serait-elle pas applicable à la cause de l'usager dont la possession est, par rapport à la somme considérable des émolumens qu'elle comporte, exempte des vices du préçaire qui résulte de la familiarité et de la tolérance? et comment, sous ce point de vue, serait-il permis de confondre l'exercice d'un droit d'usage aussi contraire aux intérêts du propriétaire . avec l'exercice des servitudes discontinues ordinaires, dont on permet précairement la jouissance par esprit de bon voisinage?

n'assure que les droits d'usage dans les

forêts d'autrui ne sont pas des servitu-

des; mais ils consacrent en principe que

ces droits ne sont pas, sub omni res-

pectu, d'une nature identique avec les

1500.5. Celui de la cour de cassation y en dome aucune espèce de raison : al se borne à dire que les artieles 1, 2 et 3 du tire 1 de la coutume de Berry sont étranger aux droits d'usage dans les bois et forest; et sans doute îl ne se renferme dans ce laconisme que parce que celui de la cour d'appel de Bourses, auquel il se réfère, entre dans plus de détails. *

OBSERVATIONS. Ce laconisme n'est pas une absence de raison : il signifie au contraire, et il signifie très-énergiquement qu'on ne doit pas confondre le droit d'usage dans les forêts avee les simples servitudes discontinues; et e'est là encore ce que les auteurs du code nous indiquent très - positivement, lorsqu'après avoir trace les règles des servitudes ordinaires, ils finissent par dire que le droit d'usage dans les forêts a ses règles particulières.

3606. « Voici comment il les rap-» porte lui-même dans son préambule : " La cour d'appel a considéré que, sui-» vant la définition généralement reçue » en droit, la servitude est une redevance, » charge ou prestatiou imposée sur un » héritage pour l'usage ou l'utilité d'un » héritage appartenant à un autre maître, n et dout l'exercice ne doit jamais ten-» dre à altérer le fonds de l'héritage as-» servi ; qu'un droit d'usage au contraire » participe du droit de propriété en ce » qu'il peut, en certains cas, attaquer la » substance même de l'objet sur lequel il » s'exerce : qu'aussi la plupart des cou-» tumes qui régissaient la France, adn mettait-elle une distinction entre les » servitudes et les droits d'usage en éta-» blissant des dispositions particulières » à l'un et à l'autre droit ; dispositions » nouvellement consacrées par les dispo-» sitions du code civil , liv. 2, tit. 3 et 4. » et que parconséquent les maximes et le » principe adoptés en matière de servio tudes, ne sont pas applicables au droit » d'usage.....; que dans le silence de la * coutume de Berry sur le mode d'établir » ou de conserver un droit d'usage de la » nature de celui dont il s'agit dans l'es-» pèce, on est forcé de recourir aux cou-» tumes circonvoisines et de consulter le " droit commun ; qu'il en résulte parti-» culièrement de la coutume de Niver-» nais, articles 9 et 10, au tit. des bois » et forêts , que le droit d'usage s'établit n ou par titre ou par jouissance accom-» pagnée du paiement de redevance, ou » par la seule possession immémoriale. » Quelle confusion de mots et d'idées!

quels paralogismes! »

OBSERVATIONS. Certes il peut bien être

ges, quelques impropriétés de termes dans l'exposition des motifs de ce jugement; mais il n'y a ni confusion d'idées, ni paralogisme à dire qu'un droit en vertu duquel on percoit une partie du produit du fonds, pour ne laisser que l'autre partie an propriétaire; qu'un droit en vertu duquel on peut demander le partage même du fonds, participe autrement du droit de propriété, que

échappé au rédacteur de l'arrêt de Bour-

ne ferait une simple servitude de pas-3607. « Et d'abord où a-t on pris qu'il » est de l'essence d'une servitude que » son exercice ne tende jamais à altérer » le fonds de l'héritage asservi? »

OBSERVATIONS, Il faut avouer que ces expressions du rédacteur de l'arrêt de la cour de Bourges, manquent d'exactitude; parce que toute servitude porte nécessairement une atteinte quelconque aux droits du fonds asservi dont elle lèse la liberté; mais, d'autre part, on ne peut disconvenir que le droit d'usage dont l'exercice prive le propriétaire d'une partie des produits de son fonds . et qui donne lieu à l'action en partage pour cantonnement, n'altère le droit de propriété d'une tout autre manière qu'unc servitude simple; et eela suffit pour que la conr de Bourges ait dû faire une distinction entre les simples servitudes qui ne donnent aucune participation dans les fruits et qui , par cette raison, sont toujours présumées n'être exercées que par tolérance, et le droit d'usage qui, associant l'usager dans la perception des produits du fonds, doit lui assurer les avantages du possessoire.

3608. « Les lois romaines , nos seuls » guides en cette matière, ne s'expli-" quent ainsi que par rapport à la servi-» tude personnelle de l'usufruit : usus-» fructus (dit Justinien dans ses institutes, » liv. 2, tit. 4), est ejus alienis rebus » utendi-fruendi, salvá rerum substantiá. » Mais si, comme on n'en peut dou-

» ter , la partie de cette définition qui » subordonne le droit de l'usufruitier à » la condition de laisser intacte la sub-

» réelles tout aussi bien qu'à la servitude » personnelle, on doit du moins eonve-» nir aussi qu'elle doit être entendue, » relativement à celle-là , dans le même » sens qu'elle l'est relativement à celle-ci.

» Or , que signifie-t-elle par rapport à » l'usufruitier? Rien autre chose, si ce » n'est que la jouissance de l'usufruitier » n'empêche pas que le fonds sur lequel » il l'excree , ne continue d'appartenir à » celui qui est obligé de souffrir sa ser-» vitude. Mais n'en est-il pas de même » des servitudes réelles? Les servitudes » réelles empêchent-elles que le fonds » servant ne reste dans le domaine de » eclui qui le possède? Sans doute, » comme le dit la loi 5 , § 9 , ff. de operis » novi nuntiatione, elles diminuent les

a droits du fonds servant, mais elles ne » ne les anéantissent pas. Il est au con-» traire de principe qu'elles ne peuvent » jamais s'exercer au-delà des besoins de » ecux à qui elles appartiennent, ct por-» ter atteinte à la propriété foncière. » Eh quoi! l'usufruit absorbe tous les produits du fonds, et cependant il » forme, tout le temps qu'il dure, une » servitude proprement dite; et il n'en » scrait pas de même d'un droit d'usage » qui n'emporte qu'une faible portion de

» ses produits? » OBSERVATIONS, Mais dans la cause jugée par l'arrêt de la cour de Bourges il ne s'agissait pas seulement d'un droit d'usage de peu de valeur, comme serait celui de vaine pâture : il s'agissait aussi d'un droit à la prise du bois de chauffage, ct ce n'est pas là un produit de nulle

considération. 3600. « One la durée du droit d'u-» sage, lorsqu'il est établi pour l'utilité » du fonds , ne soit pas limitée à la vie de » l'usager comme l'est celle de l'usufruit, » cela est tout simple : l'usufruit est at-» taché à la personne et s'éteint par con-» séquent avec elle , au lieu que le droit » d'usage, dans les cas dont nous par-» lons, a tous les caractères d'un droit » réel, et dure par suite autant que le

» stance de la chose qui s'en trouve gre- » fonds auquel il est inhérent. Mais » vée , est commune aux servitudes » qu'importe cette différence? que fait à » la nature d'un droit, le plus ou le » moins de durée qu'il peut avoir? Tem-» poraire, il forme servitude tempo-» raire : perpétuel, il forme une servi-» tude perpétuelle ; voilà tout. »

OBSERVATIONS. Tous ces raisonnemens sont hors de la question; et tous se rétorquent directement contre le système de l'auteur.

Ils sont hors de la question, paree qu'il ne s'agit pas de savoir ici si les droits d'usufruit et d'usage sont des servitudes : c'est la un point de vérité incontestable et qu'on est bien loin d'infi-

Ils se rétorquent directement contre le système de l'auteur : car, du moment que, suivant lui, l'usage et l'usufruit sont des servitudes de même nature ; du moment que cela est ainsi recomm et posé en principe, il faudra bien en admettre aussi les eonséquences, et l'on scra forcé de reconnaître la justesse de l'argument suivant :

Il est avéré en jurisprudence que l'usufruit, quoique servitude, donne à l'usufruitier les avantagec du possessoire : or le droit d'usage est de même nature que celui d'usufruit ; donc il doit, en général, opérer les niêmes avantages pour l'usager.

Si le droit d'usufruit donne lieu aux interdits possessoires, c'est, comme le dit Cujas, parce que l'usufruitier percipit emolumentum rei : done l'usager doit avoir les mêmes avantages toutes les fois que la somme des émolumens dont il jouit est telle qu'on ne puisse en attri-

buer la perception à la simple tolérance

du propriétaire. 3610. « Un droit d'usage, dit l'arrêt » de Bourges, participe du droit de pro-» priété en ce qu'il peut, en certains cas, » attaquer la substance même de l'objet » sur lequel il s'exerce.

» Comment pourrait-il attaquer cette » substance? Il ne peut jamais aboutir » qu'à une participation plus ou moins » étendue aux fruits du fonds ; il ne peut » même jamais en absorber la totalité,
» à moins que des clauses extraordinaires
» ne le fassent dégénérer en usufruit.

» Et comment dès - lors pourrait-il » participer du droit de propriété? Qu'il » forme une charge pour le propriétaire, » qu'il altère, à son préjudice, les avan-» tages attachés à cette qualité, cela n'est » pas douteux : mais il n'associe pas l'u-» sager à sa propriété même ; par-tout , » au contraire, uous voyons l'usager mis n en opposition avec la propriété. Le » seigneur propriétaire (dit l'art. 21, » chap. 17 de la coutume de Nivernais) » peut vendre..... de son bois usager à » la charge dudit usage. Et Coquille, » sur le même chapitre, ajoute : tant » qu'il (l'usager) porte la qualité d'usa-» ger, il ne peut acquérir droit de pro-» priétaire : le président Bouhier , dans » ses savantes observations sur la cou-» tume du duché de Bourgogne, chap. 62, » nº 31, distingue avec non moins de » précision la propriété d'avec l'usage : » le mot usage, dit-il, ne convient point » aux héritages que nous appelons com-» munaux, et que les habitans possèdent » en propriété : il n'est applicable qu'au a droit qu'on a sur le fonds d'autrui, » suivant la règle res sua nemini servit. »

OBSERVATIONS. Mais le droit de propriété est-il donc plein et entier lorsque le propriétaire n'a pas la faculté de percevoir pour lui tous les fruits de son fonds? le droit de propriété est-il plein et entier dans celui qui , par rapport à l'usage imposé sur sa forêt, ne peut pas la défricher pour jouir de son héritage sous un autre mode? le droit de propriété est il plein et entier dans les mains du propriétaire lorsqu'il ne peut se libérer de la charge imposée à son fonds que par l'abandon d'une portion même de l'héritage, et lorsqu'il existe à côté de lui un usager qui peut, par l'action du cantonnement, lui demander partage du fonds même?

Dire que celui qui est obligé de partager avec un tiers, soit le produit de son héritage, soit l'héritage lui-même, lorsque ce tiers voudra faire cesser la

communion de jouissance, a néanmoins la propriété tout entière de sou fonds, n'est-ce pas affirmer en d'autres termes, que la portion qui lui reste après le partage, soit dans les fruits, soit dans le fonds, est encore égale à la masse totale des fruits ou à la totalité du fonds?

totale des truits ou à la totalité du fonds? Vainement dit-on que le droit d'uasge n'est qu'une charge imposée sur le fonds dautrui, et qu'une charge imposée sur le fonds dautrui, et qu'en conséquence il ne peut entraîner aucune participation au droit de propriété : car éest une charge qui constitue un droit immobiller, c'est une maine del une mobile dans le domaine del une de la companie de la pour lui ; il fant done nécessairment reconnaître dans ettle charge une participation au droit de propriété foncière, puisqu'elle en a les attributs et les effets.

Il ne faut point se jouer sur les mots: que le droit d'usage soit appelé une charge ou une servitude, si l'on veut, cela ne fait rieu à la question, parce qu'il n'en sera pas moins constant que cette charge doit être acquittée en nature sur le fonds, et que le propriétaire, étant exproprié de la partie des fruits on du fonds qu' on lui ôte, ne reste pas maître intégralement dans le tout.

3611. « Les lois nouvelles , bien loin » de confondre plus que ne l'avait fait

- l'ancienne jurisprudence, le droit d'usage avec la propriété, le distinguent
- d'une manière encore plus tranchante,
 s'il est possible. Témoins entre autres
- » celles qui ont été rendues en 1790 et » 1792, concernant le droit de tiers-de-
- nier des ci-devant provinces de Lorraine, du Barrois et du Clermoutois.
 En vertu de ce droit, les seigneurs
- » étaient depuis un temps immémorial eu » possession de preudre le tiers du prix
- » des ventes que les communes faisaient » de coupes de bois dont elles étaient
- usagères.

 Les droits d'usage de ces communes
- » étaient , comme on le voit , fort éten-» dus , puisqu'il en résultait pour elles » non-seulement la faculté de couper
- » non-seulement la faculté de couper » du bois pour leurs besoins, mais

» qu'usagères.

» même celle d'en couper pour le livrer » au commerce.

» Insensiblement quelques seigneurs » avaient été plus loin , et s'étaient approprié même le tiers-denier du prix des ventes des bois dont les communes » étaient propriétaires. L'article 32 du " titre 2 de la loi du 28 mars 1790 a » fait cesser cette usurpation : le droit » de tiers-denier (a - t - il dit) est aboli » dans les provinces de Lorraine, du » Barrois, du Clermontois et autres » où il pourrait avoir lieu, à l'égard » des bois et autres biens qui sont pos-» sédés en propriété par les communau-» tés: mais il continuera d'etre percu » sur le prix des ventes des bois et autres » biens dont les communautés ne sont

» démarcation bien clairement tracée » entre le droit d'usage et la propriété. » La loi du 28 août 1792 a fait un pas » de plus, et a néanmoins consucré la n même distinction entre l'un et l'autre, » en maintenant, art. 2, l'abolition du » droit de tiers-denier sur les bois dont » les communes jouissaient à titre de » propriété ; elle en a également affran-» chi les bois dont les communes jouisn saient à titre d'usage; sauf aux ci-» devant seigneurs (a - t - elle ajouté) » à percevoir ce droit sur le prix des n ventes de bois et autres biens dont les » communautés ne sont qu'usagères , » dans le cas où ce droit se trouvera ré-

" Voilà certainement une ligne de

» senté.
» En attribuant ainsi aux communes,
» hors le cas qu'elle excepte, la totalité du prix des ventes des bois soumis à leur usage, cette loi a évidemment couvertie et doriet aussiruit preptatel.

Mais par cette conversion de leur droit d'usage, les at-elle constituées propriteures ? La loi elle-même dit posidont les commanauté ne sont qu'ésagères : on se rappelle que ce sont la
les propret terms des législateurs.

» servé dans le titre primitif de conces-

» sion de l'usage qui devra être repré-

Cependant une commune a prétendu quelques années après, que , a par cela seul que son ci-devant sigecur ne pouvait pas représenter de a têre par lequel, en lui concédant le simple usage de ses bois, il se fitt réservé le droit de tiers-denier, elle devait être considérée comme propriétaire, et que l'art. 2 de la loi du 28 noût 1792 avait virtuellement substitué en elle cette qualité à celle d'usagère; et la cour d'appel de Dijos le jugea ainsi

» par arrêt du 30 nivôse an 11.
» Mais cet arrêt a été cassé le 27 nivôse an 12, attendu que ces lois ont,
pour la c'édevant Lorraine et le cidevant Barrois, et relativement aux
bois qui appartiennent aux communanties d'habitans ou dont elles ne sont
put taggier estable une différence crèsqui taggier estable une différence crèsqui taggier estable une différence crèsestable des différences de simple devoit d'usage, proppoite
le simple droit d'usage, proppoite
le simple droit d'usage, ces raisonne-

mens, toutes ces citations d'autorités sont absolument hors de la thèse. Que le droit d'usage, lors même que par sa latitude extraordinaire il paraît dégénérer en usufruit perpêtuel, ne rende pas l'usager maître de la nue propriété, cela est tout-à-fait étranger à la question qu'on discute ici. Il ne s'agit pas, en effet, de savoir si l'usager est, ou non, ropriétaire du oil sur lequel il exerce son usage; mais bien estilement si, par il jouit, il peut user des situettes de l'appendient de l'appendient pas de l'appendien

Pour se placer dans la question de manière à combattre véritablement la doctrine établie par les arrêts de la cour supréme rapportés plus haut, il ne suffit pas de dire; on, si l'on veut, de pronver qu'on ne doit pas confiondre ou qu'on na jamais confiondu le droit de propriéde avec can d'usage et d'usafruit; priéde avec can d'usage et d'usafruit; contester : il faut arriver il une contester sion sur les droits du possessiorie; et, dans le système de l'autteur, il faudrait qu'il pfut dire que l'usager ne les a point: or le rapprochement de toutes ces lois touchant les usages dans le pays de Lorraine, tend précisément à établir tout le contraire; car commeut concevoir qu'un droit d'usage qui dégénère en usufruit perpétuel ne comporte pas l'exercice des interdits possessoires, lorsqu'il est avéré en jurisprudence et unanimement recount par tons les auteurs tant anciens que modernes, que cette faculté appartient même à l'usufruitier temporaire?

Nous disons, et c'est avec assurance. que tous les auteurs, tant anciens que modernes, qui ont traité la question, sont d'accord que l'usufruitier et l'usager doivent avoir les interdits possessoires ; et c'est là ce qu'on peut voir :

Daus Cusas, observationum, lib. Q. cap. 33;

Dans Menocurus, le Cujas d'Italie, tertio remedio retinendæ possessionis ex interdicto UTI POSSIDETIS , nº 70 , et pasrim alibi ;

Dans Zozz sur le digeste, au titre DE VI ARMATA , nº 4;

Dans Perèze sur le code, au titre UNDE VI , nº 5;

Dans Donellus, ad leg. unicam, cod. UTI POSSIDETIS :

Dans VINNIUS en ses institutes . \$. 5. DE INTERDICTIS; Dans Voet sur le digeste, au titre

UTI POSSIDETIS, no 1; et au titre DE VI ARMATA, DO 2;

Dans Sotomaton, quotidian. quast. de usufructu, cap. 6, nos 32 et 33; Dans Joannes a Sande, lib. 5, tit. 4,

defin. 2: Dans Papor, que nous avons cité plus haut liv. 14, tit. 2, art. 7;

Dans Ferrier sur l'art. 96 de la coutume de Paris, glose unique, nº 6; Dans Bourson, du droit commun de

la France, tit. 4, chap. de la complainte, sect. 3, nº 21, tom. 2, pag. 408; Dans Pothien , traité du douaire ,

nº 162; et traité de la possession, nº 100; Dans Rousseau de la Combe, au mot

complainte, nº 5;

Dans Henrion de Pansey, de la compétence des juges de paix , pag. 394.

Tous ces auteurs sont manimes pour accorder l'usage de la complainte à l'usufruitier; aucun d'eux ne refuse cette faculté à l'usager ; loin de là , on voit que la plupart lui accordent positivement le même droit qu'à l'usufruitier; cependant aucun d'eux n'a confondu le droit de propriété avec celui d'usage ou d'usufruit : il ne suffit donc pas de dire que , quelle que soit l'étendue d'un droit d'usage, il n'est pas celui de propriété même, pour conclure de là que l'usager ne doit pas avoir l'exercice des interdits possessoires; puisque, suivant le sentiment de tous les docteurs, il peut les

intenter même en ne considérant son 3612. Les raisonnemens de l'auteur que nous osons contredire sont encore inexacts sous un autre point de vuc.

droit que comme servitude.

En résumé, l'argument qu'il propose est celui-ci : Le droit d'usage, lors même que, par une étendue extraordinaire, il dégénère en usufruit perpétuel, ne rend point l'usager propriétaire du sol, et le fonds n'en reste pas moins dans le domaine de son maître; donc on ne peut pas dire que le droit d'usage participe de celui de propriété.

Assurément rette couséquence est toutà fait fausse; car autre chose est d'avoir . un droit qui participe de celui de propriété foncière : autre chose est d'être propriétaire du fonds sur lequel ce droit s'exerce ; il y a entre ces deux hypothèses la même différence qui existe entre le tout et une partie de ce tout. A coup sûr, de ce qu'un homme n'a pas le tout, on ne peut pas conclure qu'il n'a pas même une partie du tout; et par cela seul qu'on dit que le droit d'usage participe de celui de propriété, on indique assez qu'il n'est pas le droit de propriété lui-même, mais seulement qu'il en a quelques attributs.

Veut-on une démonstration plus sensible encore de cette vérité? Prenons pour exemple l'une des communes de Lorraine dont parle l'auteur, c'est-àdire d'une commune dont le droit d'usage dans une forêt soit tellement étendu qu'il dégénère en usufruit perpétuel, comme il le dit; et voyons quelles doivent être les conséquences de l'établissement et de l'exercice d'un pareil droit.

Il ne s'agit pas ici précisément du sol matériellement considéré, mais du droit

de propriété.

Il est incontestable que la forêt tout entière, c'est-à dire la forêt considérée soit sous le rapport de la nue propriété , soit sous celui de la jouissance, appartiendra tout à la fois au propriétaire et à la commune usagère, et que les droits de l'un et de l'autre, portant sur le même fonds, les associeront ou les rendront nécessaircment communiers dans ce même tout sur lequel ils viennent s'appliquer; il est incontestable encore que les droits, appartenant à la commune usagère. n'appartiendront pas au maître de la nue propriété, comme ceux qui resteront à celui-ci n'appartiendront pas à la communc. Voyons donc ce qui restera au propriétaire foncier.

Si le bois est adjacent à unc rivière ou traversé par une rivière non navigable, il y aura le droit de pêche. Il aura encore le droit de chasse dans

la forêt.

Si l'on y trouve un trésor, il aura la moitié que la loi attribue au propriétaire. Si l'on y découvre une mine, il aura

l'indemnité due au propriétaire du fonds. Voilà toutes les valeurs casuelles qui resteront à ce propriétaire, comme apanage de sa nne propriété, tandis que la commune usagère aura le droit de percevoir annuellement tout le produit de la forêt. Or , nous le demandons à tout lecteur impartial, y a-t-il une comparaison à faire entre ces deux lots dont l'un embrasse presque tout pour la commune, et l'autre ne comprend presque rien pour le propriétaire? Ne voit-on pas qu'en ce cas il ne reste, d'un côté, pour ainsi dire, que le nom de propriété; tandis qu'on trouve, dans l'autre lot, tous les attributs utiles de la propriété : ct dès lors comment ne serait il pas per-

mis de soutenir que le droit réel et foncier auquel ces attributs sont inhérens . participe assez du droit de propriété pour être susceptible des interdits pos sessoires ?

3613. « Que faudrait-il pour que le » droit d'usage, alors même que, par

» sa latitude extraordinaire, il dégénère » en usufruit perpétuel, participat, sui-

» vant l'expression de la cour d'appel » de Bourges , des droits de propriété?

» Il faudrait qu'il renfermât ce qu'on appelait dans l'ancienne jurisprudence.

le domaine utile, n

Obervations, La vérité trouve toujours quelques issues pour é'chapper. L'auteur veut ici que le droit d'usage puisse être d'une telle étendue qu'il dégénère en un droit d'usufruit, ce qui ne peut signifier autre chose sinon que le droit d'usage peut participer de celui d'usufruit, car il ne peut jamais être exactement de même nature.

Sous le rapport de la durée, le droit d'usage dans les forêts est perpétuel, tandis que le droit d'usufruit est essentiellement temporaire. Si on le suppose perpétuel, ce ne sera plus un droit d'usufruit, mais bien de superficie.

Sous le rapport de l'étendue, le droit d'usufruit est fixe : il est toujours le même puisqu'il embrasse tous les produits et toutes les commodités du fonds, quelle que soit d'ailleurs l'étendue des besoins de l'usufruitier qui jouit comme le propriétaire lui-même, en sorte qu'il a exclusivement le droit de chasse sur le fonds et le droit de pêche dans la rivière adjacente au fonds. L'usager, au contraire, n'a ni le droit de chasse dans la forêt usagère , ni le droit de pêche dans la rivière adjacente, et il n'a que la prise de la quantité de bois qui lui est nécessaire, en sorte que si une commune. qui dans un temps absorbait pour les besoins de son usage tout le produit de la forêt, vient à perdre une grande partie de sa population, ses habitans n'auront toujours à l'avenir que la faculté de prendre ce qui sera nécessaire à leur consomnation, et le surplus du produit restera au propriétaire : voilà les vrais principes de la matière.

Cependant, suivant M. Merlin, le droit d'usage peut, par sa latitude extraordinaire, dégénérer en usufruit perpétuel, c'est-à-dire qu'il peut, par sa latitude extraordinaire, devenir un droit mixte participant tout à la fois, et du droit d'usage dont il retiendra quelquesuns des caractères, et du droit d'usufruit dont il empruntera quelques-uns des attributs. Eh bien ! pourquoi ne serait-il pas aussi un droit mixte participant de celui de propriété dont il emprunte l'attribut principal qui est le droit de jouissance perpétuelle?

3614. « Mais le domaine utile, qu'é-» tait-il dans l'ancienne jurisprudence? » Ce n'était pas l'opposé de la propriété » séparée de l'usufruit, encore moins » de la proprieté grevée d'un droit d'u-» sage : c'était tout simplement l'opposé

» dn domaine direct.

» La distinction entre le domaine di-» rect et le domaine utile, nous était » venue des Romains : chez eux le pro-» priétaire d'un fonds stérile le concé-» dait en emphytéose, et par là, tout n en se réservant sur ce fonds un droit » de prééminence que l'on appellait do-» maine direct, il en transportait le » domaine utile à son concessionnaire, » mais le concessionnaire, pour en être » réduit au domaine utile, n'en était » pas moins considéré comme proprién taire. - La loi 12 , C. de fundis pa-» trimonialibus et emphyteuticis, met » en question si les emphytéotes peuvent » affranchir les serfs attachés à la glèbe » du fonds qu'ils possèdent comme tels ; » et elle répond qu'ils le peuvent, parce » qu'ils sont véritablement propriétai-» res, cum fundorum domini sint. -

" La loi 15, D. qui satisdare cogantur, » n'est pas moins précise : elle établit » d'abord que les possesseurs d'immeu-» bles sont exempts, lorsqu'ils plaident, » de la caution judicatum solvi, caution » à laquelle, comme on le sait, le droit

" romain n'assujettissait pas seulement » les étrangers, mais eneore les citoyens :

» sciendum est possessores immobilium rerum satisdare non compelli. Elle ajoute que l'on doit, à cet égard, considérer comme possesseur celui qui possède en tout ou en partie soit un

domaine rural, soit nne propriété foncière dans une ville : possessor autem is accipiendus est qui in agro vel civitate rem soli possidet aut ex asse aut pro parte. L'emphytéote, continue-t-elle, est réputé possesseur ; sed et qui vectigalem, id est emphy-

teuticum agrum possidet, possessor intelligitur. Il en est de même, ditelle encore, de celui qui n'a que la nue propriété d'un fonds : etiam qui solam proprietatem habet, possessor intelligitur : MAIS LE SIMPLE USUFRUI-TIER NE PEUT PAS ÊTRE BANGÉ SUR » CETTE LIGNE : eum verò qui tantum

w usumfructum habet, possessorem non esse Ulpianus scripsit.

« Ici revient encore, comme on le voit, la question que nous faisions tout à l'heure : si l'usufruitier n'est pas réputé même possesseur du fonds, comment le simple usager le serait-il? si le premier n'a sur le fonds dont il jouit pleinement, qu'un droit de servitude, comment le second y aurait-il un droit de propriété? »

OBSERVATIONS. Tout ce que dit ici l'honorable auteur sur la distinction du

domaine utile et de l'usufruit, est absolument hors de la thèse: qu'importe en effet la différence qui peut d'ailleurs exister entre l'emphytéote et l'usufruitier, si l'un comme l'autre ont également l'usage des interdits possessoires?

Il y a sans doute une grande différence entre les droit de l'emphytéote et ceux de l'usufruitier, puisque le premier est propriétaire du fonds, et que celui-ci n'en a que la jouissance; mais si l'usufruitier n'a pas le domaine utile, il a l'utilité du domaine, et il l'a en vertu d'un droit réel et immobilier; en vertu d'un droit qui est entre ses mains un immeuble civilement séparé de la nue propriété du fonds; et c'est pourquoi la loi romaine ainsi que tous les auteurs décident de la

manière la plus positive qu'il doit avoir l'usage des interdits possessoires, comme l'emphytéote lui-même, ainsi que nous l'avons fait voir en différens endroits de ce chapitres

ce chapitres.

An surplus la loi 15, ff. qui satisdare cogantur, ne reçoit ici aucune application. Certes, lorsque le jurisconaulie
Mactar répête d'après Ulrars que l'usiconaulie
fruitier net spa possesseur, eum verò
qui usunfractum habel possessorem non
esse, ils no al pas voulu dire que celui
qui en la pas la possession. Ils pont pas
voulu contretfer outest les lois que ou
avons citécs ailleurs l'et qui, reconnaissant la qualité de possesseur dans l'usufruitier. Iui accordent expressément
l'usage de tous les interdits possessoires,
l'usage de tous les interdits possessoires,

Les expressions de cette loi doivent étre entendues secundim subjectum materien; elles ne signifient rien autrechoes, sinon que le droit d'usidiruit, n'ayant et ne pouvant avoir de valeur certaine, par rapport à l'incertitude absolue de sa durée, ne peut lêtre considéré comme une propriété foncière suffisante pour exempter l'usufruitier de fournir

la caution judicatum solvi 1,

3615. » Aussi, nons le répétons, l'ar-» rêt de cassation du 25 uivôse an 12 » a-t-il jugé in terminis que le droit » d'usage n'emporte pas la propriété,

» d usage n'emporte pas la propriete, » alors même qu'il absorbe tous les fruits

» du fonds.

» Et il est à remarquer que la même » chose avait été jugée. long-temps au-» paravant, par un arrêt rendu le 25 sep-

» tembre 1581.

» Par cet arrêt que j'ai vu en original,
 » et qui intervint entre le seigneur de
 » Thil-Châtel et tous les usagers de la

- » forêt de Velours, dépendante de ladite » seigneurie (dit le président Bouhier en » l'endroit cité plus haut, nos 76 et
- » snivans), les habitans de Bourberain » furent confirmés au PLEIN USAGE dans
- » cette forêt, et fut ordonné qu'à ceux

» qui auraient des anciennes maisons » bâties avant quarante ans, et autres » bâties depuis sur d'aneiens fondemens,

serait délivrée, pour tout droit d'usage
 par eux prétendu, une portion des
 bois de ladite forét en une pièce....;

dans laquelle portion laissée auxdits habitans, le seigneur ne pourra dorénavant prétendre aucune chose, fors

» LA PROPRIETE NUE, avec la chasse, justice, amendes, forfaitures et confiscations; et lui demeurera le surplus de » ladite forét franc et autte de tout

» tons; et un demeurera le surptus de » ladite forét franc et quitte de tout » usage, charges et servitudes quelcon-» ques envers lesdits habitans. »

OBSERVATIONS, Pourquoi faut-il que nous répétions sans cesse que l'honorable auteur s'est sans cesse placé hors de la thèse?

Qu'importe que l'usager, quelqu'étendu que soit son usage, n'ait pas la nue propriété du fonds? Ce ne peut être la la question, puisqu'il s'agit uniquement de savoir si, à raison de son droit réel, il ne doit pas avoir l'usage des interdits possessoires.

Les arrêts, dit-il, ont jugé que le droit d'usage n'emporte pas la propriété alors même qu'il absorbe tous les produits du fonds; mais ils n'ont jamais jugé que, même en ce cas, l'usager ne devait pas avoir l'exercicedes intérêts possessoires : e'est cependant là ce qu'il flaudrait prouver et ce qu'ou ne prouvera jamais.

Certaça serail une chose bien extraordinaire que la prétention de celui qui, allant exploiter, anns aucun droit, la portion de forte dalugée aux habitans de Bourberain, par l'aménagement de 1841, a sporterail à soutenir que cette commune e n aurait pas le droit d'intenter contre lui l'aetion en complainte, et que cette lui l'aetion en complainte, et que cette de la complainte de l'aucien seigneur, par raptor de l'aucien seigneur, par raptor de l'aucien seigneur, par rap-

Les arrêts ont jugé que le droit d'usage n'emporte pas celui de propriété, quand même il absorbe tous les fruits du fonds;

¹ Voy. sous les nos 751, 1261, 3558 et 3559.

² Voy. suprà, sous le nº 19.

mais, de cq qu'il n'emporte pas tout le droit de propriété, résulte-1 qu'il n'en droit de propriété, résulte-1 qu'il n'en emporte rien, ou qu'il n'y participe en rien? résulte-1 qu'il n'e soit pas un droit réel, jus in re? résulte-1 qu'il ne soit pas productif de fruits pour son maître. lorsqu'il comporte la perception de tous les frints? résulte-1:il, en un mot, que l'usager ne doive pas avoir, comme l'ausfruiter, les actions possessoires, quand sa possession est aussi étendue que celle de celucit, et a en ontre l'avantage d'être fondée sur une cause perpétuelle?

36.6. « Objectera-t-on que, dans quelques lois romaines, l'usufruit est ap-» pelé pars dominii, et que dès-lors il » n'y a nulle raison pour que la qualifi-» cation de propriété partiaire ne con-» vienne aussi au droit d'usage?

» Mais, comme le remarque Voet sur » le digeste, tit. de usufructu, nº 3, l'usufruit n'a le caractère de partie de la propriété dans les lois qui le lui attri-» buent, que relativement au proprié-» taire et lorsqu'il est réuni à la propriété n elle-même : toties usufructus est domi-» nii pars, vel saltem portionis instar » obtinet, ut Papinianus loquitur in lege " 76, \$ 2, ff. de legat. 20., quoties cum » proprietate conjunctus est; qui enim a eumdem habet cum proprietate con-» junctum, plenum dicitur habere do-» minium, sic ut, ex quo ad proprieta-" tem reversus est, nudæ proprietatis » dominus incipit plenam in re habere » potestatem. (§ ult. , inst. h. t. l. 78, ff. » de jure dotium) ; plenum autem illud » dominium duabus quasi partibus inte-» grantibus, proprietate scilicet et usu-» fructu, constare evincitur apertè ex » lege 58, ff. de verborum obligat. dùm » qui usufructum fundi stipulatur, » deinde fundum , similis dicitur ei qui » partem fundi stipulatur, deindè to-» tum ; quia fundus dari non intelligi-» tur, si ususfructus detrahatur. Du » reste, continue Voet, lorsque l'usu- » fruit est séparé de la propriété, il n'en » forme plus une partie, il n'est plus » qu'une simple servitude : contrà si

ususfructus à proprietate separationem receperit, NON DOMINII PARS sed SERVITUSest, id est, seorsim consideratur ut jus servitutis, Quod juni DOMINII OI POSITUM est; est c'est sur ee fondement, ajoute-t-il, que la loi 25. ff. de verborum significatione, dit que la propriété d'un héritage nous appartient en totalité, lors même que cet héritage est grévé d'un droit d'usufruit : rectè dicimus (ce sout les termes de la loi) eum fundum totum nostrum esse etiam cum ususfructus alienus est; quia ususfructus non dominii » pars, sed servitus sit, ut via et iter. nec falsò dici totum meum esse cujus » non potest ulla pars dici alterius esse.

» Cette doctrine n'est point particupière à Voet; elle est celle de tous les » anteurs. Pour ne pas multiplier inntilement les citations, nous nous bornerons à ce que dit Brunnemann sur la loi 4, fl, de unfructa; et sur la loi » 21 fl. de exceptione rei judicate.

» Il établit, sur la première, que la plupart des docteurs s'accordent à distinguer deux sortes d'usufruit : l'un
qu'ils appellent causalis, et qui est
e chiu qui se trouver étuni, dans la main
du propriètaire, à la me proprièté;
s'autre qu'ils qualifient de formatirs,
et qui s'esparé de la nue proprièté,
existé dans les mains d'un autre que le
propriétaire; et voiei, d'après sela,
comment il s'explique sur la seconde;
causalis usuffructus et cum dominio
junctus; sed... ususfructus formalis
non est pars dominii, »

OBSERVATIONS. Toute la dissertation de Voet, dont on invoque l'autorité, n'est fondée que sur une confusion d'expressions prises les unes pour les autres.

Il résulte des textes cités par cet auteur et du rapprochement de beaucoup d'autres lois romaines qu'il ne cite pas, qu'à la vérité l'usufruit, comme droit incorporel, n'est point et ne peut être une partie matérielle du fonds, parce qu'il n'y a point d'homogénétié entre une close incorporelle et un corps matériel; q'où il flaut concluer que, sous ce point de vue, l'on ne peut pas dire que l'usufruitier soit copropriétaire du sol.

Cependant l'asufruit n'en est pas moins une portion du domaine, parce que le domaine est lui-même un droit incorpoel, et qu'il cesse d'être plein et entier quand il ne comprend pas l'usufruit, Voilà tout ce que l'on peut condure de, la combinaison de beaucoup de lois romaines qui ont rapport à cette distinction; et c'est la ce que nous démontrerions far-ilement si cette digression d'autre pas totalement étradgère à notre thèse.

3617. Mais sans fatiguer le lecteur du rapprochement de toutes les citations qu'on pourrait faire sur ce point, la distinction que nous venons d'indiquer ne ressort-elle pas évidemment des principes les plus élémentaires du droit?

Qu'est-ce que le domaine? C'est le droit de jouir et de disposer de la chose qui nous appartient. Le droit de jouir etchi de disposer sont done les deux attributs intrinsèques qui constituent le domaine; done le proprietaire n'en retient qu'un quand il ne lui reste que la me propriété; done l'autre appartient à l'ansaitaire qui de dire que le droit d'ustriult et une portion du domaine, et qu'en cela il est essentiellement différent es simples servitudes ordinaires.

3618. Au surplus, la distinction que fait Voet entre l'usufruit appelé causalis quand il est joint à la propriété, et l'usufruit appelé formalis quand il en est séparé, est tout-k-fait étrangère à la question qui nous occupe, et il n'en peut ricu résulter de contraire à la doctrine que nous professons.

Suivant cet auteur, l'usufruit cauralis est une portion du domaine parcequ'il fait partie du tout qui est possédé, en pleine propriété, par le maître du sonds: l'usufruit formalis, au contraire, ne doit plutôt être considéré que comme

une servitude, parce qu'il est esercé par l'un sur le fonds de l'autre; mais si, quoique servitude, l'usufruit formatis donne lieu aux interdits possessires, toute cette dissertation se trouve parfaitement étrangère à la question dont il s'agit ici: or, en ramenant la discussionsur ce point qui est le seul que nous ayons à démontrer, et en prenant Voet lui-même pour jage, toute la contro-

verse sera bientôt terminée. Parlant de l'interdit uti possidetis qui est ce que nous appelons la complainte, voici comment il s'exprime : Locum habet in rebus immobilibus et incorporalibus illis quæ immobilibus comparantur, qualis est ususemuctus aut usus fundi vel ædium, nec non servitutes prædiales1; et en traitant de la réintégrande, voici ce qu'il dit encore : Locum sibi vindicat hoc interdictum UNDE VI, in rebus soli, aut solo cohærentibus, veluti, si quis de fundo, vel area. vel ædibus, etiam superficiariis vi dejectus sit. Uti et in rebus illis incorporalibus, quæ immobilibus adnumerari solent, qualis est ususpructus vel usus immobilium 2, C'est ainsi que, suivant Voet lui même, les droits d'usufruit et d'usage, quoiqu'incorporels, et quoique servitudes, sont néanmoins comparables aux immeubles sur le fait de la possession, et que l'usnfruitier et l'usager doivent avoir tous les avantages des iuterdits possessoires.

36/10, « A des principes aussi clairs et aussi positif, on opposerati inuticament l'arrêt de la cour d'appel de Rouen, redul Le 5 août 1804, entre le domaine public représenté par le préfét du département de la Seine in-lérieure, et les communes de Bilquetant de la conseil du 29 mars 1677, qui, en déclarant le roi propriétaire d'un terra rain appelé la Commune du More, accordait à cette commune le droit des la commune de la commune de la commune de la commune de la contra la cette commune le droit de la cette commune la c

Ad tit. uti possidetis, ff., lib. 43, tit. 17,

³ Ad tit. de vi armatd, ff., lib. 43, tit. 16,

» d'en percevoir tous les fruits à titre » que le droit d'usage participe du droit d'usage, cet arrêt maintient les habi- » de propriété, » tans de Notre-Dame et de St.-Nicolas de la Commune du More, aux charges » appuyé de l'arrêt cité de la cour de » cassation elle-même du 27 nivôse an » 12; et la section civile ne l'a rejeté » que par un motif qui ne fait que con-» firmer de plus en plus les principes que nous venons d'invoquer : attendu » (a-t-elle dit par son arrêt de rejet du 19 juin 1811) que l'arrêt attaqué, en » maintenant les habitans de Bliquetuit en possession du produit ou DOMAINE * UTILE de la Commune du More, n'a-» vait évidemment voulu par ces mots ou * DOMAINE UTILE , qu'expliquer que c'é-· tait seulement l'usufruit de la terre, c'est-à-dire le droit de prendre les fruits en conséquence de la jourssance accordée sans limitation par l'arrêt du " conseil du 29 mars 1677; qu'on peut d'autant moins appréhender la consé-» quence de cette expression DOMAINE » UTILE, que la cour d'appel, par la disposition de son arrêt qui précède » immédiatement, avait, en confirmant le jugement de première instance à cet égard, rejeté la prétention de propriété " des habitans, conune concessionnaires

» par acensement ou fieffataires...... Ainsi la cour de cassation n'a pas » hésité à reconnaître, en 1811, par la » manière dont elle a juterprété le mot domaine utile improprement employé dans l'arrêt de la cour d'appel de Rouen, » qu'un droit d'usage, lors même qu'il » enveloppe tous les produits du fonds » qui en est grevé, n'emporte, à aucun » égard, la propriété de ce fonds; et » conséquemment elle a elle-même dé-» menti , par là , l'étrange assertion sur » laquelle il lui a échappé de glisser en » 1810, en maintenant l'arrêt de la cour » d'appel de Bourges de 1807, portant

OBSERVATIONS. Certainement le droit » de Bliquetuit en la possession et jouis- d'usage, lors même que l'usager percoit » sance du produit ou DI DOMAINE UTILE tont le produit du fonds, ne rend pas celui-ci propriétaire du sol ; mais quoi-» de droit. Mais cet arrêt a été attaqué que l'usager n'ait pas le domaine utile . par un recours en cassation que la sec-, il a cependant un droit réel sur le fonds; » tion des requêtes a accueilli avec d'au- un droit immobilier; un droit qui est pour » tant moins de difficulté, qu'il était lui productif de fruits; un droit que la cour de Rouen, et après elle celle de cassation, ont jugé susceptible d'nn vrai possessoire.

Après cela, peu importe l'impropriété des termes de domaine utile qui s'étaient glissés dans le premier de ces arrêts, et qui ont été considérés, par la cour de cassation, comme n'exprimant pas précisément ce que celle de Rouen avait voulu dire. Il ne résulte pas moins de l'ensemble de cette double décision, que, quoique le droit d'usage le plus étendu ne soit pas la même chose que le domaine utile, les deux cours ont également jugé que les avantages du possessoire appartiennent à l'usager.

Cclui qui jouit d'une servitude continue et apparente sur le fonds d'autrui , n'a certainement pas le domaine utile de ce fonds, et cependant il exerce à l'égard de son droit une possession véritablement civile; donc l'absence du domaine utile n'entraîne pas la privation de la possession civile.

Si aujourd'hui, et d'après la promulgation de notre code, les servitudes discontinues sont, en thèse générale, imprescriptibles par la scule possession, c'est parce que lenr exercice n'est, en thèse générale . considéré que comme l'effet de la familiarité et de la tolérance fondée sur l'esprit d'un bon voisinage, et c'est la une vérité proclamée en toutes occasions par la cour suprême; ce n'est donc toujours pas par rapport à l'absence du domaine utile qu'elles sont imprescriptibles; il suffit donc que le droit d'usage, considéré par rapport aux émolumens qu'il comporte, soit d'une importance telle qu'on ne puisse en attribuer l'excreice à la simple familiarité et à la seule tolérance, pour qu'on doive le classer au rang des droits prescriptibles par la seule possession.

3620. « Elle l'a encore démentie depuis, et plus fortement encore, dans une espèce où l'on employait, pour forêt n'est pas une servitude, mais une copropriété, des argumens peutêtre plus spécieux encore que ceux que je viende de faite.

s En 1805, les héritiers du sieur Laboucaye vendent aux sieurs Brovard, n frères, la terre d'Alligre de laquelle a dépendent plusieurs forêts, à la charge, entre autres, de souffrir toutes servitudes passives, apparentes ou occultes, s'il en existe aucune.

» Plusieurs années après, plusieurs communes réclament un droit de paeage dans les bois d'Alligre, et rapportent d'anciens titres qui le leuattribuent moyennant une redevance annuelle de sept sous six deniers par écurie.

» Les sieurs Brovard, ne pouvant rien » opposer à ces titres, appellent les hé-» riture Labousage en garantie

opposer a cest tires, appenent estavitiers Laloueque en garantic.

"itters Laloueque en garantic.

sent comme les frères Brovard. qu'il n'y a rien à opposer à la demande des communes, mais se retranchent sur la clause du contrat de vente par laquelle les acquiéreurs se sont chargés de toutes seviludes passives, apparentes ou occultes, clause qu'il son disent-ils, sipulée parce que . ne de l'active de l'active de l'active de l'active disent-ils, sipulée parce que . ne vouls éxposer à des actions récursoires pour les servitudes dont elle pouvait être grevée à leur insu.

» Là s'élève la question de savoir si
 » le droit de pacage réclanté par les ha » bitans était un droit de copropriété ou
 » une servitude.

» Les sieurs Brovard soutiennent que » c'est un droit de copropriété, et en « concluent que leur recours en garan » tie est à la fois recevable et fondé.

» Jugement qui, en maintenant les

» communes dans leur droit de pacage,
 » déclare les frères Brovard non-rece » vables dans leur action récursoire.

a Appel à la cour royale de Riom, et le 14 juin 1815, arêt qui net l'appellation au néant, attendu que, d'appèr l'art. 688 du code vioit, le droit s'utale; que les vaieurs et l'agit est une servivule; que les vandeurs étaine étrangers à la terre d'Alligre; qu'ils igno-raieut l'existence du droit réclamé par les habitans, et qu'on ne peut s'empérer de voir dans la charge qu'ils ont imposée par le contrai, l'intention de l'affranchir de toute grantie, et de l'affranchir de toute grantie, et

» de guelque nature qu'elles fissent, » sans avoir aucun recours à exercer.

» Les sients Brovard se pourvoient en » cassation : fausse application de l'ar
» ticle 688 du code civil , at violation de

» l'article 636 du même code , combiné

» avec le titre 19 de l'ordonnance des
» caux et forts de 1669, tels sont leurs
caux et forts de 1669, tels sont leurs

» de la part des acquéreurs, celle de

» souffrir toutes les servitudes passives

a moyens,
a Il est bien vrai, disent-ils (comme
nous le voyons dans le journal des audiences de la cour de casation, annúe: 1817, page 2001), que l'art. 688
du code civil, en parlant des servitudes discontinues, cite le droit de pucage. Mais il est facile de prouver que
cet article ne comprend sons cette dénomination que le droit de panes et erres labourables ou dans les prairies, et non le droit de pacage dans
les terres labourables ou dans les prairies, et non le droit de pacage dans les

» bois.

» D'abord il est incontestable que le
droit de faire paître des troupeaux
dans une forêt, comme le droit d'v
prendre du bois de chauffage ou de
construction, est un droit d'uage;

» c'est ce qui résulte de toutes les dispositions du tit. 19 de l'ordonnance
de 1665 aur les eaux et forêts; et loin
que cette ordonnance ait été abrogée
par le code civil, l'art. 636 dispose
formellement que l'uage des bois et a
forêts est réglé par des lois particultires.

» Maintenant un droit d'usage, et » sur-tout un droit d'usage dans une fo-» rêt, est-il un droit de copropriété ou

" une servitude?

a II est certain d'abord qu'un droit d'usage na général, de même qu'un a droit d'usufruit, doit être considéré comme un droit de corporitéé. En se effet, s'ils n'étaient pas regardés comme corporpicaires, l'usager et l'usufruiter seraient - ils obliges de supporter, jusqu'à concurrence de leur jouissance, les impôts et les charges Cette obligation est elle imporée nulle part au créancier d'une servitude, quelqu'importante qu'elle soit?

» Le droit romain mettait à la vérité le droit d'usage au nombre des servitudes. Mais le code civil en a disposé autrement : il ne comprend sous cette dénomination que de simples services fonciers, et c'est dans un titre particulier qu'il parle de l'uurfruit, de l'uusge et de l'habitation. Si donc les droits compris sous ce titre ponvient en pas être considérés comme raient ne pas être considérés comme raient ne pas être considérés comme raient en pas être considérés comme raient le pas être considérés comme raient le conference de l'estre de l

" En second lieu, un droit d'usage » dans une forêt peut, moins encore » qu'aucun autre , être mis au rang des " servitudes. En effet, la loi du 28 août " 1792 accorde aux usagers, soit qu'il » s'agisse d'un droit de pacage ou de » chauffage, la faculté de se faire canton-» ner, c'est-à-dire d'obliger le débiteur de » leur céder en toute propriété une par-» tie de la forêt, en remplacement du » droit général qu'ils avaient sur la to-" talité. Or, n'est-ce pas un droit de » copropriété que celui qui peut être converti en une possession perpétuelle, » en une propriété exclusive d'une par-» tie du fonds qui lui est affecté.....?

M. le rapporteur (ajoute le journal
 des audiences de la cour de cassation)
 après avoir rendu compte des moyens

a qui viennent d'être exposés, a fait observer que auivant les meilleurs auteurs a anciens et modernes, le droit d'usage dans une forét était mis au nombre des servitudes; que tel était l'avis de Coquille et de M. le président Bouserver de la company de la company de la l'usager le droit de faire convertir l'asage en un droit de copropriété, c'est par interversion du tire primitif en formant un nouveau contrat; mais que jusqu'à cette interversion, l'usage, tant qu'il existait, portait un caractère inconciliable avec l'idée de propriété.

» Par arrêt du 6 mars 1817, au rap-» port de M. Rousseau;

"Attendu que, d'après les titres et l'aveu des parties, il s'agissait d'un droit de paeage attaché aux habitations moyennant une redevance de sept sous sept deniers par écurie; que la sous sept deniers par écurie; que la titres et pièces du procès, a pu, dèslors, ranger un pareil droit dans la classe des servitudes réelles définies par l'article 637 du code civil ;

» Attendu que, par le contrat de venve, les acquéreurs ont été chargé généralement de toutes servitudes apporentes ou occultes;

» Attendu que les termes de la loi » qui divisent les servitudes en appa-» rentes et non apparentes, continues » et discontinues, sont des expressions » génériques, qu'elles n'ont pu former » obstacle à ce que la cour royale ait pu considérer comme étant au nombre des servitudes non apparentes dis-» continues, l'obligation de souffrir les » servitudes occultes, puisque toute scr-» vitude non apparente est nécessairen ment occulte; que ceci, une fois reconnu en droit, la cour royale, en appréciant les termes de l'obligation imposée aux acquéreurs, la bonne foi » des vendeurs et l'intention respective » des parties lors de la stipulation, a pu » légitimement induire de ces différentes » circonstances, que les vendeurs étaient » fondés à se prévaloir de la déclaration » générale portée au contrat de vente, » pour repousser l'action récursoire des

» acquéreurs;

» Par ces motifs la cour rejette.... » OBSERVATIONS. Toute cette partie de la discussion du célèbre jurisconsulte est étrangère à notre question, et ces arrêts soit de la cour de Riom , soit de la cour de cassation , n'ont rien de contraire à notre doctrine, parce qu'ils n'ont aucun rapport aux actions possessoires qui nous occupent.

Au reste nous ne disons point et nous n'avons jamais voulu dire que l'usager dans une forêt fût, même avant d'avoir proposé son action en cantonnement, copropriétaire du sol matériellement considéré; mais ce qu'on ne peut pas nier, c'est qu'il a déjà le droit acquis d'arriver à cette espèce de partage, et que ce droit est quelque chose pour lui : or, que peut-il être s'il n'est pas, au moins potentialiter, une participation au domaine du fonds?

Envisageons encore, si l'on veut, le droit d'usage sous le seul rapport de servitude : certes on ne nous contestera pas qu'il soit éminemment un droit réel, jus in re; et quand il n'y en aurait d'autres preuves que le droit de cantonnement qu'il entraîne, et qui n'est la conséquence d'aucune autre servitude, cela suffirait pour rendre cette vérité hors de toute contradiction. On ne nous contestera pas encore que l'usager ne jouisse pro suo de son droit d'usage, et qu'il n'en percoive les fruits nécessaires à une partic de ses besoins; reste donc à savoir si ce droit, quoique servitude, n'est pas susceptible d'une possession foncière et vraiment civile, comme remplissant les fonctions d'un immeuble : or, d'une part , l'article 2228 du code veut que la possession civilc soit applicable même à la jouissance d'un droit réel que nous exerçons pour nous-mêmes ; ct d'autre côté nous avons établi plus haut que la jouissance du droit d'usage dans les forêts peut, eu égard à la contiunité de son exercice, ainsi qu'à son étendue et à l'importance des émolumens qui en sont l'objet, avoir

tous les caractères d'une vraie possession civile; donc on doit, dans ces cas, lui attribuer tous les avantages du possessoire, même en ne le considérant que comme droit de servitude.

Et ponrquoi en serait-il autrement , lorsqu'il est incontestable que le droit d'usofruit , qui est un droit de servitude de même nature que celui d'usage, est

néanmoins susceptible d'une vraie pos-

session civile? 3621. « En second lieu, quand il cût été question, dans l'espèce jugée par l'arrêt de la cour d'appel de Bourges, non pas simplement d'un droit d'usage limité au pacage et à la prise du bois nécessaire pour les besoins de l'usager, mais d'un droit d'usage qui, pour nous servir des termes de cet » arrêt, eût attaqué la substance même » de l'objet sur lequel il s'exerçait, ce » droit d'usage eut-il cessé pour cela » d'être une servitude proprement dite ; » eût-il pour cela pris le caractère d'un » droit de propriété? Non, et en voici

une preuve irréfragable. » Tirer d'un fonds le grès , la marne ou le sable qui s'y trouve, c'est cer-

» tainement attaquer la substance de ce n fonds; car le grès, la marne ou le » sable qu'on en tire ne sont pas des fruits de ce fonds ; ils n'y renaissent pas, ou du moins il faut, pour les y reproduire, une longue révolution de siècles. Cependant si j'ai le droit de faire de pareilles extractions de votre héritage pour les besoins du mien, ce droit forme pour moi une servitude réelle : les lois romaines en contien-» nent des dispositions expresses ; et je pourrai prétendre que, si j'ai le droit de couper dans votre forêt, pour les

» besoins de ma maison , une partie du bois qu'elle produit, et qui y repousse à mesure qu'on le coupe, ce droit ne sera pas pour moi une simple servitude, mais qu'il m'associe à votre » qualité de propriétaire : peut-on , de » bonne foi , se flatter de faire adopter

unc idée aussi bizarre! » OBSERVATIONS. L'houorable auteur est

encore ici tout-à-fait à côté de la question, puisqu'il ne s'agit pas de savoir si celui qui exerce un droit d'usage dans une forct, peut dire qu'il est matériellement copropriétaire du fonds; mais sculement si deroit dont il jouit est tel par son importance et par la continnité de son exerciec, qu'on doive le juger susceptible d'une possession vraiment civile.

Certes celui qui jouit d'une servitude apparente et continue n'est pas copropriétaire du fonds qui la supporte; et cependant il a les actions possessoires pour se faire maintenir dans son droit.

L'exercice d'une servitude discontinue quelconque devient aussi, à die contradictionis, susceptible d'une possession vraiment eivile; et eependant celui qui en jouit n'estpas mieux copropriétaire du fonds, après, qu'avant l'acte de contradiction.

Cela étant ainsi, comment n'admettrait-on pas, par eonelusion à fortiori, que celui qui, comme l'usager, excree un droit de jouissance qui est le principal attribut de la proprièté, doit aussi avoir tous les avantages du possessoire?

Et quaud on supposerait que le droit d'usage dans une forêt ne participe en rien du droit de copropriéé, quelle que soit d'ailleurs son étendue; il en résulterait sculement que l'un des moits d'ailleurs son étendue; il en résulterait sculement que l'un des moits page al la cause une juste application pas à la cause une juste application annual jugé, puissiven considérant comme une servitude seulement, le droit d'usage sur lequel elle a statué, elle devait encore admettre la preuve de la possession offerte par les usagers.

sono olterte par ies usagera. Mais comment l'honorable auteur peut-il soutenir que l'exercice du dre de tiere de la narie, de la pierre ou du de tiere de la narie, de la pierre ou du partire de la commentation de pas la substance? Faudration de l'en qui après avoir épuisé le blo de marne ou celui de la carrière, l'héritage dont on aura tout extrait la richese, restera néaumoins aussi précieux et dans le même état qu'uparavant? a coup que les lois romaines favorisent tant soit peu cet étrange système: elles le condamnent, au contraire, très-formellement; que un éme temps qu'elles déclarent servitude réelle le devid que la de tirer de votre fonds, contraire de la companyation de la contraire soit du sable, pour l'utilité du mien, elles qualifient expressément de même le droit que j'ai decouper du hois dans votre fonds pour en faire les échalas votre fonds pour en faire les échalas

3622. « An reste, il s'en faut beau-

dont j'ai besoin pour mon vignoble.
 Ce que nous disons du droit de couper din bois dans la forêt d'autrui,
 toutes les lois, tous les auteurs le disent également du droit d'y mettre
 des bestiaux en pacage.

» On a déjà vu que l'article 688 du » code civil range expressément le droit » de pacage parmi les servitudes réelles; » et il n'est en cela que l'écho de l'an-» cienne législation.

» Inter rusticorum prædiorum servi-» tutes (dit Justinien dans ses institutes, » titre de servitutibus, § 2), quidam » computari rectè putant JUS PASCENDI, » calcis coquendæ, arenæ fodiendæ.

» In rusticis (servitatibus) compu-« tanda sunt jus pascendi, calcis co-» quendæ, arenæ fodiendæ, dit égale-» ment la loi 1, § 1, fl. de servit. præd. » rust.

 Item (ajoute la loi 3 du même titre)
 hèc possunt servitutes imponi, ut et
 boves per quos fundus colitur, in vicino agro pascantur; quam servitutem
 imponi posse Neratius scribit.

» Aussi Corpolla, dans son traité de servitutione, fait-il du froit de peage a la matière du chapitre neuf, de la partie de cet ouvrage qui a pour objet se servitudes rustiques; aussi l'inita tule-t-il de servitude juris pascendi; a sussi y diniti dinais ce droit : servitus pecoris passendi est jus pecoris passendi la minula dileno agri mei causd. Service de la finduo daleno agri mei causd.

Mais si le droit de mettre mes bes tiaux en paeage dans votre forêt, forme
 une servitude proprement dite, si c'est
 d'une servitude proprement dite que

» porte le caractère, le droit que j'ai » d'y couper du bois, comment pour-» rait-on ne pas considérer comme une » servitude proprement dite, un droit » d'usage qui embrasse à la fois l'une » et l'autre

» Ecoutons le président Bonhier : » après avoir dit , à l'endroit déjà cité , » nº 26, l'usage dans les foréts d'autrui » consiste au droit d'y prendre diverses » sortes de commodités, suivant que la » chose est réglée par le titre ou par la " possession, savoir, d'y mener pâturer » ses bestiaux, d'y mettre des porcs en » paisson au temps de la glandée, et d'y prendre même du bois, soit pour brû-» ler , soit pour bâtir , et l'employer en » d'autres nécessités, sur le lieu désigné » par la concession, ce magistrat n'hé-" site pas à ajouter, n° 27, qu'il n'y » a nul doute que ce ne soit une ser-» vitude.

» M. le président Henrion tient le même langage dans les discretations » fécdales qu'il a publiées en 1963 : Il s'est trouve (ditil au mot communant, \$\fo\$ lodes seigneure ausse généreux pour donner gratutiement; se beaucoup d'autres se réservant la proprieté foncière, se sont contestés de céder un simple droit d'usage. Cet un control de des controls de la control de la control

» M. Toulier a cerit la même chose » sous l'empire du code civil, dans son » droit civil français, tom. 3, p. 290; » parle d'abord de l'usage et de l'ha-» bitation considérés comme servitude » personnelles; puis il termine ainsi: » L'usage des bois et forês est d'une » nature différente, e est une servitude » réelle, »;

» priétaire

OBSERVATIONS. Ce concert des lois romaines et de tons les auteurs qui , ainsi que notre code , placent le droit de pacage au rang des scrvitudes rustiques et

discontinues , est au-dessus de toute critique; et l'on doit dire eucore qu'à moins que cette servitude n'ait été déjà acquise lors de la promulgation du code, l'usager qui ne prétend qu'au droit de pacage et qui l'a exercé sans titre ni acte de contradiction, ne doit point être admis à en faire aujourd'hui la preuve par témoins, parce que c'est là un de ces cas dans lesquels la possession est vicieuse ou comme clandestine, on comme n'ayant eu lieu que par la tolérance présumée de la part du propriétaire : mais vouloir conclure de cette espèce particulière, pour appliquer la même règle à toutes les autres, c'est, à coup sûr, fort mal raisonner : car de ce que le propriétaire d'une forêt souffre, par bienveillance, que quand elle est defensable, les bestiaux d'une commune viennent y bronter quelques herbes qui y croissent, et dont l'enlèvement peut être abondamment compensé par les engrais qu'ils y laissent, il n'est certainement pas permis de conclure que ce propriétaire souffrirait également et en silence qu'on lui enlevât, chaque automne, la moitié, ou toute partie considérable du produit annuel de sa forêt, pour servir au chauf-fage des habitans de la même commune.

36.3. Enfin, il n'y a pas jusqu'à la coutume du Nivernais, dont l'arrêt de la cour d'appel de Bourges invoque si mal à propo l'autorité, qui ne coussacre le même principe. Après avoir dit, chap, 17, art. 9, que le droit d'usage dans les froêts d'autrui s'acquiert par litre ou par le paiement quiert par litre ou par le paiement La jouissance du vir d'usage dans les vir de l'appendit de l'appe

a vance a équipolt à titre et vaut en possessire et pétitoire.

Bet c'est d'un teste qui qualifie si nettement de droit de servitude, celui qui appartient à des usagers dans une forêt, que la cour d'appel de Bourges a prétendu conclure qu'elle ne devait pas appliquer à un droit d'usage qui pe course de la court dépendre que de la cour le pour le pouvait dépendre que de la course pouvait dépendre que de la cour

tume de Berry, la règle établie par
 cette coutume qu'il n'y a point de ser-

» vitude sans titre! »

OBSERVATIONS. C'est au contraire d'un texte de coutume qui admettait formel-

lement la prescription du droit d'usage par la possession immémoriale, que la cour de Bourges a jugé, avec raison, que les prétendans au droit litigieux devaient être reçus à faire la preuve de leur ancienne possession; et il n'y a rien la qui ue soit parfaitement conséquent.

30-24. "Il est d'autant plus difficile « de concevoir comment un pareil arrêt » a pu c'happer à la cassation, que la Cour suprême avait solennellement proclame elle-même, par un arrêt de » cassation du 5 floréal an 12, que le » droit de couper du bois et de faire » paitre ses bestiaux dans le fonds d'au-

» trui, est mis au nombre des servi-» tudes. »

Ossavarioss. Mais par son arrêt du 50 florán la n. 2, la Cour de cassation, tout en jugeant qu'un droit d'usage dans une forèt devait être mis au rang des servitudes, n'a pas décidé qu'il résultait de là que, dans aucun cas, l'usager ne devait avoir l'exercice des interdits possessoires; la question reste donc tout est de la comment de

3655. « Et vainement la cour d'appel de Bourges a-t-elle cherché Aéablir, ne nivoquant spécialement l'article cité de la coutume de Nivernais, que la plupart des coutumes qui régissaient la France, n'admettaient aucume distinción (par rapport à la prescriptibilité) entre les servitudes et les droits d'usages.

" Ily avait effectivement descoutumes qui, sans former, à beaucoup près, la plauraité, et dont le nombre était au contraire excessivement restreint, admettiaient la prescription immémoriale pour le droit d'usage, quoi-rulels la rejetassent pour les autres y qu'elles la rejetassent pour les autres servitudes. Mais elles ne dispossient ainsi que par ecception à leur propre

a principe, que nulle servitude ne pouvait s'éablir sans titre; et c'est comme exception à ce principe consigné dans l'art. 2 du chap, 10 de la coutume de Nivernais, que M. Garran de Coulon, dans le répetior de jurisprudence, a au mot servitude, § 25, article 1, présente la disposition de l'article 10 du chapitre 1; de la même coutume. Mais set; liber naisonable de con-

« Mais est-il bien raisonnable de conclure de là que la même exception doit être adaptée à toutes les coutumes qui, à l'instra de celles de Berry et de Normandie, rejettent en termes généraux toute prescription en matère de servitude? ne sent-on pas, au contraire, que cette exception est trop pour qu'on ne la renferme rigoureusement dans le peu de coutumes où elle est écrite? acri n'en est pas des forèts comme des autres héritages. Dans ceux ci le propriétaire est cons-

tamment à portée de voir ce qui s'y passe; et lorsque, pendant un espace de temps considérable, il y a laissé exercer une servitude apparente, on doit présumer assez facilement que ce » n'a pas été, de sa part, une simple tolérance, mais qu'il n'a fait que céder » à la force d'un titre primitif que mille » accidens ont pu détruire depuis ; au » lieu qu'on peut s'introduire, à son insu, dans ses forêts, et y couper fur-» tivement du bois pendant plusieurs » années, sans qu'il s'en apercoive, et. qu'il est très-possible que l'on masque d'un prétexte d'une faculté toujours révocable de vaine pâture, le droit de » pacage que l'on y exerce même à son vu et su. » OBSERVATIONS. Le savant auteur re-

vient ici aux vrais principes sur la présomption du précaire en fait de servitudes. Il est vrai que le propriétaire est mieux à portée de voir ce qui se passe sur son champ que ce qui a lieu dans l'intérieur de sa forêt; c'est pourquoi nous avons dit que les usages dont la jouissance n'a point d'éclat, on dout l'objet n'a que peu de valeur, ne peuvent être acquis par la scule possession ; attendu qu'alors il y a présomption qu'elle est affectée du double vice de la clandestinité ou du précaire : mais lorsqu'il s'agit d'un droit d'usagedont l'exercice ne peut être qu'éclatant anx yenx de tout le monde, et dont l'objet est d'une valeur telle que le propriétaire scrait essentiellement intéressé à ce qu'il ne fût point exercé dans sa forêt, la jouissance continue de l'usager prend' tous les caractères d'une véritable possession civile, parce qu'il n'y a plus ni clandestinité possible , ni tolérance présumable; et l'auteur que nous osons contredire doit être ici d'accord avec nous, autrement il ne le serait point avec lui-même, puisqu'il veut que quand le propriétaire a laissé, pendant un temps considérable, exercer une servitude apparente, on doit présumer assez facilement que ce n'a pas été, de sa part une simple tolérance ; mais qu'il n'a fait que céder à la force d'un titre primitif que mille accidens ont pu détruire depuis.

« Aussi voyons-nous la coutume de ...

Bourgogne déclarer , art. 131 , que ...

"l'on ne peut avoir nsage aux bois et ...

"rivière banate d'autrut, ni droit pétitoire ou possessoire , par quelque laps ...

"de temps qu'on en ait jout, sans en ...

aoir titre ou payer redevance , quoiaoir titre ou payer redevance , quoi-

» que d'ailleurs on ne doutât point dans
 » cette coutume, que les autres servitu » des rustiques ne pussent s'acquérir par
 » la seule possession de trente aus.

Ossenvations. Les anciennes coutumes ne sont plus à considèrer d'après la disposition de notre code actuel, qui règie généralement out ce qui touche à la prescription, et qui, fixant à treute ans toutes les plus longues prescriptions, veut que les droits qui, aux ternes des coutumes, ne pouvaient se prescrire que par un plus long espace de temps, restent néamoins définitément acquis, par la possession trentenire, à dater de sa promulgation.

3627. « Aussi Dunod , dans son traité

a des prescriptions, part. 3, chap. 6, dict.], immédiatement appès a voir remarqué cette particularité de la pirisproducne bourguignonne, qu'en génénal les acces d'usage dans les bois etpâturages d'autrui, étant souvent des
actes clandestins, on ne doit pas y déférer légèrement pour en former un
droit; et il cite à l'appui de ce qu'il
avance, Henrys, tome 1, livre 4,
chap. 9, quest. 81; et Valla, de rebus
dubits, traité 7, s.

» adobits, traité 7. »

Onservarious, il est remarquable que
M. Dunod ne dit pas qu'on ne doit point
M. Dunod ne dit pas qu'on ne doit point
bois; mais qu'étant souveri des actes
claudestins, l'on ne doit pas y déferetégèrement pour en former un droit: d'où
il suit que, quand ils sont de nature à
ter nécessairement publies et patens, et
que d'ailleurs leur objet est d'une valeur
telle qu'on ne puisse présamer qu'ils
telle qu'on ne puisse présamer qu'ils
propriétaire, que doit les admettre en
propriétaire, du doit les admettre en
preuve du droit.

3638. « Aussi les rédacteurs du code civil ont-ils tellement sent l'inconvenance qu'il y aurait d'assimiler, en fait de prescription, certaines servitudes à celle du droit de paeage (quin 'est relativement aux forèts qu'un droit soi, par l'art. 689, dans la classe des servitudes discontinues, ils l'out soncie (pi, qu'il pris délapre su sortes de servitudes imprescriptibles, même par la possession immémoriale.

» Il est done clair que l'on devait, dans notre ancien droit coutumier, a argumenter à fortiori de l'imprescriptibilité des vervitudes ordinaires à l'imprescriptibilité du droit d'usage dans les foréts et que, si quelques coutumes, en admettant la première, rejetaient la seconde, c'était une bizarrerie qui ne pouvait pas faire autorité bors de leur territoire.

OBSERVATIONS. Ne serait-il pas, au contraire, trop bizarre de soutenir qu'unc commune qui coupe pour son usage la moitié ou le tiers, ou le quart du bois qu'une forêt peut annuellement fournir, n'ent pas , daos l'excreice de soo droit , une possession plus éclatante et mieux caractérisée sous tous les rapports, que eelle de l'homme qui n'exerce qu'un droit de passage à travers le fonds d'un autre, pour arriver sur le sien? ou que celle de l'homme qui n'exerce qu'un simple paeage pour ses bestiaux auxquels il fait bronter quelques herbes qui ne penvent être que d'une valeur presque nulle pour le propriétaire, et qui , comme nous l'avons dejà dit, peuvent être abondammeot compensées par l'engrais que les bestiaux laissent dans les parties de forêt où ils ont pacagés?

3620. « Plus vainement dirait-on one. » suivant le président Bouhier lui-même, " chap, 62, nº 43, l'usage le plus connu a dans le royaume était (avant le code » civil), que la servitude consistant à » mettre ses bestiaox en pacage et à cou-» per du bois dans la forêt d'autrui . » pouvait s'acquérir par la seule posses-» sion immémoriale.

» Sans doute, tel était alors l'usage le * plus comman de la France ; mais d'où » cela venait-il? De ce que les servitua des en général et surtout les servitudes rustiques ponvaient s'acquérir par la » prescription, dans la plus grande partie du territoire français.

» Telle était en effet la jurisprudeocc n de tous les parlemens et conscils sou-» veraios des pays de droit écrit, e'estn à-dire d'Aix, de Besaucon, de Bor-· deaux, de Colmar, de Dijon (pour les provinces de Bresse, de Bugey, de Gex » et de Valromey), de Paris (pour le Lyonnais , le Forez et le Beaujolais), » de Pau, de Perpignan et de Toulouse, » Les pays coutumiers du ressort du parlement de Paris étaient, à la vérité, régis par des statuts dont un grand nombre rejetaient tonte prescription en mutière de servitude, Mais il y en avait aussi, même dans ce res'. sort, plusieurs qui l'admettaient, et ces coutumes oe régissaient pas seule-» ment des arrondissemens particuliers, TOME V.

» telles que celles des bailliages de Reims, n de Mantes, d'Amiens, de Chaulny, » de Clermont en Clermontois's mais » même des provinecs entières, telles » que celles d'Auvergne, d'Anjou, du " Graod - Perche , d'Artois , du Bou-» lonnais, du Pontlieu, du Verman-» dois, etc.

» La prescriptibilité des servitudes » était anssi admise dans le ressort du » parlement de Rennes, dans celui du » parlement de Metz, dans celui du par-» lement de Douai (à quelques coutumes » locales près), et dans eclni du parle-» ment de Nancy. Elle l'était même, " comme on l'a vu plus haut, dans les » pays coutumiers du ressort du parlew ment de Dijon.

» Il n'est donc pas étonnant que, » comme le dit le président Bouhier. a l'acquisition des servitudes d'usage » dans les forêts par la seule possession » immémoriale, sût reconnue avant le » code civil, dans une grande partie de » la France : ce n'était que la consé » quence des maximes le plus communé-» ment reçues en France par rapport à » la prescriptibilité géoérale des servi-» tudes quelconques.

» Mais comme de ee que les servitudes

» en généal étaient prescriptibles avant » le code civil , dans une grande partie » de la France, il ne s'ensuit pas qu'elles » le fossent également dans les coutumes a qui en rejetaient expressément la pres-» eription; de même aussi de cc que le » droit d'usage daos les forêts était pres-» eriptible dans tous les pays on les ser-» vitudes l'étaient en général, et même » dans quelques-uns de ceux où elles ne " l'étaient point , il ne s'ensuit point du » tout qu'il le fiit dans les coutumes qui, » sans le placer, à cet égard, dans une » catégorie spéciale, déclaraient indisn tinetement toutes les servitudes in-» prescriptibles, »

OBSERVATIONS: Tout cela n'est que de la métaphysique. Au réel, cette comparaison perpétuelle des simples servitudes discontinues, avec le droit d'usage, quelle qu'en soit l'éteodne, sera tonjours sans justesse et l'on peut dire absolument fausse, sur le fitt du possessoire; cur il ue sera jamais vrai de dire que l'usager qui perçoit à son profit et qui exploite publiquement, toutes les années, une grande partie du produit d'une fovêt, doive c'tre présumé n'en agir atais alons fovêt, doive c'tre présumé n'en agir atais ano ne présume à l'égard de celui qui n'ex-rec qu'une simple servitude discontinue ordinaire.

363o. « Eli! pourquoi ne raisonnea rious-nous pas en faveur de l'impres-» criptibilité locale du droit d'usage, » comme l'a fait la cour de cassation , » par son arrêt déjà cité, du 5 lloréal p an 12 cn faveur de la prescriptibilité » locale de ee même droit? sur quoi » s'est-elle fondée, dans cet arrêt, après » avoir déclare que le droit d'usage dans » une forêt est une servitude discontinue, » pour juger qu'il avait pu s'acquérir en » pays de droit écrit par la possession » immémoriale? Uniquement sur ce que » les maximes du droit écrit admettaient » la possession immémoriale comme » moyen d'acquerir la servitude discon-» tinne. Elle a donc décidé, par cela » même, que la prescriptibilité des ser-» vitudes discontinues, en genéral, de-» vait être la mesure de la prescriptibilité » du droit d'usage en particulier. Elle a » done condamné à l'avance l'assertion » glissée depuis dans son arrêt du 24 avril " 1810, que les dispositions de la cou-» tume de Berry, relatives à l'impres-» criptibilité des servitudes en général, » étaient étrangères aux droits d'usage » dans les bois et forets.

» Et c'est assez dire que ni cet arrêt, » ni celui de la cour d'appel de Bourges » qu'il maintient, ne peuvent faire ju-» risprudence. »

OBSERVATIONS. Par son arrêt du 5 floreal an 12, rapporté plus baut 1, la cour suprême a cousidéré que le droit d'usage, quoique servitude, pouvait, être acquis par la prescription immémoriale, en

pays de droit écrit; et par celui du 24 avril 18to, elle a jugé encore que ec même droit pouvait être acquis par la possession immémoriale : certes jusquelà il n'y a pas de contradiction à lu reprocher, puisque ses deux décisions sont parfaitement conformes l'une à l'autre.

parfaitement conformes Tune à l'autre. Mais lors du dernier du ces arrêts, on opposaît, à la cause de l'usager, queln'admettent pas la prescriptibilité des simples droits deservitudes discontinues, telle que celle de passage; et la cour anpréme, adoptant les motifs de celle de Bourges, a écuté o moyen par la raison que les dispositions de cette coutnine, portant l'éumération des servitudes discontinues qu'elles déclarent imprescripdum les bois et, forêts, dont elles ne paslent pas : on pourrait donc être l'inconséquece de cette décision?

3631. » Et la cour de cassation l'a si » bien reconnu elle-même depnis, que » dans un arrêt du 17 mai 1820, rendu » au rapport de M. Minier, elle a dit, à » propos d'une action possessoire, en » maintenant dans un droit de pacage et » de chauffage prétendu par les frères » Jourdan sur les terres gastes et collines » dépendantes du domaine du sieur Ga-» basse , qu'il s'agissait , dans l'espèce , " d'une SERVITUDE DISCONTINT E DONT LE » CARACTÈRE NE FEUT ÊTRE JUSTIFIÉ QUE » PAR DES TITRES, parce que les titres » seuls peuvent faire cesser la présomp-» tion de précaire attachée par la loi à la » jouissance d'une servitude disconti-» nue. »

OBERVATIONS. Dans l'espèce juggepar cet arrêt, il s'agissait d'un droit d'usage possédé par les frères Jourdan, qui s'étaient pourvus au possessoire pour obtenir la maintenue dans leurjouissance.

Ils offraient la preuve de leur possession immé:noriale et produisaient des titres authentiques de leur droit.

Nonobstant la réunion de ces circonstances, le juge de paix, et, après lui, le tribunal civil de Marseille les avaient

¹ Voy. sous le nº 3598.

déclarés non-recevables dans leur action en complainte, attendu qu'il s'agissait d'une servitude discontinue.

La cour suprême considérant, au contaire, que la présence du titre suffisait pour faire voir que c'est jure servituis et non pas sement jure familiaritatis que la jonissance du droit avait eu lieu, et qu'ansi et titre produit par les frères Jourdan, faisant disparaître tout vice de précire dans faire possession. elle a jugé precire dans faire possession. elle a jugé recevables dans leur action, en complainte.

Mais il fant hien remarquer que la cour supréme n'avait à juger qu'une chose, savoir si la production du titre devait faire disparaître tonte présomption du précoire dans l'exercice du droit réclamé; c'est donc là-dessus qu'elle a porté toute sa pensée, puisqu'elle n'avait

pas d'autre chose à juger.

L'honorable Cour n'avait point à décider la question de savoir si, en fait de possession de droits d'usage, la présomption du précair ne peut être combattue que par la production d'un titre, ou si elle peut être détruite encore par d'autres circoustances; d'où il faut titre, ou si elle peut être détruite encore par d'autres circoustances; d'où il faut conclutreque, nonobstant les expressions qui se sont glissées dans la rédaction de son arrêt, et qui aunonceut que le caractère de la servitude discoutinue ne peut être juilée que par des titres; il n'y a pas chose jugée sur ce point, puis que en u'est pas în ee qui était h juger.

Et qu'on ne dise pas qu'il y a de la subbilité dans l'interpretation que nous domons ici à l'émonciation des motifs de cet arret; car la même Gour en a rendu um second à la même audience, duquel il résult très-positivenci que la prolongation de la possession, en materior de la companio de la proposigation de la procession du précaire, attendu que la tolécuire a ses hornes.

Voici comment l'espèce de ce second arrêt est rapportée à la suite du premier dans le journal des audiences, vol. de

1820 , pag. 450 ;

Le 19 jiun 1807, action en complainte devant le jiuge la part du sieur Clavier, tomblé dans la part du sieur Clavier, tomblé dans la part du sieur Clavier, tomblé dans la breuvage qu'il prétend avoir dans la fontaine appelée Lafond-Dainand, située aur la propriété du sieur Gontard. Dun justifier le caractère de sa possession, et pronver qu'il possédait animo domini, le sieur Clavier a produit une transaction du 1st agût 1655, passée entre sex autueurs et cent du sieur Gontard.

Le 8 juillet 1817, sentence par laquelle le juge de paix se déclare incompétent pour statuer sur la demande en complainte, par le motifur il 18 agit d'une servitude discontinue qui, ne s'acquérant pas par la possession, n'est pas susceptible de l'action possessoire.

Le 13 mars 1818, jugement du tribunal de Brignoles qui confirme.

Pourvoi en cassation de la part de

Clavier, Sur quoi la Cour suprême, « Attenduque le possesseur d'une servitude discontinue apparente ou non apparente, est recevable à intentir devant le juge de paix l'action possessoire, pourvu qu'il la forme dans l'année du trouble et qu'il prouve qu'il possède à titre non précaire; que cette preuve ne pouvant être faite que par la représentation du titre, le juge de paix doit en prendre connaissance sons le rapport de la possession, c'est-à-dire pour juger si ce titre a pu autoriser le demandeur à posseder animo domini, comme lorsque la possession de trente ans et plus est la seule base de la demande en maintenue dans la possession d'an et jour Je juge de paix doit examiner si le droit réclamé peut s'acquérir par la possession ; qu'à l'égard du cas où le titre est contesté, de même que dans celui où la possession immémoriale est déniée, le juge de paix peut, sous ce rapport, renvoyer les parties au pétitoire, mais que de la contestation sur le titre, ou de la dénégation de la possession immémoriale, il ne resulte pas que le juge de

» paix cesse d'être le seul juge compé-

» teut pour statuer sur l'action posses-» soire déclarée recevable par la loi et

» dont il a été régulièrement saisi.
 » Attendu enfin que de ces principes
 » appliqués à la cause, il suit qu'en

confirmant le jugement par lequel le juge de paix s'est déclaré incompétent pour statuer sur l'action possessoire

pour statuer sur l'action possessoire ,
 formée par Clavier relativement au
 droit de puisage et d'abreuvage qu'il

 réclamait en vertu de la transaction
 de 1665 et prétendait aussi posséder à titre non précaire, le tribunal civil de Brignoles a expressément violé l'ar-

» tiele 10 du titre 3 de la loi du 24 août
 » 1790 et l'article 23 du code de procé » dure civile; — Casse. »

Ces expressions , comme lorsque la possession de 30 ani et plus est la seule base de la demande en maintenue dans la possession d'an et jour, sont bien remarquables, puisqu'elles signifient positivement qu'en fait de droits incerporels, le vraie possession peut être a duré et sa la principional de la companion de la

Ainsi, il a été bien reconnu en principe, par la Cour suprême, que dans les questions possessoires, en fait de servitudes, s'il y a des cas où le précaire ne peut être combattu que par la production d'un titre, comme quand il s'agit d'une pure servitude discontinue; il y en a aussi d'autres où la longueur de la possession fait de même disparaître la présomption du précaire, comme quand il s'agit des droits d'usage dans les forêts, ec qui sc réfère précisément aux arrêts rendus par l'honorable Cour le 5 floréal an 12 on 25 avril 1804, et le 24 avril 1810, que nous avons rapportés plus haut 1

APPLICATIONS SPÉCIALES.

3632. Nous avons amplement démoutré qu'en fait de possession, il ne faut pas confondre les pures servitudes discontinues qui, quoique droits rééls, ue comportent aucune participation dans les produits du fonds, avec les droits réels d'usufruit et d'usage qui absorbent, au contraire, on la totalité ou une partie des fruits de l'immeuble:

Que l'effet principal de la possession consistant dans la perception des fruit du fonds, il est dans la nature des choses que niat de jouissance des droits d'insufrait et d'usage, la possession ait ne caractère de force et de vérifié qu'on ne saurait trouver dans l'exercice d'une simple servitude discontinue qui necomporte la participation d'aucun émolument:

Que si les pures servitudes discontinues ne sont pas, par elles-mêmes, susceptibles d'une possession civile et acquisitive du droit, c'est par la raison que leur exercice est considéré comme ne consistant que dans des actes de simple familiarité et de pure tolérance qui en rendent la possession précaire;

Que cette vérité sur le précaire qui , pour cause de tolérance, affecte l'usage des simples servitudes discontinues ; a été proclamée, en toutes occasions, par la Gour suprême; et qu'elle est d'ailleurs démontrée par cela seul qu'il suffit qu'il y ait eu acte de contradiction pour que dès-lors la prescription acquisitive ait pris son cours, par la raison que, dans ce cas, il devient évident que le propriétaire qui a voulu s'opposer à l'exercice de la servitude, n'avait pas l'intention d'en tolérer l'usage; et qu'en conséquence, s'il s'est déterminé à souffrir la résistance qu'il a épronvée à son tour, ce n'est que parce qu'il a reconnu au moins tacitement que le droit de la servitude n'était pas sans fondement ;

Que cette théorie sur la tolérance des pures servitudes discontinues, n'est pas également applicable à l'exercice du droit d'usage dans les forêts; parce qu'ici le

¹ Voy. sous les no 3598 et 3599.

précaire est combattu par l'importance des émolumens perçus par l'usager; importance qui est habituellement telle qu'il n'est pas possible de présumer que ses émolumens ne soient perçus que par la tolérance du propriétaire;

Que comme il est contre les règles de la justice qu'un homme vienne, de sa propre autorité, s'emparcr d'une partie des revenus d'un autre; de même, il est contre l'ordre moral qu'une entreprise, aussi révoltante par elle-même, soit hénévolement soufferte par celui qui enressent de l'appavarissement ; que si, ressent de l'appavarissement ; que si, essent de l'appavarissement ; que si, pour quelques fois il s'esta tout-à-bité déraisonnable d'en présumer la tolérance habituelle et indéfinie ;

Qu'ainsi, quoique le vice du précaire, pour cause de tolérance, affèce l'exercice des simples servitules discontinues, il est dans la nature des choises que ce même vice ne soit pas présumé dans l'exerciec du droit d'usage, toutes les fois que les émolumens perçus par l'uager sont d'une valeur télle que le propréchaire ait eu un intérêt réel à en empécher la perception;

Que dans ce cas, la pure tolérance n'étant plus présunable, le propriétaire au vu et su duquel l'usage a été exercé dans son fonds, est censé ne l'avoir souffiért que n'était, que le droit d'usage avait été fondé entitre, et qu'a près l'avoir ainsi recombient de l'estait, que le droit d'usage avait été fondé entitre, et qu'a près l'avoir ainsi recombient entitre, et qu'a près l'avoir ainsi recombient entitre entitre propriétaire à la prescription, il doit être son-recevable à revenir contre ce qu'il avait approuve ;

3033. Que la prutique contraire à cette doctrine contralecrait les injustices les plus révoltantes, en ce que c'est une vértié notice qu'il n'y a que très-peu d'usagers qui aient conservé leurs tires, a c'do il airverset que les drois d'usage, les plus respectables par leur antiquité, de seriant les mois assurés, a les usagers pouvaient cesser d'être sous la protection de possessorie; et qu'il sufficial tou-

jours de soustraire leurs titres, même par fraude, pour les priver de leurs droits;

Que le système que nous combattons serait encore înjuste sous un autre point de vue, c'est qu'avant la promulgation du code, et dans la plus grande partic de la France, la possession inimémoriale suffisait pour assurer leurs droits aux usagers ; que même il y avait des provinces où la prescription cu était acquise par un moindre temps; que cependant, si l'on confondait aujourd'hui le droit d'usage avec les simples servitudes discontinues, on remettrait tous les usagers dans le péril imminent de perdre les droits les mieux aequis, en repoussant toute prenyc de possession exprcée postérieurement à la promulgation du code.

Il fant donc dire, qu'en thèse géné. rale, le droit d'usage dans les bois est susceptible d'une véritable possession civile, et qu'on doit le juger ainsi toutes les fois qu'il est susecptible d'une jouissance suffisamment continue et publique, et que les émolumens percus par l'usager sont d'une valeur suffisante aussi pour que le propriétaire ait dû attacher de l'intérêt à eu empêcher la perception. si elle n'avait pas été fondée en droit : qu'ainsi, quoique la possession civile soit ici dans la règle générale, il y a néanmoins des cas d'exception; et ec sont ces cas qui nous restent à signaler autant que possible, en revenant sur les diverses espèces d'usages qu'on peut avoir à exercer sur les fonds d'autrui.

3634. On peut avoir dans la forêt ou le fonds d'un autre :

 Le droit de coupes au bois taillis pour servir au chauffage de l'usager, jus light ad usum quotidianum 1;

Le droit d'abattre des arbres futaies pour constructions ou réparations de

¹ L. 12, 5 1, ff. de usu et habitat., lib. 7,

maisons, jus materiam succidendi 1; Le droit d'usage au bois mort et mort-

bois seulement; Le droit d'usage aux échalas pour le

Le droit d'usage aux échalas pour le service des vignes, jus pedamenta ad vineam samendi ?;

Le droit de couper et de prendre du bois pour la cuite des fours à chaux nécessaires à bâtir, jus caleis coquendæ¹; Celui d'extraire de la pierre on du sa-

ble pour le même service, jus lapidis eximendi; arenæ fodiendæ; Le droit de parcours ou de pacage

pour la nonriture des bêtes aumailles, et eclui de glandée ou de paisson pour la nourriture des porcs, jus pecorts pascendi⁵;

Enfin eelui d'amasser les feuilles mortes pour servir de litière aux bestiaux.

Reprenous successivement ces diverses espèces, pour faire, sur le possessoire de chaeune d'elles, les observations qui doivent lui être propres.

SUR LE TOSSESSOIRE

Du droit d'usage à la coupe du bois taillis pour chauffage.

3635. Supposons qu'il s'agisse d'une commune qui, depuis dix, vingt et ci trente aus, ait rompé, chaque automne, la dans la forêt d'un particulter, le bois i taillis nécessaire au chauffage de ses habitans; y aurait-il moyen de soutenir que, du moment que cette commune ne représente aucun tirte de l'usage par selle préfenda, sa possession n'est que précaire; comme n'ayant put tre fondée que sur la seule et pure tolérance du pro-

Nous avons fait voir, dans la sect. 7 du chapitre 89 °, qu'il y a cu beaucoup d'arrêts qui, fixant le cantonnement des communes usagères, leur ont adjugé le

tiers des forêts grevées de leurs issages; que, dans d'autres cas, l'on a porté cette odjudicatim à la moitié, ou aux deux tiers, et même jusqu'aux trois quarts. Certes, dans toutes ces hyponèses, les comannes aius alportionnés avaient été en possession de percevie; avant le cautonnement, an moins le tiers, ou la molife, ou les dens tres, ou la molife, ou les dens tres, ou la molife, ou les dens tres grevées de leurs trages, poinque c'est dans cette proportion qu'elles furent apportionnés dans le fonds.

portionnes dans re ionas.

El bieri si, dans un cas semblable, une commune inagére avait perdit tous activres, ne avait-il pas ridicule de lui commune inagére de lui continue el la plus constante, ne prouver ica pour elle, attenda que cette possession n'aurait toujours été que présire, comme n'ayast junis es d'âutre fondement que la pure tolérance du propriérie? Paudrait-il donc supposer que la prodignité el la folie cussent existé continuellement dans le proprietaire, pour en conclure que la possession des usagers ne fut junisis que présire.

Et quand cet étât d'abnégation, tout voisin de la stupidité, pourrait s' tronver, par lasard, dans un prodigne, comment scrait-il permis de le prendre pourtype d'une règle générale applicable aux mœurs ou à la manière d'agir de tous les propriétaires de forêts?

N'est-il pas, an contraire, incontestable que, de tous les propriétaires qui administrent leurs propriétés sagement et et en bons pères de famille, et qui se comportent mêmeavez générosité euvers au qui fit disposé à laisser, aussi longtemps et sans font; percevoir, à son prétient par le propriété par la contraire de son reven ?

Mais puisque c'est à la pratique des

¹ L. 12 in princip., ff. de usufructu , lib. 7,

L. 3, § 1, ff. de servit. rustic. præd., lib. 8, tit. 3.

L. 6, § 1, ff. eod.
D. L. ibidem.

⁵ L. 3, ff eodem.

⁶ Voy, sous les pos 3368 et 3369.

hommes qui veillent sagement et avec frugalité à la conservation de leur patrimoine, et non pas aux écarts que peuvent se permettre quelques dissipateurs on extravagans, qu'il faut s'attacher pour estimer ce qu'on doit admettre comme raisonnable dans l'ordre moral, comment serait-il permis de sontenir qu'une pareille jouissance, exercée de la part des usagers, n'anrait continuellement eu pour eause que la pure talérance du propriétaire? Est-il un scul être raisonnable qui puisse croire que le père de famille aurait ainsi sonffert, par mire bienveillance et saus obligation, que des usagers vinssent annuellement partager avec lui la plus précieuse partie de son revenu? Ne serait-il pas évident, an contraire, que le propriétaire n'aurait pu souffrir, en silence, l'exercice d'un tel usage, qu'eu cédant à la conviction où il était, on à la connaissance qu'il avait de l'existence d'un titre pour les usagers ? Ne serait il pas évident que des-lors la perte de ce titre ne devrait pas entraîner celle du droit lui-même? Amissis instrumentis non tolli substantiam veritatis placut. 1

Cela étant ainsi, et sauf ce que nous avons dit sur le point initial de la possession, on doit reconnaître qu'il n'y a aucune différence entre la prescription acquisitive du droit d'usage au bois taillis, et la prescription acquisitive de la propriete du fonds : ear si , après trentc aus de possession paisible du fonds, le proprictaire est non-recevable à le revendiquer contre le tiers possesseur, c'est précisément, comme nous venons de le dire, à l'égard des usagers, par la raison qu'il n'a pu souffrir une jouissance, anssi prolongée dans les mains d'un autre, qu'en cédant à la conviction où il était que le tiers possesseur avait un titre légitime de propriété; que l'ayant ainsi tacitement reconnu duraut autant de temps, il s'est rendu non-recevable à

Si, en effet, l'on devait confondre, relia lativementa upossessorie. Lelorit d'usage dans les forêts avec les simples servitides discontinues, la eause de la commanqui aurait perçu annuellement les trois quarts des copes en tailla de la forêt usagère, serait parfaitement identique mit perçu que le diatième, puisque l'ame comme l'autre n'aurait tonjours exercé qu'une servitande discontinue.

Mais puisque, pour éviter d'arriver à l'absurde, l'on est forcé de placer le droit d'usage hors de la catégorie des simples servitudes discontinues, pour se rattacher à la nature des émolumens percus par l'usager et voir s'ils sont d'une importance telle qu'ou puisse raisonnablement présumer que la perception n'en doive être attribuée qu'à la pure tolérance du propriétaire, il faut décider généralement que le droit d'usage à la coupe du bois taillis pour chauffage, est susceptible d'une vraie possession civile, soit qu'il ait été exercé par une commuue, soit qu'il n'ait été exercé que par un partieulier pour le chauffage de sa maisou; parce que, s'il y a une vérité notoire



revenir contre ce qu'il avait appronvé par son silence; qu'en conséquence la prescription de treute ans fait justement présumer le titre dont la perte ne doit pas nuire aux droits du possesseur, amissis instrumentis, non tolli substan-

tiam veritatis placuit. 3636. Quoique nons ayons d'abord pris pour exemple celui d'une commune usagère qui aurait percu le tiers on plus du produit annuel des coupes de la forêt, la question n'en est pas moins généralement tranchée pour tous les drois d'usage au boistaillis : car si la commune qui a joui du tiers du produit de la forêt doit avoir les actions possessoires, pourquoi celle qui n'aurait joui que du quart, on du cinquième, ou du dixième si l'on veut, ne les aurait-elle pas? Et pourquoi un simple particulier qui aurait de même exploité pour son chauffage en bois taillis, n'aurait - il pas aussi les mêmes avantages?

¹ L. 10, cod. de fide instrument., lib. 4, lit. 21.

dans le monde moral, s'il y a une vérité est possible que la possession de l'usage dont chacun soit bien convaincu, c'est au bois de construction manque d'une que les propriétaires ne souffrent pas des continuité suffisante pour avoir le caexploitations de cette nature dans leurs forêts, quand ceux qui les font n'y ont et acquisitive du droit. Sur quoi il faut aucun droit.

L'allégation de toute tolérance, sur ce fait, sera toujours bien éclatamment démentie par les régimens de gardes qui entourent toutes les forêts pour en empêcher l'accès à ceux qui n'ont pas le

droit d'v entrer.

Inutile d'observer que nous supposons d'ailleurs qu'il y ait eu continuité et publicité suffisantes dans la possession alléguée par l'usager; mais ces circonstances ne sont pas particulières à la jouissance du droit d'usage; car il faudrait également les vérifier en justice. s'il s'agissait de la prescription du droit de propriété; et cette vérification devrait être faite de la même manière, par les mêmes moyens, et ne serait ni plus ni moins difficile dans l'une des hypothèses que dans l'autre.

SUR LE POSSESSOIRE

Du droit d'usage à la coupe des futaies pour construction ou réparation des maisons.

3637. Nous venons de faire voir que la pratique de l'asage à la coupe du taillis pour bois de chauffage, ne peut, par rapport à l'importance de son objet, être attribuée à la pure tolérance du propriétaire, et qu'en conséquence on ne saurait opposer à l'usager que sa possession ne fut exercée qu'à titre précaire.

On doit par identité de raison et même à fortiori, décider que la coupe des futaies n'est point une chose assez indifférente aux intérêts et aux affections du propriétaire de la forêt, pour qu'on doive ne l'attribuer qu'à sa seule tolérance, et qu'en consequence la possession de l'usager ne peut être vicieuse sous le rapport du précaire qui affecte l'usage des pures servitudes discontinues.

Mais , sous d'autres points de vuc , il

ractère d'une possession vraiment civile faire une distinction entre le cas où ce droit ne serait réclamé que par quelques particuliers, de celui où il serait

réclamé par le corps d'une commune. 3638. Nous avons vu plns haut 1, que la possession acquisitive du droit doit être continuc, et qu'elle cesse d'avoir cette qualité chaque fois qu'il s'est écoulé dix ans d'un acte possessoire à l'autre.

Si donc le droit d'usage aux futaies, pour construction ou réparations de maison, n'était réclamé que par un particulier à raison de son, ou de ses édifices, il serait difficile qu'il y cût une continuité suffisante dans sa possession : car quoique les bâtimens soient sujets à des réparations annuelles et fréquentes pour tout ce qui concerne le simple entretien. néanmoins les grosses réparations pour lesquelles il fant l'emploi des arbres futaies, ne se fout toujours que de loin en loin; et ee qui augmenterait encore la difficulté, c'est que le défaut de continuité bien reconnne dans la possession, tendrait aussi à la rendre équivoque.

fait qui seraient à vérifier par le juge, comme s'il s'agissait de la prescription du fonds même ; et il nous suffit de faire voir que la possession de eette espèce de droit d'usage ne doit point être considérée comme entachée du précaire qui dérive de la simple tolérance, et qu'en conséquence l'usager n'est pas non-recevable à proposer les actions possessoires . quoiqu'il soit possible qu'il s'y trouve mal fondé.

Au reste ce sont là des questions de

Si , au contraire , cc même droit d'usage était réclamé par une commune, il serait difficile qu'on pût lui opposer une

discontinuité décennale dans sa possession, parce qu'on sait que, dans les divers bâtimens où logent les habitans d'une

¹ Voy. sous les nos 3576 et 3577.

commune lentière, il y a annuellement session prétendue par l'usager et la faire quelques grosses réparations à faire; et que les aetes possessoires successivement répétés par les particuliers formeraient la continuité de la possession du droit. communal qui n'est jamais exercé que

in to sun LE possessoine le 2

-less of expression to the Du droit d'usage au bois mort et mortto bois.

1-363a. Nous croyons qu'on doit faire ici, sous un nouveau point de vue, la distinction que nons avons déjà faite dans l'article qui précède, entre le cas où le droit d'usage au bois mort et mort bois serait revendiqué par un particulier seulement, et celui où ee même droit serait i celamé par une commune.

Si ce droit n'était réclamé que par un particulier qui n'en produirait ni titre ni acte de reconnaissance, il serait bien difficile de trouver dans la jouissance par lui alléguée, tous les caractères d'une possession vraiment civile et acanisitive du droit.

D'une part, le peu de valeur et la petite quantité des émolumens perçus par cet usager, pourrait naturellement ne faire rapporter sa jouissance qu'à la tolérance du propriétaire, ce qui rendrait sa possession précaire et inhabile à être acquisitive du droit.

D'autre part, la coupe des épines et menus bois faite dans l'intérieur d'une forêt, par un seul homme ou un seul chef de famille, et pour son usage seulement, pourrait facilement être affectée du vice de clandestinité. In !

Enfin lors même qu'il n'y aurait que du doute, mais un doute raisonnable, sur les vices du précaire pour cause de tolérance . et de la clandestinité pour coupes inaperçues, cela devrait suffire encore pour rendre équivoque la pos-

déclarer non-recevable.

Mais si ce même droit était réclamé nar une commune tant soit peu populeuse, il faudrait en décider autrement. et nous croyons qu'elle pourrait en avoir une possession vraiment eivile et exempte des vices du précaire et de la clandestinité dont on vient de parler.

Et d'ubord tont ce qui se fait en corps de commune et par la généralité des habitans d'un village d reçoit nécessairement, sur les lieux, une promulgation telle qu'on ne peut pas dire que ce soit un secret : le nombre des particuliers qui se transportent dans la forêt, durant la saison des approvisionnemens, pour y couper et amasser leur chauffage ; le roulement des voitures qui vont chercher les bois et fagots qu'ils enlèvent . sont autant de eirconstances qui donnent à la prise de leur usage, un éclat tel qu'il n'est pas possible de dire que leur possession quit pas été suffisamment publique, s'ils l'ont exercée en suivant le cours naturel des choses.

D'autre part, si l'on peut présumer la tolérance du propriétaire, lorsqu'il s'agit de la prise de menus bois, faite par un particulier seulement, il ne serait plus dans l'ordre naturel de la présumer également envers tous les habitans d'une commune. La disparité entre ces deux hypothèses est immense : le propriétaire d'une forêt peut avoir, pour un particulier, des égards d'affection qu'on ne doit pas lui supposer envers tous les habitans d'une commune : lorsqu'il s'agit d'un seul homme qui entre dans une forêt pour y prendre du menu bois, sa moralité peut être assez connue pour qu'on ne craigne pas qu'il se livre au marandage d'objets plus importans, taudis qu'il est impossible d'avoir la même confiance dans tous les habitans d'une commune; la somme des émolumens en menus bois, pris par un seul usager, peut être assez minutionse pour que le propriétaire de la forêt ait bien voulu le toléren ainsi, tandis que l'approvisionnement d'une commune en-

the droit i to it in an eles buts de tims à cut l'efenre à en met. 11 Voy; some les not 3142, 3148 et 3241. TOME V.

tière est tonjours une chose grave , et ce qu'il faut bien observer encore, c'est que le propriétaire ne peut manquer d'avoir un très grand intérêt à écarter de sa forêt un nombre considérable d'hommes qui, sons le prétexte de n'y prendre que des épines et autres menus bois, ne manqueraient pas de couper et enlever des objets plus importans.

De tout ecla il fant conclure que, même dans le cas du droit d'usage au bois mort et mort-bois seulement, une commune qui soutient en avoir joui ne doit pas être déclarée non-recevable à offrir la preuve de sa possession, puisqu'on ne doit pas présumer qu'elle ne l'ait exercée que précairement et pour cause de pure tolérance, et que d'ailleurs il doit naturellement y avoir eu assez de publicité dans sa jouissance.

SUR LE POSSESSOIRE

Du droit d'usage aux échalas pour le service des vignes.

364o. Nous ferons encore ici la même distinction entre le cas où ce droit ne serait revendiqué que par un scul individu ou pour quelques vignes de peu d'étendue, et celui où il serait réclamé par une commune entière ou pour un vi-

Dans le premier cas, nous ne voyons pas comment une possession vraiment publique et non précaire pourrait être établie par le vigneron prétendant à ce droit d'usage sans en produire aucun titre, ni faire preuve d'aucun acte de

contradiction.

gnoble considérable.

En ce qui touche à la publicité nécessaire à la possession pour la rendre civile, tout semble ici la repousser. Il s'agit d'objets pen volumineux dont la prise est converte par la forêt même, comme par un voile impénétrable : il s'agit de menus brins de bois dont la conpe ne canse aucun bruit qui puisse exciter l'attention à la plus médiocre distance : il s'agit de quelques bottes d'él chalas qui se transportent à dos d'homme

et pour l'enfèvement desquelles ; soit à l'entrée, soit à la sortie de la forêt, on n'aura suivi aucun ehemin public ; on ne voit done pas comment on pourrait franchement supposer une vraie publicité dans une pareille possession , lorsque tous les actes peuvent en être clandes-

Sous le rapport du précaire résultant de la tolérance, on doit encore le présumer iei, pris égard au peu de valeur des émolumens qui seraient prétendus comme objets du droit d'usage,

Enfin le défaut de publicité parfaite et la présomption de tolérance se réuniraient encore pour rendre au moins équivoque la prétendue possession de l'usager.

De tout cela nous concluons qu'à moins qu'on ne se troirve dans quelques circonstances particulières, et singulièrement favorables à l'usager, il ne devrait point être recevable à offrir la preuve de sa possession, pour s'en faire un moyen de prescription.

Mais si le droit d'usage aux échalas était réclamé par une commune entière, ou un vignoble considérable, il serait possible que, soit par rapportà la grande quantité et à la valeur des bois coupés , soit par rapport à la publicité de la jouissance exercée par des réunions d'hommes agissant simultanément pour charger des voitures de leurs fagots , à l'effet de les transporter à leur domicile, par les chemins publics et ordinaires; il serait possible, disons-nous, que la réunion de ces circonstances fût assez forte pour donner à la possession toute la publicité nécessaire et la purger du vice de précaire résultant de la tolérance, et qu'en conséquence la prenve en fit recevable.

An reste, tous ces circonstances sont des choses de fait dont l'appréciation reste dans le domaine du juge.

SUR LE POSSESSOIRE

Du droit d'usage à la coupe des bois destinés à cuire les fours à chaux.

3641. L'appareil nécessaire pour la

construction des tours à chaux : le nombre considérable d'ouvriers qu'on est du bruit, et sans déchirer visiblement obligé d'emplayer pour les établir , les alimenter et les surveiller, sont autant de circonstances patemment exclusives de toute clandestinité ; il y a done déjà , sous ce rapport, publicité entière.

La prise du bois qu'il faut pour les cuire, n'a pas moins de publicité, puisqu'elle se rattache aux mêmes circonstances; qu'elle est faite sons les yeux des mêmes agens, et qu'il faut, en outre, l'emploi de beaucnup d'autres ouvriers pour couper le bois et le fabriquer ; et de voitures assez nombreuses pour le transporter à la distance nu il duit être consommé.

D'autre part, la cuite d'un seul four à chaux éxige une quantité de bois tellement considérable, qu'il n'y aurait nulle pudeur à sontenir que la coupe n'en dût être considérée que comme un acte de familiarité d'une part et de tolérance de l'autre : parce que la familiarité et la tolerance ont des bornes plus étroites et qui sont bien loin de s'étendre à une tante, oil ele timog sin let , in

Ainsi les actes possessoires de cette nature ne neuvent être affectés du vice de clandestinité ; et ils ne doivent point être considérés comme précaires pour cause de simple tolérance.

Reste done à savoir s'ils out en lien à des espaces de temps assez rapprochés pour qu'il y ait en continuité suffisante dans la possession ; et c'est la nne question de fait qui doit être jugée d'après les principes que nous avons exposés plus haut. epiron da precenta en la

SUR LE POSSESSOIRE

Du droit d'usage à l'extraction de la pierre ou du sable pour construction d'édifice.

3642. Nons ferons ici les mêmes observations que sur l'article qui précède.

1 Voy. sous les not 3576 et 3577,10 Ju

On n'ouvre pas une carrière sans faire la surface du sol : on n'extrait pas de la pierre dans une carrière déjà ouverte. sans appareils bien visibles à l'extérieur, et il en est de même pour l'extraction du sable : il n'y a dnnc aucune clandestinité dans ces actes, même en les considérant isolément.

Mais il y a plus ; il faut des ouvriers plus nu moins nombreux pour prérer l'extraction : il faut des vnitures pour faire le transport des matières extraites, et tnut cela ajoute, à la publicité de l'opération, un éclat tel qu'il serait impossible de dire sérieusement que la possessinn d'un semblable droit ne fût pas suffisamment publique; : "

Sous le rapport du précaire résultant de la tolérance, il ne serait pas non plus raisonnable de le supposer ; la pierre et le sable ne sont pas des choses viles et de nulle valeur i on ne saurait les classer au rang des menus fruits qui sont de peu d'importance par eux-mêmes et qui renaissent annuellement : une fois que une masse d'émolumens aussi impor- l'extraction en est faite, le propriétaire ne les retrouvera plus dans son fonds , et rien ne pourra plus le dédommager de la perte qu'nn lui nura causée : si la carrière fournit encore, l'exploitation en sera plus difficile, parce qu'on commence tnujours par enlever ce qui présente le mnins de difficulté : il p'y a pas jusqu'à la manière d'exploiter qui ne puisse porter de très-gros dommages au propriétaire pour le futur.

> Enfin I'on ne peut faire usage d'une carrière dans un fonds, sans porter beaucoup de donnmages à la surface, suit par les excavations et creusemens qu'il faut y opérer, soit par les dépôts de déblais qu'il faut y faire, soit par les chemins et roulages de voitures qu'il faut nécessairement y pratiquer.

Concluons donc que ce n'est pas encore là une chose de pure tolérance, et qu'en conséquence il n'y a rien de précaire dans la possession du droit d'usage à l'extraction d'une carrière de pierre ou de sable.



Il faudrait en dire nutant de la jouissance d'un droit d'usage à tirer de la marne ou de la tourbe dans le fonds d'autrui ; on pourrait même alors raisonner à fortiori, parce que la marne et la tourbe sont des choses encore plus précieuses en elles-mêmes que la pierre et le sable, du moins dans la plupart des localités.

Dans ces espèces, la possession de l'usage n'est donc ni clandestine , ni précaire : mais est-elle suffisamment continue? C'est toujours là une simple question de fait qui reste dans le domaine du juge, et sur laquelle nous ne répéterons pas tout ce que nous avons déjà dit sur les capèces précédentes.

Nous observerons sculement que, dans tous les cas où le droit d'usage est revendique par une commune, il suffit que quelques ens de ses habitans en aient usé, pour avoir maintenu la commune dans sa jouissance, et avoir opéré la continuité de sa possession 1, parce que les droits d'usage communaux ne sont tonjours exercés que par ces habitans ut singuli. d. p. 0 - 1 1/ The all

. SUR LE POSSESSOURE

Du droit d'usage au pacage ou à la dépaissance des bestiaux.

3643. L'article 688 du code range le droit de pacage dans la classe des servitudes discontinues, et l'article 691 déclare que les servitudes discontinues, apparentes on non apparentes, ne penvent s'établir que par titre, sans que la possession, snême immémoriale, puisse leur servir de fondement; d'où il faut tirer cette conséquence que , dans cette espèce, il ne peut y avoir lieu aux actions possessoires de la part de l'usager s'il n'y a ni titre ni acte de contradiction dont il puisse se prévaloir.

Il y a des persounes, entre autres بذباويعيت تسوحت مشعص

M. Merlin, qui ont prétendu que, chi rapprochement de ces deux articles, on devait conclure à l'imprescriptibilité de tous let droits d'usage dans les forêts : c'est ici le lieu de faire voir combien elles se sont abusées.

Pour sontenir ce système vraiment singulier, voici, en résumé, les raisonnemens qu'on a faits :

Le droit de pacage est un droit d'usage, et cenendant il est classé parmi les servitudes discontinues qui sont généralement déclarées imprescriptibles : or tous les autres droits d'usages sont aussi des servitudes discontinues; done tous sont egalement imprescriptibles.

Si ce raisonnement était juste, ou devrait dire que tous les droits d'usages dans les forêts sont exactement régis por les dispositions du code sur les servitudes discontinues, et cependant l'article 636 déclare que l'usage dans les bois a ses règles particulières; fandra-t-il donc effacer cet article , pour s'en tenir à un sophisme? at d for

De tous les paralogismes qu'on peut faire, il n'y en a point de plus vicieux que celui auquel nous répondons, parce qu'on ne peut jamais conclure d'une espèce à tout le genre : quand on vient dire que tous les droits d'usages doiveut être imprescriptibles , parce que le pacage qui est un droit d'usage ; est déclaré im prescriptible, ce raisonnement n'est ni plus juste ni moins vicieux que si l'on disait que tous les hommes doivent être considérés comme étant en démence, par la raison que Paul est un homme et qu'on l'a jugé être en démence, en procédant à son interdiction.

Pour raisonner avec instesse sur ce point de droit, ne faut il pas dire au contraire que , du moment que l'article 636 du code déclare généralement que les droits d'usage dans les bois ont leurs règles particulières, et que les articles 688 et 601 ne signalent que le droit de pacage comme imprescriptible, tous les antres droits d'usage restent nécessairement soumis à la règle commune de la

¹ Voyez toujours sons les no 3142, 3143 ct 3241.

prescriptibilité , puisqu'il n'y a que le seul pacage qui en soit-excepté?

L'exercice du pacage, dans les bois délarés défensables, se tolère parce qu'il ne porte que sur quelques herbes dont l'unlèvement est compensé par l'engrais que les bestianx laissent sur le fonds ; en sorte que le propriétaire n'aurait pas d'intérêt réel à l'empêcher, si les animaux , introduits dans sa forêt , étaient toujours bien gardés et si cette introduetion ne devait jamais être l'occasion de delits d'un autre genre

Il n'en est pas de même de l'usage à la coupe du bois, parce que les objets sur lesquels il porte sont toujours , par eux-mêmes, d'une valeur importante; en sorte qu'il ne serait pas plus raisonuable de conclure de l'exercice du pacage à celui de l'usage à la prise de bois, que de dire que l'exploitation de la moitie d'une foret n'est que l'équivalent des filamens d'herbes qu'on foule sur le

Il y a des choses sur lesquelles on est obligé d'insister souvent, et celle-ci est de ce nombre, puisqu'il semble qu'on s'obstinc à ne pas vouloir la bien entendre. Remontons donc encore une fois au principe de la matière.

Pourquoi les pures servitudes discontinues ne penvent elles s'acquerir par

la prescription? C'est parce que la posssession n'en est que précaire, comme n'étant fondée que sur des actes de pure faculté et de

simple tolérance. Outre que cette vérité a été, comme nous l'avons dejà dit , proclamée en toute occasion par la Cour suprême. c'est qu'elle est démontrée encore par cela scul, que tont acte de contradiction faite au droit du propriétaire de la part de celui qui prétend jouir jure servitutis, suffit pour donner coms à la prescription, et cela par la raison qu'alors il n'y a plus moyen de présumer la tolérance bénévole i ni le précaire qui en résultait lorsque le propriétaire n'avait encore formé aucune opposition à l'exercice de la servitude. ... i b al d'un tial

3644. Cela étant ainsi, il faut faire une distinction entre les choses qu'onest dans l'usage de tolérer par esprit de bon voisinage et pris égard à lenr pen d'importance, et les choses qu'on n'est pas dans l'usage de tulérer, pris égard à l'intérêt plus grand qu'on peut avoir à en conserver la jouissance exclusive : c'est bien à cette distinction qu'on doit nécessairement s'attacher, puisque c'est là que réside le principe de la prescriptibilité ou de l'imprescriptibilité du droit.

La discussion étant ramenée à ce point de vue qui est le senl véritable , le vice de raisonnemens que nous combattons va se trouver dans un jour bien plus grand encore,

On dit que l'exercice du pacage est classé, par le code, au rang des servitudes discontinues qui sont imprescriptibles, et de là l'on conclut que tous les autres droits d'usage doivent être également imprescriptibles.

Mais puisque ce n'est bas à la qualification de la servitude ; que e'est au con traire à l'importance de son objet qu'ou doit s'attacher, pour décider si la possession n'en a été que précaire ponr cause de pure tolérance; ne faut-il pas tirer de là une conséquence tonte contradictoire à celle qu'on nous oppose? et dire:

Parmi les droits d'usage, il n'y a que le pacage qui soit signalé par la loi comme imprescriptible, parce qu'il n'y a que lui qui soit i par sa nature et dans tous les cas, une chose de pure tolérance; donc les droits d'usage à la cuupe de bois sont généralement prescriptibles, puisqu'il ne serait pas possible d'en attribuer l'exercice à la purc tolérance des propriétaires.

. En d'antres termes encoye :

Les ilroits d'usage à la coupe du bois ne sont pas des choses dont la jouissance pnisse être attribuée à la seule tolérance des propriétaires : or il n'y au dans les servitudes discontinues, que les jouissances de simple tolérance qui soient iniprescriptibles; done les usages à la coupe du bois ne sont pas imprescriptibles:

lei nous en appelons à tout homme de bonne foi, magistrat, jurisconsulte, cerivain, on autre : et nous lui dennancions s'il serait dispos à souffrir en si-lence qu'une commune allût, sans aueun droit, lui coupre annuellement la morité, le tiers. on le quart du produit de sordé? on même à 'il serait dispose à souffire, sans réclanation , qu'un simple particuler prié annuellement, dans la bois qu'il jugerait nécessaire à as consommation?

Il n'y a pas un seul magistrat, pas un seul jurisconsulte, pas un écrivain, pas un père de famille, propriétaire de forêt, qui ne répondra de suite qu'il scrait loin de souffrir, en silence, une entreprise aussi hardie à son égard, et aussi contraire à ses intérêts : mais puisqu'il n'y a ni magistrat, ni jurisconsulte, ni écrivain, ni autre, qui puisse hésiter un instant, en prononcant dans sa propre canse, à regarder de pareils faits comme placés hors des actes qu'on supporte par tolérance et esprit de bon voisinage . comment se ferait-it qu'auenn d'eux le pût juger autrement dans la cause d'un tiers?

Cependant tout est là ; car si l'usage à la coupe de bois n'est pas une chose de pure tolérance; si, au contraire, c'est nne chose qu'on ne souffre que quand celui qui l'exerce en a le droit : si e'est nue chose qu'on ne souffre que quand on y est obligé et qu'on ne peut l'empêcher, il en résulte qu'en le souffrant, on reconnaît le droit de celui qui exerce la servitudo, et l'obligation où l'on est de l'en laisser jouir ; il en résulte, enfin ; que si l'on a continué à garder le silence. ce n'est que par rapport à la conviction où l'on était qu'il y avait un titre constitutif du droit d'usage, et que si ce titre ne se reproduit pas, la perte en doit être suppléée par la possession treutenaire qui fait présumer tout ce qui est possible.

De l'usage aux feuilles mortes.
3645, On peut avoir encore, dans la

forêt d'autrui, un droit d'usage aux feuilles mortes pour s'evir de littère aux bestiaux : mais cet usage exercé sans titre pourrait-il donner lieu aux actions posessoires dans l'intérêt de l'usager? ou , en d'autres termes , est-il susceptible d'une vraie possession d'uile?

une viae possesson evite?

Pour l'affirmative on peut dire que
l'entèvement des feuilles mortes test pas
propriéture; en ce que les ole es les
se trouve, par la, privé de la couche de
terre végétale qui serait opérée par le
pourrissage des feuilles; qu'ainsi etc
uage tendant à l'apparuvissement du
funds, ne peut être considéré comme une
close asses peu importante pour être
classée au rang des actes de pure tolérance; d'où i suit que la possession de
l'usager ne peut elle-mêne être considérée comme purement précaire.

Nonobstant ces raisonnemens, nous croyons qu'il faut décider qu'en thèse générale et à moins de circonstances extraordinaires, l'usage aux feuilles mortes n'est pas, par lui-même, susceptible d'une vraie possession civile.

Quel que soit, en effet, l'intérêt plus ou moins apparent qu'il peut y avoir à conserver sur place cette espèce de produit forestier, le propriétaire sera toujours Join d'y attacher autant d'importance que s'il s'agissait de l'enlèvement de quelques bois, même des moindres essences.

D'autre part, les prises de feuilles mortes ne sont que des actes faits à la dérobée, et qui, par conséquent, ne sont pas propres à donner une vraie publicité à la possessiou.

Enfin, n'y eût-il que du doute sur le précaire résultant de la tolérance et sur le défaut d'une parfaite publicité, cela suffirait encore pour rendre équivoque la prétendue possession.

Il fant en dire autant de l'usage à recueillir la faîne ou les glands dans une forêt; parce qu'on sait bien que l'enlevement de ces divers fruits n'est toujours fait qu'à la dérobée.

CONCLUSIONS.

36.6. Nous avons amplement demontré que l'usage à la prise de bois dans les forêts, est en général et par lui-même, susceptible d'une vraie possession civile et acquisitive du droit; mais que, d'apr'es notre code civil, il en est autrement du simple droit de paeage; et de là il résulte:

18. Qu'en foit de pacage dans les bois, le droit ne peut en être acquis que par titre. À moius que la prescription n'en ait dejà en lieu lors de la publication du code, titre des servitudes; (691.)

"Búly" i "Qu'h l'égard de l'usage h la coupe de bois vérhager doit, sunf quelquen exceptions signales plus baut, être recovable à intenter toutes les actions possessires, ou à défendre sur ces actions pour solitoir la maintenne ou la comment de la la puissance de son droit, punte dens la puissance de son droit, punte de la puissance de son droit, punte de la puissance de son droit, punte de la puissance de son droit, autre de la puissance de son commerce les avantages; a connerve les avantages; a connerve les avantages; a

36/8. 3º Que l'asager qui se trouve eité en police correctionnelle pour avoir coupé du bois dans la forêt d'autrui, peût prendre ce fait pour un trouble cansé à sa jouissance, et se pourvoir lui-même au civil pour se faire maintenir dans sa possession;

3659. 4º Que, dans ce cas et sur la demande de l'usager, le tràbund de pòlice correctionnelle doir sur-scoir jusqu'à ce qu'il att de stato à fio civile, parce qu'il faut savoir, avant tout, i'il y a eu, ou non, in délit, pour pouvoir condamner ou absorder le prévenu ; et que la prescription étant admissible en cette matière; il en est de la possession acquisitive du droit, allegace par l'usager, comme il en serai de tout attre titre par

1 30, 5 th. de rb v v uffert.

V sur en distinct v , or que il

lui produit, et sur le mérite duquel il n'appartiendrait pas au tribunal de pofice de statuer;

365.0.5.0 Que cette marche doit êtresivire toute. Le fois qu'il 1, 3 point encore eu de règlement de course jui diciairement imposé à l'assegne pur l'obliger à demander la délivence protalable; mais que, s'il y a eu u règlement pour lui imposer extre obligation, et qu'il at coupé sans demande en délivrance, alors il n'y a plus de question préjudicielle qui doive arrêter le tribunal de police sur la prononciation de l'amende;

3651. 6º Que, depuis la promulgation du code vivil, le droit d'usage dans les bois est devenu préscriptible dans tous les pays de coutures où il d'ait autrélois déclaré imprescriptible. C'est à un vieux reste de féodalité 1 qui ne peutplus subsister aujourd'hui, puisque, d'un part, potre nouveau code a statué sur tout ce qui coucerne les prescriptions en matiere civile, et que, d'autre côté, il a abrogé toutes les lois anciennessur les matières dont il s'est occupé;

3652, 7º Que la prescription acquisitive du droit d'usage dans la forêt, doit s'opérer aujourd'hui par treute aix à dater de la promulgation du code, même dans les pays où la jurisprudence o admettair cette prescription que par la possession immémoriale, puisque mos plus longues prescriptions sont aujourd'hui fixce à ce terme.

out outes ces conséquences sont également justes et également forcées , puisqu'il est démontré que le droit d'usagé est prescriptible, et qu'en matière de prescription, nous n'avons pas d'autres règles à invoquer que celles qui nons sont tracées par le code civil.

V y r pp r susten 2000

l Voy. sous le no 3535.

¹ lav. le nt. 14 et 45 th. 18 c conlon-

threson der

CHAPITRE XCV.

Des Usages destinés à la nourriture des bestiaux.

3653. Quotque nous ayons déjà : et même souvent , parlé des usages qui font l'objet de ce chapitre, néanmoins comme nous n'en avons traité que d'une manière générale, nous croyons devoir y revenir encore pour les signaler plus particulièrement.

Les usages destinés à la nourriture des bestiaux sout le droit de panage, celui de pacage, celui de paturage, et ceux de vaine pature et de parcours.

Le droit de panage, ou de glandée, est celui qui appartient à quelqu'un pour conduire ses porcs à la paisson des glauds et de la faîue dans la forêt d'un autre.

Le mot panage paraît dériver du mot latin panis avec lequel il a beaucoup d'analogie, panagium, quasi panis porinus.

Le droit de pacage, pris dans son sens propre, est celui qui appartient à quelqu'un pour faire pâturer, dans la forêt d'autrui, ses grosses bêtes aumailles et chevalines,

Nous disons ses grosses bêtes aumailles et ehevalines, parce que ce droit ne s'applique point aux chèvres et aux moutons, que les règlemens défendent d'introduire dans les furêts. 2

Le mot pacage est dérivé du not latin pascuam que la loi romaine applique spécialement à la dépaisance des bestinux dans les forêts; pascua silva est, quæ pastui pecudum destinata est '; et il ne faut pas douter que c'est de la que nous vient son acception propre. 3656, Le droit de pâturige cobinostri un sens, à restini egardi, plus étendu. Il consiste dans la ficulté qu'en homme de fire patier ses bestituit de contre espèces aux les fonds appartensiste à un tre; c'est-dérier qu'il fine "applique pias senlement un pâturage des grouses bétes comme le droit de paseque, mais encure à la dépaissance des chèvres et des moutres."

days it p

Cependant, comme l'observe Sastr-, Yos ; les mots pacage et péturage sont, dans l'usage, souvent pais l'un pour l'autre, et c'est par la nature du fonds auquel on a voolu les appiquer, ainsi que par la distinction ou l'énumération des aninaux rappelés dans le titre, qu'il faut chercher à déterminer l'espèce du decident.

On distingue deux espèces de pâturage, l'une appelée vive et l'au're vaine pâture.

La vive ou grasse pâture s'applique au produit qu'on peut percevoir tout l'été, par le moyen du pâturage, sur lea fonds destinés à fournir, durant cette saison, la nourriture des bestiaux qu'on y met en dépaissance.

Ainsi, les liabitaus des communes exercent le droit de vive pâture lorsqu'ils envoient leurs bestaiux en dépaissance sur les communaux, marsis, pâtis, bruyères el landes qui appartiennent au corps de la communauté dont ils sont membres, et qui sont asservis envers eux à cet usage perpétuel.

¹ Voy. les art. 14 et 15, tit. I9 de l'ordonnance de 1669.

³ Voy. suprà, sous le nº 3039.

^{&#}x27; L. 30, § 5, ff. de verbor. significat.
' Voyez sur ces distinctions, ce que dit
SAINT-YON, liv. 1, tit. 29, art. 5 et 6.

Dans ce cas, les habitans qui envoient leur bétail sur les communaux du lieu, y exercent un droit de propriété au nom de la commune.

Mais le droit de vive pâture peut aussi appartenir à un étranger, et alors il n'est plus qu'un droit de servitude au pâturage. 3655, Il faut remarquer généralement:

Que les droits de panage, pacage et pâturage, exercés sur les fonds d'autrui, sont tous de véritables servitudes discontinues qui, aux termes des articles 688 et 661 du code, he peuvent plus aujourd'hui s'acquérir que par titre:

Que néanmoins ceux qui auraient dé précédemment établis par la possession immémoriale, restent toujours acquis aux usagers, et que, nonosbant la difficulté qu'il y aurait actuellement à prouver que cette espèce de possession avait déjà en lieu lors de la promulgation du code, on ne serait pas non recevable à en demander la preuve, puisque la loi ne peut avoir d'effet rétroactif effet rétroactif per peut avoir d'effet rétroactif effet rétroactif.

Que malgré que la règle soit aujourd'hui que ces droits de servitude ane puissent plus s'acquérir par la simple possession, ou par les seuls faits de ouissance qui en seraient allégués de la part de l'usager, néanmoins s'il était prouvé que, pendant trente ans, il a recu le delivrance de son usage des mains du propriétaire qui aurait successivement fait déclarer défensables les coupes de sa forêt pour eu livrer l'entrée aux bestiaux de l'usager, le droit de celui-ci devrait être considéré comme lui étant incontestablement acquis, puisque le propriétaire anrait reconnu l'existence de la convention primordiale, chaque fois qu'il en aurait consenti l'exécution , et qu'après des actes de reconnaissance aussi positifs, on devrait croire qu'il savait bien que l'usager était fondé en titre; qu'en conséquence le droit de celui-ci doit lui rester, nonobstant que l'acte de concession en serait égaré ; l

Qu'enfin les droits dont nous parlons id, étant des serviudes réclies établies sur un fonds pour l'utilité d'un autre héritage, celui auquel apparitent un droit de panage, ou de pacage, ou de pâturage, ou de pacage, ou de pâturage ne peut en user que pour la nourriture des bestaux employés à sa culture on tenus pour les besoins de son ménage, et ne pourrait en rendre participans les animaux de son commerce. 3

3656. Le droit de vaine pâture consiste dans la ficulté que les habitans d'une commune ont d'envoyer, pélemèle, en dépissance, leurs bestaiux sur les fonds les uns des autres, lorsque ces fonds sout en lachères, on après qu'ils ont été dépoulllés de leurs fruits, comme qu'en friches, qu'il, pued par consistent qu'en friches, qu'il, pued par le distribute titlé du sol, sont abandonnées sans culture de la part des propriétairs de

Il résulte de-là que le droit de vaine plutre, activement considéré, est un véritable droit de communauté, puis-qu'il apparient à tous les habitans du lieu, comme habitans de la commune, et que, passivement considéré, il est aussi une clarge commune, puisqu'il pèse indistinctement sur les fonds de tous après la récolte des fruits; qu'ainsi, et sous ce double rapport, il cet essentiellement différent d'un droit de servitude qui ne sersit établiq u'entre particuliers, ou qui ne porterait que sur un fonds déterminé.

Le droit de vaine pâture diffère essentiellement aussi soit du pâturage que les habitans des campagnes exercent sur les comnunaux du lieu de leur résidence, ou qu'ils peuvent aussi excreer quelquefois sur ceux des lieux voisins; soit des droits de panage et pacage dont nous venons de parler.

Et d'abord il diffère du pâturage exercé sur les communaux, en ce que ce pâturage, absorbant tous les fruits du fonds, est une vive et non une vaine

TOME V.

¹ Vide LL. 1 et 5, cod. de fide instrument., lib. 4, tit. 21.

² Voy. l'art. 14, tit. 19 de l'ordonnance de 1669.

pâture; et en ce que les habitans qui l'exerceut font, au nom de leur commune, acte de propriété, en sorte que si deux communes ont ainsi joui simultauément et durant trente ans, il faut dire que le terrain leur appartient en commun et par indivis, à moins qu'il ne soit justifié par titre que la propriété appartient exclusivement à l'une , et que l'autre n'en a joui que comme usagère à la vive pâture : la vaine pâture au contraire ne s'exerce principalement que sur les fonds privés : elle n'est par elle-même ni un droit de propriété, ni un droit de servitude proprement dite; elle n'a pour olijet que des émolumens de peu de valeur, ce qui fait qu'elle n'est naturellement qu'une chose de simple faculté et

de purc tolérance. Le droit de vaine pâture diffère essentiellement aussi des droits de panage et de pacage, 1º en ce qu'elle ne s'appl'que point aux forêts, comme le panage et le pacage: elle peut bien s'appliquer aux prés-bois ou aux terrains en broussailles qui sont principalement destinés à y recucillir des foins et à y faire paître les bestiaux; mais on ne doit jamais l'appliquer, sans une disposition spéciale, aux forêts régulières; ces droits sont encore différens en ce que le panage et le pacage ne peuvent être dus qu'à titre de servitude proprement dite. tandis que la vaine pâture n'est qu'un droit coutumicr. c'est-à-dire un droit établi par l'usage, la loi ou la coutume, et non par concession expresse des propriétaires.

3657. Pour avoir de justes idées de la différence essentielle qui existe entre ces espèces de droits, il suffit de remonter à leur origine et d'eu bien distinguer les causes.

Les servitudes ordinaires de panage et de dun acte de concession qui soit représenté ou dont l'existence soit présumée par une conséquence de la prescription qui aurait eu lieu, et par lequel le propriétaire du fonds asservai aurait étable de droit de panageou de pacage, au profit du propriétaire du fonds de soit de domp de de de de propriétaire du fonds de soit de panageou de pacage, au profit du propriétaire du fonds dominant et de propriétaire du fonds de propriétaire

pour le service de ce fonds, sans qu'il y eût nécessité d'usage réciproque entre

Les droits de cette nature ne peuvent pas être des droits de coutume; ils doivent nécessairement ressortir de la disposition de l'homme, parce que les propriétés priées, n'étant point dans le domaine de la loi, il ne lui appartient pas d'en disposer cueréant, au profit de l'un, des charges qui pèseroient sur l'autre, saus aucune compensation.

La vaine pâfure, au confraire, ne provient point d'un acte de concession volontairement faite par l'un an profit de l'autre, et sans réciprocité de compensation; elle a sa cause dans l'association tacite où se trouvent naturellement les habitans d'une commune pour mettre pêle-mêle leurs bestiaux en dépaissance sur les fonds qui sont en jachères ou qui out été dépouillés de leurs récoltes; et comme le parcellaire des propriétés privées est ordinairement tel qu'il serait impossible à chaque habitant de mettre en pâturage par proie séparée, et de garder ses bestiaux sur ses propres fonds, sans que la charge des soins nécessaires à l'accomplissement de cette mesure ne fût d'une valeur bien au-dessus de tout le profit qu'il pourrait tirer du vain parcours lui-même, il en résulte que les halutans se trouvent en quelque sorte forcément associés dans la jouissance de cette espèce de produit de leurs fonds, et que la loi , réglant les conditions de ectte société qui ressort de la nature des choses, a pu faire de la vaine pâture un droit contumier, modifié suivant l'exigence des diverses localités.

Cette association tacite est par-tout et a toujours été recounue comue le principe générateur du droit de vaine pâture; mais les lois out statué différemment sur la manière de l'appliquer aux diverses localités.

3658. Dans le pays de droit écrit, la vaine pâture est en usage, mais comme la loi ne s'en occupe pas d'une manière explicite, elle u'y a jamais été soumise qu'aux règles du droit commun : elle y

est considérée consue un reste de l'ancienne communion des biens; reste de communion que le propriétaire souffre, parce que , suivant la loi naturelle, nons devous laisser faire aux autres ce qui leur est avantageux, tant qu'ils ne nous nuisent pas réellement, mais qu'il peut rompre quand il en juge la prolongation contraire à ses véritables intérêts; d'où il résulte que dans ces pays la vaine pâture n'a jamais eté considérée que comme un usage de pure faculté ou de simple tolérance, dont l'exercice, toujours précaire, est incapable de servir de fondement à la prescription pour la convertir en un droit de servitude.

a Il ya, dit Dunod parlant tels choses imprescriptibles, une autre faculté qui vient de la chose, et qui consiste à en user, losqu'en le faisant l'on ne fait auceun ou peu de préjudice à celui » qui elle appartient. Qualita enin » qui elle appartient. Qualita enin » pient ittilla, danti non moletta. C'est un reste de l'aucieune communion des biens, qui est fondé d'ailleurs sur l'humanté et l'avantage de la société.

des hommes. Le vain pâturage que les commua nautés exercent dans leurs territoires, » sur les terres en friche, et sur les » héritages des particuliers du lieu, après » les fruits levés, paraît être de cette na-» ture. Il est utile à ces communautés. » et il ne fait pas de préjudice aux propriétaires qui ont cessé de cultiver » leurs héritages , ou qui ont abandonné » les fruits qui y peuvent croître, Mais ce » vain pâturage n'acquiert point de » droit, et ne donnne pas lieu à la pres » cription , parce qu'il n'est pas exercé » pro suo et opinione domini, dans l'in-» tention d'user d'une servitude. Il ne a forme pas une possession valant sai-" sine, comme le dit Coquille; l'on n'en » use que par faculté, et par la permis-» sion tacite du propriétaire ; fas est , jus non est.

" C'est sur ce point que l'envisage le » parlement de Besançon; car, lorsque » les foins sont rares, il a contume d'ordonner que les prés propres à porter
 de seconds fruits seront conservés, et
 il réserve ces seconds fruits anx pro priétaires. Or il les donnerait aux
 communautés, pour les dédommager
 ut vain pâturage dont il les prive, s'il
 sestimait qu'elles en usassent par droit
 » de servitude. »¹

Cependant, dans les pays de droit écrit, ledroit de vaine pâture dégénérerait bien certainement en droit de servitude, s'il était finndé sur un titre partienlier, ou s'il y avait eu acte de çontradiction suivi d'une possession suffisante.

3659. Dans les provinces coutumières, les usages et les règles sur le fait de la vaine pâture étaient très-variés, cependant on peut, généralement parlant, ranger à cet égard dans cinq classes les cultumes de ces diverses provinces.

Dans la première classe nous comprenons les coutumes qui étaient muettes sur l'usage de la vaine pâture. En conséquence de quoi le droit commun dont nous venons de parler, devait être la seule règle à suivre touchant cet usage, dans les pass régis nou ces coutumes.

dans les jays régis par ces coutumes.

Dans la scoonde classe nous compreuons le petit nombre de contumes qui
chient, en certains pays, prohibitives
de la vaine pâture. Sous ces coutumes, el
in réatip point permis de plein droit aux
particuliers de faire paître leurs bestiaux
sur les trerse les uns des autres, à moius
qu'il n'y cût cu, à ce sujet, des emtonmemens réglés par conventions expressé-

uent artélée eutre les propriétaires. La troisieme classe compred les coutumes qui étaient simplement permissire de la vaine plâture. Sous esc coutumes, le vain pâturage n'avait lieu que sur les terres en plên repos ç en sorte que les propriétaires avaient non-sculement la libre faculté de cultiver et ensemencer leurs liértages comme ils le jugaient convenable à leurs intérêts , mais qu'ils pouvaient encore, par un simple signe

¹ Traité des prescriptions, part. 1, chap. 12.

défense contre le vain pâturage.

La quatrième classe comprend les coutumes qui avaient fait de la vaine pâture une servitude légale imparfaite, en ce qu'il était défendu aux propriétaires d'y soustraire leurs héritages autrement qu'en les mettant en clôture.

La cinquième enfin comprend les coutumes qui avaient érige la vaine pâture en une servitude légale plus rigoureuse, en sorte qu'elles ne permettaient pas aux propriétaires d'y soustraire leurs héritages, même par le moyen de la clô-

3660. Mais il faut prendre garde de confondre ce genre de servitude qui n'est qu'un droit coutumier, avec les servitudes proprement dites, dont le droit procéderait de la concession qui aurait été faite par certains propriétaires pour l'utilité des héritages appartenant à d'autres maîtres : l'une de ces hypothèses est toute différente de l'autre : car quand il v a cu constitution de servitude faite par le propriétaire, il y a aliénation peroctuelle et irrévocable de la liberté du fonds, tandis que quand la servitude n'est que legale, elle ne consiste que dans un droit coutumier qui s'évanouit par l'abrogation de la coutume qui en était la seule cause.

Il est bien important aussi de ne pas perdre de vue que le motif qui a porté les rédacteurs des coutumes à y consigner l'usage de la vaine pâture comme un droit municipal , a été moins de créer un asservissement foncier sur les héritages. que de forcer les habitans à rester en communion de jouissance dans un genre de produit qui est toujours de peu de valeur, et dont la perception scrait trop difficile si elle devait être faite divisément par chaque propriétaire sur ses fonds ; et qu'ainsi en remontant à la cause première des choses, nous retrouvons toujours que le principe générateur de la vaine pature repose sur une association tacite présumée entre les habitans.

Et ce point de doctrine se trouve trèspositivement reconnu dans plusieurs ar-

convenu et sans clôture, les mettre en tieles de la loi du 6 octobre 1791 sur la police rurale.

L'article 12 de la section 4 porte, en effet , que :

« Dans les pays de parcours ou de » vaine pâture, sonmis à l'usage du trou-» peau en commun, tout propriétaire » ou fermier pourra renoncer à cette » communauté, et faire garder par trou-» peau séparé un nombre de têtes de » bétail proportionné à l'étendue des ter-

» res qu'il exploitera dans la paroisse. » Par cette disposition la loi reconnaît bien positivement que le droit de vaine pâture n'a véritablement pour cause que l'association tacitement contractée entre les habitans, puisque chacun d'eux n'en doit jouir que proportionnellement à la mise des fonds par lui conférés dans la masse sociale.

A quoi l'article suivant, plus explicatif encore , ajoute que « la quantité de » bétail, proportionnellement à l'étendue » du terrain, sera fixée dans chaque pa-» roisse, à tant de têtes par arpent, » d'après les règlemens et usages locanx; et à défaut de documens positifs à cet » égard, il y sera pourvu par le conseil » général de la commune. »

Néanmoins l'article 14 veut que le prolétaire ait le droit de mettre à la vaine pâture avec les autres , le nombre de six bêtes à laine et une vache avec son veau. et cela confirme toujours le même principe; car les servitudes, ne pouvant exister sans un fonds auquel elles soient dues, le prolétaire qui n'a pas de fonds, ne devrait pas être admis à profiter du droit de vaine pâture, si c'était un droit de servitude foncière ; mais il est membre de la communauté, et pour le faire participer, en quelque chose, à l'association générale, la loi veut que le service de ses bras lui tienne lieu de sa mise de fonds.

Ce même principe d'association se trouve consacré par l'article 15 qu'on trouvera transcrit ei-après, et sur-tont par l'artiele 16 portant que : « quand » un propriétaire d'un pays de parcours » ou de vaine pâture aura clos une partie

« de sa propriété, le nombre des têtes de bétai qu'i pourte continuer d'envoyer dans le troupeau commun ou par troupeau séparé, sur les terres particulières des habitaus de la communauté, seur restreits proportionmellement et suivant les dispositions de l'article 15 de la présente section. »
l'article 15 de la présente certion y
l'article 15 de la présente certion y
l'article 15 de la présente section. »
l'article 15 de la présente section. »
l'article 15 de la présente section »
l'article 15 de la p

Il est done bien constant, et c'est lis une chose qu'il ne faut pas perforé de vue, que le principe générateur du droit de vaine pâture repose sur l'association tacitement contractée entre les habitans, pour cause d'inferêts commans; que c'est de cet usage que les contumes se sont emparées pour en régler les condiques et de la confidence de la

Et de là résultent plusieurs conséquences très-remarquables pour la solution de diverses difficultés.

3661. La première; que . quoique le droit de vaine pature soit un droit communal qui n'appartient ordinairement qu'aux habitans du lien et non aux forains, néanmoins l'artiele 15 section 4. de la loi de 1791 précitée, veut que les propriétaires ou fermiers exploitant des terres sur les paroisses sujettes aux parcours ou à la vaine pâture, et dans lesquelles ils ne seraient pas domiciliés, aient le même droit de mettre dans le troupeau commun, on de faire garder par troupeau séparé, une quantité de bétail proportionuée à l'étendue de leur exploitation, par la raison que les héritages par eux possédés et cultivés sur ces paroisses, leur servant de mise de fonds dans l'association de la vaine pature, il est juste qu'ils en profitent comme les autres possesseurs,

3662. La seconde; que le droit de vainc pâture, n'étant dans sa cause primitive qu'un droit social, ne peut emprunter la nature de servitude proprement dite, qu'autant qu'il est fondé sur un titre particulier; et qu'à moins que ce titre ne soit concu de manière à faire voir clairement que les parties n'ont voulu que reconnaître l'existence du droit coutumier , ou de la servitude légale seulement, il faut dire qu'à ce moyen la vaine pâture a été convertie en une servitude proprement dite, puisqu'il y a eu de la part du propriétaire concession du droit et affectation de son fonds à la charge de pâturage , pour l'utilité d'autres héritages; et qu'il ne serait pas raisonnable de l'entendre autrement, parce que si les parties n'avaient voulu que rester dans les termes du droit commun sur l'exercice du vain pâturage, elles n'en auraient pas fait l'objet d'une convention particulière, sans s'en expliquer positivement.

3663. La troisième ; que le droit de vaine pâture ne diffère pas seulement de celui de la servitude proprement dite, en ee qu'il est tonjours réciproque entre plusieurs; taudis que la servitude ordinaire ne comporte point de réciproeité par elle-même ; mais encore en ce que le droit de vaine pâture n'affecte pas la substance du fonds, comme eelui de la servitude proprement dite, attendu que la vraie servitude comporte l'aliénation de la liberté même de l'héritage dui en est grevé; tandis que le droit social de vaine pature n'a pour objet qu'une simple jouissance commune, on la mise en commun d'un certain genre de produit d'assez peu de valeur par luimême pour qu'il soit plus utile, pour tous les associés, de le percevoir ensemble plutôt que séparément.

3664. La quatrième; que dans le cas où, per un titre particulier, l'on a donné au droit de vaine pâture le caractère d'une servitude proprement dite, le proprie l'en affranchi que par le moyen du rachat opéré conformément aux règles établies par la loi, parce qu'alors éts tun droit d'usage en participation de fruit un pèse sur le fonds, et qui est un vrai

de l'usager.

3665. La cinquième; que dans le cas au contraire où la vaine pâture s'exerce sans titre particulier et comme étant usagé dans les termes du droit commun. le propriétaire peut en affranchir son fonds sans se soumettre à la charge du rachat, parce qu'alors il agit comme un sociétaire qui peut toujours renoncer à une association dont le terme est illimité. et qu'en conséquence la loi doit lui accorder des moyens plus faciles de se conserver le produit de son fonds; et c'est aussi ce qu'elle fait, comme nous le verrous plus bas.

3666. La sixième; que quelque longue que puisse être la possession de celui qui a joui de la vaine pâture, et que quand même on la supposerait avoir déjà été immémoriale avant la promulgation du code, elle ne peut toujours produire aucun droit pour l'avenir au profit de ce possesseur, puisque l'association sur laquelle elle repose pent tonjours être dissoute par le propriétaire du fonds, et que d'ailleurs la vaine pature étant un droit contumier, pour la dénégation duquel il aurait fallu refuser obéissance à la loi municipale, le propriétaire d'héritage affecté n'aurait pas cessé d'être sons la protection de la maxime contra non valentem agere non currit præscriptio.

3667. La septième ; qu'à moins d'une disposition expresse dans la coutume, le pâturage soit dans les bois de futaies, soit dans les taillis après qu'ils sont défensables, ne doit point être considéré comme une vainc pâture, et que ce n'est qu'abusivement qu'on le trouve ainsi généralement qualifié par quelques au-

Cela est évident, puisque la vaine pâture ne repose que sur l'association tacite dans saquelle les habitans se trouvent engagés pour jouir pêle-mêle ct en commun des seconds fruits d'héritage dont le mélange et le parcellaire sont tels qu'on ne pourrait en percevoir avantageusement les menus produits qui res-

droit de propriété foncière entre les mains tent après les récoltes, sans confondre le tout dans une masse commune : or , les bois sont une propriété à part des autres héritages; ils ne sont pas divisés en menus parcellaires comme les autres fonds ; ils n'existent ordinairement qu'en grande masse à l'égard desquelles il n'y a aucune nécessité de réunion pour pouvoir y exercer solitairement le pâturage; ils ne sont pas situés dans les finages pêle-mêle avec les champs et les prés; ils ne font point partie de la masse des petits héritages sur lesquels le vain parcours ne peut être avantageuscment exercé qu'en commun; ils ne sont possédés que par peu de personnes, et ceux qui n'en possèdent point ne fourniraient pas de mise homogène et réciproque dans la masse commune. La vainc pâture sur les champs ne s'exerce que durant quelques semaines de l'automne, tandis que le pâturage dans les bois défensables a lieu toute l'année, en sorte que quand ce ne scrait que sous le rapport du temps, il y aurait toujours une choquante inégalité dans la mise sociale; il y a plus encore, e'est que le pâturage dans les bois, toujours à couvert du manteau de la forêt, entraîne des dangers inévitables de dégradation et de mésus qui n'existent aucunement dans l'usage de la vaine pâture sur les champs; en conséquence de quoi, loin qu'on puisse dire qu'il y a , dans le propriétaire de bois, une volonté présumée d'entrer, pour ce genre de fonds, dans l'association tacite qui est le fondement de la vaine pâture, c'est qu'on doit supposer en lui une volonté toute contraire,

Ainsi, soit qu'on s'attache à la nature des choses, soit qu'on veuille consulter l'intérêt et la volonté présumée des propriétaires de bois, ou est également forcé d'arriver à cette conséquence que le pâturage sur ce genre de propriété est, par sa uature, tout-à-fait étranger à la société tacite qui est le fondement de la vaine pâture sur les champs et les prés.

3668. La huitième; que les droits de panage et de pacage, n'ayant pas le caractère de la vaine pâture, ne sont point des droits coutumiers qui existent de plein droit, à moins que la coutume locale ac contienne une disposition expresse à cet égard, et qu'en conséquence ils ne sont soumis qu'anx principes qui régissent les servitudes ordinaires.

366q. La neuvième; que c'est à celui qui prétend avoir dans la forêt d'autrui un droit de panage, ou même de pacage en bois défensable, à en faire la preuve, puisque ces nsages n'existent pas de plein droit, comme celui de la vaine pâture ; et qu'aujourd'hui cette preuve ne peut résulter que d'un titre, à moins qu'il ne soit eonstant qu'ils étaient déjà acquis à l'usager, par la possession immémoriale, lors de la publication du code civit, ou à moins que le propriétaire n'en ait suffisamment reconnu l'existence par les actes de délivrance qu'il en aurait faite, ainsi qu'on l'a déjà dit plus baut.

3670. La dixième enfin ; que pour mettre obstaele à l'exercice du panage ou niême du pacage, soit dans les bois de futaies, soit dans les taillis défensables, le propriétaire n'a point à les entourer de fossés ou de tonte autre clôture, comme s'il s'agissait de soustraire un champ ou nn pré à la vainc pâture; et cela est évident, puisque celui qui prétend avoir un droit d'usage forestier et qui n'est pas fondé en titre, n'a pas même le droit d'entrer impunément dans la forêt d'autrui; et que, s'il est fondé en titre, on ne saurait l'empêcher d'y pénétrer ; que s'il en est autrement dans le cas de la vaiue pâture, et si la clôture est indiquée au propriétaire du fonds comme un moyeu de le soustraire à l'exerciec du vain pâtorage, e'est qu'ici l'asservissement de l'héritage a lien de plein droit , tant qu'on ne l'a pas mis en debors de la communauté de jouissance, tandis qu'au contraire les forêts n'ayant jamais fait partie de cette communion , sont de plein droit réputées franches de tout asservissement au pâturage commun.

Le mot pareours vient du mot latin percursus, et l'on voit par là que l'étymologie s'applique ici parfaitement à la chose, attendu que, pour pâturer d'un territoire à l'autre, les bestiaux ont à parconrir plus de terrrain. « Aussi, dit Legrand, les habitans

» des villes, bourgs, villages et terri-» toires voisins et contigus, reconnais-» sant qu'il leur était du tout nécessaire » de mener paître leur bétail sur les territoires les uns des autres, et qu'autrement la nourriture qui leur est de grand revenu, leur serait infructueuse. se sont aecordés, par un taeite consen- tenient, ce droit mutuel et réciproque qui est en effet une tacite société, et » communication de pâture vaine sur le territoire les uns des autres. En sorte qu'il n'est pas besoin de mettre en question si ce droit peut être acquis par l'usage sans aucun accord ou convention, puisque l'usage et observance » de toute ancienneté fondés sur un mutuel consentement de tous cenx qui y ont droit, est une cause favo-» rable et sert de loi qui doit être ob-

Il fant néanmoins observer que, nonobstant ce que cet auteur paraît énoncer d'une manière si générale, la faculté du parcours, ou la vaine pâture de paroisse à paroisse, n'a jamais été une chose de droit commun, même dans la France contumière, parce que s'il y avait des coutumes qui l'autorisaient, il y en avait

[»] servée, ctc., ctc. » 2

Voy. dans le répertoire, au mot parcours; et dans Farminville, en sa pratique univer-selle des droits seigneuriaux, tom. 3, p. 449, à la fin de la section 3.

^{3671.} Le proit de parcours a la même origine et la même cause que celui de vaine pâture, ou plutôt ce n'est autre chose que la vaine pâture qui prend le nom de parcours lorsque, par rapport au mélange des terres de divers territoires qui rentrent les uns dans les autres, elle s'exerce en commun par les habitans de plusieurs communes.

² Legrand , sur l'art. 169 de la coutume de Troyes , glose t , nos 4 et 5 ; et glose 2 , no 1.

aussi et en bien plus grand nombre qui roisse; ainsi, plus de parcours sans récine ne l'admettaient pas.

Avant la révolution, les droits de vaine pâture et de parcours avaient déjà subi de grandes modifications par divers édits de nos Rois qui, dérogeant aux usages suivis en diverses provinces, y avaient permis aux particuliers de elorre leurs héritages.

Mais ees modifications ou dérogations au droit coutumier ont été portées bien loin encore par la loi du 6 octobre 1701 . touchant la police rurale, laquelle fixe sur ce point l'état actuel des choses pour toute la France, et dont il nous reste à présenter ici l'analyse, avec nos observations sur ses divers articles.

Les dispositions qui statuent sur cette matière, sont comprises dans la section 4: nous allons les rapporter suecessivement.

ARTICLE. 2. 3672. « La servitude réciproque de

» paroisse à paroisse, connuesous le nom » pareours, et qui entraîne avec elle le a droit de vaine pâture, continuera pro-» visoirement d'avoir lieu, avec les res-» trictions déterminées à la pr´sente section , lorsque cette servitude sera » fondée sur un titre, ou sur une posses-» sion autorisée par les lois et les coutu-» mes. A tous autres égards elle est » abolie. »

Pour bien entendre cet article, il est nécessaire d'en reprendre et examiner successivement les diverses expressions.

La servitude reciproque de paroisse à paroisse, connue sous le nom de parcours , et qui entraîne avec elle le droit de vaine pature. Il est, par-là, bien démontré que, comme nous l'avons dit plus haut, le parcours n'est autre chose que la vaine pâture socialement pratiquée entre diverses paroisses, sur leurs différens territoires.

Continuera provisoirement d'avoir lieu. Ou'est ce qui continuera provisoirement d'avoir li u? C'est seulement la sion légale dont il s'agit ici peut avoir servitude réciproque de paroisse à pa- deux causes, qui sont la contradiction

procité.

Avec les restrictions déterminées à la présente section. Ces restrictions sont spécifiées dans les articles qui suivent et qui statuent sur la simple vaiue pâture : or, elles doivent s'appliquer aussi à l'exercice du parcours , et cela ne peut être antrement, puisque ce droit n'a pour objet que la vainepâture elle même.

3673. Lorsque cette servitude sera fondée sur un titre. C'est-à-dire, quand le droit de pareours aura été établi ou reconnu réciproquenient par transaction passée entre les commines, ou qu'il aura été ainsi adjugé en justice, alors il emprunte la nature de servitude; mais il faut prendre garde qu'en ce cas-là même, ec n'est qu'une servitude territoriale, et non une servitude foncière affectant immédiatement les liéritages particuliers. La raison de cela c'est qu'une commune, traitant avec unc autre commune, ne peut céder à celle-ei que ce qui lui appartient à clie-même; elle ne peut done eéder qu'un droit de participation à la vaine pature, puisque e'est la tout ce qui lui appartient. Elle ne peut pas céder également un droit de participation à la propriété des fonds privés, puisqu'elle n'en est pas propriétaire; d'où il faut conclure que ces fonds restent aussi libres entre les mains de leurs possesseurs, que si la commune dans le territoire de laquelle ils sont situés , en avait retenu le vain pâturage tont entier sans en rendre participante la commune voisine, et qu'ainsi le titre qui établit la servitude de parcours ne peut jamais être un obstacle à la clôture des fonds privés.

Au surplus, l'on peut voir les développemens que nous avons donnés à ce sujet, dans les questions qui sont à la fin du chapitre 87, au tom. 7, pag. 408 et

3674. Ou sur une possession autorisée par les lois et les coutumes. La posseset la disposition même de la coutume locale.

Il v a possession légale et acquisitive du droit, pour cause de contradiction, lorsqu'nne commune, prétendant que son territoire n'était pas sujet à la réciprocité du parcours, a forme opposition aux entreprises contraires de l'autre commune, et que celle-ci, de son côté, s'est mise en contradiction, et a continué à jouir du parcours pendant trente ans, sans que la première ait fait juger la contestation, ni renouveler son opposition par des actes interruptifs de la prescription. Dans ce cas , l'acte de contradiction avant écarté la supposition du précaire, la possession se trouve acquisitive du droit.

Il y a possession légale encore, lorsqu'elic a été exercée conformément au vœu de la coutume locale.

A tous autre igants elle est abolic.
Alinis, la servitude territoriside de parcours n'est maintenue, en France, que
provisioriement, et elle n'est provisioriement maintenue qu'autant qu'elle est
réciproque et qu'elle est fondée sur un
titre suivi d'exécution, ou sur une passion constante et légale, en sorteque est provision est est par le constant de la cons

Article 3.

3675. « Le droit de vaine pâture dans a une paroisse, accompagné ou non de als acrivitode de parcours, ne pourra « exister que dans les lieux où il est fondé avra un tiure particulier, ou natorisé avra un tiure particulier, ou natorisé a morial, et à la charge que la vaine pâture n'y sera excrée que conformément aux règles et usages locaux qui un contrarieront point les réserves a portées dans les articles soivans de la présente section. »

Il est très-important de bien rechercher le véritable sens de cet article, pour

TOME V.

en concilier complétement la disposition avec celles des articles 7,8 et 11.

Le droit de vaine pâture dans une paroisse.....ne pourra exister que dans les lieux où il est fonde sur un titre particulier. Quelles doivent être l'espèce et la nature, et surtout la cause et la fin de ce titre? C'est là qu'est la difficulté.

Sans doute ce litre pent être un jusquent ou une convention; mais il faut qu'il ne contienne que l'adjudication ou la reconnaissance du droit coutumier de vaine pâture : il faut qu'il n'ait et d'autre fin que de régler l'application du von de la coutume qui établit la vaine pâture dans son resort: il faut, en un mot, qu'il ne soit pas de nature à créer ou reconnaître un droit d'usage conventionnel. Établit littre de servitude productionnel. Établit littre de servitude production de l'autre de conventionnel. Établit littre de servitude production de l'autre de conventionnel. Etablit littre de ception service de l'autre de le ception service de l'autre de l'autre

Ou autorisé par la loi ou par un suoge local immémorial. On voit par ces expressions que la loi ou l'usage immémorial qui établissent la vaine pâture comme droit coutumier, sont pris à l'équivalent du titre, ou sont considérés comme ayant la même force que le titre dont il a signt dans le conteste qui précède lor ce si tire sont de renimiemem che la consideré de la consideré donc il me doit rien créer de plus, donc il ne doit contruir que la r-connaissance ou l'adjudication du droit cottamier.

Et à la charge que la vaine pâture, n'y sera exercé que conformémat aux règles et usages locaux qui ne contrarietent point les réserves portées dans les articles suivans de la présente section, Ainsi, quoique le droit qui estic imaintenu puisse être fondé en titre, il est encore, dans ce cas-la mêne, subordonné aux réserves ou exceptions détenminées par les articles qui suivent. Or, cas exceptions se rapportent à la faculté qui est réserve aux proprietairs, de qui est réservé aux proprietairs, de qui est réservé aux proprietairs, de prairi a artificielles, pour en écarter l'usage de la viaine pâture : cocendant il est

ineontestable, comme nous le verrons droit, ou le jugement qui l'aura ainsi plus bas, que quand le droit de vaine pâture s'excree à titre de servitude proprement dite , le propriétaire oe peut y mettre obstacle que par le rachat ou le cantonoement, et oon par les seuls moyens de la clôture et des prairies artificielles; done, encore une fois, le titre dont il s'agit au présent article oe peut être qu'un acte de recounaissance ou une adjudication du droit contumier. puisque, si c'était uu titre de servitude proprement dite, il paralyserait, dans le propriétaire . la faculté de clorre ou d'établir une prairie artificielle, au préjudice de l'exercice de la servitude, tandis qu'au contraire il est subordooné à cette faculté.

3676. Mais à quoi doit-on s'attacher pour reconnaître si le titre qui est produit ne contieot qu'une reconnaissance du droit coutumier, on s'il établit une servitude proprement dite?

C'est là une question de fait qui doit être décidée soit par l'interprétation de l'aete, d'après le sens des termes dans lesquels il est conçu, soit par son rapprochement avec les dispositions de la contume sous laquelle on était placé.

Supposons en premier lieu que l'acte ou le jugement sur lesquels on fonde le droit réclamé, ait été stipulé ou rendu par rapport à des héritages situés sous une coutume prohibitive de la vaine pâture, il sera, par cette seule circonstance, bien démontré que c'est un droit de servitude proprement dite qu'on aura voulu établir ou adjuger , parce qu'il ne serait pas possible de concevoir comment on anrait vouln reconnaître ou adjuger le droit de vaine pâture, comme droit coutumier, sous une coutume qui en prohibait l'usage.

Placons-nous en second lieu sous une coutome simplement permissive de la vaine pature , c'est-à-dire dans un pays où l'exercice de la vaioe pâture o'était considéré que comme u oe chose de pure toléraoce et de simple faculté, il faudra dire encore que l'acte par lequel on en aura purement et simplement stipulé le adjugé, seront des titres de servitude proprement dite.

Et d'abord l'acte par lequel oo sera convenu d'accorder l'usage de la vaine pâture, sans déclarer expressément qu'on entendait seulement reconnaître la pratique qui en était exercée, d'après le droit commun, sur tels ou tels héritagcs, sera bien certainement coostitutif d'un droit de servitude véritable, puisqu'il aurait été inutile d'arrêter une convention pour qu'il fût permis à l'un de faire pâturer ses bestiaux sur le terrain de l'autre, si l'on n'avait voulu établir que la permission qui existait déjà de pleio droit.

Si c'est par jugement que l'usager à la vaine pâture y ait obtenu sa maintenue, il n'est pas moins évident que c'est un droit de servitude proprement dite qui lui aura été adjugé ; car en décidant, contre l'opposition du propriétaire, que eclui-ci ne pouvait pas mettre obstacle

à l'exercice de l'usage réclamé, on aura par-là même jugé que , d'après les titres du demandeur, le vain pâturage n'était plos, en ca cas, une chose de pure tolérance, mais bieo uoe servitudo véritable ; et e'est ainsi que la question a été jugée par arrêt de la cour de cassation du 14 fruetidor an q 1.

Si enfin uous nous plaçoos dans le

ressort d'une des coutumes qui avaient établi la vaine pâture en servitude légale, et que l'usage en soit revendiqué en vertu d'un traité consenti sous cette coutume, il faudra décider que, du moment qu'on n'a pas voulu se contenter de l'usage de la scrvitude légale, et qu'on a voulu avoir un titre autre que celui qui était écrit dans la loi municipale; qu'on a vonlu en un mot un titre qui aurait été inutile si l'oo n'avait voulu que ce qui était déjà établi de pleio droit parcette loi ; il est par-là démontré qu'ou

¹ Voy. dans M MERLIN, quest. de droit, su mot vaine pature , § 1 , pag. 491 , col. 2; et pag. 498, col. 2, au bas-

a eu l'intention d'établir une servitude conventionnelle et proprement dite, à moins toutefois qu'on n'ait expressément déclaré dans l'acte qu'on entendait sculement reconnaître l'exercice du droit coutumier à l'égard des héritages aur lesquels la vaine pâture était prétendue par l'un contre l'autre.

3672. Mais, lorsqu'un jugement d'adjudication de vaine pâture ou de maintenne dans l'exercice de ce droit a été rendu sous une contune qui drigant la vaine pâture en servitude légale, il ne peut être produit comme un tiure de servitude proprement dite, attendu que le ribunul maintenant l'usager dans l'exertibunul amintenant l'usager dans l'exertibunul de l'exercica de la comloi munici qui est de la concerna de la companya de la comloi munici qui est d'une nature leute différente de la servitude proprement dite.

L'article 3 que nous venons de commenter, étant une fois bien entendu, il ne s'agit plus que de signaler les réserves contenues dans les articles suivans, comme des exceptions à la règle commune, sur quoi il faut encore considérer préalablement trois choses ;

305/b. La promière, z'est que le principe général est pour la liberté des fonds; et ce principe est bien formellement consacré par l'article : de la loi précitée, portant que le territoire de France est libre dans toute son étendue, comme les personnes qui l'habitent, et peut être sujette envere terroristic ne peut être sujette envere terroristic ne qu'aux charges dont la convention n'est pas défendue par la loi.

La seconde; c'est que ce principe de liberté, réservant les charges conventionnelles, n'abolit point l'association tacite en vertu de laquelle les fonds sont soumis à la vaine pâture dans les diverses communes.

La troisième enfin; c'est que tout en maintenant cette société tacite qui est le principe générateur de la vaine pâture, la loi permet néanmoins au propriétaire d'y renoncer et d'en retirer sa mise de

e fonds, dans les cos de réserves et d'exa ceptions dont il nous reste à parler.

Article 4.

3679, « Le droit de clorre et déclorre » acs béritages, résulte essentiellement » de celui de propriété, et ne peut être » contesté à aucun propriétaire. L'as-» semblée nationale abroge toutes les » lois et coutumes qui peuvent contra-» rier ce droit. »

La clôture est le premier moyen qui sc présente comme le plus naturel et le plus efficace pour écarter l'exercice de la vaine pâture. Hé bien! voilà une première disposition qui , abolissant toutes les lois prohibitives de la clôture, accorde au propriétaire la faculté d'employer ce moyen pour se ressaisir de la jouissance exclusive de ses fonds; mais il faut bien remarquer que cette abolition ne frappe que sur les dispositions du droit contumier, et que la loi nouvelle ne devant porter aucune atteinte aux droits qui pourraient être conventionnellement acquis à des tiers, elle ne permet point l'emploi de la clôture pour soustraire les fonds au vain pâturage dont ils seraient grevés à titre de scrvitude proprement ditc.

Article 5.

3680. « Le droit de parcours et le » droit de simple vaine pâture, ne pour-» ront en aucun cas empêcher les pro-» priétaires de clorre leurs héritages; et » tout le temps qu'un héritage sera clos » de la manière qui sera déterminée par » l'article suivant, il ne pourra être as-» sujetti ni à l'un ni à l'autre des droits » ci-dessus.

Ces expressions en aucun cas out fourni matière à quelques débats. On a prétendu que la cloture devait affranchir du droit de vain pâturage, même lorsque ce droit s'éverce à titre de servitude : pour soutenir ce système, on a dit qu'il fallait bien que cela fit ainsi, puisqui autrement il ne serait plus vrai de ditre

qu'en aucun cas l'héritage mis en clôture ne peut être assujetti à la vaine pâture.

Mais c'est là une fausse interprétation, et l'erreur de ce système devient palpable dès qu'on s'attache à réunir les deux extrêmes du contexte dans lequel se trouvent les mots en aucum cas. Pour le mieux démontrer, reprenons les termes de l'article.

Le droit de parcours; c'est-ù-dire le droit que nous avons fait voir plus haut n'être qu'un droit de servitude territoriale de commune à commune, et non un droit de servitude proprement dite qui puisse affecter immédiatement les héritages particuliers lors même qu'il est fondé en titre.

Et le droit de simple vaine pâture; c'est-à-dire le droit coutumier au vain pâturage, parce qu'il n'y a que ce droit auquel il soit permis de donner la dénomination de simple vaine pâture; ear le droit de pâturage exercé à titre de servitude proprement dite, ne fut jamais un droit de simple vaine pâture.

Ne pourront en aucun cas empécher les propriétairs de clorre; c'est-d-dire que les droits de parcours et de simple que les droits de parcours et de simple vaine pâture qui ne sont point des droits de servitudes proprement dites, ne peuvent en aucun cas mettre obstacle à la clôture, ou , en d'autres termes, ne peuvent empécher la clôture, sans distinction du cas où il ne serait exercé que conformément aux usages locusi, de celui où il serait reveudiqué en vertu d'un titre par lequel on en aurait re-connu l'existence comme droit coûtumier, dans le sens expliqué plus haut.

Et tout le temps qu'un héritage sera clos... il ne pourra être assujett ni à l'un ni à l'autre droit ci-dessus; c'està-dire qu'il ne sera point assujetti aux droits qui sont dénommés plus bant, ou à des droits qui ne sont que continniers et qui n'ont point la nature de servitudes proprement dites.

3681. Il résulte de ces deux articles

que la faculté de clorre est accordée aux propriétaires, comme un moyen de soustraire leurs héritages à l'association tacité sur l'aquelle repose l'usage de la vaine pâture à l'égard de tous les fonds qui, étant laissés à découver et auns délense après la levée des fruits, restent rapport à l'espece d'impossibilité ou à la trop grande difficulté qu'il y aurait la trop grande difficulté qu'il y aurait pour chaque particulier de ne faire pâturer que les siens propres et par proie séparée.

Article 6. 3682, « L'hérituge sera réputé clos

» lorsqu'il sera enfouré d'un' mur de quatre picàs de lauteur, sore barrière » ou porte, ou lorsqu'il gera exactement fermé et entouré de palissades ou de reillages, ou d'une haie vive ou d'une hair sèche faite avec des pieses ou cordétes avec des branches, ou de toure susage dans chaque localité; ou enfin « d'un fossé de quatre pieds de large au moins à l'ouverture et de deux pieds

Cet article peut donner licu à l'examen d'une question qui consiste à savoir si l'état de défense où a été mis un héritage par ce moyen, doit cesser par cela seul que la clôture aurait été mal entretenue

» de profondeur. »

par le propriétaire.

Sur cela nous croyons qu'il y a plusieurs distinctions à faire.

Et d'abord à supposer que l'héritage clos ait été mis en prairie artificielle, comme on le voit souvent pratiqué, il est hors de doute que, nonobstant le mauvais état de la ciòture, il n'en restera pas moins soustrait à l'usage de la vaine pâture, puisque la sueli implantation de la prairie artificielle serait suffisante pour le mettre en défense.

Si la elôture est dans un tel état de ruine qu'elle ne présente plus d'obstacle au passage des bestiaux, et qu'il n'y uit pas de prairie artificielle établie sur le fonds, il faudra dire au contraire que

¹ Voy. sous le nº 3673.

cet héritage se trouve replacé dans la masse commune des autres sur lesquels le vain pâturage a son libre exercice.

Si enfin il n'y avait emcore que quelques ouvertures dans le barrage et que les bestiaux se fussent introduits d'euxnémes, sur le fonds, à travers ces ouvertures, on ne devrait pas regarder ce fait comme amendable, parce qu'il sernit vrai de dire qu'en cet état l'héritage i aurait pas été exactement clos, et que le propriétaire serait dienême en fainte le propriétaire serait dienême en fainte blement la clôture.

Mais, dans ce cas-là même, nous croyons qu'il ne serait pas encore permis aux étrangers d'y conduire et faire enter crprès leurs bestaiux (za natrement il faudrait dire que, pour une fois que le propriétaire autre mait oublié de rétablir une brèche causée dans sa clôture, ou de fermer la barrière de son clos, il serait permis d'y introduire de suite la proie commune, pour y d'exater ses regains, et l'on sent bien que ce scrait aller trop loin.

Au reste il en est des débats qui peuvent s'élever sur le bon ou mavais état de la clôture, pour qu'elle soit suffisante ou non à maintenir l'état de défense de l'héritage, comme de toute autre question de fait dont l'opération rest: entièrement dans le domaiue de la justice.

ARTICLE 7.

- 3683. « La clôture affranchira de » même du droit de vaine pâture réci-» proque ou non réciproque entre particuliers, si ce droit n'est pas fondé » sur un titre. Tonte loi et tous usages » sur un titre. Tonte loi et tous usages
- » contraires sont abolis. »

Entre particuliers; pourquoi ces expressions? pourquoi entre particuliers? C'est sans doute par la raison qu'en thèse générale le droit de vaine pâtrar est un droit communal, et qu'en conséquence les anteurs de la loi ont pensé qu'ils devaient faire aussi mention de la vaine pâture qui serait pratiquée entre particuliers, pour ne laisser aucun doute sur

la généralité des règles tracées sur cette matière,

Au surplus, comme c'est le titer qui est tout ici; comme c'est un titre qu'on doit s'attacher, pour savoir si l'on a réellement imprimé au vain plurage la nature de servitude proprement dite, ou, en d'autres termer, si le proprietaire a lui-même aliémé la liberté de son fonds, a lifanten conclure que la même règle doit être suivie encore que ce soit une commune qui revendique en corps le vain platurage contre un particulier qui lui en aura fait la concession par un titre positif, et c'est aussi ce qui résulte de l'article suivant qu'on verra ci-arpès.

the cavada quot verta levajues, and cavada quot verta levajues, considerativa del particolor del troit continuidad qui la capita que la cavada que la cavada que platre en la cavada que tendra que la cavada que la

Ainsi. à supposer qu'un droit d'ussge à la vaine platue ait été tabli, à tire de servitude, sur un héritage que le propriéaire a voulu mettre ne tet de clôture. I usager sera incontestablement fondé à csiger qu'on bio ouvre la barrière du clos, pour y introduire ses bestiaux apprès la levée des fruits, poisqu'en ce cas la clôture n'affranchit pas le fonds de l'exercice de la servitude de l'exercice de la servitude.

3634. Nour evoyens qu'il fant aller plus loin encore, et dirr que celui qui aurait joni pendant treute ans de la faculté de fiaire patre ses bestianx dans le clos d'un autre après la récolte des fruits, devrait être admis à en faire la preuve par témoins et à ctiger sa maintenue dans an droit d'usage, encore qu'il n'en représentit pas de titre; attendu que, du de simple vaine plutre; il faut tenir pour constant que le droit de pâturage dont celle n'affranchit point, n'est pas une celle n'affranchit point, n'est pas une

simple vaine pâture; qu'ainsi la possession qui serait, dans l'espèce, alléguée par l'usager, porterait directement sur une servitude proprement dite; et comme le pâturage exercé dans un clos dont il faut ouvrir la barrière pour y introduire des bestiaux étrangers, n'est certainement pas une chose de pure faculté ou de simple tolérance, soit par rapport à la répugnance qu'il y aurait à la supporter s'il n'y était pas dû , soit par rapport à l'importance des émolumens qui pourraient en être l'objet, il en résulte que le droit dont il s'agit serait très-susceptible d'être acquis par la prescription, suivant les principes que nous avons expliqués plus haut 1.

ARTICLE 8.

3385. « Entre particuliers, tout droit
u de vaine pâture fondé sur un titre,
même dans les bois, sera rachetable à
dire d'experts, suivant l'avantage que
pouvait en retirer celui qui avait ce
u droit s'il n'était pas réciproque, ou
cu égard au désavantage quu n des
propriètaires aurait à perdre la réciprocité, a' dile citiqui le tout sans
propriètaires aurait à perdre la réciprocité, a' dile citiqui le tout sans
propriètaires aurait à perdre la récitant pour les particuliers que pour les
tant pour les particuliers que pour les
communautés, confirmé par l'art. 8,
du décret des 16et 19 septemb. 1790. »
Même dans tes bois ; cest à dire que,
Même dans tes bois ; cest à dire que,

Mone dans les boir; elest ha dire spequoque les bois n'entrent pas dans la masse des fonds qui sont destinés à être, après la levée des fruits, plaurés pelsnélle par les bestiaux des habitans, et qu'ainsi le platurage sur cette espèce de londs, n'entre pas de plein droit dans l'association tacit equi est le fondement de la vainc pâture proprement dite, adamoins ils peuvent y être sujets quand il y en a un titre particulier, et alors la servitude doit être rachetée, sans que lepropriétaire puisse l'en affranchir par le seu moyen de la côture. Au surplus, comme nous ne devons pas nous répéter inutilement, nous renvoyons le lecteur aux explications que déjà nous avons données sur l'intelligence de cet article, sous les nº 3387 et 3388.

ARTICLE 9.

« 3685, Dans aucun cas et dans aucun » temps, le droit de parcours ni celui de » vaine pâture ne pourront s'excreer sur » les prairies artificielles, et ne pourront » avoir lieu sur aucune terreensemencée

ou couverte de quelque production
 que ce soit, qu'après la récolte.
 Dans aucun cas et dans aucun temps :

Dans aucun cas et dans aucun temps ; pour saisir le véritable sens de ces expressions, il faut bien remarquer qu'il ne s'agit ici que du droit coutumier de parcours ou de simple vaine pâture, et non d'un droit qui serait fondéen titre particulier: dans ce dernier cas, en effet, il ne pourrait être défendu à l'usager de jouir de son droit de servitude mênie sur les prairies artificielles après la fauchaison des foins; et l'on ne saurait entendre les termes de la loi autrement, sans la mettre en contradiction avec elle-même, et sans supposer qu'elle consacrerait un principe d'injustice, ce qui est inadmissible sous l'un et l'autre point de vue.

sible sous l'un et l'autre point de vue. Et d'abord ce serait mettre la loi en contradiction avec elle-même; car du moment qu'aux termes de l'article qui précède, le proprietaire du fonds assujetts, partiture, au droit de vaime pâture, ne peut l'en dégager que par le moyen du rechat, il est sensible que la simple implantation d'une praire pour le la companyable de l'article de ce est au supposer un principe d'injustice daus la loi, puisqu'pa accorderait au propriétaire du fonds le moyen d'anéantir les droits de l'usager sans indemnité nour celui-ci.

Le droit de parcours ni celui de vaine pâture; c'est-à-dire les droits simplement autorisés par les lois et usages locaux, ou le droit coutumier de parcours ou de simple vainc pâture, et non le droit de servitude proprement dite qui, étant

¹ Voy. sous les nº 3543, 3587, 3588, 3593, 3595, 3598, 3643 et 3644.

fondé sur un titre, n'est point dans le domaine de la loi, et ne peut être à la disposition du législateur.

Ne pourront s'exercer sur les prairies artificielles; ainsi, il est permis aux propriétaires de retirer, par le moyen des prairies artificielles comme par celui de la clôture, leurs héritages de la mise d'association tacite sur laquelle repose le principe générateur de la vaine pâture, et cela est juste, parce qu'autrement cette société pourrait devenir préjudiciable soit à l'agriculture en général, soit à chacun des sociétaires en particulier; et qu'il suffit, pour être juste envers tons, que celui qui établit des prairies artificielles ou des clotures, laisse encore, pour mise de fonds dans l'association générale, une quantité d'héritages proportionnée au nombre de bestiaux que lui-même envoie au pâturage commun.

3687. Et ne pourront avoir lieu sur aucune terre ensemencée ou couverte de quelque production que ce soit, qu'après la recolte : ainsi, tout héritage ensemencé ou emplanté à main d'homme, de quelque production que ee soit, même sur les assolemens qui seraient en jachères, se trouvent pour cela seul, de plein droit, mis en défense contre le pâturage des bestiaux.

ARTICLE 10.

3688. « Par tout où les prairies natu-» relles sont sujettes au pareours ou à » la vaine pâture, ils n'auront lieu pro-

» visoirement que dans le temps autorisé » par les lois et coutumes, et jamais tant » que la première herbe ne sera pas

» récoltéc. » Ainsi se trouvent abolies les disposi-

tions des coutumes qui permettaient la vaine pâture au printemps dans les prés, puisqu'elle ne doit plus y être exercée qu'après la levée de la première herbe ct jamais auparavant.

Ainsi se trouvent encore abolies les dispositions coutumières qui fixaient l'époque à laquelle les fonds devaient être coupés et enlevés pour ouvrir les prairies au vain pâturage, puisque ce texte ne veut pas que les bestiaux soient jamais introduits sur les prairies avant la récolte de la première herbe, et qu'il ne limite aneun temps pour faire cette récolte.

ARTICLE 11.

368q. « Le droit dont jouit tout propriétaire de clorre ses héritages, a » lieu , même par rapport aux prairies , » dans les paroisses où, sans titre de propriété et seulement par l'usage , elles deviennent communes à tous les » habitans, soit immédiatement après la » récolte de la première herbe, soit dans » tout autre temps déterminé. »

Le droit de clorre a licu même par rapport aux prairies; c'est-à-dire que nonobstant que les émolumens qui sont absorbés par le pâturage exercé sur les prairies, soient d'une toute autre importance que le produit presque nul que les bestiaux peuvent brouter sur les champs après la moisson, néanmoins le vain pâturage sur les prés ne doit toujours être considéré que comme une chose de pure tolérance, ou un effet de l'association tacite entre les propriétaires, dans les paroisses où , par le seul usage des lieux. elles deviennent communes après la récolte des foins ; et qu'ainsi la clôture des fonds doit y être permise au propriétaire.

Dans les paroisses où, sans titre de propriété; pourquoi ces expressions sans titre de propriété? C'est que le second fruit ou les regains dans les prairies est ordinairement d'une grande importance, ce qui fait que l'usager qui est fondé en titre pour le percevoir se trouve plus intimement associé au droit de propriété du fonds.

CHAPITRE XCVI.

De l'Extinction du droit d'usage.

36ps. Le droit d'usage dans les bais peut preudre fiu de bien des mauières dont le détail serait fort long à exposer; mais comme la plupart des causes capables d'en produire l'extinction, sont les mêmes que celles qui donnet lieu à la cessation de l'usufruit, et comme nous avons amplement traité de toutes ces causes dans les chapitres 41, 42, 43, 44, 5, 66, 49 et 48, 21 nous suffirar, pour constituent de la consideration de l'usufruit de l'entre cles les observations qui seront propres à notre sujet.

1º La constitution du droit d'usage peut être anéantie par la révocation di-

recte du constituant ;

S'il n'a été établi que sur une cause fausse qu'on croyait réelle, comme si l'on en avait fait la délivrance pour se conformer à la disposition d'un testament qu'on trouve avoir été révoqué par un autre;

S'il n'a été établi que sous des conditions que l'usager s'est refusé d'accom

S'il n'a été établi qu'à terme et pour un temps, ou sous une condition casuelle résolutoire, à l'événement desquels il doive cesser;

Si c'est par donation entre-vifs qu'il ait été établi, et que l'usager se soit rendu coupable d'ingratitude, ou qu'il soit survenu quelque enfant au donateur l.

3691. 2º La constitution du droit d'usage peut être, suivant les circonstances, révoquée à requête des créanciers du concédant, si l'aliénation a été faite en fraude de leurs droits ³.

36g2. 3º Elle peut être révoquée par a résolution des droits du constituant, lorsqu'il est reconnu qu'il n'était pas propriétaire, ou qu'il n'était propriétaire du fonds que sous une condition qui s'est vérifiée contre lui. ?

3693. 4º Lorsque le droit d'usage n'a été établi qu'au profit de la personne, il s'éteint par la mort naturelle ou civile de l'usager, comme l'usufruit s'éteint par le décès de l'usufruitier, (617 et 625).

Et s'il a été établi au profit d'un homme, tant pour lui que pour ses des-cendans, il prend fin par l'extinction de sa postérité, attendu que, dans ces cas. il n'a que la nature de servitude personnelle. §

3694. 5° Suivant la maxime res sua nemini servit, consacrée par le droit nouvean (705), comme elle l'était déjà par le droit ancien «, le droit d'usage s'éteint par confusion , lorsque l'usager acquiert la propriétéde la forêt qui en était grevée.

Sur quoi il faut observer que, comme nous l'avons dit en parlant de l'usu-

¹ Voy., sur tout cela . sous les nos 1925 et suivans.

² Voy. sous le nº 1932.

L. 11, § t, ff. quemadmod. servit. amut., lib. 8, tit. 6.

⁴ Voy. sous les nos 1960 et suiv.
5 Voy. sous les nos 3067 et suiv.

⁶ L. 30, ff. de servit. urb. prœd. lib. 8. tit. 2; et l. 1, ff. quemadmod. servit. amie., ibid., tit. 6.

fruit 1, si l'usager, après avoir acquis la propriété du fonds, venait à en être évincé, son droit d'usage devrait revivre par la révocation de la cause qui en avait produit la cessation.

Mais s'il venait à revendre lui-même la propriété de la forêt, sans s'y réserver son usage, la servitude ne revivraipas 2, attendu qu'il aurait aliéné un fonds qui en avait été affranchi entre ses mains.

36,5. 6º Le droit d'usage s'éteint par la renonciation de l'usage r ayant capacité suffisante pour consentir l'aliénation de ses droits fonciers *: sur quoi il faut voir ce que nous avons dit, au chapitre (6, touchant la renonciation au droit d'usufruit.

Lorsque la concession de l'usage n'avait été faite qu'u moyen d'une prestation annuelle à payer par l'usager, au propriétaire du fonds, cette redevance ne doit être considérée que comme une rette foncière, ou une charge purement réelle affectant seulement la jouissance ne moi concédée q pour autou de temps au l'une present de l'une present de l'une séquence de quoi l'usager est toujours le maître de renouver à son droit d'usage pour s'affranchir de la redevance, s'il la trouve trop noferuse.

C'est d'ailleurs là un point de doctrine enseigné, sans contradiction, par les auteurs qui s'en sont occupés, et qui a été consseré par plusieurs arrêts de cours souveraines, comme on peut le voir dans Bouhier en ses observations sur la coutume de Bourgogne, chap, 62, n 83, et dans Frémirwille dans as pratique universelle des droits seigneuriaux, tom. 3, p. 31, quest, 11.

3696. 7º Aux termes de l'art. 703 du code, les servitudes cessent lorsque les choses se trouvent en tel état qu'on ne peut plus en user; ce qui ne signifie pas que les servitudes soient toujours éteintrs

dans un seus absolu, dès le moment qu'on ne peut plus s'en servir; mais qu'elles cessent sculement dans leur exercice dès que le nouvel état survem dans les choses s'y oppose, ou qu'il y a extinction dans le droit même de la servitutie s'il y a destruction absolue dans la chose, parce que la servitude ne peut exister sans la correlation de deux héritages auxquels elle doit se rapporter.

La servitude d'usage dans les bois peut, comme toutes les autres. cesser, ou pour un temps ou pour toujours, par le changement arrivé soit dans l'état du fonds servant, soit dans celui du fonds dominant.

Er p'ason e ne qui concerne le fonds servant, si la fort d'dibirce de l'usage venait à être entièrement ruinée par un incendie ou tout nutre accident de force majeure, l'usager ne pourrait plus réclamer aucune prise de bois là où in n'en serait point resté '; et il ne lui serait du aucune indemuité de la privation par lui soufferte, puisqu'on la suppose n'avoir pour eause qu'un accident de force majeure, arrivée sans la faute du propriétaire ou d'autres pressones.

S'il ne fagissait que d'un droit de pâturage pour la nourriture des bestiaux, il est sensible que l'incerdie qui sursi frappé la forét, n'altérerait en rien le droit de pacage dù à l'usager; mais on devrait en restreindre l'excretce dans la mesure on l'éteodue qu'il devait avoir auparavant sur la forêt; parce que si l'aecident de force majeure n'a pas d'à lui mire, en ce sai lu'a pas pu on plus être une eause d'accroissement dans ses droits.

36gy. Si la forêt n'avait été détruite qu'en partie, le surplus resterait tonjours grevé du droit d'usage : et comme ce droit est indivisible dans sa nature de servitude que est tota in toto, et tota in

¹ Voy. sous le no 2075.

2 L. 30 . ff. de servit. urban. præd., lib. 8 .
tit. 2.

³ L. 8, ff. quemadmod. servit. amit., lib. 8, fit. 6.

⁴ Voy. dans Legand, sur l'art. 168 de la coutume de Troyes. glose 2. nº 42.

qualibet parte, ninsi que nous l'avons amplement espliqué au chapitre 80 de cet ouvrage!, l'usager aurait la faculté de couper encore tout le bois nécessaire à sa consommation, tant que la partie conservée en nature de forêt serait aufficant pour fournir à cette prise; et le proprietaire ne serait pas en droit de s'en tions de son fonds se trouveraient, par le fait, affiranchies de la servinche de la fat, affiranchies de la fat, affiranchies de la fat, affiranchies de la servinche de la fat, affiranchies de la fa

D'ailleurs l'usager est ici le créancier, et sous le rapport de la réalité de la dette. il est au moins à l'égal d'un créancier hypothécaire; or, quand il s'agit de l'acquit d'une dette, on ne s'informe pas si le débitur a perdu , ou non , une partic de ses biens, pour soumettre la créance qui pèse sur lui à une réduction quelconque, tant qu'il lui reste de quoi la payer; dût-on épuiser tout ce qu'il a conservé, on le force à payer la dette tout entière : ct quand il s'agit d'une créance hypothécaire, on n'en fait pas la réduction non plus sous le prétexte de la perte ou de la destruction d'une partie quelconque du fonds hypothéqué, il faut toujours l'acquitter sur la valeur de ce qui reste dans l'immeuble, et tant que cette valcur peut y fournir.

Comme ce sont tà des principes incontestables et généralemeut reconnus dans le droit, on ne ponrrait en refuser l'application à la canse de l'usager, parce qu'il n'y aurait aucun motif raisonnable qui pût justifier un pareil refus.

36/jh. Suivant l'article 70/3 du code, les servitules dont l'exercice vavit cessé par changement survenu dans l'état des par changement survenu dans l'état des lieux, revivent ilse chores sont réablées de manir e qu' on puisse en user; à moins qu'il ne se soit d'opi écoulé un espace de temps suffuent pour faire présumer l'externation de la comme de la comme de du à l'article por; d'où il résulte que si la forêt qui a vait été entièrement dévastée par un incendie, se repeuplait d'elle-même, ou venit à être implantée de nouveus par un senis pratiqué de la part du propriétaire, les droits de l'usager revivaient, à moiss qu'îl ne les côt laissé prescrire. La raison de cela, c'est que le droit d'usage, comme toute autre servitude, ne porte pas seulement ne production de la comme de la comme autre servitude, ne porte pas seulement ne production de la comme sur la superficie.

Si la forêt n'avait pas été entièrement détruite, et que l'usager eût coutinué à jouir intégralement ou en partie de son droit sur la portion éparguée par l'incendie, cette continuation de jouissance serait seule suffisante pour mettre obstacle à la prescription de son usage et le conserver sur les parties dévastées, et qui viendraient à être repeuplées en bois dans la suite : quelque espace de temps qui se fut écoulé pour rendre la recrue susceptible d'être exploitée, on ne pourrait, dans cet état de choses, opposer aucune prescription à l'usager. Le raison de cela, c'est que, comme le dit la loi romaine, pour prendre, et à plus forte raison pour retenir la possession d'une chose foncière, il n'est pas nécessaire d'insister corporellement sur les diverses parties du fonds et de les parcourir toutes : il suffit de toncher réellement à quelqu'une avec l'intention d'étendre ou de conserver son droit sur l'ensemble et jusqu'aux confins de l'héritage entier : Quod autem diximus, et corpore et animo adauirere nos debere possessionem , non utique ita accipiendum est, ut qui fundum possidere velit, omnes glebas cir-cumambulet; sed sufficit quamlibet partem ejus fundi introire, uti totum fundum

usque ad terminum velit possidere 3.
3699. Mais si la forêt avait été entièremeut détruite, et qu'il y eût eu, durant trente ans, cessation absolue dans l'exercice du droit d'usage, sans aucun actconservatoire fait par l'usager, il y au-

¹ Voy. sous les no 3112 et 3113.

² L. 3, § 1, ff. de acquirend. poss., lib. 41,

rait estinction de l'usage, et le propriétaire aurait present; hour l'avenir, la pleine liberté de son fonds; puisque, suivant l'article précit de node, la servitude qui avait cessé par le changement survenu dans les choses, ne revit par le rétablissement des lieux dans leur état primitif, qu'autant qu'il ne s'est point encore écoule un espace de temps suffisant pour en faire présumer l'exclution, d'après l'article 707 qui fix cet espace de temps à trente ans.

Il semble d'abord qu'en ce cas les droits de l'usager devraient être conservés comme étant sous la protection de la maxime contra non valentem agere non currit præscriptio; mais il faut remarquer que, quoiqu'il n'ait pu percevoir son usage durant l'état de ruine où la forêt était réduite, il avait néanmoins la faculté de faire des actes conservatoires de son droit sur le fonds pour le cas où le repeuplement en aurait lieu ; car il a toujours pu requérir la reconnaissance de ce droit comme pesant sur la forêt pour le temps où il pourrait être exercé, ce qui suffit pour que la prescription ait pu courir contre lui.

3700. Es ce qui touche au fonds dominant, c'est-à-dire au fonds pour l'utilité duquel la servitude fut établie, il faut dire de même que l'usage cesse par la destruction de ce fonds, ou sa conversion en une autre espèce pour laquelle le droit n'avait pas été établi.

Ainsi, le droit d'usage aux échalas pour le service d'une vigne, cesse du moment où la vigne est extirpée pour en réduire le sol en champ ou en pré.

Ainsi, le droit d'usage au bois de chauffage, établi pour l'utilit d'une maison seulement, doit cesser par la ruine totale, la démolition ou l'incendie de l'édifice, puisque dès-lors on ne retrouve plus le fonds qui en était créancier et pour rayantage duquel il avait été établi.

Mais si la vigne qui avait été extirpée, vient à être réimplantée, ou si la maison

qui avait été détruite, vient à être rebâtie, et que leur restauration ait eu lieu en temps utile; dans l'un comme dans l'autre cas, le droit de l'usager revivra, par les raisons et conformément aux principes expliqués ci-dessus.

aux principes expliqués ci-dessus.

Il faut remarquer encor que si le droit d'usage au bois de chauffage, établi pour l'utilité d'une maison, doit esser par la ruine totale ou la destruction de l'édifice, cela ue doit avoir lieu que quand la concession n'avait été faite que no centen de la maison solitaiment de la maison solitaiment de la maison solitaiment de l'aux de l'estable de la commentation de l'avait pas d'autre destination que de servir d'habitation à son maître, parce qu'alors il est bien vrai d'de dire que, par la chute du bâtiment, tout le fond dominant se trouve réellement détruit.

Mais s'il s'agissait d'une maison servant à l'exploitation d'un domaine. le droit d'usage au bois de chanffage ayant été établi pour l'avantage d'une habitation agricole, ne serait pas dû à la maison seulement; il serait, an contraire, activement inhérent à la masse du domaine, dout les bâtimens ne devraient être eux-mêmes considérés que 🐫 comme les accessoires : en conséquence de quoi l'incendie qui les aurait détruits ne serait point une cause légitime de cessation de l'exercice du droit d'usage 1 ; parce qu'en ce cas, le fonds dominant n'avant pas cessé d'exister, on ne pourrait pas dire que les choses fussent réduites à un état tel qu'il ne fût plus possible d'user de la servitude : c'est ainsi que l'usufruit qui n'a été établi que sur un bâtiment, se trouve entièrement éteint par la destruction de l'édifice, tandis que s'il avait été établi sur un domaine dont le bâtiment faisait partie, l'usufruitier jouirait encore non-seulement du surplus de la métairie, mais même du sol ct des matériaux de l'édifice démoli (624). Il est douc bien important de savoir

distinguer le cas où le droit d'usage n'au-

¹ Voy. sur cette distinction ce que nous avons déjà dit sous les nos 3093, 3094 et 3171,

rait été établi que pour l'avantage d'une unaison seulement, et celui où il aurait été concédé pour l'attilité d'un corps de ferme ou d'une métairie; mais à quoi doit-on s'attacher pour faire cette distinction?

Il y a ici trois choses à examiner, et qui sont le titre, l'état de l'usager, et la possession.

Si le titre constitutif du droit d'usage att reproduit, on si 'ion en a des actes de reconnaissance qui en déterminent l'application à l'utilité d'une maison seulement, il doit être borné là, puisqu'il est constant que les parties intéressées n'ont pas voulu lui donner plus d'étendue, et en conséquence il faudra dire que la destruction de l'édifice doit opérer la cessation de l'exércice de la servitude.

littéralement pris , l'état de l'usager doit servir à en faire l'interprétation, parce que s'il est vrai de dire que l'usage, comme servitude réelle, soit attaché à la possession d'un fonds, il est vrai de dire aussi qu'on a voulu l'établir pour tutilét els asisances du possesseur, et par conséquent pour lui servir suivant son état et sa condition.

Dans le doute sur l'obscurité du titre

Ainsi, à supposer que le droit d'usage ait été etabli pour le service d'un château, ou d'autre habitation de maître, ou d'une maison occupée par un manufacturier, ou par des personnes de la classe ouvrière, la servitude ne sera activement inhérente qu'à l'édifice, parce qu'il n'y aurait pas de motifs de l'étendre plus loir.

us fundamental de de de la maison, puis el monte de la maison de la mental del de la mental del de la mental del de la mental de la men

qu'on l'a rattachée à une maison qui n'était que l'accessoire d'un domaine en culture, à l'usage duquel elle était ellemême destinée.

Enfin la possession qui, au besoin, tient lieu de tout autre titre, doit surtout nous servir ici de guide quand elle

est constante. Qui est-ce qui a joui du droit d'usage après les mutations successives du fonds dominant ou les partages qui en ont été opérés? N'en a-t-on adjugé les avantages qui aux acquéreurs de la misoin? Les adjudicataires ou les copartageans des terres en culture, en ontils été ecclus ou en orisit profilé? Depuis quel temps los des la compartageans de terres en cultures en orisit s'et écclus ou en orisit profilé? Depuis quel temps los des la compartageans de la continuité ternelea ire de la continuité ternelea ire doit faire l'état du droit et faire disparaître tous les doutes les doutes de la continuité ternelea ire doit faire l'état du droit et faire disparaître tous les doutes de la continuité ternelea ire doit faire disparaître tous les doutes de la continuité ternelea ire doit de la continuité ternelea ire de la continuité ternele de la continuité de la continuité ternele de la continuité ternele de la continuité de la continuité ternele de la continuité de la continuité ternele de la continuité de la continuité de la contin

3703. Il est sans difficulté qu'un droit d'usage, soit au bois de chauffage pour la consommation de l'homme, soit au platrage pour la consommation de l'homme, soit au platrage pour la consommation de l'homme, soit au suit le domaine auquel il est activemen inhérent, et passe avec lui entre les mains de tous ceux qoi en deviennent successivement possesseurs; mais et droit de suite ou cette transmission de l'usage, contils lieu de quelque manifere que le domaine soit dévolu en tout ou en partie, d'un propriétaire à l'autre?

Nous avons de la touché cette question à la fin du chapitre 80 de cet ouvrage 1, et nous nous croyons obligés d'y revenir, parce qu'il nous est échapié une erreur qu'il est important de rectifier.

Nul doute que le droit de servitude ne passe avec le domaine aliciné en masse an profit d'un acquéreur quelconque : nul doute encore que la même transmission n'ait lieu lorsque le domaine est luimément en la comme qua de la comme qua de la comme qua de la chévolte par succession à plusieurs par les dévolu par succession à plusieurs héritiers, chacun pour un ciuquième par exemple.

¹ Voy. sous les nos 3130 et suiv.

ou pour toute autre portion de quotité: ou comme quand il est vendu, donné, on légué à plusieurs, en masse et pour chacun, une part quelcongue.

chacun, une part quelconque.

Dans tous ces cas, le droit d'usage restant uni au fonds, chacun des acquéreurs doit être admis à en partager les émolumens suivant la proportion de la

part qu'il emporte dans le domaine; saus toutefois que la condition du fonds as-

servi puisse être aggravée.

Mais si le propriétaire de la métairie, au lieu de l'aliène en masse ou par portions de quotités, trausmettait un champ à l'un, uu pré à l'autre, une vigue à un troisième, la maison à un quatrième, tous ces aquéreurs successifs de pièces détachées se trouveraient - ils associés dans la perception des émolumens du droit d'asage qui n'avait été établi, dès le principe, que pour l'utilité de la masse générale ou du corps du domaine luimème?

C'est sur cette dernière question que conserve adopté la négative en l'endroit cité plus haut, et que nous croyons nous être trompés. La décision contraire nous paraît devoir être adoptée par les raisons suivantes :

1º C'est un principe clairement consacré par le droit romain, que toute servitude établie pour l'utilité d'un fonds est due, ou inhérente, non-seulement à la masse, mais encore à toutes les parties de ce fonds, même distributivement prises, et qu'en les vendant les unes après les autres, chacun des acquércurs doit être rendu participant à l'exercice et aux avantages de la servitude; quæcumque servitus fundo debetur, omnibus ejus partibus ejus debetur, Et ideò quamvis particulatim venierit, omnes partes servitus sequitur; et ita, ut finguli rectè agant jus sibi esse fundi 1; or, ce principe se trouve reproduit par le droit civil, dans la définition qu'il donne de la servitude, quand il dit que c'est une

2º Si les acquéreurs successifs et particuliers de divers héritages ou de diverses portions d'héritages, provenant de la métairie usagère, ne devaient avoir aucune participation au droit d'usage, il en résulterait que la vente du domaine entier, opérèc par détail, anéantirait le droit de la servitude , puisqu'il ne resterait plus aucnn corps de ferme auquel elle pût être due, ct qu'elle ne serait due non plus à aucun des aequérenrs du parcellaire : or, suivant l'article 703 du code, les servitudes ne céssent, par rapport à l'anéantissement des fonds, que lorsque les choses se tronvent en tel état qu'on ne peut plus en user; et iel il n'y aurait pas impossibilité d'exercer le droit d'usage ; car quelque difficulté qu'il puisse y avoir à assigner à chacun des acquéreurs des diverses parcelles du domaine, son contingent dans la somme totale des émolumens de l'usage . l'on est forcé de convenir que ce ne serait là qu'une opération de chiffres, et qu'en l'exécutant l'on serait bien loin de trouver les choses dans un tel état qu'on ne pût plus user de la servitude.

3º Si un premier, ou un second, ou un troisième acquéreur auxquels on aurait successivement vendu diverses parcelles du domaine usager, ai vavient pas le droit de participer aux émolumens pas le droit de participer aux émolumens présire du domaine pourrait se retenir présire du domaine pourrait se retenir présire du domaine pourrait se retenir d'usage, et qu'il parviendrait ainsi à séparce la servitude du fouds auquél elle est duce et à les isoler l'un de l'autre; or cela est impossible , puisique la servi-

charge imposée sur un héritage pour l'avantage et l'utilité d'un héritage appartenant à un autre propriétaire; car eq ui sert à l'utilité d'un héritage ou d'un corps d'un héritage généralement il un traise de l'avant d'un corps d'un héritage généralement il faut donc dire que tous les acquérents des diverses parties un fonds doivent avoir un droit de participation aux avantages de la servitude.

¹ L. 23. § 3, ff. de servit. rusticor. præd., lib. 8, tit. 3.

tude est esseutiellement une charge imposée sur un fonds pour l'utilité d'un autre héritage, et qu'on ne peut aliéner l'un sans l'autre, ainsi que nous l'avons établi ailleurs. ¹

3703. Use question qui mérite de trouver ici sa place, consiste à savoir si un droit d'usage peut être considéré comme éteint par cela seul que son exercice se trouverait paralysé par l'effet d'un règlement de police surveau depuis sa constitution. Eclaircissons ceci par un exemple.

Une commune avait, dans la forêt d'un particulier, le droit d'usage à la coupe, des liens pour engerber ses mois-sons; elle était fondée en titre, et elle était en possession de cet usage, lorsqu'est survenu un règlement de police problibant généralement d'engerber donnant qu'elle se sersient plus à l'avenir eugerbées qu'avec des liens de police; peut li résulter d'un parcii règlement que la commune usagère ait perdu son de l'est d

Il en résulte bien que la commune usagère ne pourra plus couper ses liens comme auparavant, parce que le règlement ne suppose pas qu'antériuerment à sa publication, les moissonan aient été cagerbées qu'a vec des bois de marudage, et qu'il défend, par forme de mesure de poite générale, de continuer le nigerber par ce moyen, sans prendre égard à la question de savoir si le cultivateur avait, ou non, le droit de couper les liens par lui employés dans sa moisson.

Mais il ne peut en résulter que le droit d'usage en lui-même doive être considéré comme éteint et supprimé :

1º Parce qu'il ne peut être permis de donner aucun effet rétroactif aux lois ou aux règlemens, et qu'il y aurait évidemment ici un effet rétroactif, si l'on ravissait à la commune usagère le droit d'usage qui lui était acquis légitimement.

2º Les lois qui ont pour objet le gouvernaemet de nos biens, sont essentiellement protectriees de la propriété des citoyens ; elle ne peuvent avoir poureffet d'adjuger à l'un ce qui appartient à l'autre, parce qu'elles perdarient leurplus beau comme leur plus essentiel attribat qui est d'être conservatires : en conséquence de quoi, ce qui nous appartient ne peut être aliéré que par nousmemes; id quod nostrum est, sime fueto nostro ad alunt transferri non notest.

nostro ad alium transferri non poiest. 3

3 Aux termse de l'article 5/3 du code et de l'article to de la charte constitutionnelle, aud la peut être forcé à souftionnelle, aud la peut être forcé à soufpour cause d'intérêt public et moyennant une indemnité présiable; d'ob il
résulte que, nonobstant que l'autorité supérietre etti jugiq q'u'il était de l'intérêt
public de défendre d'engerher les moissons avec des liens de bois : l'indemnité
n'en reste pas moins due à la commune
voie du cantopoment.

On voit par là que c'est avec autant de justice que te asgesse que nos lois nouvelles ont voulu que l'actione ca not nonement fit réciproque; car s'il en était autrement, il faudrait dire que d'aut le cas dont on vient de parlecte de la comme de la caste de la comme de la caste de la comme de la caste de

3704. 4º Le droit d'usage, comme celui d'usufruit, ne devant être exercé que satod rei substantid, il doit aussi s'éteindre, comme celui d'usufruit, par abus de jouissance de la part de l'usager, (618 à 625) lorsque les dégradations reprochées à l'usager sont assez graves pour luimériter la commise de son droit.

Sur quoi il faut observer que le droit d'usage appartenant à une commune, ne pourrait être justement déclaré éteint

¹ Voy. sous les no 37t et 372. ² L. 11, ff de regul. jur.

les no 37t et 372.

Voy. sous les no 3187 et 3352 et suiv.

en masse et vis à vis d'elle, pour des abus de jouissance pratiqués par des particuliers seulement, parce qu'il ne saurait être permis d'infliger une peine, sur tout aussi grave, au corps de la commune, par rapport aux delits de quelques individus; il n'y a donc que les délinguans eux-mêmes qui , suivant la gravité des circonstances, pourraient être justement déchus d'y participer pour un temps, ou même pour toute leur vie. 1

Cependant, s'il s'agissait de dégradations commises par un attroupement dans la forêt usagère, la commune elleniême pourraitêtre responsable des dommages et intérêts, et condamnée aux réparations civiles dues au propriétaire, par application de la loi du 10 vendémiaire an 42 et conformément aux règles qui y sont prescrites.

Il résulte de là que , dans ce cas , les tribunaux pourraient prononcer, par forme de dommages et intérêts, contre la commune, la privation de son droit d'usage pendant un temps et même pour toujours, suivant la gravité des circonstances, sur-tout si ses habitans en nombre considérable avaient fait partie de l'attroupement, sauf à ceux qui n'y auraient pas participé, leur recours en indemnité contre les auteurs du délit, conformément à ce qui est porté en l'article 4, titre 4 de la loi précitée.

3705. Mais, abstraction faite de la responsabilité des communes pour les cas d'attroupemens, quelles seraient les conditions exigées pour qu'une commune en corps pût être justement déchue de son droit d'usage, pour cause de dégât commis par ses habitans dans la forêt usagère?

Nous trouvons dans les lettres patentes du 19 août 1766, concernant l'aménagement de la forêt de Chaux en Franclic-Comté, une disposition législative

suivant laquelle il suffit que la majeure partie des liabitans d'une commune usagère aient été pris en délit , pour que la commise du droit doive être prononcée contre la commune elle même.

» Les habitans desdites communautés. » porte l'article 12, qui se trouveront » repris pour quelques délits, de quel-» que espèce que ce soit, dans ladite fo-» ret, seront privés pour toujours, in-» dépendamment des peines et amendes » prescrites par l'ordonnance de 1669, » de leurs parts et portions dans lesdites » cordes et fascines ; à l'effet de quoi les

» officiers de la maîtrise seront tenus, » avant de procéder à la rédaction du a cahier des charges de l'adjudication de » la forêt, de se faire représenter le rôle » des condamnations prononcées con-» tre lesdits habitans pendant l'année. » pour diminuer en proportion, dans » ledit cahier des charges, le nombre

» des cordes et voitures de fascines à » fournir par les adjudicataires ; et afin » que chaque habitant désdites commu-» nautés ait une connaissance suffisante de la présente disposition, seront tenus » les commis desdites communautés d'en » faire faire lecture auxdits habitans lors » de la formation du rôle de distribution

» des cordes et voitures de fascines. Et » dans le cas où le plus grand nombre » des habitans desdites communautés se » trouverait avoir commis des délits, » la communauté entière sera privée pour » toujours desdites cordes et fascines. » sans que cette peine puisse être répu-» tée comminatoire. 3 »

Il serait impossible de se dissimuler que, dans les cas ordinaires, la règle établie par cette disposition ne fût d'une sévérité inadmissible comme étant bors de toute mesure ; car , comment concevoir qu'on puisse, avec justice, prononcer la commise d'un droit d'usage, quelque considérable qu'il soit, pour toute

Voy. dans Boening, chap. 62, no 57. ² V. au bullet. 188, no des lois 1142, t. 6, la Franche-Comté, tom. 4, pag. 481. le série.

Voy. dans le recueil des édits à l'usage de

espèce de délit quelque léger qu'il puisse être, et qu'on puisse appesantir cette peine, même sur ceux des habitans qui ne seraient coupables de rien?

Mais il faut remarquer que, comme on le voit dans le préambule de ces lettres patentes, le droit d'usage des communes dont il s'agit, avait été regardé comme supprimé par application de la disposition de l'article premier du titre 20 de l'ordonnance de 1660, qu'il v avait eu des jugemens de la réformation qui le déclaraient anéanti pour l'avenir ; que uéanmoins, sur leurs remontrances, ces communes avaient obtenu des lettres patentes en 1730, qui, par grâce spé-ciale, y est-il dit, leur avaient permis de prendre dans la prédite forêt, dès le mois de novembre jusqu'à la fin de février, le bois mort et sec traînant et gîssant sur place; et que c'est pour convertir le bénéfice de cette nouvelle concession, en une prestation annuelle et régulière, que par ces secondes lettres patentes du mois d'août 1766, le roi leur accordait un certain nombre de cordes et de voitures de fascines à délivrer par les adjudicataires des triages en coupes réglées : en conséquence de quoi , le prince avait pu, sans blesser les règles de la justice, imposer à ce qu'il regardait comme une concession gratuite, les conditions les plus sévères, soit pour que tont individu qui aurait été repris en délit, fût exclu de toute participation à son bienfait, soit pour engager généralement les habitans à se surveiller mutuellement, et pour les intéresser tous à ce qu'aucun d'eux ne se rendît délinquant dans la forêt usagère.

Il résulte de là que la disposition particulière de ces lettres patentes, fondée sur un motif spécialement applicable an cas pour lequel elle a été portée, ne doit point être prise comme une règle absonie d'ordre publice en este matière; que s'il est raisonnable d'en tirer des inducsif est raisonnable d'en tirer des inducsif est raisonnable d'en tirer des inducsifications de la comme de la suivant ce que la gravité des circonsances pour la trègre, parce qu'il ne fant jamais que la peine soit en disproportion avec le délit.

3706. Concluons done qu'en thèse générale et dans les cas ordinaires, nul individu ne doit être privé de son droit d'usage dans une forêt, par cela seul qu'il y aurait été trouvé en délit ; qu'en lui interdisant l'exercice de son usage pendant nn temps, c'est tout ce que pent exiger la justice, si le délit est assez considérable pour lui mériter cette peine . et que la commise ou la perte absolue du droit lui même ne doit être prononcée que pour des délits et des abus graves commis avec récidive, on énormes en eux-mêmes, et qu'en toute autre circonstance il suffit de le condamner aux dommages et intérêts compéteus envers le propriétaire.

3-jog. Qu'en thèse générale eucore, chaque fois qu'il y a contestation sur la question de savoir si une commune usagère doit être déclarée déclute de son droit ou sculement si on doit lui en in-terdire l'exercée durant un temps quel-conque, par rapport aux délits commis par les habitans at singuit, in négative doit être adoptée des qu'il ne s'agit que que soient d'ailleurs la nature et l'énormité des délits ou des abus dont ils se seraient renduce soupables.

Que si, en majorité, les habitans our participé aux délits, alors la question reste dans le domaine du juge comuc dépendante des circonstances du fait; et pour se décider sur la denande en commise du droit d'usage, les tribunaux ont à apprécier le mérite de l'action, soit d'après le nombre des délinquans, et les actes de récidive constatunt l'habitude, - l'abost; soit d'après le provité des délits avoir été commis, aussi opposition de la navier de commis, saus opposition de la nart des autres habitans.

La récidive et l'habitude d'abuser sont les circonstances les plus graves dont le propriétaire de la forêt puisse se prévaloir, parce que, d'une part, il faut bien qu'il ne reste pas toujours exposé à voirso forêt coutinuellement dévastée; et que, d'autre côté, il serait difficile qu'elle cût été successivement dégradée à plusieurs reprises , de la part des habitans . sans que ce fût tantôt par les uns et tantôt par les autres, et sans qu'ils se trouvassent ainsi finalement compromis.

3-08. of Enfin . le droit d'usage s'éteint par la prescription lorsque l'usager a negligé de l'exercer durant le temps requis par la loi pour opérer la libération du fonds.

Aux termes du droit ancien , le temps du non-usage nécessaire pour opérer cet affranchissement , avait été fixé à dix ans entre présens et à vingt ans entre absens, censuimus ut omnes servitutes non utendo amittantur, decennio contra præsentes et viginti spatio annorum contra absentes 1; mais la plupart des coutumes avaient dea elevé à trente ans cette espèce de prescription.

C'est conformément à l'esprit de cet ancien droit contumier de la France. que l'article 617 du code civil veut que le droit d'usufruit soit éteint par le sonusage pendant trente ans, et que l'article 625 déclare que celui d'usage se perd de la même manière : à quoi l'art. 706 ajonte comme régle générale, que toute servitude reste éteinte par le non-usage durant le même espace de temps; d'où il faut tirer la conséquence que, soit que l'on considère le droit d'usage dans les forêts, comme destiné à satisfaire aux besoins de l'homme, soit qu'on l'envisage comme servitude réelle, imposée à un fonds pour l'utilité d'un autre héritage, il est également éteint par la prescription dès qu'on a cessé de l'exercer pendant l'espace de trente années.

3700. Si le droit d'usage avait été établi au moyen d'une redevance aumelle, et que l'usager eut continué à l'acquitter , il n'y aurait pas de prescrip-

tion à lui opposer, lors même qu'il aurait négligé de percevoir effectivement son usage, parce que le propriétaire de la foret n'annuit pu recevoir ampuellenient le paiement de la redevance, sans faire par là même une reconnaissance annuelle de l'existence du droit, 2

3710. Dans le cas contraire où l'usager aurait cessé de payer la redevance, tout en continuant de percevoir ou de prendre les émolumens de son usage dans la forêt usagère, il faudrait dire encore que son droit ne serait point périmé, parce qu'on ne peut pas avoir l'idée d'une prescription qui soit acquise contre celui qui n'a pas cessé d'être en possession de la chose.

Ce n'est que par une erreur manifeste que Fréminville a pu avancer le contraire 1; et sans nous arrêter à réfuter les motifs d'une opinion aussi extraordinaire , il nous suffit de dire qu'elle est formellement condamnée par l'art. 685 du code qui , statuant sur le droit de l'indemnité ou de la redevance qui peut être due au maître d'un fonds ; qui , à raison de l'enclave, est obligé d'y livrer un passage pour le défrichement d'un antre heritage, veut que l'action en indemnité pour l'exercice de la servitude soit elle-même prescriptible à défaut de paiement, et que la servitude n'en reste pas moins due et n'en doive pas moins être continuée, nonobstant l'extinction de l'indemnité ou de la redevance.

Il nous reste à examiner, sur cette matière, quelques questions que nons allons chercher à éclairer.

PREMIÈRE QUESTION.

3711. Lorsqu'il y a contestation sur le point de savoir si un ancien droit d'usage se trouve éteint par la prescription,

¹ L. 18, cod. de servit. et aqua, lib. 3, tit. 34.

² Voy. dans FRÉMIRVELE, pratique univer-selle des droits seigneuriaux, tom 3, p. 312. quest. 13, à la fin de laquelle il rapporte un

TOME V.

arrêt du parlement de Bourgogne du 22 août 1744, qui a décidé qu'effectivement la prescription n'avait pas couru contre l'usager lant qu'il avait payé la redevance.

Loco citato , p. 313 , quest. 11.

quelle est celle des parties qui doit prou- néanmoins pas être maintenu dans son ver l'extreme de sa demande?

Est-ce au propriétaire qui veut faire déclarer l'affranchissement de son fonds, à prouver que l'usager n'a pas joui de son usage depuis trente ans?

Ou , au contraire , est-ce à l'usager qui veut faire reconnaître l'existence de son droit, à prouver qu'il en a joui dans les treute dernières années, et qu'ainsi il a mis obstacle à la prescription qu'on vou-

drait lui opposer?

Cette question doit être résolue d'après la règle du droit commun qui veut que la cause du possesseur l'emporte. in pari causa possessor potior haberi debet , et qui veut oussi que celui qui est demandeur soit chargé de la preuve , quia semper necessitas probandi incumbit illi qui agit :

En consequence à supposer que l'usager ne soit pas actuellement en possession de son usage, le propriétaire qui est en possession de la liberté de son fonds ne neut rieu avoir à prouver, quia possessor potior haberi debet; et c'est à l'usager qui remplit, en ce cas, le rôle de demandeur, à faire la preuve de la possession du droit dans la jouissance duquel il sollicite sa reintégration . quia semper necessitas probandi incumbit illi qui agit ; e'est à lui à prouver qu'il a fait des actes de possession depuis moins de trente aus, ou que s'il a cessé de jouir dans les derniers temps, cet état de privation ne remonte pas à trente ans.

ger soit actuellement en possession de son usage, il n'aura rien à prouver, parce qu'il sera placé sous l'égide de la maxime melior est causa possidentis; et le propriétaire se trouvant alors demandeur en réintégration dans la liberté de son fonds, ce sera à lui à faire ses preuves, quia semper necessitas probandi incumbit illi qui agit. Ce sera à lui à établir que, quoique l'usager se trouve

A supposer, au contraire, que l'usa-

usage, soit parce qu'il peut en avoir été déehn, pour abus de jouissance, par quelqu'ancien jugement, soit encore par la raison qu'il l'avait précédemment perdu pour ne l'avoir pas exercé pendant plus de trente aus avant sa nouvelle entremise, et qu'en conséquence il n'a pu, de sa propre autorité, faire revivre, à son profit, un droit qui n'existait plus.

A la vérité il serait communément difficile au propriétaire de prouver la cessation de l'exercice ou la non-jouissance de l'usage pendant un temps, parce qu'il s'agirait de la preuve d'une chose négative; eependant cela ne serait pas toujours impossible, et il 'y a des ens même où cette preuve pourrait être facilement administrée, comme, par exemple, quand la jouissance du droit d'usage aurait été interrompue par rapport à un changement de choses qui aurait duré plus on moins long-temps, dans un état tel que l'usage n'eût pu être exercé.

3712. La question qui nous occupe ne saurait avoir lieu que dans le cas où l'existence du droit d'usage aurait été constante dans un temps , puisqu'il s'agit de savoir comment il se trouverait ensuite éteint par la prescription libérative. En conséquence nous raisonnons ici dans une hypothèse diamétralement opposée à celle où il s'agirait de décider si un droit d'usage qui autrefois n'existait pas, serait aujourd'hui établi par le moyen de la prescription aequisitive : aussi cette seconde question devrait être résolne par des principes tout contraires à ceux qui sont applicables à la première.

Quant il s'agit de savoir si un droit d'usage qui n'existait point autrefois, on dont on ne produit aucun titre, se trouve aequis aujourd'hui par l'effet de la prescription, il ne suffit pas que l'usager prouve sa possession actuelle; il faut eneore qu'il établisse que sa jouissance remonte à trente ans, et qu'elle remonte actuellement en possession, il ne doit à ce terme sans interruption, parce que

¹ LL. 126 , 6 2 , et 128 , ff. de regul, jur.

² L. 21 , in fin. ff. de probat., lib. 22 , tit. 3.

la posession trentenaire est nécessaire pour l'acquisition de la servitude, et qu'en conséquence la simple possession actuelle n'est pas suffisante pour vaincre la présomption de liberté du fonds.

Mais Jorsqu'au contraire il s'agit de savoirs im droit d'usage, anciennement etabli, se tronve aujourd'hui périmé par la prescription, la présomption de liberté ne peut plus exister de même pour le fonds, puisque son asservissement se tronve prouvé par le titre constitutif de la servitude. En conséquence de quoi l'on doit appliquer à la cause de l'usager l'article 23 d'he oode civit, qu'i vett que le possesseur actuel qui prouve avoir possédéanciemment, solt présuméavoir possédé dans le temps intermédiaire, sauff a preuve contraire.

DEUXIÈME QUESTION.

3713. Lorsque l'usager n'est pas dans la possession actuelle du droit d'usage dont il jouisait autrefois, et qu'il prétend l'avoir encore exercé durant les trente dernières années, par quel moyen peut-il faire la preuve de cet exercice!

M' Merlin, qui s'est proposé exter question 1, soutient que, dans extre position, l'usager n'est point admissible à constater ses faits de jouissance par la simple preuve vocale, et qu'il faut qu'il rapporte les procès-verbaux d'actes par lesquels le propriétaire lui aurait annuellement fait la délivrance de son usage.

Tout ce que dit l'illustre jurisconsulte pour justifier cette opinion singulière, se trouve, en résumé, dans les raisonuemens suivans:

L'usager ne peut légalement jouir de son usage qu'autant qu'il en reçoit annuellement la délivrunce de la part du propriétaire : tout autre fait de coupe ne scrait qu'un délit punissable; or, un

délit ne peut jamais être transformé en un acte de possession légitime; donc on ne peut être recevable à offrir la preuve de faits de coupe, sans prouver qu'ils n'ont en lieu qu'en vertu d'une délivrance préalable.

C'est l'acte de délivrance qu'il faut prouver, puisquecet acte est un artécédent nécessaire pour que la coupe puisse ére l'également faite; or, l'acte eu délivrance est au rang des actes judiciaires qu'in se prouvent que par écrit, parce qu'ils ne peuvent se prouver que par eux-mêmes ; donc la preuve vocale ne peut être recevable en cette ma-

On voit, par ces risionnemens, que l'honorable pirsconulte suppose, comme un principe constant, qu'aitenu usageir en peut légalement jouir de son droit s'il n'en a reçu la délivrance préalable; e cependant nois avous clairement démontré an chapitre q2, section 2, de est ouvrage, qu'il n'y a que les suagers dans les forêts de l'état ou des communes, et certs narquels à et ét judiciairement inspose de le compre dans et de la compre dans de compre dans de la compre dans de la compre dans de secte formalier.

Mais ee n'est pas là ce qui doit nous

occuper ici, et il ne nous sera pas diffi-

cile de faire voir que, même en admettant qu'il s'agisse d'un usager qui aurait été soumis à un règlement de coupes et auqueil la urait été défendu de prendre son usage sans détirence présidant il auffit qu'il l'ait perqu, même de sa propre autorité, pour que la prescriple, raisonnormes contraires que nous venons de rapporter, ne reposant que ur une confision du droit et du fait,

sont désavoués par les principes de la matière. Pour mieux démontrer toute l'illusion de ces raisonnemens, fixons bien l'état de la question.

Il s'agit d'un droit d'usage qui fut, dès le principe, fondé en titre, ou dont l'ancienne existence n'est pas contestée; mais le propriétaire soutient que, par la

Voyez dans le tome 7 de ses questions de droit, au mot usage, § 9, pag. 841.

suite des temps, il a prescrit l'affrandissement de son fands, faute par l'usager d'avoir joui de son droit pendant les trente dernières années, ci celui ci, de son côté, prétend que s'il y a cu, de so part, cessaiton de joulssance pendant un temps, elle n'a pas eu lieu consécutivement dutrant les trente ans ; que loin de-là et au contraire, il a, en temps utile, fait des coupes, ou prises de bois, qui ont opéré une interruption dans la prescription opposée par le propriétaire, et que nonséquemor un droit lui a cé-

Voilà bien le véritable état de la question. Il ne s'agit plus que de faire voir comment elle doit étre résolue, et c'est ce que nous allons démontrer, en partant des notions les plus simples de la matère.

Chacun sait que la prescription peut être interrompue de deux manières, ou eivilement, ou naturellement.

L'interruption civile se fait par une citation en justice, un commandement on une saisie (2244.) Sur quoi il est essentiel de remarquer que de cette manière il ne se fait aucun déplacement dans la possession actuelle de la chose, laquelle ne change pas de main; qu'en conséquence, s'il y a millité dans l'acte ainsi notifié au possesseur, ou si cet acte est illégal, il n'y aura ancune interruption opérée dans la prescription, pulsque, d'une part, il ne se tronvera aucune dépossession de fait qui interrompe la jouissance dn possesseur ; et que, d'autre côté, un acte nul et illégal ne pouvant produire aucun effet civil, doit rester comme non avenu.

Co n'est pas de cette espèce d'interription qu'il s'agit dans la question qui nous occupe, puisqu'il n'y a cu aucune citation, aucun commandement, ni autreacte notifié au propriétaire par l'usager, pour faire judiciairement reconnaître le droit d'usage de celui-ci.

3714. L'interruption naturelle a licu lorsque le possesseur qui était en voie de prescrire, se trouve, par le fait, dépossédé ou privé de sa jouissance pendant plas d'un an. Lei la loi ne rattache l'interreption qu'à un fils simple : la jouissance de la chose a-t-elle passé des mains de l'un dans celles de l'autre? voils tout. Comme, en ce cas, le fait d'interreption à n'eine decomanna avec des actes civils dont il ne peut empranter point à éranguérie à c'est légalement ou illégalement, licitement ou illégalement de l'interreption, il pair que cossation de jouissance dans l'un et reprise de junissance dans l'un et requieu manière que ectte de l'autre, de quelque manière que ette

nutation soit arrivée. Certes, en matière de trouble dans nos possessions, il n'y a rien de plus Illégal et de plus illicite que le fait de la violence par lequel on vient arracher à quelqu'un la chose qu'il possède, ou le priver de la jonissance d'un héritage par lui retenu à titre de maître; cependant, aux termes de la loi romaine, il y a interruption naturelle dans la possession de celui qui est ainsi déponillé par voie de fait, et alors la prescription est interrompne, non-seulement dans l'intérêt de celul qui a commis la violence, mais encore à l'égard et à l'avantage de toutes autres personnes intéressées : naturaliter Interrumpitur possessio, cum quis de possessione vi dejicitur, vel alicui res eripitur ; quo casu non adversus eum tantum qui eripit, interrumpitur possessio, sed adversus omnes 1. Il n'est donc pus douteux que la possession de celui qui est en voie de prescrire, ne puisse être uaturellement interrompue, même par des faits illicites et très-illégalement opérés; et c'est là une vérité qui a été proclamée, dans tous les temps, par nos lois ; témoin l'ordonnance de 1667 qui , statuant, an titre 18, sur les actions possessoires en complainte on réintégrande, vent, article 2, que celui qui aura été dépossédé par violençe ou voie

L. 5, ff. de usurpat. et usucap.. lib. 11,

de fait, puisse demander sa réintégrande s'agit donc plus que d'en faire l'applicapar action civile et ordinaire, ou extraordinairement par action criminelle; ct c'est encore dans le même esprit qu'est conen l'article 2243 de notre code civil qui, sans rattacher l'interruption à autre chose qu'au fait de la dépossession, porte qu'il y a interruption naturelle, lorsque le possesseur est privé, pendant plus d'un an, de la jouissance de la chose, soit par l'ancien propriétaire, soit même par un tiers.

Ainsi, le possesseur a-t-il été intégralement ou partiellement privé de sa jouissance, par le procédé d'un autre qui s'en est emparé totalement ou en partie? tonte la question est dans ce fait. S'il est vrai qu'il ait été troublé de cette mauière et qu'il n'ait pas réclamé dans l'unuée, il y aura infalliblement eu interruption naturelle dans sa possession, puisque les lois ne rattachent cette espèce d'interruption qu'au seul fait de la dépossession ou de la privation de jouissauce soufferte par le précédent possesseur.

Il est donc bien elairement démoutré que celui qui allègue le moyen d'interpuption naturelle pour écarter la prescription qu'on lui oppose, ne peut être tenu d'établir que eette interruption a eu lieu d'une manière légale, puisque toutes les lois veulent que, quaud même elle aurait été illégitimement causée, elle opère également son effet contre le possesseur qui ne réclame pas judiciniremeut dans l'année : qu'ainsi celui auquel on oppose la prescription doit toujours être reçu à prouver, par témoins, ses faits propres de possession, ou la privation temporaire de jouissance de sa partie adverse , puisque c'est simplement de ces points de fait que la loi veut qu'il tire tout le droit de sa défense, et qu'elle serait en contradiction avec elle-même, si elle lui accordait l'usage d'une telle exception, tout en lui refusant le moyen généralement légal et qui

est le plus naturel pour l'établir. 3715. Des notions aussi claires sout an dessus de toute contradiction ; il ne

tion à la question qui nous occupe.

Le propriétaire prétend avoir prescrit la liberté de son fonds par le non-excrejce de l'usage pendant trente ans : l'usager soutient au contraire qu'il u'y a pas trente ans qu'il a encore coupé le bois qui lui est dù dans la forêt usagère, Il s'agit done ici, et il s'agit uniquement de l'interruption naturelle de la prescription libérative du droit d'usage : c'est à dire qu'il s'agit d'une Interruption qui doit opérer tous ses effets, nonobstant toute l'illégalité qu'on pourrait trouver dans la manière dont elle aurait en lieu; et des-lors il n'y a et ne peut y avoir qu'un seul point à vérifier, lequel consiste à savoir si , en fuit , le propriétaire a été, ou non, dans l'espace des trente dernières années , privé , pendant un temps, d'une partie de la jouissance intégrale que compte le droit de propriété sur une forêt libre de toute servitude : or, il est impossible que le propriétaire ait réellement joui de tout le produit de sa forêt , lorsque l'usager en coupait une portion pour lui, d'où il faut tirer cette conséquence qu'il y a en interruption naturelle dans la possession du propriétaire, toutes les fois que l'usager a percu les émolumens de son droit d'usage dans la forêt ; et que comme , cu fait d'interruption naturelle, on n'a pas à s'informer si l'acte dont elle procède, est légal ou illégal , légitime ou illégitime, pour être admis à en faire la preuve , l'usager doit être reçu à établir sa cojouissance ou ses faits de coupes , par témoins, sans prendre égard à la question de savoir s'il y anrait eu, ou non, des actes de délivrance préalablement consentis par le propriétaire,

Mais , dit-on , c'est l'acte de délivrance qu'il faut prouver, parce qu'il est un antécédent nécessaire à l'exercice légal du droit d'usage,

Oni, c'est l'acte en délivrance qu'il faudrait prouver, s'il était reconnu que les droits de l'usager avaient été éteints par le non-usage pendant trente ans , et qu'il fallût établir que le propriétaire a vouln renoncer à la prescription qui lui ctait acquise, et faire revivre la servitude par l'exécution qu'il lui aurait ensuite donnée volontairement et en connaissance de cause.

Mais non, ce ne sont pas les actes con distributed pur la fat prouver lorsqu'il s'agit d'établir que la prescription n'a pas cu lieu pour avoir été interrompue, paisqu alors c'est sentement au fait de coupe on de prise de bois de l'usager qu'o en dois s'attacher, et qu'il suffict d'ail terprise ans se plaindre dans l'année, pour que de tels actes aient légalement produit tous leurs effets possessoires.

TROISIÈME QUESTION.

3-16. Lorsqu'il s'agit de savoir si un drou'd 'usage est, ou non , preserti pour n'evoir pas été exercé pendant trente ans, quel est le point de départ qu'on control de la control de l

La position de cette question va s'éaireir par les hypothèses suivantes :

claircir par les hypothèses suivantes : Une commune a, dans la forêt voisine, un droit d'usage pour s'y faire délivrer tous les corps d'arbres nécessaires aux construction et reconstruction d'un pout : il y a trente-deux ans que ce pont a été fait avec des bois délivrés dans la forêt usagère ; mais il tombe de vétusté, et il fant le refaire. Dans cette position, la commune s'adresse au propriétaire de la forét pour en obtenir les bois nécessaires à sa nouvelle construction, et celui-ci prétend que ce droit d'usage est anjourd'hui éteint pour n'avoir pas été exercé depuis plus de trente ans : la commune ne peut - elle pas répondre qu'elle n'avait rien à demander tant que le pont était en bon état ; que , son action n'avant été onverte qu'au moment

où la reconstructiou en est deveuue nécessaire, ce n'est que depuis eett dernière époque qu'on pourrait faire courir la prescription coatre elle . et qu'aiusi il fandrait encore une révolution de trente ans , sans demande inteutée de sa part, pour qu'on pât lui opposer cette fin de non-eccevoir.

In de non-recevoir.

Ce que nous venons de dire à l'égard
d'une conmanne, peut se présenter aussi,
dans beaucoup de circoustance, à l'égard des particuliers qui sernient fondés
en titre à l'effet de jonir de divers droits
d'usages qui ne s'exercent que de loin en
loin, et cela suffit pour bien entendre
la question proposée.

Nous croyons que la question ci-dessus proposée doit, en thèse génerale et sauf ce quenous dirons plus bas , être résolue en faveur du propriétaire de la forêt, parce que ectte solution nous paraît être une juste application de l'article 707 du code civil portant que les trente ans de la prescription libérative des servitudes commencent à courir, selon leurs diverses espèces, ou du jour où l'on a cessé d'en jouir, lorsqu'il s'agit de servitudes discontinues , ou du jour où il a été fait des actes contraires à la servitude, lorsqu'il s'agit de servitudes continues : or le droit d'usage est bien certainement une servitude discontinue, et bien certainement encore la commune usagère avait cessé d'en jouir dès le jour où , enlevant de la forêt la dernière prise de bois par elle employé à la construction de son pont, elle avait cessé d'avoir aucun point de contact ni aucune relation de jouissance on de possession effective qui fût appliquée à cette forêt; donc c'est dès ce jour-là même qu'on doit prendre

le point de départ de la prescription. Vainement la commune dit-c'elle que sou action en délivrance de nouveau bois pour reblair son pont, n'a été ouverte que dès l'époque où la première construction est tombée en cadactiét, et qu'en conséquence, jusque-là, la prescription n'a pas du courir contre elle; car, s'il est vrai qu'elle n'ait pas çu d'action pour exiger du bois tant qu'il d'action pour exiger du bois tant qu'il n'était pas nécessaire de rétablir nn non-quéreur qui en aurait reconnu l'exisveau pont, il est vrai anssi que, dans tous les temps, elle a pu agir pour faire reconnaître l'existence de son droit d'usage, et qu'ayant pu le conscrver ainsi , c'est à elle à s'imputer de l'avoir laissé prescrire.

3717. Cependant il faut remarquer, sur cette question, que si la forêt usagère était encore possédée par l'auteur de la concession du droit d'usage, ou par ses héritiers , ou même par un tiers acquéreur par lequel la commune aurait fait reconnaître son droit, il faudraitraisonner d'après d'autres principes. Alors on trouverait dans le propriétaire qui avait fait la concession de l'usage, on dans ses héritiers, ou dans le tiers ac-

tence, une obligation personnelle de délivrer le bois nécessaire à la construetion. Et cette obligation ne scrait que conditionnelle on à terme, puisqu'elle n'aurait été contractée qu'éventuellement pour le cas où il faudrait refaire le pont, et pour être exigible seulement à l'époque où cette réfection serait devenue nécessaire, d'où il résulte qu'en ce cas, on devrait appliquer à la cause des parties , la disposition de l'art, 2257 du code civil, portant que la prescription ne court point à l'égard d'une créance qui dépend d'une condition , jusqu'à ce que la condition arrive, ni à l'égard d'une créance à terme , jusqu'à ce que le terme fixe soit arrivé. 1

CHAPITRE XCVII.

Du Droit de surerficie. 2

3718. Le droit de superficie est aussi une modification considérable de la propriété, en couséquence de quoi il devait entrer dans le plan de notre ouvrage.

Nous avons à exposer successivement dans ce petit chapitre :

1º Ce que c'est que le droit de super-

2º Comment ce droit peut être établi. 3º Quels sont en géuéral les droits, avantages et charges qui sont inhérens à la superficie.

4º Quels sont les droits qui restent au propriétaire foncier, dans l'héritage

grevé de la superficie. et de différence qui existent entre les

5º Quels sont les points de similitude

neut avoir lieu dans le cas de la superficie comme dans celui des droits d'usage. SECTION 1. Ce que c'est que le droit de superficie.

droits d'emphytéose, d'usufruit, d'usage

6º Enfin , si l'action en cantonnement

On entend par superficie ce qui est sur la surface du sol et lui est adhérent,

comme les maisons, bâtimens et clôtures, ainsi que les arbres et les plantes de toutes espèces. Superficies, disent les interprètes, quod supra soli faciem est. veluti si quid satum aut adificatum est :

et de superficie.

¹ Voyez plus de développemens consignés sous les nos 2137 et suiv.

² Loi belge.

itaque vites, 1 arbores, planta, segetes, superfices appellantur.

3719, D'après ces notions qui ressortent de divers textes du droit romain, i'on doit dire que le droit de superficie, quand il est intégral et parfait, est le droit qui appartient à queiqu'un de revendiquer dans le fonds d'autrui , soit ies bâtimens et constructions qui y sont établis, soit les arbres et plantes qui v croissent, pour en jouir et disposer à titre de propriétaire.

Ainsi . pour concevoir l'idée du droit de superficie, il faut se figurer dans la pensée un partage de fonds, qui scrait fait par un plan horizontal, et qui aurait été concu dans la vue d'attribuer à i'un la propriété du dessus, et de laisser à l'autre la propriété du dessous, comme lorsqu'on partage une maison de mauière à adjuger l'étage à l'un et le rez-dechaussée à l'autre.

Sans doute un partage sembiable, surtout quand il est opéré sur un fonds , est ioin d'être conforme à l'ordre naturel des choses, suivant lequel la superficie doit céder au sol; mais il suffit qu'il n'entraînc rien d'impossible, et qu'il ne soit contraire ni anx lois ni aux bonnes mœurs, pour qu'il doive être exécuté comme toute antre convention portant sur des intérêts ou des choses qui sont à la libre disposition de l'homme,

Le droit de superficie peut embrasser tout ce qui repose ou qui est implanté sur le fonds, c'est-à-dire tous les bâtimens qui sont établis, et toutes les plantes qui croissent sur le sol, comme il peut n'en comprendre qu'une partie ; en sorte que ce droit peut, par exemple, appartenir à l'un quant aux arbres seulement, et à l'autre quant aux herbes qui sont le produit de l'héritage.

Il faut, dans la constitution du droit de superficie, distinguer deux choses qui sont la foncialité qui reste au proêtre établi?

priétaire, et la superficie qui cède au superficiaire,

Mais il faut remarquer encore que la superficie comprend elle-même den x choses constitutives de sa nature propre.

Eile commend d'abord la construetion qui est incorporée au fonds, et les produits que la nature fait naître sur le sol , soit en finits naturels , soit en fruits industriels.

Elle comprend, en second lieu, une participation au droit de propriété du sol même, parce que c'est là qu'est le fondement sans lequel la superficio ne pourrait exister réellement, ni même être conçue en idée; wiles ex dubbus rebus constant : ex solo et superficie ?.

On voit pur-là que le superficiaire se trouve associé bien avant dans la dominité du fonds, puisque, d'une part, il en a toute la jouissance, et que, d'autre côté, il a aussi le droit de participation à la propriété du sol.

C'est par cette raison que, dans les lieux où les contrats de superficie sont pratiqués, le superficiaire est appelé le domanier, et qu'ou donne au propriétaire du sol la dénomination de tréfou-

Et pour le dire en passant, ces locutions nons fournissent le suiet d'une observation sur les anciens usages du pays, c'est qu'autrefois les contrats de superficie devaient être plus souvent usites qu'ils ne le sont anjourd'hni , puisqu'on trouve fréquemment dans les ventes immobilières des siècles passés, que les vendenrs y ont déciaré aliéner le fonds et le tréfonds, et qu'il n'anrait point été naturel d'employer ces expressions si le droit de superficie n'avait pas été connu dans l'usage.

SECTION 11.

Comment le droit de superficie peut-il

¹ L. 13. in princip. ff. de servit. præd, rustic. lib. 8 , lit. 3.

² L. 23, ff. de usurpat., lib. 41, tit. 3.

3720. Considéré dans sa eause, le droit de superficie pent être établi soit par bail on location, soit par vente : qui superficiem in alieno solo habet, civili actione subnixus est. Nam si conduxerit superficiem, ex conducto : si emit. ex empto agere cum domino soli potest 1; mais, dans le cas du bail, il faut qu'il ait été stipulé à longnes années, parce que la superficie est essentiellement un droit réel qui ne peut être l'effet d'un bail ordinaire, à moins qu'il n'y ait mélange de quelques elanses de vente; quod ait pretor, SI ACTIO DE SUPERFICIE POSTULABITUR, CAUSA COGNITA DABO, SIC intelligendum est; ut, si ad tempus (modieum) quis superficiem conduxerit, negetur ei in rem actio. Et sanè causa cognită, ei qui non ad modicum tempus conduxit superficiem, in rem actio competet 2.

On peut aussi etablir le droit de superfieie, par legs, ou par donation; sed et tradi posse, intelligendum est, ut et legari et donari possti '; e'est-à-dire, en somme, qu'il peut l'être dtabli soit à litre onéreux, et qu'il peut l'être à litre titre gratuit, soit à titre onéreux, soit pour un prix une fois payé, soit au moyen d'une reute ou prestation annuelle.

Enfin, on peut l'établir aussi par un partage dans lequel la superficie serait cédée à l'un, et le sol abandonué à l'autre copartageant; mais ce ne serait là qu'un partage bien imparfait, puisqu'il serait loin de faire eesser toute communion entre les copartageans.

Cousidéré sons le rapport de son étendue, la concession du droit de superficie peut être intégrale ou partielle.

Elle est intégralement faite, lorsque, ne renfermant aueune restriction ni limitation, elle est conque en termes généraux, de manière à embrasser tous les édifices et superficies du fonds, e'est-àdire non-seulement tout ce qui est bâti ou implanté à main d'homme, mais

le encore tout ce qui eroît sur le sol en bois ou autres productions.

Elle n'est que partiellement établie, lorsqu'elle ne porte nominativement que sur quelques-uns de ces genres de superficies; comme lorsque le propriétaire du fonds n'a accordé au superficaire que le droit d'y couper perpétuellement le bois qui y croîtra, et s'est réservé, pour lui seul , le pâturage à exercer sur le même fonds.

On voit encore assez fréquemment, en pays de montagnes, des melanges de cette nature, opérés par des pastages dans lesquels, sans s'occupre de la division du sol, on attribue extelusivement à l'un des frères, le droit de couper perpétuellement le bois qui erotra de de couper pur prés-bois, et à l'autre celui d' faire pâturer ses bestiaux en tout temps de l'aunée.

3721. Cette lupothèse a fait naître la question de savoir si celui qui a la superfeie en bois, peut, après ses exploitations, interdire à l'autre le paturage dans ses eoupes, jusqu'à ee qu'elles aient été déclarées défensables?

L'affirmative sur cette question nous praît incontextable; car la superficie est une véritable propriété à la conservation de laquelle le domanier ou superficiaire a nécessairement le droit d'employer toutes les mesures qui sont avouées par la raison et les lois : il est par conséquent fondé h'écarter de ses jeunes coupes les bestaux qui, en les broutant, finiraient par détruires son droit de superficie. On doit draites, prinspue de la la raison, et à de qui est present par les règlemens sur le pâturage dans les bois.

3722. On trouve assez souvent des exemples de eoneessions de terraius communaux qui ont été anciennement faites, par des communes, à des particuliers, pour y établir des plantations

15.

L. 1, § 1, ff. superficiebus, lib. 43, tst. 18.
 D. L. 1, § 3, ff. eod.

TOME V.

³ D. L. 1, § 7, ff. cod.

d'urbres à fruits, sous la condition que ces plantations seront perpétuellement la propriété des planteurs, tandis que, de leur côté, les communes conservent la propriété du sol et le droit de vive pâture à exercer toute l'année sur ces communaux.

C'est encore là un cas de superficie particilement établie au profit des concessionnaires qui en demeurent propriétaires incommutables, avec le droit de les aliéner àperpétuité à d'autres ou de les transmettre à leurs héritiers, successeurs, on ayant-cause, comme tous autres inmeubles.

tres unmentales.

Dana les lieues où ces droits de planDana les lieues où ces droits de planquefois que, par les actes de mutation à
titres singuliers, se possesseurs de ces
superficies vendent on donnent, out-échangent, non pas sendement la plantation,
mais même le fonds ou le treffonds d'
Phéritage, ce qui, après la possession
everoée en vertu de parvils titres, durant
te temps requis par la loi, peut donner
munes, a les administrateurs municipaux n'ont pas soin de vérifier les actes
de mutation, pour s'opposer à ce geure
d'envahissement des propriétes commu-

3733. Il existe, danstrois départemens de France qui sont celui des Côtes-du-Nord, celui du Morhiban et celui du Finistère: un genre de superficie qui a été admis de temps immémorial et qu'on appelle bail à convenant ou bail à domaine congéable.

La constitution de cette superficie résulte d'un acte mixte qui tient tout à la fois du bail à ferme et de la vente.

Le propriétaire donne à ferme son fonds pour un temps déterminé, au profit d'un colon , moyennant un fermage annuel et modique, et il vend parc en ême acte à ce même colon les édifices et superficies qui existent sur ce fonds, sous la condition que le preneur ne pourra fre revipuls de son bail , sans qu'on lui ait préalablement remboursé, à dire d'experts , les édifices et superficies qui d'experts , les édifices et superficies qui existeront à l'époque de sa sortie et suivant la valeur qu'ils auront alors.

On entend par édifices et superfices vendus au colon, les hâtimens, les elôtures et tous objets que l'art et le travail de l'homme out élevés sur la superficie du sol.

Les arbres forestiers ne font point partie des superficies cédées an colon; mais les arbres firuitiers plantés à main d'hom me, sont superficies appartenant au colon; à l'exception toutefois des noyers et des châtaigniers.

Por est designates ociation mixte entre per celui-ci se trovue chargé de tonu les ratertiens et trovue chargé de tonu les ratertiens et réparations des maperficiers; il doit les soigner comme ses choose propres, et l'intérêt qui le stimule naturellement à les bien entretenir, aschaot qu'il en retirera toute la valeur lors de sa sortie, est la plus puissante garantie pour le propriétaire, qui d'ailleurs se trouve dé-barrassé de tous les soins d'entretien de sa ferme.

De la définition du bail à convenant, qu'on vient de donner, il résulte, dit monsieur Carré, savant professeur en la faculté de Rennes, que trois choses en forment la substance:

1º Rétention de la propriété foncière ou directe de la part du propriétaire que l'on nomme par cette raison propriétaire foncier;

2º Acquisition des édifices et superficies, avec faculté de jouir du fonds en payant une rente annuelle de la part du preneur que l'on nomme domanier on colon:

3º Faculté de congédier, ou d'expulser le colon, en le remboursant des édifices et superficies; condition qui est propre et spéciale à ce genre d'acte, et qui a fait donner à la chose le nom de domaine congéable.

Il résulte de-là que ce contrat est un acte mixte dans lequel la convention de louage prédomine, en ceque la vente des édifices et superficies est résoluble.

La matière des domaines congéables n'était autrefois régie que par d'aucieus usages qu'on appelait usemens, suivant le langage usité dans les localités où ce bail est pratiqué. Aujourd'hui elle est régie par la loi du 6 août 1791, qui forme l'état actuel de la législation à ce sujet.

Cette loi qui avait maintenu, comme cela devait étre, les propriétaires fouciers et les colons clacum dans leurs motis respectifs, fut enautie abrogée par un décret du 27 août, 1792, par un autre du 17 juillet 1793 qui avait confondu les rentes dues par les colons des domaines congéables, avec les rentes fécudies supprimées sans indeminid, et avait ainsi adjugê à des fermiers les propriétés de adjugê à des fermiers les propriétés no adjugê à des fermiers les propriétés no août 1791, portée par l'assemblée constituante, a été enfin renise en vigueur dans toutes ses dissonitions.

SECTION III.

Des droits, avantages et charges inherens à la superficie.

37xf. En laissant de côté la superficie un unparfaite qui se tronve établie par les baux à convenant des domaines congéaises, dont ou vient de parfer ; et en rentraut dans les règles du droit commun ; l'ondoit direque la superficie ne consiste pas seulement dans un droit incorporet, comme le droit du sage, mais qu'el cet comporte une dominité qui s'applique à des chiètes matériels, sans étre bouries à la faculté de percevoir seulement quel-ques fruits ou rerenus.

La superficie est un immeuble particulier qui , quinque reposant sur le soi d'autrui , a cependant son existence propre et indépendante de tout autre héritage que de celui qui lui sert de fondement. Et en cela elle est d'une nature

toute différente de celle du droit d'usage qui, comme servitude réelle, ne peut avoir une existence solitaire, même civilement séparée du fonds auquel elle est due.

Qu'il soit question d'une maison superficiairement possédée par l'un sur le sol de l'autre, ou d'une maison partagée par un plan horizontal, pour en attribuer l'étage à l'un et le rez-de-chaussée à l'autre, on conçoit que, dans le premier de ces cas, la maison tout entière, comme dans le second, l'étage supérieur de la maison partagée, sont des propriétés physiques et matérielles pour ceux auxquels elles appartiennent; et que, quoique cette propriété se trouve considérablement modifiée, néanmoins elle n'a ni plus ni moins de réalité que si le sol sur lequel reposent ces maisons appartenait au même maître.

Ainsi la superficie est, dans le patrimoine du domanier, une vraie propriété foucière. comme tout autre héritage; in bonis autem nostris computari sciendum est, non solum qua (perfecti) dominii nostri sunt, sed et si bond fide à nobis possideantur, vel superpriama sint!.

3725. Le superficiaire a l'action en reveudication de son immemble, pretor causá cognitá in rem actionem pollicetur 1, même dans le cas de l'action publicienne, publicianá uti potest. 1

3727. Il peut vendre, ou donuer entre

L. 49, ff. de verb. signif.
L. L. 74 et 75, ff. de rei vindicat. lib. 6, tit, i.

I.. 12, § 3, ff. de publiciand in rem act, 5, lib. 6, tit, 2.

⁴ L. 1, § 2, ff. de surperficiebus, lib. 43, tit. 17.

vifs, ou léguer par testament sa superficie, au profit d'un tiers étranger à la propriété du fonds; sed et tradi posse intelligendum est , ut et legari et donari possit 1: et si la superficie appartient à plusieurs, elle est susceptible de partage comme tout autre héritage; et si duobus sit communis, etiam utile communi dividundo judicium dabimus 1.

La superficie est un héritage susceptible d'hypothèque, tout comme celui qui aurait été acquis au moyen d'une rente foncière; etiam vectigale prædium pignori dari potest, sed et superficiarium : quia hodie utiles actiones superficiariis dantur 3.

3728. Le superficiaire peut établir un droit d'usufruit ou d'usage au profit d'un tiers sur sa superficie; et quasi usumfructum sive usum quemdam ejus esse, et constitui posse, per utiles actiones, credendum est '. Il peut aussi imposer des servitudes sur son immeuble ou en acquérir pour l'avantage de sa superficie; servitutes quoque prætorio jure constituuntur. Et ipse ad exemplum earum quæ ipso jure constitutæ sunt, utilibus actionibus petentur. Sed et interdictum de his utile competet 5.

Enfin , la superficie est une propriété perpétuellement transmissible aux héritiers de tous les degrés du superficiaire; veniunt in judicium familiæ erciscundæ prædia quæ nostri patrimonii sunt , sed et vectigalia vel superficiaria.6

3729. C'est ainsi que la superficie rénuit en elle-même tous les attributs de la propriété foncière, et de là résultent trois conséquences qui sout dignes de remarque:

La première; c'est que le superficiaire a le droit d'user et d'abuser de sa superticie, puisqu'il peut en disposer de toutes manières, et que le droit de disposer en maître contient nécessairement celui d'abuser.

La seconde ; c'est que, quelle que soit la somme des produits du fonds grevé de superficie, ils appartiennent tous au superficiaire qui a nécessairement le droit de les recueillir, exploiter ou vendre comme il lui plaît.

La troisième enfin ; c'est que , le superficiaire étant pleinement maître de la superficie du fonds, peut en interdire l'entrée à tout antre; et qu'en conséquence il doit avoir seul le droit de chasse comme un accessoire de sa possession entière et exclusive.

Au reste il n'est pas permis au superficiaire d'abuser du fonds même , parce que c'est la chose d'autrui : en conséquence il ne pourrait le détériorer par des exeavations, ou des ouvrages qui ne lui seraient pas nécessaires pour jouir de sa superficie ou en exploiter le prodnit.

3730. En ce qui touche à l'impôt et autres charges annuelles pesant spr l'héritage, et pour savoir qui est-ce qui doit les supporter, il suffit de remarquer que la contribution foncière n'est considérée, en droit, que comme une délibation à prendre sur les fruits du fonds, ou sur l'utilité de la jouissance de l'héritage, soit qu'il s'agisse de fonds ruraux ou de bâtimens ; que ce principe , positivemeut consacré par l'article 608 du code relativement à l'usufruitier, est reconna de même par l'article 10 de la loi du 6 août 1791, relativement au superficiaire; qu'en conséquence celui qui a intégralement tonte la superficie d'un fonds, doit en supporter toute la contribution foncière, et qu'en cas que la superficie appartienne à plusieurs, chacun d'enx doit supporter cette charge dans la proportion de son droit de jouissance.

¹ D. L. I, § 7, ff. cod. ² D. L. I, § 8, ff. cod.

¹ L. 16, § 2, ff. de pignerat. action., lib. 13.

L. I, § 6, ff. de superficiebus, lib. 43,

⁵ D. L. 1 . 99, ff. eod.

⁶ L. 10, ff. familia ercuscunda, lib. 10,

Que si la superficie a été partagée par listiantion des divers genres de produits; comme, par exemple, si l'un a le droit de taire patureres se bestians usa re fonds, tandis que l'autre a celui d'y couper le bois, si faudra préslablement faire l'estimation comparative de l'utilité de chacun de ces produits, pour arriver à la connaissance de la proportion dans laquelle chacun devra concourir au paiement de l'impôt foncier et autres charges annuelles.

La constitution de superficie emporte donc, par elle-même, de la part de ceux qui l'acquièrent, et de leurs successeurs ou ayant cause, un aetc de soumission du superficiaire au paiement de toutes les charges qui sont considérées, dans le droit, comme affectant les fruits ou la jouissance du fonds, puisque c'est effectivement le superficiaire qui doit avoir toute cette jouissance; et si l'on doit dire qu'un simple usufruitier, acceptant son legs d'usufruit, est par cela scul censé s'être soumis à l'acquit de toutes ces charges, on doit, à hien plus forte raison, le décider ainsi à l'égard du superficiaire dont le droit de jouissance est encore d'une importance bien plus considérable.

Il faut donc tenir pour constant que le superficiaire est obligé de supporter toutes les charges foncières, dont nous avons fait l'énumération sous les nº 1785

et suivans, jusqu'à 1955. Mais si le droit de superficie n'était acquis au superficiaire qu'à la charge de payer une rente annuelle au propriétaire foncier, il pourrait faire à celui-ci la retenue qui a lieu au profit des debiteurs de rentes quand le titre ne contient auune stipulation contraire, et c'est ainsi que le décide l'article 10 de la loi du 6 août 1901.

SECTION IV.

Quels sont les chroits qui restent au propriétaire foncier dans l'héritage grevé du droit de superficie ?

3731. Le propriétaire foncier reste

maître de tout l'intérieur du sol. En couséquence si l'on vient à y découvrir un trésor, tout ce que la loi en attribue au propriétaire, doit lui céder.

Quant aux mines, carrières et tourbières qui serient dans le fonds, nous croyons que, soit pour le cas où elles auraient dépà éée en exploitation lors de la constitution de superficie, soit pour celui où elles n'auraient été déconvertes que depuis, on doit atstuer sur les droits respectifs du superficiaire du foncier, de la même manière qu'entre le propriéparaît y avoir identité de notifs. Sur quoi l'on peut voir ce que nous avons dit au chapitre 28, sous les n°s 1200 et suiv., où nous renvoyons le lecteur, pour éviter d'intilles répétitions.

SECTION V.

Quels sont les points de similitude et de dissérence qui existent entre les droits d'emphyteose, d'usufruit, d'usage, et de superficie?

3732. C'est par les comparaisons et les rapprochemens que nous allons faire qu'on saisira encore mieux la vraic nature de la consitution de superficie et les conséquences spéciales qu'elle doit entrainer.

Les droits de l'emphytéote, de l'usurfruiter, de l'usager et du superficiaire, sont semblables en ce sens que nul d'entre cux ne peut se changer à lui-même la cause de sa possession vis-à-vis du maître du fonds; mais à tous autres égards, leur condition est totalement differente.

Rapports de la supérficie avec l'emphytéose.

3733. L'emphytéose est uu contrat par lequel le propriétaire d'un héritage le cède à un autre, pour un temps on à perpétunté, à charge par le cessionnaire d'entretenir le fonds et de Juyer au bailleur une redevance aunuelle en reconuaissance du domaine direct retenu par celui-ci.

Cette définition que nous croyons juste, suffit pour indiquer les différences les plus essentielles qui existent entre l'emphytéose et la superficie.

i « Il est essentiel à l'emphytéose d'être faite au moyen d'une redevance anuelle payable au propriétaire du fonds, parce qu'en cela elle participe du bail. Cette condition n'est point requise dans la constitution de superficie qui, comme nous l'avons vu plus haut, peut avoir lieu par vente pure et simple, ainsi que par donation ou legs.

2º L'emphythéose emporte la translation du domaine utile du fonds entre les maius du preneur, puisque le bailleur n'en retient que le domaine direct. Dans le contrat de superficie au contraire, il n'y a que la surface d'aliénée.

3º Lorsque c'est une maison qui fut donnée en emphytéose, si elle vient à ctre détruite par accident, les droits de l'emphytéose en sont pas étents; ils restent uécessairement sur le sol, puisque tout le domaine utille lui en avait c'et transféré; en conséquence de quoi il n'est pas seulement autorisé; il est obligé à reconstruire puisque l'emphytéote est touiours teur d'entretenir le fouds.

Le droit de superficie se trouve au contraire totalement éteint par la destruction intégrale de la maison sur laquelle il avait été établi , parce que dès lors il n'aurait plus d'objet; d'où il résulte que s'il était dû , à ce sujet , une rente par le superficiaire, au propriétaire du fonds, celui-ci en souffrirait ainsi la perte, damni infecti stipulatio latiùs patet. Et ideò et ei , qui superficiariam in . su am habet, utilis est ea stipulatio, si quid in superficie damnum datum fuerit : et nihilominus et soli domino utilis est, si solo damnum datum fuerit, ut tota superficies tolleretur; fraudabitur enim dominus soli in pensione percipienda1.

Rapports des droits de superficie et d'usufruit,

3734. 1º Le droit d'usufruit n'est qu'une servitude personuelle qui s'étéint par le décès de l'usufruitier, tandis que celui de superficie est une propriété perpétuellement transmissible de l'un à l'autre.

2º L'usufruitier est obligé d'entretenir et réparer, et il doit donner caution pour assurer le propriétaire qu'il n'abusera pas ; tandis que le superficiaire, possédant en maître sa propriété, u'est teun ni de réparer ni d'entretenir, et conséquemment ne doit fournir aucune caution sur la régularité de son administration.

Rapports des droits de superficie et d'usage.

3735. 1º Le droit d'usage peut n'être qu'une servitude personnelle qui s'éteint par le décès de l'usager; tandis que . comme on vient de le dire, celui de siperficie est perpétuellement transmis-

2º Le droit d'usage, quoique servitude réele, et quoique transmissible à la manière des servitudes de ce genre, diffère necre essentiellement de la superficie, soit en ce qu'il est inséparable du fonds pour lequel il a été établi, tandis que la superficie ayant une existence solitaire peut être aliénée de toute manière saus aliénation d'aucuu autre héritage; soit en ce qu'il est toujours modifie par les

An reale il faut faire sur cette espèced'extinction du don'ts superficiaire, à l'égard des maisons possedées en superficie, et a même distinction que nous sons déjà faite à l'égard des bâtimens qui seraieut grevés du droit d'assifuit. Si l'un et l'autre de ces droits s'éteignent par la destruction de la maison, en elset que objet; mais uno dans celui oi la maison blet; mais uno dans celui oi la maison blet; mais uno dans celui oi la maison à l'exploitation dequel cette maisons serait nécessaire ou utile.

L. 39, § 2, ff. de damno infecto, lib. 39,

besoins de l'usager; tandis que le superficiaire a toujours, et à l'égal du propriétaire ordinaire, le droit de percevoir tous les produits du fonds, même pour vendre à son profit tout e qui serait excédant à la somme de ses besoins, en sorte qu'il n'en doit jamais laisser la moindre portion au maitre foncier.

C'est par cette consideration que l'usager, en sa qualité de créancier des émolumens à percevoir sur le fonds, jusqu'à concurrence de ses besoins seulement, ne doit pas être passible de la charge des contributions, parce que si on le forçait à payer le prix d'une partie de la jouissonce qui lui est due, elle cesserait d'être égale à la somme de ses besoins: tandis q'an contraire, lonequ'i s'agit du suiqu'an contraire, lonequ'i s'agit du suiqu'il n'est puirie cénoire d'une quote de revenus égale à ses besoins, mais bien propriétaire des fruits de la superficie.

Ainsi, a-t-on cédé à quelqu'un, ou at-on réservé dans un partage le droit perpétuel de tonte ou de coupe d'un bois dont le fonds appartient à un autre, ou est resté indivis dans le partage; c'est incontestablement un droit de superficie qu'on aura établi, puisque l'nn sera devenu propriétaire de la tonte perpétuelle du bois qui forme la superficie du fonds, tandis que le sol même aura été réservé en propriété à un autre : mais ce ne serait qu'un droit d'usage qu'on aurait voulu établir, si au lieu de céder généralement à l'un la tonte des bois, on ne lui avait accordé que la simple faculté d'en couper jusqu'à concurrence de ce qui serait nécessaire à la consommation de son chauffage; parce que telle est la modification qui caractérise essentiellement le droit d'usage.

Ainsi encore a-t-on concédé ou réservé le pliturage en masse, sur un terrain quelconque, ce sera également un droit de superficie qui aura été établi, taudis que ce ne serait qu'un droit d'usage si l'on en avait limité l'exercice en bornant à un certain nombre de bestiant, ou en ne le permettant que durant un temps déterminé, dans la vue de laisser encore une partie de ce produit au propriétaire foncier.

C'est ici le lieu de faire voir d'une manière plus démonstrative, que le droit de plantation d'arbres qu'on voit assex souvent avoir été accordé par des comnunes, à des particuliers, sur les fonds communaux de leur résidence, est un véritable droit de superficie et non un droit d'usage.

On sera convaincu de cette vérité comme d'une chose évidente, pour peu qu'on réfléchisse que ces sortes de concessions n'ont jamais été faites pour être modifiées par la mesure des besoins des concessionnaires; qu'on ne voit pas que amais ces concessions ne leur aient été faites que pour planter seulement autant d'arbres qu'il leur en faudrait par la suite pour fournir les fruits nécessaires à leur consommation personnelle ; qu'au contraire il a toujours été dans la vue des parties, que les planteurs puissent tirer le meilleur parti possible de leurs plantations, même en vendant leurs fruits ; et que c'est là un moyen qui a été imaginé pour améliorer en général l'aisance des habitaus, et servir à diminuer le nombre des pauvres du lieu.

3736. Nous ne devons pas laisser échapper une erreur commise par M. La laure en son traité des servitudes, liv. 2, chap. 4, pag. 117, sur la distinction des droits de superficie et d'usage.

Cet auteur, après avoir rendu compte d'une contestation élevée entre la comnounc de France-en-Montagne et certain particulier du lieu, au sujet d'un droit de pâturage alternatif et triennal sur certains cuntons composée de fonds privés, rapporte un arrêt du parlement de Besançou da no puillet 1-73 qui adinet la commune à faire preuve de sou droit de pâturage, par le moyen de la possession immémoriale. Après quoi il continue de la manière suivante:

- « Cet arrêt. qui , comme on le voit , » dit-il , est très-favorable à la prescrip-
- s tion en matière de servitudes discon-
- » times, lorsqu'elle est fondée sur la

» possession immémoriale, n'est point » le 19 avril 1704, les déboutèrent de » isolé, il a été suivi d'un autre rendu » dans une circonstance assez singulière : » en voici l'espèce.

» Les habitans de Saint - Hypolite » étaient dans l'usage et la possession » de disposer au profit de la commu-» nauté , des chênes , pommiers , poi-» riers et cerisiers sauvages , étant dans les prés et autres héritages des particu- liers situés dans le finage du même » licu, qui n'étaient point en nature de » clos. »

OBSERVATIONS, Il est évident, à vue de cet exposé, que le droit de la comniune de Saint-Hypolite n'est point un droit d'usage, mais bien un droit de superficie, puisque cette commune a droit à la coupe généralement de tous les ehênes, pommiers, poiriers et cerisiers sauvages crus dans les héritages des particuliers ; et qu'en conséquence Lalaure s'est mépris en rapportant la contestation élevée sur cc droit, comme ayant pour objet un droit d'usage seulement.

« Le nommé Jean-Baptiste Crollot, » habitant de Saint-Hypolite, fit couper » quelques-uns de ces arbres qui étaient n dans des prés à lui appartenant. Les » habitans de Saint-Hypolite le firent » assigner an bailliage de Baume , pour » se voir faire défense de plus à l'avenir » couper aucuns arbres de cette nature » dans ces prés, et pour l'avoir fait » qu'il fut condamné en l'amende envers n eux.

» Jeau-Baptiste Crollot opposa à leur » tendit qu'en sa qualité de propriétaire, » il avait le droit de couper les arbres » qui étaient sur ses héritages, quni-» qu'ils ne fussent pas en nature de » clos.

» Les habitans opposèrent à ces » moyens, eeux qu'ils tiraient de leur » possession ; mais les officiers du bail » liage de Baume , sans avoir égard à » leur possession qu'ils tiraient des sta-» tuts faits pour la communauté de » Saint-Hypolite en 1631, et homologués porte cet arrêt, n'avait point pour objet » par le lieutenant-général de Baume uu simple droit d'usage modifié par les

 leurs fins et conclusions avec dépens , » par sentence du 24 mars 1732. »

OBSERVATIONS. Il est à remarquer que, dans cette espèce, la commune de Saint-Hypolite n'avait point le secours de la possession immémoriale, puisque le foudement et l'époque initiale qu'elle donnait à cette possession, loin de remonter à des époques si anciennes qu'elles eussent échappé à la mémoire des hommes. dérivaient au contraire d'actes qui portaient des dates très-counues, et dont la durée n'était pas encore séculaire.

« Les habitans de Saint-Hypolite in-» terjetèrent appel de cette sentence au » parlement de Besançon, où il intervint » le 1er décembre 1734, arrêt au rap-» port de M. Mandinet de Montriehet,

» dont voici le dispositif : La cour, sans s'arrêter à l'appel de Crollot, du jugement du 19 avril 1704. a mis et met l'appellation des bourgeois et habitans de Saint Hypolite, ensemble la sentence du 24 mars 1732, au néant ; émendant, les garde et maintient en la possession du droit de disposer au profit de la communauté dudit Saint Hypolite, des chénes, pommiers, poiriers et cerisiers sauvages étant dans les prés et autres héritages des particuliers qui ne sont pas en nature de clos au finage du même lieu, de même que des fruits desdits arbres, en telle façon qu'il n'est permis aux propriétatres desdits héritages de couper lesdits arbres sans la permission des appelans (la communauté); » demande le défaut de titres , et pré- fait défense à l'intimé (Crollot) de les y troubler à l'avenir, à peine d'amende arbitraire ; le condamne en l'amende de cinquante-quatre livres au profit de ladite communauté au sujet de la coupe par lui faite dans les cantons dont il s'agit au procès; à pareille somme pour dommages et intérêts au même profit : déboute les parties de toutes autres con-

clusions, et condamne l'intimé aux dépens tant d'instance que d'appel. Il est évident que l'espèce sur laquelle besoins de l'usager, puisque tout le démontre ainsi. eeux qui y ont des droits déterminés ; comme dans le cas où l'héritage laissé

Il est évident d'autre part que la contestation portait sur un véritable droit de superficie, puisqu'il renferme tous les caractères propres de cette espèce.

Le parlement de Besançon ne s'est point mépris sur la nature de cette espèce particolière, et il ne faut pas douter que ce ne soit là la raison pour laquelle il n'a point etigé de la part de la commune de St.-Hypoitte la preuve de sa possession immémoriale, quotique suivant sa jurspre 'ence la plus constante, il exigént éette preuve pour établir les simples devident dessey, et conditations de simples devident de service de la nature même des choies, attendu que la possession du superficiaire n'est jamais précaire, tandis que celle de l'usager peut l'étre souvent.

Les titres produits par les parties peuvent, nonobstant l'équivoque de eertaines expressions, servir à déterminer l'espèce de leurs droits. Qu'on suppose, par exemple, qu'on ait accordé à l'un des cohéritiers ou copartageans la toute ou la coupe perpétuelle de ce qui est en en bois sur le fonds, il sera de toute évidence qu'on aura, sur ee point, établi un vrai droit de superficie : cela étant ainsi, on devra, pour mettre le titre en concordance avec lui-même, présumer aussi la constitution de superficie, sur le produit en herbe du même fonds, réservé à l'autre coutumier, et cette présomption devra avoir lieu nonobstant l'équivoque on le vague de quelques expressions dont on aura fait usage.

SECTION VI.

L'action en cantonnement est - elle admissible dans le cas du droit de superficie, comme dans ceux des droits d'usage?

3737. Parler de cautonnement, c'est rappeler l'idée d'un partage.

L'acte de partage ordinaire a lieu lorsque la division du fonds s'opère entre TOME V. eeux qui y ont des droits déterminés; comme dans le cas oi l'Ilértiage laissé par le père se distribue à chacun de ses trois enfans. Alors la qualité de copropriétaire donne celle de copartageant, et l'on ne peut nettre obstacle à l'action qui résulte de cette qualité, parce que le droit de propriété comporte nécessairement celui de disposer, et par conséquent d'exiger sa portiro dans la chose.

On donne le nom de cantonnement à l'acte de partage qui s'opère entre les communiers qui ont des droits foueires incommutables, mais dout la mesure on la proportion respectives ne sont pas de même déterminées par parties aliquotes, tels que les usagers comparativement au propriétaire.

Et en effet, quoique les usagers soient associés à la propriété du fonds, en ce qu'ils y ont un droit réel et immobilier, et qu'ils ny persoivent une partie du produit, néanmoins leur droit n'est pas déterminé dans a quotifé, et il faut en faire l'estimation préalable pour leur adjuer, par distraction sur le tout, un canton equivalent à cette estimation, et c'est par cette raison que l'opération din partage prend alors le nom de cantonnement.

Il résulte de là que, quoique la base du cantonnement ne soit pas déterminés d'avance, cet acte n'en est pas moins un véritable partage destiné à faire cesser l'indivision et la communion de jouissance entre les parties intéressées.

Actuellement si nous remontons à la cause de l'action espartage, nous voyons que, dans tous les tenps, il a clé dédend de rétair quelqu'un malgré lui en communion de propriété ou de point compelitue mieus detineri ; qu'il n'est pas même permis de s'engager à rester médimient dans l'indivision, si conveniat ne omnino divisio fast , hujusmodi pactum nullas vires habere manifestissis.

¹ L. 5, code, comm. divid., lib. 3, tit. 37.

mum est 1; que si la chose indivise ne pentêtre partagée commodément ou sans détérioration, on duit recourir au moyen de la licitation pour faire cesser la communion, cum autem regionibus dividi commodè aliquis ager inter socios non potest, vel ex pluribus singuli : æstimatione justá factá, unicuique sociorum adjudicatur, compensatione pretii invicem factà : eoque cui res majoris pretii obvenit cateris condemnato : ad licitationem nonnunquàm etiam extraneo emptore admisso, maximè si se non sufficere ad justa pretia alter ex sociis sua pecunia vincere viliù slicitantem profiteatur 2; que toutes ces dispositions du droit ancien sont adoptées par notre code (815 ct 827) comme fondées sur l'exigence de la paix publique , en ce que l'indivision d'intéret produit tou jours des dissentions parmi les hommes, et les porte trop souvent, les uns envers les autres, à des excès et des voies de fait que la justice duit chercher à prévenir par l'admission du partage qui en anéautit la cause : Julianus scribit aquissimum esse communi dividundo judicium dari. Cur enim, inquit, ad arma et rixam procedere patiatur prætor, quos potest jurisdictione sua

componere 3? De ces vérités de principes, il faut tirer cette conséquence que là où il y a indivision dans la propriété du fonds ou communion dans la jouissance de droits récls qui sont incommutablement acquis, et qui comportent une participation dans les fruits de l'héritage, l'action en partage doit être admise comme étant impérieusement dans la règle du droit commun, ct qu'à cet égard il n'y a entre les droits de copropriété ordinaire, ou ceux d'usage et de superficie, aucune distinctinn à faire, puisqu'en tout et par-tout c'est uniquement le fait de la communion de propriété ou de jouissance de droits réels et finciers qui constitue la cause

de l'action en partage ou en cantonnement.

Reste donc à savoir quand et comment ce fait constitutif de la cause de cette action peut sc rencontrer dans le cas du droit de superficie.

Pour éclaireir ce point il est nécessaire de présenter ici successivement le

rapport des diverses hypothèses dans

lesquelles on peut se trouver.

3738. Survessos d'abord qu'il s'agisse
d'un droit de superficie établi par un
bil , même à longues années; il est évident qu'alors le superficiaire ne pourra
demander al partage, ni catonic-ment;
parce que le fermier qui n'a qu'un titre
précaire et temporaire, ne peut avair
d'action pour se faire adjuger incommureprécaire et temporaire, ne pour avaire
d'action pour se faire adjuger incommupropriété de san maître; il pourre bien
criger, lors de sa sortie, le peix des constructions ou défices et superficies par
lesquels il aura amélioré le fonds; mais
viils tout.

373.0. Stermsons, en second lieu, qu'il soit question d'une maison superficiaire, appartenant à l'un sur le sol de l'autre, et que cette superficia et dé dablie, non la par un simple bail, mais par un acte translatif de propriété incommetable pour toute la durée de l'édifice, ce qui comporte un temps indéfini, pris égard à ce que l'entretien d'un bâtiment peut en prolonger l'existence à l'inômi, ou du

moins indéfiniment.

Dans ce cas il n'y aura encore aucune action en partage ni en licitation à pro-

voquer de part ni d'autre.

Il n'y aura pas d'actinn en partage, puisque la division du fonds aura été toute faite dès le principe, en ce que par la constitution de superficie les ol appartient entièrement à l'un, et l'édifice entièrement à l'une, et que les partics étant convenues de s'arrêter à

¹ L. 14, § 2, ff. comm. divid., lib. 10, tit. 3.

L. 3. cod. comm. divid., lib. 3, 37.
 L. 13, § 3, ff. de usufructu, lib. 7, tit. 1-

cette espèce de partage , tout est , à cet dant de la succession paternelle , tandis égard, consommé entre elles.

Il n'y aura pas d'action en lieitation pour sortir de l'indivision de jouissance, puisque l'un ayant toute la possession civile du sol ou de la nue propriété, tandis que l'autre a toute la possession utile, ou la jouissance exclusive et entière de la maison superficiaire, il n'y a encore, sous ce rapport, rien de commun ou d'indivis entre eux.

3740. Suprosons, en troisième lieu, qu'il s'agisse d'un droit de plantation d'arbres acquis sur le fonds d'autrui, comme on en voit des exemples en diverses communes qui ont anciennement ee que dans les bords et autour des accordé ce droit à perpétuité, à certains habitans du lieu, sur des terrains communaux dont la propriété foncière reste à ces communes pour servir toute l'année, dans les saisons praticables, à la vive pâture de leurs bestiaux : nous eroyons encore qu'ici il ne pourrait y avoir aucune action en cantonnement, soit pour indivision de propriété, soit pour communion de jonissance.

Et d'abord il n'y a pas d'indivision de propriété foncière, là où tout le fonds reste dans le domaine de la commune exclusivement propriétaire du sol.

Il n'y a pas non plus de communion de jouissance entre eeux dont l'un percoit, par le moyen de pâturage ou de tonte autre manière le produit immédiat du sol, tandis que l'autre recueille seulement les fruits des arbres : il n'y a aueune communion de jouissance là où il n'v a aueun partage defruits à faire entre les parties intéressées, et il n'y a pas de concurrence possible pour venir à partage d'nn revenu indivis, puisqu'il n'y a pas de produit commun.

3741. Suprosons, en quatrième lieu, ue, comme on en voit des exemples dans les pays de montagnes et de pâturages, il s'agisse d'un droit de superficie établi par un acte de partage, fait entre plusieurs frères à l'un desquels on aura aceordé le droit de tonte ou de coupc perpétuelle du bois existant et qui pourra croître par la suite sur un terrain dépen- ficie; que le fonds seul dégagé de la su-

qu'on aura réservé à l'autre la vive pâture perpétuelle sur le même terrain.

Dans cette quatrième espèce, nous eroyons que l'action en cantonnement doit être admissible, non-seulement parce qu'alors il y aura véritablement indivision de propriété dans le sol qui reste nécessairement commun lorsqu'on voit que la division n'a d'abord été faite que quant à la superficie ; mais encore par la raison que les bestiaux de l'un. pacageant dans le bois de l'autre, et y broutant la partie basse des rejets et recrues qu'ils peuvent atteindre, ne fûtbuissons, il y a encore, et il y a nécessairement, sous ce rapport, une concurrence de jouissance dans le même produit du fonds.

Mais dans quelle proportion le cantonnement devra-t-il être opéré?

Il semble d'abord que , dans ce cas , la valeur respective des lots devrait être calquée seulement sur la valeur comparative des deux superficies, parce qu'on peut dire que c'est là la proportion à laquelle les parties paraissent avoir voulu fixer leurs apportionnemens dans la chose: néanmoins nous eroyons que cette base de partage ne serait pas juste, parce que les lots qui seraient ainsi formés ne représenteraient pas, pour chaque copartageant, la masse de ses droits dans l'indivis.

Il faut, en effet, bien remarquer que. dans ce cas , le partage primitif ne portant que sur les superficies, le fonds est demeuré en commun tel qu'il était auparavant, et qu'en conséquence il appartient également à chacun des copartageans ; il faut donc, pour être juste, que la division définitive qui est à faire, soit opérée dans la raison composée soit de la valeur du fonds appartenant également à chacune des parties intéressées, soit de la valeur des superfieies.

Pour rendre ces idées plus sensibles, supposons que dans sa totalité l'héritage soit estimé à 24,000 fr., fonds et super-

perficie soit estimé à 4,000 fr.; que la superficie en bois soit estimée à 12,000 fr., et que celle en pâturage soit estimée à 8000 fr.; chacun des copartageans devra emporter d'abord une valeur de 2000 fr. pour sa part du fonds, ce qui fera que le superficiaire en bois aura une valeur de 14 dans le tout, et que le superfieiaire en pâturage aura une valeur de 10.

3742. Suprosons enfin qu'il s'agisse d'un droit de superficie qui ne soit que partiel : que, par exemple, le propriétaire d'une foret y ait accorde à un tiers la moitié de la tonte ou de la coupe per-

pétuelle du bois.

Dans cette einquième espèce', il n'y a pas de doute que Paction en cantonnement ne soit admissible, puisqu'on v trouve une véritable communion de jouissance entre le superficiaire et le propriétaire de la forêt.

On trouve un exemple de eette superficie partielle dans le droit qui appartient de toute ancienneté à la couronne, sur tous les bois situés en Normandie, lorsqu'il n'est pas prouvé qu'ils aicnt été plantés à main d'homme.

Sans que l'Etat soit considéré comme ayant la copropriété du fonds de ces bois, néanmoins le gouvernement perçoit sur les ventes de coupes qui en sont faites par les propriétaires, ce qu'on appelle, en terme forestier, le droit de tiers et danger, qui comporte treize trentièmes du prix de ces ventes : or il y a cu des ordonnances qui ont réglé daus un temps le partage qu'on pourrait faire de ces forets entre le gouvernement, comme ayant la superficie partielle, et les propriétaires comme tréfoneiers, pour faire

cesser cette espèce d'indivision. Voici en effet ce que porte à cet égard une ordonnance de Henri III, donnée à Lyon en septembre 1574;

« Ordonnons que tous les bois de » hautes futaies, taillis, buissons et terres » qui sont situées et assises dedans cetuy » notre royaume et terres de notre obéis-» sance sugets aux droits de gruerie et grairie tiers et danger, seront actuelment partagés et divisés entre nous et » les tréfonciers; et qu'en nous délaissant et quittant la moitié pour le moins ou plus grande portion si faire se doit, ils seront à l'advenir déchargés d'iceux » droits pour la part et portion qui leur » demeurera par le partage et en pourront librement et franchement jouir » et user et les entretenir en nature de » bois, ou les rédiger et mettre en cul-* ture et labeur, ainsi qu'ils verront » êtreà faire pour leur profit et utilité. 1 »

Il y aurait bien des explications à donner sur l'intelligence entière de ce textc, et sur-tout sur les motifs pour lesquels cette ordonnance veut que la portion à adjuger au gouvernement pour ses droits de tiers et danger ainsi que de gruerie et grairie, s'élèvent jusqu'à la moitié de la forêt, fonds et superficie : mais un pareil commentaire serait entiè rement hors de notre objet, pour lequel il nous suffit de faire voir , par cette disposition législative, que l'action en partage est admissible là où il y a droit de superficie partielle.

FIN DU TOME CINQUIEME ET DERNIER.

¹ Voyez dans SAINT-YON, liv. 1, tit. 24, art. 19, page 335.

TABLE

DES CHAPITRES, SECTIONS

ET PARAGRAPHES

CONTENUS DANS LE CINQUIÈME VOLUME.

	Pages.	Pages
CHAPITRE XCIII.		SECTION II.
Des preuves par lesquelles on peut établir l'existence du droit d'usage dans les fo- rêts.		Comment le droit de superficie peut-il être établi ? 112 secrios 11i.
CHAPITRE XCIV.	Des droits et avantages inhérens à la su-	
Du possessoire en fait de droits d'usage dans les forêts.	. 3	perficie. 115
CHAPITRE XCV.		Quels sont les droits qui restent au pro- priétaire foncier dans l'héritage grevé du droit de superficie? 117 80 section v.
Des usages destinés à la nourriture des bestiaux,		
CHAPITRE XCVI. De l'extinction du droit d'usage. CHAPITRE XCVII.	96	Quels sont les points de similitude et de différence qui existent entre les droits d'emphytéose, d'usufruit, d'usage et de superficie?
Du droit de superficie.	111	SECTION VI.
вастнов 1. Се que c'est que le droit de superficie.	łem.	L'action en cantonnement est-elle admis- sible dans le cas du droit de superficie comme dans ceux des droits d'usage? 121

FIN DE LA TABLE DU TOME CINQUIÈME ET DERNIER.



TABLE GÉNÉRALE

DIVISÉE

EN TROIS PARTIES.

EXPLICATIONS.

CETTE Table des matières contenues dans tout l'ouvrage, est divisée en trois Parties:

La première Partie comprend l'analyse, par ordre alphabétique, des matières traitées dans les huit volumes qui orécèdent.

La seconde Partie porte l'indication des divers articles de nos codes qui sont expliqués, ou même simplement cités dans l'ouvrage.

Enfin la troisième Partie comprend aussi l'indication des lois romaines dont l'auteur a invoqué l'autorité à l'appui de ses décisions.

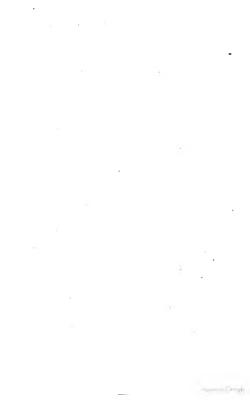
L'indication de ce qu'on recherche n'est pas faite par relation aux pages des volumes, mais par renvois aux numéros qui sont en marge et dont la série unique s'étend d'un bout de l'ouvrage à l'autre.

Le chiffre romain désigne le tome, et

le chiffre en caractères arabes indique le numéro marginal sous lequel on doit trouver ce qui est sommairement énoncé dans la proposition de la Table.

Dans la partie analytique tous les ararticles sont alphabétiquement placés sous leurs mots d'ordre principal, qui, sons leurs mots d'ordre principal, qui, ou trouvent détachés et imprimés en caractères majuscules; et quand ces mots principaux en gouvernent plusieurs autres, ecux-ci sont encore alphabétiquement classé en sou-ordre dans l'article et indiqués en lettres italiques

Pour quoi il est à remarquer que les renvois signalée en lettres majuscules se rapportent aux principaux mots d'ordre de la Table, tandis que les renvois simplement signalés en lettres italiques ne se rapportent qu'aux mots en sous-ordre du ménie article, ou quelquefois d'un autre article signalé en lettres majuscules.



PREMIÈRE PARTIE.

TABLE ANALYTIQUE.

.

ABROGATION.

Quelle est précisément l'époque à laquelle les anciennes coutumes ont été abrogées sur le fait du douaire? I. 258.

Les ordonnances forestières plus anciennes n'avaient-elles pas été abrogées par celle de 1669 ? IV. 3393.

ABSENT.

Accroissement. Un colégataire en déclaration d'absence à l'époque de la mort du testateur, donne lieu au droit d'accroissement au profit de l'autre. I. 680. Amélioration. L'absent qui reparaî-

trait serait-il tenu de faire état à l'héritier ayant joui provisoirement de ses biens, des améliorations et réparations que celui-ci aurait faites pendant l'absence? 1. 56, 57.

Bail. L'absent qui reparaîtrait, serait-il tenu d'exécuter les baux de plus de 9 années faits par l'héritier envoyé en possession provisoire de ses biens? I. 54.

Colégataire. L'absence d'un colégataire autoriserait-elle son colégataire à demander la délivrance du legs en entier; et dans le cas où elle lui aurait été faite, l'absent qui raparaitrait et demanderait sa portion aux héritiers, ne pourrait-il pas être renvoyé à agir contre le colégataire qui l'aurait reçue? I. 6-0.

Héritier. Différence entre l'héritier

envoyé en possession provisoire des biens d'un absent et l'usufruitier I. 53.

Jugement. Les jugemens rendus contre l'héritier envoyé en possession provisoire des biens d'un absent, ou contre le curateur à l'absence, auraient : ils l'autorité de la chose jugée contre l'absent qui reparaîtrait? 1. 55. II. 1315, 1316.

ABUS DE JOUISSANCE.

Quels sont les abus dont l'usufruitier doit s'être rendu coupable pour avoir mérité la déchéance de son droit? Exemples, III, 2419 et sniv.

La commise du droit d'usage peut aussi être méritée pour abus de jouissance; mais lorsque ce droit appartient à une commune, elle n'en doit pas être privée par la faute de quelques habitans IV. 3700.

Action. En cas d'abus de jouissance de la part de l'asufruitier, le propriétaire aurait-il le droit d'agir contre lui, ou serait-il obligé d'attendre la fin de l'usufruit? II. 1478 et suiv.

Alienation de fonds. L'alienation faite par l'usufruitier du fonds soumis à sa jouissance y serait-elle suffisante pour lui mériter la déchéance de son droit? III.

Cautionnement. Que l'usufruitier ait ou non fourni un cautionnement, il encourt également la perte de son droit par abus de jouissance, III. 2/23 et sui-

Si les abus de jonissance d'un usufruitier dispensé de cautionnement n'étaient pas de nature à faire prononer la déchéance, ne devraient ils pas au moins donner lieu à le contraindre à fournir caution? III. 2(24:

Chose fongible. Le principe de l'extinction de l'usufruit par abus de jouissance est inapplicable à l'usufruit de

choses fongibles. III. 2417.

Conversion de l'ausfruit. Dans le cas où, par le pouvoir discrétionnaire du Juge, l'austruit serait converti en une rente annuelle au profit de l'ausfruitier coupable d'abus de jouissance, quels seront à cet égard les droits des créanciers de ce dernier? III. 2446 et suiv., 289.

Créanciers. — Appel, Les créanciers de l'assfruitier déclaré déchu pour abus de jouissance, peuvent ils se rendre appelans du jugement dans le cas où ils n'auraient point figuré en première instance? III. 2495 et suit.

Ponrraient ils, sur cet appel par-devant la Cour, demander à être subrogés dans l'usufruit, en offrant de réparer le fonds et des garanties pour l'avenir? III, 2503 et suiv.

Quelles seraient les suites de ce même appel ? Profiterait-il, en cas de succès, à l'insufruitier? III. 2506 et suiv. Voy. Dépens.

Créanciers hypothécaires. Les créanciers hypothécaires d'unusufruiter pencuet-ils prétendre avoir le droit de suite sur l'usufruit, alors que leur débiteur en a été déclaré déchu pour abus de jouissance? III. 2476 et suiv.

jouissance? III. 2470 et suiv. Créanciers.—Intervention. Les créanciers d'un usufrutier poursuivi en déchéance pour abus de jouissance, peuvent intervenir et offirir la réparation des dégradations et des garanties pour l'avenir. III. 2450 et suiv. Est-ce à leurs propres frais et sans espoir de recouverment que leur intervention doit avoir lien ? III. 2458 et suiv.

Ne pourraient-ils pas être renvoyés à la discussion préalable des biens restau t d'ailleurs à l'usufruitier ? III. 2465.

Ne pourraient-ils pas demander à être subrogés dans l'usufruit de leur débiteur ? III. 2432 et saiv.

Si l'usufruitier est déclaré déchu lorsqu'il se rend appelant du jugement. les créanciers penvent-ils intervenir en cause d'appel ? III. 2{75.

Créanciers. — Tierce opposition. Les créanciers de l'usufruitier déclaré déchu pour abus de jouissance, par un jugement en dernier ressort, auraient-lis droit de former tierce opposition au jugement, en offrant de réparer les dégradations des fonds, et des garanties pour l'avenir 7111. 2471 et suiv.

Dégradations. L'usufruitier peut mériter la déchéance de son droit, soit en commettant des dégradations sur le fonds, soit en laissant dépérir faute d'en-

tretien. III. 2416 . 2427.

Dégradations partielles. Si l'usufruitier n'avait commis des dégradations que sur quelques-uns des fonds soumis à sa jonissance , pourrait-il être déclaré déclu de son droit d'usufruit. même à l'égard des autres fonds? Examen de l'opinion de Dumoulin sur ce point. HL 25to. et suiv.

Dommages-intérêts. L'usufruitier qui abuse de sa jouissance, n'encourt pas senlement la perte de son droit d'asufruit; il se rend en outre passible de dommages-intérêts III. 2428 et suiv.

Extinction d'usufruit. L'usufruit peut s'éteindre par abus de jouissance. III. 2416.

Fau'e d'entretien. Voy. Dégradation. Femme mariée. Voy. Tiers administrateur.

Fermier. Voy. ibidem.

Père. Voy. ibidem.

Plein droit. L'extinction du l'usufruit
par abus de jonissance n'a pas lieu de
plein droit; elle doit être prononcée par
le Juge. III. 2418.

Pouvoir du Juge, Pouvoir discrétionnaire du Juge en cette matière, III, 2443 et suiv.

Restitution de fruits. L'usufruitier, dechu pour abus de jonissance, doit-il la restitution des fruits perçus depuis le fait qui a donué lieu à la déchéance, ou seulement depuis la demande en justice? 111. 2403 et suiv.

Tters administrateur. Si l'usufruitier en titre ne jouit pas par lui-même, est-il neanmoins responsable des dégradations

et des fautes commises dans le fonds par le tiers qui exploite ou administre en son nom ; et serait-il passible de la déchéance pour abus de jouissance directement imputable à ce dernier seul? III. 2450 et auiv.

Tuteur. Voy. Tiers administrateur.

Uusufruit legal. Les père et mère, ayant l'usufruit légal des biens de leurs enfans, pourraient ils en être déchus pour abus de jouissance? par qui l'action en déchéance devrait-elle être intentée? III. 2125 et suiv.

Usufruitiers successifs. En cas d'un usufruit laissé sur plusieurs têtes, si l'usufruitier appelé en premier ordre abuse de sa jouissance, à qui, du propriétaire ou de l'usufruitier appelé en second ordre, appartient l'action en reparation on en déchéance ? III. 2448 et suiv.

ACCESSION. - ACCESSOIRE.

La règle générale est que les choses accessoires suivent le sort de la chose principale, III, 2511. Exemples 25/4 et suiv. - Et quoique les accessoires consistent le plus communément en choses qui sont mobilières par leur nature, neanmoins un fonds peut être l'accessoire d'un autre héritage, s'il y a en destination du maître. II. 1116 et suiv. IV. 3136.

Action. Les actions inhérentes à la chose font partie de la disposition et doivent appartenir à l'usufruitier Exemple. I. 55o.

Bestiaux. Les bestiaux et ustensiles aratoires, servant à la culture d'un héritage, sout immoubles par destination, et sont accessoirement compris dans le legs de l'usufruit du fonds. 1, 533. Sécùs sous l'ancienne jurisprudence. 538.

Choses mobilières. L'usufruitier d'un immeuble a lc droit de jouir des choses qui, quoique mobilières par leur nature, sont attachées au service du fonds, Exemple. I. 531 et suiv.

Droit d'usage. Le droit d'usage au bois de chauffage, dans la forêt d'un autre, qui appartiendrait à une habitation léguée en usufruit , appartiendrait

à l'usufruitier, 1, 548.

Extinction d'usufruit. En cas d'accession d'une chose soumise à un droit d'usufruit, à une autre chose qui serait regardée comme principale, l'usufruit est éteint , sauf l'indemnité due à l'usufruitier, III. 2555.

Inventaire, L'inventaire à dresser lors de l'ouverture de l'usufruit doit comorendre l'état estimatif des objets mobihers qui sont immembles par accession. I. 790. II 1161.

Incorporation. Du droit de l'usufruitier, dans le cas où la chose soumise à son droit a été employée à former un corps d'une nouvelle espèce. III. 2555

et sniv. Legs. Quels sont les objets qui font accessoirement partie d'un legs? 1, 522. Un legs d'usufruit comprend essentiellement toutes les choses nécessaires à son exécution. I. 551 ct suiv.

Maison et Bâtimens. Quelles sont les choses que l'on doit réputer accessoires de maison et bâtimens? II. 1115 et suiv. Passage. Le legs d'usufruit d'un fonds

enclavé emporte le droit de passage pour v parvenir, 1, 55o.

Ouid dans le cas où le passage devrait se prendre sur un fonds qui aurait été Ini-même légué à un tiers? I. 572.

S'il fallait, pour arriver à l'héritage légné en usufruit, acquérir un droit de passage sur un fonds étranger, serait-ce à l'héritier à en payer le prix? III. 553.

Spécification.-Indemnité. En cas de spécification d'une chose mobilière, ou que par tout autre mode d'accession la chose se trouvât accessoirement incorporée à nn droit d'usufruit, l'indemnité due au maître de la chose accessoire devrait-elle être payée contributoirement par le propriétaire et l'usufruitier de la chose principale? II. 1882.

Usage.—Droit d'usage. Le droit d'usage établi sur une chose porte aussi sur

les accessoires. III. 2755.

Usine. Quelles choses sont accessoires

d'une usine? II. 1135.

Ustensiles aratoires. Voy. Bestiaux. Accidens. Voy. Cas.

ACCROISSEMENT.

Nature, origine et cause du droit d'accroissement, son principe fondamental. I. 556 et suiv., 571. Trois conditions requises pour donner lieu au droit d'accroissement établi par le code civil. I. 703.

Il n'a pas lien entre légataires d'un droit d'usage; secùs de celui d'usufruit.

 48.
 Ab intestat. Du droit d'accroissement en fait d'hérédité ab intestat. I. 557 et

suiv.

Absent. Un colégataire en déclaration d'absence à l'époque de la mort du testateur donne lieu au droit d'accroissement au profit de l'autre, I. 680,

La simple absence d'un colégataire autoriserait elle son colégataire à demander la délivrance du legs en entier; et dans le cas où elle aurait été faite et que l'absent vint à reparaitre et à demander sa portiou à l'héritier, pourrait il être renvoyé à agir contre le premier qui l'annait requ? 1. 679.

Accroissement. L'accroissementa lieu, au profit des légataires, dans le eas où le legs est fait à plusieurs conjointement. I. 702. Quand un legs est-il réputé tel?

Ibid. Voy. Conjonction.

Alimens. Un legs d'usufruit fait à plu-

sieurs, pour leur tenir lieu d'alimens, comporterait il le droit d'accroissement? I. 578. Assignation de part. Quel est le sens

que l'on a toujours attaché aux mots assignation de part, qui caractérisent la conjouction purcment verbale? 1.65o. L'assignation de part est exclusive du

droit d'aceroissement. I. 656, 702 et suiv., 733.

Une disposition qui confère tous les biens du testateur à deux on plusieurs personnes, par assignation de part, com-tent-elle un lega universel, on autant de lega à titre universel qu'il y a de parts estagnées; et les légataires sont-is tenus dés-lors de la demande en délivrance, de manière à n'avoir droit aux fruits qu'à manière à n'avoir droit aux fruits qu'à en la cour de cassation sur la question. I 667 et aniv.

Pour que l'assignation de part s'oppose au droit d'accroissement, est il nécessaire qu'elle soit prescrite par le testateur daus une partie quelconque de la disposition, plutôt que dans l'autre? 1, 705 et suiv. Examen d'un arrêt de la Cour de cassation sur ce point. 1, 717.

Quel est le sens précis des termes du code civil sur l'assignation de part? I.

70%

Y aurait-il assignation de part, dans le cas où un testateur légurait tous ses biens à ses trois neveux, pour les paragres guidenne entre eux et suivant leur nombre à son décès? Cette disposition valgaire, réciproque, de nature à atritions de ceux qui seraient prédécèdés. I, 730 et suiv. Le principe que l'assignation de part Le principe que l'assignation de part

s'oppose au droit d'accroissement, recoit une exception, dans le cas où la chose léguée ne pourrait se diviser sans détérioration. I. 734 et suiv. Caducité. Le droit d'accroissement a

Caducité. Le droit d'accroissement a lieu lorsque la disposition du testateur est devenue caduce sur la tête d'un des

colégataires. I. 675, 678.

Que fant-il pour que la vocation d'un colégataire soit définitivement eaduque, et qu'en conséquence le droit d'accrois-

sement reste incontestablement acquis à l'autre? 1682 et suiv. Un légataire à titre universel, chargé

Un légataire à titre universel, chargé d'un legs partieulier, profite de la caducité de ce legs, I. 619.

Caducité.—Preuve. Lorsque l'un des colégataires sculement se présente et demande la délivrance du legs entie., peut caducité du legs à l'égard de l'antre? I. 678. Cessionnaire. Le cessionnaire d'un co-

légataire profite-t-il du droit d'accroissement, comme son cédant en aurait profité lui-même? I, 568 et suiv.

Charges. Le colégataire qui, par droit d'accroissement, reçoit le legs dans sa totalité, doit-il supporter les charges qui avaient été spécialement imposées au colégataire défaillant? Distinctions entre les charges personnelles et les charges réelles. I. 643, 645.

Chose jugée. Dans le droit romain le colégataire d'un fonds en usufruit, qui aurait succombé dans sa demande en revendication contre un tiers, pouvait la reproduire si par la suite la portion de. son colégataire lui était avenue par droit d'accroissement. Secus sous le code civil. I. 676.

Code civil. Articles du code civil qui sont relatifs au droit d'aceroissement.

I. 672.

Concours de conionction. Cas où la conjonction mixte et la conjonction réelle peuvent concourir ensemble, et effets de ce concours . dans le cas où tous les légataires se présentent pour requeillir, ct celui où quelques - uns viendraient à manquer. I. 638 et suiv.

Concours de legs. Dans le concours de legs à différens titres, pour savoir, en cas de caducité de l'un d'eux, quels sont les légataires qui doivent en profiter, il faut s'attacher à reconnaître où est la conjonction réelle. I. 609.

Conjonction. Quand un legs est-il réputé fait conjointement ? I. 734, 735.

Conjonction mixte. Ce que c'est, et conditions nécessaires à son existence. 622 et suiv.

En conjonction mixte le droit d'aeeroissement doit être plutôt restreint qu'étendu. 1. 633, 654

Rapport de ressemblance et différence entre la conjonction mixte et la conjonetion réelle. 1. 634 . 635.

La conjouction mixte peut exister entre toute sorte de légataires, c'est-à-dire

on l'obliger à prouver préalablement la entre des légataires à titre universel ou à titre singulier. I. 636, 637.

Le droit d'accroissement résultant de la conjonction mixte a beaucoup d'analogic avec celui de la substitution vulgaire réciproque ; et néanmoins ils ne sont pas identiques I. 642.

Conjonction purement réelle. Ou est-ce que la conjonction purement réelle, et à quelles conditions son existence est-elle subordonnée ? 1. 572 et suiv.

Elle est le principe générateur du droit d'aecroissement. I. 608, 609.

Cas où l'un des héritiers serait nominativement chargé de délivrer une chose à un des légataires, et qu'un autre héritier serait aussi spécialement chargé de délivrer la même chose à un second légataire. I. 577.

La conjonction réelle peut exister dans toutes les espèces de legs de même nature, c'est-à-dire entre tous légataires, soit universels, soit à titre universel, soit à titre singulier. 1. 579.

De ce que les auteurs du code civil . n'ont pas explicitement signalé la conjonction purement réelle, ni le droit de non-décroissement qu'elle eutraîne, s'ensuit-il qu'ils n'ont pas voulu la reconnaître ? I. 673.

L'article 1045 du codecivil, qui four nit à plusieurs écrivains des argumens pour l'affirmative de la question cidessus, n'est-il pas mal interprété par eux? n'en résulte-t-il pas simplement une exception au principe général que l'assignation de part s'oppose au droit d'accroissement? I. 737 et suiv. Voyez Non-Décroissement.

Conjonction purement verbule. Points de similitude et de différence entre la conjonction purement verbale et la con-

jonetion mixte. I, 652 et suiv. Dans la conjonction purement verbale il y a autant de legs que de portions virifes, I. 659.

Raison de la controverse daus l'ancienne jurisprudence sur la question du droit d'accroissement en conjonction purement verbale. 1. 658 et suiv.

Ce que c'est que la conjonction purc-

ment verbale. I. 646. Ne donne pas lieu au droit d'accroissement. I. 702.

La question du droit d'accroissement en conjonction purement verbale était fort controversée sous l'empire du droit romain. Raisons de part et d'autre. I. 647, 6,8.

Différens exemples propres à l'explication des principes de la matière. I. 663 et suiv.

La conjonction purement verbale peut se rapporter à tous les biens du testateur. ou à une seule quote des biens, ou à une chose déterminée. I. 667, 670, 671. Conjonction réelle imparfaite, Ce que

c'est ct quand elle a lieu. I. 588 et suiv. 610.611. Contrats. Le droit d'accroissement

n'a pas lieu en coutrats et donations entre-vifs. 1. 564

Délivrance. L'héritier n'est tenu que de délivrer le legs en nature à tous les légataires appelés conjointement, à moins que le testateur n'ent déclaré qu'il entendait qu'un des légataires eût la chose légnée et l'autre son estimation. I. 580.

Donations entre-vifs, Voyez Contrat. Héritier. Le colégataire, qui a survécu au testateur, transmet à son héritier le droit de profiter de l'accroissement dont il aurait pu être appelé à profiter luimême : et par la même raison si le colégataire, après avoir réfusé d'accepter, devient héritier de son colégataire, il repreud du chef de celui-ci, et par droit d'accroissement, ce qu'il avait répudié d'abord. I. 567.

Incapacité, L'incapacité absolue d'un colégataire donne ouverture au droit d'accroissement, I. 684.

Quid de l'incapacité relative? Un legs en faveur d'un individu incapable de le recevoir en tout ou en partie, et mis à la charge d'un légataire universel, opérerat-il accroissement en faveur de ce dernier? Si l'incapacité n'est que relative, ne scrait-ce pas aux héritiers de la loi à profiter de la nullité ou de la réduction du legs? Ex. d'application. 1. 692 et suiv.

Indignité. Un colégataire déchu de

son legs, pour cause d'indignité on d'ingratitude, donne-t-il lieu au droit d'accroissement en faveur de son colégataire?

I. 688 et suiv.

Iugratitude, Voy. Indignité. Legataires particuliers. Des légataires particuliers on cn sous ordre, conjoints entre eux, profitent du droit d'accrois sement, et non le légataire principal chargé de la délivrance du legs. I. 612. Legs. Voy. Conjonction réelle.

Legs conditionnel. Si de deux légataires conjoints, l'un n'est appelé que conditionnellement , tandis que l'autre a recu une vocation pure et simple, ce dernier doit obtenir d'abord la délivrance du legs entier, sauf à partager si, après l'événement de la condition , l'autre revendique sa portion, I. 681.

L'un des colégataires , qui refuse d'accomplir la condition apposée au legs . donue ouverture au droit d'accroissement. 1. 686.

Meubles meublans. Le légataire d'une généralité de meubles meublans profite de la caducité d'un legs particulier portant sur quelques-uns de ces meubles. I. 63o.

Mort civile. La mort civile d'uu colégataire conjoint, donne licu au droit d'accroissement. I. 684. Quid dans le cas où, s'il s'agissait d'un legs d'usufruit pour cause d'alimens, le colégataire survivant vieudrait à être frappé de mort civile? II. 1977 ct suiv.

Non-décroissement. Le non-décroissement a lieu dans le cas de la conjonetion purement réelle, lorsque de deux légataires institués conjointement l'un meurt avant le testateur, ou se trouve incapable de recueillir, ou refuse d'accepter, et que le legs entier est par conséquent dévolu à l'autre. 1. 586, 587.

Le droit de non-décroissement n'est qu'un effet purement immédiat et nécessaire de la disposition du testateur. I. 673.

Nullité. Une disposition en faveur de deux donataires, qui serait nulle relativement à l'un , opérerait-elle droit d'accroissement eu faveur de l'autre? I. 601.

Partage. Un testateur a légué à l'un la totalité d'un fonds ou l'universalité de son patrimoine, et à un autre la moitié du même fonds on de la même universalité; dans quelle proportion les deux légataires doivent-ils concourir au partage des choses léguées? I. 592 et suiv.

Part de communauté. Si un étranger auquel une femme mariée aurait légué sa part dans la communauté répudiait le legs, au profit de qui, du mari on des héritiers de la femme, aurait lieu le bénéfice de l'accroissement? I. 621.

Restitution. Le colégataire qui se fait restituer contre son acceptation donne ouverture au droit d'accroissement, l. 685.

Saisine. Le droit d'accroissement s'évanouit du moment où tous les légataires ont été saisis de leurs legs, I. 675.

Solidarité. Le droit de créauce résultaut aux divers légataires institués par conjonction réelle est solidaire; conséquences qui en dérivent. I. 581 et suiv.

L'action de l'un des légataires contre l'héritier interrompt-elle la prescription dans l'intérêt de tous ? I. 584.

Substitution vulgaire, Il n'y anrait pas lieu au droit d'aecroissement, si le testateur avait substitué un tiers au colégataire défaillant. Le substitué l'emporterait sur les autres colégataires. 1. 566.

Différence entre la substitution vulgaire qui subroge un légataire à l'autre, et la conjonction qui opère le droit d'accroissement. I. 731, 732.

Troupeau. Le légataire général d'un troupeau profite de la caducité d'un legs particulier portant sur quelques têtes de cc troupeau. I. 620.

Usufruit. Les règles du code civil au sujet du droit d'accroissement sont générales. Elles s'étendent au legs d'usufruit comme à tous autres. I. 674 et suivans.

Usufruit alternatif. Voy. Usufauit ALTERNATIF.

ACQUISITION. - ACQUÉREUR.

Celui qui acquiert une chose litigieuse ne la reçoit que grevée du litige on des autres charges et vices dont elle était déja affectée. II. 1345 et 1346.

Et réciproquement il profite de l'avantage des servitudes établies pour l'utilité du fonds dont il fait l'acquisition. III. 3134 et suiv.

ACTE.

Distinction entre le gestum et le scriptum d'un acte. C'est le gestum et non le scriptum qui en détermine la nature. l. 104.

ACTION.

Définition de l'action en général, II. 1234. Les actions font partie du patrimoine de celui auquel elles appartien-

nent. III. 3o64. Le grevé de substitution a toutes les actions du maître. 1. 52.

Action Paulienne. Voy. FRAUDE EN-VERS LES CRÉANCIERS.

Accessoires. Des actions inhérentes à la chose léguée fout partie de la disposition et doivent appartenir à l'usufruitier. Ex. I. 550.

Bornage. Voy. Bornage. Complainte. Voy. Possessoire et Ac-TION LOSSESSOIRE.

Confessoires et négatoires. Les actions confessoires et négatoires appartiennentclles à l'usufruitier ? II. 1257. et suiv. Créances. L'usufruitier a les actions

en recouvrement de créances pour forcer les débiteurs à payer entre ses mains. II. 1235. Dénonciation. L'usufruitier doit dé-

noncer au propriétaire toute contestation dans laquelle il se trouverait engagé, et qui aurait trait à la propriété du fonds. 11. 1240, 1241.

Droit d'autrui. Nul ne peut intenter d'action qui serait fondée sur le droit d'autrui. III. 2226. Voy. OBLIGATION.

Hypothécaire. Le légataire d'un usufruit a l'action hypothécaire sur tous les biens de l'hérédité pour garantie des dégradations que l'héritier aurait commises sessoires? Peut-il intenter l'action en avant la délivrance du legs. II. 1235. Intérêt. L'intérêt est la mesure des

actions. Point d'action sans intérêt. II.

1230 . 1288.

L'objet de toutcaction ne peut être que dans l'intérêt personnel de celui qui l'intente. Le jugement ne peut profiter qu'à lui. II. 1302.

Intérét connexe. Chaque fois qu'une action intéresse à la fois le propriétaire ct l'usufruitier, l'un et l'autre doivent être en cause. Le jugement, dans le cas où l'un d'eux seul serait dans l'instance, ne pourrait être opposé à l'autre. II. 1242.

Partage. sur quoi est fondée l'action en partage? II. 1245. Voy. PARTAGE.

Personnelle. Le légataire ou le donataire d'un droit d'usufruit a l'action personnelle contre l'héritier ou le donateur, pour obtenir sa mise en possession. II. 1234.

Rang des actions. L'usufruitier testamentaire doit intenter en premier ordre l'action personnelle en délivrance contre l'héritier. II. 1236. Ce n'est qu'ensuite qu'il peut intenter soit l'action réelle, soit l'action en recouvrement de créances. 1237.

Réelle. Voy. ACTION RÉELLE.

ACTION POSSESSOIRE.

sufruit ne peut exercer les actions possessoires qu'après la délivrance ou l'envoi en possession de son legs. 1. 300. Possession précaire. Un possesseur

précaire aurait-il les actions possessoires? II. 1261, 1266.

Saisine. Les actions possessoires appartiennent à celui qui a la saisine civile comme la saisine réelle. I. 260. VOY SAISINE.

Usage, L'usager une fois mis en possession par la délivrance totale ou particlle des héritages soumis à sa jouissance, a-t-il les actions possessoires? III. 2748. Voy. spécialement au mot Pos-SESSOIRE.

Usufruitier. L'usufruitier., une fois mis en jonissance, a-t-il les actions poscomplainte? I. 32. II. 1250 et suiv.

ACTION RÉELLE.

Toute action purement réelle, qui a pour objet un immenble grevéd'usufruit, doit être dirigée tout à la fois contre le propriétaire et contre l'usufruitier. I. 35. 11. 1208.

Légataire. Le légataire ou le donataire d'un droit d'usufruit a l'action réelle contre tout tiers détenteur de l'immeuble soumis à son droit. II. 1234.

Ce n'est qu'après la demande en délivrance de son legs, que le légataire d'usufruit peut exercer l'action réelle. I. 38q. ACTIONS. - Usagers.

Par quelle action les usagers qui abusent de leur droit dans les forêts peuventils être poursuivis, soit au civil, soit en

police correctionnelle? IV. 3431. Voyez encore au mot DELIVEANCE des

Usager. L'usager a l'action réelle contre tout possesseur de l'immeuble soumis à son droit, III. 2744.

ADJOINT DE MAIRIE.

A défaut du maire c'est à l'adjoint de la mairie à agir ou défendre en justice, dans l'intérêt de la commune. III. 2865.

ADMINISTRATION

Légataire. Le légataire d'un droit d'u-Forestière. Reproches qui lui ont été de tout temps adressés par les ordonnances de nos Rois. 3477 et 3478.

Père et mère. Celui qui fait une donation ou un legs au profit d'un enfant mineur, pent-il prohiber au père ou à la mère du donataire l'administration des biens donnés? I. 240 et suiv.

AFFRANCHISSEMENT.

L'acquéreur d'un droit d'usufruit peut l'affranchir des hypothèques dont il est grevé, en faisant faire la transcription de l'acte et la signification aux créanciers. I. 29.

AFFOUAGE.

C'est le droit de jouissance que les ha-

bitans exercent sur leurs bois communaux, IV, 3238.

Quelle est la nature particulière de ce droit? 32/6. Il n'est pas, comme le simple droit d'usage, borné à la mesure de la udeessité. Les habitans outforit à tout le produit de la forêt. 32/1. Il s'applique su taillis pour le clauffage, et aux futaies pour l'entretien des bâtimens ; admirables dispositions de l'ordonance de tôtég à ce aujet. 32/3 et 33/4. Distinctifique de la comme de la comme de la 33/6 et suive. Le deude neptecs. 32/6, 33/6 et suive.

Année à laquelle la distribution de l'affouage en taillis doit être appliquée. 32%. Point initial de cette aunée. IV.

Autorités compétentes pour slatuer sur les questions d'affonage. — Pour toutes les mesures préventives, l'autorité compétente réside dans les préfets. IV. 3-71. — Pour toutes coutestations relatives au mode de partage, c'est aux conseils de préfecture à statuer. 3-72. — Et tous débats qui portent sur le fond du droit des parties prenantes doivent du droit des parties prenantes doivent

être portés en justice ordinaire. IV. 3276. Branchages. Si les branchages des futaies doivent rentrer dans la distribution des taillis. IV. 3250.

Delivrance des affouages; comment et par qui elle doit être faite. IV. 3250. Réflexion sur ce qui se pratique pour celle des futaics. IV. 3252.

Inconvéniens signalés dans ce qui se pratique à l'égard des hois de sapins, et moyens de les faire disparaître. IV. 3254. Sur quoi à la page 213, ligne 14, lisez centimètres au lieu de décimètres.

Distribution, on répartition des affouages entre les habitans; son mode. IV. 3256,

Droits des habitans sur la distribution des futaies 3257. Distinction entre ceux qui sont propriétaires de maison et ceux qui n'en ont point. IV. 3258.

Dans les communes qui n'ont que des forêts de sapins, quoique l'affouage ne porte que sur des futaies, on en doit distribuer une partie comme moyen de chauffage. IV. 3261.

TONE Y.

Différens systèmes qui ont été suivis pour la distribution des affouages. 3262. Le partage por fenx. exécuté numériquement, n'est pas juste. IV. 3264. Modifrations qu'on devrait y apporter. 3266.

Domicile. Depuis quand doit-il être acquis à l'habitant pour avoir droit à l'affouage? IV. 3282.

La translation purement civile du domicile du mineur chez son tuteur, suffitelle pour anéantir ou changer son droit d'affouage? IV. 3285.

Fermier. Est-ce celui qui a quitté la commine au printemps, ou celui qui est venu le remplacer, qui doit être compris dans la distribution de l'affouage qui a lieu l'automne de la même année? IV. 3286.

Prolétaire. A-t-il droit à l'affouage? IV. 3287.

Propriétaire. Celui dont la maison a

été détruite, a-t-il le droit d'exiger une part dans l'affouage des futaies? IV. 3288. Réunion. La réunion administrative

tectuoni. La recutori auministrative de plusieurs communes, ou sections do communes, en une seule municipalité, opèrot-elle quelque confusion dans leurs droits de propriétés communales et d'affouages préexistans? IV. 3289.

Quid de la réunion de quelques hameanx sculement, ou de quelques domaines isolés? IV. 3200.

Triage. Lorsqu'il est constant que l'aucien seigneur d'une commune y a jadis exercé le triage sur les boia, ses suo-cuseurs ou ayant-cause sont-ils encore fondés à demander aujourd'hui une part dans les affonages communaux? IV. 31.3

Usine. L'établissement d'une usine ou manufacture dans le sein d'une commune donne-t-il le droit d'affouage aux puvriers qui viconent y résider et s'y agglomerer ? IV. 3297.

Les maîtres d'usines ont-ils le droit de se faire comprendre dans la distribution des futaies, à raison de leurs bâtimens de hangards? IV. 3298.

Vente. Quelle est en Lorraine, ou

dans les départemens provenant de cette ancienne province, l'état particulier de la législation sur la question de savoir si les habitans des communes qui ont reça la distribution de leur affouage, peuvent vendre les bois qui leur sont échus en partage ? IV. 3.309.

" Est-il dans les autres parties de la France, comme en Lorraine, défendu par les lois à tout habitant qui a reçu sa portion d'affouage dans la forêt de sa commune, d'en vendre le bois? IV. 3303.

Quelle peut être la force légale des arrêtés des préfets, portant de semblables prohibitions? IV. 3310.

AGRÉMENT.

Peut-on léguer l'usufruit d'une chosé de pur agrément? I. 375.

L'usufruitier pourrait-il détruire nne plantation de pur agrément, pour rendre le fonds productif de choses utiles? I. 3-6.

Quoique l'usufrinitier ne retire rica de pécuniairement utile, d'unc chose de pur agrément, il est néanmoins obligé, tant qu'il la conserve, d'en supporter toutes les charges d'entretien et celles des contributions publiques qui pèsent sur elle. 1. 380.

ALAMBIC. Voyez CUVES.

ALCOVE.

 L'usufruitier pourrait-il, à la cessation de l'usufruit, enlever les alcoves qu'il aurait fait placer dans les appartemens soumis à sa jouissance? III. 25go.

ALIÉNATION.

L'aliénation d'un fonds comporte le transport des vices du litige et autres

charges qui l'affectent. II. 1345 et 1346. Elle comporte réciproquement l'avantage des servitudes qui avaient été établies pour son utilité. IV. 3134 et suiv.

L'aliénation de l'usufruit, à titre gratuit au profit du propriétaire du fonds, peut se faire par la simple renonciation de l'usufruitier, sans recourir aux formalités de la donation. L. 3. 8q3.

ALIMENS.

Accroissement. Le legs d'alimens n'est pas susceptible du droit d'accroissement, I. 61.

Arrérages. Celuià qui il est dù des alimens et qui a vécu sans les recevoir du débiteur et sans contracter de dettes à cet égard, peut-il en répéter les arrérages? Distinction entre les alimens dus uniquement pietaits officio, et ceux dus en vertu d'un titre. I. 19 det suiv.

Dette légale d'alimens. La dette légale alimentalest indivisible. Chacun de ceux qui en sont tenus la doit en entier. I. 62,63. Ellen est duequ'en cas de besoin du créancier. I. 62. Nature de la dette légale d'alimens, considérée dans la personne du créancier et dans celle du débiteur. II, 1818. Voy. Usufruit universel.

Indignité. — Père, Un père déchu pour cause d'indignité de l'usufruit légal des biens d'une succession dévolue à ses enfans, n'en a pas moins droit à des alimens sur ces biens, s'il est dans l'indigence. I. 156.

Legs d'alimens. Définition. I. 60. Est une dette purement mobiliaire divisible entre les héritiers du testateur. I. 61, Fait purement et simplement sans que la prestation en soit fixée, doit être déterminé chaque année, suivant la mesure des sessins du légataire. Règle à suivre à cet égard. I. 60.

Mort civile. Un legs d'usufruit pour cause d'alimens s'éteint-il par la mort civile; ou ne se conserve-t-il pas jusqu'à concurrence des besoins de l'usufruitier? II. 1976, 1977.

Comment fundrait-il que la disposition fut conçue pour que, nonobstant la mort civile, elle dût être exécutée ? II. 1982.

Le mort civilement pour qui s'éteint un droit d'usufruit aurait-il action contre le propriétaire du fonds pour en obtenir des alimens? H. 1984.

Le condamné à une peine emportant mort civile ne doit-il pas prescrire sa peine on en obtenir la remise pour pouvoir recevoir les alimens qui lni auraient été légués? H. 1989 et suiv. Pension. La pension alimentaire comprend l'habitation, le vétement et la nourriture. 1. 352. Les arrérages d'un legs fait à titre d'alimens sont dus dès la mort du testateur et avant toute demande en justice. 1. 58.

Personne interposée. La présomption d'interposition de personne, dans le cas d'une simple pension alimentaire, serait-

elle admissible? 1. 14.

Usufruit universel. Le légataire universel de l'usufruit serait-il obligé de payer la dette légale d'alimens dout le testateur aurait été tenu? Quid des légataires à titre nuiversel? II. 1818, 1819.

ALLUVION.

Définition, I. 523.

Atterrisemens. Les atterrissemens par alluvion profitent à l'usufruitier, 1. 523. Usufruitier. L'usufruitier doit jonir de l'augmentation survenue par alluvion au fonds dout il a l'usufruit, 1. 523.

AMÉLIORATIONS

Qu'entend-on par améliorations en matière d'usufruit? et différence entre elles et les réparations. 11. 1435.

Communauté entre époux. La communauté a droit à une indemnité pour les améliorations faites sur les propres de l'un des époux. II, 1420, III, 2661.

Compensation. — Dégradations. L'usufruiter auquel on reproche des dégradations, et qui a fait des améliorations , est-il en droit de demander la compensation des unes par les autres? Droit ancien et nouveau sur ce point. III, 2625.

Cessionnaire. Si le cessionnaire d'un droit d'usufruit avait fait des réparations ou améliorations, comment devrait-il être pourvu à son indemnité? II. 1457.

Droit ancien. Dispositions du droit romain sur les indemnités qui pouvaient être dues à l'usufruitier, à raison des améliorations par lui faites dans le fonds. III. 2612 et suiv.

Effets rétroactifs. Les dispositions du code civil, qui n'accordent aucune indemnité à raison des améliorations faites par l'usufruitier, doivent-elles être appliquées aux cas d'usufruits ouverts avant sa promulgation? III. 2612 et suiv. Fermier. Si le fermier de l'usufruitier

a fait des réparations ou des améliorations dans le fonds, lui est-il dû une indemuité, et comment doit-il y être pourvu? II. 1456. III. 2616.

Fonds d'autrui. Des impenses ou améliorations faites par un tiers dans le fonds d'autrui, sachant qu'il ne lui appartient pas, donnent-elles droit à une indemnité? III. 26:4 et suiv.

Fonds dotal. Scrait-il dù une indemnité au mari pour les réparations et améliorations par lui faites sur le fonds dotal? III. 2662.

Incendie. Si une maison, dans laquelle l'usufruitier aurait fait des réparations de nature à lui donner droit à une indemnité, venait à être incendiée, conserverait-il son droit à un remboursement?

Il. 1606.

Indemnité. L'usufruitier ne peut à la cessation de l'usufruit réclamer aucune indemnité pour les améliorations qu'il aurait faites. II. 1415. III. 2610, 2614 et suiv. Voy. Droit ancien et Effet rétroactif.

Quid du cas où, l'usufruitier ayant acquis la nue propriété et en étant ensuite évincé, aurait fait des améliorations dans

l'intervalle? II. 1431.

Ormenn. L'ussifruitier qui aurait fait place des glaces, tableaux et autres ornemens, pourrait-il les enlever, à la hearge de réabilir les, iieux dans leur premier état? II. 1452. Voyez, pour les divers genres d'ornemens qu'un austiruiter pourrait faire placer dans un appartement et qu'il aurait ou non la faculté d'eulever, MAISON ET BATIMENT.

Propriétaire. Le propriétaire peut

améliorer et construire des bâtimens utiles, pourvu qu'il ne nuise pas à la jouissance de l'usufruitier. 1, 875.

Reconstruction. La reconstruction, par l'usufruitier, d'une maison tombée en vétusté ou détruite par un accident qui ne lui serait point imputable, devraît-elle être considérée comme une simple amélioration, à raison de laquelle il ne lui serait dû aucune indemnité, ou comme une grosse réparation, dont il anrait le droit de répéter les frais? 11. 1449 et suiv.

Régime dotal. Le mari, sons le régime dotal, anrait-il droit à une indemnité pour amélioration faite sur les fonds dotaux? 11. 1430, III. 2617.

Renonciation. Si la femme ou ses héritiers renoncaient à la communanté, et qu'il s'agit de réparations ou d'améliorations faites sur le fonds du mari, le renonçant serait sans répétition; il devrait, au contraire, l'indemnité tout entière, si les réparations ou améliorations avaient été faites sur le fonds de la femme. 111. 2661.

Usufruitier. L'usufruitier peut-il construire sans l'agrément du propriétaire? VOY. MAISON ET BATIMENT.

L'usufruitier pourrait-il être empêché de faire des améliorations? Bornes de la faculté qu'il aurait à cet égard. 11. 1432,

Usufruitiers successifs. En cas d'un usufruit sur plusieurs têtes, et que le premier usufruitier ait fait des améliorations, ses héritiers seraient-ils en droit d'exiger à ce sujet une récompense de la part du second? 11, 1455.

AMÉNAGEMENT.

Ce que c'est que l'aménagement en matière de droits d'usage. IV. 3331. L'aménagement, en ce qui concerne les affonages communanx, est tout à la

fois légal et administratif. Ibidem. L'aménagement des usages , dans les bois de particuliers, n'est que conven-

tionnel ou judiciaire. IV. 3332. Son origine, son caractère distinctif du cantonnement, Ibidem.

Difficultés que l'adoption de cette institution de la jurisprudence a souffertes dans le principe. IV. 3333 et 3334.

Par l'aménagement, les usagers sont rendus maîtres de la superficie du canton qui leur est délaissé, IV. 3336.

Le droit d'usage-servitude personnelle est susceptible d'aménagement, mais non de cantonnement. IV. 33/4.

ANALOGIE.

Les cas analogues, ou semblables, sont en général soumis aux mêmes règles de décision. I. 40.

En matière crimelle ou de police, on ne doit pas argumenter par analogie on comparaison, IV, 3480.

ANIMAUX.

Agneaux. A quelle époque les agueaux doivent ils commencer à être comptés au nombre des beliers ou des brebis? II. 1100.

Bétes mortes. L'usufruitier d'un on de plusieurs animaux désignés ne serait pas tenu, en cas de perte arrivée sans sa faute, de remplacer, même avec le croît, les bêtes mortes , ni d'en payer l'estimation, II. 1080.

Néanmoins, il devrait tenir compte des cuirs ou de leur valeur, sauf le cas où il ne scrait pas permis de les lever, comme quand les bêtes sont mortes pur suite de maladies contagienses. Il. 1000. Ce compte devrait-il avoir lieu de suite ou seulement à la fin de l'usufruit ? II. 1007.

Chevaux. L'usufruitier, qui succède à un loueur de chevaux et de voitures , peut continuer le même usage à son profit, Quid s'il succédait à un propriétaire qui n'employait ses chevaux qu'à son usage particulier ? II. 1085.

Croit. Les jeunes bêtes, nées avant l'ouverture de l'usufruit, et même avant la demande en délivrance du legs , n'appartiennent point au légataire ; ce sont des fruits dévolus à l'héritier. Il. 1088. Mais quel parti prendre, si la naissance de ces jeunes bêtes était si récente, qu'elles ne pussent se passer de leurs mères ? L'usufruitier serait-il tenu de les héberger, de les soigner, et de leur livrer les mères pour qu'elles allaitent ces agneaux jusqu'au sevrage? II. 1110.

Réciproquement, si à la fin de l'usufruit il existe de jeunes bêtes qui appartiennent comme croît à l'héritier de l'usufruitier, et qui ne pourraient se passer de leurs mères, le propriétaire qui rentre en jouissance de ces animaux devra-t-il rester chargé des jeunes bêtes jusqu'au sevrage? II. 1110,

sevrage? II. 1110. sources ct Perte dr. curs, Voy. Bétes mortes et Perte dr. espèce? II. 1104.

1. A CHOSE

Culture. Animaux attachés à la culture d'un domaine. Voy. Bestiaux.

Demande en délivrance. Voy. Croît.

Engrais. Voy, Usufruitier.

Fumiers, Ibid.

Fruits naturels. L'espèce de fruit, qui consiste dans le produit des auimaux et dans le croît, appartient à la classe des fruits anturels, qui ne sont acquis qu'à mesure qu'on les perçoit. II. 1087.

Interprétation. Quelle interprétation ou quelle étendue doit-on donner à l'usufruit qui aurait été légué sur des montons, sur des beliers ou sur des brebis? la jouissance des agneaux y serait-elle comprise? II. 1109.

Laitages, Voy. Usufruitier plus bas.

Laines. Ibid.

Remplacement. Voy. Vente plus bus. Usager. Voy. Daoir p'usage. Usufruit. Le droit d'usufruit peut être donné sur toutes sortes d'animanx utiles

à l'homme, et même sur ceux qui ne sont destinés qu'à être offerts en spectacle au public. II. 1084.

Rapports sous lesquels l'usufruit sur les auiment convient avec celui des au-

les animaux convient avec celui des antres choses mobilières et en diffère II. 1085.

Usufruitier. L'usufruitier des animaux profite du travail, des fumiers et engrais qu'ils peuvent donner. des laitages, des laineset du croît qu'ils peuvent produire. II. 1087, 1093.

Le legs d'issufrait d'un ou de plusieurs animaux désignés, sans qu'il y ait un troupeau, ne comporte le droit de jouir que du nombre de bêtes déjà existantes au temps du testament. Les jeunes bêtes, nées avant l'ouverture du droit et même avant la demande en déll'urance, appartiennent à l'hértiter. II. 1088,

Vente. Celui auquel on a légué un droit d'usufruit sur des animanx, pent-il les vendre sans se rendre répréhensible envers l'héritier? II. 1098 et suiv. L'usufruitier qui a vendu un animal soumis à son droit d'usufruit peut-il à la fin le remplacer par un autre de même espèce? II 1104

Le propriétaire devrait-il être appelé à la vente que l'usufirnitier se proposerait de faire des animaux soumis à sa jouissance ? 11, 1105.

Si la vente était portée à un prix plus haut que l'estimation consignée dans l'inventaire, le propriétaire aurait-il droit à l'excédant? II. 1106.

Si la vente était faite pour un prix moindre que l'estimation portée à l'inventaire, la perte serait-elle pour le propriétaire? II. 1107.

Le propriétaire pourrait-il lui même requérir et forcer la vente des animaux soumis à un droit d'usufruit? II. 1108. Voy. Bestiaux.

ANTICHRÈSE.

Définition. I. 71. Etait établic par le droit romain, mais était prohibée avait la révolution, dans les pays où les canons de l'Eglise en fait d'usure étaient rigoureusement suivis. I. 81. Depuis le décret du a octobre 1789, elle a pri partout être légitimement mise en usage. I. 82.

Acquéreur, L'acquéreur d'an fonds donné en antichrèse ne peut porter atteinte au droit de l'antichrèsiste. I. 93.

Charges réelles. Le paiement fait par l'antichrésiste, des charges réelles, des impôts, des frais d'entretien et de réparations, doit se prélever sur la valeur des fruits. 1. 78, 86.

Créanciers. Les créanciers de celui qui a constitué l'antichrèse peuvent-ils évincer l'antichrésiste? Distunction entre les simples créanciers cédulaires, les créanciers ly pothécaires antérieurs à la constitution de l'antichrèse, et les créanciers hypothécaires postériens. I. 87 et suiv.

Entretien et réparations. Voy. Charges. Expropriation. L'autichrésiste pent poursuivre lui - même l'expropriation forcée du fonds dont il a été mis en jouissance; mais à l'ordre de distribution il est soumis aux règles communes à tous les créanciers. I. 95.

Impôts. Voy. Charges.

Imputation. Les fruits s'imputent suivant la convention, si elle n'est point entachée d'usure. I. 73, Si l'imputation n'avait pas été réglée par la convention, elle sc fait sur les intérêts dont la créance

est productive. I. 74.

Si la valeur des fruits s'élève visiblement et avec excès au-dessus des intérêts de la créance, l'excédant s'impute sur le capital, nonobstant toute convention contraire; cas auxquels il y a excès, ct règles à suivre à cet égard. I. 75, 82 et

Si la créance n'est point productive d'intérêts au moment de la constitution de l'antichrèse, l'imputation des fruits se fait entièrement sur le capital, I. -6.

Quid si la créance qui ne portait point d'intérêts à l'époque de la constitution de l'antichrèse vient à échoir pendant le cours de la jouissance de l'antichrésiste?

Paiement. Le paiement de la dette

pour laquelle le fonds légué aurait été engagé par le testateur, scrait-il une charge réelle, et comment y sera-t-il pourvu relativement à l'usufruitier? II. 1188. Prescription. L'antichrésiste, qui jouit

pendant 30 ans sans demander son remboursement, encourrait-il la prescription? II. 1909. Rétention, droit de. L'antichrésiste a

droit de retenir l'immeuble jusqu'an rendoursement de sa créance. I. 80, 95. Suite, droit de. L'antichrésiste a-t-il

ledroitde suite sur l'immeuble ? 1. 79,94. Usufruit. Similitudes et différences

fruit. I. 84 et suiv. L'usufruit peut être remis en anti-

chrèse. I. 8q1.

Usufruitier universel. L'usufruitier universel pourrait-il exercer le retrait d'un fonds remis en antichrèse par le testateur ? II. 1413.

APPEL.

Qui peut appeler d'un jugement de première instance? II. 1360.

Créanciers. Des créanciers peuvent-ils se rendre appelans d'un jugement rendu contre leur débiteur ? Conditions nécessaires à cette espèce particulière d'action.

III. 2495 et suiv. Créanciers. - Délai. Dans quel délai et dans queile forme des créanciers qui pourraient appeler d'un jugement reudu contre leur débiteur, devraient-ils agir et procéder pour émettre leur appella-

tion? V. 2501 et suiv. Créanciers. - Forme. Voy. Créan-

ciers. — Délai.

Doute. Quelle marche suivre dans le cas où il y a doute sur le point de savoir si c'est par appel ou par tierce opposition que l'on devrait se pourvoir pour obtenir la réformation ou la rétractation d'un jugement? II. 1363 et suiv.

Evocation. Cas auquel la cour d'appel infirmant soit un jugement interlocutoire, soit un jugement définitif, pour vice de formes ou pour toute autre canse, peut évoquer et statuer définitivement sur le fond. II. 1377.

Intervention. Qu'est-ce que l'inter-

vention, et qui a droit de la former en cause d'appel? II. 1362, 1368 et suiv. Peut-on forcer un tiers à intervenir

en cause d'appel? II. 1373 et suiv.

ARRES ÉPARS.

Usufruitier. Les arbres épars ne seuvent être coupés par l'usufruitier. 1. 1177.

La possession trentenaire des arbres plantés dans une distance prohibée, peutelle opérer la prescription acquisitive de les conserver dans l'état où ils se trouentre le droit d'antichrèse et celui d'usuvent? III. 2080.

ARBRES FRUITIERS.

Taillis L'usufruiticr aurait-il le droit de couper les arbres fruitiers qui se trouveraient dans un bois et avant l'âge du taillis? II. 1175. Usufruitier. L'usufruitier a le droit

de prendre les arbres fruitiers qui meurent ou qui sont arrachés ou brisés par accident, à la charge de les remplacer par d'autres. A quels arbres fruitiers cette disposition se rapporte-t-elle? I. 1175, 1199.

ARBRES VOISINS. Voy. PLANTATION.

ARRÉRAGES.

Définition, I. 205.

Fermier. Un fermier à qui le propriétaire léguerait l'usufruit du fonds affermé, serait-il libéré des arrérages du bail? I. 368.

Intérêts. Intérêts et arrérages ne sont

point synonymes. I. 205. Legs annuel. Si les arrérages doivent

en être payés d'avance. I. 59. *Usager*. N'a pas droit aux arrérages lorsqu'il n'a pas requis la délivrance de son bois IV. 3219.

Usufruitier. Les arrérages de rentes passives dues par la succession du testateur sont dus pour le tout par l'usufruitier universel, et pour sa quote part par l'usufruitier à titre universel. II. 1797-Voy. Cuancus.

Usufruit paternel. Voy. ees mots.

ASSURANCE, Voy. INCENDIE.

ATTERRISSEMENT, Voy. ALLUVION.

AUTORITÉ DU JUGE.

Dans les partages judiciaires, l'usufruit peut-il eneore, comme sous la loi romaine, être établi par la seule autorité du Juge? I. 304.

AYANT - CAUSE.

Ce que c'est. II. Voy. Tience opro-

AVANCEMENT D'HOIRIE.

Jouissance. Un fonds donné en jouissance et en avancement d'hoirie à un conjoint par ses père et mère en le mariant, est un usufruit qui, sous le rapport de sa durée, diffère de l'usufruit ordinaire par deux caractères essentiels. I. 288.

AVOUÉ.

recouvrement? II. 1328.

Remise de titres. La remise d'un titre obligatoire à un avoué suffit-elle pour lui confier le pouvoir d'en poursuivre le

В.

BAIL.

Différence entre les caractères distinetifs du bail ou de la location, et du droit d'usufruit. I. 98 et suiv. Acquéreurs. L'acquéreur où le dona-

taire d'un usufruit pourrait-il expulser le fermier on le locataire? II. 1223 et suiv.

Anticipation. Dans le eas où le propriétaire a amodié son fonds pour plusieurs années avec stipulation que le fermier paieraitune année d'avance àimputer sur la dernière année du bail, et qu'il ait reçu ce paiement anticipé, le tiers acquéreur de la propriété n'aura rien à exiger du fermier pour cette dernière année. I. 988. Les baux anticipés, faits par l'usu-

fruitier, sont obligatoires pour le propriétaire, pourvu qu'ils n'aient pas ciéstipulés plus de 3 ans avant l'expiration du bail courant, s'il s'agit de biens ruraux, et de deux ans seulement s'il s'agit de maison. Il. 1213.

Arrérages. Le fermier à qui le propriétaire léguerait l'usufruit des fonds loués, serait-il libéré des arrérages du prix du bail? I, 368.

puter sur la dernière année du bail, et qu'il Bénéfices ecclésiastiques. Les titulaires de bénéfices ecclésiastiques ne peuvent acquéreur de la propriété n'aura rien à faire des baux excédant neuf années, que

par adjudication aux enchères, et après que l'autorité administrative en a re-

eonna l'utilité. Il. 1214.

Cas fortuits. Lorsque dans le cours d'un bail, qui s'est écoulé en partie durant la jouissance de l'usufruitier, et en partie durant la possession du propriétaire, il est arrivé un accident de grêle ou autre, donnant lieu à un dégrevement de fermage, sur qui et comment doitil être pourvu à l'indemnité du fermier?

Constitution d'usufruit. Le fermier pourrait-il établir un droit d'usufruit sur

son bail? 1. 367. Décès. Le bail n'est point résolu par la mort du preneur. I 100, 105.

Dettes héréditaires. L'héritier, actionné par le crénncier, et qui est dans le cas de vendre des fonds de la succession, pourra-t-il faire la vente au préjudice du bail consenti par l'usufruitier, et les acquéreurs pourront-ils expulser le fermier? ll. 1828

Donataire. Voy. Acquéreur.

Durée. La durée des baux faits par l'usufruitier ne peut excéder q ans. Les baux qui excéderaient ce terme ne seraient obligatoires pour le propriétaire, après la cessation de l'usufruit, que pour le temps nécessaire au complément des 9 années. Il 1212, 1213.

Si l'usufruitier avait fait un bail de 18 ans, et que l'usufruit fût éteint durant la première période de q ans, le fermier aurait-il, contre le bailleur, nne action en dommages-intérêts, pour non-jouissance durant la seconde période? I. 1220. Si après avoir fait un bail de 18 ans ,

et pendant la première période de q ans, l'usufruitier renoncait à son droit, l'usufruit s'éteignant de cette manière, le fermier serait-il en droit de continuer sa cuissance pendant la seconde période? 11. 1221.

Dans le eas d'un bail de 18 ans , si l'usufruitier a par abus de jouissance donné lieu à la revocation de l'usufruit dans la première période de 9 ans, le fermicr serait il en droit de continuer sa jouissance pendant la seconde? 11. 1222.

Héritier. Le légataire de l'usnfruit d'un fonds pourrait il expulser le fermier. dont le bail aurait été fait par l'héritier avant la demande en délivrance du legs de l'usufruitier ? II. 1226.

Mari. Règle sur les baux anticipés faits par le mari des biens de sa fenime.

II. 1213. Meubles. Les baux de choses mobilières, faits par l'usufruitier, sont-ils pour leur durée soumis à la règle des baux des immeubles? II. 1217. voy. MEUBLES.

USAGE (DROIT D')

Prix du bail. Question transitoire .-Avant le code civil le prix annuel des baux à ferme n'était pas classé au rang des fruits civils comme il l'est aujonrd'hui. Voy. FRUITS. Quelle loi suivre, ponr régler les intérêts du propriétaire et ceux des héritiers de l'usufruitier, lorsqu'il s'agit d'un bail existant, fait par l'usu ruitier dont le droit était ouvert avant le code? Il. 1216. Un usufruitier donnant à ferme le do-

maine dont il a la jouissance, y joint un cheptel qu'il remet au fermier, et meur peu de temps après : quels sont les droits du propriétaire et ceux de l'héritier de l'insufruitier par rapport au prix du bail? II. 1231.

Pot de vin. Est-il permis de stipuler un pot de vin dans le bail fait per un usufruitier? II. 1219.

Rendue de fonds. - Déchet. Le fermier qui s'est engagé à rendre les lieux en même état de bonté et valeur qu'il les a reçus, est tenu du déchet qui est la suite de sa jouissance. III. 2604.

Renonciation. Le locataire ou fermier ne peut contre le gré du propriétaire renoncer à son bail. I. 100, 103

Révocation de l'usufruit. Voy. Durée. Tacite réconduction. La tacite réconduction doit-elle avoir lieu de l'usnfruitier an propriétaire? Il. 1232.

Testateur. Dans le cas d'un bail établi par le testateur, le légataire de l'usufruit ponrra-t-il le résilier sans le concours de

héritier ? II. 1227.

Usufruitier. Dans l'ancienne jurisprudence, les baux faits par l'usufruitier cessaient à son décès. Depuis le code ils doivent être exécutés par le propriétaire après la cessation de l'usufruit , s'ils ont été renfermés dans le temps prescrit par

l'art. 992 du cod. civ. II. 1215. Question transitoire. Que devrait-on décider par rapport à un bail fait par un

usufruitier, dont le droit aurait été légué et ouvert avant la promulgation de la loi nouvelle? H. 1215 L'usufruitier a le droit de passer les

baux du fonds soumis à sa jonissance. 11. 1212. Il est tenu d'entretenir les baux faits par le testateur 11. 1644.

Usufruitiers successifs. En cas d'usufruit établi sur plusieurs têtes, le bail stipulé par le premier usufruitier est executoire vis-à-vis du second, comme il le serait à l'égard du propriétaire. Il .

1213. Vente de fruits. Nombreuses différences entre la nature d'un bail et celle d'une vente de fruits. 1. 993.

BAIL LÉGUÉ EN USUFRUIT.

Lorsqu'un fermier ou locataire a légné l'usufruit de son bail, le legs n'a pour objet qu'un nomen juris composé d'actif et de passif; en conséquence de quoi le légataire ne peut jouir du fonds qu'en supportant la charge de la rente fermagère. 1. 367.

Mais si le fermier, au lieu de léguer l'usufruit du bail, avait légué la jouissance du fonds seulement, le prix du bail devrait être acquitté par ses héritiers comme dette héréditaire, et non par le légataire particulier. Ibid.

BAIL A CONVENANT.

Ce que c'est que les baux à convenant et dans quelle partie de la France ils sont nsités. V. 3723.

BAIL A LONGUES ANNÉES.

Le bail à longues années ne comporte pas un véritable droit d'usufruit. 1. 102.

BAIL A RENTE.

Bailleurs. Le bailleur a le droit d'exi TOME V.

ger que le preneur entretienne convenablement l'héritage. IV. 1841.

Commise, Si un fonds léguéen usufruit cut été transmis au testateur à titre de bail à rente, et que, faute du paicment des arrérages, il y cût lieu à la commise, contre qui devrait se pourvoir le créaneier, et quelle serait la conséquence de l'action entre l'héritier et l'usufruitier? II. 18/10.

Entretien du fonds. Voy. Bailleur. Loi nouvelle, La loi nouvelle, en déclarant rachetable la rente foncière, a-t-elle innové au surplus des principes qui régissaient le contrat de bail à rente? II. 1840.

BAIL A VIE.

Les droits du bail à vie sont-ils de même nature que celui d'usufruit? 1. 103 et suiv.

BAINS SUR BATEAUX. Voy. MOULINS SUR BATEAUX et RÉPARATIONS.

BALIVEAUX. Ce que c'est. 11. 1162.

Baliveaux sur taillis. Ce que c'est. 11. 1162.

Coupe de taillis, En eas de coupe d'un taillis par l'usufruitier, celui-ci ne doitil pas laisser un certain nombre de baliveaux par chaque arpent? 11. 1165.

Usufruitier. Les baliveaux et les modernes doivent-ils être assimilés aux futaies; en sorte que l'usufruitier ne puisse y toucher qu'autant que les anciens propriétaires du fonds auraient établi un aménagement sur ces arbres particuliers? I. 1186. et suiv.

BATIMENS. Vov. MAISONS et BATI-MENS.

BÉNÉFICE DE COMPÉTENCE.

Ce que c'est. l. 157.

Indignité. - Père. Le père déclaré indigne d'une succession, et poursuivi en restitution par le tuteur de ses enfans auxquels la succession serait dévolue, pourrait-il réclamer le bénéfice de com-

pétence sur les biens de la succession? 1. 157.

BÉNÉFICE D'INVENTAIRE.

Frais, L'usufruitier universel, ou à titre universel, doit-il contribuer au paiement des frais de bénéfice d'inventaire? II. 1899

Prohibition. Un testateur pourrait-il prohiber à son héritier légitime la faculté d'accepter sa succession à bénéfice d'inventaire, sous peine d'en être privé au profit d'un autre qu'il instituerait 's sa place 1.811.

BÉNÉFICES ECCLÉSIASTIQUES.

Arbres futaies. Le titulaire d'un bénéfice est, pour les coupes des arbres futaies réunis ou épars. tenu de se conformer à ce qui est ordonné pour les bois des communes. I. 29%. Bois taillis, Le titulaire jouit des bois

taillis conformément à l'article 500 du ende civil. I. 204.

Cautionnement. Le titulaire d'un bé-

néfice n'est point tenu de donner caution. 1. 294. Conseil de préfecture. Le titulaire ne peut plaider, lorsqu'il s'agit de droits fonciers, sans l'autorisation du conseil

de préfecture. l. 296.

C'est devant ce conseil que se portent les difficultés sur les comptes et répartitions du revenu entre le nouveau titulaire et les héritiers du précédent, et la trésorerie du bénéfice. L. 293.

Cure. Voy. CURE.

Frais de procès. Le titulaire est tenu de tons les frais de procès concernant le Grosses réparations. L'usufruitier d'un

bénéfice. I. 201.

bénéfice est tenu des grosses réparations, insqu'à concurrence du tiers des reveuns fonciers de ce bénéfice, s'il n'y a pas de sommes en réserve. I. 291 et 293. Voyez CURE.

Inventaire. Voy. Prise de possession. Prise de possession. Formalités à remplir pour la prise de possession d'un bénéfice. I. 294, 295.

Titulaires. Les titulaires de bénéfices

ecclésiastiques sont des usufruitiers soumis anx charges de l'usufruit ordinaire, sauf les modifications prescrites par le décret du 6 novembre 1813. L 280.

Remboursement de capitaux. Les titulaires de bénéfices ecclésiastiques ne peuvent recevoir le remboursement des capitaux dépendant de leurs bénéfices; qui doit le recevoir ? II. 1053.

Réparations. Voy. RÉPARATIONS.

BESTIAUX

Des bestiaux attachés à la culture d'un domaine, Voy. Accession. - Acces-SOIRES. Enlèvement. — Héritiers de l'usufrui-

tier. Après la cessation de l'usufruit . l'usufruitier on ses héritiers peuvent enlever les bestiaux par lui placés dans le domaine, pour la culture, III. 2585.

Perte. Si les bestiaux attachés à la enlture d'un domaine grevé d'usufruit viennent à périr, l'usufruitier serait-il tenn de les remplacer? II. 1156 et suiv.

Remplacement. — Indemnité. L'usufruitier ayant remplacé des bestiaux attachés à la culture d'un domaine et qui avaient cessé d'être d'un bon service, aurait-il, ou ses héritiers, action en indemnité, pour la plus-value des animaux mis en place de ceux qui existaient à l'ouverture de l'usufruit? III. 2610, Voy. Animaux.

BIENS COMMUNAUX

Ce que l'on doit généralement entendre par la dénomination de biens communaux. III. 2833. - Comment on les distingue en biens patrimoniaux dont le produit ne doit profiter qu'à la commune en corps, et en simples communaux dont le produit ne doit appartenir qu'aux habitans ut singuli. III. 2834, 2869 et sniv. - Quels sont les terrains qui , d'après nos lois tant anciennes que nouvelles , doivent être compris dans la classe des biens commnnaux? III. 2836 et sniv .-Quelle est la nature du droit que les habitans d'une commune exercent sur ses communaux? Ill. 2863, 2860 et suiv.

Aisances. Les communaux sont asser-

vis à l'utilité des héritages particuliers, soit relativement aux passages nécessaires à la desserte des fonds privés. soit relativement aux aisances des maisons d'habitation. Exemples et conséquences. III. 28to et suiv.

Arbres.—Distances. Y a-t-il quelque distance prescrite pour planter des arbres ou prendre des jours d'aspect direct, lorsqu'il s'agit du voisinage des terrains communant? III. 2882.

Bail. En quels cas l'administration peut-elle justement autoriser les maires et les conseils municipaux à affermer les communaux destinés aux usages des habitans? III. 2577.

Biens productifs Quels sont les biens qui appartiennent à la classe des communaux de nouvelle origine? III. 2851.

munaux de nouvelle origine? III. 2851.

Biens vacans. Voy. plus bas Terres
vaines.

Changement de domicile. Tout individu qui change de domicile perd ses droits d'usage personnel dans les biens communaux du lieu qu'il quitte. III. 2868.

Compétence. Règles de compétence sur les contestations relatives au partage des biens communaux. III. 2010 et suiv.

Fonds enclavés. Le propriétaire d'un fouds enclavé doit - il être considéré comme ayant une issue sur la voie publique, lorsque ce fonds aboutit sur un terrain communal? III. 2883.

Fonds indivis. A quoi reconnaît-on si la possession indivise d'un fonds, evercée entre plusieurs habitans dans leur intérêt particulier, suppose que ces habitans forment, quant à ee, une section de commune? Ill. 3835.

Habitant. — Action. Lorsqu'un habitant. Habitant. — Action. Lorsqu'un habitant lu lue est travbl'dans la puissaince de de les seus les biens on un une control lu lugge de la lugge de la lugge de lugge

Jour d'aspect sur le communal. Voy. plus haut Arbres.—Distances.

Maire et adjoint de mairre. Dans tonte contestation, ayant pour objet un droit de propriété communale, le maire, on à son défaut l'adjoint de la mairie, on a seuls qualité pour agir et défendre devant les tribunaux, III. 2865. Voyez Commune.

Mode de jouissance. Quelle est la forme suivant laquelle on doit procéder pour opérer le changement qui scrait désiré, touchant le mode de jouissance d'un bien communal? III. 3004 et suiv.

Origine ancienne. Doit-on cousidérer les biens communaux d'ancienne origine, comme une propriété native ou originaire entre les mains des habitans, ou plutôt comme une propriété provenant de concessions jadis faites aux communes par leurs anciens seigneurs? III. 2844 et aniv.

Origine nouvelle. Quels sout les biens communaux qu'on peut appeler de nouvelle origine? III. 2850.

Partage.—Compétence.—Proportion. Le partage des fonds communaux entre les habitans est subversif du droit de propriété de la commune. Ill. 2863 et 2867. - Il n'en est pas de même du partage entre communes qui sont copropriétaires de terrains communaux. III. 2012. -Les partages faits entre les habitans de la commune, en vertu de la loi du 10 juin 1793, sont maintenus. III. 2906 et suiv. - Règles de compétence sur les difficultés qui résultent de ces partages. 2010 et suiv. - Partages à opérer entre plusieurs communes, on entre des particuliers et des communes; règles de compétence pour statuer sur les difficultés qui penvent s'élever sur cette opération. 2012 et suiv. - Proportion qu'on doit observer dans la formation des lots de partage. III. 2020 et suiv. - Autorité compétente pour statuer sur la base qui doit être adoptéc. 2044. - Quid s'il y a une diversité notable dans les sommes de jouissances exercées de part et d'antre? 2928 et suiv .- Quid sur-tout , dans les mêmes cas, s'il s'agit d'une ville comparativement à une commune rurale? 2030 et suiv.

Paturages publics. Voy. plus bas Usages d'une commune.

Possession. Dans les contestations ayant ponr objet quelques terrains sur lesquels on soutiendrait qu'une commune n'a exercé qu'un droit d'usage, sans en produire de titre, il faut surtont s'attacher à la manière dont elle a ioui, III. 2874. - Les communes qui se sont, de fait, mises de suite en possession des biens dans lesquels les lois nouvelles les avaient réintégrées à la charge d'exercer, dans les cinq ans, leur revendication devant les tribunaux, peuventelles être considérées comme déchues de leur droit, pour n'avoir pas agi en justice dans le délai prescrit? III. 2853.

Revenant-bons seigneuriaux. Ce que c'était. III. 2851.

Revendication. Dans quel délai les communes ont-elles dù agir en reveudication, pour se faire réintégrer dans leurs anciennes possessions? III. 2851,

2852 et 2862.

Sections de communes. -- Compétence. Quelle est l'autorité compétente pour statuer sur les contestations qui seraient élevé s entre les habitans de diverses sections de la commune sur le fait de la iouissance ou de la propriété de certains communaux auxquels elles prétendraient respectivement avoir des droits exclusifs? III. 2047. - Manière dont on doit procéder en pareil cas. 111. 2834.

Terres vaines et vagues. Les terres vaines, vagues, vacantes, doivent-elles être considérées comme des biens communaux de seconde origine? Etat. progrès de législation nouvelle à cet égard.

111. 2852 et suiv.

Titres. - Interpretation. Règles d'après lesquelles on doit interpréter les titres qui peuvent être produits par les communes ou contre elles, dans les débats relatif aux biens communaux. III. 2884 et suiv.

Usages d'une commune. Le sens des mots usages d'une commune, usages communaux, pâturages publics, pâturages

appartenant aux habitans et autres expressions de cette nature, employées sans indiquer positivement que la propriété du fonds appartient à un tiers, n'indiquent-elles pas la propriété elle-même de la commune ? III. 2884 et suiv.

BIENS RURAUX.

Accessores. L'usufruitier a droit de jouir des accessoires de l'immeuble, et, comme tel, des effets mobiliers qui y sont attachés, II, 1155.

Serait-il tenu de remplacer ceux des effets mobiliers qui auraient été détruits par accident on usés de vétusté? Il, 1156 et suiv. Quid du cheptel s'il était entiè-

rement péri? Ibid. Changemens. L'usufruitier d'un fonds

rural a droit de jouir des changemens qui y surviennent pendant sa jouissance et qui l'améliorent, de même qu'il est obligé de souffrir la perte ou la dimini tion. II. 1154.

Culture, L'usufruitier ne ponrrait-il pas s'abstenir de cultiver les terres labon-

rables ? II. 1475. Inventaire. Lors de l'onverture de l'u-

sufruit. l'inventaire estimatif doit être fait des divers objets qui sont immeubles par destination on accessoires. II. 1161. Prés. Comment un naufruitier doit-il

jouir des prés? II. 1575

Semences. L'usufruitier ne doit point négliger de semer les héritages, et si, lors de la cessation de l'usufruit, les fonds n'étaient point ensemencés, il serait dû des dommages-intérêts au propriétaire. II. 1140.

Usufruitier, Ouels sont les droits de l'usufruitier sur les biens ruranx ordinaires. II. 1145 et suiv.

BIENS VACANS. Voy. suprà BIENS COMMUNAUX.

BOIS ET FORÊTS.

Bois dotaux. Sur les droits du mari par rapportanx bois de son éponse. Voy. REGIME DOTAL.

Bois nationaux , riverains — Clóture. Le propriétaire d'un bois riverain de ceux de l'Etat est tenu de le séparer par des fossés faits et entretenus à ses frais. 11L 2064.

Bourdaine. Les bois particuliers sont soumis à la servitude d'usage pour la prise du bois de bourdaine, dont le charbon sert à la fabrication de la poudre.

Règle sur ce point, III, 3035.

Défensables Quand et par qui les bois sont ils déclarés défensables? III, 3030.

Défrichement. Malgré l'entière liberté d'administration et de disposition laissée aux propriétaires de bois, il leur est néaumoins défendu de les faire défricher, sans de certaines formalités préalables. II. 1163. Motifs de cette prohibition, peines qui y sont attachées, et exception. III. 305 det saiv.

L'usufruitier ne pourrait défricher pour inettre les fonds en culture. Il. 1472. Droit d'usage. Sur les droits d'usage dans les fonds privés, voyez Usage (BROIT D').

Echalas, L'usufruitier pent prendre dans les bois des échalas pour les vignes dant le l'acceptant l'ac

dans les bois des échalas pour les vignes dont il a l'usnfruit, II. 1196, Ce droit s'étend-il à toutes les espèces

de brins de bois? II. 1197.

Marine. Les bois de particuliers sont grevés d'un droit d'usage ayant pour objet la prise des arbres propres au service de la marine. Règles auciennes et nouvelles sur le mode d'exercice de cette servitude. III. 303a. et suiv.

Parcours défensables. Aucun usager, ayant droit de parcours dans un bois, ne peut y introduire ses bestiaux avant qu'il ne soit déclaré défensable, III. 3039.

Voy. an mot Défensable.

Propriétaire. Le propriétaire d'une forêt en linties, qui ne acrait point aménagée en coupes réglées, et dont l'usufruitier ne tirerait pour cela que des avantages peu considérables, pourrait-il la couper moyeunant une indemnité à l'usufruitier? 1. 881.

Régime. Quelles étaient les dispositions de l'ordonnance de 1669, sur le régime des bois des particuliers ? III. 3020 et suiv.

Tontes et produits. L'usufruitier a le

droit de prendre sur les arbres des produits anuuels et périodiques, en se conformant à la coutume locale. Il peut faire la tonte des arbres destinés à ce genre de revenu, et couper la feuille des tilleuls, des ormes, etc., pour la nourriture de son bétail. Il, 1108.

Usufruitier. Quels sont les droits de l'usufruitier sur les bois de la forêt ? II.

1162 et suiv.

Quelles sont les règles auxquelles il se conformer? II. 1168. Voy. Fitairs. Taillis, Baliveaux, Charlis, Bois de mésus ou de délit, Gardes bois, Arbres fruitiers, Arbres évars, Modennes.

BOIS COMMUNAUX.

Du régime des bois communaux et des usages auxquels ils sont destinés, 111. 2001 et suiv.

Aménagement. Comment les bois des communes sont aménagés. 111, 2992 et suiv.

Autorité compétente. Quelle est l'autorité compétente pour asseoir un aménagement de coupe sur une forêt communale ou pour modifier celui qui aurait été précédemment établi ? III. 2002.

Bois de bourdaine. Les bois des communes sont soumis à la servitude d'usage par affectation, pour la prise du bois de bourdaine dont le charbon sert à la fabrication de la poudre, 111. 3035.

Branches. — Voisin. Le proprietaire d'un fonds coutigu à un bois communa peut-il réclamer l'exécution de l'art, 672 du code civil sur l'élagage des branches qui font projection sur son héritage? III. 2076 et suiv.

Broussailles. — Mode de joussance. Y aurait-il délit dans le fait d'un habitant qui exercerait . dans un pré, bois ou pâturage en broussailles de sa commune, son usage à la prise de bois conformiement au mode pratiqué de tout temps et sans opposition? Examen d'un arrêt de cassation sur ce point. Ill. 3007 et suiv.

Marine. Les bois des cummunes sont assujettis à la servitude d'usage par affectation, pour la prise des arbres propres au service de la marine. III. 3032. Voy. Bois et Forêts.

Quart de réserve. Ce que c'est III. 2992. Riverains. - Cloture. La servitude de clôture et de confection de fossés, qui est établie sur les bois de particuliers riverains de ceux de l'Etat, est-elle de même imposée sur les bois privés qui sont adjacens aux forêts des communes ou des établissemens publics? III. 2965.

Taillis. Tout le taillis des assiettes en usance doit être réparti aux habitans, III. 2872 et suiv. - Par qui la délivrance leur en doit être faite. III. 2996 et suiv. - Comment la coupe doit en être exécutée ? 2997 et suiv. — Comment le bois doit-il être distribué entre les habitaus? VOY. AFFOUAGE.

BOIS DE MÉSUS OU DE DÉLIT.

Ce que c'est. II. 1162.

Usufruitier. L'usufruitier a t-il le droit de prendre les arbres de délit, dans les coupes qui ne sont pas encore en ordre d'être exploitées ? II. 1176.

BOIS MORT ET MORT-BOIS.

Ce que comporte le droit d'usage au bois mort et mort-bois, IV, 3:63 et suiv.

BOIS NATIONAUX.

Ateliers. - Prohibition. A quelle distance des forêts nationales est-il défenda d'établir certains ateliers? III. 2075.

Branches. - Voisins. Les propriétaires de fonds contingus aux forêts nationales peuvent - ils réclamer contre l'adjudication forestière l'exécution de l'article 672 du code civil, qui autorise celui sur la propriété duquel avancent les branches des arbres du voisin, à contraindre celui-ci à couper ces brauches? III. 2976 et suiv. Compétence. Quelle est l'autorité com-

pétente pour statuer sur les réclamations des communes on des particuliers qui prétendent à des droits d'usage dans les bois de l'Etat? III. 2960 et suiv.

quelle réduction ils ont subie à diverses epoques, et quel est anjourd'hui l'état de notre législation sur ce point? III. 2040 et suiv. Vov. Compétence.

Riverains. - Clóture. Les riveralns, qui possèdent bois joignant ceux de Etat , sont tenus de les séparer par des fossés faits et entretenus à leurs frais. III. 2064. Sur qui doit être pris l'espace du fossé? Ibid.

En cas d'incertitude sur l'emplacement de la ligne séparative, le bornage ne devrait-il pas être fait à frais com-

muns? Ibid.

Si la propriétériveraine, n'étant point originairement en nature de bois, se convertissait en cette nature par une propagation du semis lancé par le vent , y aurait-il translation de la servitude de clôture et d'entretien du fossé sur cette accrue? III. 2066.

Lorsqu'un bois de l'Etat, tel que ceux qui ont été cédés à la caisse d'amortissement, est vendu, l'acquéreur peut-il exiger, du possesseur du bois voisin, l'entretien du fossé de séparation comme l'Etat pouvait l'exiger avant la vente?

III. 2967.

Dans le cas où , par suite de l'émigration d'un propriétaire de bois adjacent à une foret nationale, il y a eu réunion du bois privé à la forêt publique, et par suite extinction de la servitude de clôture; cette servitude doit-elle revivre, lorsque la remise du bois confisqué a été faite, soit à l'émigre rentré, soit à ses parens? III. 2068.

La servitude de clôture peut-elle exister relativement à des bois qui, sans avoir été domaniaux dans le principe, ont été réunis aux domaines de l'État par suite des lois de la révolution? III. aghig.

Riverains. - Fours à chaux. A quelle distance des forêts nationales est-il defendu de faire cuire de la chaux? III. 2974.

Riverains. - Plantations. A quelle distance des forêts nationales est-il dé-Droit d'usage, Quelle fut la source fendu aux propriétaires riverains de des droits d'usage dans les bois del'Etat; faire des plantations de bois? III. 2073.

Riverains. — Prohibition de bâtir. A quelle distance des forêts nationales est il défendu de bâtir ? III. 2971.

Quid relativement à des forêts qui, sans avoir été domaniales dans le principe, ont été réunies au domaine de l'État , par suite de la révolution? III. 2072. .

BONNE FOL

Tiers acquéreur. Un tiers acquéreur de bonne foi ne doit point souffrir du dol de son vendeur. III. 2412.

BON PÈRE DE FAMILLE. Qu'est-ce que jouir en bon père de famille? II. 1469

Colombier. Pour jouir d'un colombier en bon père de famille, l'usufruitier doit entretenir la population II. 1471.

Etang. Pour jouir d'un étang en bon père de famille, l'usufruitier doit l'empoissonner aux époques marquées par l'usage des licux. IL 1471.

Garenne. Pour jouir en bon père de famille d'une garenne, l'usufruitier doit en entretenir la population. 11. 1471.

Foret. Pour jouir d'une foret en hon pèrc de famille, l'usufruitier doit suivre l'âge , l'ordre et l'étendue des coupes. Il.

Immeubles. L'usufruitier qui ne jouirait pas en bon père de famille, donnerait action contre lui, 11, 1478.

En quoi consiste l'obligation de jouir en bon père de famille relativement aux immeubles ? 11. 1471 et sniv. 111. 2607. Prés. Comment l'isufruitier d'un pré

doit-il en jouir pour le faire en bon père de famille? Il. 1475. Usine. Pour jouir d'une usine en bon

père de famille , l'usufruitier ne doit pas a laisser chômer. 11. 1471.

BORNAGE.

Frais. Les frais du procès et de l'opération sont à la charge de l'usufruitier, pour la portion cor: espondante à son lot, lorsqu'il agit seul pour ne faire avec les tiers qu'un bornage provisionnel. II. 1753.

Intervention. L'usufruitier a-t-il le droit d'intervenir dans nne instance en bornage. ? II. 1244.

Usufruitier. L'usufruitier a-t-il l'action en bornage? peut-il l'intenter ou y défendre seul? 11. 1243.

BOUCHOYAGE.

Le droit de bouchoyage consiste dans la faculté de couper les buissons et menns bois sur le terrain d'autrui, IV. 3315.

Ce droit fut établi , comme servitude légale, dans le royaume de Bourgogne, par le code des Bourguignons. IV. 3316.

Son existence légale a cessé par l'abrogation de l'ancienne loi qui l'avait établi. IV. 3319.

Son existence, soit avant, soit depuis, n'avant eu pour fondement que le préeaire, n'a pu donner lieu à la prescription acquisitive de la servitude. IV. 3320.

fl en serait autrement s'il y avait eu acte de contradiction de la part de l'usager, résistant à la defense du propriétaire. IV. 3324.

Lorsque par suite d'un procès agité entre deux communes, l'une d'elle a cté déclarée généralement usagère au bouchoyage ou à la vaine pâture, sur le territoire de l'autre, cette adjudication d'usage n'établit pas de servitude sur les fonds privés. IV. 3325 et 3327.

Idem dans le cas d'une transaction ou d'un partage fait entre deux communes. IV. 3326.

Dans ce cas, le jugement prononcé contre une commune, ou la transaction par elle souscrite, ne seraient pas même des titres suffisans pour prescrire la servitude sur les fonds privés. IV. 3328

Il en serait autrement si la commune qui aurait associé l'autre dans son droit avait été elle-même en possession à titre de servitude ; alors la commune associéc pourrait prescrire la servitude. IV. 3320.

BRANCHES. - BRANCHAGES.

La disposition de l'article 672 du ende civil, portant que celui sur la propriété duquel avancent les branches des arbres du voisin, peut contraindre eelui-ci à les couper, est-elle applicable à l'élagage des arbres forestiers? III. 2076 et suiv.

L'existeuce continue des branches qui forment projection sur le fonds voisin. pent-elle donner lieu à la prescription acquisitive de la servitude? 111. 2990

Lorsqu'il s'agit du corps de l'arbre lui-même qui aurait été planté à une distance prohibée, si le voisin l'a souffert ainsi pendant trente ans, la servitude

n'est-elle pas acquise par la prescription?

111. 2080. Lorsqu'on delivre à l'usufruitier des arbres futaics, pour l'exécution des réparations dont il est tenu dans les bâtimens, les branchages de ces arbres doivent rester au propriétaire. Il. 1194. Il en est de même à l'égard de l'usager anquel on délivre des arbres de construetion. IV. 316q. Voy. APPOUAGE.

CADUCITÉ.

En général, les causes qui opèrent l'extinction de l'usufruit, produisent anssi la caducité du legs, lorsqu'elles sont préexistantes à son ouverture ou à l'aeceptation des légataires. Exemples. III. 2558 et suiv.

Que faut-il pour qu'un legs soit définitivement eadue? 1. 682 et suiv. Voyez ACCROISSEMENT. - Caducité.

Alienation, Toute alienation faite, par le testateur, de la chose par lui léguée eu usufruit, rend le legs caduc. III. 2563 et suiv.

Changemens. Cas où les changemens faits par le testateur dans la chose léguée rendent le legs eaduc. III. 2563 et suiv. Si le fonds qui a subi des changemens

capables de rendre le legs caduc, venait à etre rétabli par le testateur dans son état primitif, l'usufruitier pourrait-il en demander la jouissance? III. 2567 ct suiv.

Concours de deux legs. Dans le cas de deux legs, l'uu de l'usufruit, l'autre de la nue propriété du même fonds, la cadueité du premier, par le décès du légataire avant le testateur, profite au second légataire de la nue propriété. 1. 418.

Concours de différens legs. Dans le concours de legs à divers titres, pour savoir, en eas de eaducité de l'un d'eux, quels sont les légataires qui doivent en profiter, il faut s'attacher à reconnaître où est la conjonction réelle. I. 66q.

Construction. La construction d'une maison faite par le testateur, sur le fonds

dont il a légué l'usufruit à titre partieulier, emporte-t-elle la caducité du legs? II. 112Q.

Dépossession. La dépossession du testateur de la chose par lui léguée en usufruit peut rendre le legs caduc. 111. 2560 et suiv. Incapacité, Un legs d'usufruit devenu

caduc, pour cause d'incapacité du légataire relativement aux héritiers de la loi. profite à ces derniers et non à celui qui serait légataire de la nue propriété du fonds dont l'usufruit aurait été l'objet du premier legs. 1. 607.

Institution d'héritier. Dans les anciennes provinces du droit écrit. la cadueité de l'institution d'héritier entrainait l'anéantissement des legs; il n'en est plus de même anjourd'hui. 1. 597. 598.

Legs à titre universel. La cadneité de l'un de plusieurs legs à titre universel. profite a l'heritier ab intestat , s'il n'y a point de légataire universel. I. 615.

Legs particulier. La caducité des legs particuliers ou des legs de quotes en sousordre, profite au légataire universel, et non à l'héritier à réserve. 1. 599, 613,

Cette décision aurait elle également lieu, dans le cas où le testateur, an lien de commencer son testament par l'institution du légataire universel, aurait fait différens legs à la suite desquels il aurait dit : quant au surplus de mes biens dont je n'ai testé ni disposé, je les lègue à CAIUS, ou je nomme CAIUS mon légataire

universel dans le surplus de mes bieus? Distinctions à cet égard entre les legs de quotes de biens et les legs particuliers. I. 600 et suiv.

Dans le concours d'un légalaire universel, et d'un ou de plusieurs légalaires à titre universel, s'îl a été fait des legs particuliers qui n'aient point spécialement été mis à la charge de quelques uns des légalaires principaux, la caducité de ces legs particuliers profile aux légalaires universel et à titre universel, chacun dans la proportion de ses droits

sur le tout. I. 616.

Dans le concours d'un légataire à titre
universel et d'un héritier légitime, la
caducité d'un legs particulier profite à
l'un et à l'autre, dans la proportion de
leurs quotes héréditaires. I. 617.

Dans le concours de plusieurs légataires à titre universel, la caducité des legs particuliers, mise à la charge de la masse, profite à tous, dans la proportion des droits héréditaires de chacun. 1. 618.

Le légataire à titre universel, nominativement et spécialement chargé d'un legs particulier, profite de la caducité de ce legs. I. 619.

Si un testateur a légué son mobilier à l'un et ses immeubles à un autre, la caducité de legs particuliers profitera ai légataire du mobilier, quant à ceux de ces legs qui avaient des meubles pour objet; et au légataire d'immeubles, quant à ceux qui embrassent des immeubles partieuliers. I. 621.

Legs universel. La cadueité du legs universel ne porte aucune atteinte aux legs particuliers. I. 598.

Meubles meublans. Le légataire d'une généralité de meubles meublans profite de la caducité d'un legs portant sur quelques-uns de ces meubles. L. 620.

Troupeau. Le légataire d'un troupeau profite de la caducité d'un legs particulier sur quelques têtes de ce troupeau. 1. 620.

CANAUX.

Etablissement. Par qui, de l'usufrui-

s? tier ou du propriétaire, doivent être gs supportés les frais ordonnés pour l'étars. blissement des canaux? II. 1796. Voy. Changes.

Propriétaire. Le propriétaire d'un fonds soumis à un droit d'usufruit pourrait-il, moyennant indemnité, y ouvrir un canal d'irrigation, propre à fertiliser

ses autres héritages ? 1. 885

Réparations. Les dépenses nécessaires
à l'entretien et aux réparations des canaux

à l'entretien et aux réparations des canaux de desséchement, d'irrigation et de salubrité, sont à la charge de l'usufruitier. II. 1793. Voy. Charges.

CANTONNEMENT.

Ce que c'est que le eantonnement des usagers, et comment il diffère de l'aménagement, IV. 3338.

Acte. L'acte de cantonnement participe tout à la fois de la nature du racbat, de celle de l'aliénation à titre communicatif, et de celle de partage. Ibid.

Action. L'action en cantonnement est née de la jurisprudence des Tribunaux, comme fondée sur le principe qui veut que personne ne doive être forcé à rester dans l'indivision de jouissance. IV. 3340 et 3341.

Elle n'était autrefois admise que de la part des propriétaires; mais depuis les lois de la révolution, les usagers ont été admis à la proposer aussi. IV. 3342. Elle est toute dans les attributions de

la justice ordinaire. IV. 3343. Elle n'a lieu qu'en fait d'usage-servitude réelle. IV. 3344.

Elle a lieu même pour l'usager qui n'a qu'un droit de pâturage dans une forêt, sans avoir celui d'y eouper du bois. IV.

3345 et suiv.

Elle a lieu à raison de tous usages-servitudes réelles en partieipation des fruits du fonds, et elle doit être admise généralement à l'égard de tous les propriéaires. soit qu'il s'agisse de fonds privés, communaux ou nationaux. IV. 3357 et

Convenances. Les convenances que l'on doit observer dans l'exécution du cantonnement pour attribuer aux usagers

20.

les portions de fonds qui sont le plus à leur portée, IV. 3361.

Manière de procéder au cantounement, IV, 3362.

Différence de cette exécution avec celle d'un partage ordinaire. IV. 3363.

Reconnaissance préalable de l'étendue et consistance de la forêt et de son état de produit. IV. 3364.

Vérification préalable encore de la nature des droits d'usage qu'il s'agit de racheter, et de l'étendue des besoins des usagers qui sont à cantonner. IV. 3365

usagers qui sont à cantonner. IV. 3365 et suiv. Ce qu'on doit observer lorsque la forêt usagère a été, dans la suite, partagée entre plusieurs; lorsqu'elle a été atté-

nnée par des défriehemens , ou qu'elle a été démembrée par des ventes partielles. Voy, au mot Indivisibilité.

Proportion suivant laquelle le partage pour exécution du cantonnement doit être fait entre le propriétaire et les usagers : erreurs grossières de quelques écrivains sur ce sujet. 3267 et suiv.

La diversité des arrêts touchant cette proportion prouve qu'ils sont ici sans aucune autorité, comme n'ayant statué que sur les points de fait dont les circonstances varient à l'infini. IV. 3369.

Préjugés qu'on doit écarter dans l'examen des causes de cette nature. IV. 3371 et 3372.

Marche à suivre pour arriver au point voulu par la justice. IV. 3375. Ex. 3381. Bachat des usages ne pourrait, en gé-

Rachat des usages ne pourrait, en général et avec justice, être ordonné à prix d'argent, IV. 3387.

Règlement prohibitif. Quid juris si, d'après son titre, l'usager a le droit de conduire an pâturage ses bestiaux dans ua bois après la quatrième feuille. et que, par un règlement postérieur, il lui soit defendu de les y introduire avant dix ans; l'ètendue de son cantonnement devra-telle être calculée d'après son titre, ou

d'après le règlement ? IV. 3362.

CARRIÈRE.

Communauté entre époux. L'ouver-

ture d'une carrière, pendant le cours de la communauté, sur les propres des époux, donne lieu à une récompense en faveur de l'époux propriétaire. II. 1207.

Construction. Le propriétaire, qui voudrait construire an édifice dans un fonds non snjet à l'usuffruit, pourrait-il. moyennant une juste indemnité, ouvrir une carrière dans un autre fonds dont il

n'aurait que la nue propriété? I. 883. Réparations. L'usufruitier n'aurait-il pas la faculté d'ouvrir une carrière pour en extraire les matérianx nécessaires aux

réparations dont il est tenu ? II. 1204. Usufruitier. L'usufruitier n'a ancin droit aux carrières non encore en exploitation lors de l'ouverture de l'usufruit.

II. 1202.
L'usufruitier, qui ouvrirait nue carrière pour en faire son profit, serait tenu de rapport ou de dommages intérêts envers le propriétaire. II. 1207.

CAS AFFLIGEANS:

Nefas est tristes casus expectare. 11.

CAS FORTUIT.

Qu'eutend-on per le eas fortuit dont personne n'est responsable? Il. 1538. L'incendie doit être, par hi-même, naturellement elassé au rang des cas fortuits, Il. 1538 et 1540. 1551. Preuse. Comment prouver les eas for-

tuits? II. 1540, 1541.

CAS IMPRÉVU.

Iniquum est perimi pacto, id de quo cogitatum non docetur. II. 1974, 2096.

CAS RARE.

Quod rarò fit, non observant legislatores: sed quod fit plerùmque, et respiciunt, et medentur. 11. 1973.

CAUTION.

Judicatum solvi. Un étranger, demandenr ou intervenant, qui n'anrait d'autre propriété qu'un droit d'usufmit même immobilier , pourrait être tenu de fournir la caution judicatum solvi, 1, 20, Usufruitier. La solvabilité d'un usu-

fruitier offert pour caution peut être contestéc. L. 18

CAUTIONNEMENT.

Quel est l'objet du cautionnement en fait d'usufruit? I. 852. Il. 1478. 2015. Acquéreur, L'acquéreur de l'usufruit

pourrait-il être force par le vendeur, qui se serait réscrvé la nue propriété, de fournir un cautionnement qu'il n'aurait pas stipulé dans le contrat ? L 830, 831.

Alienation. Lorsqu'un droitd'usufruit est alièné par l'usufruitier, ou exproprié sur lui, que deviennent les obligations de la eautiou qu'il avait fournie? Cette caution se trouve-t-elle dégagée pour l'avenir ? I, 851 et suiv.

Bénéfice de cession. La caution doitelle avoir le bénéfice de cession ? 1. 821, Capacité, Quelle doit être la capacité

de la personne offerte pour caution?

Compétence. Quel est le Tribunal compétent pour statuer sur la contestation qui peut s'élever au sujet du cautionnement? I, 84q.

Contrainte par corps. Il n'est pas né-cessaire que la caution soit susceptible de la contrainte par corps? I. 821.

Contrat de mariage. Un droit d'usufruit, accordé par un contrat de mariage de la part d'un époux à l'autre, est soumis au cautionnement, 1, 832.

Créance. A défant de cautionnement. quel doit être le sort des créances exigibles et des capitaux de rente? I. 845. II. 1048 et suiv.

Défaut. Dispositions de la loi pour le eas auquel un usufruitier ne peut trouver de eaution. I. 833. Dans ce cas les immeubles sont donnés à ferme ou mis en sequestre, Ibid. Vov. SEQUESTRE.

A qui, du propriétaire on de l'usufruitier, est-ce à choisir le fermier, et quelles doivent être les conditions du bail? l. 835, 836. Le propriétaire ne pourrait-il pas demander à être préféré comme fermier? I. 83q.

l'usufruit portait sur la réserve légale due à l'héritier. Ex. I. 821 et suiv. 2º Lorsqu'il s'agit de l'usufruit légal des père et mère sur les biens de leurs enfans, 1, 826, 828,

Les sommes comprises dans l'usufruit

sont placées, les denrées sont vendues,

et le prix en provenant parcillement

placé; quel doit être le mode de la

dispensé de fournir cantion, l'héritier doit-il être toujours non-recevable à exi-

ger un eautionnement par la suite, on à

demander le séquestre? I. 863 et suiv.

fruitier est dispeusé de fournir caution :

cordée par le titre constitutif, directe-

Il y a quatre cas dans lesquels l'usu-

1º Lorsque la dispense en a été ac-

Cette dispense ne pourrait être accordée par un donateur on un testateur, si

vente? 1. 840. Voy. Créances. Dispense. Lorsque l'usufruitier est

ment ou indirectement. I. 823.

3º Lorsque le donateur s'est réservé l'usufruit de la chose donnée. L. 829.

" Lorsqu'en eas de vente d'un fonds. le vendeur s'est réservé l'usufruit. I. 830.

Quid de l'acquéreur d'un simple usufruit? Vov. Acquéreur. Les facultés personnelles de l'usufrui-

tier pourraient elles le faire dispenser de l'obligation de donner caution ? 1. 846. Etendue, Quelle est l'étenduc des obli-

gations de la caution? I. 810. Facultés. Les facultés de la caution s'estiment eu égard à ses propriétés fon-

cières, comparées à la valeur des biens soumis à l'usufruit. I. 822.

Faillite, Les créanciers d'un usufruitier tombé en faillite, et qui sont appelés à jouir de son usafruit, doivent-ils fournir une caution pour l'avenir? I. 860. Femme mariée. La femme mariée qui s'e-t rendue eaution solidaire de son

mari, sans aucune autre stipulation, no donne au créancier aucun droit de préférence sur ses droits et actions. Le créancier ne pourra les exercer que par la voie de la subrogation judiciaire, III.

Frais. Les frais du cautionneneut sont à la charge de l'usufruitier. I. 817.

Gage. L'usufruitier pourrait-il se dis- intérêts, et à celui de l'héritier quant an penser de donner eaution en offrant un gage en nantissement, estimé suffisant?

1.848.

Héritier, L'héritier d'un légataire d'un droit d'usufruit appelé à jouir du même droit après la mort de ce légataire, est teun à un nouveau eautionnemen:. I.

324. Héritier évincé. Dans le eas de l'évietion d'un héritier par un parent plus proche, ou par toute autre cause, le successeur serait-il tenu de ce qui aurait été fait par l'héritier évincé, relativement au cautionnement dû par l'usufruitier? I. 862.

Hypothèque. La caution doit-elle offrir l'hypothèque de ses immeubles? I. 821. L'usufruitier pourrait-il, en offrant des hypothèques suffisantes, s'affranchir

de l'obligation de donner caution. I. 817. Interprétation. Le eautionnement doit être strictement interprété et ne se pré-

same pas. I. 854.

Légataires successifs. Dans le cas de plusieurs légataires successifs, chaeun d'eux entraut en jouissance doit fournir un cautionnement particulier, et le droit de l'exiger appartient tant à l'héritier qu'aux légataires appelés en ordre ultérienr. I. 423. II. 818.

Mari. Le mari légataire de l'usufruit des biens de son épouse doit fournir cau-

tion. I. 847.

Le marı auquel sa femme apporte en dot un droit d'usufruit est-il tenu de fournir caution? I. 861.

Meubles. Dans le eas où l'usufruitier ne peut fournir de caution, le propriétaire peut exiger la vente des meubles qui dépérissent par l'usage; mais est-il dans l'alternative inévitable, ou de les faire vendre, ou de les abandonner à l'usufruitier : et que décider à l'égard des meubles précieux? I. 841.

Aux frais de qui doit se faire la veute? Distinction entre les choses fongibles et eelles qui, sans être fongibles, se détériorent par l'usage. I. 842, 843.

Le prix à provenir de la vente est placé au profit de l'usufruitier quant aux

eapital; qui doit faire ce placement? 1. 844 Partiel. L'usufruitier pourrait-il offrir

et faire accepter un cautionnement par-

tiel ? Ex. I. 820.

Plusieurs propriétaires. Dans le cas où la propriété appartient à plusieurs la caution doit être offerte à tous. I. 818.

Plusieurs usufruitiers. En cas d'un usufruit établi sur plusieurs têtes chaque usufruitier doit fournir caution. I. 816.

Prise de possession. Si le propriétaire avait laissé l'usufruitier entrer en jouissance sans avoir préalablement donné caution, il ne serait point pour cela privé du droit d'en exiger une, tant qu'il n'y aurait point formellement renoncé. 1. 815.

Réparations. A la fin de l'usufruit le propriétaire a action contre la caution pour les réparations qui étaient à la charge de l'usufruitier. Il. 1640.

Retard. Le retard de donner caution ne prive pas l'usufruitier des fruits auxquels il peut avoir droit; mais il ne peut auparavant exiger la remise du fonds. I. 814.

Tiers acquéreur. Le tiers acquéreur d'un droit d'usufruit, aliéné par l'usufruitier ou exproprié sur lui, est-il tenu de fournir personnellement un cautionnement? I. 851 et suiv.

Si un usufruitier avait été dispensé de fournir eaution, le tiers aequéreur auquel il anrait transféré son droit d'usufruit jonirait-il de la même faveur? I. 859, 866.

Tiers acquéreur. Si le propriétaire d'un fonds grevé d'usufruit, le vend à un autre, quels seront les droits du tiers aequérenr envers l'usufruitier et la caution? I. 862.

Usage. L'usager ne peut entrer en jouissance sans avoir préalablement donué caution. III. 2743.

Usufruitier, L'usufruitier doit donner eaution . s'il n'en est pas dispensé par le titre eonstitutif; il ne peut auparavant exiger la remise du fonds. 1. 814, 815. Voyez Confiscation, Séquestre, Contumace.

CENTIMES ADDITIONNELS. Voyez CONTRIBUTION FONCIÈRE.

CESSION.

Créances dotales. Les créanciers auxquels une femme mariée a cédé ses eréances dotales , devraient-ils être préférés à ceux envers lesquels elle se serait simplement engagée , et qui pourraient invoquer la subrogation dans ses priviléges et hypothèques légales ? III. 2327 et suiv.

Droit pécuniaire. Tout droit pécuniaire est eessible s'il n'y a disposition coutraire dans les lois. III. 23(6.

Rente. Le cessionnaire d'une rente, qui a notifié son transport au débiteur, est le seul contre qui doive être dirigée toute action dont la rente peut être l'objet. II, 1220.

Usufruit. La cession d'un usufruit n'est que le transport de l'exercice d'un droit qui s'éteint par la mort de l'usufruitier en titre. I. 15. Elle ne porte que sur les émolumens utiles dont le droit est susceptible. Plusieurs conséquences de ce principe. I. 804 et suiv.

Usage. Le droit d'usage est incessible. I. 48.

Usufruit mobilier. L'usufruitier pourrait-il loucr ou céder à d'autres son droit de jouissance sur les meubles? II. 1061 et suiv. Voy. MEUBLES, mot Cession.

CHABLIS.

Ce que e'est, 11, 1162.

L'usufruitier a-t-il droit de prendre les chablis, et les arbres qui se trouvent morts dans les coupes qui ne sont pas encore en ordre d'être exploitées? II.

Pourrait-il contraindre le propriétaire à les colever ? II. 1466. L'usager au bois mort et mort-bois

n'a pas la faculté de s'emparer des chablis ni le droit de les demander. IV. 3165.

CHANGEMENT.

Chose léguée. Cas où les changemens, faits par le testateur dans la chose léguée en nsufruit, rendent le legs cadue. III. 2593 et suiv. Quid du cas où les ehangemens auraient été faits par l'héritier? Ibid.

Incorporation. Droit de l'insufruitier dans le cas où la cliose soumise à sou droit a été employée à former un corps d'une nouvelle espèce. III. 2555 et suiv.

Propriétaire. Le propriétaire nepourrait, contre le gré de l'usufruitier, faire des changemens dans l'héritage, ni élever des constructions sur nn sol vide , ni élever d'un étage une maison déjà construite. 11. 464.

Transmutation. Le changement d'une chose en une autre, dont le résultat serait de ne plus rendre la chose susceptible d'une jouissance de même nature que celle qui avait été léguée, éteint l'usufruit. III. 2540.

Usufruitier. L'usufruitier ne peut faire aucun changement dans le fonds, de nature à en altérer la substance. I. 4.

Quels changemens pourraient lui être permis? Distinction entre les bâtimens et les fonds ruraux. II. 1432, 1433.

CHARGES

Il y a des charges spéciales qui n'affectent que l'usufruit paternel. I. 182 et suiv.

En général on distingue trois espèces de charges en fait d'usufruit : celles qui n'affectent que la jouissance ou les charges des fruits, celles qui sont imposées sur la propriété, et celles qui comprennentles dettes de la suecession. II. 1858.

Arringes. Les arrérages de rentes passives, et les intérêts des eapitaux dis par la succession du testateur, sont à la charge, pour le tout, de l'assiruitier universel; et pour sa quote part, de l'usufruitier à titre universel, sans aucune répétition de leur part. Il. 1797, 1817, Application au légataire d'usufruit mobiler. 1798.

Canaux. L'impôt extraordinaire levé dans une commune, pour frais de premier établissement de canaux de salubrité, de puits, de fontaines, devrait-il être considéré comme charge de la pro

priété? II. 1873.

Les frais de construction, de cananx de desséchement, d'irrigation et de navigation, qui peuvent être imposés sur les propriétés riveraines, pour utilité locale, sont-ils à la charge de la propriété? Quid de canaux de grande navigation, pour cause d'utilité générale ou même d'utilité communale? 1. 1874.

Centimes additionnels. Voy. CONTRI-

BUTION FONCIERE.

Charges annuelles, L'usufruitier est tenu de toutes les charges annuelles de l'héritage. Force de ce mot toutes, Quelles sont les choses qui doivent être considérées comme charges annuelles ? 1785 et suiv.

Charges des fruits. Il y a deux espèces de charges de fruits: celles dont l'emploi se rapporte à la cause du produit du fonds, ex. Il. 1,257, et celles qui sont imposées par l'autorité, comme une délibation du revenu net du contribualile.

Charges de la propriété. Quelles sont les charges que l'on doit considérer comme charges de la propriété? 11. 1865 et suiv.

Mode suivant lequel l'usufruitier et le propriétaire contribuent aux charges qui peuvent être imposées sur la propriété II. 1854, 1862 et sniva

Par qui peuvent-elles être imposées?

Nature de ces charges, et caractères

qui les distinguent. Il. 1858 et suiv. Pour que l'insufruitier en soit tenu, il faut qu'elles soient imposées depuis l'onyerture de l'usufruit, alors même

que la canse serait antérieure. Exemples. II. 1860 et suiv. Charges de la succession, V. Dettes. Chemius vicinaux. Voy. ces mots,

Contribution, Voy. Contributions

Contributions extraordinaires de guerre. Dans le cas d'une invasion de l'ennemi, s'il est'nécessaire d'imposer une contribution extraordinaire, c'est une charge de la propriété. Il 1867. Créancier. Le créancier des charges

de l'usufruit a action personnelle contre l'usufruitier. II, 1783,

Desséchement de marais. L'indemnité due aux entrepreneurs, pour desséchement de marais ordonné par le gouveruement, est une charge de la propriété. II. 1868.

Digues. L'établissement de digues ordonnées par le gouvernement, dont les frais sont supportés par les propriétés adjacentes, est une charge de ces propriétés. II. 1872.

Dispense. Le testateur peut dispenser le légataire d'un droit d'usufruit des charges imposées par la loi à l'usufruitier. II. 1782.

Eglise. L'impôt extraordinaire levé dans une commune, pour l'établissement d'une église ou d'un presbytère, devrait-il être considéré comme charge de la propriété? II. 1873.

Quid de l'impôt pour les simples frais d'entretien ou les grosses réparations? II. 1875.

Emprunt forcé. L'emprunt forcé exigé des propriétaire par l'Etat est une charge de la propriété. II, 1866.

Excès. Lorsque les charges annuelles excèdent les revenus des biens grevés d'usuffruit, l'usufruitier peut-il être forcé de les acquitter dans leur intégrité? Distinction entre les charges naturelles et intrinsèques, et les charges accidentelles ou extrinsèques, II. 1820 et sniv.

Fontaine publique. Voy. Canaux. Gardes de bois. Les frais des gardes de bois sont à la charge de l'usufruitier.

II. 1789.

Intérêts. L'assifruitier à titre singulier n'en est pas tenu. II. 1797, 1810. Voy. Arrérages.

Indennité. — Voirie. L'indemnité qui peut être exigée des propriétaires voisins, lorsque par suite de l'ouverture d'une nouvelle rue, on de l'établissement d'un quai, on de toute autre conmunication, leurs propriétés acquièrent plus de valeur, est une charge de ces propriétés. IL 1871.

Jouissance. Les charges de l'usufruit ne peuvent s'étendre au delà de la jouissance de l'usufruitier. II. 1784.

Logement de troupes. Voy. Réquisition.
Mur menaçant ruine. La reconstruction d'un mur menaçant ruine, sur la
plainte d'un propriétaire voisin, est une
charge de la propriété. II. 1860.

Muation par decès. Le droit de mutation, payable dans les six mois du décès du testateur, est-il une charge imposée sur la propriété, et pesant sur l'héritier quant au capital. et sur l'user fruitier quant à l'intérêt? II. 18-6.

Naturelles et intrinsèques. Ce qu'on entend par les charges naturelles et intrinsèques au droit d'usufruit, II. 1821.

Cc qu'on entend par les charges accidentelles et extrinsèques au droit d'usufruit. H. 1822.

Presbytère. Voy. Eglise.

Puits, Voy. Canaux.

Reconstruction. — Voirie. La reconstruction d'une maison, en verta d'une ordonnance de police sur la voirie, est

une charge de la propriété, 11. 1870. Réquisition. Les réquisitions en denrées, pour les armées et le logement des troupes, sont-elles à la charge de l'nsufruitier ? 11. 1795.

Routes. Voy. ce mot.

Ultra viris. Voy. Excès.

Usufruitier, Comment tenu des charges de la propriété? Voy. Charges de la

propriété.

Vente. Le propriétaire pourrait-il, pour satisfaire aux charges de la propriété, contraindre l'usufruitier à souffirir la vente d'une partie du fonds? 11, 1863.

CHARGES DE LA SUCCESSION.

Les charges sont-elles comme les det tes de la succession? l'usufruitier universel, ou à titre universel, en seraitil, en conséquence, tent contributoirement avec le propriétaire? H. 1898.

Quels objets sont considérés comme

charges de la succession? Ibid. Voyez

CHARGES PERSONNELLES.

Ce que c'est, et leur effet, 1. 215, 645. Renonciation. La renonciation à un droit d'asufruit emporterait-elle dégagement, pour l'usufruitier, des charges personnelles qu'il se serait imposées par le contrat? I l. 2182 et suiv.

CHARGES RÉELLES.

Ce que c'est, et leur effet; et comment elles different des obligations personnelles. 1, 215, 645, 11, 1622 et suiv. 111, 2185 et suiv.

Renonciation. La renonciation à un droit d'usufruit emporte-t-elle dégagement pour l'avenir des charges inhérentes à l'usufruit? III, 2182, et suiv.

CHARPENTIER, Voy. RÉPARATIONS.

CHASSE.

L'usufruitier a le droit de chasse dans les bois et sur les fonds dont il a la jouissance. 11. 1209.

Il n'en est pas de même de celui qui n'a qu'un droit d'usage sur le fonds. IV.

CHAUDIÈRES. Vovez CUVES.

CHAUFFAGE.

Ce que comporte le droit d'usage au bois de chauffage. IV. 3154.

Sur quelles espèces de bois il doit être exercé, IV. 3157.

Comment on doit résoudre les doutes que peuvent présenter les titres sur cet objet. Voy. INTERPRÉTATION.

CHEMINÉES.

Chambranles. L'usufruitier pourraitil, à la cessation de l'usufruit, enlever des chambranles de marbre qu'il aurait mis aux cheminées à la place de chambranles de bois qui y étaient, et replacer ces derniers 111. 2500. Voy. Grosser Réferantions. C'est par le nombre des cheminées qu'on doit estimer l'étendue du droit de chauffage établi pour l'utilité des maisons. IV. 3154 et 3155.

CHEMINS VICINAUX.

Etablissement. L'usufruitier devrait-il contribuer aux dépenses ordonnées pour l'établissement d'un chemin viciual? II.

l'établissement d'un chemin viciual? II. 1796.

Réparations. Les corvées et les dépenses fixées pour les réparations des chemins vicinaux seraient elles à la

charge de l'usufruitier ? 11. 1794. CHOSES. Voyez DISTINCTION.

CHOSE D'AUTRUI.

La chose d'autroi ne peut être léguée. Cependant le maître d'un fonds grevé d'usufruit peut encore en léguer la jouissance à un second usufruitier. l. 302.

CHOSES FONGIBLES.

Ce que c'est l. 119. — L'usufruitier des choses fongibles en devient propriétaire par la délivrance qui luien est faite. l. 120.

En fait de choses fongibles, il n'y a pas de différence entre le droit de l'usufruitier et celui de l'usager, établi sur une quantité déterminée. *Ibid*.

Le légataire d'usufruit ou d'usage sur des choses fongibles a hypothèque sur les biens de l'hérédité. *Ibid*.

Les créances sont-elles des choses fongibles? l. 122.

L'obligation qui pèse sur l'usufruitier des choses fongibles est alternative pour la restitution en nature ou l'estimation. l. 60.

CHOSES inutiles ou utiles.

Quelles sont, sous le rapport de l'utilité ou de l'inutilité, les qualités nécessaires dans la chose pour qu'on puisse en léguer l'usufruit d'une chose de pur agrément; d'une chose inutile; d'un fonds stérile; d'une chose dont la jouissance serait à charge? 1. 37,5 et suiv.

CHOSE JUGÉE.

Qu'est-ce que l'exception de la chose jugée? II. 1267. Quand existe-t-elle? et conditions qui la constituent. Ib. 1269 et suiv., 1326.

Absent. Le jugement contre le curateur à l'absent a l'autorité de la chose jugée contre lui. Il. 1315. Voy. TIERCE OPPOSITION.

Acquéreur. L'autorité de la chose jugée contre le vendeur a lieu contre son acquéreur. Il. 1340. Mais il faut pour cela que la chose vendue ait été frappée du litige avant la prise de possession de l'acquéreur. Il. 1343 et suiv.

Action personnelle. Le jugement porté sur nne action personnelle ne pourrait écarter une seconde action de même nature, reposant sur une autre cause. Il.

1274.
Action réelle. Le jugement porté sur une action réelle peut écarter une non-velle action relative au même objet, alors même que celle-ci procéderait d'une cause non articulée en prémier lieu. II. 1274.

Cause. Qu'entend-on par demande fondée sur la même cause, et quand y a-t-il diversité de cause par rapport à une nouvelle demande? Il. 1273 et suiv.

Caution. L'autorité de la chose jugée contre le débiteur principal a-t-elle lieu contre la caution ? Il. 1324.

Quid de la chose jugée contre la cautiou, relativement au débiteur principal. Distinction entre la caution simple et la caution solidaire. II. 1325.

Cessionnaire. Le cessionnaire d'une créance est passible de l'autorité de la close jugée contre le cédant. II. 1341. Mais il faut pour cela que le procès ait commencé avant la signification du transport. Bid. 1352. III. 2276.

Chose demandée. Quaud la chose demaudée par une seconde action est-elle la même que celle qui avait fait l'objet d'une première? Il. 1271, 1372.

Civil. — Criminel. En thèse générale, peut-il y avoir autorité de la chose jugée du civil au criminel, et réciproquement? Cas d'exception à la thèse générale. 11. 1278 et suiv. Application au cas de dommages-intérêts résultant d'un délit.

Ibid. 1528. Cohéritier. Le jugement rendu contre

un cohéritier n'a point l'autorité de la chose jugée contre le cohéritier qui n'y était point partie. Il. 1296.

Connaissance du litige, Celui qui aurait à agir ou à défendre, et qui, avec pleine connaissance du litige . laisserait un tiers soutenir seul le procès , serait-il passible de l'autorité de la chose jugée contre ce dernier? II. 1326. Voy. MAN-DAT, mot Tacite.

Copropriétaire. Un jugement sur unc servitude pour un fonds appartenant à deux propriétaires, rendu contre un scul, n'a pas l'autorité de la chose jugée

contre l'autre. Il. 1297.

Créanciers. Le jugement rendu contre un débiteur a-t-il l'autorité de la chose jugée contre les créanciers, soit hypo thécaires, soit cédulaires? II. 1304 et suiv., 133q. Créancier subrogé. Le créancier judi-

ciairement subroge dans une action en revendication de son débiteur, ayant intenté cette action contre le tiers possesseur, le jugement aura-t-il l'autorité de la chose jugée pour ou contre le débiteur ? III. 2305 et suiv.

Ouid dans le cas où le créancier subrogé négligeant l'action, le débiteur l'aurait inteutée ? III. 2296.

Donateur, L'autorité de la chose jugée contre le donataire n'a pas lieu contre le donateur, II. 1340.

Donataire. L'autorité de la chose jugée contre le donateur a lieu contre le donataire. II. 1340. Mais il faut pour cela que la chose donnée ait été frappée du litige avant la donation. Ibid: 1313 et suiv.

Droit réel. Un jugement rendu contre le propriétaire d'un fonds sur lequel un tiers aurait un droit réel quelconque, aurait il contre ce dernier l'autorité de la chose jugée ? Il. 1300 et suiv.

Faillite. Le jugement contre les syndies à une faillite, dans l'intérêt de la

masse, a l'autorité de la chose jugée contre les créanciers, II. 1320.

Femme mariée. Le jugement contre un mari, sur des actions mobilières et possessoires de la femme, a contre celleci l'autorité de la chose jugée. II. 1317.

Héritier apparent. Le jugement rendu contre un hériticr putatif ou apparent, tandis qu'il est en possession paisible de la succession, a t-il l'autorité de la chose jugée contre l'héritier plus proche qui vient ensuite et évince le premier ? II.

Parties. Quand y a-t-il identité de

parties? II. 1278 et suiv.

Servitude, Voy. Copropriétaire. L'exception de la chose jugée sur une servitude passe du vendeur du fonds avec lequel le jugement a été rendu, à l'acquéreur, II, 1342.

Société commerciale. Dans les sociétés de commerce en nom collectif, le jugement rendu contre un seul des associés . pour les engagemens par lui contractés sous la raison sociale, a l'autorité de la chose jugée contre tous. II. 1323.

Solidaires. Le jugement reudu contre un codébiteur ou créancier solidaire aurait-il l'autorité de la chose jugée envers les autres codébiteurs ou co-créanciers? 11. 1321 . 1322.

Substitution. Le jugement rendu con-

tre le tuteur à la substitution et le grevé. a l'autorité de la chose jugée contre les appelés à recueillir les biens substitués. Quid si le grevé senl eût été en cause? II. 1314.

Succession vacante. Le jugement rendu contre le curateur à une succession vacante, a l'autorité de la chose jugée contre l'héritier qui viendrait ensuite requeillir cette succession, II, 1318.

Union de créanciers. Le jugement rendu dans l'intérêt de la masse, contre les syndics d'une union de créaneiers. a l'autorité de la chose jugée contre les créanciers ayant signé le contrat d'nnion, on y ayant adhéré positivement. II. 1320.

Usufruitier, L'usufruitier est-il passible de l'exception de la chose jugée 21.

contre le propriétaire? Quatre hypothèses principales dans lesquelles la question peut se présenter. Il. 1267 et suiv.

1re hypothèse. Lorsqu'un droit d'usufruit ayant été établi par acte entre-vifs . le propriétaire a été condamné au délaissement du fonds en plein domaine, sans que l'usufruitier fût en cause. Il. 1382.

2º Lorsque, s'agissant d'un legs d'usufrnit, l'action en revendication avait déjà été intentée contre le testateur, et que le jugement d'éviction n'a été prononcé qu'après son décès, sans appeler

le légataire en reprise d'instauce, II. 1383. 3º Lorsque l'action en revendication du fonds n'a été intentée qu'après la mort du testateur, et qu'elle n'a été ingée qu'avec l'héritier seulement. II.

1384 et suiv.

4º Lorsqu'enfin le testateur ayant institué un héritier universel, et fait un legs particulier d'usufruit , l'héritier légitime s'est pourvu contre le légataire universel seulement, et a fait prononcer la nullité du testament, sans que le légataire de l'usufruit ait été appelé dans le procès. II. 1300 et suiv.

Vente à réméré. Le vendeur à faculté de rachat, et qui exerce le réméré, serait-il passible de l'autorité de la chose jugée, contre l'acquéreur, pendant la possession de ce dernier? II. 1353,

Vente conditionnelle. Un vendeur sous condition résolutoire serait-il passible de l'autorité de la chose jugée, contre l'acquéreur, dans le temps que la condition était en suspens ? 11, 1353.

CHOSE JUGEE.

En fait de droits indivisibles, voyez INDIVISIBILITÉ et TIERCE OPPOSITION.

CLAUSE.

De retention d'usufruit; ses effets,

CLEF.

Après l'extinction de l'usufruit, les héritiers de l'usufruitier ne pourraient emporter les clefs de la maison. III. 2586.

CLOTURE.

Le principe général est que tout propriétaire a le droit de clorre son héri-

tage. V. 3679. Consistance de la clôture pour qu'elle

soit légale. V. 3682.

La clôture met obstacle à l'usage de la vaine pâture qui n'est pas exercée à titre de servitude proprement dite, V. 368a.

Elle opère cet effet même entre particuliers. V. 3683.

Lorsque la vaine pâture est exercée à titre de servitude proprement dite, si le propriétaire de l'héritage vient à le clorre, l'usager peut s'en faire ouvrir la barrière pour jouir de son droit, Ibid. L'exercice de la vaine pâture daus un

clos peut donner lieu à la prescription acquisitive de la scrvitude. V. 3684. A quoi doit-on s'attacher pour reconnaître si la vaine pâture a été exercée à titre de servitude proprement dite ? V.

COLOMBIER.

3676.

Usufruitier. L'usufruitier d'un colombier doit en entretenir la population. II. 1471. Voy. PIGEONS.

COMBLE. Voy. RÉPARATIONS. COMMUNAUTÉ ENTRE ÉPOUX.

COMMODAT, Voy, PRET.

La communauté entre époux a uu véritable droit d'usufruit sur les biens meubles et immeubles qui sont propres à chacnn des conjoints. 1. 279, 287. 11. 1767, 1768. III. 2684. Charges auxquelles cet usufruit est assujetti. I. 282. Avancement d'hoirie. Un fonds donné en jouissauce et en avancement d'hoirie à un conjoint par ses père et mère en le mariant, est un usufrnit qui, sous le rapport de sa durée, diffère de l'usufruit ordinaire par deux caractères essentiels. Quels sont ces caractères ? I. 288.

Bois. - Coupes non faites. Si des bois, taillis ou futaies, propres à l'un des époux, n'avaient point été coupés pendant la communauté, bien qu'ils eussent pu l'être d'après l'ordre d'aménagement de la forêt , l'époux propriétaire devrait une récompense à la commnnauté pour la coupe o nise. Valeur de cette récompense. III. 2668 et suiv. Motifs de cette différence entre les fruits naturels et les bois, et de cette disposition spéciale pour la communauté entre époux. Ibid.

Contributions. - Dernière année. Les contributions assises sur un fonds propre à l'un des époux, sont à la charge de la communauté dans la proportion que le

mariage a duré. III. 2686.

Dégradation. - Compensation. Les dégradations commises ou survenues pendant la communanté, dans un propre, peuvent-elles se compenser avec les amélinrations faites dans un autre fonds ? III. 2602.

Dettes. La dette contractée par le mari et la femme conjointement , ou par le mari seul , donne au créancier le droit de poursuivre son paiement, soit sur les effets de la communauté, soit sur les propres des époux personnellement obligés. II. 1771, 1772.

Droit d'usufruit. La communauté a le droit de jouir d'un usufruit qui ap-partiendrait à la feinme. I. 287.

Si un droit d'usufruit, appartenant

en propre à un des conjoints, est vendu endant la communanté, comment, lors de la liquidation de la communauté, sera-t-il pourvu à l'indemnité due à l'époux propriétaire? III. 2672 et suiv. Droit d'usufruit. — Acquet, Un droit

d'usufruit mobilier acquis pendant le mariage, ou un droit d'usufruit légué à l'un des époux pendant le même temps, tomberait-il dans la communauté, et devrait-il être partagé à la dissolution de la communauté comme tout acquêt en général? dans quel mode se ferait le partage? III. 2665 et suiv.

Droit d'usufruit. - Ameublissement. Si un des époux apportait en mariage un

droit d'usufruit, et qu'il l'ameublit, anrait-il le choix, à la dissolution de la communauté, de le laisser dans la masse commune ou de le retenir en précomptant la valeur? Dans ce dernier cas, en quoi consisterait l'indemnité due à la communauté ? III. 2664.

Droit d'usufruit. - Echange. Dans le cas de l'échange d'un droit d'usufruit propre à l'un des époux contre un immenble, il y a subrogation de l'un à l'antre, III. 2678. Voy. Droit d'usu-

fruit. - Remploi.

Droit d'usufruit. - Extinction. Le droit d usufruit, sur un fonds propre à l'un des conjoints, qui s'éteint naturellement, n'est point acquét de communauté; mais si l'extinction avait lieu par d'ehéanee de l'usufruitier, l'époux propriétaire devrait compte à la communauté de la moitié des frais du procès. III. 2683.

Droit d'usufruit. - Rachat. Le rachat, fait pendant la communauté, d'un droit d'usufruit établi au profit d'un tiers sur le fonds propre de l'un des époux, est un acquet de communauté. Conséquences pour le compte à faire à cet égard lors de la dissolution de la communauté. III. 2681.

Droit d'usufruit.-Remploi. Un droit d'usufruit établi pendant la communauté, au profit d'un des époux au moyen de deniers qui lui sont propres et avec stinulation de remploi, ne doune lieu. lors de la dissolution de la communauté, à aucune reprise de ses deniers, III. 2675.

Etang. - Péche. Lorsqu'un étang propre à un des époux a été empoissonné par la communanté, et que le mariage est dissous avant que la pêche ait dû être faite, l'époux propriétaire de l'étang doit rembourser à la communauté les firais d'empoissonnement. III. 2601. Quid dans le cas où la pêche qui aurait pu être faite, ne l'aurait point été?

Fruits pendans par racines. Les fruits endans par racines, à la dissolution de la communauté et sans le cas de frande, appartiennent à l'époux propriétaire du fonds sans récompense envers la communanté, mais à la charge de rapporter à la masse les frais de culture et de semences. III. 2685, 2687.

L'époux propriétaire pourrait-il, pour se dégager de cette charge, abandonner les fruits à la communauté. III. 2686. Qu'entend-on par fraude en cette ma-

tière ? III. 2687.

Nue propriété. — Acquét. Si pendant la communauté, les époux acquièrent la nue propriété d'un finds, dont le droit d'usufruit appartiendrait en propriété à l'un d'eux, il u'y aura point ipto facto extinction de l'usufruit. Ill. 26'2.

Pension viagère. Le communauté a le druit de jouir d'une pension viagère qui appartiendrait à la femme. I. 287.

Prohibition d'unifruit. Celui qui fait une donation au profit de la femme, peut-il exprimer pour condition que le mari ou la conamunauté ne profitera pas même du revenu des biens donnés, et quelle peut être la force de cette stipulation? Trois hypothèes dans Iesquelles la question peut se présenter. 1. 253 et suiv.

Rente viagère—Acquét. Une rente ou pension viagère, établie à titre nnéreux au profit d'un des époux, avec les deniers de la enminunauté, devrait-elle être considérée comme acquêt de communauté?

III. 2671.

Venie en uusfruit. Si pendant la communaute les épous ont venda à un tiers l'usufruit d'un fonds propre à l'nn d'eux, ct que l'acquièreur soit mort avant la dissolution de la communauté, il n'est di acune reprise à l'épous propriétaire. — Secùs si le décès de l'acquièreur u' arrive qu'a près ectté époque. Ill. 2079, Quid du cas où il s'agirait d'un baûl à vie? I biol.

COMMUNE.

Recherches historiques sur l'état des communes avant la conquête des Franes; sur celui nù elles furent réduites par l'effet de cette invasion; et enfin sur eelui qu'elles acquirent par leur émancipation sous la troisième race de nos Rois. IV. 3047 et suiv.

Ce que l'on doit entendre par une commune, III, 2833.

Action. Nul autre que le maire, ou à son défaut l'adjoint de mairie, ne peut

exereer les actions qui appartiennent à une commune. II. 1337. Règles auxquelles l'exercice de ces actions est subordonné. III. 2865, Autorisation. Un legs d'usufruit fait

à une commune ne peut être accepté sans l'autorisation du Gouvernement. I. 33n.

Contestation. Comment se réglent les contestations entre les différentes sec-

tions d'une même commune? III. 2834. Décision administrative. Les décisinns purement administratives qui blessent les intérêts d'une commune, peuvent être attaquées par les habitans qui en

Destruction. Si une commune légataire d'un usufruit venait à être détruite avant le temps de la durée de l'usufruit, le legs serait éteint. I. 332.

souffrent ut singuli, III. 2866.

regs serait cienti. 1: 532.

Jagement. Un jugement d'évietion contre une commune, prononcé contre le maire, a la force de la chose jugée contre tous les habitans. III. 2866.—
Néannoins, Josepi une commune plaidant contre une autre a obtenu l'adjudant contre une autre a obtenu l'adjudant contre une autre a obtenu l'adjudant contre une autre a obtenu l'adjudent de celle-ci, de la certificia de la commune plaine sur le contre de celle-ci, de servitude.

1. 335 et 3327.—Mais un tel jugement ne pourrait-il pas au moins servit de fondement à la preserjoito de la servitude sur les funds particuliers ? IV. 335.

Legs annuel. Le legs annuel en faveur d'une commune est perpétuel. I. 58. Voy, Legs annuel.

Propriété communale. Ce qui appartient à un corps de commune, n'appartient à aueun de ses membres en partieulier, II. 1325. III. 2864.

Revendication. Dans quel délai les communes ont-elles dû exercer les différentes actions en revendication que leur donnait la loi du 28 août 1792?

Section de commune. A quoi doit-on reconnaître qu'un nombre quelconque d'habitans groupés sur une localité, forme réellement une section de commune? Ill. 2835.

Section de commune. — Compétence. Voy. Biens communaux.

Usage d'une commune. Voy, ibid.
Usufruit. Différence entre un droit

d'usufruit légué à une commune, et un revenu, ou une distribution de denrées, qui lui auraient été annuellement légués. 1. 331.

Peut-on établir un droit d'usufruit en faveur d'une commune, et dans ce cas, quelle doit ou peut en être la durée? I. 330.

COMMUNE USAGÈRE

Il n'y a que la commune eu corps qui soit recevable à revendiquer les droits d'usage qu'elle prétend lui appartenir. V. 3140. — Mais si le fonds du droit n'est pas contesté, les habitans ut aines pas contesté, les habitans ut aineguli sont recevables à agir pour en revendiquer l'exercice. V. 3142 et 3143. Voy. ÉTENDUE DU BROIT D'USAGE.

COMMUNE RENOMMÉE.

Enquête. Caractère de l'enquête par commune renommée, et sa différence des enquêtes ordinaires. I. 163.

COMPARAISON.

Le raisonnement par comparaison est souvent défectueux. l. 110.

COMPROMIS JUDICIAIRE.

Sa nature et ses effets. II. 1290 et suiv. III. 1771. En quoi le compromis judiciaire dif-

fère-t-il des contrats volontaires? II.

COMPTE.

Du compte à rendre par l'usufruitier relativement aux immeubles dont il a eu la jouissance. Ill. 2594 et suiv. Du compteà rendre relativement aux choses fongibles que l'usufruitier avait reçues, 111, 2630 et suiv.

Du compte à rendre sur les meubles. 111, 2636 et suiv.

Du compte à rendre sur les créances. 111. 2657, et suiv.

Du compte qui peut être à faire entre l'un des époux et les héritiers de l'autre, à raison de quelques droits d'usufruit. Ill. 2660 et suiv. Voy. Communauté en-

Du compte à faire sous le régime dotal entre les épous ou leurs ayant-cause, à raison de fruits de la dot pour la dernière année du mariage. Ill. 2694 et suiv. Voy. RÉGIME DOTAL.

CONCESSION.

La concession d'un droit facultatif de bouchoyage ou de vaine pâture, faite par une commune à une autrecommune, n'établit point de servitude sur les fonds privés. IV. 3325. 3327 et 3328.

CONCIERGE.

Le propriétaire a le droit d'établir un concierge pour veiller à la sûreté de sa maison, faute par l'usufruitier d'y avoir pourvu, et même contre le gré de celuici. Les salaires du concierge, si son établissement est jugé utile ou nécessaire , sont à la charge de l'usufraitier. Il. 873. L'usufruitier des bâtimens et maisons

doit y placer un concierge suivant les usages des lieux observés par les propriétaires des immeubles de même nature. II. 1473.

CONDITION.

Concours de légataires. Si la propriété d'un fonds est légade purement à l'un, et l'usufruit sous condition à l'autre, l'héritier doit-il jonir du fonds jnsqu'à l'évenement de la condition? Ill. 20 {3.

Démence. Lorsque la propriété d'un fonds est laissée à une personne en dénence, et que l'usufruit en est légué à une autre pour en jouir tant que le propriétaire restera en état de démence, si celui-ci vient à mourir dans cet état, l'usufruit serait-il éteint ? I. 258 et suiv. Si le propriétaire recouvrait la raison, et qu'il la reperdit ensuite, l'usufruit éteint par le premier événement revivrait-il par le second? 111, 2060.

Impossible, Les conditions impossibles, ainsi que eelles qui seraient con-

traires aux lois ou anx mœurs, sont réputées non écrites dans les dispositions entre-vifs on testamentaires. I. 408.

Legs. La condition apposée à un legs fait à l'héritier de la loi , et qui aurait pour objet de lui faire respecter une disposition du testateur an profit d'une personne prohibée, serait-elle obligatoire? I. 698 et sniv.

Lois. Voy. Impossible.

Mariage. La condition de ne pas se marier est réputée contraire aux lois et aux mœurs. 1. 408.

Quid de eelle de ne se pas remarier? 1. 409, 410, 411, 412, 413.

pensive.

faute. 1. 414, 415.

Mœurs. Voy. Impossible. Résidence avec les enfans. L'inexécution, de la part de la veuve, de la condition qui lui aurait été imposée par son mari dans un legs d'usufruit, de demenrer avec leurs enfans et de ne pas se séparer d'eux, lui ferait-elle encourir la erte du legs? Distinction du cas où l'inexécution ne procéderait point de sa

Quid du cas où les termes de la disposition ne comporteraient pas précisément eette condition, mais devraient faire considérer le legs comme le prix des soins que la veuve donnerait à ses enfans pendant sa eohabitation avec eux? L 416

Résolutoire. Qu'est-ce que la condition résolutoire? I. 403.

Différence entre le terme et la condition résolutoire. II. 2057.

L'usufruit légué sous une condition résolutoire est ouvert dès la mort du testateur; le légataire peut en former demande en délivrance. I. 405.

La veuve instituée légataire de l'usufruit des biens de son mari jusqu'au rem-

boursement de sa dot, a un legs sous une condition résolutoire ; l'un des héritiers du mari serait-il fondé à lui offrir son contingent du remboursement de la dot pour faire eesser l'nsnfruit sur sa portion héréditaire? I. 404.

Suspensive, Qu'est-ce que la condition

suspensive? I. 403.

Ce n'est qu'à l'événement de la condition suspensive one l'usufruit constitué sous cette condition est ouvert, en ce sens que ce n'est qu'alors que le légataire peut demander la délivrance

de son legs. 1. 405. Mais jusque-là le légataire n'anrait-il pas droit de prendre des mesures con-

servatoires? I. 406 et suiv.

La condition accomplie, le légataire pourrait revendiquer le fonds, quant son droit d'usufruit, dans le cas où l'héritier l'aurait aliéné dans l'intervalle , ou qu'étant décédé , il l'aurait légué Mesures conservato res. Vov. Susà un autre en usufruit. 1. 407 et 417.

Tutelle, Une veuve perdrait-elle l'usufruit que lui aurait fait son mari, sons la condition d'accepter et de rester chargée de la tutelle de leurs enfans, si, par son convol ou autrement, elle encourait la destitution de tutrice; et pourrait-elle, même en ee cas, être tenue de la restitution des fruits par elle perçus ? 1. 413.

CONFISCATION.

Caution. Lorsqu'il y a confiscation de choses dont le condamné n'avait que l'usufruit, que deviennent les obligations de la cautiou usufruitière ? II. 2015.

Instrument de délit. L'abolition de la confiscation des biens, prononcée par l'article 66 de la eliarte constitutionnelle, ne s'applique qu'aux anciennes confiscations générales, et non à la confiscation particulière de certains objets ayant servi d'instrumens à quelques déiits déterminés. II. 2011.

Usufruitier, Lorsqu'un usufruitier s'est rendu coupable d'un délit ou d'un crime à raison duquel une confiscation doit être prononcée, quels penvent être les effets de la confiscation si elle porte sur des choses dont le condamné n'avait que l'insufruit? II. 2011 et suiv.

CONSOLIDATION.

L'usufruit est éteint par consolidation, lorsque les droits de propriété et de jouissance se trouvent réunis dans les mêmes mains. 1. 785, et II. 2061.— Il est de même du droit d'usage, V. 3664.

CONSTITUTION DU DROIT D'USAGE.

Le droit d'usage pent être établi sur toutes espèces de choses mobilières ou immobilières dont la jouissance peut être de quelque utilité pour l'usager. III. 255. Il s'éablit de la même manière que le droit d'usufruit, c'est-à-dire, ou par la disposition de la loi, ou par la volonté de l'homme. Ex. Ibid. 2552.

Condition. Le droit d'usage peut être établi sous condition, soit suspensive, soit résolutoire. III. 2753.

Droit d'enregistrement. La constitution d'un droit d'usage sur un immeuble est passible du droit proportionnel de

mutation. III. 2745.

Durée. Le droit d'usage peut être éta-

bli à certain jour, soit pour commencer, soit pour finir à une époque déterminée après la mort du testateur. III. 2753. Legs alternatifs. Le droit d'usage peut

être légué alternativement à deux personnes pour en jouir l'une une année, l'autre nue autre. III. 2753. Legs successifs. Le droit d'usage peut

tre légué à deux ou plusieurs personnes pour en jouir successivement les unes après les autres. III. 2753.

CONSTITUTION D'USUFRUIT.

L'usufruit peut être établi sur tontes espèces de biens meubles et immeubles qui sont dans le commerce; sur un droit d'usufruit même. 1. 333.

Alternative. Quand y a-t-il constitution d'usufruit alternative? 1. 455 et suiv. Voy. Legs alternatifs et Usu-FRUIT ALTERNATIF.

Biens substitués. Un fiduciaire pourrait-il établir un droit d'usufruit sur les biens substitués? I. 366. Capacité. Pour constituer un usufruit, il fant être propriétaire de la chose et avoir la capacité d'aliéner. I. 301, 333, 334.

Pour recevoir un droit d'usufruit, il faut être capable d'acquérir et de posséder des biens en France. I. 305.

Les libéralités en usufrait sont soumises aux règles générales relatives à la capacité des légataires ou donataires. 1, 305.

1. 305.

Certain jour et à terme. Comment
l'usufruit peut-il être constitué à certain

Choses d'agrément. On peut léguer l'usufruit sur des choses de pur agrés.

l'usufrait sur des choses de pur agrement. Quid d'une chose inutile ou d'nn fonds stérile? 1. 375 et suiv. Tontes les charges d'entretien et de

contributions publiques relatives aux choses d'agrément pesent sur l'usufruitier-I. 380.

Choses inutiles. Voy. Choses d'agrément.

Commune. L'usufruit peut-il être établi au profit d'une commune ou d'un établissement public; et dans se cess quelle doit ou peut être sa durée? I. 33o. Voy. COMMUNE et ETABLISSEMENT PUBLIC.

L'usufruit ne pourrait être établi sur des fonds d'une commune, d'un établissement public ou de l'Etat, sans une loi autorisant cette aliénation. 1. 334.

Conditionnelle. Quand une constitution d'usufruit est-elle conditionnelle, et quels sont les effets des conditions qui peuvent y être apposées? 1. 403 et suiv. Voy. Comptrion.

Copropriétaire. Un copropriétaire peut léguer l'usufruit de sa portion indivise dans le fonds commun. I. 335.

Si l'usufruitier n'agit en revendication que contre l'un des copropriétaires d'un fonds soumis à son droit, le jugement n'a d'effet que pour la part dont ce propriétaire était tenu. 1. 335.

Droit proportionnel. L'acte constitutif d'usufruit est passible des droits proportionnels d'euregistrement. 1. 24. Voy, Euregistrement.

Etablissement public, Voy. Commune.

Fermier. Un fermier pourrait-il établir un droit d'usufruit sur son bail, et quels seraient les effets d'une telle disposition? I. 367. Voy. Ball.

rait à son fermier l'usufruit de l'inmeuble loué? le fermier serait-il libéré des arrérages antéricurs du prix du bail?

1. 368.

blir par acte entre-vifs un droit d'usufruit sur le fonds dotal de son épouse, et quel serait l'effet d'une pareille constitution d'usufruit? 1. 365.

Fonds stérile. Voy. Choses d'agré-

Fraude. Le propriétaire d'un fonds ne pourrait en aliéner l'usufruit en fraude de ses créanciers, 1, 3o3.

Héréditaire. Le droit d'usufruit pourrait-il être rendu héréditairement trans-

missible? 1. 309. 316. Le droit d'usufruit peut-il être établi

sur plusieurs têtes? I. 310 et suiv. Peut-on léguer un droit d'usufruit à quelqu'un, tant pour lui que pour ses héritiers? Quelle est la nature d'une pareille disposition, et quels doivent en être les effets? 1. 313 et suiv.

Peut-on stipuler un droit d'usufruit tant pour soi que pour ses héritiers, et quels doivent être les effets d'un tel contrat? I. 326 et suiv.

Indivis. Voy. Copropriétaire. Jugement, Voy. Partage judiciaire.

Modes. Divers modes sous lesquels l'usufruit peut être constitué, 1, 381,

Mort civilement. Le mort civilement ne pourrait acquérir par testament un droit d'usufruit, si ce n'est à titre d'alimens, Secus par contrats commutatifs.

 3o5. Nu propriétaire. Le nu propriétaire d'un fonds déjà grevé d'usufruit peut léguer la jouissance du même fonds à un second usufruitier qui commencera à

jouir après le premier. I. 302. Partage judiciaire. Un fonds ne pou-

vant se partager commodément, le juge pourrait-il ordonner, soit d'office, soit sur la demande de l'une des parties, con-

tre la volonté de l'autre, que la nue propriété appartiendrait à l'nne et l'usufruit à l'autre? I. 304.

Partie d'un fonds. L'usufruit peut être Quid du cas où le propriétaire légue- établi sur une partie d'un fonds comme sur le tout ; et dans le cas que la partie ne soit point désignée, elle est censée de moitié. I. 335.

Pure et simple. La constitution d'usu-Fonds dotal. Le mari pourrail-il éta- fruit est pure lorsqu'elle n'est subordonnée à aucun événement futur qui en

suspende les effets. I. 382.

Celui qui est constitué usufruitier purement et simplement, par acte entrevifs, est saisi dès le moment de l'acte. I. 382.

Réserve légale. La réserve légale ne peut être grevée d'usufruit an préjudice du légitimaire. I. 336. Voy. Réserve LÉGALE.

Servitude Peut-on léguer l'usufruit d'une servitude? Voy. SERVITUDES, mot Usufruit.

Substitution. De la constitution d'usufruit par forme de substitution. Voy. SUBSTITUTION.

Titre singulier. La constitution d'usufruit à titre singulier définie. l. 472. 473. Voy. LEGS A TITRE UNIVERSEL. Titre universel. Voy. Ibid.

CONSTRUCTION.

Ce que comporte le droit d'usage a:1 bois de construction, IV. 3167, Vovez RECONSTRUCTION.

Enlèvement - Cessation d'usufruit. A la cessation de l'usufruit, l'usufruitier ou ses héritiers ne pourraient enlever les constructions par lui faites sur le fonds. 11. 2591.

Indemnités. Des constructions faites par l'usufruitier ne donnent licu à aucune reprise de la part de ses héritiers. 111. 2599.

Lois romaines. La décision de la loi romainc, d'après laquelle l'usufruitier devait être tenu de la reconstruction même totale de la maison de ferme dont la jouissance aurait été léguée, scraitelle encore admissible pour nous aujourd'hni? II. 1719 et sniv.

Maison détruite. La reconstruction, par l'usufruitier, d'une maison tombée de vétusté on détruite par accident qui ne lui serait point imputable, devrait-elle être considérée comme grosse réparation ou seulement comme objet d'amélioration, pour savoir si l'usufruitier aurait ou non le droit d'en répéter les frais? Distinction à cet égard. II. 1540 et suiv. 11. 1719 et suiv.

Le propriétaire serait-il tenu envers l'asufruitier de reconstruire une maison tombée de vétusté ou détruite par cas

fortuit? 11. 1667.

Le propriétaire pourrait-il faire des constructions qui ne nuiraient pas à la jouissance de l'usufruitier? 1. 875. 11.

Reconstruction, Voy. Maison détruite. Usufruitier, L'usufruitier aurait-il le droit de faire des constructions contre le gré du propriétaire ? Et plusieurs autres questions sur la matière. Voyez MAISON ET BATIMENT.

CONTINUITÉ

Comment on doit estimer la continuité ou la discontinuité de la possession en fait de prescription. V. 3576 et suiv.

CONTRADICTION.

Comment la contradiction intervertit la cause du précaire pour rendre la possession habile à servir de fondement à la prescription acquisitive même des servitudes discontinues. IV. 3324, et V. 3588.

CONTRATS.

On ne doit consulter que les lois existantes à l'époque du contrat ou quasicontrat pour en régler les effets. 111, 2613.

CONTRIBUTION FONCIÈRE.

Sont des fruits civils qui échoient chaque jour au profit du Gouvernement. 11. 1804.

Centimes additionnels sont à la charge de l'usufruitier. 11. 1792.

Délaissement, Le contribuable peut faire le delaissement du fonds grevé de la TOME V.

contribution pour s'en affranchir. 11. 1835.

Privilége. Le privilége du trésor public, à l'égard des contributions, ne porte que sur les fruits ; l'Etat n'a pas d'hypothèque sur le fonds, 11, 1836.

Proprietaire. Le propriétaire peut-il être recherché pour les contributions assises sur un fonds grevé d'usufruit, tant qu'en jouit l'usufruitier? 11, 1810.

Rôle. C'est l'usufruitier qui doit être porté sur le rôle de la contribution foncière, et c'est contre lui que le rôle doit

être rendu exécutoire. 11. 1786. Usufruitier. C'est à l'usufruitier à payer les contributions de toutes espèces sur le fonds. 11. 1786, 1791, 1792, 1810.

Il ne les doit que pour ce qui échoit postérieurement à la délivrance de son legs ; et si , par l'effet du privilége du trésor public, il est contraint de payer les arrérages antérieurs, il a son recours contre l'héritier, II. 1805, 1810.

L'usufruitier d'un domaine divisé par assolemens, qui commence sa jouissance seulement par les semailles du printemps, ne doit les contributions qu'à partir de cette époque, bien qu'il recueille la totalité des fruits de l'année, 11, 1806.

Réciproquement, l'usufruit venant à cesser immédiatement avant la récolte . l'usufruitier ou ses héritiers n'en restent pas moins chargés des contributions pour la partie de l'année déjà révolue. 11. 1807. VOV. FUTAIES, TAILLIS.

Il n'en est pas du simple usager comme de l'usufruitier. L'usager anquel on n'a point abandouné par aménagement une partie du fonds, n'en doit pas les contri-butions foncières. Ill. 2791 et 2792. IV. 3376.

CONTUMACE.

Action. Voy. Mise en accusation. Caution usufructuaire. Lorsqu'un usufruitier donne lieu au séquestre de ses biens, que deviennent les obligations de la caution ? 11. 2015.

Mise en accusation. L'individu mis en accusation, et qui s'évade, est durant le temps accordé pour purger sa contunace privé de toute action, II. 1991.

Paissace paternelle. Si, pentulment par continued a un peine condamno par contumno a une peine neportant mort évile, les enfans avaient été émancipés par lemère, la représentation du père pour purger sa continuace, et son absolution, frement-lelle rentrer les enfans sous la puissance paternelle ? Il. 2019. Void Mort evuta, mots Père et Mari conta-

Représentations. Quels peuvent être les effets de la restitution de justice à l'égard de l'usufruitier contumax, qui, ayant encouru la mort civile, se présente pour purger sa contumace et se fuit ab-

soudre? 11. 2017.

Sequestre. Rapprochement de diverses dispositions législatives sur la nature, la durée et les effets du séquestre mis sur les biens des individus accusés et condamnés par contumace. II. 1993 et suiv.

Le séquestre s'administre-t-il dans tous les cas au profit du trésor public ? II.

1996 et suiv.

Quand la prine prononcée contre un contuma n'emporte pais la mort et ville, le aéquestre tient indéfiniment : les hémander le reliabement ou la possession de la continue de la contume de la contume

Quid si la peine emportait la mort civile, ct que les cinq années accordées pour purger la contumace fussent révo-

lues? II. 2003 et suiv.

A qui le fisc doit-il rendre compte des biens mis en séquestre, lorsque ces biens étaient grevés d'usufruit au profit du condanné? II. 2008.

CONVENTION

La nature d'une convention se détermine, non par les mots, mais par les choses qu'elle renferme. Le gestum doit soigneusement être distingné du scriptum

I. 104. Application. 105 et suiv. Voy.

Les conventions doivent toujours s'eutendre dans le sens qui convient à la matière du contrat. II. 1670.

CONVOL. Voyez SECONDES NOCES, COPROPRIÉTAIRE.

Un copropriétaire peut léguer l'usufrait de sa portion indivise dans le fonds commun, I. 335.

COUPES DES USAGES DANS LES BOIS. Voyes REGLEMENT DE COUPE.

COUVERTURE. Voy. GROSSES REPA-RATIONS

CRÉANCE.

Capitaux de rente. Si l'usufraitier n'avait point fourni de cavitonement, et qu'il n'en fitt pas dispensé, on qu'en ayant été dispensé, il fitt pauvre ou no-toirement insolvable, l'héritier pourrait s'opposer au remboursement entre se mains des capitaux de rente et en demander le placement. Il 1, 1068 et suiv.

Si cependant l'usufruitier avait reçu la délivrance de son legs, bien qu'il n'eût pas fourni de cautionnement, les remboursemens faits entre ses mains seraient valables, si l'héritier n'avait signifié aucune opposition aux débiteurs. Ibid. 10.jq.

Cession. Les créances peuvent être cédées. Formalités auxquelles ces cessions sont assujetties, et droits des cessionnaires. Ill. 2227 et suiv. Débiteurs. Les débiteurs doivent, dans

leurs intérêts, s'abstenir de tous paicmens dans les mains de l'usufruitier, tant que celui-ci ne leur a point notifié l'acte de délivrance de son legs. II. 1052. Délivrance, Quand et comment la dé-

livrance des créances doit-elle se faire à l'usufruitier ? II. 1029, 1035.

Héritier. L'héritier, débiteur envers la succession, pourrait être contraint, par l'usufruitier des biens de cette sucession, à payer le capital de sa dette entre ses mains. II. 1032. Inscription. L'usufruitier doit, pour la conservation des créances hypothécaires, prendre inscription ou renouveler celles qui toucheraient à leur terme. Formalité à suivre à cet égard. II. 1037, 1038.

L'inscription doit-elle être prisc tant au nom de l'héritier qu'à celui de l'usufruitier; et si elle n'était qu'au nom de l'un, profiterait-elle à l'autre? II, 1039 et suiv.

Intérets. Les intérêts des créances ou arrérages de rente sont des fruits civils que l'usufruitier acquiert jour par jour, Il. 1031.

Legs d'usufruit. Quand un legs d'usufruit porte-t-il sur les créances? II.

Mari. Le mari a le droit de recevoir le remboursement des créances de son épouse, quoiqu'elles n'entrent point en

communauté II. 1046, 1047.

Meubles, Est-ce dans la classe des meubles ordinaires, ou dans celle des choses fongibles, qu'on doit placer les créances

en matière d'usufruit ? I. 122.

Novation. L'usufinitier pourrait - il faire la vente ou consentir la novation des créances soumises à son usufruit ? II

Poursuives, L'usufruities a le droit de poursuivre en son nom le rembourscment des créances. II, 1035.

Remboursement. L'usufruitier a le droit de recevoir et même de forcer le remboursement des créances exigibles. II, 1031 et suiv. 1035.

L'intervention de l'héritier serait-elle nécessaire pour la validité de la quittance?

II. 1044.

Quid du cas où il s'agirait du remboursement des capitaux de rente? II. 1045 et suiv. Voy. Capitaux de rentes.

Rendue. Les créances remboursées dans les mains de l'usufruitier doivent être rendues en capitanx par ses héritiers. III. 2657.

Quid dans le cas où les créances, quoiqu'exigibles, n'auraient point été remboursées à l'usufruitier, suffirait-il aux héritiers de rendre les titres, même en cas d'insolvabilité des débiteurs, et où l'usufruitier aurait encouru le reproche de négligence ? III. 2657 et suiv.

Rente viagère. L'usufruitier fait les fruits siens de tous les arrérages de rentes viagères par lui perçus. Controverse parmi les anciens auteurs sur ee point. II. 1055.

Responsabilité, L'usufruitier serait responsable des pertes de créances qui arriveraient par défaut de poursuites. II 1032, 1476, 1549, III, 2650.

Saisine. Pour que le légataire d'usufruit des créances soit saisi à l'égard des débiteurs, il doit leur notifier le testament et l'acte de délivrance. II. 1036.

Transport. La constitution d'usufruit sur une créance est une espèce de transport. II. 1034.

Usufruitier, L'usufruitier n'est point

propriétaire des créances, bien qu'elles puissent être remboursées entre ses mains. II. 1030. Usage, droit d'. V. Usage (DROIT D').

Vente. Voy. Novation.

CRÉANCIER.

Droits et actions. Tout créancier peut exercer les droits et actions de son débiteur, à l'exception de ceux qui sont exclusivement attachés à sa personne. Théorie et diverses applications des principes de la matière. Ill. 2236 et suiv.

Qu'entend on par droits exclusivement attachés à la persoune du débiteur et que ses créanciers ne seraient point recevables à exercer? Exemples. III. 23 it et suiv.

Le créancier ne peut exercer les droits et actions de son débiteur que par la voie de la subrogation judiciaire. Voy. Su-BROGATION SUDICIAIRE.

Fraude. Les créauciers peuvent, en leur nonn personnel, attaquer les actes faits par leur débiteur en fraude de leurs droits. III. 2348. Voy. FRAUDE ENVERS LES CREANCIERS.

Paiemetet. Tout créancier n'a que le droit de demander son paiement; il n'a pas celui de se payer lui-même. III. 2238. Procès en déchéance. Les créanciers de l'usufruitier poursuive en déchéance pour dégradations, peuvent intervenir dans la contestation, et offirir la réparation des dégradations et des garanties pour l'avenir. III. 2430 et suiv.
Ne pourraientils pas être renvoyés à

la discussion préalable des biens restant d'ailleurs à l'usufruitier? III. 2465. Voy. encore au mot Distribution.

CROISÉES.

L'usufruitier pourrait-il, à la cessation de l'usufruit, enlever des croisées à la mode qu'il aurait mises à la place des anciennes croisées, et replacer ces dernières? III. 2590.

CULTURE perpétuelle.

Bail à culture perpétuelle on emphytéotique. Ce que c'est, I, 97.

CURE.

Remboursement de capitaux. Les capitaux dépendant d'une cure ne peuvent être remboursés au titulaire. Le versement doit s'en faire dans la caisse de la fabrique. I. 208. II. 1053.

Revenus. En cas de vacance d'une eure, les revenus de l'année courante

appartiennent à l'ancien titulaire ou à ses héritiers, jusqu'au jour de l'ouverture de la vacance, et au nouveau titulaire depuis le jour de sa nomiuation. 1. 292.

Les frais de culture et de semences doivent être rembonrsés aux héritiers du bénéficier décédé. *Ibid.*

Les revenus échus dès l'onverture de la vacance jusqu'à la nomination du nouveau titulaire, accroissent en réserve au profit du bénéfice pour les impenses

des grosses réparations. 1. 293, Les difficultés sur les comptes et répartition des revenus se portent au conseil de préfecture. 1. 293, Voy. BENÉFICES ECCLÉSIASTIQUES.

CUVE.

A près l'extinction de l'assufruit. Pusificulier au se héritiers peuvent enlevent les courses, chaudhères et alambies, qu'il aurait appartés ou fait fabriquer sur le fonds pour son explaitation. III. 355. Ils ne pourrient enlever les chaudières placées dans un massif de maconnerie construit pour les recevoir et leur servir de fourneau. III-2501.

D.

DÉCHÉANCE.

Des usagers dans les bois de l'état faute d'avoir produit leurs titres au désir des lois nouvelles. V. 3523. L'usufruitier qui abuse de sa jouis-

sance, soit en commettant des dégradations sur le fonds, soit en le laissant dépérir faute d'entretien, peut mériter la déchéance de son droit. III. 2416, 2427. Voy. Abus de jouissance.

Creanciers. — Appel. Les créanciers de l'usufruitier déclaré déchu, peuventils se rendre appelans du jugement dans le cas où ils n'auraient pas figuré en première instance? III. 2495 et suiv. Pourraientils, sur cet appel et pardevant la Cour, demander à être subrogés dans l'usufruit, en se soumettant à réparer le fonds et en offrant des garanties pour l'avenir? III. 2503 et suiv.

Quelles scraient les suites de ce même appel? profiterait-il, en cas de succès, à l'usufruitier? III. 2506 et suiv. Créanciers hypothécaires. Les créan-

ciers hypothécaires d'un usufruitier peuvent-ils encore avoir le droit de suite sur l'usufruit, alors que leur débiteur en ait été déclaré déchu? III. 2476 et suiv.

Créanciers.—Intervention. Les créan ciers de l'usufruitier poursuivi en détestation. III. 2430.

Est-ce à leurs propres frais et sans espoir de reconvrement que leur intervention doit avoir lieu? Ibid. 2468 et

Ils peuvent offrir la réparation des dégradations commises et des garanties

pour l'avenir, III, 2431. Ne pourraient-ils pas être renvoyés à

la discussion préalable des biens qui restent d'ailleurs à l'usufruitier? III. 2465. Lorsque le jugement en déchéance a

été rendu contre l'usufruitier seul et qu'il s'en est rendu appelant, ses créanciers peuvent-ils intervenir en cause d'appel? III. 2475.

Créanciers. - Tierce opposition. Les créanciers de l'usufruitier déclaré déchn par un jugement en dernier ressort, auraient-ils droit de former tierce opposition au jugement, en offrant de réparer les dégradations du fonds et de fournir des garanties pour l'avenir? III. 2471 et suiv.

Ouid de créanciers auxquels l'usufruitier aurait hypothéqué son droit

d'usufruit? III. 2474.

Dégradations partielles. Si l'usufruitier n'avait commis des dégradations que sur quelques-uns des fonds soumis à sa jouissance, pourrait-il être déclaré déchu de son droit d'usufruit même à l'égard des autres fonds? Examen de l'opinion de Dumoulin sur ce point. Ill. 2460 et suiv.

Jugement. - Notification. Le propriétaire qui a obtenu la déchéance de l'usufruitier doit notifier le jugement aux créanciers inscrits avec les formalités prescrites par l'article 2183 du code civil. III. 2488.

Jugement. - Transcription. Le propriétaire qui a fait prononcer la déchéance de l'usufruitier, doit faire transcrire le jugement au bureau des hypothèques. III. 2487.

Restitution de fruits. L'usufruitier,

décliu pour abus de jouissance, doit-il la restitution des fruits perçus depuis le fait peut mériter la déchéance de son droit, qui a donné lieu à la déchéance, ou seu- s'il commet des dégradations sur le

chéance peuvent intervenir dans la con-lement depuis la demande en justice?

III. 2493 et suiv.

Troupeau. L'usufruitier d'un troupeau pourrait-il encourir la déchéance si par sa faute une partie du troupeau venait à périr? III. 2536.

DÉCORATION.

Les marques de décoration restent propres à l'époux nonobstant qu'il y ait communauté. I. 100.

DÉFRICHEMENT.

Les défrichemens pratiqués par le propriétaire sur la forêt usagère, ne doivent point préjudicier au droit des usagers. IV. 3184.

DÉGRADATIONS.

Action. - Légataire, L'action en réparation des dégradations commiscs par un tiers dans un immeuble légué en usufruit, appartient au légataire, II, 1646. Acquéreur soumis au rachat, L'acquéreur avec paete de rachat est responsable des dégradations provenant de sanégligence, II. 2003.

Compensations. - Améliorations. L'usufruitier anguel on reproche des dégradations, et qui a fait des amélioration, est-il en droit de demander la compensation des unes par les autres ? Droit ancien et nouveau sur ce point. III. 2625. Voyez. COMMUNAUTÉ ENTRE

Créanciers.-Intervention. Les créanciers d'un usufruitier poursuivi en déchéance pour dégradations, peuvent-ils intervenir et offrir les réparations des dégradations et des garanties pour l'avenir? III. 2430 et suiv. Est-ce à leurs propres frais et sans espoir de recouvrement que leur intervention doit avoir lien. III. 2468 et suiv.

Ne pourraient-ils pas être renvoyés

à la discussion des biens qui resteraient d'ailleurs à l'usufruitier? 111 2465. Déchéance. - Usufruitier. L'usufrui-

tonds, un qu'il le laisse dépérir faute d'entretien. III. 2427.

Dégradations partielles, Si l'ausfruitieur à vait commis des dégradations que sur quelques-uns des fonds soumis à sa jouissance, pourrait-il être déclaré déehu de son droit d'ausfruit, même à l'égard des autres fonds? Examen de l'opinion de Dumoulin sur ce point. III. 2(ho. et suiv.)

Femme mariée. Voy. Tiers administrateur,

Fermier. Voy. Ibid.

Possesseur de bonne foi. Des dégradatious provenues de la négligence d'un possesseur qui se croît de houne foi propriétaire de l'immeuble, ne donnent lieu à aueune indemnité. II. 2092.

Quid s'il avait pu tirer quelque parti ou profit des dégradations par lui faites? IL 2004.

Responsabilité. L'usufruitier en titre pourrait-il encourir la déchéance pour dégradations commissedans le fonds par le fait de personnes que l'article 1384 du code eivil placerait sons sa responsabilité? III. 3452.

Tiers administrateur. L'usufriutier en titre, qui nejouit pas par Ini-même, serait-il responsable des dégradations et des fautes commises dans le fonds par le tiers qui exploite ou administre en son nom , et serait-il passible de la déchéance pour abus de jouissance directement imputable à ce dernier seul ? III. a 250 et suiv.

Tiers ctranger. L'usufruitier serait-il responsable des dégradations qu'un tiers qui ne serait aucunement son représentant aurait commises dans le fouds soutais à son usufruit! III. 2451.

Tuteur Voy. Tiers administrateur. Vente, Voy. Réparation d'entretien.

DÉGUERPISSEMENT.

Au profit de qui se fait le déguerpissement d'un droit d'usufruit ? III. 2168. Par le déguerpissement l'usufruit est éteint. Ibid. DÉLAISSEMENT.

Qu'est-ce que le délaissement par hypothèque, et quels en sont les effets? III. 2167 et suiv. Différence entre le délaissement et le dégnerpissement. III. 2168.

Améliorations. Le tiers possesseur délaissant un droit d'usufruit, aurait droit à une indemnité pour ses améliorations. III. 2171.

Défaut d'entretien. L'usus ruitier tiers détenteur qui fait le délaissement peut être poursuivi pour donmages résultant du désaut de réparations d'entretien. III. 2170.

Formalités. Quelles seraient les formalités du délaissement d'un usufruit qui pourrait être fait par un tiers cessionnaire, sur les poursuites des créanciers hypothécaires? III. 2167.

Reprises. Le tiers usufruitier, qui aurait fait le délaissement, pourrait il reprendre son usufruit jusqu'à l'adjudicatiun, en payant les dettes et les frais ? III. 2168.

Quid si après le délaissement le propriétaire l'avait accepté et avait payé les dettes et les frais? V, 216q.

Tiers. Le tiers auquel un usufruitier aurait cédé son usufruit après l'avoir grevé d'uyothèque, pourrait-il être admis au délaissement sur les poursuites des créanciers hypothécaires? III. 2167.

DÉLIT.

Qu'entend-on par délit? II. 1481. Contrainte par corps. Les personnes civilement responsables des délits d'antrai, ne sont point pour ce contrai-

gnables par corps. 11. 1535.

Défaut de rasson. L'insensé, le fu-

Discernement. Le délit commis par un

mineur de moins de seize ans, et dont il serait acquitté pour avoir agi saus discernement, ne donnerait-il pas lieu à une action civile en dommages-intérêts. II. 1528. Ivresse. L'ivresse n'est point une excuse qui puisse soustraire l'auteur d'un délit à l'obligation d'en réparer les suites.

II. 1527.

Présomption. Les délits ne se présument pas; ils doivent être prouvés. II. 1536.

Réparations. L'auteur d'un délit est tenu d'en réparer les suites. Sur quel principe repose cette obligation? II. 1515, 1524.

Responsabilité civile. Quelles sont les personnes civilement responsables des délits d'autrui ? II. 1531 et suiv. Tiers. Nul ne peut être puni pour le

délit d'un autre. II. 2011.

DÉLIVRANCE.

La délivrance de la chose dont l'usufruit a été donné, rendo ou légné, doit être faite dans l'état où elle se trouve, à moins que, depuis l'ouverture du droit d'usufruit, elle n'ait été détériorée par la liaste du propriétaire ou de l'hériner. Il, 1460-, 1463.

La délivrance a lien expressément ou tacitement. Exemples. I. 385 et suiv. Voy. Demande en pélivrance.

Frais. L'usufruitier universel, ou à titre universel, doit-il contribuer au paicment des frais de demande en délivrance des autres legs? II. 1889.

DÉLIVIANCE DES LEGS.

Actions. Pour obtenir la délivance de son legs. le légataire a trois actions: l'une personnelle contre l'héritier, les autres réelles. I. 287,

L'action personnelle doit être dirigée contre tous les héritiers, alors qu'ils ne se présenteraient pas pour recueillir. I. 384 et suiv.

J'action

L'action réelle du légataire en usufruit ne peut être intentée contre le tiers possesseur, qu'après la deman c en délivrance exercée contre l'héritier. I. 389.

Concours de légataires, Deux légataires, l'un de l'usufruit, l'autre de la nue propriété, doivent chacun dans son inrêt demander la délivrance de son legs. L'action de l'un ne profiterait point à

l'autre. I. 392. Voy. LEGS, Cession partielle.

Compétence. La demande en delivrance doit être portée au tribunal de l'ouverture de la succession. L. 380.

Créance remboursée. Le légataire de l'usufruit d'une créance qui aurait été remboursée de bonne for à l'hértier , avant la demande en délivrance ou la signification du transport, aurait le droit d'exiger de l'hértitier la restitution de la somme par lui recue. Il II. 2528.

Frais. Les frais de la demande en délivrance sont à la charge de la succes-

sion. I. 387.

Fruits. Les fruits ne sont dâs au légataire par l'héritier que du jour de la demande en délivrance, et par le tiers possesseur, que du jour de l'action intentée contre lui. L. 386. Quid du légataire d'undroit d'nsufruit? L. 394 et suiv. Voy. Feurs.

Héritiers inconnus. Si les héritiers

n'étaient pas connus, ou qu'ils renonçassent à la succession. Le legataire devrait se pouvoir en nomination d'un enrateur à l'hoirie jacente, à l'effet d'agir en délivrance contre lui. I. 391.

Légataire. Le légataire d'un usufruit doit en demander la délivrance. I. 382, 383, 389, S'il se mettait en possession de son autorité privée, il n'aurait qu'une possession illégitime; l'héritier pourrait agir contre lui en rétablissement et restitution des fruits perqus. I. 384.

DÉLIVRANCE DES USAGES.

Ce que c'est que la délivrance des usages dans les forêts; par qui et aux faiss de qui elle doit être faite. V. 3:123 et suiv.

Elle suppose un règlement de coupe préalablement établi. V. 3400. — Voy. Règlement de coupe.

Nul usager ne peut, sans se rendre délinquant, conper dans les bois de l'État ou des communes qu'il n'ait reçu la délivrance de son usage. V. 3432.

Il en est de même dans les hois de particuliers, lorsque les usagers ont été soumis h un règlement. V. 3435. A moins que le propriétaire n'ait point obtempéré à la réquisition de déli-

vrer. V. 3427 ct suiv.

S'il n'y a pas eu de règlement de coupe imposé à l'usager dans un bois de particulier, peut-il couper de sa propre autorité? V. 3435.

Examen de la question d'après les principes du raisonnement, V. 3436. Examen de la question d'après les

principes du droit commun. V. 3437. Examen de la question d'après les anciennes ordonnances et lois forestières.

V. 3441.

Examen de la question d'après la loi

du 29 septembre 1791. V. 3443. Examen de la question d'après la pratique des anciennes cours. V. 3445.

Examen de la question d'après la doctrine des auteurs sur le possessoire des usages. V. 3447 et 3601.

Réfutation des objections contre cette solution. V. 3449.

Réponse aux objections tirées du rai-

sonnement. V. 3450 et suiv. Réponses aux objections tirées des actes de l'autorité. V. 3454 et suiv.

Réfutation de la doctrine de M. Merlin sur cette question. 3483 et suiv.

Que la doctriue de cet auteur est condamnée par les jugemens de toute l'antiquité. V. 3406 et suiv.

quité. V. 3496 et suiv.

Que son système est également contraire à la lettre et à l'esprit du Code civil, V. 3518.

DÉPENS.

Les dépens auxquels est concamnée la partie qui succombe dans un procès, sont une dette personnelle. II. 1731.

Action pétitoire. Quel serait, entre le propriétaire et l'usufruitier, le sort des dépens d'une action en revendication d'un fonds grevé d'usufruit, intentée ou soutenue contre un tiers, soit que le pro priétaire ou l'usufruiter ett été seul en cause, soit que l'un et l'autre y eussent été parties? II. 1759 et suiv.

Action possessoire. Les frais du procès sur action possessoire, soutenn par l'usufruitier, sont à sa charge. Il. 1757. Quid dans le cas où l'action serait intentée ou soutenue par le propriétaire luimême? Ibid. 1758 et 1759.

Bénéfices ecclésiastiques. Les dépens des procès concernant les biens des bénéfices ecclésiastiques, sont à la charge des

titulaires, 11, 1781.

Coassociés. Le coassocié, qui agit ou défend pour tous, a contre ses coassociés le droit de recouvrer ses dépens dans la proportion de leur intérêt respectif dans la chosc. Il. 1734.

Cohéritier. Le cohéritier, qui a plaidé seul pour une chose héréditaire, a-t-il un recours pour les dépens contre ses

cohéritiers? 11. 1741 et suiv.

Communauté éntre époux. Les frais de procès pour les biens de la communauté sont à la charge de la communauté. Il. 1769.

Quid du cas où le procès avait pour objet la revendication d'un fonds appartenant à l'un des époux seulement, et celui où le fonds étant un propre de la femme, celle-ci ou ses héritiers viendraient à renoncer à la communauté?

Il. 1770, 1774, 1775. Dans le cas où le procès aurait eu

pour objet le propre de la frame, et que le mari air autorisé cellec-i à ester en jugement, le créancier des dépens pourrait agir, tant sur les biens de la communauté que sur ceux du mari et de la femme, saut récompense; et à ile mari ne l'avait pas autorisée, le créancier des les des la commune de la vait pas autorisée, le créancier des les des les des des des des des des des des des la rigit de la

prictaire qui succombe dans un procès sur la chose commune, aurait-il contre son communier une action en répétition d'une partie de ses dépens 711, 1735. S'il gagne le procès, aurait-il le droit d'en répéter les frais contre son communier, sauf à les recouver contre la partie condamnée 711. 1737 et suiv.

Créancier. — Appel. Les créanciers qui se seraient rendus appelans d'un jugement rendu contre leur débiteur devraient ils , s'ils succombaient , obtenir

pour les dépens leur recours contre ce dernier? III. 2506.

Héritier bénéficiaire. L'héritier bénéficiaire. le curateur à une hoirie vacante, le tuteur, qui succombent dans les procès soutenus en leurs qualités, ont droit de répéter les dépens qu'ils ont supportés , pourvu qu'ils n'aient pas de faute à

se reprocher. 11. 1732 et suiv. Hoirie vacante. -- Curateur, Vovez

Héritier bénéficiaire.

Intervenant. Qui doit supporter les dépens d'un intervenant dans un procès où l'on n'était point obligé de l'appeler? 111. 2468, 2470.

Mandataire. Le mandataire a contre le mandant une action en reconvrement de ses dépens. 11. 1734.

Peine. Les dépens sont la peine du plaideur téméraire. 111, 2468,

Plusieurs chefs. Les dépens d'un procès renfermant plusieurs chefs sur lesquels les parties ont respectivement succombé, se partagent suivant les torts respectifs. 111. 2468.

Propriétaire, Le propriétaire doit suporter les frais du procès qui concerne la une propriété seule. Il. 1750.

Régime dotal. Le mari n'a aucun recours contre sa femme pour les dépens du procès relatif à la jouissance des biens dotaux de cette dernière. 11. 1778.

Quid dans le cas où le procès aurait eu pour objet le droit de propriété même des fonds dotaux? Distinction entre le cas où la femme, ayant perdu son procès , aurait été autorisée par le mari , et celui où elle ne l'aurait été que par le juge. 11. 1778 et suiv.

Tuteur, Voy, Héritier bénéficiaire, Usufruitier. L'usufruitier est tenu des frais du procès qui concerne sa jouis-

sance. 11. 1750, 1752, 1755 et suiv. L'usufruitier ou le propriétaire qui a soutenu seul un procès sur le domaine entier de la chose, et qui a succombé, n'a aucune répétition de dépens à for-

mer contre l'autre, à moins qu'il n'ait recu un pouvoir de celui-ci. 11. 1747. Si l'action n'a rapport qu'au paiement

d'intérêts, au remboursement des capi-TOME V.

taux non contestés, on à une perception de fruits, les dépens sont tous à la charge de l'usufruitier. 11, 1754.

DESSÉCHEMENT.

L'indemnité due aux entrepreneurs pour desséchement de marais, ordonné par le Gouvernement, est une charge de la propriété. Mode suivant lequel le propriétaire et l'usufruitier peuvent s'en libérer, II. 1868.

A la charge duquel, du propriétaire ou de l'asafruitier, doivent tomber les frais nécessaires pour dessécher de nouveau un marais submergé par la rupture d'une digue faite pour le protéger ? II. 1612.

DESTINATION DU PÈRE DE PA-MILLE.

La destination du père de famille peut être, suivant les circonstances, suffisante pour servir de fondement au droit d'usage-servitude réelle. IV. 3136. Voyez ACCESSOIRES.

DÉTÉRIORATION

Meubles. Des moubles qui se détériorent par la jouissance de l'usufruitier. Voy. MEUBLES, Usufruit légal; PERTE DE LA CHOSE, Donateur. - Effets mobiliers.

DÉTRIMENT.

Nul ne doit s'enrichir au détriment d'antrui. II. 1131.

DETTES.

Argent comptant. S'il y a de l'argent comptant dans la succession . l'usufruitier et l'héritier peuvent respectivement exiger qu'il soit employé au paiement des dettes. II. 1902.

Charges de la succession. Les charges sont-elles comme les dettes de la succession; l'usufruitier universel, ou à titre universel, en est-il tenu contributoirement avec le propriétaire ? 11, 1898.

Choses fongibles. Voy. Denrées. Denrées. S'il y a des denrées et autres choses fongibles dans la succession . l'usufruitier peut en exiger la vente pour payer les dettes de la succession. II. 1902.

Hypothécaires. Si, pour éviter le dihissement par hypothèque d'un fonds soumis à un droit d'asufruit, il était plus avantageux de payer la dette hypothécaire, le paiement devrait-il être supporté contributoirement par le propriétaire et l'usufruitier? II. 1884.

Ligataire particulier. Les légataires à tirre particulier ne sont point tenus des dettes de la succession; si cependant le testateur ne laissait rien autre chose que les fonds légaés, les légataires seraient ist enns de contribuer au paiement des dettes par le retranchements ur les legs, dece qui serait infecessaire pour les acquitter?

Application à l'usufruitier. II. 1884.

Paiement partiel. L'usufruitier serait-il admissible à offrir seulement l'avance d'une partie des remboursemens à faire?

11. 1903 et suiv.

Paiement. — Restitution. L'usufruitier qui a fait l'avance des paiemens ne peut obtenir la restitution qu'à la fin de l'usufruit, sans intérêts. Il. 1905.

Si les créances n'étaient point à terme, et qu'elles ne fussent même point eucore engibles à l'époque de la cessation de l'assifrait, l'usufruitier ou ses héritiers seraient obligés d'en attendre l'exigibitité. Application au cas du remboursement d'une rente constituée. Il. 1906. Paiement. — Subrogation. L'usufruitier.

tier qui a fait les avances des paiemens, est-il de plein droit subrogé dans tous les droits des créanciers? II. 1097.

Paiement. — Contribution. — Mode. Mode de procéder à la fixation de la portion contributoire à la charge de l'ausfruitier à titre universel, soit qui l'ausfruit porte sur une quotité de la masse de la succession, soit qu'il embrase une quotité ou l'universalité des mrubles ou des immeubles. Il. 1916 et suiv.

Prescription. — Usufruitier. Si l'usufruitier était lui-même créancier de la succession, et qu'il n'exigeât pas son remboursement, encourrait-il la prescription de trente ans, dans le cas où

son usufruit durerait jusque-là? II. 1909.

Reours. Ce n'est qu'an monent que l'usufruitier à titre particulier est forcé de payer ou de déguerpir , qu'il a l'action récursoire à excreer contre le propriétaire, à moins que le testateur n'ait expressément chargé son héritier d'affranchir préalablement de toutes hypothèques le fonds légué en nsufruit. II. 1833.

Remise. Si l'usufruitier, soldant une dette héréditaire, obtenait une remise de la part du créancier, pourrait-il, à la fin de l'usufruit, obtenir le renboursement intégral du capital? II. 1908. Rente constituée. Voy. Paiement.

Restitution.

Rente foncière. Voy. RENTE FONCIÈRE. Universalité, legs d'une. Le legs d'une universalité d'actif et de passif parti-

cipe, en ce qui concerne l'acquit des dettes, du legs universel. Charges et exemples de cette espèce de legs. II. 1845 et suiv. Distinction du cas où le legs est en toute propriété, de celui où il ne consiste qu'en usufruit. *Ibid*.

Usufruitier à titre particulier. L'usufruitier à titre particulier n'est pas tenu des dettes auxquelles le fonds dont il jouit est hypothéqué; s'il est forcé de les payer, il a son recours contre le propriétaire. Observation sur ce dernier mot. Il. 1899, 1831 et siuv. Voy. Less Atters singulars, Universalité d'actif et de passif.

Usufruitier à titre universel. Voy. au mot suivant.

usurruitier universel. L'usufruitier miversel ou à titre universel, doit cone et tribuer avec le propriétaire au paiement des dettes de la succession. Mode de cette contribution, II. 18go et suiv.Voy. Paiement. Contribution.

Fente. En cas de refus de l'ausfruitier d'avancer le capital nécessaire au paiement des dettes de la succession, le propriétaire a le choix ou de payer lin-même, cas auquel l'usufruitier lui doit les intérêts des capitanx, ou de faire vendre jusqu'à due concurrence une partie des biens soumis à l'usufruit. IL. 1910, 1911,

Aurait-il le droit de faire vendre pour payer des dettes non exigibles. II. 1913. En cas de vente, pourrait-il en faire

En cas de vente, pourrait il en faire supporter les frais à l'usufruitier? Distinction entre ces frais, II, 1012.

Si le prix de la vente excédait le montant des dettes, le surplus appartiendrait en jouissance à l'usufruitier. II. 1914.

A qui des héritiers ou de l'usufruitier appartiendrait la jouissance du prix des choses à vendre? Il. 1915.

Dans le cas où il existe un légataire de l'usufruit des meubles, et un légataire de l'assufruit des immeubles. l'héritier ne pourrait vendre du mobilier pour payer les dettes tombant à la charge des immeubles, ni aliéner des fonds pour dettes tombant contributoirement à la charge du mobilier. III. 1919.

DEUIL (FRAUS DE).

Les frais du deuil de la veuve doiventils être compris dans les frais funéraires du mari? Voy. USUFRUIT PATERNEL.

DIGUES.

Le propriétaire serait-il tenu envers l'usnfruitier à rétablir une digue qui serait détruite par cas fortuit, ou tombée de vétusté ? II. 1667.

Les frais d'établissement de digues ordonnées par le gouvernement, lorsqu'ils sont supportés par les propriétés adjacentes, sont charges de ces propriétés, 11, 1872. Voy. CHARCES, DESSECHE-MENT.

DISCONTINUITÉ.

Comment s'estiment la discontinuité ou la continuité de la possession? V. 3576 et suiv.

DISPOSITION DES USAGES.

Celle que l'usager dans les bois peut faire des émolumens de son usage. IV. 3222.

Lorsqu'il s'agit des forêts de l'État,

l'usager ne peut céder son bois à d'antres. IV. 3223.

Raison de cette décision. Ibid. 3224. Mais cette défense ne doit point être appliquée à des distractions minutieuses. — Examen critique d'une circulaire administrative sur cet objet. IV. 3225.

Différence remarquable entre les simples usagers et les affouagers dans les

bois communaux. IV. 3226.

L'usager ne pourrait-il pas au moins céder une partie du bois à lui délivré, pour obtenir par ce moyen le transport de l'autre? IV. 3227.

Les mêmes prohibitions ont-elles lieu à l'égard des usagers externes dans les bois des communes? IV. 3229.

Quid juris à l'égard des usagers dans les bois de particuliers? IV. 3235.

DISTINCTION. Des choses qui paraissent

Des choses qui paraissent d'une na ture mixte. I. 64.

DISTRIBUTION.

Du prix du fonds entre les créanciers du propriétaire et cenx de l'usufruitier. l. 26.

DIVISION.

De l'usufruit légal et conventionnel. I. 70. En proprement dit et improprement dit. I. 71.

DOL.

Dolo enim facere eum qui contra pactum petat, negari non potest. III. 2174.

An dolo quid factum sit, ex facto intelligitur. Ibid. 2175. DOMAINE CONGÉABLE.

Ce que c'est. V. 3723.

DOMAINE DE LA COURONNE.

De quoi se compose le domaine de la couronne; le Roi n'en est que l'usufruitier. I. 200.

Bois et forêts. Les bois et forêts faisant partie du domaine de la couronne sont soumis au régime de l'administration forestière, I. 299.

DOMMAGE.

Faute. Le dommage n'emporte responsabilité que quand il est arrivé par la faute de son auteur. II. 1487. Voy. FAUVE et RESPONSABILITÉ CIVILE.

DOMMAGES-INTÉRÊTS.

A quoi s'étendent les dommages-intérêts dont l'usufruitier a pu se rendre passible? III. 2609.

DONATION.

tion déguisée. III. 2363.

Créanciers, Voy. Ingratitude.
Dimisée. Quelques circonstances

Déguisée. Quelques eirconstances propres à faire présumer qu'un contrat qualifié à titre onéreux n'est qu'une dona-

Effets mobiliers. Le donateur d'effets nobiliers qui s'en réserve l'usufruit, est-il tenu dans tous les eas de la perte de ees effets? III. 2644 et suiv. Quid du cas de simples détériorations survenues sans sa faute? Ibid. 2645.

Garantie, Le donataire évincé a-t-il une action en garantie contre le donateur? II. 2461.

Impenses. Quid pour les impenses que le donataire aurait faites dans le fonds dont il scrait évincé? II. 1946 et suiv.

Ingratitude. Une donation peut être proquée pour cause d'ingratitude du donataire envers le donateur.—Les créanciers de ce dernier ne seraient point recevables à intenter cette action en eas de silence du donateur. III. 3345.

Présomption. Quand est-on présumé avoir donné? I. 191.

Répétition. Il n'est jamais permis de répéter et que l'on a donné. I. 191.

Transcription. La donation entre-vifs d'un droit d'usufruit doit être transcrite. 1, 25.

Jusqu'à la transcription de toute donation immobilière entre-vifs, le donateur peut au préjudice du donataire vendre ou hypothéquer le fonds donné. 1. 91.

DOUAIRE.
Quelle est sa nature? 1. 253, 254.
On distingue deux espèces de douaire.
le prefix et le contumier. 1. 250.

Abolition. Le dounire contumier est aboli; mais cette abrogation a-t-clle été la suite de la loi du 17 nivôse an 2; ou n'a-t-elle en lieu que par le Code civil? 1. 258.

Bestiaux. Voy. Accession. — Accessione, mot Bestiaux.

Coutumier. Ce que c'est que le douaire eoutumier. I. 250, 252. Doit-il encorravoir lieu pour les femmes mariées avant nos lois nouvelles? I. 250, 257.

Créance. La femme est créancière de son douaire, même du vivant de sou mari; la créance est seulement soumise à la condition de survie de la femnie. 1. 255.

S Hypothèque légale. La Gemme a pour son douaire une hypothèque légale sur les biens du mari. l. 256, 263. Effets de cette hypothèque; ne doit-elle pas être assurée par une inscription? I. 263 et suiv,

L'acquéreur d'un immenble affecté an douire serait-il en droit de se retair le montant de la somme correspondante à l'inscription de la femme, said à en payer annuellement l'intérêt? on pourrat-i-il teré forcé à le verser provisionment entre les mains des créanciers postérieurs qui se trouvent en ordre utile, et qui devraient définitivement en être pour sus ile douaire n'avant pas lieur 21, 265.

Immobilier. Ce que e'est. I. 262.

Mesures conservatoires. Quelles sout
les mesures conservatoires dont la femme
peut et doit faire usage du vivant de sou

mari, pour qu'il ne soit porté aueuuc atteinte à son douaire? Distinction sur ee point entre le douaire mobilier et le douaire immobilier. I. 262 et suiv.

Mobilier. Ce que c'est. I. 262.

Préfix ou divis. Ce que e'est que le douaire préfix ou divis? 1. 250.

Prescription. Quelle est la prescription que le tiers acquéreur pourrait opson douaire? I. 278. Saisine. La femme mariée avant le

Code civil serait-elle encore aujourd'hui, comme elle l'était auparavant, saisie de son donaire, soit préfix, soit coutumier, dès l'instaut du décès de son mari? I.

250 et suiv.

Suite, droit de. Si le fonds affecté au douaire mobilier de la femme est vendu volontairement par le mari ou par expropriation forcée contre lui , la femme pourrait-elle . après le décès du mari , déposséder l'acquéreur pour jouir par elle-même, sa vie durant, de l'usufruit du fonds? I. 270 et suiv.

Ustensiles aratoires, Voy. Accession.

-A CCESSOIRE.

Utilité publique. Si l'immenble du mari affecté au douaire immobilier était aliéné pour cause d'utilité publique , la femule serait fondée à demander le remploi du prix en acquisition d'un autre fonds a moins qu'il n'en restat assez

poser à la femme agissant pour obtenir au mari pour la remplir de son douaire. I. 26o.

DROIT.

Dommage. Il n'y a aucun dommage à répéter à celui qui n'a fait qu'user de son droit. II. 1485. Voy. FAUTE.

Exercice. Quand la loi accorde un droit, elle est censée accorder tont ce qui est nécessaire pour l'exercer, I. 246. Chacun peut faire à la chose à laquelle il a droit tout ce qui est utile pour luimême tant qu'il ne nuit pas à autrui. II. 1102.

Transmission. Nul ne peut transmettre un droit qu'il n'a pas, ou excédant celui qu'il peut avoir. II. 1933.

DROITS PERSONNELS.

Qu'entend - ou par droits exclusivement attachés à la personne d'un débiteur, et que ses créanciers ne seraient point recevables à exercer. Exemples. III. 2341 et suiv.

ECHALAS.

Droit de l'usufruitier sur la prise des Chalas. II. 1197.

Après l'extinction de l'usufruit, les héritiers de l'usufruitier ne pourraient enlever les échalas de la vigne. III. 2586.

Ce que comporte le droit d'usage aux échalas, et sur quelles espèces de bois il neut être exercé. IV. 3153.

ÉDUCATION.

Celle des enfans est une charge de l'usufruit légal des père et mère, 1. 182. Lorsque le père ou la mère n'a pas

d'usufruit légal, la charge de pourvoir à l'éducation et à l'entretien des enfans ne pèse sur lui qu'autant que les enfans n'ont pas eux-mêmes des ressources personnelles et suffisantes. I. 237.

EFFET RÉTROACTIF V. PRIIITS

ÉGLISE.

Entretien. L'impôt levé dans une commune pour l'entretien et les réparations de l'église ou du presbytère , doit-il être considéré comme charge de la propriété, ou comme devant être exclusivement à la charge de l'usufruitier? II. 1875

Etablissement. L'impôt extraordinaire levé dans une commune pour l'établissement d'une église ou d'un presbytère devrait-il être considéré comme une charge de la propriété ? IL 1873.

Reparations. Voy. ENTRETIES.

EMANCIPATION.

A quel âge peut-elle avoir lieu? Ses effets par rapport à l'usufruit paternel. Voy. Usurault PATERNEL et les questions diverses sous ce mot.

Mort civile. - Contumace, Si, pendant l'absence du père condamné par contumace à une peine emportant mort civile, les enfans avaient été émancipés par leur mère, la représentation du père pour purger sa contumace, et son absolution, feraient-elles rentrer les enfans sous la pnissance paternelle? II. 2019.

EMOLUMENS du droit d'usage dans les forêts.

Les émolumens à percevoir par l'usager dans la forêt usagère, sont querables. IV. 3208.

Ils sont dus en nature sur le produit du fonds. IV. 3209.

Ils ne sont dus que sur le produit de la forêt affectée. IV. 3210 Ils ne sont dus que pris égard à la pos-

sibilité de la forêt. IV. 3211.
S'ils peuvent être transportés d'un

lieu dans un autre? IV. 3212. Ils ne peuvent être transmués d'un

fonds en un autre IV, 3214. Ils n'arréragent point, IV, 3219.

EMPHYTÉOSE.

Definition. I. 97.

Différence entre l'emphytéose et la constitution d'usufruit. *Ibid*.

ENFANS.

Dans une disposition faite au profit de quelqu'un, tant pour lui que pour ses enfans, le mot enfans s'étend-il aux descendans indéfiniment? IV. 3072.

ENREGISTREMENT (DROITS D').

Bénéfices ecclésiastiques. Les titulaires des bénéfices ecclésiastiques doiventils un droit d'enregistrement lors de leur print de cossession? Les 5

prise de possession? I. 775.

Cession. La cession faite par l'usufruitier à titre gratuit, de son droit à un tiers, donne lieu au même droit de mutation que toute autre donation d'usufruit. I. 784.

Communauté conjugale. Estil dû un droit d'enregistrement pour l'insufruit de la communauté sur les biens propres aux époux ? 1, 776.

Concours d'acquéreurs. En cas de

vente d'un fonds par le même contrat, de la nue propriété à l'un, et de l'usufruit à l'autre, comment le droit de mutation doit-il être acquitté par les acquéreurs?

l. 783. Concours de legs. Un legs d'usufruit à l'un et de propriété à l'autre, donne lieu à deux droits d'enregistrement, l'un à la charge de l'usufruitier, et l'autre à celle du propriétaire. La régie peut néanmoins saisir les fruits de l'héritage pour

le paiement des deux droits I. 772. Le légataire de la nue propriété doit le droit de mutation sur la valeur entière du domaine, et l'usufruitier doit en sus le droit sur la valeur de la moitié.

1. 781.

Consolidation. Quand la consolidation de l'usufruit à la propriété arrive par l'acquisition de la nue propriété de la part de l'usufruitier, si celui-ci a payé préalablement le droit d'enregistement pour son usofruit, il ne doit plus que le droit proportionnel sur la valeur de la nue propriété l. 795.

Sic'est le propriétaire qui rachète l'usufruit, le droit sera perçu d'après la distinction du cas où il aurait succédé à titre gratuit dans la nue propriété et où il aurait déjà payé le droit sur la valeur entière du fouds, et celui où, ayant acquis la nue propriété à titre onéreux, il n'aurait point payé le droit sur la valeur entière de l'héritage. L. 786 III. 2300.

Si l'usufruitier renonce gratuitement à a jouissance, il n'est dis aurun droit proportionnel, si le propriétaire avait déjà préalablement payé le droit de mutation sur la valeur entière du fonds, sauf le droit de trauscription lors de l'enregistrement de l'acte de renonciation 1, 787,

Délai. Delais dans lesquels les différens actes sonmis aux droits de l'enregistrement doivent être présentés à cette formalité. l. 771.

Douaire contumier. Une veuve maproposition de 17 nivôse an 2, et qui aurait droit encore aujourd'hui au douaire coutumier, devrait-elle à l'ouverture du douaire un droit d'enregistrement? 1, 776.

Droit fixe. Quels sont en général les actes dont l'enregistrement ne donne lieu

qu'à un droit fixe? 1. 768.

Droit proportionnel. Quels sont en général les actes dont l'enregistrement donne lieu à la perception d'un droit proportionnel? En quoi consiste ce droit? 768 . 76q.

Expertise. La régie est autorisée à provoquer une expertise judiciaire, à 'effet de déterminer la valeur vénale de la chose soumise au droit d'enregistrement, lorsque la valeur fixée dans le contrat par les parties ne lui paraît pas suffisante. Aux frais de qui l'expertise a-t-elle lieu? l. 770.

Habitation, Voy. Usage. Lois. Quelles sont les dispositions lé-

gislatives sur la matière des droits d'en-

registrement? I. 767. Meubles. Le droit d'enregistrement su: un acte constitutif d'un droit d'usufruit ou d'usage sur des meubles, est différent de celui qui se perçoit sur l'usufruit ou l'usage des immeubles. I.

770 . 777. Précautions à prendre lorsque l'acte constitutif contient tout à la fois des meubles et des immeubles. I. 770.

Mutation par décès. Le droit de mutation pavable dans les six mois du décès du testateur, est-il une charge imposée à la propriété et pesant sur l'héritier quant an capital, et sur l'usufruitier quant à l'intérêt? II. 1876. Si l'usufruit s'éteint par la mort naturelle ou civile de l'usufruitier, il n'est dû aucun droit.

Le droit de mutation par décès dû à l'Etat, n'est qu'une dette mobilière pour laquelle le fisc n'a action en recouvrement que sur les revenus du bien. II. ı 836.

Nue propriété. Du droit de mutation à raison du transport de la nue propriété seulement. I. 780.

Le légataire ou le donataire de la une propriété doit payer le droit proportionnel sur la valeur de la chose en plein cun droit proportionnel. I. 771. domaine. Ibid.

avec réserve d'usufruit, l'acquéreur doit payer le droit proportionnel à raison de la valeur de la nue propriété cumulativement prise avec la valeur de l'usufruit; mais dans ce cas la valeur de l'usufruit n'est estimée que la moitié du prix porté au contrat pour la vente de la nue propriété. I. 782.

Prescription. Si, lors de l'enregistrement d'un acte translatif de la nue propriété seulc d'un immeuble, le receveur n'avait point perçu le droit sur la valeur du domaine entier, et qu'il restât dû un supplément lors de la réunion de l'usufruit à la propriété, ce supplément ne serait-il pas prescriptible; et à dater de quel jour, de celui de la perception incomplètement faite, ou de celui de la consolidation de l'usufruit à la propriété. la prescription prendrait-elle son cours? I. 780.

Privilège. Le trésor public n'a de privilége sur les immeubles, pour le paiement des droits de mutation par décès, que sauf les droits des tiers acquéreurs qui auraient rempli les formalités hypothécaires, et ceux des créanciers inscrits antérieurement au décès. I. 772.

Régime dotal. Le mari, sous le régime dotal, doit-il un droit d'enregistrement pour son usufruit des biens de son épouse? I. 776.

Substitution. Dans le cas où un droit d'usufruit est légué à nn tiers, avec charge de le rendre à un autre immédiatement, il n'est dû qu'un seul droit proportionnel lors de l'ouverture de la disposition par le décès du testateur. L. 784.

Si le premier légataire ne doit remettre l'usufruit au second qu'après un certain terme, il y a deux legs d'usufruit, et le second légataire devra le droit de mutation à son entrée en jouissance. I. 784.

Transcription. Le droit de transcription, qui est d'un et demi pour cent, se perçoit lors de l'enregistrement de l'acte qui serait de nature à être transcrit, et la transcription s'opère ensuite sans au-

Transmission par décès. Si celui au-Dans le cas de la vente d'un fonds quel on a vendu ou cédé un droit d'u. sufruit, décède du vivant de l'usufruitier en titre, ses héritiers qui le recueillent, doivent le comprendre dans la déclaration des biens du défunt pour la moitié de la valeur du fonds, et payer le droit proportionnel sur cette valeur. 1. 784.

Usage et habitation. Les droits d'usage et d'habitation sont soumis à la perception d'un droit proportionnel d'enregistrement. I. 770. IV. 2745.

La cession postérieure qui serait faite par l'usager, serait-elle passible du même droit? I. 770, 787.

Le droit proportionnel, à raison d'un acte constitutif d'usage ou d'habitation, se percoit à raison du prix porté au contrat. I. 777-

Comment en estimer la valeur dans le cas où la concession en aurait été faite à titre gratuit? I. 779. Voy. Expertise.

Usufruit. Un acte constitutif d'usufruit est passible du droit proportionnel d'enregistrement ; et la valeur de l'usufruit est fixée par la loi à la moitié de celle du fonds, pour la perception de ce droit. 1. 770.

Du droit d'enregistrement à raison de la constitution d'usufruit ou d'usage par la volonté de l'homme, soit à titre onéreux , soit à titre gratuit. 1. 777-

Dans le cas où l'usufruit n'aurait été légué que pour un temps déterminé, le droit d'enregistrement devrait il toujours être perçu sur la valeur de la moitié du fonds? 1. 778.

Usufruit paternel. Est-il dû un droit d'enregistrement à raison de l'usufruit légal des père et mère ? I. 774.

ÉPÉE.

L'épée du mari reste propre nonobstant la communauté. 1. 168.

ÉPOUX.

Suivant la jurisprudence de quelques parlemens, s'il y avait des enfans, l'usufruit légué par un époux à l'autre ne devait comprendre qu'un droit d'usage; mais cela est abrogé. I. 397 Voy. Quo-TITÉ DISPOSIBLE.

ERREUR.

Personne. L'erreur dans la personne de celui auquel on aurait cédé un droit d'usufruit, pourrait être une cause de nullité de la concession. I. 13.

ESPÈCE.

Comment on distingue les choses qui paraissent d'une espèce mixte. 1. 64.

ESTIMATION.

Temps, L'estimation des choses soumises à l'usufruit doit toujours être faite ou reportée au temps de la délivrance du legs. II. 1107. Voy. INVENTAIRE.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC.

Autorisation. Un legs d'usufruit fait à un établissement public ne peut être accepté sans l'autorisation du Gouvernement. I. 33o.

Bois .- Clôture .- Riverains. Le propriétaire d'un bois joignant ceux d'un établissement public serait-il tenu de le clorre par un fossé, de la même manière qu'il y est assujetti par rapport aux bois de l'État ? IV. 2965.

Bois,-Marine, Les bois des établissemens publics sont grevés de la servitude d'usage pour la prise des arbres propres au service de la marine. IV. 3032.

Voy. Bois et forêts.

Destruction. Si un établissement publie, légataire d'un droit d'usufruit, venait à être détruit avant le temps de la durée de l'usufruit, le droit serait éteint. I. 332.

Legs annuel. Le legs annuel en faveur d'un établissement public est perpétuel. I, 58. Voy. Legs ANNUEL.

Usufruit, Peut-on établir un droit d'usufruit en faveur d'un établissement public, et dans ce cas quelle doit ou peut en être la duréc ? 1. 330. Différence entre un droit d'usufruit légué à un établissement public, et un reveuu ou une distribution de denrées qui lui aurait été annuellement léguée. 1. 331.

ÉTANG.

Alevinage. L'usufruitier qui fait la

pêche des étangs est tenu de les aleviner on empoissonner de nouveau. II, 1211. Voy. Poissons.

Desséchement. L'usufruit d'un étang serait il éteint dans le eas où l'étang serait réduit à sec ? III. 2552 et suiv.

Empoissonnement. L'usufruitier d'un étang doit l'empoissonner aux époques marquées par l'usage des lieux. II. 147 L

Poissons. Les poissons dans un étang, au moment de l'ouverture ou de la cessation de l'usufruit, appartiennent à · l'usufruitier ou au propriétaire, sans remboursement d'aucuns frais d'alevinage de part ni d'autre. II. 1211. Voy. COMMUNAUTÉ ENTRE ÉPOUX.

L'usufruitier ou ses héritiers seraientils fondés, à la fin de l'usufruit, à demander uue indemnité pour le cas où le poisson, par lui mis dans un étang, aurait une mienx-value sur celui qui y était au moment de l'ouverture de l'usufruit?

Régime dotal. Sous le régime dotal, quels sont les droits du mari lors de la dissolution du mariage, à l'égard de la pêche des étangs appartenant à son épouse ? III. 273

Usufruitier, L'usufruitier profite du produit des étangs empoissonnés. 11. 1211.

Le poisson des étangs n'appartient à l'usufruitier que du moment que la bonde est levée pour le mettre en pêche. Il.

Si l'usufruitier avait établi un étang sur le fonds affecté à sa jouissance, ou remis en état de pêche un étang déjà préexistant, ses héritiers pourraient ils s'approprier en tout ou en partie le poisson que leur auteur y aurait mis? III. 2587.

ÉTAT DES IMMEUBLES.

Ouel est l'obiet de la reconnaissance de l'état des immoubles imposée à l'usufruitier avant son entrée en jouissance? III. 2595.

Cessation d'usufruit. A la fin de l'usufruit, les immeubles doivent être rendus dans le même état qu'ils étaient

à l'entrée en possession de l'usufruitier , sauf le eas de dépérissement naturel. Conséquences et exemples. III. 2600 et

suiv., 2605. Omission. L'usufruitier qui n'a point fait faire la reconnaissance de l'état des immeubles soumis à sa jouissance, est

censé les avoir trouvés en bon état, sauf la preuve contraire. II. 795. III.

2594. Preuve. Les héritiers d'un usufruitier qui aurait omis de faire la reconnaissance préalable de l'état des fonds, seraient-ils non-recevables à prouver, à la fin de l'usufruit, que l'état de dégradations actuelles était dejà existant lors

du commencement de l'usufruit? III. 2595 et suiv. ÉTENDUE du droit d'usage dans les forets.

Cette étendue se rapporte à la somme des produits qui peuvent être à percevoir par l'usager. IV. 3144.

Elle se détermine d'après les titres et la possession. IV. 3145.

Elle se détermine aussi d'après l'espèce du droit et la consistance du fonds auquel la servitude est due. IV. 3148

et suiv. Ce que comporte le droit d'usage aux échalas, IV. 3153.

Ce que comporte le droit d'usage au bois de chauffage, IV. 3:54.

L'usager doit toujours en user civilement, IV. 3158. Quand l'usage ne fut établi que pour

une maison déterminée, il faut se reporter à l'état primitif des choses pour en estimer l'étendue. IV. 3159.

Ce que comporte le droit d'usage au mort bois. IV. 3161.

Ce que comporte le droit d'usage au bois mort. IV. 3163. Ce que comporte le droit d'usage au

bois de service pour fabrication d'usteu-siles aratoires. IV. 3166. Ce que comporte le droit d'usage au

bois de construction et réparation de maisons, IV, 3167.

24.

Nombres des parties prenantes. L'é endue du droit d'usage se mesure aussi par rapport au nombre des parties

prenantes. IV. 3170.

Distinction à faire entre le cas où le droit d'usage au chauffage n'anrait été établi que pour l'avantage d'un bâtiment, et celui où il anrait été établi pour l'uti-

lité d'une métairie. IV. 3174.

Lorsque le droit d'usage fut établi au profit d'une commune dont la population s'est augmentée, la règle générale est que les nouveaux habitans doivent y participer comme les anciens. IV. 3175.

Exception à cette règle. IV. 3176.

ÉTRANGER.

Contrainte par corps. L'étranger qui n'aurait qu'un doit d'usufruit, ne serait point dans le cas de la loi du 10 septembre 1807, qui affranchit l'étranger de la contrainte par corps, lorsqu'il possède des immeubles d'une valeur suffisante pour assurer le paiement des a dette. L'20. Judicatum solvi. Voy. Carriox.

EVICTION DU FONDS.

Extinction de l'assgruit. L'assufrait est éteint par l'éviction du fonds, lorsque les droits du constituant sont résolus ex causé antiqué. Exemples, 111, 2513 et suiv. Voy. Remerk et Mise bors du comgrace.

Ingratitude. — Donation. La révocation d'une donation pour cause d'ingratitude, n'éteindrait pas l'usufruit établi par le donataire antérieurement à l'inscription de la demande en révocation. III. 2514.

EXCEPTIONS.

Qu'entend-on en général par exception ? II. 1207.

Exception de la chose jugée contre l'usufruitier, si elle peut peser sur le propriétaire? 1. 39 et 55.

Elle pèse sur l'absent quant aux jugemens rendus contre l'héritier envoyé en

possession provisoire. 1. 55. Voy. Chose profit et Tierce opposition.

On est souvent admis à retenir par exception ce qu'on ne serait pas recevable à demander par action. 1. 23q.

EXHAUSSEMENT.

Un testatcur qui ayant deux maisous voisines, aurait léguie l'usufrait de l'une à un étranger, serait il permis à l'héritier d'exhausser l'autre, même en apportant quelque diminution aux jours de la première, pourvu qu'îl en restit suffisamment pour éclairer l'habitation de l'usufruiter 21. 879a.

Le propriétaire ne pourrait, contre le gré de l'usufruitier, exhausser d'un étage une maison déjà construite. 11. 1464.

EXERCICE du droit d'usage.

Comment il doit avoir lieu. 1V. 3207. Voy. ÉMOLUMENS.

EXPLOITATION.

Si le propriétaire peut changer l'ancien mode d'exploitation de la forêt usagère. IV. 3187.

Comment l'exploitation des bois des communes doit-elle être faite? 111. 29:4 et suiv.

EXPROPRIATION.

Concours de legs. Si un fonds légué en usu'ruit à l'un, et en nue propriété un autre, était exproprié par un créancier hypothécaire du testateur, quel scrait le recours des deux légataires? III. 2518.

Mari. L'usufruit qui appartient au mari sur les biens de sa femme, ne pourrait être exproprié par ses créanciers, en cas de déconfiture, sans que la femme fitt en droit de paralyser l'action de ces créanciers, en demaudant la séparation de biens pour rentrer elle-même en jouissance. I. 900.

Usufruit. L'usufruit d'un immeuble peut être exproprié immobilièrement. l.

EXPROPRIATION FORCÉE.

Délégation. La délégation qui serait offerte d'un usufruit, pour arrêter une poursuite en expropriation, ne remplirait point le vœu de l'article 2212 du Code civil, I. 21.

Ventilation. Dans le cas de la veute intégrale d'un fonds grevé d'usufruit, exécutée tant sur le propriétaire que sur l'usufruitier, il y anraît lieu à la ventilation du prix dans l'intérêt des créanciers de l'un et de l'autre. I. 30.

EXPROPRIATION POUR UTILITÉ PU-BLIQUE Vor. DOUAIRE.

EXTINCTION du droit d'usage,

Abus de jouissance. Le droit d'usage dans les forêts peut s'éteindre par abus graves, commis de la part des usagers ; mais lorsque ce droit appartient à une commune, elle ne doit pas en être privée par la faute de quelques habitans. V. 3704.

Changement dans l'état des choses. Le droit d'usuge cesse lorsque les choses sont réduites à un étattel qu'on ne puisse plus en user. V. 3696.

S'il n'y a qu'une destruction partielle de la forêt : il s'exerce sur le reste. V. 3608.

Si la forêt est entièrement détruite et non repeuplée darant trente ans, le droit d'usage reste absolument éteint, à moins qu'il n'y ait en des actes conservatoires, V. 3600.

Le droit d'usage établi pour le service d'une vigue, ou d'une maison, cesse par l'extirpation de la vigne, ou la destruction de la maison; et si cet état de choses dure pendant trente ans, il est entièrement éteint. V. 3700.

Si le droit d'usage a été établi pour l'avantage d'une maison faisant partie d'un corps de ferme, il n'est point éteint par la destruction de la maison. V. 3701.

Signes auxquels on doits'attacher pour reconnaître si c'est seulement à la maison, ou si c'est au corps du domaine que le droit d'usage fut activement attaché. Ibid.

Consolidation. Le droit d'usage s'éteint par la réunion des droits du propriétaire et ceux de l'usager sur la même têt. V. 36.4

priétaire et ceux de l'usager sur la même tête. V. 3694. Mort. Le droit d'usage-servitude personnelle s'éteint par la mort naturelleou

civile de l'usager, III. 2795. V. 3693.

Prescription. Le droit d'usage s'étaint

par le non-usage ou la prescription de trente ans. V. 3708.

Mais Ioraçu'il s'agit de savoir si un droit d'usage est, ou non , present pour n'avoir pas d'ecrecie pendant treute aus, quel est le point de départ, dont il faut partir pour compter cet espace de temps? doit-il être compté à partir du dernier acte de jouissance excreé par l'usager, ou ne doiton partir que de l'époque à laquelle il auraite ule droit d'esiger une nouvelle délivrance de bois? V. 3716. Quald si l'usager a continué à payer la

Quid si l'usager a continué à payer la redevance pour laquelle le droit lui avait été accorde? V. 3709.

Quid è contrà, s'il a continué à jouir de son usage sans en payer la redevance? V. 3710.

Lorsqu'il y a contestation sur la question de savoir si un aucien droit d'usage se tronve éteint par la prescription, quelle est celle des parties qui doit prouver l'extrême de sa demande 7 V. 3711.

Lorsque l'usager n'est pas daus la possession actuelle de l'usage dont il jouissait autrefois, et qu'il prétend l'avoir encore exercé dans les trente dernières années, par quel moyeu peut-il faire la preuve de cet exercice? V. 3713.

Riglement de police. Le droit d'usage légitimement acquis, peut-il être éteint par la promulgation d'un règlement de police dont les dispositions seraient, pour l'avenir, incompatibles avec l'exercise de ce droit? V. 3703.

Rénonciation. Le droit d'usage s'éteint par la renonciation de l'usager; et alors la rente au moyeo de laquelle il aurait été établi, se trouverait aussi éteinte. V. 3695.

Résolution. Le droit d'usage disparaît

par la résolution ex causă antiquă des fruitier qui a acquis à titre onéreux la droits du constituant. V. 369 2.

Révocation. Le droit d'usage peut se trouver éteint par la révocation de la donation qui lui avait servi de cause, V. 3600. - Même par l'action révocatoire des créanciers du constituant. V. 36q1.

EXTINCTION du droit d'usufruit.

Diverses causes d'extinction du droit sion. d'usnfruit. 11. 1923.

Abus de jouissance. L'usufruit peut s'éteindre par abus de jouissance. III. 2516. Voy. ABUS DE JOUISSANCE, DEGRA-DATION , DÉCHEANCE.

Accession. Voy. Accession, Acces-

Acquéreur. Si l'usufruitier devicat seul acquéreur de la nue propriété du fonds, l'usufruit s'éteint. 11, 2064.

S'il n'est que coacquéreur, l'extinction de sou usufruit n'a lieu que dans le rapport de sa portion dans l'acquisition.

Si les acquéreurs sont en société, l'usufruit appartenant à l'un d'enx n'est point éteint tant que dure l'association. 11. 2065, et voy. Societé.

Acquisition.—Éviction. L'usufruit qui

s'éteint par l'acquisition de la nue propriété de la part de l'usufruitier , ne renaîtra-t-il pas si l'acquéreur venait à être évincé? Distinction entre les différentes causes d'éviction. Il. 2075 et suiv.

Dans le cas où l'usufruit renaîtrait par suite de l'éviction de l'acquéreur usufruitier, les obligations de la caution usufructuaire revivraient-elles également? 11. 2083 et suiv.

Dans le même cas, si la caution primitive est déchargée, le propriétaire peut-il en exiger une autre ? 11. 2080.

Dans le même cas encore, quels seraient les droits et obligations soit du propriétaire, soit de l'usufruitier à raison des réparations et améliorations, ou des dégradations qui auraient été faites ou commises sur le fonds dans l'intervalle de l'acquisition à l'éviction? II. 2000 et suiv.

Acquisition. - Reparation. Si l'usu-

uue propriété du fonds, y avait précédemment fait de grosses réparations à la décharge du propriétaire, pourrait-il encore exercer contre ce dernier l'action

en répétition de ses impenses ? 11, 2006. Ouid si l'acquisition cût été faitc à titre gratuit? 11. 2007 et suiv.

Bénéfice d'inventaire, Voyez Succes-

Càducité. En cas que l'usufruit soit légué à l'un et la propriété à l'autre, si le premier legs devient cadue, ou se trouve sans effet, son extinction ou annullation profite au second légataire et non à l'héritier. l. 520, 521.

Caution. Voyez Acquisition. - Eviction.

Communauté entre époux. L'acquisition faite par un mari en communauté avec sa femme, d'un fonds sur lequel celle-ci avait un droit d'usufruit, n'opère point l'extinction de cet usufruit. Après la dissolution de la communauté, la femme ponrrait le revendiquer sur un tiers acquéreur. 11. 2066. Condition resolutoire. Par l'événement

de la condition résolutoire, l'usufruit n'est point éteint de plein droit; l'extinction doit être prononcée par le juge. 11. 2057.

Consolidation, L'usufruit s'éteint par la consolidation à la propriété. 11. 2061. VOY. CONSOLIDATION A LA PROPRIÈTE.

Créance remboursée, Voy. DELIVRANCE (DEMANDE EN).

Créanciers hypothécaires. Nonobstant l'extinction de l'usufruit par l'acquisition de la nuc propriété par l'usufruitier. les créanciers hypothécaires, soit sur l'usufruit, soit sur la nuc propriété, conservent leurs droits. Il. 2071 et suiv. Dans le cas où un usufruitier ayant

des créanciers hypothécaires sur son droit d'usufruit acquerrait la nue propriété, et que le fonds fût ensuite exproprié sur lui , faudrait-il faire une ventilation ponr attribuer aux créanciers hypothécaires sur l'usufruit, la portion du prix proportionnelle, et en cas d'insuffisance, les admettre par contribution sur le surplus avec les autres créanciers qui ne seraient que chirographaires ? 11.

Dans le cas où le propriétaire, après avoir hypothéqué la nue propriété, acquerrait l'usufruit du fonds, son créancier hypothécaire serait-il fondé à exercer son hypothèque sur le tout ? 11.

2074.

Décès. L'usufruit s'éteint par le décès de l'usufruitier arrivé même avant le temps qui avait été fixé pour la durée de l'usufruit. l. 11. ll. 2039.

L'usufruit s'éteint par la mort naturelle de l'usufruitier. L'extinction est essentiellement totale. Il. 1964, 2100.

L'action en délivrance d'un usufruit s'éteint de même par la mort de celui auguel elle appartenait, 11. 1063.

La mort de l'usufruitier avant l'épo-

que désignée dans l'acte constitutif pour la durée de l'usufruit, éteindrait-elle le droit d'usufruit sans que l'héritier pût en rien recueillir? 11. 1965.

En cas de cession de la part de l'usufruitier de son droit à un tiers, l'usufruit s'éteint par la mort du cédant. Il. 1966.

La mort du propriétaire ne porte aucune atteinte à l'usufruit conventionnel. Secùs de l'usufruit paternel. 11. 1967, Déguernissement, L'usufruit s'éteint

par le déguerpissement. 11. 2168. Donataire, Voy, Légataire,

Enlèvement.—Obiets mobiliers. Ouels sont les objets mobiliers que l'usufruitier ou ses héritiers penvent enlever en déguerpissant après l'extinction de l'usufruit? 111. 258 ct suiv. Voy. MOBILIERS (OBJETS.)

Expiration du terme. L'usufruit s'éteint par l'expiration du terme pour lequel il avait été établi. 11. 2033. Il s'éteint de plein droit. H. 2057. Quel est le point de départ pour la computation du terme? 11. 2033 et suiv.

L'usufruit serait-il éteint si le légataire ent laissé écouler le temps pour lequel l'usufruit lui avait été légué , sans

en demander la délivrance? II. 2036 et suivant. '

Si l'usufruitier continuait de jonir après l'expiration du terme, serait-il tenu de la restitution des fruits? II. 2038, et au surplus voyez TERME.

Légataire, Si l'usufruitier devient légataire ou donataire du fonds, l'usufruit

est éteint. II. 2063. Mort civile. L'usufruit est en général éteint par la mort civile de l'usufruitier arrivée même avant le temps qui aurait été fixé pour la durée de l'usufruit. II.

L'extinction de l'usufruit produite par la mor: civile n'est point aussi absolue qu'en cas de mort naturelle. L'usufruit

1969, 1975, 1982, 2039.

légué pour cause d'alimens se conserve pour l'usufraitier mort civilement, jusqu'à concurrence de ses besoins. II. 1976,

1977. Comment fandrait-il que la disposition fût .conçue ponr qu'elle dût être exécutée nonobstant la mort civile? II.

1982. Voy. MORT CIVILE, CONTUMACE. Non-usage. L'usufruit s'éteint par le non-usage pendant trente ans. II. 2000.

VOY. NON-USAGE, PRESCRIPTION. Peines afflictives et infamantes. L'usufruitier ue perd point son droit par sa condamnation à des peines afflictives ou infamantes; il est seulement privé de l'exercer par lui-même. Il l'exerce par son curateur. II. 1971.

Perte de la chose. L'usufruit s'éteint par la porte de la chose sur laquelle il est établi. III. 2512. Voy. PERTE DE LA CHOSE.

Propre de la communauté. Par l'extinction de l'usufruit qui portait sur un propre de communauté , la valeur survenue à l'immenble n'est point un acquet, sauf la récompense si l'usufruit avait pris fin par la voie du rachat. II. 1922.

Propriétaire. - Saisine. Par l'extinctinction de l'usufruit, le propriétaire est de plein droit investi de la saisine tout entière de l'immeuble. II. 1921.

Rapport à succession. L'usufruit constitué par un donataire peut être éteint par le rapport à la succession de l'immeuble sur lequel il est établi. 11. 1941. VOV. RAPPORT A SUCCESSION.

Renonciation. L'usufruit s'éteint par la renonciation de l'usufruitier. III. 2164. 2181. Voy. RENONCIATION.

Rentrée du propriétaire. Lorsque l'usufruit est éteint , le propriétaire prend de plein droit la possession du fonds; il lui suffit de faire une sommation aux

héritiers de l'usufruitier, III. 2570. Cependant il est tenu d'accorder aux béritiers un temps raisonnable pour déguerpir. Ibid. 2583. Voy. RENTREE DU PROPRIÉTAIRE.

Résolution du droit constituant. L'usufruit est éteint par la résolution des droits de celui qui l'avait constitué. II. 1933 et suiv. Voy. RESOLUTION.

Restitution des fruits. L'usufruitier qui jouirait après l'extinction de son droit, devrait il la restitution des fruits?

Voy. FRUITS, Restitution. . . Révocation. Voy. REVOCATION.

Succession. Si l'usufruitier succède seul au propriétaire, l'usufruit s'éteint. Secus s'il n'accepte la succession qu'à

bénéfice d'inventaire. II. 2062. S'il n'est pas seul héritier, il n'y a extinction de son usufruit que dans le

rapport de sa portion héréditaire. Ibid. Comment dans ce cas s'opèrerait le partage? II. 2063.

Usage, droit d'. Comment s'éteint le droit d'usage personnel? III. 2795.

Vente, Par la vente de la nue propriété à l'usufruitier, il se fait extinction des actions que le vendeur pouvait avoir à raison du défaut de réparations et des dégradations. II. 2067 et suiv. VOY. VENTE.

Vente d'hérédité. Si l'usufruitier, devenu liéritier du propriétaire, vend ses droits héréditaires à un tiers, le droit d'usufruit qui était éteint par son acceptation de l'hérédité, revivra-t-il à son profit? Il. 2095.

F.

FAMILLE.

Qu'entend - on par famille? Voyez USAGE (DROIT B') et HABITATION.

FAUTE. Qu'entend-on par le mot faute? II.

1483, 1484. Similitude et différence entre la faute et le quasi-délit. II. 1485.

Les fautes se divisent en trois espèces : les fautes par commission, les fautes par omission, et les fautes mixtes. II. 1487. Elles se divisent encore en faute grave ,

moyenne et très-légère. Il. 1494 et suiv. Droit. On-ne peut commettre de faute quand on ne fait qu'user de son droit. H. 1485. TEMPERAMENT, 1486.

Faute grave. Quand y a-t-il faute grave? 11. 1497.

Faute légère. Ce que c'est. II. 1499.

Faute moyenne. En quoi consiste-

t-elle? II. 1498.

Faute mixte. Elle a lien lorsqu'un dommage est arrivé par le fait d'un acte licite en lui-même, mais qui est devenu nuisible, faute par sou auteur d'avoir pris les précautions propres à prévenir le mal qu'il pouvait prévoir. II. 1491 ct suiv.

Faute par commission. Ce que c'est. Exemple. II. 1487.

Faute par omission. En quoi consistet-elle? II. 1489. Cas où la fante par omission pèse sur des tiers, II, 1529.

Gravité. Quelles sont les principales circonstances d'après lesquelles on doit estimer le plus ou le moins de gravité dans les fautes? Il. 1519 et suiv.

Ivresse. L'ivresse n'est point une excuse qui puisse soustraire l'auteur d'une faute à en réparer les suites. Il. 1527.

Jet. Il n'y a point de faute et par con- mises par un tiers sur le fonds dont il séquent point de dommages à réparer, lorsque, jetant quelque chose d'une fenêtre de sa maison sur son terrain, on blesse par hasard un étranger qui s'y trouve, II. 1487, Secus si le jet a lieu sur la voie publique. Ibid.

Négligence, La négligence n'est une fante que quand il y avait obligation légale ou conventionnelle de la part de celui à qui elle est imputée. Exemple. H. 1400.

Notaire. La nullité dans la rédaction d'un testament ne constitue-t-elle pas une faute qui rend le notaire respousable? II. 1518, 1519.

Présomption. La fante ne se présume pas ; c'est à celui qui l'allégue à la prouver. II. 1541.

Réparation. Sur quel principe repose l'obligation de l'auteur d'une fante d'en réparer les suites? II. 1525.

Celui par la faute duquel arrive le dommage est obligé à le réparer. II. 1487.

Responsabilité civile. Quelles sont les personnes civilement responsables des fantes d'antrui ? II. 1531 et suiv.

Usufruitier. Quel est le genre de fautes à raison desquelles peut être tenu l'usufruitier? N'est-il responsable que des fantes graves et moyennes, ou est-il eucore tenu des fautes plus légères ? II. 1542.

FAVEUR PERSONNELLE.

Les faveurs personnelles ne se communiquent point. I. 859.

On ne peut rétorquer contre quelqu'un la faveur personnelle introduite pour lui. I. 249.

FERMIER.

Réparation. Si le fermier de l'usufruitier avait fait des réparations dans le fonds, comment serait-il pourvu à son. indemnité? II. 1456.

Usurpation. Le fermier d'un bien rural est tenu de dénoncer au propriétaire les nsurpations qui pourraient être comjouit. 11. 1474.

FIEF.

De l'origine, du régime et de l'introduction des fiefs en France. IV. 2837 et sniv., 3043.

FONDÉ DE POUVOIRS.

L'usufruitier est ce qu'on appelle procucator in rem suam, et même in rem domini. 1. 37 et 38.

Actions auxquelles ce mandat s'applique. Ibid. 39.

FONDS.

Stérile. Voyez Constitution D'ESU-FRUIT. Chose d'agrément.

FONDS DE COMMERCE.

Legs. Le legs d'un fonds de commerce ou de banque est un legs d'une universalité d'actif et de passif. II. 1851. Voy. LEGS A TITRE SINGULIER, Universalité d'actif et de passif. Forqueles, Fonds de commerce

FONGIBLES (croszs).

Définition. 1. 119. II. 1000, 1003. IV. 263o.

Créances. Les créances doivent-elles être rangées parmi les choses fongibles en matière d'usufruit? I. 124.

Fonds de commerce. Diverses espèces de fonds de commerce, nature de chaeune d'elles, et quels peuvent être les droits soit d'un usufruitier des choses de ce genre, soit de l'héritier du testateur qui en a légué l'usufruit? II. 1010 et suiv.

Le legs d'un fonds de commerce ne comprend pas seulement les marchandises ; il comprend encore tout ce qui compose le commerce du testateur, mêine les créances commerciales actives et passives. II. 1025, 1026.

Si le passif excédait l'actif, le légataire usufruitier ne scrait pas tenu de payer l'excédant; il serait même admissible à renoncer à son usufruit après l'avoir accepté. Secus du légataire de la propriété. II. 1027, 1028.

Légataire. Le légataire d'un droit d'usage ou d'usufruit sur des choses fongibles est rééllement eréancier de la succession comme si la chose lui eût été léguée en toute propriété. L. 120. Voy. Hypornkoye.

Obligation alternative. En fait de choses fongibles, l'obligation de rendre qui pèse sur l'usufruitier est alternative. II.

Option. A la fin de l'usufruit les héritiers de l'usufruitier ont le choix de se libérer, ou par la restitution en nature, ou par le paiement du prix estimatif. II.

Perte. La perte des choses fongibles livrées à l'usufrutier ne pese que sur lui. II, 1002.

Restitution. Le créaneier peut refuser la restitution en nature et exiger le paiement du prix, si les denrées offertes par l'usufruitier, ou ses héritiers, n'étaient pas de même qualité et valeur que celles qui avaient été livrées. 1. 1009.

L'usufruitier de choses fongibles est tenu de restituer, à la fin de l'usufruit, quantité, qualité et valeur semblables. Qu'entend - on par ces expressions? Exemples, III, 3631 et suiv.

L'usufrnitier doit restituer les choses en nature ou leur valeur, L'obligation est-elle alternative ? III. 2634.

Usufruitier. L'usufruitier est propriétaire des choses fongibles, à la charge d'en rendre autant de pareille qualité ou la valeur après l'extinction de l'usufruit. 1. 2, 120. Il. 1000, 1004.

Il a le droit de les consommer. III. 2630.

Vente. — Dettes. Les denrées et autres choses fongibles, dépendant d'une succession, peuvent être vendues par l'usufruitier pour payer les dettes. II. 1902.

FONTAINES PUBLIQUES.

Entretien, L'impôt levé dans une commune pour les frais d'entretien, ou pour réparation d'une fontaine publique, doitil être considéré comme charge de la

propriété, ou être exclusivement à la charge de l'usufruitier ? II. 1875.

Etablissement. L'impôt extraordinaire levé dans une commune, pour l'établissement d'une fontaine publique, devraitil être considéré comme charge de la propriété? II. 1873.

FORGE.

Les réparations à faire à l'ordon d'une forge, entrent - elles dans la classe des grosses réparations ? II. 1640.

FRAIS DE LABOUR ET DE SEMENCES.

Possesseur de bonne foi. Le possesseur de bonne foi a droit à la répétition des frais de labour et des impenses nécessaires. II. 1428.

Possesseur de mauvaise foi. Le possesseur de mauvaise foi a droit à la répétition des frais de labour et des impenses

nécessaires. II. 1427. Usufruitier. Voy. FRUITS, Fruits pendans par racines.

Les fruits pendans par racines, au moment de l'ouverture ou de la cessation de l'usufruit, appartiennent à l'usufruitier ou au propriétaire, sans remboursement d'aucuns frais de labour ou de semences de part ni d'autre. II. 1148.

Si, au moment de l'ouverture ou à la fin de l'usufruit, ces frais étaient dus à un tiers, le créaneier pourrait exercer son privilége sur les fruits; mais au premier cas l'usufruitier auraits on recours contre les héritiers du propriétaire, et au second le propriétaire aurait le sien contre l'usufruitier ou ses héritiers. Il.

1150.
Si le légataire de l'usufruit avait négligé sa demande en délivrance, que l'héritier cût en conséquence perçu les fruits, et qu'il ebt ensuite ensemencé et cultivé lui-même, le légataire qui obtiendrait la seconde récolte serait-il dispensé de payer les frais de eulture et de semences à l'héritier Jl. 1151.

PRAIS FUNÉBAIRES.

Deuil. Les frais du deuil de la veuve doivent ils être compris dans les frais finéraires du mari? Voy. Usurauit pa-

Estimation. Comment doivent être estimés les frais fuuéraires ? II. 1899.

estimés les frais fuuéraires ? IL 1899.

Privilége. Les frais finéraires sont
privilégiés , soit sur les meubles, soit sur
les immeubles de la succession; ils se

paient préférablement anx legs. II. 1899. Usufruitier, L'usufruitier universel, où titre universel, doit-il contribuer an paiement des frais funéraires? II. 1800.

Usufruit paternel. Les frais funéraires sont à la charge de l'usufruit paternel. Qu'entend-on par ces frais? Voy. Usurguit paternel.

FRAIS DE PROCÉDURE.

Qu'entend-on par les frais d'un procès en général, et quelles sont les choses qui doivent y entrer? H. 1736. Vny. Déress.

FRAUDE.

Quelles choses doivent eoneourir pour caractériser la fraude? III. 2353. Action. La fraude ou le dol donnent

tonjours lien à une action, propre nu tiers qui en souffre, II. 1308. Creancier. Le propriétaire d'un fonds

Creancier. Le propriétaire d'un tonds ne pourrait en aliéner l'usufruit en fraude de ses créanciers, 1. 303.

Preuve. Tous les genres de preuves sont admissibles pour caractériser la fraude. 111. 2354.

Présomption. La fraude ne se présume point, elle doit être prouvée. 111. 2352. Néanmoins elle pent être établie par des présomptions capables d'entraîner la conviction d'un magistrat impartial et éclairé. 111. 2355.

FRAUDE ENVERS LES CRÉANCIERS. Les créanciers peuvent, en leur nom ersonnel, attaquer les actes faits par

lenr débiteur en fraude de leurs droits.

111. 23/8.

Acquéreur. — Eviction. L'acquéreur

à titre opéreus, qui succombe sous l'ac-

Acquereur. — Eviction. L'acquereur à titre onéreux, qui succombe sous l'action panlieme, n'a point droit au remboursement du prix, sauf ce qui en exis-

terait dans le patrimoine du vendeur, au moment de la saisie faite par les créanciers. 111. 2364.

Action paulienne. Nature de l'action paulienne, et différence entre elle et la subrogation judiciaire des eréanciers, dans les droits et actions de leurs débiteurs. 111. 23 cg. 2351. Fondement de cette action. 111. 2605. 2411.

Elle appartient indistinctement h tous les créanciers, hypothéaires ou autres, 111. 2369. Elle ne profite qu'aux créanciers et jusqu'à concurrence de ce qui elle est dirigée reste valable à l'égard du débiteur qui l'a souserit. Ibid.

Bénéfice de discussion. Les créanciers, avant d'exercer l'action paulienne contre le tiers qui a contracté avec leur débiteur, ne sont-ils pas obligés de discuter préalablement ce dernier? III.

Caractère. Deux choses doivent concourir pour caractériscr la frande : consilium fraudis et eventus damni 111, 2353.

Choses prescrites. L'action paulienne s'applique aux choses que le débiteur aurait laissé prescrire d'intelligence avec un tiers. III. 2366.

Complices. Tous ceux qui contribuent aux fraudes d'un débiteur envers ses créanciers, soit qu'ils en profitent ou prêtent sculement leurs noms, sont tenus de réparer tout le tort qu'ils ont fait. Il l.

Constitution dotale. L'aliénation d'un droit d'usufrait à titre de constitution dotale, serait-elle passible de l'action paulienne ? 111. 2375.

2365.

Créanciers légitimes. L'action paulieune ne peut avoir lieu contre le créancier véritable qui aurait été payé au préjudice des autres, à moins que le débiteur ne fit en faillite ou déconfaire au moment du paiement. 111. 3367.

Créances non échues. Les créanciers ponrraient - ils proposer l'action paulienne avant le terme fixé à l'exigibilité de leurs créances? [11, 2415.

Donataire. - Restitution. Le donataire de bonne foi , évincé par l'action

TORE V.

paulienne, ne doit aucun rapport de fruits; et quant au fonds, il ne doit restituer que ce qui loi en reste en nature, Il ne scrait tenu de rendre la valcur de ce qui en aurait été aliené, que jusqu'à concurrence de ce dont il serait devenu plus riche. 111, 236o.

Donatton déguisée. Quelques circonstances propres à faire présumer qu'un contrat qualifié à titre onéreux , n'est qu'une donation fraudulensement dé-

guiséc. 111, 2363.

Faillite, - Donation immobilière. Toute donation immobilière faite par un failli, dans les dix jours antérieurs à l'ouverture de sa faillite, est également présumée fraudulcuse; mais s'ensuivrait-il qu'une donation de ce genre, antérieure aux dix jours, dût être hors d'atteinte de l'action paulienne? 111, 2350.

Faillite - Renonciation. La renonciation gratuite de l'usufruitier, dans les dix jours qui précèdent sa faillite, est nulle de plein droit. III. 2373. Quid de la renonciation à titre onéreux? III. 2374.

Forme de procéder. Quelle est la forme à suivre dans l'exercice de l'action révocatoire des créanciers. III. 2413.

Heritier. - Recours. Lorsqu'une renonciation à un legs d'usufruit a été révoquée par l'action paulienne, l'héritier qui devait profiter de la renonciatiou serait-il en droit de réclamer an légataire, s'il venait à meilleure fortune, le montant des valeurs obtenues par ses créanciers pour leur paiement ? III. 2410 et suiv.

Quid d'un cohéritier s'il s'agissait d'une renorciation faite à la succession par son cohéritier ? Ibid.

Insolvabilité. — Renonciation. La renonciation gratuite de l'usufruitier, qui par là serait réduit à l'insolvabilité , serait passible de l'action paulienne. III. 2372. Secùs si l'insolvabilité du débiteur n'était due qu'à des événemens ultérieurs. III. 2376.

Licitation. Les créanciers du copropriétaire qui aurait licité un immeuble indivis, bien qu'il se pût commodément partager, pourraient-ils attaquer la licitation, si, par son résultat, leur débiteur se trouvait dépouillé au préjudice de leurs droits ? III. 2301.

Partage de succession. Les créanciers doivent, quant à leurs droits énoncés au titre des successions et au titre du contrat de mariage, et des droits respectifs des époux, se conformer aux règles qui y sont prescrites. Cas auxquels cette disposition doit être appliquée. III. 2377 et

sniv. Voy. Successions, Licitations. Présomption. La frande ne se présume pas, elle doit être pronvée. III. 2352. Néanmoins elle pent être établie par des présomptions capables de convaincre le magistrat impartial et éclairé. III. 2355.

Prescription, L'action paulieune n'estelle pas susceptible de prescription? quel scrait le délai et le point de départ de cette prescription? III. 2401 et suiv.

Preuve. Tons les genres de preuves sont admissibles pour caractériser la frande. HI. 2354.

Quelques circonstances d'après lesquelles la fraude d'une aliénation faite à titre gratuit ou à titre onéreux pourrait être considérée comme établie. 111. 2358 ct suiv.

Remise de dettes. L'action paulicance s'applique aux remises de dettes ou libérations gratuites. 111, 2366.

Renonciation. — Succession. L'action paulienne est admise contre les actes de renonciation à une succession ou de répudiation d'un legs. Droit romain sur ce point 111, 2368.

Renonciation. - Usufruit. La renonciation à un droit d'usufruit, acceptée par le propriétaire ne peut être attaquée par les créanciers que par l'action paulienne.

111. 2349, 2368, 2371.

Le propriétaire actionné par les créanciers ne pourrait-il pas leur opposer le bénéfice de discussion, on en d'autres termes, les créanciers ne seraient-ils pas obligés de discuter préalablement leur débiteur? 111. 2400.

Répudiation de legs. Quand la répudiation n'a point encore été acceptée par les héritiers, les créanciers du légataire peuvent cu obtenir la révocation saus recourir à l'action paulienne, III. 2370. Voy. RENONCIATION, CRÉANCIERS.

Ters acquireurs subséquens. L'action paulienne pourrait-elle être exercée contre un second tiers acquireur qui tiendrait ses droits du premier? Distinction du cas où la seconde aliénation u eu lieu, à titre gratuit, et celui où elle a été faite à titre ouéreux. III. 2/12.

Tiers acquéreurs — Fruits. Le tiers acquéreur évincé par l'action paulienne, doit-il la restitution des fruits qu'il a percus ? III. 2414.

Tierce opposition. Les créanciers peuvent, à l'aide de l'action paulicnne, ataquer par tierce opposition les jugemens rendus en dernier ressort, contre leur débiteur, en fraude de leurs droits. III. 2349, 2356, 2473.

Titre gratuit, Lorsqu'une aliénation frauduleuse a été faite à titre gratuit, il n'est pas nécessaire, pour qu'elle soit sujette à l'action paulienne, que le donataire ait été complice de la fraude. III, 2366.

Titre onéreux. Une aliénation fraudulense envers les créanciers, faite à titre onéreux, ne peut être révoquée par l'action paulienne, que dans le cas où il est établi que l'acquéreur a agi de complicité avec le débiteur; III. 2356,

Que doit-on entendre par titre ouéreux ? III. 2357.

Usufruitier, — Partage de successon. Celui auquel un donataire aurait concédé l'usufruit d'un immeuble sujet à rapport, et qui aurait négligé d'intervenir au partage de la succession, pour veiller à la conservation de ses droits, pourrait-l'recourir à l'action paulienne
contre le partage qui lui porterait préjuillee; Ill., 38 l'action de la contre de l'action de la contre de l'action de l'act

Usufruit paternel.—Renonciation. La renonciatiou d'un père à son usufruit légal, pourrait-elle donner lieu à l'action paulienne? III. 2397 et suiv.

Quid du cas où la renonciation aurait pour objet un usufruit conventionnel sur des biens appartenant aux enfans? III. 23q5.

FRUITS.

Différenceentre un legs de fruits et un legs de revenus. Voy. Legs,

Arrérages de rente sont fruits civils que l'usufruitier acquiert jour par jour. III. 1031.

La cession par un usufruitier d'arrérages de rente à prendre pendant un certain nombre d'années, ne peut recevoir son exécution que taut que le cédant est viant. 5'il meurt avant l'expiration du nombre d'anuées, le cessionnaire aurait-il à répêter une partie proportionnelle du prix payé? I. 950.

Bois taitlis. La vente laite par un usufruitier de la coupe d'un bois taillis en se conformaut à l'aménagement établi, peut-elle avoir son effet si l'usufruitier meurt avant l'exploitation; et à supposer que l'exploitation fût commencée, l'acquéreur aurait-il droit aux arbres non encore coupés 71, 95 et suiv.

Si l'acheteur n'avait aucune faute à se reprocher, n'aurait-il pas un recours en garantic contre les héritiers de l'usufruitier? I. 997.

Bonne foi. Un usufruitier qui jouit en vertu d'un juste titre, mais procédant d'une personue non propriétaire du fonds, n'est point tenu de la restitution des fruits ? 1. 753 in fine.

La bonne ou mauvaise foi du possesseur est la chose à considérer lorsqu'il s'agit de savoir s'il doit en restituer les fruits par lui perçus, III. 1926.

Charges des fruits. Voy. Charges, Frais de labours et semences.

Colégataire. Le colégataire qui a recueilli seul le legs en l'absence de son colégataire, fait les fruits siens jusqu'au jour de la demande intentée contre lui. 1, 670.

Conversion. L'usufruitier ayant la faculté de faire des baux, pent par-là convertir les fruits naturels et industries en fruits civils, et les échéances deceux-ci doivent être prises à compter de l'entrée en jouissance du fermier. Conséquences remarquables de ce principe. L 923 et suiv.

Créances. Les intérêts des créances on arrérages de rente , sont fruits civil que l'usufruitier acquiert jour par jour. Il.

Cumulation, Ouestion. - Un nsufruitierprend la jouissance d'un domaine dont une partie est ensemencée : il amo die ensuite ce domaine à prix d'argent pour plusieurs années, mais se retient la récolte des fonds emblavés ; il meurt avant l'échéance de la première année du bail et après avoir fait la récolte réservée. Son héritier doit-il avoir droit anx fruits civils qui sont échus au jour du décès, en les cumulant avec la récolte en nature percue par son auteur? c'est-à-dire , doit-il avoir les fruits civils ou le prix du bail au prorata de la vie de l'usufruitier, sans être tenu d'imputer aucune partic des fruits naturels ou industriels perçus en nature ? Divers systèmes sur cette question. I. 927 et suiv.

Demande en délivrance. Voy. Fruits civils, Fruits civils irréguliers et Fruits naturels.

Effet rétroactif. De ce que sous la loi romaine le prix fixe des baux à ferme n'était point comme aujourd'hui assimilé aux fruits civils, scrait-ce à l'ancienne où à la nouvelle législation qu'il fandrait s'attacher pour la liquidation des droits respectifs du propriétaire et de l'héritier de l'usufruitier. lorsque le droit d'usufruit a été ouvert dans l'ancien ordre des choses et qu'il prend fin sous le droit nouveau? I. coq.

Fermage anticipé. Voy. BAH. Anticipation.

Fonds dotaux, Les fruits des fonds dotaux , pour la dernière année du mariage, doivent être partagés entre le survivant et les représentans de l'autre. Il est néanmoins permis par le traité nuptial, de les attribueren entier à la femme ples. I. 902.

ou ses héritiers. I. 987, et III. 2659. Forêt. — Coupe. Voyez. Ventes de finits.

Fruits. — Espèces. On distingue trois espèces de fruits. Définition de chaeune de ces espèces. I, got et suiv.

Fruits civils. Les fruits civils s'acquièrent jour par jour. I. 907, 910, 912.

Les fruits civils s'acquérant jour par jonr, ne faut il pas que le jour soit pleinement écoulé pour que l'usufruitier ait droit à la 355e partie de ces fruits , pour l'année conrante? I. quo. Cas d'excep-

tions, gi i. C'est à compter de la demande en délivrance que le légataire de l'usufruit a droit à la jouissance des fruits eivils. L'époque des révoltes ou des termes n'est

point à considérer. 1. 913 et 914

Lors du décès de l'usufruitier, les fruits civils de l'année sont dus à son héritier à raison du nombre de jours qu'il a vécu. Cette dernière année commence à pareil jour de son entrée en jouissance. I. q15.

Les fruits civils d'une année, quoinne payables en plusieurs termes éganz on inégaux , doivent , par rapport aux droits de l'usufruitier, être calculés sur la totalité des fermages de l'année, sans égard à la division de paiemens à faire par le fermier. Divers eas d'application I. orti et sniv.

Fruits des fonds dotaux. Sur les droits du mari par rapport aux fruits des fonds dotaux de son épouse, et principalement pour la dernière année du mariage, voy-REGIME DOTAL. Fruits futurs. Le propriétaire peut

fouds, qui ne sont encore ni échus, ni

aliener les fruits, soit naturels, de sou percus. 1. 985. Fruits industriels. Ce que c'est. Exemples 1. go3,

Les fruits industriels s'acquièrent cu un seul instant. 1. 906. Fruits civils irréguliers. Ce que e'est

Lqıı. Fruits naturels. Ce que c'est. Exem-

Les fruits naturels s'acquièrent en un scul instant, celui de la perception ou

de la séparation du sol. Conséquencede ce principe. I. 906. Fruits naturels on industriels. Quand

et comment les fruits naturels et indus-

tricls sont-ils acquis à l'usufruitier? Explication à cet égard de l'art.585 du Code civil II. 1145 et suiv. Fruits pendans par racines. Les fruits

Fruits pendans par ractnes. Les truits pendans par branches on par racines, au moment où l'usufruit est ouvert, appartiennent à l'usufruit est ouvert, apnande en délivrance. Ceru qui sont dans le même état au moment où fiuit l'usufruit, appartiennent au propriétaire II. 146 et suiv.

Les fruits pendans par racines penvent être vendus par le propriétaire; ils sont aux périls et risques de l'acheteur dès le jour de la veute, I. 987.

La vente par l'usufruitier des frnits pendans par racines, n'est qu'une exp-ctative subordonnée à la condition de survie du vendeur; s'il meurt avant l'époque de la récolte, le prix de la vente serait-il restituable? 1, 989, 991.

Impenses. Il n'y a de fruits en général que dédaction faite des impenses. Il. 1151, 3º

Impôts Les impôts sont à la charge de celui qui jouit du fonds, 11. 980. Comme fruits civils, les impôts sont acquis jour par jour an profit du trésor juiblic, 1. 981. Voy. Impôts.

Inventaire, L'usofruitier qui est entré en possessiou sans avoir fait l'inventaire auquel il était tenu, doit-il restituer les fruits par lui perçus? 1. 796.

Légataire. Le légataire de la propriété d'un fonds, n'a doit aux fruits que du jour de la demande en délivrance de son legs. Distinction cependant entre les fruits ordinaire et les coupes de hois. I. 393, 396.

En est il de même du légataire d'un droit d'usufruit 2 les fruits ne lui sont ils pas dus dès la mort du testateur, à que que époque qu'il intente sa demande en delivrance? 1. 304 et suiv. 11. 1854.

Prix du buil. Un prix de bail composé d'une sonme d'argent et d'une quotité de fruits à prélever sur la récolte, comprend tont à la fois les fruits evils et les fruits industriels, qui se règlent respectivement par les principes propres à chacun d'eux. I. 922. Prix de bail à Jérme. Le prix des baux à ferme qui cousiste en une somme d'argent, ou en une quantité déterminée de mesures de blé ou de tonneaux de vin, appartientaux fruits civis. 1, 90,6,5cetà dans le droit romain. 908. 11. 12 16. Voy. pour la question transitoire sur ce point, le mot Baix. Prix du bezil.

Le légataire d'un usufruit par un testament révoqué ultérieurement, et qui a reçu la délivrance de son legs dans l'ignorance de la révocation, devrait-il la restitution des fruits perçus? Il. 1935 et suiv. Voyez Révocatios, Donation,

Survenance d'enfans, Ingratitule, L'usufruitier qui continuerait de jouir après l'expiration du terme pour lequel l'usufruit ini auraitété concété, devrait-il la restitution des fruits 11V. 2038. Quid de la jouissance de l'usufraitier après l'évenement de la condition résolutoire? Il 2057.

Usufruitier. Voy. Légataire. Vente de fruits. Nombreuses différences entre la nature d'une vente de fruits

et celle d'un bail I. 993.
Si un propriétaire a vendu sa moisson
pendante par racines, ou la coupe de sa
forêt, et qu'il meure avant la moisson
ou la coupe de la forêt après avoir légue
l'usufruit de ses immeubles à un tiers; à
qui, de l'hiéritier ou du légataire de l'usuffruit, ser ad ûle prix de cette vente?

Vente de fruits futurs. Pourrait-on appliquer aux ventes de fruits futurs fuites par un usufruitier, la disposition du Code relative aux baux, de manière qu'après le décès de l'usufruitier, le propriétaire du fonds serait tenn de l'exécution des venites 71. ogga.

FUTAIES.

I. 994.

Cc que c'est. II. 1162.

Arbres couronnés. Le propriétaire pourrait, malgré l'usufruitier abattre quelques vieux arbres couronnés, pour en préveuir le dépérissement et la perte. L. 880.

Bénéfices ecclésiastiques. Les titulaires de bénéfices ecclésiastiques doivent se conformer, pour obtenir la coupe des futaies, aux lois relatives aux bois com-

munaux. II. 1193.

Branchages. L'usufruitier qui peut employer aux réparations dont il est tenu les arbres arrachés ou brisés par accident, pourrait-il s'approprier, pour son chauffage, les brauchages restant après l'emploi des corps d'arbres ? II.

Contribution. L'usufruitier d'une futaie qui n'a jamais été mise en coupe réglée, n'en est pas moins tenu d'en payer entièrement les contributions annuelles.

Il. 1809.
Coupe. L'usufruitier ne peut couper les futaies qu'autant qu'elles ont été aménagées par le propriétaire. Il. 1164, 1167,

1104.
L'usufruitier profite, en se conformant aux époques et à l'usage des anciens propriétaires, des parties de bois de lautte fitaie qui ont été mises en coupes réglés. Explication de ce principe, et différence qui en résulte entre les droits de l'usufruitier sur les fitaies et sur les taillis. Il . 180 et sur les

Coupes non faites. L'usufruitier ni scs

béritiers n'auraient aucune indemnité à réclamer dans le cas où des coupes ordinaires échues pendant la durée de l'usufruit, n'auraient point été faites par lui.

II. 1169, 1178, III. 2690.

Quid, en communauté entre époux ou sous le régime dotal, par rapport aux droits du mari sur les bois de son épouse?

Voy. Communauté entre époux, Ré-

Coupes réglées. Ce qui caractérise la misc en coupes réglées. II, 1183.

Déclaration. L'usufruitier ayant droit de couper des futaies, ne peut le faire qu'à la charge de la déclaration à la conservation forestière. II. 1192. Voy. ÉCHA-LAS. BOIS ET FORÈTS.

Grosses réparations. L'usufruitier ne pourrait s'opposer à ce que le propriétaire, pour satisfaire aux grosses réparations à sa charge, a battit quelques arbres de futaie. I. 880.

Réparation. L'usufruitier qui n'a pas le droit de toucher aux futaies, peut cependant employer aux réparatious dont il est tenu les arbres arrachés ou brisés par accident. Il 1194.

G.

GARANTIE.

Donateur. Le donateur de bonne foi ne doit aucune garantie pour l'éviction qui aurait lieu par la revendication du propriétaire. II. 1461.

Héritier. L'héritier ne doit aucune garantie pour l'éviction de l'usufruit légué qui aurait lieu par la revendication du véritable propriétaire du fonds. II. 1461.

Vendeur. Le vendeur d'un droit d'usufruit en doit la garantie à l'acquéreur. II. 1462.

GARENNE.

L'usufruitier profite du produit des garenues. II. 1211.

L'usufruitier d'une garenne doit entretenir la population. II. 1471.

L'usufruitier aurait il une action en idemnité, à la fin de l'usufruit, ponr le cas où ayant placé des lapins dans une garenne, celui-ci aurait une plus-value sur ce qu'elle était au moment de l'ouverture de l'usufruit? III. 2611.

GARDE DE BOIS.

Mode d'admission. Mode suivant lequel les gardes de bois des particuliers doivent être admis à l'exercice de leurs

fonctions.

Propriétaire. Le propriétaire peut instituer un garde pour la conservation de sa forêt si l'usufruitier n'y a pas pourvu,

et même contre le gré de celui-ci. I. 873. Les frais et salaires du garde sont à la charge de l'usufruitier, si l'établissement est nécessaire ou utile. *Ibid.*

Usufruitier. L'usufruitier est obligé d'établir un garde de bois à ses frais.

II. 1167, 1473. Mais c'est au propriétaire à supporter les frais de garde de la forêt usagère. IV. 3181.

GARDIEN.

Le gardien de la chose qui a été détruite, perdue ou endommagée, est tenu, pour se défendre de l'action en dommages-intérêts, de prouver le eas fortuit qui aurait donné lieu à la perte ou dégradation de la chose. II. 1537. Voy. Cas fortuit.

GLACES.

A la cessation de l'usufruit , l'usufruitier ou ses héritiers penvent enlever les glaces , tableaux et antres ornemens qu'il aurait fait placer , mais à la charge de rétablir les lieux dans leur état primitif. Ul. 2590.

GROS MUR. Voy. REPARATIONS (GROSSES).

Н.

HABITS.

On doit laisser un habillement complet, en propre, nonoistant qu'il y ait communanté. I. 168. Voy. Objets mobiliers.

HABITATION (DROIT D')

En quoi consiste le droit d'habitation? Ill. 2796 et suiv.

Le droit d'habitation est un droit exelusivement attaché à la personne ; il est par conséquent incessible. III. 2345, 2796.

Absence. La simple absence de celui qui a un droit d'habitation pourrait-elle lui faire encourir la perte de ce droit tant qu'il en resterait en jonissance par le fait des membres de sa famille? III. 2816, 2826.

Abus de jouissance. Le droit d'habitation peut se perdre par abus de jouissance. 111. 2823.

Les eréanciers de l'usager pourraientils dans ce eas demander leur subrogation au lieu et place de leur débiteur ? III. 2829.

Accessoire. Le droit d'habitation emporte la faculté de jouir des caux de puits ou de fontaines qui se trouvent dans la maison; du colombier, du vivier et du pressoir qui auraient été établis ; des cours, jardins, euves, greniers et celliers destinés à la desserte et aux aisances de la maison. III. 2806.

Si toute la maison était nécessaire à celui qui a le droit d'habitation, il aurait la jouissance entière des objets accessoires; s'il ne devait en occuper qu'une partie, il ne profiterait de essobjets que dans le rapport de sa jouissance sur l'objet principal. III. 2807 et suiv., 2810.

Accroisement de famille. Si par le mariage de l'usager, son accroissement de famille rendait insuffisant l'appartement qu'il occupait seul précédemment, le propriétaire serait-il tenu de lui en fournir un plus vaste? III. 2813.

Caution. Doiton fournir caution ayant dentrer en jouissance du droit d'habidentrer en jouissance du droit d'habitation? III. 3813. Quid pour le droit lélaid d'habitain accordé aux veuves?

Ibid. Quid pour le cas où le droit d'habitation aurait été aequis par un contrat
commutatif? III. 3819 et suiv. Quid
pour le cas où il aurait éte assuré dans
un contrat de mariage à l'époux survivant. III. 2892.

Cellier. Voy. Accessoire. Cession. Voy. Droit d'habitation.

Changement de domicile. Celui qui a un droit d'habitation le perdrait-il s'il établissait son domicile ailleurs, nonobstant qu'il laissât une partie de ses gens dans la maison soumise à ses droits ? III.

2815, 2830. Charges. Des charges inhérentes au droit d'habitation, III, 2818,

Colombier. Voy. Accessoire. Complainte. Celui qui a un droit d'habitation, doit être recu à former com-

plainte en cas de trouble. III. 2797. Compétence, C'est le tribunal de la situation de la maison soumise au droit d'habitation, qui est compétent pour connaître de l'action en revendication.

III. 2797. Contrat de mariage. - Veuve. Quel est l'effet de la stipulation dans un contrat de mariage du droit d'habitation au profit de la veuve, si le mari ne laisse

ancune maison dans son hérédité? III. 2802 et suiv.

Dans le cas où il en laisserait plusieurs, à qui, de la veuve on des héritiers, appartiendrait le choix de l'habitation. III. 2804. Contribution. Dans quelle proportion

celui qui a un droit d'habitation doit-il enncourir au paiement des impôts. III. 2823 ct suiv.

Cour et jardin. Voy. Accessones. Convol. La veuve à qui le mari aurait

légué un droit d'habitation, le perdraitelle par son convol? III. 2813.

Ouid si le droit ne lui avait été légué que durant sa viduité, ou qu'il ne lui appartint que d'après les anciennes coutumes qui lui assignaient ce terme? III. 2814.

Cuves. Voy. Accessoires.

Destruction de la maison. Le droit d'habitation s'éteint par la destruction totale de la maison. Mais si elle n'était tombée en ruine que par parties successivement réparées, le droit d'habitation scrait conservé. III. 2828.

Droit d'enregistrement. La constitution d'un droit d habitation est passible du droit proportinnnel de mutation immobilière. 111. 2797.

Euclos. Voy. Parc. Etablissement. Comment le droit d'ha-

bitation est-il établi ? 111. 2798, 2801. Etendue. De l'étendue du droit d'habitation, 111, 2805 et suiv.

Extinction, Comment finit le droit d'habitation? III. 2825,

Famille. Que doit-on entendre par la famille de celui qui a un droit d'habita-

tion ? III. 2812. Les pères et mères, beaux-pères et belles-mères et autres ascendans, les gendres et belles-filles, de ceux auxquels appartiennent un droit d'habitation , devaient ils être compris sous le nom de famille, et auraient ils le droit de loger avec lui? 111. 2817.

Femme. Une femme qui, avant son mariage, aurait acquis un droit d'habitation, pourrait-elle amener avec elle son époux dans la maisnn? III. 28:3.

Greniers. Voy. Accessoires. Hypothèque, Le droit d'habitation

n'est pas susceptible d'hypothèque. III. Incendie. En quel cas celui qui jouit

d'un droit d'babitation serait-il responsable de l'inceudie? III. 2822. Legs alternatif. Le legs alternatif d'un

droit d'babitation ou d'une somme d'argent s'éteint si l'option est eousommée par la délivrance de l'habitation en nature, et qu'il y ait destruction totale de la maison. III. 2828. Mort civile. La mort civile éteint le

droit d'habitation, à moins qu'il n'ait été légné par forme d'alimens. III, 2825. Non-usage. Le droit d'habitation s'é-

teint par le non-usage pendant trente ans. III. ±826.

Dans le droit romaiu, le droit d'habitation ne s'éteignait point par le nonusage. 111. 2805.

Parc Le droit d'habitation ne s'étendrait pas sur un parc ou un enclos qui serait inint à la maison, si ces objets étaient deslinés à rendre un revenu notable et particulier. III. 2800.

Prescription. Le droit d'habitation est susceptible d'être acquis par la prescription de dix et vingt ans. III. 2797. Prescription. — Responsabilité. Voy. Usurpation.

Prescription.—Extinction. Le droit d'habitation s'éteint par la prescription de dix et vingt ans, opposée par un tiers, possesseur de la maison. III. 2827.

Pressoir. Voy. Accessoires. Réclusion. Voy. Travaux forcés. Renonciation. Le droit d'habitation

s'éteint par la renonciation de l'usager.

Les créanciers pourraient-ils, dans ce cas, demander leur subrogation au lieu et place de leur débiteur? *Ibid*.

Réparations. De quelles réparations est tenu celui qui jouit d'un droit d'habitation, et dans quelle proportion doit-il v concourir? 111. 2823 et suiv.

Revendication. Le droit d'habitation peut être revendiqué contre tout tiers possesseur de la maison sur laquelle il est établi. III. 2797.

Travaux forces à temps. L'usager qui viendrait à être condamné aux travaux forces à temps, on à la réclusion, ne perdrait pas son droit pendant le temps de sa peine. 111, 2830.

Usurpation. — Responsabilité. L'usager qui occupe scul toute la maison, est responsable des usurpations qu'il aurail laissé commettre sans les dénoncer au propriétaire, et de l'effet des prescriptions qu'il aurait laissé acquérir à des tiers. Secàs si une partie de la maison étit des une partie et la grande de la maison étit de surée au la matier III. 80

tters. Secus si une partie de la maison cital occupée par le maitre. III. 2821. Veine. Du droit d'habitation établi par le Code civil, au profit de la veuve, soit sous le régime dotal, soit sous celui de la communauté. III. 2790 et suiv. De celui qui était accordé par les an-

Vivier. Voy. Accessoires.

HÉRÉDITÉ.

Donation. Nature et effets de la donation d'une hérédité. II. 1849. Vente. Nature et effets de la vente

Vente. Nature et effets de la vente d'une hérédité. Ibid.

HÉRITIER.

En thèse générale, on entend par hétour v. ritiers les successeurs de tous les degrés indéfiniment.

Apparent. Un héritier apparent pourrai-il vlalablement, au préjudice du véritable héritier qui ne se serait point fait connaître, aliéner des biens de l'hérédité? II. 319. Sur la force des jugmens rendus coutre l'héritier apparent, vov. Goss ttoir.

Fruits, Voy. FRUITS, Légataire.
Revendication. On ne peut repous-

d'une succession, sous le prétexte qu'il ne prouve pas qu'il est seul ou que les autres ont reuoncé.1, 678.

Stipulation. La stipulation d'un droit dissifruit, tant pour soi que pour ses héritiers, comprend l'héritier testamentaire comme l'héritier légitime. I. 328. Elle se borne toutefois à l'héritier du premier degré. I. 329, IV. 3070.

Usage, droitd'. Voy. Usage (DROIT D').

Usufruit. Le droit d'usufruit ue passe
pas à l'héritier de l'usufruitier, à moins
d'une stipulation expresse à cet égard
dans l'acte constitutif. 1. 12, 22.

HOIRIE.

L'usufruit donné en avancement d'hoirie a deux caractères qui lui sont propres. 1. 288.

HUISSIER.

La remise d'un titre obligatoire à un huissier, suffirait-elle pour lui donner le pouvoir de toucher le montant de la créance? II. 1328.

HYPOTHÈQUE.

Affranchissement. Le légataire de l'usufinit d'un fonds grevé d'hypothèque, est obligé de le recevoir tel; l'héritier no serait tenu de l'en affranchir qu'autant qu'ill en aurait été expressément charge par le testateur. 11. 1833. Voyez DETTES.

Choses fongibles. Le légataire d'un droit d'usage ou d'usufruit, sur des choses fongibles, a hypothèque légale sur les immeubles de la succession. I. 120. Créances à terme. Le propriétaire qui aurait grevé son fonds d'hypothèque envers ses eréanciers, ne pourrait en aliéner l'usufruit, sans perdre le bénéfice du terme et rendre tontes les créances exigibles. 1. 802.

Dégradations. Le légataire d'un usufruit a l'action hypothécaire sur les biens de l'hérédité pour garantie des dégradations que l'héritier aurait commises avant la délivrance du legs 11. 1235.

Maison. L'hypothèque sur une maison qui vient à être détruite, reste sur le sol. 1. 44. Si elle ne portait que sur l'usufruit de cette maison, elle s'évanouireat comme l'usufruit lui - même. Ibid.

Purgement. L'acquéreur d'un droit d'usufruit peut, comme tout autre acquéreur d'immeubles, le purger d'hypothèques inserites, en suivant les formes ordinaires, I. 29, 892.

Tacite. — Tiers. Espèce dans le droit romain, où un fils émancipe, ayant écrit un contrat pour son père et signé seulement par celui-ci, fuit réputé avoirconsent à une hypothèque qui avait été stipulée dans la convention. III. 2179. Transcription. La transcription de

l'acte constitutif de l'usufruit, arrête l'effet des hypothèques non inscrites antérieurement ou dans la quinzaine. L. 28. Henfinit, L'assifinit est susceptible

Usufruit. L'usufruit est susceptible d'hypothèque, I. 23, 889, 890. Voy. Insertion.

HYPOTHÈQUE LÉGALE.

Créanciers. — Cession. Les créanciers auxquels une femme mariée a cédé ou donné en nantissement ses créances dotales, doivent-ils être préférés à ceux envers lesquels elle se serait simplement obligée, et qui ne pourraient invoquer

que la subrogation judiciaire dans ses priviléges et hypothèque légale? III. 2327 et suiv.

Femme. La femme a hypothèque légale sur les biens de son mari, pour súreté de son douaire, comme de ses autres conventions matrimoniales. I. 263. Diverses hypothèques accordées à la femme sur les biens de son mari. III.

Femme. — Covenderesse. La femme qui vend un immeuble de son mari, coneurremment avec lui, perd ses hypothèques sur cet immeuble, et ne pourrait des-lors plus les transmettre à aucun créancier euvers lequel elle s'obligerait ultérieurement. Ill. 2340.

Inscription. L'hypothèque légale de la femme ne doit-elle pas être assurée par une inscription? I. 263 et suiv.

Légataire. Le légataire a une hypothèque légale sur les biens de la succession. I. 387.

Renonciation. La renonciation à son hypothèque légale de la part d'une ferame mariée, en faveur d'un créancier envers lequel elle s'oblige solidairement avec son mari, peut-elle tre considérée comme équipollente à une cession ou à une subrogation de l'hypothèque? III. 2339.

Subrogation judiciaire. Les eréanciers du mari qui ont la femme pour obligée, peuvent se faire subroger à ses hypothèques, et les exercer contre les autres créanciers, comme la fenume les exercerait elle-même, III. 2324 et suiv.

Tous les eréauciers qui ont la femme pour obligée, devraient-ils être confondus dans la même masse, sans admettre aucune priorité entre cux? III. 3256 et suiv. Voy. DOUAIRE et Subrogation judiciaire. ILE.

L'usufruitier aurait-il la jouissance d'une île qui se serait formée près du fonds dont îl a l'usufruit ? I, 524, 525.

IMMEUBLES PAR DESTINATION.

Bestiaux. Les bestiaux servant à la culture d'un héritage sont immeubles par destination. 1, 533. Secus sous l'ancienne jurisprudence. Ibid. 538.

Question transitoire. Le legs d'un domaine consigné dans un testament ancien dont l'auteur ne serait mort que depuis le Code, comprendrait-il les bestiaux attachés à la culture de cet immeuble ? 1. 53q et suiv.

Ustensiles aratoires. Les ustensiles aratoires employés par le propriétaire à la culture de son domaine, sont immeubles par destination. I. 533. Secùs sous l'ancienne jurisprudence. 538.

IMPENSES.

Les impenses se divisent en trois classes ; les impenses nécessaires , les utiles , et celles de pur agrément. Définition de chaeune d'elles. II. 1680.

Cohéritier. Le cohéritier qui a fait des impenses utiles dans la chose communc, a le droit d'en demander le remboursement proportionnel à ses cohéritiers. II. 1743 et suiv.

Donataire.—Rapport à la succession. Quel remboursement est du au donataire qui a fait des impenses pour l'amélioration de la chose donuée, lorsqu'il est obligé d'en faire le rapport? II. 1693.

L'usufruitier établi par le donataire, et qui aurait fait des impenses dans le fonds, aurait-il, dans le cas du rapport, droit à une indemnité soit contre le donataire, soit contre la succession? II. 1946 et suiv.

Fonds d'autrui. Voy. Ameliorations.

Indemnité. — Droit de suite. Voy. RE-PARATIONS (GROSSES).

Impenes d'agrément. Celui qui a fait dans le fonds d'autrui des impenses d'agrément, n'a aueune action en indemité contre le propriétaire ; il a seulement le droit d'enlever les ornemens qui peuvent se détacher du fonds. Il . 1600.

Impenses nécessaires. Le propriétaire du fonds dans lequel des impenses nécessaires ont été faites par un tiers, doit le remboursement entier des sommes dépensées. II. 1602.

* Impenses utiles. Le propriétaire du fonds a le droit de ne rembourser que la valeur de l'amélioration, ou que le prix de la construction. II. 1691.

Rétention. L'héritier à qui il peut être dû, par le légataire de l'usufruit, le remboursement d'impenses qu'il aurait faites dans le fonds légué, peut le retenir jusqu'au paiement de son indemnité. II.

1706.

Lorsque l'usufrnitier a fait de grosses réparations à raison desquelles il lui est dù une indemnité, eso héritiers auraientils le droit, après la cessation de l'usufruit, de retenir la jouissance du fonds jusqu'au remboursement de ce qui leu est dù par le propriétaire? III. 2626 et sniv.

Tiere possesseur, Si., sur la demande de l'héritier en revendication d'un immeuble possédé par un tiers, l'immeuble rentrait dans la succession et qu'il y esti lieu à l'indemnité du tiers évincé, de ses impenses on autres améliorations, cette indemnité devrait-elle être payée contributoirement par l'héritier et l'usufruitier ?11. 1881.

IMPOTS.

Acquereur. Si un contrat de vente ne fait aucune mention des impôts pour l'année courante, l'acquereur les doit à dater du jour de l'aliénation de la propriété de l'héritage, faite sans rétention d'usufruit, soit qu'il ait acquis avant ou après la perception des récoltes. I. 984.

Fermier. Le fermier qui est chargé des impôts, les doit dès son entrée en jouissance, et pour la totalité des fonds, alors même que le domaine étant divisé par assolemens, il ne retirerait d'abord rien de la partie de terres qui seraient en jachères. 1. 982.

Fermiers successifs. Plusieurs fermiers qui se succèdent avec la charge d'impôts, doivent, le premier, toutes les contributions échues jour par jour, jusqu'à l'expiration de sou bail : et le second , toutes celles qui sont échues, dès le commencement du sien , sans distinction d'assolemens. I. 983.

Usager. C'est au propriétaire et non à l'usager à supporter l'impôt foncier. IV. 3181.

Usufruitier. Les contributions foncières sont à la charge de l'usufruitier. 1. 980.

IMPRESCRIPTIBILITÉ.

En fait de servitudes discontinues, l'imprescriptibilité n'est pas fondée sur cette qualité de la servitude, mais sur la cause du précaire. V. 3538, 3542 et 3588. - Voy, encore au mot Servitude DISCONTINUE.

Si certaines coutumes déclaraient imprescriptible le droit d'usage dans les forêts, ee n'est pas en le considérant comme servitude discontinue. Motif de cette disposition des coutumes. V. 3535.

Le droit de pacage est placé par le code au rang des servitudes discontinues et imprescriptibles, sauf le cas où il aurait été déjà acquis par la possession , et. celui où il y aurait en des faits de reconnaissance de la part du propriétaire. V. 3655.

IMPUDICITÉ NOTOIRE.

L'impudicité notoire ou le déréglement public de mœurs, fait perdre à la veuve son usufruit légal. I. 146.

INCENDIE.

Antichrésiste, En fait d'incendie, l'antichrésiste est-il à l'égard de son débiteur ce qu'est le locataire envers le propriétaire? II. 1564.

Assurance. Nature et effets du contrat d'assurance contre l'incendié. II. 1596. Cas fortuit. L'incendie est par lui-

même un cas fortuit. I. 1538, 1540, II. Droit d'usufruit. L'incendie d'un ba-

timent soumis à un usufruit, éteint le

droit de l'usufruitier. II. 1573. Habitation. Le fait de l'habitation

produit-il, dans tous les eas, la présomption que l'incendie est arrivé par la faute de celui qui habite? II. 1558 et

Locataire. Ne faut-il pas que le locataire habite par lui-même ou par les siens, pour être responsable de l'incendie? II. 1551 et suiv.

Maison assurée. Si une maison léguée en usufruit et assurée contre l'incendie vient à être consumée après le décès du

testateur, quels seront les droits du légataire et de l'héritier sur l'indemnité due en exécution de l'acte d'assurance? II? 1506 et suiv. Part du feu. Lorsque dans le cas d'une grande conflagration, on fait la

part du feu en démolissant un édifice, le propriétaire de cet édifice a t-il une action en indemnité contre les propriétaires des bâtimens que ce même édifice séparait de l'incendic ?

En cas d'affirmative, et si, soit la maison démolie, soit les maisons conservées, étaient grevées d'usufruit, comment pourvoir à l'indemnité, soit activement, soit passivement, vis à vis du propriétaire et de l'usufruitier? II. 1504 et suiv. Prime. Le légataire particulier de l'u-

sufruit d'un bâtiment assuré par le testateur, doit-il le paiement annuel de la prime? II. 1603. Quid du légataire universel ou à titre universel? II. 1610. Reconstruction. Lorsqu'unc maison grevée d'usufruit a été incendice par la

fiute de l'usufruitier, et que celui-ci l'a reconstruite, sans opposition de la part du propriétaire, quels sont ses droits sur le nouvel édifice, soit sur la mieux-value qu'il peut avoir relativement à l'ancien? II, 1573 et suiv.

Le propriétaire serait-il en droit de s'opposer à la reconstruction? II. 1577 et suiv.

Le propriétaire pourrait-il contraindre l'usufruitier à la reconstruction, ou n'aurait-il contre lui qu'une action en dommages et intérêts ? Il. 1590 et suiv.

Tiers. Lorsqu'un bâtiment soumis à un droit d'usufruit, a été incendié par le fait on la faute d'un tiers, comment doitil être pourvu à l'indemnité, soit du propriétaire, soit de l'usufruitier? II. 1500 et suiv.

Usine. Le fermier d'une usine est-il, par rapport à l'incendie, soumis aux mêmes règles que le locataire d'une maisses audiesies 211. 1563

son ordinaire? II. 1568.

Usufruitier. L'usufruitier répond-il
de l'incendie comme le locataire? II.

1554 et suiv.
L'usufruitier serait-il responsable de l'ineendie arrivé par la faute d'un locataire insolvable par lui placé dans la maison soumise à son usufruit? II. 1569 et sniv.

Voisin. La présomption militant contre le locataire envers le propriétaire, en fait d'incendie, existe-t-elle contre le propriétaire habitant lui-même envers ses voisins? 1561, 1562.

Le locataire responsable euvers le propriétaire, l'est-il de même et d'après la même règle de présomption envers ses voisins ? II, 1566.

INCESSIBILITÉ.

Le droit d'usage est incessible. IV.

L'usager ne peut pas même céder à d'autres le bois qui lui a été délivré dans les forêts de l'état. *Ibid.* 3223. Voy. au mot Disposition des usages.

INDIGNITÉ.

Alimens. - Père. Le père décliu de

l'usufruit légal des biens d'une auccession, qui, pour cause d'indignité de sa r part, est dévolue à ses enfans, n'en a pas moins droit à des alimens sur ces è biens, s'il est dans l'indigence, I. 156. Succession. L'exclusion d'une succes-

sion, pour cause d'indignité. n'a pas lieu de plein droit; il faut qu'elle soit prononcée par un jugement. I. 156.

INDIVISIBILITÉ.

Le droit d'usage-scrvitude personnelle est indivisible I. 48. IV. 3106. Il en est de même du droit d'usage-

scrvitude réclle. IV. 3107.

Il peut être modifié par l'aménage-

ment, nonobstant qu'il soit indivisible.

Ibid. 3108.

Distinction à faire entre la divisibilité

de fait sur l'étendue de son exercice, et l'indivisibilité du droit en lui-même. IV. 3:09. Effets et conséquences de l'indivisibi-

lité du droit d'usage, considéré par rapport au fonds asservi et dans le cas de partage, de défrichemens ou aliénations partiels, comme encore dans ceux où il serait question de cantonnement des usagers ou de l'interruption de la prescription causée par quelques-uns d'eux. IV. 3118 et suiv.

Effets et conséquences de l'indivisibilité du droit d'usage considéré par rapport au fonds dominant, dans les cas de partage de ce fonds, de cautonnement à opérer, d'interruption de prescription et d'appréciation de la chose jugée à l'égard de quelques-uns des propriétaires, IV. 3122 et suit.

INDUSTRIE SÉPARÉE.

Que doit-on comprendre sous la dénomination de biens acquis par une industrie séparée, sur lesquels ne porte point l'usufruit paternel ? I. 149.

INGRATITUDE.

Donation. Une donation peut être révoquée pour cause d'ingratitude du donataire. La demande eu révocation doit, dans l'intérêt des tiers, être transcrite au bureau de la conservation des hypothèques, en marge de la transcription de la donation. II. 1937. Voyez. REVOCATION , EVICTION DU FONDS.

INSCRIPTION.

Unifruit. L'inscription d'une hypothèque sur un usufruit, doit mentionner expressément que c'est sur l'usufruit lui-même qu'elle est prise. 1. 26.

Usufruitier, L'usufruitier doit prendre inscription pour sûreté des créances hypothéeaires soumises à son usufruit. 11. 1037.

Serait-il responsable de sa négligence sur ce point? 11.1547. Voy. CRÉANCES.

INSTITUTION D'HÉRITIER.

Ancien droit. Dans les anciennes provinces du droit écrit, l'institution d'héritier était la base de tout testament ; la caducité ou la nullité de l'institution entraînaient l'anéantissement des legs. Il n'en est plus de même aujourd'hui. 1. 597, 598.

INTÉRÉTS.

Créancier. Bien que le légataire usufruitier doive les intérêts des dettes de la succession du testateur, le créancier u'a pas moins action contre l'héritier qui en est également tenu à son égard. 11. 1799, 1801, 1810.

Héritier. Si l'héritier a été forcé de payer les intérêts des dettes de la suecession, il a son recours contre le légataire de l'usufruit. 11. 1802.

Usufruitier. Comment le légataire de l'usufruit est-il tenu des intérêts des capitaux dus par la succession du testateur ? Voy. Caarges.

Les intérêts des eréauces sont des fruits civils que l'usufruitier acquiert jour par our. Il. 1031. Voy. Faults. - Voy. PRESCRIPTION.

INTERPRÉTATION.

Biens meubles. Le legs d'usufruit des biens meubles, ou du mobilier, ou des effets mobiliers, s'étend généralement

à tont ce qui est censé meubles II. 493. Cautionnement. Voy. plus bas. 100 Règle.

Convention. Voy. Convention. Disposition. Ce n'est qu'à la vue de tout le contexte de l'acte que l'on doit chereher le sens d'une disposition. I.

Double sens. Une clause susceptible de deux sens doit s'entendre plutôt dans celui avec lequel elle peut avoir quelque effet, que dans le sens avec lequel elle ne ponrrait en produire aneun. I. 716.

Effets mobiliers. Voy. Biens meubles. Ecriture. L'ordre matériel de l'écriture n'est point à considérer lorqu'il s'agit de chercher le sens d'une dispo-

sition. I. 725. Exécution. Il n'y a pas de meilleur interprète des actes que les faits de possession par lesquels on a voulu les exé-cuter. III. 2874-

Intention. Pour interpréter une disposition et en régler les effets, on doit

supposer unité d'intention dans le testateur. I. 714. Inventaire. Voy. plus bas 10°. Règle.

Legs d'usufruit. L'étendue d'un legs d'usufruit s'estime de la même manière que se déterminerait eelle du legs de la propriété, si au lieu du droit d'usufruit on cût légué la propriété même : application à diverses dispositions de choses mobilières et immobilières. I. 478 et suiv.

Loi. Voy. Lot, Interprétation. -Arrêtés du Gouvernement.

Maison meublée. Le legs d'usufruit d'une maison menblée ne s'étend que sur les meubles meublans., I. 490: Voy. Monitiers (Objets), Meubles meublans.

Mais le legs d'une maison avec tout ce qui s'y trouve-, comprend tous les effets mobiliers qui y sont , sauf l'argent comptant et les dettes actives. Ibid.

Meubles. Ce qui doit être excepté d'un legs d'usufruit des meubles, sans autre addition ni désignation. I. 493.

Mobilier. Voy. Biens meubles. · Mots inutiles. Dans l'interprétation

d'une disposition, on ne doit jamais

supposer d'inutiles que les mots iuintelligibles, ou qui ne peuvent avoir aucun sens raisonnable. I. 655. Ordre de l'Écriture. Voy. Écriture.

Règles diverses, 1ere. La disposition qui ne porte directement que sur les fruits du fonds, ou sur le droit de les percevoir, n'est pas un legs de proprieté, c'est seulement un legs d'usufruit, ou un legs de revenus, ou un legs de fruits, snivant la manière dont clle est conçue. I. 495 et suiv.

2º. Si , à vue des termes du testament, il paraît évident que le testateur a voulu que sa libéralité fût perpétuellemeut transmissible aux héritiers ou ayant-cause du légataire, la disposition n'est point un legs d'usufruit; elle est un legs ou de propriété, ou de superficie, ou d'usage, ou enfin une constitution de rente perpétuelle, suivant les circonstances. 1. 497 et suiv.

3e. Pour qu'une disposition ne porte que sur l'usufruit, elle doit énoncer sans équivoque la séparation du droit de jonissance de celui de la propriété. I. 499 et suiv.

4e. Lorsqu'on a légué le fonds à l'un et l'usufruit à un autre, le premier ne doit avoir que la nue propriétéet l'antre la jouissance entière du fonds. I. 505

et suiv. 5°. Dans le cas où la substitution fidéicommissaire est permise, la dispo-sition par laquelle le légataire est chargé de conserver et de rendre à son décès le fonds à un tiers, doit être considérée comme un legs de propriété, encore qu'elle soit conçue en termes qui, sans l'expression de cette charge, ne devraient être entendus que d'un droit d'usufruit.

1. 512. 6°. Si le testateur, placé sous la règle du droit commun qui prohibe la substitution fidéicommissaire, n'a exprimé qu'un droit d'usufruit, sa disposition ne doit pas être considérée comme un · legs de propriété, nonobstant qu'il ait cliargé son légataire de conserver et de rendre le fonds à un tiers. I. 513, 514.

7°. Quoiqu'une disposition soit conque

dans les termes d'une disposition d'usufruit, on doit néanmoins la regarder comme un legs de propriété si le testateur a légalement imposé au légataire une charge qui le suppose nécessairement propriétaire du fonds. 1. 515.

8º. Si le testateur, léguant l'usufruit d'un fonds, avait accordé au légataire la faculté de le vendre, cette seule circonstance ne suffirait pas pour faire dégénérer la disposition en un legs de propriété. I. 516.

qe. Lorsque les termes d'une disposition sont tels qu'en les prenant isolément il y a doute si c'est un legs de proprieté ou un legs d'usufruit, que cette disposition se réfère à d'autres qu'à la précédente et qui sont plus clairement expliquées, on doit l'entendre dans le même sens que les précédentes. I. 518.

10°. Lorsqu'il y a dans la disposition un conflit de termes dont les uns paraissent indiquer un legs de propriété, et les autres caractères plutôt nn legs d'usufruit, si le testateur avait dispensé le legataire de faire inventaire ou de fournir un cautionnement, cette circonstance pourrait faire penser que c'est seulement un legs d'usufruit qu'il a voulu. 1. 510.

Titres. - Communes. Des règles d'après lesquelles on doit interpréter les titres qui peuvent être produits par on contre les communes touchant les biens communaux. III. 2884 et suiv.

Titres. - Droit d'usage. De l'interprétation des titres constitutifs des droits d'usage dans les forêts.

Comment doit-on distinguer si c'est un droit d'usage ou d'usufruit qui a été concédé? IV. 3o88.

Comment doit-on résoudre les doutes qui peuvent s'élever sur la question de savoir si c'est un droit d'usage-servitude personnelle, ou si c'est un droit de servitude réelle qu'on a voulu établir. IV, 3003.

Comment doit-on résoudre les difficultés qui consistent à savoir quelle est la consistance ou la somme des émolumens dus aux usagers? IV. 3097 et suiv.

Qu'il faut généralement consulter en

cette matière la possession et la jouissance du passé? III. 3104, IV. 3146 et suiv.

INTERRUPTION DE PRESCRIPTION.

La prescription peut être interrompue de deux manières, naturellement ou civilement. II. 2160.

Cessionnaire partiel. Le cessionnaire partiel d'un legs qui a notifié son transport, ne pourrait profiter pour l'interruption de la preseription des poursuites que le cédant aurait faites pour sa quote part. III. 2278 et suiv.

Créancier nanti. Les actes conservatoires du créaneier nanti contre le débiteur de la créanee remise en nantissement arrêtent la prescription pour toute la créanee, et non pas seulement pour la partie correspondante de cette créance à la sienne propre. III. 2233.

Civile. Ce que c'est que l'interruption civile. II. 2161. Interruption civile.—Tiers. L'inter-

ruption civile ne profite qu'à son auteur. Exception. 111. 2208. et suiv.

Naturelle. Ce que c'est. IV. 2160. Propriétaire. — Ussufruitier. Lorsque le tiers aequéreur d'un fonds grevé d'usufruit est en voie de le prescription les actes interruptifs de la prescription faits soit par le propriétaire, soit par

l'usufruitier et par l'un d'eux sculement, doivent-ils profiter à l'autre? II. 2160 et suiv. Usufruit. L'usufruit est-il une cause de suspension ou d'interruption de la

prescription? I. 760 et suiv. Sur l'interruption de la prescription en fait de droits indivisibles. Voy. INDI-VISIBILITÉ.

INTERVENTION.

Ce que e'est que l'intervention? qui a droit de la former en cause d'appel? peut-on forcer un tiers à intervenir en appel? Voy. AIPEL.

Créanciers. Les eréanciers d'un usufruitier poursaivien déchéance pour abus de jouissance, peuvent intervenir dans la contestation. Il. 2430, Voy. Dienkance,

Est-ce à leurs propres frais et sans espoir de recouvrement que leur intervention doit avoir lieu? IIL 2468 et suiv. Voy. Dèrens.

INTERVERSION.

Ce que c'est que l'interversion du titre ou de la cause du précaire, et comment elle doit avoir lieu pour donner cours à la prescription? IV. 3324.

INVENTAIRE.

Adjudicataire. L'acquéreur d'un droit d'usufruit par adjudication forcée ou autrement, est-il tenu de faire faire, avant son entrée en possession, une reconnaissance de l'état des fonds? I. 700.

Chose fongible. L'inventaire doit contenir la description des quantités et qualités des choses fongibles soumises à l'usufruit, et leur juste estimation. Il. 1005. Continuation de communauté. Le de-

faut d'inventaire ne donne plus lieu à la continuation de la communauté. I. 161. Délivrance. L'usufruitier à qui l'héritut, sans avoir exigé préalablement la formalité de l'inventaire, en serait-il par cela seul déchargé? I. 297.

Dispense. Le testateur qui lègue l'usufruit de ses biens, peut-il dispenser le légataire de la formalité de l'inventaire et même prohiber cette formalité, et quel serait l'effet de sa disposition à cet égard ?1. 800 et suiv.

Estimation. L'estimation des choses mobilières soumises à l'usufruit, doitelle être faite suivant la valeur que les choses peuvent avoir dans le commerce?

 791.
 Fonds de commerce. L'estimation d'un fonds de commerce ne doit être faite qu'au prix d'emplette, II. 1023.

Formalités. Quelles sont les formalités requises pour la régularité d'un inventaire auquel des mineurs sont intéressés? I. 165, 166, 168.

Quelles sont celles de l'inventaire auquel est tenu l'usufruitier en général? I. 788 et suiv. Quelles choses l'inventaire doit contenir? 789, 790.

Frais. Aux frais de qui l'inventaire usufruetnaire est-il fait? I. 792.

Immeubles. Quelle est la conséquence par rapport à l'usufruitier de l'omission d'avoir fait dresser l'état des immeubles sujets à son usufruit? 1. 795.

Légataire universel. Le légataire universel ou à titre universel d'usufruit. doit être appelé à l'inventaire de la suceession; s'il demeure au-delà de cinq myriamètres, il doit y être représenté par un notaire, I. 486.

Omission. Si l'usufruitier était entré en jouissance sans avoir fait dresser un inventaire, quel pourrait être le résultat de cette omission? devrait-il être déclaré déchu de son droit d'usufruit? serait-il au moins passible de la restitu-

tion des fruits, jusqu'à ce que l'omission fût réparée ? II. 793 et suiv. Prohibition. Voy. Dispense.

Uusage. L'usager ne peut, comme l'usufruitier, entrer en jouissance, sans avoir préalablement fait inventaire? III. 2743.

Usufruitier. L'usufruitier est tenu de faire inventaire. Quelles personnes doitil y appeler et quelles choses doivent v

être comprises? I. 788 et suiv.

Vétemens. Quel que soit le survivant des époux, les nippes, linges, hardes et vétemens, servant immédiatemeut à l'usage de sa personne, lorsque la quantité n'en est pas excessive eu égard à sa fortune et à sa condition, ne doivent point entrer dans l'inventaire de la communauté. I. 168.

J.

JARDIN.

Le legs d'usufruit, comme celui de propriété d'une maison, comprend accessoirement le jardin destiné à l'usage de l'habitation II. 1116 et suiv. III. 2540.

> JET. Voy. FAUTE, au mot Jet. JUGEMENT.

Novation. Le jugement emporte novation, en ce sens qu'il remplace tous autres titres et dispense de remonter aux causes antérieures. Il convertit l'action de la chose primitive en l'action de la ehose jugée. II. 1200.

Le jugement qui aurait adjugé à une commune un droit de bouchoyage ou e vaine pâture sur le territoire d'une autre commune, pourrait-il avoir l'effet d'établir une servitude sur les fonds pri-

vés? IV. 3325 et 3327. Ce jugement ne pourrait-il pas au moins servir de fondement à la prescription de la servitude sur les héritages

particuliers ? V. 3328. JURISPRUDENCE.

Pour former une jurisprudence sur une matière, il faut une longue suite d'arrêts conformes. Remarque du président Bouhier sur ce point. IV. 3105.

LAPINS. Voyez GARENNE. LÉGATAIRE.

Action possessoire. Ce n'est qu'après la délivrance que le légataire peut exercer l'action possessoire. I. 300.

TOME V.

Action réelle. L'action réelle du légataire en usufruit ne peut être intentée contre le tiers possesseur qu'après la demande en délivrance exercée contre l'héritier. I. 38q.

Concours. Dans le concours de deux légataires, l'un de l'usufruit, l'autre de la nue propriété, si le premier legs devient cadue ou se trouve sans effet, son exécution ou annullation profite au second et non à l'héritier, II. 520, 521.

Si la propriété est léguée purément à un tiers, et l'usufruit sous condition à un autre, l'héritier doit-il jouir du fonds jusqu'à l'événement de la condi-

tion? IV. 2043.

Demande en délivrance. Le légataire d'un usufruit doit en demander la délivrance. I. 382, 383, 389. Voy. DELIVERANCE (DEMANDE EN).

Si les héritiers n'étaient pas connus, ou qu'ils renoneassent à la succession, le légataire devrait se pourvoir en nonimation d'un curateur à l'hoirie jacente, à l'effet d'agir ensuite en délivrance contre lui. 1, 391.

Deux légataires, l'un de la nuc propriété, l'autre de l'usufiuit, doiveut, chacun dans son intérêt, demander la délivrance de son legs. L'action de l'un pe profiterait point à l'autre. 1. 3q2.

Voy, Leas, Cession partielle. Fruits. Les fruits ne sont dus au légataire que du jour de la demande en

délivrance, et par le tiers possesseur, que du jour de l'action intentée contre lui, I. 388.

Le légataire d'un droit d'usufruit doit-il, comme le légataire de la propriété, n'avoir droit aux fruits que du jour de la demande en délivrance de son legs; les fruits ne lui sont-ils pas dus du jour les fruits ne lui sont-ils pas dus du jour

du décès du testateur, à quelque époque que sa demande soit formée? 1. 394 et suiv. Voy. Faurts. Hypothèque légale. Le légataire a une

hypothèque légale sur les biens de la succession. I. 287.

Légataires successifs. Si de plusieurs légataires d'usufruit, appelés à jouir successivement et séparément par périodes déterminées, l'un décédait pendant sa période de jouissance, qui, des autres légataires ou de l'héritier, profiterait de l'usufruit durant le reste de la même période è 1. 422. Il. 2040.

Si un mari faisant un lega d'usufruit à son épouse pour en jouir durant sa viduité, a vait ajouté qu'il léguait le même usufruit à un tiers pour en jouir après la mort de la veuve, et que cellec i vint à se remarier, à qui devrait profiter la cessation de l'usufruit pendant le reste de sa vie? 1. 42.

Particulier. Le légataire particulier d'un droit d'usufruit auquel l'hiéritier légitimaire abaudoune la quotité disponible pour s'affranchir du legs, devient il légataire à titre universel? I. 341. Voy. Ovortrat bisponible.

Saisine. Le légataire n'est saisi de son legs que par la delivrance volontaire ou ordonnée en justice. Conséquences de co

principe. I. 389 et suiv.

Tous les légataires en général ne sout saisis que par la demande en délivrance; il n'y a d'excepté que le légataire universel, lorsqu'il n'y a point d'héritier à réserve. 1. 303.

Tiers possesseur. Voy. Fruits.

LEGS.

Acceptation partielle. Voy. plus bas

Scission.
Accessoires. Quels sont les objets qui

doivent être considérés comme faisant accessoirement partie d'un legs? Voy: Accession. Accessoires.

Annuel. Voy. LEGS ANNUEL.

Caducité. Voy. Maison, Troupeau. Cession partielle. La cession d'une partie d'un legs rend le cessionnaire copropriétaire, et après la notification du transport, le cédant comme le cessionnaire ne peuvent demander la délivrance que pour leurs parts respectives. III. 2276 et suiv.

L'action de l'un n'interromprait point la prescription par rapport à l'autre, ni ne donnerait à celui-ci un droit aux fruits perçus par l'héritier. III. 2278 et suiv.

Comparaison. Comparaison des legs d'usufruit et de propriété. I. 41 et suiv. Condition. La condition apposée à un

Condition. La condition apposée à un legs fait à l'héritier de la loi, et qui tendrait à lui faire respecter une disposition du testateur en faveur d'un incapable, serait-elle obligatoire? I. 698 ét suiv. Délivrance. De deux légataires aux-

quels un legs est fait conjointement, si un seul se présente et demande la délivrance du legs en entier, peut-on l'obliger à prouver la eadueité de la disposition à l'égard de l'autre? I. 678.

Délivrance. — Absence. Si après avoir fait délivrance en l'absence de l'un des légataires, celui-ei venait à son tour réclamer sa portion, l'héritier ne pourrait-il pas le renvoyer à agir contre le premier qui l'aurait reque? 1, 679.

Fruits de fonds. Le legs des fruits d'un fonds est-il de même nature que celui de l'usufruit ou celui des revenus?

I. 52. II. 1926.

Maison. Le legs d'usufruit d'une maison devient cadue, la maison étant brûlée. L'usufruit n'est dû ni sur le sol, ui sur les matériaux. I. 42. Secus du legs de la propriété. Ibid.

Part de communanté. A qui, du mari ou des héritiers de la femme, profiterait le bénéfice de l'aceroissement résultant de la répudiation d'un legs fait par la femme à un étranger de sa part dans la communauté? I. 621.

Quotité disponible. Lorsqu'un ou plusieurs legs excèdent la quotité disponible du testaleur, ils doivent être réduits. Voy. Quotité disponible.

Réduction. Voy. ci-dessus Quotité disponible.

Revenus du fonds. Le legs des revenus d'un fonds ne s'entend que de la perception du prix des fermages du fonds; il n'emporte point le droit d'exiger la délivrance du fonds même pour en jouir par le légataire. I. 5o.

L'héritier qui vend l'immeuble dont les revenus ont été légués, pourrait-il offrir au légataire l'intérêt annuel du prix de la vente pouc lui tenir lieu de l'objet de sou legs? 1. 51.

Le légataire aurait-il en ee cas le droit de suite sur l'immeuble pour exiger de l'acquéreur la prestation annuelle qui ne scrait pas payée par l'héritier? *Ibul*.

Revocation. Le legs d'usufruit d'un

fouds est révoqué de plein droit si après son testament le testateur a bâti sur le fonds légué. L. 43. Secàs. du legs de la propriété. Ibud.

Scission. Un légataire ne doit point être admis à scinder l'acceptation de son

legs. 1. 614. III. 2197.

Quid du eas où il y a plusients legs en faveur de la même personne, les uns utiles et les autres onéreux? le légataire pourrait-il accepter les uns et répudier les autres? III. 2198 et suiv.

Truspeau. Le legs de propriété d'un troupeau dont le uombre de bêtes vient à diminuer tellement qu'il n'y ait plus de quoi composer un troupeau, n'en subsiste pas moins sur ce qui reste. 1. 45. Quid du legs d'insufruit de ce troupeau? Ibid.

Usufruitier. L'usufruitier ne peut léguer son usufruit. J. 10.

Usufruit. — Valeur. Un legs d'usufruit s'estime en égard à l'âge des légataires. 1. 39 in fine.

LEGS ALTERNATIF. Nature du legs alternatif. I. 455, 456.

Condition. La condition mise au legde l'une de deux choses, rend le legs conditionnel en son entier, de sorte que si le légataire meurt avant l'événement de la condition, le legs est eadue pour le tout. 1. 457. Décès. Si le légataire d'un usufruit ou

d'une somme déterminée vient à mourir avant l'option de l'héritier, l'usufruit est éteint, mais la somme reste duc et le légataire la transmet à son successeur. 1. 459.

Option. A qui du légataire ou de l'héritier, dans le silence du testuteur, appartieut le choix entre les deux objets compris en la disposition? I. 455.

Si le testateur a fixé un délai à son hé-

ritier pour faire l'option, après ce délai le choix est censé renvoyé au légataire. I. 458.

Perte. Si avant l'option de l'héritier, l'une des deux choses léguées vient à périr, l'autre reste due. I. 458. Application au cas du décès d'un légataire d'usufruit ou d'une somme déterminée. Voyez Condition.

Prestation annuelle. Chaque année l'héritier a le choix entre les prestations annuelles alternatives dues à un léga-

taire I. 464, 465.

Propriété. Pour un legs de propriété
en alternative avec une autre chose, le
choix une fois consommé ne peut plus
se rétracter. En serait-il de même si le
choix n'avait été que manifesté et non
encore accepté par le légataire? I. 461,

462, 463. Usage. Le droit d'usage peut être légué

alternativement III. 2753.

Usufruit, L'option faite par l'héritier, à l'égard d'un legs d'usufruit ou d'usage mis en alternative avec une prestation annuelle, ne peut plus se révoquer lorsqu'elle a été manifestée par un acte d'exécution. I. 466, 467.

Quid du cas où il s'agirait d'un usufruit légué avec faculté à l'héritier de s'en rédimer au moyen d'une prestation

annuelle? I. 468.

Variation. Lorsque l'héritier a manifesté son choix, peut-il varier et livrer ensuite l'objet qu'il n'avait pas choisi d'abord? Distinction. Voy. plus hant Prestation, Propriété, Usufruit.

LEGS ANNUEL.

Définition. 1. 58.

Année commencée. Dès que l'année est commencée le legs est-il dû pour l'année entière? l. 5q.

Arrérages. Les arrérages d'un legs annuel fait à titre d'alimens sont dus dès la mort du testateur et avant toute demande en justice. 1. 58.

Commune. Le legs annuel au profit d'une commune ou d'un établissement public est perpétuel, 1, 58.

public est perpétuel. I. 58. Décès. Le legs annuel s'éteint par la

mort naturelle du légataire. l. 58. Etablissement public. Voy. Commune. Héritier. Les legs annuels ne passent point aux héritiers des légataires, à moins de dispositions expresses, l. 58.

Récoltes. Le legs annuel en grains,

vins ou autre chose, assigné sur les récoltes de chaque année, n'en serait-il pas moins dû alors qu'il n'y aurait point de récolte? 1. 58.

LÉGATAIRE. — LEGS A TITRE SIN-GULIER.

Ce que c'est qu'un legs à titre singu-

Concours. Lorsque l'usufruit de la même ou des mêmes choses a été légué à plusieurs personnes, tous doivent concourir au partage de la jouissance qui leur est conjointement donnée. L. 484-Voyce Ligataire a titre universel, Concours.

Dettes. Le legs à titre singulier doit toujours être délivré franc et quitte des dettes de l'hérédité. 1. 474. Voy. Universalité d'actif et de passif.

Mitoyenneté. — Aliénation. Si un propriétaire voisin acquérait la mitoyenneté du mur de la maison léguée en usufruit, le légataire aurait-il droit de jouir du prix payé pour cet objet? 1. 480.

Universalité d'actif et de passif. Le legs d'une universalité d'actif et de passif, bien que classé au rang des legs à titre particulier, participe sous de certains rapports du legs universel en ce qui concerne l'acquit des dettes. Exemples de cette espèce de legs. 11. 1845 et suiv.

Distinction du cas où ce legs est en toute propriété, de celui où il ne con-

siste qu'en usufruit. *Ibid. Usufruitier*. L'usufruitier à titre singulier n'est tenu d'ancune des dettes de la succession. 1, 475. Voy. Dettes.

LÉGATAIRE. — LEGS A TITRE UNI-VERSEL.

Le légataire, soit universel, soit à titre universel, de l'usufruit seulement, n'est jamais qu'un légataire à titre singulier. I. 476.

Concours. Dans le eoncours de plusieurs légataires d'usufruit, les légataires universels ou à titre universel ne doivent point concourir à la jouissance d'un objet déterminé qui aurait été légué à un autre à titre particulier. 1. 484,

485.

Confusion. Le légataire même universel d'un usufruit ne confond point les
créances qu'il peut avoir sur la succes-

Dettes. Voy. Usufruitier.

Exécution. L'exécution du legs universel ou à titre universel emporte la délivrance totale ou partielle de tout ce qui se trouve dans l'hérédité, soit en biens présens, soit en actions. 1. 478. Voy. Réparation civile.

Inventaire. Le légataire universel ou à titre universel de l'usufruit doit être uppelé à l'inventaire de la succession. I.

486.

Rente Joneiire. Si le débiteur d'une rente foncière a donne liue la la résolution du contrat pour avoir cessé d'en payer les arrènges pendant plusieurs années, la qui, du légusière de l'usufruit unité de la commanda de la contration de lution devra-t-elle profiter 2 bistinction entre le cas où la cause de l'action en résolution estisait avant la mort du lestateur, et celui où elle n'a eu lien que depuis. I, 48 i et suiv.

Réparation civile. Le légataire universel de l'usufiruit aurait-il le droit de demander la jouissance d'une somme qui nurait été adjugée par forme de réparatiou civile ou de dommages-intérêts contre le meurtrier du défunt? I. 479.

Usufruitier. L'usufruitier, même universel, n'est tenu personnellement d'aucune partie des dettes héréditaires ; il ne doit que les charges annuelles. I. 476.

LÉSION.

Frais et loyaux coûts du contrat. Les frais et loyaux coûts du contrat de vente doivent - ils être pris en considération pour estimer la lésion? III. 2523.

Remboursement. En cas de rescision pour cause de lésion d'une vente faite par le testateur, le remboursement du prix devrait-il être supporté contribu-

n toirement par l'héritier et l'usufruitier. é II. 1879.

Si c'était le testateur qui eût acheté lui-même à vil prix, et que sur l'action en lésion intentée par le vendeur l'héritier aimât mieux suppléer le juste prix, le paiement devrait-il être fait par lui et l'usufruiter contributoirement? II, 1880.

Si l'offre du supplément de prix n'avait pas lieu, l'usufruitier n'aurait-il pas le droit d'exiger le versement dans ses maius du prix de la vente première, pour en jouir à la place du fonds?

III. 2525.

Tierce opposition. Le succès de la tierce opposition formée par un usufruitier au jugement rendu contre l'héritier sur une action en lésion dirigée contre lui seul, profiterait-il à ce dernier? II. 1422.

Usufruitier. Quels sont les droits de l'usufruitier sur l'action en recision pour cause de lésion dans la vente d'un immeuble faite par le testateur? II. 1414. L'usufruitier serait-il recevable à de fender à l'action eu rescision de la vente d'un fonds faite au testateur, et à exerce le droit de retenue en offrant de suppléer lui-même le juste pris? 1420 et suivans.

Vente d'usufruit. La vente d'un droit d'usufruit est un contrat aléctoire nou susceptible de l'action en lesion. I. 800.

LETTRES D'ABOLITION.

Différence des lettres d'abolition d'avec les lettres de grâce. II; 2023.

LETTRES DE GRACE.

Leurs effets par rapport à la persoune et aux biens de celui qui les obtient. Il. 2024 et suivant, 2031.

Motifs qui les font ordinairement accorder. Il, 2027.

Commutation de peine. Quels sont les effets d'une commutation de peine en cas de mort civile? Il. 2023.

Pardon général. Le pardon général accordé en masse à un certain nombre de condamnés à l'occasion de quelque grand événement, n'abolit que la peine eorporelle, à moins d'autres dispositions dans le décret d'amnistie. II. 2028.

Partie civile. Les lettres de grâce ne peuvent jumais porter atteinte aux intérêts de la partie eivile ou des tiers. II.

Père. Le père, qui après avoir encouru la mort eivile obtiendrait des lettres de grâce, pourrait-il revendiquer contre la mère la jouissance légale dont eelleci aurait été investie des biens de leurs enfans? IL 2026.

Tiers. Voy. Partie civile.

LIBÉRALITÉ.

DIDDLE DI CO

Chirurgiens. Voy. Médecins. Enfant naturel. Les enfans naturels ne penvent rien recevoir en usufruit à titre de libéralité, au-delà de ca qui leur est accordé par la loi sur les successions

irrégulières. I. 306.

Héritiers. Quoique en thèse générale le mot héritier s'entende des successeurs de tous les degrés indéfinient, lorsqu'il s'agit d'une libéralité en usufruit faite par testament au profit de quelqu'ui de ses héritiers, le mot héritier doit être borné aux enfans et descendans du légataire. I. 317, 318.

Médecus. Les médecius, chirurgiens, officiers de santé et pharmacieus, qui out traité une personne pendant la maladie dont elle est morte, ne penvent profiter des libéralités qu'elle aurait faites en leur faveur pendant cette maladie.

Exceptions, I. 306.

Ministre du culte. Les ministres du eulte qui ont assisté une personne pendant la maladie dont elle est morte ne peuvent profiter des libéralités qu'elle aurait faites en leur faveur pendant cette maladie. 1. 306.

Officiers de santé, Voy, Médecins. Pharmaciens, Voy, Ibid.

Titeur. Un mineur et même un majeur dont le compte de tutelle n'a point encore été apuré ne peuvent faire un legs d'usufruit au profit de leur tuteur, à moins que celui-ci ne soit un de leurs ascendans. I. 3o6.

Usufruit. Les libéralités eu usufruit

sont soumises aux règles générales relatives à la capacité des légataires ou donataires. I. 305.

LIBERTÉ.

Le principe général est pour la liberté des fonds comme pour celle des personnes. V. 3678,

LICITATION.

Cas où il y a lieu à la lieitation, soit entre co-usufruitiers, soit entre propriétaire et usufruitier, et mode de l'établir. II. 1248 et suiv.

Copropriétaire, La licitation entre copropriétaires par indivis autres que des cohéritiers, est-elle en tous points sonnise aux mêmes principes que la licitatation en matière de succession? III. 3393.

Créanciers. — Intervention. Les créanciers d'un colicitant sont-ils autorisés à former opposition à la licitation et à y

intervenir? III. 2388.

En admettant la faculté de l'intervention, les eréanciers ayant négligé ln voide l'opposition ne seraient point recevables à venir après coup attaquer la licitation , sons prétexte qu'elle aurait été exécutée en fraude de leurs droits. III. 3389.

 Créanciers ly pothécaires. Lecréancier auquel un donataire aurait engagé par hypothèque son droit de propriété dans un immeuble indivis, devient lippothécaire sur le tout, si par la licitation le donataire devient hypothécaire de tout l'immeuble. Ill. 2384.

II ne conserve au contraire aucun droit de suite sur l'immeuble, si par la lieitation l'immeuble échoit à un autre eohéritier. III. 2387, Secùs si c'est un

étranger qui devient adjudientaire de l'immeuble licité, 111, 2391,

Dans le eas où l'immeuble écherrait à un autre cohéritier, les eréanciers hypothécaires ne devraient-ils pas avoir, à l'égard des eréanciers cédulaires, un droit de préférence sur la purtion du prix qu'ils auraient fait saisir comme appartenant à leur débêteur ?!11. 23q2.

Donataire. Ledonataire de portion in-

divisc d'un fonds est censé avoir immédiatement succédé seul au défunt dans tout l'immeuble, si par la licitation il

lui échoit en totalité. 111. 2384 et suiv. Il est crosé au contraire n'avoir jamais été propriétaire d'aucune partie de l'im-

meuble, si par la licitation le fonds échoit à un autre cohéritier, 111. 2387. Usufruitier. Celui auquel un dona-

taire partiel aurait concédé l'asulruit sur sa portion indivise de l'immeuble, n'acquerrait pas un droit de jouissance plus étendu, alors que par la licitation e donataire deviendrait propriétaire de tout l'immeuble, 111, 2385,

Usufruitier. — Intervention. Dans le cas où l'un des colicitans aurait cédé la jouissance de sa portion à un tiers, la licitation ne pourrait avoir lieu hors la présence de l'usufruitier. III. 23go.

Dans le cas où par la licitation l'usufruitier intervenant deviendrait adjudicataire de l'immeuble, il y aurait extinction de son usufruit; amis il serait en droit de retarri jusqu'à sa mort la portion du prix de son adjudication revenant à son cédant III. 2390. Quid si était un autre des coproprié-

taires qui devînt adjudicataire? *Ibid*.

LITISCONTESTATION. Voyez COM-

PROMIS JUDICIAIRE.

LOCATION, Voy. BAIL.

LOGEMENT DE TROUPES.

Le logement et le passage des troupes sont ils à la charge de l'usufruitier? II. 1795.

LOI.

Arrêtés du Gouvernement. Différence entre les arrêtés du Directoire exécutif et ceux des Gouvernemens qui lui ont succédé, sur le fait de l'interprétation d'une loi par forme de règlement. IV.

Disposition spéciale. La disposition spéciale modifie la disposition générale. Il. 106.

Gouvernement. Le Gouvernement est soumis lui-même à l'empire des lois, dans les contestations existantes entre lui et les particuliers, IV. 2060.

Interprétation. On doit supposer dans la loi nouvelle l'esprit de son origine, lorsqu'il n'est pas évident qu'elle a voulu innover. I. 211. Il n'appartient qu'à l'autorité législa-

tive d'interpréter la loi. IV. 2970. LUCARNE Voy. RÉPARATIONS (GROSSES.)

Celui qui plaide pour conserver un avantagepurement lucratif, mérite moins de faveur que celui qui plaide pour éviter une perte. II. 2026.

M.

LUCRE.

MAISON ET BATIMENS.

Accessoires. L'asufruiter d'une maison a le droit de jouir de tous les accessoires qui sont réputés en faire partie. Choses que l'on doit réputer telles, et divers exemples d'application. II. 1115 et suiv.

Boiseries. L'usufruitier pourrait-il enlever les boiseries qu'il aurait fait placer dans un appartement ? II. 1444. Changement. L'usufruitier de maisons et bâtimens ne pourrait faire aucun changement qui dénaturerait l'état, la disposition et la destination des lieux. Exemplés. Il. 1111 et suiv.—Quels changemens pourraienteils lui être permis? II. 1432. , 1433.

Chute. Lorsqu'un bâtiment grevé d'usufruit vient à tomber et cause des dommages aux voisins, est-ce à l'usufruitier et au propriétaire ensemble ou à l'un plutôt qu'à l'autre, à pourvoir aux indemnités dues aux parties lésées? Il.

Construction. L'usufruitier pourrait- chose, il, sans l'agrément du propriétaire, construire une maison sur une place vide? et après l'avoir construite pourrait-il en jouir? II. 1122. Et à la fin de l'usufruit le propriétaire ne devrait-il pas une indemnité pour la construction? IL 1124

in fine. L'usufruitier aurait-il le droit d'achever la construction d'un bâtiment déià commencé par le testateur? II. 1125 et

L'usufruitier qui a construit une maison sur le fonds soumis à son usufruit, pourrait-il ensuite la démolir? II. 1128. Le légataire de l'usufruit serait-il

fondé à revendiquer la jouissance d'une maison construite par l'héritier après la mort du testateur sur le fonds grevé d'usufruit? En cas d'affirmative, ne serait-il pas tenu d'indemniser l'héritier de ses impenses? II. 1129 et suiv.

Glaces, Voy. Ornemens. Incendie. Voy. PERTE DE LA CHOSE,

Bâtimens.

Maison garnie. Le legs de l'nsufruit d'une maison garnie emporte le droit de jouir de tous les meubles meublans dont, suivant l'usage des lieux, doivent être garnis les appartemens loués en garni, II. 1114.

Matériaux. L'usufruitier d'un bâtiment qui viendrait à être détruit par accident, n'aurait pas le droit de jouir du sol ni des matériaux. III. 2542, 2547. VOY. PERTE DE LA CHOSE.

Ornemens, L'usufruitier qui aurait fait placer des glaces, tableaux ou autres ornemens, pourrait les enlever, mais à la charge de rétablir les lieux dans leur premier état. II. 1442, 1447.

Parquet. Voy. Plafonds.

Peintures. L'usufruitier ne pourrait enlever les peintures et sculptures qu'il aurait pu faire faire sur les murs ou plafonds, II. 1448.

Plafonds. L'usufruitier pourrait-il en-

lever les plafonds et parquets qu'il aurait puf faire? II. 1445.

Reconstruction. Voyez PERTE DE LA

Reconstruction. - Voirie. La reconstruction d'une maison en exécution d'une ordonnance de police sur la voirie, est une charge de la propriété. II. 1870.

Sculpture. Voy. Peintures.

Tableaux. Voy. Ornemens. Tapisseries. L'usufruitier pourrait-il

enlever les tapisseries par lui placées dans un appartement? II. 1446. Usage. L'usager d'une maison ne peut

l'occuper que par lui-même et autant qu'il lui faut de logement pour lui et sa famille, sans pouvoir louer ni céder son droit à un autre. Il. 1111.

Usufruitier. L'usufruitier de maisons et bâtimens a le droit de les habiter par lui-même ou par le fait d'autrui, con-formément à leur destination. II, 1111.

Lorsqu'un droit d'usage au bois de chauffage n'a été établi que pour une maison déterminée . c'est à l'état primitif des choses qu'il faut se rapporter pour en estimer l'étendue, IV. 3150.

MANDAT.

Avoué. La remise d'un titre exécutoire à un avoué, suffirait-elle pour lui conférer le pouvoir de poursuivre le recouvrement? II. 1328

Mandataire. Ce qui se fait par le mandataire légalou conventionnel, ayant pouvoir suffisant, est comme si le mandant cût agi lui-même, II. 1312.

Huissier. La remise d'un titre exécutoire à un huissier, suffirait-elle pour lui donner le pouvoir de toucher le montant de la créance? II. 1328.

Tacite. Le mandat tacite résultant de ce qu'ayant connaissance qu'un tiers a agi pour nous, tandis que nous gardons le silence, existe-t-il sous notre législation? IL 1327, 1328.

MANUSCRITS.

Les manuscrits et ouvrages d'esprit

restent propres nonobstant la communauté. I. 168.

MARAIS SALANT.

L'usufruitier d'un marais salant en a la jouissance pour la fabrication du sel; mais il n'aurait pas l'usufruit du sel déjà fabriqué lors de l'ouverture de son droit. II, 1210.

MAREUR.

Ancien mot qui désignait ce que l'on appelle aujourd'hui le bois de merrain ; c'est-à-dire le bois propre à la fabrication des meubles aratoires ét du tonnelage. IV. 3085.

MARNIÈRE.

Le propriétaire d'un fonds grevé d'usufruit pourrait-il, moyennant indemnité, y ouvrir une marnière pour en extraire l'engrais nécessaire pour la fertilisation de ses autres héritages? I. 884.

Usufruitier, L'usufruitier d'un fonds aurait-il le droit d'y ouvrir une marnière? II. 1208.

MATIÈRE. Materia.

Ancien mot puise dans les lois romaines pour désigner les bois de construetion ou propres à la bâtisse des maisons. 1V. 3086.

MÉDAILLER.

On peut léguer l'usufruit d'un médailler. I. 377.

MÉDECINS.

Si les médecins peuvent recevoir des libéralités de leurs malades, I, 306.

MESURES CONSERVATOIRES.

Condition suspensive. Le légataire d'un usufruit sous condition suspensive n'aurait-il pas le droit de prendre des mesures conservatoires jusqu'à l'événement de la condition ? I. 606 et suiv.

MEUBLES.

Cession. L'usufruitier pourrait-il louer

ou céder à d'autres son droit de jouissance sur les meubles, et quelle est à cet égard la différence entre cet usufinit et celui qui serait établi sur des immeubles? II. 1061 et suiv.

Compte. Des comptes à rendre à la fin de l'usufruit sur les meubles qui avaient

été remis à l'usufruitier. III. 2636.

Femme. — Mari. La perte des incubles appartenant à la femme et dont le mari à l'usufruit, pèse sur la femme si la perte est arrivée sans la femte du mari

mari a l'usufruit, pèse sur la femme si la perte est arrivée sans la faute du mari. III. 2650. Louage. L'usager pourrait-il louer les

meubles soumis à sa jouissance? III. 2755.

Manquans. Si à la fin de l'usufruit on

ne retrouvait plus de certains meubles qui existaient lors de l'entrée en jouissance de l'usufruitier, sur qui la perte pèserait-elle? III. 2636 et suiv. Rendue. L'usufruitier de choses qui

sans se consommer de suite se détériorent par l'usage, n'est tenu de les rendre à la fin de l'usufruit que dans l'état où elles se trouvent, non détériorées par son dol ou par sa fante. III. 2651, 2654.

Quid du cas où la chose n'existerait plus? L'usufruitier pour se dispenser d'en payer la valeur pourrait-il se contenter d'alléguer, sans preuve légale, qu'elle a été entièrement détruite par l'usage? III. 2652 et suiv.

Usufruitier. Quels sont les droits de l'usufruitier sur les meubles inanimés?

II. 1056 et suiv., 1477.
A quelle époque l'usufruitier doit-il compte de l'estimation des meubles qui arraient cessé d'esister l'Este-c dès le moment de la perte, ou doit-on attendre te terme jusqu'auquel l'usufruit aurait été excred si la chose eût continué de subsister? — Application au cas où il s'agit soit d'usufruit paternel, soit d'un donateur avec réserve d'usufruit, soit d'un légataire universel, ou à titre universel, ou particulier. III. 26/9 et suiv.

Usufruit légal. Les père et mère, ayant l'usufruit légal des biens de leurs mineurs, et qui veulent conserver les meubles, sont tenus d'en faire faire l'estimation par un expert nommé par le subrogé

tuteur, et de rendre la valeur estimative de ceux qu'ils ne pourraient représenter en uature. Plusieurs conséquences de cette dernière disposition. III. 2639 et suiv. Voy. USURUIT PATERREL.

Les simples dégradations ou détériorations de meubles qui seraient l'effet de l'usure ou de la vétusté doivent être supportées par les enfans. Quid s'il·s'agissait de meubles tellement usés qu'ils ne pussent plus être d'aucun usage? III.

2042.
Vente, L'usufruitier de meubles pourraitil les vendre, et quels seraient les effets de la vente, soit relativement à l'acquéreur, soit relativement à l'usufruitier? II. 107/4 et suiv.

MINES.

Accessoires. L'usufruitier a droit aux accessoires de la mine qui sont réputés immeubles. Quels objets forment ses accessoires, et quels autres ne peuvent être cousidérés comme tels ? 11. 1205.

Communauté entre époux. Une ouverture de mine, pendant le cours de la communauté, sur les propres des époux, donne lieu à une récompense en faveur

de l'époux propriétaire. II. 1207. Cautionnement. L'usufruitier doit fournir le cautionnement de jouir en bon père de famille, qui est dans ce cas d'une importance majeure. II. 1202.

Propriété. Les mines sont une propriété distincte dans la surface, et transmissible comme tous les autres biens; mais l'exploitation ne peut s'en faire qu'en vertu d'une concession du Gouverneuent. Il. 1200, 1206.

Redevance. La redevance annuelle due pa due à l'usuffuitier du fonds, si la mine était déjà en exploitation lors de l'ouverture de l'usufruit. Dans le cas contraire, l'usufruit Dans le cas contraire, l'usufruit de non-jouissance. Il. 1206.

Ustensiles et agrès. Après l'extinctiou de l'usufruit d'une même mine, les héritiers de l'usufruitier pourraient-ils enlever les ustensiles et agrès que leur

e anteur y aurait placés comme nécessaires er à son extraction ?111. 2586.

Usufruitier. L'usufruitier d'une mine a le droit d'eu jouir de la même manière que le propriétaire, en se conformant aux règlemens d'administration publique. Il. 1200. Il n'a aucun droit aux mines non encore en exploitation lors

de l'ouverture de l'usufruit. Il. 1202.
L'usufruitier, qui ouvrirait une mine pour en faire son profit, scrait tenu de dommages-intérêts envers le proprié taire, sanf néanmoins l'exécution de lois relatives aux explorateurs de mines

dans le fonds d'autrui. II. 1207.

MINEUR.

Formalités requises pour établir un droit d'usufruit sur les biens d'un mineur. I. 301.

Quand et comment peut-il faire des libéralités au profit de son tuteur? I. 306.

MINISTRES (Du culte).

Quand et comment les ministres du culte peuvent-ils recevoir des libéralités des malades qu'ils ont assistés? *Ibid*.

MISE EN CAUSE.

A quoi peut-on reconnaître qu'il y a nécessité d'appeler quelqu'un dans une instance pour ne lui point laisser la voie de la tierce opposition contre le jugement à intervenir? II. 1290.

MISE HORS DU COMMERCE.

L'usufruit s'éteint par la mise bors du commerceou par l'expropriation pour cause d'utilité publique des fonds sur lesquels il était établi. — Dans ec cas l'indemnité due par l'Etat ne doit-elle pas être versée dans les mains de l'usufruitier? III. 2526.

MITOYENNETÉ.

Le prix de l'acquisition de la mitoyenneté d'un nur pour l'avantage d'une maison grevée d'usufruit , devrait-il être payé contributoirement par l'héritier et l'usufruitier? II. 1883.

MIXTE.

Principes suivant lesquels on doit apprécier les choses qui paraissent d'une nature mixte. I. 104 et suiv.

MOBILIERS (OMETS).

Les choses mobilières sont en général tous les corps transportables d'un lieu à un autre. I. 491.

Bestiaux. Les bestiaux attachés à la culture d'un fonds sont immeubles par destination, I. 533, Secus sous l'ancienne iurisprudence. 1. 538.

Enlèvement. — Extinction d'usufruit. Quels sont les objets mobiliers que l'u-sufruitier ou ses héritiers peuvent enlever en déguerpissant après l'extinction de l'usufruit? III. 2584 et suiv.

Quels sont ceux qu'ils doivent au contraire laisser dans le fonds, quoique lcur auteur les y ait placés? III. 2588

Enlèvement. — Locataire. Un locataire peut il à sa sortie en lever une chose qu'il aurait placée dans la maison pour l'usage de l'édifice? III. 2592.

Habits. Voy. Usufruit.

Incorporation au fonds. Quand une chose mobilière, placée dans le fonds par l'usufruitier, peut-elle être regardée comme incorporée au fonds, de manière à ne pouvoir être enlevée par les héritiers de ce dernier, après la cessation de l'usufruit? III. 2580 et suiv.

Linges. Voy. Usufruit.

Maison meublée. Le legs d'usufruit d'une maison meublée ne s'étend que sur les nicubles meublans. I. 490.

Celui d'une maison avec tout ce qui s'y trouve, s'étend à tons les effets mobiliers qui y sont, sauf l'argent comptant et les dettes actives. Ibid. Meubles meublans. Les mots meubles

meublans ne comprennent que les meubles destinés à l'usage et à l'ornement des appartemens. Exemples. I. 492.

Ustensiles aratoires. Les ustensiles cription. aratoires, employés par le propriétaire

meubles par destination. I. 533. Secùs sous l'ancienne jurisprudence. 538,

Usufruit. Les objets mobiliers qui, sans se consommer par le premier usage, s'usent néanmoins plus on moins promptement, sont ils susceptibles d'un droit d'usufruit, proprement dit; en conséquence, l'usufruitier est-il tenn à autre chose qu'à en user en bon père de famille, et à les rendre à la fin de sa jouissance dans l'état où ils se trouveront? Principes anciens et nouveaux sur ce point, l. 121.

MODERNES. - Bois.

Ce que c'est. 11. 1162.

Usufruitier. Les modernes doiventils être assimilés aux futaics, en sorte que l'usufruitier ne puisse y toucher qu'autant que les anciens propriétaires du fonds auraient établi un aménage ment sur ces arbres particuliers? II. 1186 et suiv.

MORT-BOIS.

Ce que c'est. IV. 3161,

MORT CIVILE.

Onelles sont les peines emportant le mort civile, ct de quel jour est-elle encourue? II. 1969, 1986, 1987. Accroissement. La mort civile d'un colégataire conjoint donne ouverture au

droit d'aceroissement. 1. 681.

De deux colégataires conjoints d'un droit d'usufruit pour cause d'alimens, si l'un décède avant le testateur, et que l'autre survivant à ce dernier vienne à être frappé de mort civile, y aurait-il lieu au droit d'accroissement à son profit an-delà de la mesure de ses besoins? II. 1977 ct suiv.

Alunens. Le mort civilement pour qui s'éteint un droit d'usufruit, aurait-il action contre le propriétaire du fonds,

pour en obtenir des alimens? II. 1984. Commutation de peine. Voy, Pres-

Contignace. Quels penvent être les à la culture de son domaine, sont im- effets de la restitution de justice, à l'é-

gard de l'usufruitier qui , ayant encouru la mort civile, se présente pour purger sa contumace et se fait absoudre? recouvre - t - il l'usufruit conventionnel ? Quid du cas où il s'agit de l'usufruit paternel? II. 2017 et suiv.

Don d'usufruit. Un mort civilement ne pourrait recevoir un don d'usufruit, à moins qu'à titre d'alimens. Secùs par contrat commutatif. I. 30.5.

Legs. Un individu frappé de mort civile est-il capable de recevoir un legs , et dans quelle mesure? II. 1980, 1981.

Legs d'alimens. Le condamné à une peine emportant mort civile, ne doit-il pas la prescrire ou en obtenir la remise du prince, pour pouvoir recevoir des alimens qui lui auraient été légués? II. 1080 ct suiv.

Legs d'usufruit. Pour qu'un legs d'usufruit fait au profit d'un individu mort civilement fût valable, suffirait il que le testateur eût la connaissance de cet événement, ou faudrait-il que le legs fût expressément causé pour alimens? II. 1983.

Mari. - Contumace. Le mari condamné par contumace et qui a encouru la mort civile, reconvre-t-il de plein droit, en se représentant et se faisant judiciairement absoudre, l'antorité maritale et la jouissance des biens dotaux de son épouse? II. 2020.

Pourrait-il revendiquer contre la mère la jouissance des biens de leurs enfans, qui aurait été acquise à cette dernière? Íl. 2010.

Quid dans le cas où il obtiendrait des lettres de grâce? II. 2026.

Père, - Contumace. Si, pendant l'absence du père condamné par contumace, ses enfans avaient été émancipés par leur mère, sa comparution après les cinq années et son acquittement feraient-ils reutrer ces derniers sous la puissance paternelle? II. 2019.

Prescription. La prescription de la peine qui a fait encourir la mort civile, rend-elle la vie civile au condamné? Quid du cas où le condamné a obtenu une com-

mutation de peine? II. 1988. Voy. Legs d'alimens.

Propriétaire. — Usufruit. Quand et comment le propriétaire d'un fonds soumis à un droit d'usufruit peut-il en reprendre la jouissance, lorsque l'usufruitier a été frappé d'une peine emportant la mort civile? II. 1992.

Rente viagère. La rente viagère no s'éteint poiut par la mort civile du créancier. Raison de la différence à cet égard avec l'usufruit. II. 1073, et suiv.

Usufruit à titre d'alimens. L'usufruit légué pour cause d'alimens ne s'éteint point par la mort civile. Il sc conserve jusqu'à concurrence des besoins du légataire. II. 1976, 1977. Mais comment faudrait-il que la disposition fut conçue pour qu'elle dût être exécutée nonobstant la mort civile? II 1982.

MOULIN.

Enlèvement. — Cessation d'usufruit. A la cessation de l'usufruit, l'usufruitier ne pourrait enlever les moulins qu'il aurait construits sur des piliers, ou dont la construction serait assemblée avec celle de la maison. III. 2591.

Meule. A qui, du propriétaire on de l'usufruitier, serait-ce de remplacer les meules d'un moulin usées de vétusté? III. 1669.

MOULIN SUR BATEAU.

Après la cessation de l'usufruit, les héritiers de l'usufruitier peuvent emmener ou démolir les moulins et bains sur batcaux , que leur auteur aurait fait construire sur le canal ou cours d'eau dont il avait la jouissance. III. 2585.

MOULIN A VENT.

Après la cessation de l'usufruit, les héritiers de l'usufruitier peuvent emmener ou démolir un moulin à vent que leur auteur aurait fait construire sur des socles de bois posés sur le terrain, sans qu'il y cût fondation dans le sol. II. 2585. Secus du moulin qui serait fondé sur une maçonnerie ou sur des pilotis enfoncés dans le sol. III. 25q1.

MUR MENAÇANT RUINE. Voy. RE-CONSTRUCTION. MUTATION.

Le droit proportionnel de mutation est dû en matière d'usufruit, l. 24. Voyez Engegistrement.

N.

NANTISSEMENT.

Créance. La remise d'une créance en nantissement, donne au créancier nanti le droit de se la faire adjuger en justice par privilége, jusqu'à concurrence de ce qui lui est dù. II. 2229, 2269.

Créance dotale. Les créanciers auxquels une femme mariée a donné en nantissement ses créances dotales, doiventils être préférés à ceux cuvers lesquels elle se serait simplement obligée, et qui pourraient invoquer la subrogation dans ses priviléges et hypothèques légales? 111, 329 et suiv.

Formalités. Formalités auxquelles est assujetti le nantissement de créance, pour saisir celui qui le reçoit. 111. 2229.

Mesures conservatoires. Le créancier nanti doit prendre tontes les mesures conservatoires de la créance qui lui a été remise cu gage. Il est responsable de la perte ou de la détérioration qu'elle (prouverait par sa négligence. Ill. 2320. Il suit de là que, 1º 31 la créance est hypothécaire, il doit pourvoir à la prise et au renouvellement des inscriptions. Ill. 2321.

2º Il doit actionner le débiteur de la créance, soit pour prévenir son insolvabilité, soit pour arrêter le cours de la prescription. Ill. 2232. Voy. INTERRUP-TION DE PRESCRIPTION.

NEGOTIORUM GESTOR.

Indemnité. Le negotiorum gestor a droit d'exiger, de celui dans l'intérêt duquel il a agit sans mandat, le remboursement de toutes ses dépenses utiles ou nécessaires. Il. 1714. NON - DÉCROISSEMENT. Voyez AC-CROISSEMENT.

NON-USAGE.

Computation. Comment doit-on compter les trente ans de non-usage, pour que l'extinction de l'usufruitier soit encourue? est-ce à dater du dernier acte de perception des fruits du fonds, ou est-se dès l'époque à laquelle l'usufruitier a négligé de percevoir les fruits subséquens. Il. 2121 et suiv.

Extinction d'usufruit. L'usufruit s'éteint par le non-usage. 11. 2000. Conditions requises pour ce mode d'extinction. 11, 2107 et suiv.

Femme mariée. L'usufruit appartenant à une femme mariée sous le régime dotal, ne s'éteint point par le non-usage de la part du mari. II. 2108. Interdit. Voy. Mineur.

Jouissance par autrui. Il n'y a pas non-usage si l'usufruitier jouit par le fait d'autrui. Il. 2100. Différens cas de cette jouissance. Ibid.

cette jouissance. *Ibid.*Mineur. Si l'usufruit appartient à un mineur ou un interdit, il ne s'éteint point par le non-usage. Il. 2107.

"Partiel, L'extinction d'usufruit par le non-usage peut n'être que partielle, comme n'étant relative qu'aux objets sur lesquels l'usufruitier n'a pas exercé sa jouissance. II. 2100, 2101.

Si l'usufruit ne porte que sur un héritage, la jouissance d'une partie suffirat-elle pour conserver le droit de l'usufruitier sur le tout? II, 2102.

L'usufruitier qui n'exerce sur le fonds qu'un simple droit d'usage, et qui souffre que le propriétaire jouissant avec lui perçoive le surplus du produit du fond, perd-il son droit d'usufruit pour ne conserver que celui d'usage? 2103.

Responsabilie. L'insufruitier scrait repousable envers le propriétaire, si, par le non-usage, il laissait prescrire des servitudes acquises au fonds dont il a la jouissauce. I. 36, 1. 546, 11. 1542 et suiv.

Tiers acquéreur. L'espace de trente ans exigé par la loi pour l'extinction de l'insufruit par le non-usage au profit de l'infuiter qui en est le débiteur personnel, est-il aussi nécessaire vis-à vis d'un tiers acquéreur auquel le fonds aurait été vendu en plein domaine, sans lui être dénoncé comme grevé d'usufruit? Il. 1133 et suiv.

La prescription à l'égard du tiers aequérenr, dans l'hypothèse précédente, courrait-elle contre l'usufinitier dont le droit ne serait point encore ouvert ou serait suspendu par une condition? II.

2130 ct suiv.

Uusufruit alternatif. L'usufruit alternatif, qui consiste à jouir de deux années l'une, est-il susceptible de s'éteindre par le non-usage? II. 2114 et suiv.

Usufruitier — Bail. Y a-t-il nonnage et extinction de l'usufruit, si l'ufruitier ayant loué son usufruit et en percevant les revenus, le fermier n'entrait point en jouissance du fonds, sans toutefois qu'aueun autre s'en emparât? Il. 2110 et suiv.

Usufruitier. — Vente. Y a.t-il nonnsage et extinction de l'usufruit, si l'usufruitier a vendu son droit, eu a touché le prix, et que l'aequéreur ne prenne point la pouissanee du fonds, sans qu'aucun autre s'en empare? II. 2110 et suiv. Voy. au surplus Parscauryon.

NOTAIRE.

Responsabilité du notaire sur les fautes qu'il peut commettre dans l'excreice de ses fonctions. Il. 1517 et 1518.

On Un notaire usufruitier, qui recevrait sans réclamation l'aete par lequel le propriétaire vendrait le fonds en plein par domaine à un tiers, serait-il déchu de

son usufruit? 111. 2178. NOVATION.

Le lcgs d'usufruit d'un fonds fait à celui qui en jouissait déjà comme fermier ou locataire, opère novation du bail, mais pour l'avenir seulement. l. 368.

NOURRITURE.

Communier. Uu comunnier occupé aux travaux de la campagne, ayant des enfans tandis que l'autre n'en a pas, celui-ci n'a rien à réclamer pour les frais de nourriture des enfans du premier, si en somme le prix du travail de ecux-ci pent balancer celui de leur nourriture et entretien. 1, 2,36

Enfans abandonnés, Celui qui a nourri répéter ses impenses contre le père ou la mère qui se présenterait pour revendiquer ees enfans quand ils seraient élevés. I, 105.

Parent. Le parent qui administre les biens d'un enfant, n'est jamais présumé lui faire don de la nourriture qu'il lui fournit. I. 194.

Père. Le père ne doit pas être présumé avoir eu la volonté de fonrnir gratis des alimens à son enfant, lorsque celui-ci a des revenus et que d'ailleurs il ne coopère pas aux travaux du méuage. I. 238.

Travail. Quiconque emploie quelqu'un à son service est tenu de le nourrir par cela seul qu'il profite de son travail. 1. 238. Voy. Usuraut pateman.

NOUVELLETÉ.

Ce que e'est: 1. 259.

OBLIGATION.

Comment l'obligation personnelle diffère de la charge réelle affectaut le fonds. I. 215, II. 1622 et suiv., III. 2185 et

suiv. Voy. Charges réelles. Les obligations naissent des conventions, des quasi-contrats, des délits et

des quasi-delits. III. 2226. Indéfinie. On ne peut s'imposer une obligation personnelle iudéfinie; l'obligation dans ce cas doit être réduite aux termes de l'équité. IV. 3079 et suiv.

Tiers. Les obligations ne peuvent nuire ni profiter à des tiers. Un tiers ne pourrait réclamer en justice l'exécution d'une obligation non contractée avec lui nt envers lui. III. 2226.

OFFICIERS DE SANTÉ. Voy. MÉDE-CINS.

OPTION.

Rétractation. Tout choix qui emporte avec lui un acte d'exécution ne peut plus se retracter. I. 466. Voy. Leos ALTER-NATIF.

N'y a-t-il que l'héritier bénéficiaire qui puisse profiter de l'option offerte par l'article 917 du Code, pour abandonne la quotité disponible en rachat d'un legs d'usufruit jugé inofficieux? I. 340.

ORDONNANCES.

Quelle peut être encore l'autorité des anciennes ordonnances de nos Rois, touchant les forêts. IV. 3393.

OUVRAGES D'ESPRIT. Voy. MANUS-CRITS.

Ρ.

PACAGE.

Ce que c'est que le droit de pacage. IV. 2653.

PAILLE.

Après l'extinction de l'usufruit, les héritiers de l'usufruitier pourraient-ils enlever les pailles et engrais laissés, dans Ie domaine, par leur auteur à son décès? III. 2586.

PANAGE.

Ce que c'est que le droit de panage; ses rapports de comparaison avec celui de pacage. IV. 3653.

Différence de ces deux droits et de celui de vaine pâture. IV. 3657.

PARCOURS.

Ce que c'est que le droit de parcours, son étymologie et son origine. IV. 3671. Dans quels cas et sous quelles conditions l'exercice de ce droit est mainteux en France. IV. 3672 et suiv.

PARQUETS.

L'usufruitier pourrait-il, à la cessation de l'usufruit, enlever les parquets et les boiseries qu'il aurait fait placer dans la maison soumise à sa jouissance? III. 2590.

PARTAGE.

Co-usufruiuer. Voyez Licitation. Frais. Les frais du procès et ceux de

Prais. Les trais du proces et ceux de l'opération du partage sont à la charge de l'usufruitier pour la portion correspondante à son lot, lorsqu'il agit seul, pour ne faire avec le tiers qu'un partage provisionnel. II. 1753.

Lorsque le propriétaire et l'usufrnitier agissent concurremment, les frais de partage des biens grevés d'usufruit et indivis avec un tiers sont à leur charge doivent les faire clorre pour en écarter contributoire. II. 1887.

Licitation. Quand y a-t-il lieu à licitation, et mode de l'établir, soit entre co-usufruitiers, soit entre propriétaires et usufruitiers? II. 1248 et suiv. Voy. au surplus Licitation.

Mari. Les cohéritiers d'une femme mariée ne peuvent intenter une action en partage contre elle, sans mettre en cause le mari. II. 1254.

Propriétaire. Le propriétaire pourrait-il provoquer ou effectuer un partage sans l'usufruitier, et le partage fait hors la présence de ce dernier le liera it-il? II. 1252 ct suiv.

Usufruitier. L'usufruitier a-t-il l'action en partage? peut-il la provoquer ou y défendre seul? II. 1245 et suiv.

PASSAGE.

Forcé. Le legs en usufruit d'un fonds c nelavé emporte le droit de passage pour y parvenir. I. 551, II. 1886. Voy. Ac-CESSOIRES.

Le passage forcé est sans indemnité par le propriétaire à l'usufruitier, et réciproquement, s'il s'agit de deux fonds dépendant de la même succession. I.

L'acquisition du passage forcé pour la desserte d'un fonds greve d'usufruit, doit-elle être à la charge contributoire du propriétaire et de l'usufruitier? Distinction, II, 1885 et suiv.

Terrain communal. Un fonds enclavé doit - il être considéré comme ayant une issue sur la voie publique, lorsqu'il aboutit sur un terrain communal? III. 2883.

PATURAGE.

Ce que c'est que le droit de pâturage.

IV. 3654. Le pâturage dans les bois n'est jamais

vaine pâture. IV. 3667.

En conséquence, les propriétaires de forêts ne sont poiut tenus de les mettre en clôture, pour y interdire le pâturage, comme les propriétaires des autres fonds

l'usage de la vaine pâture. IV. 366q.

PÉCHE.

L'usufruitier a droit de pêcher dans les ruisseaux qui traversent le domaine grevé de son usufruit, ainsi que dans les rivières non navigables ni flottables adjacentes au fonds dont il jouit, Il. 1200.

Canal. Le droit de pêche dans un eanal construit à main d'homme, pour le service d'un moulin, appartient au propriétaire ou à l'usufruitier du moulin, et non aux possesseurs des héritages adjacens. II. 1210.

Lorsque le fonds n'est soumis qu'à un droit d'usage, ce n'est point à l'usager, mais au propriétaire sculement, qu'appartient l'exercice du droit de pêche, IV.

PÉCHE DES ÉTANGS. Voy. RÉGIME DOTAL.

PÉCULE.

Du pécule dans le droit romain, et distinction à ce sujet. I. 128 et suiv. Voy. USUFRUIT PATERNEL. Gains des enfans.

PENSION.

Alimentaire. La pension alimentaire comprend l'habitation, les vêtemens et la nourriture, I. 352.

Arrérages. Les arrérages d'une pension léguée à titre d'alimens, sont dus dès la mort du testateur et avant toute

demande en justice. I. 58.

Les arrérages dus par l'usufruitier, à moins que le testateur n'en ait disposé autrement, ne s'entendent que du jour de son entrée en possession ; le prorata échu antérieurement est à la charge de l'héritier. II. 1813. Voy. Legs - prestation.

Dettes du défunt, Voy. Legs - presta-

Estimation. Une pension viagère s'es-

time eu égard à l'âge du légataire. I. 398 1º par l'éviction du fonds ou sa mise hors in fine.

Legs-prestation. Le legs d'une pension alimentaire doit être acquitté par l'usufruitier universel, dans son intégrité, et par l'usufruitier à titre universel, dans a proportion de sa jouissance. II. 1811, Explication de ces dernières expressions.

1814, 1815. Voy. Quotité disponible. Si la pension alimentaire n'était point l'objet d'un legs, mais qu'elle fût une dette du définit envers un tiers, l'usu-

fruitier en serait-il affranchi? II. 1812.

Personne interposée. La présomption d'interposition de personne serait-elle admissible dans le cas du legs d'une simple pension alimentaire? I. 14.

Quolité disponible. L'usufruitier de la quotité disponible est tenu de la totalité de la peusion alimentaire léguée à untiers. IL 1815.

PÉPINIÈRE.

Les arbres qu'on peut tirer d'une pépinière, sans la dégrader, ne font partie de l'usufruit qu'à la charge par l'usufruitier de se conformer à l'usage des lieux pour le remplacement. II. 1169, 1179.

> PERE, Voy. ADMINISTRATION, USU-FRUIT PATERNEL.

PERSONNE INTERPOSÉE.

Jouissance à vie. Dans le cas d'une modique jouissance à vie, pourrait-on supposer l'interposition de personne? I. 14.

Pension alimentaire. La présomption d'interposition de personne serait-elle admissible dans le cas d'une simple peusion alimentaire ? I. 14.

Usufruit. Une libéralité en usufruit, faite à une personne du nombre de celles qui, dans les cas ordinaires, sont réputées personnes interposées, pour faire parvenir le don à un incapable, devraitelle être déclarée nulle ? I. 14.

PERTE DE LA CHOSE.

La perte de la chose, sur laquelle l'usufruit est établi peut avoir lieu,

1º par l'éviction du fonds ou sa mise hors de commerce; 2º par l'extinction physique de la chose; 3º par l'anéantissement des fonctions auxquelles elle était destinée; 4º par l'effet du droit d'accession, 111, 2512.

Accessoires. La perte de la chose entraîne l'extinction de l'usufruit pour les objets qui resteraient subsistans, et n'auraient été qu'accessoires à la chose périe.

III. 2541.

Accessoires. La destruction ou la perte d'une maison éteint l'usufruit même

sur les appentis destinés aux aisances de cette maison. III. 2544.

Animaux. L'usufrait établi à titre singulier sur plusieurs animaux, s'étérichrait successivement sur chacun d'eux, à mesure qu'ils viendraient à périr III. 2534. L'usufraitier devrait même rendre compte des cuirs au propriétaire. Ibid. 2546. Secul s'il s'agissait d'un usufruiter universel ou à titre universel de tout le mobilier. bid. 2530.

La perte, par cas fortuit ou maladie, d'un animal on de plusieurs animaux légués en usufruit, scrait au compte du propriétaire en cas de preuve de l'accident. III, 2655.

Appentis. Voy. Accessoires. Attelage. L'usufruit d'un attelage

composé de plusieurs animaux, seraitil éteint en totalité si l'attelage venait à être dépareillé par la perte d'un des animaux dont il était composé ? III. 2535. Bâtimens...—Matériaux. L'usufrui-

tier d'un bâtiment qui viendrait à être détrnit par accident, n'aurait point le droit de jouir du sol ni des matériaux. 111. 2512, 2547.

Secàs s'il s'agissait d'un usufruitier universel ou à titre universel des immeubles de la succession, ou que le bâtiment détruit fût une dépendance d'un corps de domaine légué en usufruit. 111. 2545. Voyez Sol.

Cas fortuit. — Demeure. Si l'héritier avait été mis en demeure de délivrer la chose et qu'elle périt par cas fortuit, il n'en devrait pas moins une indennité de jonissance au légataire de l'usufruit,

29.

sauf s'il résultait des circonstances que la chose cût également péri dans les mains de ce dernier. III. 2529.

Quid du cas où il s'agirait non d'un corps certain et déterminé, mais d'une somme d'argent on d'une quantité quelconque de denrées, ou d'une chose indéterminée ? III. 2530.

Compte. A quelle époque l'usufruitier doit-il compte des meubles qui auraient cessé d'exister ? Voy. MEUBLES, Usufruitier.

Cr. ance remboursée. Voy. DÉLIVRANCE (DEMANDE EN.) .

Corps certain. La perte d'un corps certain, arrivée par accident dans les mains du débiteur, pèsc sur le créancier. Cas d'exceptions. III. 2637 et suiv.

Cuirs. Voy. Animaux.

Donateur. - Effets mobiliers. Le donateur d'effets mobiliers qui s'en réserve l'usufruit, est-il tenu dans tous les cas de la perte de ces effets? 111. 2644 et sniv.

Quid du cas de simple détérioration survenue sans sa faute? 111. 26.15.

Destruction par l'usage. - Preuve. Dans le cas où la chose n'existerait plus, l'usufruitier, pour se dispenser d'en payer la valent, pourrait il se contenter d'alléguer, sans preuve légale, qu'elle a été entièrement détruite par l'usage ? III. 2652 ct suiv.

Extinction d'usufruit. L'usufruit s'éteint par la perte de la chose sur laquelle

il est établi. Ill. 2512, 2527.

Faute personnelle. La perte de la chose, survenue par la faute du propriétaire ou d'un tiers, n'éteint point l'usufruit d'une manière absolue ; il est dû une indemnité à l'usufruitier, 111. 2527.

Femme mariée. - Meubles. La perte des meubles appartenant à la femme . ct dont le mari a l'usufruit pèse sur la femme si la perte est arrivée sans la faute

du mari. III. 2650.

Ile, L'usufruit d'une île ou d'un fonds adjacent à une rivière est éteint . si l'îlc ou le fonds viennent à être entièrement emportés par le torrent; s'ils ne sont emportés qu'en partie, l'usufruit continue sur le reste. 111. 2532.

Indemnité, Voy. Faute personnelle. Incorporation. Droits de l'usufruitier. dans le cas de l'emploi de la chose soumise à son droit, à former un corns de nouvelle espèce. III. 2555 et eujy.

Inondation. Voy. RIVIERE, Irruption. Jardin. Le legs d'usnfruit d'nne maison et d'un jardin continue de subsister sur le jardin, en cas de perte de la maison. 111. 2548. Secus si le legs ne mentionnait que la maison, et que le jardin ne fût que l'accessoire de l'habitation. III. 254q.

Legs alternatif. - Corps certain. Si le legs porte alternativement sur deux corps certains dont l'un vient à périr, l'usufruit de l'autre scra dû par l'héritier. L'usufruit sera éteint si les deux choses périssent. III. 2531.

Meubles. S'il y avait des meubles lors de l'entrée on jouissance de l'usufruitier. qui ne se trouvassent plus à la fin de l'usufrnit, sur qui la perte devrait-elle

peser ? III, 2636 ct suiv.

Meubles meublans. L'usufruit sur des menbles meublans ou antres objets mobiliers est éteint, si les meubles périssent par un incendie ou autre accident de force majeure , ou même par l'usage. III. 2533.

Meubles. - Usufruit légal, Les' pères et mères avant l'usufruit légal des biens de leurs enfans mineurs, et qui ont conservé les meubles, sont tenus ele rendre la valeur estimative de ceux qu'ils ne pourraient représenter en nature. Plusienrs conséquences de cette dernière disposition. III. 2639 et sniv. Voyez USUFRUIT PATERNEL , Destruction par l'usage. - Preuve.

Perte partielle. La perte partielle de la chose n'entraîne point l'extinction de l'usufruit pour le tout. III. 2527. Cause de ce principe, et cas où il doit en être autrement. III. 2537 et suiv. Voy. Ile. La perte partielle de la chose entraîne

l'extinction totale de l'usufruit, si ce qui reste n'est pas susceptible d'une jouissancede même nature que celle qui avait

été légüée. Exemple, III. 2540 et suiv. Reconstruction. Si le propriétaire fai - sait construire un nouveau bâtiment à la place de l'aneien, détruit par accident, l'usufruitier n'aurait aueun droit sur la nouvelle construction. III. 2543, 2550.

Si le bâtiment, s'écroulant seulement par parties, avait été successivement restauré, l'usufruit n'aurait pas cessé d'exister. III. 2543.

Sol. La perte d'un bâtiment faisant partie d'un fonds dont l'usufruit aurait été égué, n'entraîne point l'extinction du droit d'usufruit sar le sol. III. 2546 et suiv. Voy. Bâtimens. - Matériaux.

Troupeau. L'usufruit d'un troupeau s'éteint par la perte totale du trouprau. Quid du cas où ce troupeau ne périrait qu'en partie, lors même que les animaux restant ne seraieut plus en nombre suffisant pour mériter la dénomination de tronpeau ? III. 2536.

A quoi peut être tenu l'usufruitier, en cás de perte partielle ou totale du troupeau, par accident ou par maladie? III. 2656.

PHARMACIENS Voy. MEDECINS.

PIGEONS.

Après l'extinction de l'usufruit, l'usufruitier ou ses héritiers penvent eunporter les pigeons dont ils auraieut garni le colombier, s'il n'avait point été déjà peuplé. 111. 2585.

Dans le cas où l'usufruitier aurait remplacé les pigeons d'un colombier, aurait-il, ou ses héritiers, à la fin de l'usufruit, droit à une indeunité pour le cas d'une plus-value? III. 2611.

PLANTATION.

L'usufruitier d'un euclos où il y aurait des plantations, même de pur agrément, ne ponrrait les arracher pour mettre le terrain en culture. 11. 1472.

Des plantations faites par l'usufruitier ne peuvent être enlevées par lui à la fin de l'usufruit. III. 2591. Elles ne donnent lieu à aucune reprise de la part de ses héritiers. III. 2599.

d'arbres et de plantations s'applique la prohibition légale de planter à une distance déterminée des fonds voisins? III. 2989 et suiv.

Bois nationaux. - Riverains. A quelle distance des forêts nationales est-il défendu aux propriétaires riverains de faire des plantations de bois ? [1]. 2073.

Haies, Voy. Prescription.

Prescription. Le droit du propriétaire voisin, d'exiger l'arrachement des arbres et haies plautés dans la distance prohibée, est-il susceptible de la prescription? III. 2089 et suiv.

PLANCHER. Voyez RÉPARATIONS (GROSSES) et RÉPARATIONS D'ENTRE-TIEN.

PLURIEL.

Les mots au pluriel, dans les lois, ne sont point exclusifs du singulier. Voyez QUOTITÉ DISCONIBLE, Epoux.

PONTS.

Les frais de construction de ponts qui peuvent être imposés en partie sur les propriétés riveraines, pour cause d'utilité locale, seraient-ils considérés comme charges de la propriété ? II, 1874. .

POSSESSION.

Fait d'autrui. Divers cas où l'usufruitier possède par le fait d'autrui. Il. 2109.

Fonds stérile, Cultiver un fonds, bien qu'il soit stérile au point de ne rapporter aucuns fruits, c'est en couserver la possession. Il. 2113.

Partie d'un fonds. Pour acquérir ou conserver la possession d'un fonds il suffit de jouir d'une partie avec l'intention de jouir de la totalité. I l. 2102.

Prescription. Nature de la possession propre à faire acquérir la propriété par la prescription. Différence sur ce point entre la propriété et le droit d'usufruit. 11. 2106. Voy. Possessoire.

Propriétaire. Le propriétaire d'un Arbres. - Vo sin. A quels genres fonds grevé d'usufruit en conserve la possession civile. Conséquence de ce principe. 1. 33 et suiv. 528. 111, 2575.

Propriété. Celui qui jouit d'un fonds est présumé en avoir la propriété et non pas en être un simple usager. 111. 2888.

Usufruitier. L'usufruitier possède pour le propriétaire; sa possession profite à tous deux. Ill. 2575 et suiv. Voy. Possessoire.

POSSESSOIRE en fait d'usage.

Les questions du possessoire ont-elles lieu en fait de droit d'usage dans les forêts? V. 3527.

Explications preliminaires. Ce que e'est que la possession civile et à quels droits elle est applicable? V. 3528.

Elle ne consiste pas seulement en fait, mais encore en droit par rapport aux avantages qui en dérivent, V. 3520.

Conditions requises dans la possession pour qu'elle puisse donner lieu aux actions possessoires. V. 3530 et suiv.

Le point initial de la possession pour acqueirir un droit d'usage ou un droit de scrvitude par la prescription, est moins fixe que quand il s'agit de la possession du fonds, ee qui force à conclure différemment. V. 3532 et 3533.

Si certaines coutumes avaient décluré imprescriptible le droit d'usage dans les bois, ce n'est point par rapport à sa nature de servitude discontinue. V. 3535.

C'est la loi actuelle qui régit la nature et les effets des actions possessoires. Ibid. 3536.

Fond de la question. Le droit d'usage dans les forêts peut-il être acquis par le seul effet de la possession? V. 3537.

Trois circonstances qui écartent d'ici le vice du précaire et qui rendent la possession civile :

1º S'il y a titre à non domino. V. 353q.

2º S'il y a eu aete de reconnaissauce du propriétaire, ou de contradiction de la part de l'usager. V. 3540 et suiv.

3º L'importance des émolumens per-

çus par l'usager, sans réclamation du propriétaire. V. 3543.

Pontion de la question. En résume l'ou doit dire généralement que les usagers dans les bois doivent avoir les avanges du possessoire et de la prescription acquisitive du droit d'usage; et que néamoins cette règle doit reveoir exception dans le cas ou les émolumens, par eux perçus dans la forêt, sont asser peu considérables pour que la pratique d'usage ne doive être attribute qu'à la famillarité ou à la tolérance, si d'ailleurs il n'y a en in reconnissance, in titre de concession, ni acte de contradiction de la part des usagers. V. 3558, a

Preuves et examen de cette solution. Preuve et examen d'après les principes généraux du droit. 3549 et suiv.

Preuve et examen d'après les principes du droit romain. V. 3557 et suiv.

Preuve et examen d'après les dispositions des lois françaises spéciales sur les matières. V. 3563 et suiv.

Preuve et examen d'après les principes du code civil. V. 3574 et suiv.

Preuve et examen d'après la jurisprudence des arrêts. V. 3591.

Preuve et examen d'après la doctrine des anciens auteurs. V. 3611. Réfutation de la doctrine de M. Mer-

lin sur cette question. V. 3602 et suiv. Injustice du système mis en avant par ce savant nuteur. IV. 3052, V. 3564 et

Résumé par applications spéciales des principes du possessoire :

Au droit d'usage à la coupe du taillis pour le chauffage. V. 3635. Au droit d'usage à la coupe des fu-

taics pour constructions ou réparations de maisons, V. 3637. Au droit d'usage au bois mort et mort-

Au droit d'usage au bois mort et mortbois seulement, V. 3639. Au droit d'usage aux échalas pour le

service des vignes. V. 3640. Au droit d'usage à la coupe des bois destinés à cuire les fours à chaux. V.

36/11. Au droit d'usage à l'extraction de la pierre et du sable pour construction d'édifice. V 3642.

Au droit d'usage pour la dépaissance des bestiaux. V. 36/3.

Au droit d'usage à la eueillette des feuilles mortes. V. 3645.

Ultérieures. Conclusions sur l'application de notre législation actuelle au possessoire du droit d'usage. V. 3646 et suiv.

Et sur l'abrogation des anciennes coutumes sur ce point, 3651.

POSSIBILITÉ.

Quel est le sens de cette expression, en parlant des forêts usagères? IV. 3192 et suiv. POUTRES.V. RÉPARATIONS (GROMES).

POUTRES.V. REPARATIONS (GROSSES) PRAIRIES ARTIFICIELLES.

L'établissement des prairies artificielles met obstacle à l'exercice de la vaine

pâture. V. 3696. **PRÉCAIRE.

En fait de possession, quelles sont les causes qui opèrent le vice du précaire? V. 3585. et suiv. Voy. Possessoire.

PRESBYTÈRE.

Le titulaire du bénéfice n'est tenu que des réparations locatives du presbytère; toutes les autres sont à la charge de la communauté. I. 291. Voy. BENEFICES ECCLÉSIASTIQUES. — ÉGLISE.

PRESCRIPTION.

Qu'est-ce que la prescription? I. 750. Antichrésiste. L'antichrésiste qui jouit pendant trente ans sans demander sou remboursement encourrait-il la prescription? II. 1909.

Arbres. — Voisin. Voy. PLANTATON. Arbrages. La prescription quinquenale, pour arrérages mentionnés en l'art. 2277 du Code civil , s'applique-t-elle au cas où il s'agit d'intéréts de capitaux, à raison desquels le débiteur peut être actionné à chaque instant? I. 234.

Bonne foi. Quel est l'effet de la pos-

session d'un usufruitier, soit relativemeut à lui, soit relativement à celui qui, comme propriétaire, lui a concédé le droit d'usufruit d'un fonds, si l'un est de bonne et l'autre de mauvaise foi? I.

54.

Branches, — Voisin. Voy. Branches.

Computation. Comment doit on com-

Computation. Comment doit on computer les trente ans de non-usage, pour que la prescription du droit d'insufruit soit encourue? est-ec à dater du dernier acte de perception des fruits du fonds, ou est-ec dès l'époque à laquelle l'usufruitier a négligé de percevoir les fruits subséquens? Il. 2121 et subséquens? Il. 2121 et suit

Créanciers. Un créancier qui jouit des biens de son débiteur à titre d'usufruitier universel, ou comme légataire particulier, encourrait-il la prescription? I.

765.

Créance à terme, Voy. Créance conditionnelle.

Créance conditionnelle. La prescrip-

Creance conditionnelle. La prescription ne court pas contre toute créance ou tout droit conditionnel ou à terme, jusqu'à l'événement de la condition on l'échéance du terme. Sens de l'art. 2257 du Code eivil sur ce point. II. 2132 et suiv.

Douaire. Pour la prescription qu'un tiers acquéreur pourrait opposer à la femme agissant pour obtenir son douaire. Voy. DOUAIRE.

Droit d'usufruit. Le droit d'usufruit peut-il être établi par le moyen de la prescription? 1, 751 et suiv.

Garantie, La prescription ne court pas contre l'action en garantie, jusqu'à l'événement de l'éviction qui en appelle l'exercice. l. 2132.

Héritier. Si de deux légataires, l'un de la nue propriété et l'autre de l'usu-fruit, ce dernier agissait seul en délivrance, l'héritier pourrait-il prescrire la nue propriété contre le premier? I. 392.

Hypothèque. Le tiers acquéreur d'un héritage liypothéqué à une rente prescirait-il l'hypothèque dans le eas où le vendeur, débiteur de la rente, se serait réservé l'usufruit et continuerait le service de la rente ! I. 766.

Impuissance d'agir. Seus de la maxime contra non valentem agere non currit

prascriptio 11. 2133 et suiv.

Interests moratoires. La prescription de ciuq ans, établie par l'art. 2277 du Code rivil, s'applique-t-elle aux inté-

rêts moratoires? 1. 235, 236.

Interruption. L'action contre l'héritier, de la part de l'un des légataires institués conjointement interromprait-

institues conjointement interromprateelle la prescription dans l'intérêt de tous? I. 584. Pour interrompre la prescription, soit à l'égard de l'usufruitier qui possède,

à l'égard de l'usufruitier qui possède, soit à l'égard de celui qui possède à tite de maître par le fait de l'usufruitier, la demande en revendication doit être dirigée contre l'un et l'autre. 1. 754.

La jonissance à titre d'usufruit est-elle une cause interruptive de la prescription? I. 757, 760 et suiv. Voy. Intersuprion de prescription.

L'égitimaires. — Tiers acquéreurs. Le ters acquéreur d'un donataire pourrait-il invoquer la prescription contre les héritiers légitimaires du donateur, qui réchameraient le complément de leur réserve après la mort du donateur, si, dus l'intervalle de l'acquisition à ce décs, il s'était écoulé un temps suffisant pour prescrire? Onid du cas où il aurait acheté à non domino? 11. 13. 15.

Mawaise foi. Voy. Bonne foi. Père comptable. Quelle est la pres-

cription dont le père pourrait user contre l'action de ses enfans, en compte de revenus de leurs biens dont il n'avait pas l'usufruit? Voy. Usurautr paterre.

Propriétaire. Le propriétaire prescrit par le fait de la possession de l'usufruitier. I. 528.

La possession de l'usufruitier peut faire ucquérir par la prescription la propriété à celui au nom duquel il possède, II. 754.

Si celui qui possedant de bonne foi avec juste titre le fonds d'un autre, et qui par-là commençait à le preserire, en avait légue l'usufruit au véritable propriétaire, et que celui-ci, ignorant

que l'héritage lui appartînt, cût obtenu la délivrance de son legs pour jouir du fonds comme usufruitier, l'héritier continuerait-il contre lui la prescription commencée par le défunt? I. 755.

Propriété. La propriété du fonds estelle prescriptible durant l'usufruit? Distinction entre l'usufruitier qui n'a pas cessé de jonir, et un tiers à qui celui ci aurait vendu ou donné la propriété. I.

756 et suiv.

Responsabilité. L'usufruitier serait responsable euvers le propriétaire, si par le non-usage il avait laissé preserire des servitudes acquises au fonds dont il a l'usufruit. I. 36; 346; 11. 15{3. Voy. Res-POSSABLITÉ.

Servitudes. Les pures servitudes discontinues ne s'acquièrent pont par la prescription. V. 3655. — Néanmoins si le pacage on la vaine pâture avaient été excreés dans un terrain clos il pourrait y avoir lieu à la prescription trentenaire. V. 3681. — Mais la prescription libérative a toujours lieu pour opérer l'affranchissement du fonds. V. 37-08.

Substitution.—There acquirerur. L'acquierur d'un bien substituté le preserirait il contre le substituté, avant l'ouverture de la substitution 211. 1 a 444 et suiv. En cas d'affirmative, comment le temps de la prescription devrait il être compté, si, cutre l'instituté et le substitué, l'un était domicifié sur les lienes, et l'autre hors le ressort de la Cour royale de la situation de l'innueuble? 11. 2, 350.

Tiers possesseur. En supposant que le tiers possesseur d'un fonds soumis à un droit d'usufruit pât preserire, soit contre l'usufruitier, soit coutre le propriétaire; quel sera l'espace de temps nécessaire pour que cette prescription soit acquise, lorsque, entre l'usufruiter et le propriétaire, l'un est absent et l'autre présent? Il. a 254.

Dans le eas où le tiers possesseur ne pourrait prescrire contre le propriétaire, à cause de l'absence ou de la minorité de ce dernier, pourrait-il prescrire le droit d'usufruit contre l'usufruitier présent et majeur, et ce droit ne scrait-il pas éteint en faveur du propriétaire qui revendiquerait le fonds après plus de trente aus? II, 2156 et suiv.

Usage (droit d'). Le droit d'usage peut être établi par la presertption, lorsque dans son espèce il est susceptible d'une possession continue. III. 2754.

Voy. Possessorre.

Usufruit. Trois hypothèses dans lesquelles l'insufruit peut être prescrit en faveur du propriétaire du funds. II. 210 é et suiv.

Usufruitier. L'usufruitier ne peut prescrire la propriété, I. 34. Voy. Propoidé

Usufruitier. — Créancier. Si le légataire usufruitier était lui-même créancier de la succession, et qu'il n'exigelt pas son reuboursement, encourrait-il a prescription de trente ans, dans le cas où son usufruit durcrait jusque-là. Il. 1900.

Usufruitier fidéicommissaire. Dans le cas d'un usufruit légué à deux personnes, dont la première appelée doit rendre de suite à la seconde, si l'une et l'autre gardent le silence pendant trente aus, la prescription aurait lieu en laveur de

l'héritier. II. 2119.
Quid du cas où le premier appelé a
ohtenu la délivrance du legs, et que le
second l'a laisse jouir sans réclamation
pendant trente ans? est-ce au profit de
l'héritier ou du premier légataire que
s'opèrerait la prescription des droits du

substitué? Ibid.
Si le second appelé a été mis en jouissance et qu'il ait cessé d'exercer pendant trente aus., la prescription est acquise à l'héritier. Ibid.

Usufruit successif. Du cas d'un usufruit légué à deux personnes pour en jouir successivement l'une après le décès de l'autre; si la première neglige de demander la délivrance ou cesse de jouir prudant trente ans, le droit du second légataire serait-il prescrit? II. 2117 et suiv.

Si le premier légataire ne doit jouir de l'usufruitier que pendant un temps déterminé, et qu'il doive ensuite céder

sa place au second, sa négligence, soit à demander la délivrance du legs, soit à en jouir après l'avoir obtenue, ne pent porter atteinte aux droits du second légataire jusqu'an terme fixé. Il. 2120.
Si le premier légataire a joui pendant

treute aux après le terme assigné à la vocation du second, les droits de celui-ci sont prescrits en faveur du premier. B., Venue. – Uniquiat. – Dei, fun évauve, légalaire de l'assifrant de tous les bases de son mari, a joui de son lega pendant treute aux suss avoir formé aucune decentions à cet égard sont-elles prescrites? L, 25g et auiv. Voy. aux mots Costrangetios, Extractors, laterascarientair.

Possessoire, Servitudes. PRÉSOMPTION.

Nemo ita resupinus est ut facil? pecunias suas jactet. III. 2174.

Donation. Quand est - on présumé avoir donné? l. 191.

Hypothèque tacité. — Tiers. Espèce, dans le droit romain, où un fils émancipé, ayant écrit un contrat pour son père, et signé saculement par celui-ci, fut réputé avoir consenti à une hypothèque qui avait été stipulée dans la convention, III, 2179.

Reuonciation tacité. Celui qui a paru simplement comme témon et sans réclamation, dans un acte contenant alicnation d'une chose sur laquelle il avait des droits, est -il présumé, par cela seul, renoncer à ses droits en faveur de l'acquéreur? Ill. ai 76

PRÉSOMPTION LÉGALE.

Sa nature, et divers cas où elle existe. II. 1555.

PRESSOIR.

Après l'extinction de l'usufuit, l'usufruitier ou ses héritiers peuvent enlever les pressoirs qu'ils auraient fait isolément construire. III. 2585.

Ils pourraient enlever ceux dont la construction serait engagée dans la charpente. III. 2591.

PRESTATION ANNUELLE.

Les prestations annuelles sont considérées chacune à son échéance conme une créance particulière. Plusieurs conséquences de ce principe, l. 465.

PRÉT.

Commodat. Ce que c'est que le commodat. 1, 68.

Comparaison, Comparaison de la jouissance fondée sur le prêt, et de l'usufruit, 1, 68 et suiv.

Consommation. Ce que c'est que le prêt de consommation. 1. 68.

PRIME D'ASSURANCE Voy. INCENDIE. PROCURATOR IN REM SUAM:

Ce que c'est qu'un procurator in rem

suam. 1. 37.
Usufruitier. L'usnfruitier est procu-

rator in rem suam. I. 37.

Il est aussi procurator in rem alterius, on in rem domini, en tant qu'il doit conserver la chose pour son maître.

38.
 Quelles sont les actions que cette espèce de mandat lui impose l'obligation et lui donne le droit d'intenter? 1. 39,

PRODUCTION de titres.

H. 1033.

Les usagers dans les bois de l'Etat, qui n'ont pas fait la production de leurs titres au désir des lois nouvelles, sontils déchus de leurs droits? V. 3523.

PROPRIÉTAIRE comparativement à l'uager.

Quels sont en général les droits qui restent au propriétaire dans une forêt usagère? Et peut-on dirc que, quelle que soit l'étendue des droits des usagers, ceux du propriétaire doivent encore les surpasser en valeur? 1V. 3178.

Aliénation. Le propriétaire d'une forêt usagère peut en aliéner le fonds. IV.

3182.

Amélioration. Le propriétaire p

Amélioration. Le propriétaire peutil, sous prétexte d'améliorer le fonds,

faire restreindre la somme des émolumens nécessaires aux usagers? IV. 3192.

Chasse. C'est au propriétaire qu'appartiennent les droits de chasse et de

pêche, IV. 3181.

Concours, Dans le concours du pro-

priétaire et de l'usager, touchant la perception du produit du fonds, quel est eelui qui doit être servi le premier? IV. 3195.

Mine. C'est le propriétaire qui scul doit profiter de la mine découverte dans le fonds. IV. 3.81.

Possession. C'est le propriétaire qui a la possession de la forêtusagère. IV. 3179. — Comme e'est à lui à en supporter l'impôt foncier. IV. 3181.

Produit, Quels sont les droits du propriétaire relativement à la portion du produit qui doit lui rester dans la forêt usagère? IV. 3191.

usagere / IV. 3191.

Superficie. Quelles sont les dispositions que le propriétaire peut faire touchant la superficie de sa forêt ? IV. 3103.

Peut-il y pratiquer des défrichemens? IV. 3184. Peut-il la grever de nouveaux usages?

IV. 3185.
Pent-il changer l'ancien mode d'ex-

Pent-il en vendre la conpe tout en-

tière? IV. 3189.

Trésor. C'est au propriétaire seul à profiter du trésor découvert dans le fonds. IV. 3181.

Usagers Les usagers peuvent-ils avoir le droit d'absorber tellement les produits de la forêt qu'il n'en reste rien pour le propriétaire? IV. 3198.

PHOPRIÉTAIRE relativement à l'usufruitier.

Des obligations du propriétaire, II.

Carrière. Le propriétaire qui voudrait construire un édifice dans un fonds non sujet à l'usufruit, pourrait-il moyennant une juste indemnité ouvrir une carrière dans un autre fonds dont il n'aurait que la nue propriété? 1, 883.

Délivrance. Le propriétaire est tenu et quels sont les attributs qui le compode délivrer l'usufruit qui a été donné ou vendu. II. 1460. Voy. DELIVRANCE.

Droits généraux. Voyez. CARRIÈRE. -Construction. MARNIÈRE, FUTAIES, GROS-SES RÉPARATIONS et ABBRES COURONNÉS. FORÊT. - Propriétaire, CANAL D'IRRI-GATION. - Propriétaire. EXHAUSSEMENT. - Propriétaire, RÉPARATIONS (GROSSES).

-Incommodités .- MAISON .- Incendie. Obligation générale. Le propriétaire ne peut rien faire qui nuise aux droits de l'usufruitier. Explication de cette maxime. I. 877 et suiv. Exemple. II. 1463 et suiv.

Néanmoins l'asufruitier ne pourrait s'opposer dans un sens absolu à une disposition que voudrait faire le propriétaire, si elle était éminemment utile à la propriété et que celui-ci lui offrit une indemnité. I. 878.

PROPRIÉTÉ.

Ou'est-ce que le droit de propriété.

sent? IV. 3o63.

Lorsque c'est la propriété d'un édifice qui est due, ou leguée, ou hypothéquée, l'incendie n'éteint ni la créance, ni l'hypothèque. Secùs de l'nsufruit. I. 42

Quand c'est la propriété du fonds qui a été léguée, si le testateur y a, depuis son testament, fait bâtir, l'édifice est dû aux légataires. Secùs dans le cas d'un legs d'usufruit. I. 43.

PHITS

Etablissement. L'impôt extraordinaire levé dans une commune pour l'établissement de puits , doit être considéré comme une charge de la propriété. II.

Réparation. L'impôt levé dans une commune pour les frais de réparation des puits publics, serait-il une charge de la propriété ou de l'usufruit ? II. 18-5.

QUASI-CONTRAT. Voy. CONTRAT. QUASI-CONTRAT JUDICIAIRE.

Ce que c'est. II. 1201.

QUASI-DÉLIT.

Qu'est-ce qn'un quasi-délit ? II. 1482. Similitude et différence entre le quasidélit et la faute. II. 1485.

Réparation. Sur quel principe repose l'obligation de l'auteur d'un quasi-délit d'en réparer les suites ? II. 1525.

QUASI-USUFRUIT.

Définition, I, 119.

QUOTITÉ DISPONIBLE.

Abandon. Le légataire qui prétendrait qu'un legs d'usufruit ou d'une rente via-TOME V.

gère excèderait la quotité disponible, aurait la faculté d'abandonner cette quotité disponible au légataire pour s'affranchir de la disposition. I. 3:6, 339, 341. II. 1462.

Comment le légitimaire justifiera-t-il que ce qu'il abandonne en ce cas, ou offre de livrer, comprend la quotité disponible? Faudrait-il qu'il justifiât des forces de la succession par un inventaire légalement fait et auquel le légataire aurait été appelé? I. 230, 340.

La réserve légale étant différente par rapport aux différens ordres d'héritiers auxquels elle appartient, le montant de la quotité disponible dont chacun d'eux peut faire l'abandon varie suivant leurs droits respectifs. Quel est 'ce montant pour chacun d'eux considérés successivement et dans les diverses hypothèses qui peuvent se présenter? I. 343 et suiv. Les libéralités précédemment faites

par le testateur doivent être précomptées sur la quotité disponible à aban-

donner? I. 344.

Concours de deux legs. Un legs d'usufruit en concurrence avec un legs de propriété donne lieu à l'estimation comparative pour régler la réduction selon la quotité disponible. I. 344.

Si des legs de quotité ont été faits, les uns en propriété et les autres en usufruit, et qu'en masse ils excèdent la quotité disponible, on doit présumer que l'inteution du testateur a été que les legs en usufruit portassent sur ceux en proprié-

tć. I. 362.

Concours de plusieurs legs. Dans le concours de plusieurs legs excédant la quotité disponible, dont l'un est au profit de la veuve, on doit s'attacher, pour les réduire, à la quotité disponible la plus forte, et distribuer eelle-ei aux divers légataires suivant la proportion eomparative de leurs legs et l'intention présumée du testateur. Mode de parvenir à ce résultat. I. 359, 363, 364

Donation entre-vifs. La quotité disponible ayaut été épuisée par une première donation entre-vifs, toutes les libéralités postérieures sout comme non

avenues. 1. 358.

Dans le cas où cette quotité disponible n'a été qu'entamée par l'acte entre vifs, le testateur n'a plus à sa disposition que le surplus; et s'il excède, la réduction pèse sur la dernière disposition, I. 360.

Époux. Quelle est la quotité dont un époux ayant des enfans peut disposer en faveur de son conjoint, soit en usufruit, soit en propriété? Distinction du cas où il s'agit d'un second mariage, et où l'époux donateur a des enfans du premier. 1. 345 et suiv.

Quelle est cette quotité si l'époux donateur n'a pas d'enfans , mais qu'il laisse des ascendans, ou qu'il n'ait ni ascendans ni descendans? I. 353.

Le eas d'un seul enfant est le même que s'il y en a plusieurs. I. 355.

Estimation. Les libéralités qui portent sur des objets particuliers, nécessitent l'estimation de ces objets et du surplus de la succession, pour reconnaître si les libéralités excèdent ou non la quotité disponible. I. 361.

Quand il v a lieu de procéder à l'estimation d'un droit d'usufruit légué, pour en comparer la valeur à la quotité disponible, les juges doivent l'arbitrer euxmêmes, ou recourir à une expertise. I. 364.

En général, un legs d'usufruit s'estime eu égard à l'âge du légataire. L 364,

398 in fine.

Expertise. Faudrait-il recourir a une expertise pour reconnaître si un legs d'usufruit, ou une rente viagère excèdent la quotité disponible? I. 338. Voy. Estimation.

Légataire. Le légataire d'un usufruit ou d'une rente viagère auguel le légitimaire abandonne la quotité disponible, devient-il légataire à titre universel ? L. 341.

S'il y a plusieurs légitimaires dont les uns veulent exécuter le legs et les autres abandonner la quotité dispouible, le légataire serait-il forcé de recevoir partiellement le paiement de son legs, suivant le mode dont chacun des héritiers entend se libérer? 1. 342.

Quotité la plus forte. Les libéralités peuvent toujours atteindre la quotité la plus forte, lorsqu'elles sont faites au profit de personnes en faveur desquelles cette quotité a été fixée. I. 357.

Réduction. Si les libéralités faites à plusieurs par actes testamentaires excèdent la quotité disponible, elles doivent être réduites au mare le franc , sans distinction entre les legs universels et les legs particuliers. 1. 363.

RACHAT.

L'usufruit ue peut être soumis au ra-

Le droit d'usage-servitude réelle est au contraire soumis au rachat par forme de partage, Voy. Cantonnement.

RAPPORT à succession. — Propriété. Habillemens. L'enfant n'est point tenu

de rapporter les habillemens rècus de son père pour son usage personnel. Secius de ceux qu'il reçoit comme trousseau lors de son établissement. 1. 63.

Il en est de même de l'habillement de son époux en fait de communauté. I. 168.

RAPPORT à succession. — Usufruit.

Extinction d'usufruit. L'usufruit constitué par un donataire peut être éteint par le rapport à succession de l'immeuble sur lequel il est établi. II. 1941.

Garande. L'usufreutier établi par le donataire, et qui est ensuite évincé par suite du rapport en nature de l'immeuble soumis à son droit, aurait-il une garantie à exercer contre le donataire? Distinction entre l'usufruit établi à titre onéreux, et celui établi à titre gratuit. Il. 1945 et suiv.

Impenses. L'insufruitier à titre gratuit, évincé, aurait-il le droit de répéter, soit contre le donataire, soit contre sa succession, la valeur des impenses qu'il aurait faites dans le fonds? II. 1946 et suiv.

Intervention. L'usufruitier aurait il la fauter de l'intervenir, et même ne devrait il pas être appelé au partage où il s'agirait du rapport à succession de l'immeuble, pour veiller à la conservation de ses droits qu'il tiendrait du donataire? II. 1945. Voy. Succession, Usufruitier. — Intervention.

Non-jouissance. L'usufruitier évincé aurait-il droit contre le donataire à une indemnité de non-jouissance? Distinc-

tion entre le cas où le rapport a été forcé pour satisfaire à la légitime des autres enfans, et celui où le donataire ne le fait que pour partager avec les autres héri-

thers. II. 1953 et suiv.

Renonciation. Le donataire qui a constitué un droit d'asufruit sur l'immeuble
donné, ne s'est-il pas mis par là dans la
necessité de renoncer à la succession du
donateur, pour éviter le rapport de l'immeuble à cette succession, et empêcher
l'évietion de l'usufruitier \$11. 1944.

Usufruit paternel. — Renonciation. Un père qui renonce en faveur d'un de ses enfans à son usufruit légal, fait-il un avantage qui puisse donner lieu à une demande en rapport? III. 2307. Quid du cas où il s'agirait d'un usufruit conventionnel? III. 2306.

RÉAGE. — RÉAGEANT.

Anciens mots qui signifiaient droits d'usage et usager dans les forêts. IV. 3085.

RÉCOLTES.

Qu'entend-on par récoltes, et quel est le temps auquel elles doivent correspondre? III. 2707 et suiv.

RECONSTRUCTION.

Mur menaçant ruine. La reconstruction d'un mur menaçant ruine, sur la plainte d'un propriétaire voisin, cet une charge de la propriété. II. 1869. Voyez Charges.

Voirie. La reconstruction d'une maison, en exécution d'une ordonnance de police sur la voirie, est une charge de la propriété. II. 1870. Voy. Construction.

RÉGIME DOTAL.

En cas de mariage, suivant le régime dotal, le mari seul est usufruitier des biens dotaux de sa femme. Charges auxquelles eet usufruit est assuietti, I. 280. 281, 282; II. 1767, 1778; III. 2684.

Agneaux. Les agneaux et les toisons n'appartiennent à l'usufruit marital qu'autant que les agneaux sont nés et les toisons levées postérieurement au mariage. III. 2708.

Améliorations. Serait - il du une indemnité au mari pour les améliorations par lui faites sur le fonds dotal? III. 2662.

Bois dotaux. Quels sont, lors de la. dissolution du mariage, les droits du mari sur les bois non exploités dans les forêts de son épouse? a-t-il , comme pour les fruits et revenus, un droit proportionnel à la durée du mariage, sur les coupes de bois restant sur pied lors de la dissolution ? III. 2735 et suiv.

Carrières. Voy. Fruits de la dot.

Droit d'usufruit. Le mari a la jouissance d'un droit d'usufruit appartenant à sa femme. I. 287.

Etang. - Péché. Quels sont les droits du mari, lors de la dissolution du mariage, à l'égard de la pêche des étangs appartenant à son épouse? III. 2737

Fonds dotal. Quel serait l'effet d'une constitution d'usufruit faite par le mari sur le fonds dotal de son épouse? I. 365.

Fruits civils de la dot, dernière année. Comment doivent se partager entre le mari et la femme, ou leurs héritiers, les fruits eivils, réguliers ou irréguliers, des fonds dotaux, pour la dernière aunée du mariage? Applications aux usines et aux mines, carrières et tourbières. III. 2702 et suiv.

Fruits de la dernière année du mariage. Les fruits des immeubles dotaux se partagent entre le mari et la femme, on leurs héritiers, à proportion du temps que le mariage a duré pendant la dernière année. Notions générales sur ce

point. III. 2694 et suiv.

Les fruits ne s'entendent pas seulement des fruits pendans par raeines, mais de tous les fruits queleonques, perçus et à percevoir pour la dernière annee. Ex. III. 2697.

Fruits de la dernière année. - Ques-

tions diverses. Lorsque le mariage est célébré la veille de la moisson ou de la vendauge , le mari a-t-il de suite droit à toute la récolte du fonds dotal, et sous quelle condition doit-il la recueillir. III.

Quid dans le cas où le mariage serait dissous avant la révolution de l'année?

III. 2710 ct suiv.

Si un mariage célébré le premier octobre, la veille des vendanges de la vigne apportée en dot par la femme, n'avait duré qu'un an , et avait été dissous à pareil jour de l'année suivante, mais après une seconde vendange plus hâtive que la première, quels seraient les droits des parties intéressées sur ees deux récoltes? III. 2713 et suiv.

Si le mariage avait été célébre dans une année précoce, après la vendange déjà faite, et qu'il fut dissous au bout d'un an, mais avant la vendange qui ne s'avancerait que tardivement vers sa maturité, quels seraient les droits du mari sur les fruits de la dot? Il l. 2715.

Si, au commencement de la dernière année du mariage, le mari a déjà reeueilli sur le fonds dotal les fruits naturels destinés à l'indemniser des impenses du ménage durant cette aunée, et qu'il ait ensuite donné à ferme le même fonds pour les récoltes à venir, doit-on, pour la computation de ses droits sur les revenus de cette même année, faire entrer cumulativement les échéances du prix du bail considérées comme fruits civils , avec les fruits naturels déjà par lui perçus? III. 2716 et suiv.

Fruits naturels ou industriels. Comment doivent se partager entre le marı et la femme , ou leurs héritiers , les fruits naturels ou industriels des fonds dotaux de la dernière année? et quelle est précisement l'année à laquelle on doit dire que de semblables fruits appartien-

nent?111. 2708.

Mine. Voy. Fruits civils de la dot. Pension viagère. Le mari a le droit de jouir d'une pension viagère qui appartieut à sa femme, l. 287

Prohibition d'usufruit. Celui qui fait

nne donation au profit de la femme, pent-il exprimer la condition que le mari ne profitera pas du revenu des bien donnés, et quelle peut être la force de cette stipulation? I. 283 et sulv.

Réparation. Le mari est-il tenu des réparations à faire sur le fonds dotal?

Toisons. Voy. Agneaux.
Tourbières, Voy. Fruits civils de la

dot.
Tonte des arbres. Quels sont, lors de la dissolution du mariage, les droits du mari par rapport à la tonte des saules, peupliers et autres arbres dont on peço, le produit périodiquement de cette ma-

nière? III. 2737.

Usines. Voy. Fruits civils de la dot.

RÉGLEMENT DE COUPE.

Le règlement de coupe se rapporte aux usagers dans les forêts : c'est l'acte qui détermine la quantité de bois qui leur est annuellement due en chauffage, afin que, d'après cette liquidation, on puisse leur faire la délivrance de ce qui leur est dû. IV. 3360 de.

Cause efficiente. En ce qui touche aux usagers dans les bois de l'Etat ou des communes, le règlement de coupe a sa eause dans les lois qui l'ordonnent et dans les actes de l'administration publique qui le mettent à exécution; c'est-à-dire qu'il est tout à la fois légal et administratif. IV. 33 op.

En cc qui touche aux bois de particuliers, le règlement de coupe ne peut être que conventionnel ou judiciaire. IV. 3308.

La pratique des règlemens de coupe u'a c'é, pour les usagers dans les forêts privées, introduite que par la jurisprudence des parlemens, comme règle d'imitation de ce qui était prescrit à l'égard des forêts du domaine. IV. 3404 et 3406.

Réfutation de la doctrine de quelques auteurs modernes qui prétendent que les ordonnances sont, sur ce point, directement applicables aux bois de particuliers, IV, 3407 et suiv.

Delivrance. L'obligation de demander

la délivrance des usages au bois de chauffage, suppose nécessairement un règlement de coupe qui ait préalablement déterminé la consistance de la prestation. IV. 3419.

Il n'en est pas de même dans le cas du droit d'usage au bois de construction : ici l'usager doit tonjours requérir la délivrance, IV, 3421.

Que doit-on précisément entendre par la délivrance d'un droit d'usage? IV.

3423. Par qui doit-elle être faite? IV. 3424

it Aux frais de qui doit-elle être opérée?
- IV. 3426.

Lorsque le propriétaire est requis de procéder à la délivrance des usages et qu'il n'obtempère pas, quel parti doivent prendre les usagers? IV. 3427.

Effets. L'apposition du règlement de coupe produit quatre effets principanx.

IV. 3399. 1º Fixation de la prestation à délivrer. IV. 3400.

2º Défense imposée aux usagers de couper à l'avenir sans délivrance, IV. 3401 et 3414.

3º Obligation personnelle imposée au propriétaire de faire annuellement la délivrance. IV. 3 [o2 et 34:5.

4º Délégation d'un commissaire pour faire la délivrance comme chose d'ordre public. IV. 3403. Propriétaire. C'est aux propriétaires

à exiger en jurtice le règlement de conpe, et les usagers ne seraient pas recevables à s'y soustraire. IV. 3401.

Spécialité. Le règlement de conpc ne peut être que spécial pour chaque forêt usagère. IV. 3416.

Tribunal. Quel est le tribunal compétent pour statuer sur la demande en règlement de coupe, et quels sont les points de controverses qui peuvent s'élever dans les causes de cette nature? IV. 3412.

Usagers, Les usagers peuveut-ils euxmêmes provoquer le règlement de coupe? IV. 3417.

BÉMÉBÉ.

Amélioration, L'usufruitier évincé par l'exerciec du réméré, a-t-il le droit d'exiger du retravant le remboursement des réparations et améliorations par lui faites dans l'immeuble? 111, 2524.

Extinction d'usufruit. L'usufruit légué sur un fonds que le testateur ne tenait qu'eu vertu d'une vente à faculté de réméré, s'éteindrait-il par l'exercice du rachat? le légataire n'aurait-il pas au moins le droit de jouir du prix du rachat? 111. 2515 et suiv. Voy, Maison de

Fonds soumis à l'usufruit. Dans le eas d'un réméré à exercer sur un fonds soumis à un droit d'usufruit, l'action doit être dirigée contre le propriétaire et l'usufruitier. III. 2523.

Héritier fiduciaire. L'héritier grevé de fidéi-commis aurait-il l'action en ré-

méré? 11. 1412.

Maison de ferme. Si d'un domaine légué en usufruit dépendait une maison de ferme que le testateur ne tenait qu'en vertu d'une vente à faculté de réméré. et que le vendeur vint à la retirer par l'exercice du rachat, l'héritier propriétaire ne serait-il pas en droit d'exiger que l'usufruitier employat le prix du retrait à l'achat ou la construction d'une nouvelle maison pour l'exploitation du domaine ? 2521.

Mari. Un mari aurait-il l'action en retrait appartenant à son épouse? Distinction à cet égard. Il. 1411.

Remboursement. - Usufruitier. L'usufruitier d'un fonds grevé du réméré, scrait il en droit de touelier non seulement le remboursement du prix de la vente première, mais encore les frais et loyaux coûts du contrat? 111. 2523. Voy. Extinction d'usufruit.

Usufruitier. L'action en réméré d'un immeuble dont l'usufruit aurait été légué, appartiendrait-elle à l'usufruitier? faudrait-il le concours du légataire et de l'héritier pour que le retrait pût être forcé contre l'acquéreur ? l. 139 et suiv. 11. 1878. Voy. Extinction d'usufruit.

Usufruit légal. Le pèrc ou la mère avant l'usufruit légal des biens de leurs enfans mineurs, ne pourraient-ils exercer l'action en retrait qui appartiendrait à ce dernier? Il. 1410.

RENONCIATION.

De la renonciation au droit d'usufruit. 111. 2164 et suiv.

Nature et effet de la renouciation à un droit d'usufruit en faveur du propriétaire, 111, 2181 et suiv.

Antichrésiste. La renonciation de l'usufruitier ne pourrait porter auenne atteinte aux droits de echi auquel il aurait antérieurement remis son usufruit à titre d'autichrèse, 111, 2223.

Charges. Par sa renonciation à l'usufruit, l'usufruitier se dégage-t-il pour l'avenir des charges naturellement inhérentes à l'usufruit? Ill. 2182. Voyez Réparations.

Quid des obligations personnelles que l'usufruitier à titre onéreux se serait im-

posées par le contrat? Ibid. Consentement du propriétaire. La renonciation à l'usufruit peut être faite

contre le gré du propriétaire. 111. 2207. Créanciers. Quand la renonciation à un legs n'a point encore été acceptéc par l'héritier, les eréanciers du légataire peuvent en obtenir la révocation, en exercant simplement les droits et actions de feur débiteur. III. 2370.

Créanciers chirographaires. Les créanciers même chirographaires d'un usufruitier peuvent s'élever contre la renonciation que celui-ei aurait faite de son droit à leur préjudice. 111, 2221.

Créanciers hypothécaires. En cas de renonciation de l'usufruitier, ses eréanciers hypothécaires conservent le droit de suite dans les mains du propriétaire.

111. 2210.

Dégradations. L'usufruitier qui renonee ne peut s'affranchir de l'obligation de réparer les dégradations existantes qu'en restituant la valeur des fruits percus des son entrée en jouissance. 111. 2191. Cette renonciation ne l'affranchirait mêue pas de l'obligation de réparer les dégradations survenues par sa faute. III. 2192.

Droits denregistrement. Voy. ENRE-GISTREMENT (DROIT D'). Renonciation.

Faillite. La renonciation gratuite d'un usufruitier dans les dix jours qui précèdent l'ouverture de sa faillite est nulle de

plcin droit. III. 2373. Femme mariée. La femme mariée ne

pourrait renoucer à son droit d'usufruit, sans le consentement de son mari. 111. 2165.

Femme mariée.—Hypothèque. La renonciation à son hypothèque légale, de la part d'unc femme mariée, en faveur d'un créancier envers lequel elle s'oblige solidairement avec son mari, équipollerait-elle à une cession ou à une subrogation de l'hypothèque? 171. 233q.

Fraude. La renonciation à un droit d'usufruit acceptée par le propriétaire, ne peut être attaquée par les créanciers que par l'action paulienne, 111. 2349. Gratuite. — Formalité. La renoncia-

tion à un usufruit peut être purement gratuite, sans que pour cela elle soit sujette aux formalités prescrites pour les donations entre-vifs. III. 2206. Hypothèque. Le créancier hypothé-

caire qui, sans faire de réserves, consent à ce que le fonds qui lui est hypothéqué soit vendu comme libre, est censé renoncer à son hypothèque. III. 2172.

Interdit. - Voy. Mineur. Legs à plusieurs. Si une même chose

avait été léguée en usufruit à plusieurs personnes, l'un des colégataires pourraitil seul renoncer à son droit pour s'affranchir des réparations ? 111. 2204.

Mari. — Biens dotaux. Le mari ne peut renoncer à l'usufruit des biens dotaux de son épouse. 111. 2166.

Mineur. Le mineur ou l'interdit ne pourrait renoncer à son droit d'usufruit, III. 2165.

Notaire. Un notaire usufruitier qui receviait sans réclamation l'acte par lequel le propriétaire vendrait le fonds en plein domaine à un tiers , scrait-il déchu de son usufruit? 111. 3178.

Quid du cas où il ne s'agirait que d'un notaire en second? 111. 2180.

Qualités. Des qualités requises dans celui qui veut renoncer à son droit d'u-

sufruit. 111, 2165 et suiv.

Renonciation partielle. Le légataire d'un droit d'usufruit portant sur un domaine, pourrait-il renoncer à jouir des bâtimens ruraux pour se soustraire à l'obligation de les réparer , tout en continuant de jouir des autres héritages? 111. 2105. De même du cas où le legs comprendrait des fonds dont quelques-uns seraient affectés de fréquentes dégradations. Ibid.

Quid s'il s'agissait a'un legs d'usufruit universel ou à titre universel ?111. 2107. Réparations, L'usufruitier qui renonce

s'affranchit-il par-là des réparations d'entretien dont la cause est préexistante? III.º2184.

Retour légal. Un ascendant pourraitil exercer le retour légal sur un droit d'usufruit auquel il aurait renoncé par pure libéralité en faveur d'un descendant ? 2181.

Révocation. L'usufruitier qui a renoncé ponrrait-il révoquer la renonciation tant qu'elle n'aurait point été acceptée par le propriétaire? III. 2211 et suiv.

Peut on révoquer une renonciation à une succession? Ill. 2212 et suiv. Voy.

Subrogation judiciaire. La renonciation à un legs peut-clle se

révoquer ? Quid d'un legs universel ou à titre universel? III. 2215 et suiv. Vov. Créanciers. Subrogation judiciaire. Le créancier

d'un héritier qui a renoncé à la succession, pourrait-il recourir à la subrogation judiciaire pour revenir contre la renonciation de son débiteur? Ouels seraieut les effets de cette subrogation? 111. 2314 et suiv.

Succession. La renonciation à une suscession ne peut plus avoir lieu après son

acceptation pure ct simple, 111, 2166. Tacite. La renonciation à un droit d'usufruit peut-elle avoir lieu tacitemeut?

111. 2172 et suiv. Dans le droit romain, l'usufruitier qui consentait à la vente du fonds, était censé renoncer à son usufruit. En serait-il de même aujourd'hui? Diverses hypothèscs à cet égard. I'l. 2173 et suiv.

Témoin dans un acte. Celui qui a paru sinplement comme témoin et sans réclamation dans un acte contenant aliénation d'unc chose sur laquelle il avait des droits, est-il censé par cela seul y renoncer en faveur de l'acquéreur? Ill.

2176.

Tiers acquéreur. La renonciation à un droit d'usufruit serait sans effet par rapport au tiers à qui l'usufruit aurait été cédé autérieurement par l'usufruiter.

III. 2222.

Transcription. En cas de renonciation de l'usufruitier, le propriétaire est tenu de transcrire l'acte de renonciation pour arrêter le cours des inscriptions de la part des créanciers du renonçant ? III. 2310.

Tuteur. Le tuteur à un mineur ou à un interdit, ne pourrait renoncer à un droit d'usufruit appartenant à ces deruiers sans l'autorisation du conseil de famille. Casoù l'autorisation de la justice pourrait même être nécessaire. Ill. 2165.

Usufruit. On peut renoncer à un droit d'usufruit après son acceptation et son acquisition. 111. 2166.

RENTE FONCIÈRE.

Loi nouvelle. La loi nouvelle qui a déclaré rachetable la reute foncière a-telle innové au surplus des principes qui régiss ient le contrat du bail à rente? 11. 1810.

Nature. La rente foncière n'est plus aujourd'hui qu'une dette mobilière avec hypothèque spéciale, 11. 1834.

Rachat force. Le rachat forcé d'une reute foncière assise sur un fonds grevé d'usufruit, nécessité par le défaut de restation des arrérages de la part du testateur, serait-il à la charge de l'héritier? II. 1877.

Usufruitier à titre particulier. L'usufruitier à titre particulier est-il tenu du service de la rente assise sur le fonds dont ila la jouissance? 11. 1834et survans.

RENTE PERPÉTUELLE.

Arrérages. Les arrérages des rentes passives dues par la succession, sont à la charge du légataire usufruitier. Voyez Charges.

Les arrérages de rentes actives sont des fruits civils que l'usufruitier acquiert jour par jour. II. 1031. Voy. Fauts.

Rachat force. L'action en remboursement du principal d'une rente perpétuelle, fondée sur le défaut de la prestation des arrérages pendant deux années, apparticut-elle à l'usufruitier ou seulement au propriétaire ? II, 1305.

Si, faute de paiement des arrérages pendant deux aus, le capital d'une rente perpétuelle due par la succession devenait exigible, le légataire usufruitier serait tenu du reinboursement, sauf sa subrogation dans les droits du créancier, pour percevoir lui-même les arrérages après la cessation de l'usufruit. II, 1803.

RENTE VIAGÈRE.

Arrérages. Les arrérages d'une rente viagère léguée à titre d'alimens, sont dus des la mort du testateur et avant toute demande en justice. I. 58.

Ils sont des fruits civils que l'usufruitier acquiert jour par jour et dont il fait les fruits siens. II, 1055.

Les artérages dus par l'usufruitier, à moins que le testateur n'en sit disposé autrement, ne s'entendent qu'à compter du jour de son gutrée en possession : le proruta échu antérieurement est à la charge de l'héritier. II. 1813.

Ce sont les arrérages de la rente, et non le droit même de la rente, dont est tenu l'usufruitier, à moins que le testateur u'en ait disposé autrement. Conséquences. II. 1825, 1836.

Caducité. La caducité du legs d'usufruit éteint le legs de la rente viagère, si ce dernier legs avait été par uue disposition formelle mis exclusivement à la charge de l'usufruitier; au cas contraire le legs de la rente reste à la charge de

l'héritier. Il. 1828.

Créancier. Le créancier de la rente léguée purement a simplement a, en thèse générale, action contre l'héritier et contre le légataire de l'unstruit; ce u'est que dans le cas où les arrérages out cé exclusivement mis à la charge de l'usufruitier par une disposition formelle du testament, qu'il n'a action que contre ce dernier. Ex. de dispositious à ce sujet. Il. 1836 et suit.

Dette d'usufruit. V. Legs-prestation.

Hypothèque. Le créancier a hypothèque pour shreté de sa rente sur les biens de l'hérédité, dans le cas où la rente n'a point été par une disposition formelle mise exclusivement à la charge de l'usa-fruitier; et dans le cas contraire il n'a hypothèque que sur l'usafruit? Il .828.

L'gataire à titre universel. Si les less de diversels portent sur des biens de diverses espèces, l'estimation de tous les biens de la succession est nécessaire pour assigner à chaque légataire son contingent proportionnel dans la prestation de la rente. Il. 1816.

Legs-prestation. Le legs d'une rente viagère doit être acquitté par l'usufruitier à titre universel dans la proportion de sa jouissance. Il. 1811. Explication de ces dernières expressions. Il. 1814, 1815. Voy. Légataire à titre universel, Arrérages, et Quoité disponible.

Si la rente viagère n'était point l'objet d'un legs, mais qu'elle fût une dette du défunt envers un tiers, l'usufruitier en serait-il affranchi? II. 1812.

Mari. Le mari ne doit aueune restitution à la fin du mariage de tous les arrérages par lui perçus des pensions ou rentes viagères dues à son éponse. II. 1055.

Mort civile. La rente viagère ne s'éteiut point par la mort civile du créancier. Raison de la différence à cet égard avec l'usufruit. II. 1973 et suiv.

Quotité disponible. L'usufruitier de la quotité disponible est tenu de la totalité de la rente viagère léguée à un tiers. II. 1815.

Usufruitier. Il perçoit les arrérages

sans être tenu à auenne restitution. II.

RENTRÉE DU PROPRIÉTAIRE.

Après l'extinction de l'usufruit le propriétaire prend de plein droit la possession du fouds. Il lui suffit de faire une sommation aux liéritiers de l'usufruitier.

III. 2570.

Complainte possessoire. Le propriétaire appelé à jonir immédiatement après l'extinetion de l'usufruit, pourrait-il agir en complainte en cas de trouble causé par un tiers? Seraitil permis de lui opposer qu'il u'a point encore la saisine de l'an et jour? Ill. 2571 et suiv. Délai. – Héritiers de l'usufruiter.

Delai. — Héritiers de l'usufruiter. Bien que le propriétaire rentre de plein droit daus la possession du fonds après l'extinetion de l'usufruit, il est néannoins tenu d'accorder aux héritiers de l'usufruitier un temps nécessaire pour déguerpir. Ill. 2583.

RÉPARATIONS.

Ce que l'on doit entendre par réparations, II. 1612.

Différence entre elles et les améliorations, II, 1434 et suiv. H 1612.

Application aux cheminées, maisons, murs de clôture, toits, planchers, charpentes. II, 1613.

Action. Mode d'intenter l'action qui appartient au propriétaire contre les héritiers de l'usufruitier, pour obtenir les réparations à leur charge. III. 2608.

Bains sur bateaux. Voy. Vaisseaux.

Bénéfices ecclésiastiques. Comment doi-il être pourvu aux réparations des fonds et bâtimens servant de dotation aux bénéfices ecclésiastiques? II. 1725.

Canaux. Voy. CANAUX.

Cas fortuit. Voy. Vétusté. Charpente. En quelle elasse de réparations doit-on ranger le rétablissement de la charpente du comble d'un bâtiment? II. 1638.

Distinction. Les réparations se distinguent en grosses réparations et en réparations d'entretien. II. 1615. Voyez ces mots.

31

Effets mobiliers. Quand doit on décider en ce qui touche aux réparations des effets mobiliers grevés d'usufruit ? II. 1726.

Forge. Les réparations à faire à l'ordon d'une forge entrent elles dans la classe des grosses réparations? II. 1640.

Héritier. L'héritier ne serait point tenu de réparer la chose léguée en usufruit, qui se trouverait dégradée au moment de l'ouverture de la succession. Secùs si les dégradations étaient survenucs depuis la mort du testateur, et qu'elles fussent imputables à l'héritier. II. 1643, 1656.

Lois anciennes. Est-cc aux lois anciennes que l'on doit se conformer sur le fait des réparations , lorsque le droit d'usufruit a été ouvert sous leur empire? II.

Materiaux. Celui qui est tenu des réparations n'est pas sculement tenu de la main-d'œuvre, il est encore tenu de fournir les matériaux. 11. 1614.

Moulin. A qui, du propriétaire ou de Pusufruitier, serait-ce de réparcr ou remplacer les incules d'un moulin usées de vétusté? II. 1669.

Moulin sur bateau. Voy. Vaisseau. Ruine prochaine. Pour qu'il y ait lieu à réparation, faut-il que la chose à réparer soit entièrement renversée ou détruite, et ne suffit-il pas qu'il y ait menace

d'une ruine prochaine? H. 1636. Tiers. Le légataire de l'usufruit a action contre les tiers pour en obtenir les réparations à leur charge. II. 1644, 1646.

Titre onéreux. Lorsqu'il s'agit de régler les droits et les obligations du propriétaire et de l'usufruitier sur le fait des réparations, doit-on distinguer entre l'usufruit constitué à titre onéreux, et celui qui serait établi à titre gratuit ? II. 1670. Vaisseau, L'usufruitier qui a fait de

grosses reparations aux vaisseaux, moulins et bains sur batcaux, aurait il droit à une indemnité contre le propriétaire? II. 1727 et suiv.

Vétusté. Ni le propriétaire ni l'usu-

fruitier ne sont tenus de rebâtir ce qui est tombé de vétusté ou ce qui a été détruit par cas fortuit. Sens de ces expressions ; s'entendent-elles de la totalité d'un édifice ou d'une construction quelconque? II. 1665 et suiv. 1679.

Onel est le mode de reconnaître si nne chose est ou uon arrivée à un point de vétusté tel, qu'elle ne puisse plus remplir ses fonctions? Et à la charge de qui, du propriétaire ou de l'héritier de l'usufruitier, doivent être les réparations nécessaires à son établissement? III. 2606 et suiv.

RÉPARATIONS D'ENTRETIEN.

Que doit-on entendre par réparation d'entretien ? Nombre de cas où il s'agit de ces sortes de réparations. II. 1641. Action. Durant l'usufruit, le propriétaire a action contre l'usufruitier pour

en exiger les réparations d'entretien. III. 1648.

Canaux. Voy. CANAUX. Carrière. L'usufruitier aurait le droit

d'ouvrir une carriere s'il s'agissait de pourvoir aux réparations d'entretien dont il est tenu. I. 882.

Cas fortuit, Voy. Vétusté.

Cause préexistante. L'usufruitier est tenu des réparations d'entretien, encore que les causes en soient préexistantes à son entrée en jonissance. Ex. II. 1658, 1659. III. 2600 - Tempérament et exceptions. II. 1660 et suiv.

Cession. En cas de cession par l'usufruitier de son droit à un tiers, le cessionnaire devient chargé des réparations, sans que le cédant en soit dégagé envers le propriétaire. III. 2193, 2194.

Cessionnaire. Si le cessionnaire d'un droit d'usufruit avait fait des grosses réparations ou des améliorations dans le fonds, comment scrait-il pourvu à son indemnité? II. 1457 Voy. REPARATIONS (GROSSES) Ct AMELIORATION.

Communauté entre époux. L'époux dont les fonds étaient dégradés à l'époque du mariage, et qui ont été réparés depuis, doit récompense à la communauté. III. 2661.

1706.

Compensation. Voy. Héritier.

Dégradations premières. Les réparations d'entretien faites par l'insufruitier, pour rétablir des dégradations existantes à l'ouverture de l'usufruit, ne donnent lieu à aucune indemnité. III. 2600.

L'usufruitier qui recevrait un immeuble affecté de dégradations, n'est point tenu aux réparations uécessaires au rétablissement des lieux; mais il pourrait être tenu de l'accroissement de ces dégradations. III. 2596, 2600.

Digue. Voy. Mur de soutenement, et DESSECHEMENT.

Estimation. L'usufruitier ou ses héritiers ne seraient pas recevables à offrir l'estimation des réparations à leur charge; ce sont les réparations en nature dont ils sont tenus. Il. 1650.

Expropriation. Dans le cas de l'expropriation d'un usufruit, l'acquéreur devient chargé des réparations, sans que l'usufruitier en soit dégagé vis-à-vis du propriétaire, III. 2193, 2194.

Fermier. Si le fermier de l'usufruitier avait fait des réparations dans le fonds, comment serait-il pourvu à son indemnité? II: 1456. Voy. GROSSES RÉPARATIONS ET AMÉLIORATION.

Fonds dotal. Sous le régime dotal il n'est du aucune indemnité au mari pour les réparations d'eutretien par lui faites sur le fonds dotal de son épouse, si la cause n'était point préexistante au mariage, III. 2662.

Héritier. L'usufruitier aurait-il action contre l'héritier qui, jusqu'à la demande en délivrance, aurait joui du fonds soumis à l'usufruit, et aurait négligé les réparations d'entretien ? II. 1656.

L'héritier qui, avant la demande en délivrance du legs d'usifruit, a réparé le fonds légué déjà dégradé avant la mort du testateur, a-t-il une récompense à réclamer de l'usufruitier qui vient lui demander la jouissance de l'immeuble? II. 1698.

Quid du cas où les dégradations réparées par l'héritier sont survenues depuis

la mort du testateur et avant la demande en délivrance? II. 1699. Voy. Legs conditionnel.

L'héritier à qui il est dû par l'usufruitier le remboursement de ses frais de réparations, a le droit de retenir le fonds jusqu'an paiement de son indemnité. II.

Lorsque l'héritier a fait dans le fonds grevé d'usufrui des réparations à raison desquelles il aurait droit à une indemnité, peut-il en exiger le remboursement si la chose réparée vient à périr ? II. 1713 et suiv.

L'issufruitier auquel l'héritier répète les frais des réparations d'entretien par lui faites, peut-il lui opposer la compensation de la valeur des fruits perçus par l'héritier durant sa jouissance? II. 1718. Incendie. Voy. Cas fortur.

Legs conditionnel. L'héritier chargé d'un legs conditionnel, et qui a fait de réparations dans le fonds légué, a-t-il droit d'en répêter les frais, lorsqu'à l'événement de la condition le légataire vient demander la délivrance de son legs? II. 170 et suiv.

Mariage. Sous le régime dotal, comme sous le régime de la communauté. le défaut de réparations d'entretien dans le fonds donne droit à une indemnité à l'époux qui en a souffert. III. 2662.

Quid s'il s'agit d'un droit d'usafruit appartenant à l'un des époux sur le fonds d'un étranger? III. 266 3.

Mur de soutenement. Dans quel cas le rétablissement des murs de soutenement, de clôture, ou d'une digue, peut-il être mis au rang des réparations d'entretien? II. 1634.

Plancher. De quelles parties d'un plancher le rétablissement eutre-t il dans la classe des réparations d'entretieu? II, 1634.

Propriétaire. Le propriétaire qui a fait des réparations d'entretien doit en être indennisé par l'insufraitier ou ses héritiers. 1, 872; II. 1651.

Le propriétaire ne serait-il pas tenu des réparations d'entretien occasionées par le défaut des grosses réparations? Quelques distinctions à cet égard. II.

1673 et suiv.

Renonciation partielle. Le légataire d'un droit d'usufruit portant sur un domaine, ne pourrait renoncer à jouir des bâtimens ruraux pour se soustraire à l'obligation de les réparer, tout en coutinuant à jouir des héritages. III. 2195.

Il en serait de même du cas où le domaine comprendrait divers héritages dont quelques uns seraient sujets à de plus fréquentes dégradations. III. 2196.

Quid du cas où il s'agirait d'un legs d'usufruit universel ou à titre universel? III. 2197.

Quid de celui où il y aurait plusieur's legs, on plusicurs fonds nominativement légués en usufruit? III. 2198.

Répétition. Les menues réparations faites par celui qui a percu les fruits du fonds, ne peuvent jamais de sa part être un objet de répétition. II. 1952.

Rétention. Voy. RÉPARATIONS (GROS-

ses) - Rétention

Usufruitier. L'usufruitier est généralement tenu de toutes les réparations d'entretien, à moins qu'il n'en ait été dispensé par le testateur. Motif de cette disposition. II. 1616 et suiv., 1647.

Cette obligation de l'usufruitier est personnelle ou réelle, selon que le besoin des réparations dérive de sa faute ou de sa négligence, ou que leur cause ne lui est point imputable. Conséquences de cette distinction, II, 1622, 1643.

Les réparations à la charge de l'usufruitier sont dues depuis l'ouverture de l'usufruit; mais est-ce depuis l'ouverture du droit au moment du décès du testateur, ou l'ouverture de fait qui a lieu par la mise en jouissance de l'usufruitier? II. 1654 et suiv.

Vendeur. Le vendeur qui , jusqu'à la délivrance, a fait des réparations d'entretien, a droit d'en répéter le prix à l'acheteur, et il peut retenir la chose jusqu'au remboursement. II. 1704.

Vente. Par la vente de la nue propriété à l'usufruitier, le vendeur n'a plus d'action à exercer contre ce dernier ou sa cantion, à raison du défaut des réparations d'entretien ou des dégradations. II. 2067 et suiv.

Vieux matériaux. A qui, du pro-

priétaire ou de l'usufruitier, appartieunent les vieux bois ou autres matériaux provenant de l'édifiee réparé par l'usufruitier? II. 1674.

Vétusté. En cas de destruction, par vétusté ou par cas fortuit, d'une chose dont la restauration serait comprise dans les réparations d'entretien, l'usufruitier serait-il dispensé de toutes réparations à eet égard ? II. 1665 et 1666.

RÉPARATIONS (GROSSES).

En quoi consistent les grosses réparations? II. 1625 et suiv. Action. L'usufruitier a t-il action con-

tre le propriétaire pour le contraindre à faire les réparations à sa charge? II.

1675 et suiv., 1857, 1651.

Accessoires. Lorsque, dans l'exécution d'une grosse réparation, il entre des objets qui par leur nature n'appar-tiennent qu'à la classe des réparations d'entretien, l'usufirutier doit-il contribuer jusqu'à concurrence de ces objets dans le rétablissement du tout? Il. 1671.

Autorité publique. Les travaux or-dounés par l'autorité publique et faits par l'usufruitier lui donnent le droit de réelamer une indemnité. II. 1436.

Avertissement. L'usufruitier est tenn sous sa responsabilité d'avertir le propriétaire du besoin de toute grosse réparation. II. 1672.

Bains sur bateaux, Vov. REPARATIONS Carrière. Le propriétaire aurait le droit, sans que l'usufruitier pût réclamer d'indemnité, d'ouvrir une carrière dans un fonds soumis à l'usufruit, s'il s'agissait de pourvoir à de grosses réparations dans les bâtimens et fonds du domaine, l. 882.

Cessionnaire, Si le cessionnaire d'un droit d'usufruit avait fait de grosses réparations dans le fonds, comment serait-il pourvu à son indemnité? II. 1457. Vov.

A MELIORATION.

Cheminées Le rétablissement des têtes de cheminées renversées par les vents on autres accidens, appartient anx grosses réparations. II. 163q.

Chose réparée. Lorsque le propriétaire a volontairement pourvn aux grosses réparations, l'usufruitier est il en droit d'exiger la jouisance de la chose réparée? II. 1697.

Chute. Si, fauté de grosses réparations, la maison l'éguée en usufruit et oceupée par le l'égataire vient à tomber, et que cette chute cause quelque dommage sur la personne on les effets de l'usufruitier, celni-ci aurait-il une action en indemnité contre le propriétaire? II. 1683. Voy. MAISOS.

Communauté entre époix. L'époux doit récompense à la communauté à raison des grosses réparations et des améliorations qui auraient été faites sur ses propres pendant le mailage. III. 2661, Voy. Amélionations.

Couvertures. Par couvertures entières dont le rétablissement est mis par la loi au nombre des grosses réparations, doiton eutendre !a totalité absolue de la couverture? II. 1632, 1633.

Digues. Faut-il qu'une digue soit à reconstruire en entier pour que son rétablissement doive être considéré comme grosse réparation? II, 1635 et sniv.Voy. Dességnement.

Fermier. Si le fermier de l'usufruitier avait fait de grosses réparations dans le fonds ; comment seráit-il pourvn à son indemnité? II. 1456. Voy. AMÉLIORA-

Fonds dotal. La femme ou ses héritiers doivent indemniser le mari à raison des grosses réparations faites par lui dans le fonds dotal. III. 2662.

Futaies. Le propriétaire pourrait faire abattre des arbres futaies pour satisfaire aux grosses réparations à sa charge, l. 880

Gros mur. Que doit on eutendre par gros murs en fait de réparations? II, 1627 et suiv. Incendic: Voy. Cas fortuit et Usu-

FRUITIER.

Incommodité. Le propriétaire est en

Incommodité. Le propriétaire est en droit de pourvoir à toutes les grosses réparations qui sont à sa charge, nonobstant les incommodités que l'exécution des travanx pourrait faire souffrir à l'usufruitier, l. 874.

L'insufruitier obligé de quitter son habitation durant l'exécution des grosses réparations, est-il en droit de répéter

une indemnité à ce sujet? II. 1723. Indemnité. — Droit de mate, L'action ca ind mnité pour grosses réparations faites par l'usufruitier suit-elle le fonds? Si le propriétaire a veudu l'héritage, les héritiers de l'usufruitier pourront-lis agir en indemnité contre le tiers acquéreur? III. 2628.

Lucarne. Le rétablissement du devant des lucarnes qui seraient abattues par les vents ou autres accidens, appartient aux grosses réparations, II. 163q.

Masson incendiée. Le propriétaire peut faire reconstruire la maison inecudiée lors même que l'usufruitier aurait conservé la jouissance du sol et des matériaux. I. 9-7

Mari. Le mari, soit sous le régime de la communauté, soit sous le régime dotal, est obligé, sauf récompense, de procurer les grosses réparations des fonds propres de sa fennme. II, 1618.

Moulin sur bateau. Voyee REPARA-

Mur de clôture. Voy. Mur de soutenement.

Mur de soutenement. Faut-il qu'un mur de soutenement ou de clôture soit détrnit en entier pour que son rétablissement doive être considéré comme grosse réparation? II. 1635 et suiv.

Père et mère. Les pères et mères ayant l'usufruit légal des biens de leurs enfans sont tenus, sauf récompense, de procurer les grosses réparations. II. 1618,

Plancher. Quelles parties du rétablissement des planehers en rent dans la classe des grosses réparations? II. 1634,

Poures. Le rétablissement des poutres est une grosse réparation; mais quelles pièces de bois doivent être rangées dans cette classe ou en être exclues? II. 1630, 1631.

Une scule poutre à rétablir entre-t-

elle dans la classe des grosses réparations ? Il. 1634.

Propriétaire. Les grosses réparations sont à la charge du propriétaire, II. 1652, à moins qu'elles ne procèdent du défaut des réparations d'entretien. II. 1653.

Reconstruction. La reconstruction par l'usufruitier d'une maison tombée de vétasté ou détruite par un accident qui ne lui serait point imputable, devraitelle être considérée comme une grosse réparation dont il aurait à répéter les frais, ou simplement comme objet d'a-

mélioration? Il. 14/3g et suiv. Rétention, droit de. Lorsque l'usufruitier a fait de grosses réparations à raison desquelles il lui est dù une indemnité, ses héritiers auraientils à la cesation de l'usufruit le droij de retenir la jouissance du fonds-jusqu'au remboursement de ce qui leur est dù par le propriètaire? Ill. 2606 et suiv.

Ruine prochaine. Pour qu'il y ait licu à réparation, faut-il que la chose à réparer soit entièrement renversée ou détruite, et ne suffit-il pas qu'elle meuace d'une ruine prochaine? II. 1636.

Usufruitier. Divers cas où l'usufruitier peut être tenu de grosses réparations. Il. 1619 et suiv., 1624, 1653, 1657 et suiv.

L'usufruitier est-il en droit de faire faire lui-même les grosses réparations? Pourrait-il les faire faire, même contre le gré du propriétaire? II. 1684.

En les faisant exécuter contre le gré du propriétaire, aurait-il une action en répétition de ses impenses ? II. 1685. 1695; III. 2598.

En cas d'affirmative sur la question précédente, à quelle époque l'usufruitier pourrait il ouvrir son action en recouvrement? II, 1686.

Sur quel pied le remboursement serait-il du? Serait-ce d'après le montant des déboursés, ou suivant la valeur procurée au fonds? II. 1687 et suiv. Voy. Impenses.

Si la maison réparée venait à être détruite par un incendie, l'usufruitier au-

rait-il également droit au remboursement de ses impenses ? II. 1696.

Si l'usufruitier acquérait la nue propriété des fonds réparés, conserverait-il contre le propriétaire l'action en répétition de ses impenses? II. 2096 et suiv. Vaisseau. Voy. Riparations, Vais-

seau. Vétusté, Voy. Réparations. Vétusté,

Vétusté. Voy. Réparations. Vétusté. RÉPÉTITION.

Pent-on demander ce que l'on n'a payé que par erreur ? Il n'est jamais permis de répéter ce que l'on a vouln donner. I. 191.

REPRISE D'INSTANCE.

Cas où le décès d'une partie donne lieu à une reprise d'instance. et où au contraire il ne doit point retarder le jugement du procès. Il. 1383.

Légataire. Une instance introduite de celui-ci, arrivé avant le jugement, être reprise non-seulement contre l'héritier, mais encore contre les légataires des choses litigienses, II. 1389.

RÉQUISITION.

Les requisitions en denrées pour les armées sont-elles à la charge de l'usufruitier ? II. 1795.

RESCISION.

L'effet naturel de la reseision d'un contrat est de replacer les choses et les droits des parties dans leur état primitif. III. 2078.

RÉSERVE LÉGALE.

Quels sont les héritiers ayant droit à la réserve légale? I. 341.

Charges. La réserve légale on la légitime assiguée aux enfans ne peut être grevée d'aucune espèce de charges. 1, 825.

Expertise. Faudrait-il reconrir à une expertise pour reconnaître si un legs d'usufruit ou une rente viagère excède ou non la quotité disponible, et porterait dès-lors sur la réserve légale? I. 338.

Rente viagère, Voy. Expertise.

Révocation. L'héritier à réserve qui fait annuller une donation comme inofficieuse, peut obtenir la révocation de l'usufruit qui anrait été établi par le donataire sur les fonds donnés. Cette révocation aurait-elle lieu de plano, ou l'héritier ne pourrait-il évincer l'usufruitier qu'après avoir discuté le donataire dans ses biens? II. 1939 et suiv.

Usufruit. La réserve légale assignée aux enfans ou aux autres descendans ne peut être grevée d'usufruit au préjudice dn légitimaire. I. 336.

Le légitimaire ne serait-il pas toutefois tenu de se sonmettre à la disposition du père, si la charge d'usufruit était d'ailleurs compensée par l'avantaged'une plus grande quotité qui lui aurait été laissée en propriété? 1. 337.

RÉSERVE D'USUFRUIT.

La clause de réserve d'usufruit, dans un acte translatif de propriété actuelle, a toute la force d'une tradition réelle. I. 34.

RÉSOLUTION.

Resoluto jure dantis, resolvitur jus accipientis. Quand cette règle peut-elle avoir lieu? III. 1481.

Application de cette maxime à la cause des créanciers de l'usufruitier qui aurait mérité la commise de son droit par abus de jouissance. III. 2432 et suiv.

Examen plus approfondi de la ques-

tion. Ibid. 2476 et sniv.

Application de la même maxime au cas où , un usufruit ayant été constitué par un donataire, la donation première est révoquée, pour cause d'inexécution de ses conditions. II. 1935. Pour cause de survenance d'enfans. 1936. Pour cause d'ingratitude. 1937. Pour cause d'inofficiosité sur la réclamation des héritiers à réserve. 1938.

Dans cc dernier cas les légitimaires obtiennent-ils de plano la résolution de

l'usufruit, ou ne peuvent-ils évincer l'usufruitier qu'après avoir discuté le donataire dans ses biens ? II. 1939 et suiv.

La donation est encore révoguée par le rapport à succession de l'immenble sur lequel le donataire aurait établi l'usufruit. II. 1941. Voy. RAPPORT A SUC-CESSION.

Elle est aussi révoquée par l'événement de la condition du droit de retour qui anrait été stipulé dans la donation. 11. 1957.

Quid dn eas dn retonr légal ? II. 1958. Effet rétroactif. La résolution du droit de propriété opère toujours un effet rétroactif qui se rattache à l'époque du fait ou à la cause dont elle procède. III. 2442.

Revendication. L'usufruit légué par un testateur qui n'avait point la propriété du fonds , se résout par la revendication de cette propriété de la part du véritable maître. II. 1934. Voyez. GARANTIE.

Vente, L'usufruitier serait-il recevable à intenter seul l'action en résolution de la vente d'un fonds, pour cause de non-paiement de la part de l'acquérenr? 1. 1415 et suiv.

RESPONSABILITÉ.

Créance. L'usufruitier est responsable de la perte des eréauces qui résulterait de son défant de ponranites. Cas où les pour suites seraient suffisamment établies. 11. 1549.

Délai. L'usufruitier est responsable des délais par lui accordés aux débiteurs, dans le eas où ceux-ci auraient périclité dans leurs facultés. III. 2659.

Inscription. L'usufruitier est respon-

sable de la perte des créances arrivée par le défaut de renouvellement des inscriptions. 111. 2059.

Prescription. L'usufruitier est respon-

sable des pertes que pourrait souffrir le propriétaire par l'effet de la prescription qui aurait conru durant l'usufruit. Il. 1543; III. 2659. Voy. PRESCRIPTION et USUFRUITIER.

Mais, pour cette responsabilité, il faut

que l'usufruitier ait été mis à même par le propriétaire de connaître que la chose prescrite faisait partie du patrimoine dont la jouissance lui avait été léguée.

11. 1544.
 Distinction entre le cas où la prescription était commencée lors de l'entrée eu

jonissance de l'usufruitier, et celui où elle u'a commencé que depuis. Il. 1545. «
Usufruitier. L'usufruitier est responsable envers le propriétaire des pertes de toutes espèces qui résulteraient de son défaut de vigilance. Cas où s'étend cette responsabilité. 136 ; Il. 1543. Voy.

RESPONSABILITÉ CIVILE. V. FAUTES. tr

RETENTION (DROIT DE) VOY. IMPEN-SES et RÉPARATIONS (GROSSES), Retention; et RÉPARATIONS D'ENTRETIEN, Vendeur.

On est souvent admis à retenir par exception ce qu'on n'aurait pu demander par action directe. 1. 230.

RETRAIT SUCCESSORAL.

Le droit de retrait successoral n'est pas susceptible de subrogation forcée au profit des créanciers de l'héritier, Il faut avoir la qualité d'héritier pour pouvoir l'exercer, III. 2345.

REVENDICATION.

Celui qui veut agir en revendication du fonds dont jouit un usufruitier doit diriger son action tant contre celui-ci que contre celui qui le possède à titre de maître par le fait de l'usufruitier. 1. 754. Voy. Passenirtios. Interruption.

Chose mobilière. C'est contre le possesseur à titre de propriétaire d'une chose mobilière que l'action en revendication doit être dirigée. 11. 1299.

Possesseur, C'est contre le possesseur que la revendication doit être dirigée. Il. 1304, 1351; Ill. 2413.

Résolution. La revendication d'un fonds par son véritable maître opère la

résolution de l'usufruit qui en avait été concédé par le possesseur. 11, 1034.

Usage, drou d'. Celui qui revendique un fonds grevé d'un droit d'usage doit diriger son action tout à la fois contre l'usager, saus quoi celui ci aurait la voie de la tierce opposition. 111, 2749.

Usufruit, droit d'. De même celui qui revendique un fonds grevé d'usufruit, doit agir et contre le propriétaire et contre l'usufruitier. Il. 1298, 1382 et suiv. Voy. Tirace opposition.

REVENUS.

Le mot revenus est un terme générique qui embrasse les fruits naturels, industriels et civils, et ne consiste que dans ce qui reste après le paiement des impenses. l. 202.

Ce que l'on entend par les revenus d'un fonds. 1, 50.

Différence entre le droit de percevoir les revenus, et celui d'usufruit d'un fonds. Voy. Leos.

Voy. Leos.

Fruits. Un legs de fruits est-il de même nature qu'un legs de revenus?

Voy. Leos.

RÉUNION.

La réunion administrative de plusieurs communes ou sections de commune en une scule municipalité, opère-t-elle quelque confusion dans leurs droits préexistans de propriété ou d'affouages? IV. 3289 et 3290.

RÉVOCATION.

Cas d'extinction d'usufruit par révocation directe de sa constitution. 11, 1925 et suiv.

Créancier. L'usufruit transféré par acte entre-vifs est sujet à l'action révocatoire des créanciers au préjudice desquels la translation aurait eu lieu. Il. 1932.

Délits. Voy. Sévices.

Donation.—Inexécution des charges. L'usufruit donné par acte entre-vis peut être révoqué en cas d'inexécution des charges de la donation. II. 1927. La résolution dans ce cas a-t-elle lieu de plein droit? 1938. — De quelle époque datera la restitution des fruits? II. 1948.

Ingratitude. L'usufrnit donné par acte entre-vis est révocable pour cause d'ingratitude. La restitution des fruits n'est due que du jour de la demande en justice. II. 1930.

Injures graves. Voy. Sévices.

Sévices. L'usufrut légué est révocable si le légataire s'était rendu compable envers le testateur de sévices, délits ou injures graves. II, 1031.

Somme non due. Il y a lien à la révocation de l'usufruit s'il a été concédé pour le paiement d'une dette qui n'exis-

tait pas. 11. 1925.

Survenance d'enfans. L'usufruit constitué par donation entre-viss est révoqué par la survenance d'enfans au donateur. Il. 1929.

Les fruits doivent être restitués des le jour de la notification de la naissance de l'enfant au donataire. II. 1920.

Testament révoqué. L'usufruit légué par un testament ultérieurement révoqué et délivré dans l'ignorance de la révocation, est révoqué lui-même. II. 1825.

RIVIÈRE.

Ancieu lit. Si un fleuve ou une rivière abandonne sou cours, s'en erée un nouveau sur un champ soumis à uu usufruit, l'usufruitier pourra-t-il réclamer la jouissance de l'ancien lit? I. 530, III. 2551.

Irruption. Si le fonds grevé d'usufruit se trouvait envahi par un fleuve ou une rivière qui s'y formerait un nouveau lit, Pusufruitier perdrait son droit de jouissance comme le propriétaire son droit de propriété. Si l'inondation n'était que temporaire, les droits de l'un et de l'autre renaîtraient. III. 2551.

ROBE DE CÉREMONIES.

Elle reste propre nonobstant qu'il y ait communauté, l. 168. ROI.

Le roi est usufruitier des domaines de la couronne. 1. 299.

ROUTES.

Etablissement. Les dépenses ordonnées pour l'établissement d'une route seraientelles à la charge de l'usufruitier? II. 1796.

Réparations. Les corvées et les dépenses exigées pour les réparations des routes publiques et le curement de leurs fossés, sont-elles à la charge de l'usufruitier? II. 1794.

RUCHES.

L'usufruitier a droit de profiter du produit des ruches à miel attachées au fonds, Il. 1209.

L'usufruitier ou ses liéritiers ont le droit d'enlever après l'extinction de l'usufruit les ruches à miel qu'il aurait placées dans le fonds, III. 2585,

Si à la fin de l'usufruit les ruches à miel étaient en plus grand nombre qu'au moment de son ouverture, l'usufruitier ou ses héritiers auraient-ils une action en indemnité? III, 2611.

٥.

SAISIE-ARRÊT.

Quels sont la nature et les effets d'une saisic-arrêt, et les objets sur lesquels elle peut être exécutée? III. 2236, 2253, et 2270.

SAISIE RÉELLE.

En cas de saisie réelle d'un droit d'u-

sufruit, comme dans celui de la saisie d'un autre immeuble, les fruits échus depuis la dénonciation faite au saisi sont les seuls immobilisés. 1. 27.

SAISINE.

Ce que c'est que la saisine, soit naturelle, soit civile. I. 259, 260.

,

Action possessoire. Les actions possessoires appartiennent à celui qui a la saisine civile comme la saisine réelle. l.

Civile. Ses effets, 1. 260.

Légataire. Le légataire d'un usufruit n'est point saisi de plein droit, il n'a que la demande en délivrance. I. 382, 383,

Tous les légataires en général ne sont saisis que par la demande en délivrance; il n'y a d'excepté que le légataire universel lorsqu'il n'y a point d'héritier à

réserve. 1. 393.

Revenus. Les fruits ou revenus de la chose sont dus à celui qui a la saisine civile dès le moment où il a été saisi, encore qu'il n'ait point formé de demande en délivrance réelle. 1. 260.

SCELLÉS.

L'usufruitier universel ou à titre universel doit-il contribuer au paiement des frais de seellés ? Il. 1899.

SECONDES NOCES

Créanciers. Les créanciers d'un absent ne seraient point recevables à intenter l'action en nullité d'un second mariage contracté par ce dernier. 111. 2345.

Divorcee. Le convol d'une mère divorcée par consentement mutuel lui ferait-elle perdre la jouissance de la moitié de ses biens dont l'article 305 du Code civil attribue dans ce eas la propriété à ses enfans ? I. 147.

Veuve. La veuve qui passe à de secondes noces ne perd pas l'usufruit qui lui aurait été assuré par son contrat de mariage ou légué par son mari. l. 145. Voy. Usufruit paternel. Convol.

SÉPARATION DE BIENS.

Les eréanciers de la femme ne seraient point recevables à intenter pour elle une action en séparation de biens. III. 2345.

SÉQUESTRE.

Qu'est-ce qu'un séquestre, et comment doit-il être établi? 1, 837.

Administration. Les règles d'admi-

nistration pour un séquestre doivent être tracées ou dans l'acte par lequel les parties en conviennent et le choisissent de gré à gré, ou dans le jugement qui l'établit. I. 837.

Caution usufructuaire. Lorsqu'un usufruitier est poursuivi ou condamné en matière criminelle, qu'il y a pour con-Inmace séquestre de biens, que deviennent les obligations de la caution? Il.

2015.

Contumace. Voy. CONTUMACE.

Dispense de cautionnement. N'y a-t-il pas des circonstances où l'héritier peut demander le séquestre faute par l'usufruitier de donner caution, dans le cas même où celui-ci aurait été dispensé du cautionnement par le testateur? I. 862 et suiv.

Frais. Les frais de l'établissement d'un séquestre auquel on a recours, faute par l'usufruitier de pouvoir donner caution, sont à la charge de ce dernier. I.

Propriétaire. Le propriétaire peut-il demander à être préféré lui-même comme séquestre lorsque l'usufruitier ne peut pas trouver de caution? I. 839.

SERVITUDE.

Acquisition. L'usufruitier peut-il acquérir un droit de servitude pour l'avantage du fonds dont il a la jouissance? 11. 1452.

Propriétaire. Le propriétaire ne pourrait, au préjudice de l'usufruitier, grever de servitude le fonds soumis à l'usufruit, ni faire remise ou abandon de celles qui sont dues à cet héritage. 1. 876; 11.

Le propriétaire du fonds assujetti ne peut être contraint à réparer son héritage, si l'obligation ne lui en est pas imposée par le titre. II. 1467.

Usufruit. Peut-on léguer l'usufruit d'nne servitude ou une servitude en usufruit seulement, sans léguer en même temps le fonds ou l'usufruit du fonds auquel les servitudes sont attachées? I.

369 et suiv. Usufruitier, L'usufruitier doit jouir, à peine même de répondre de la perte par prescription, des droits de servitude attachés au fonds grevé de son assiruit. Ex. de droits de cette nature. 1. 545 et suiv.; 111, 1476.

SERVITUDES RÉELLES.

Quelques points de différence et d'identité entre le droit de servitude réelle et celui d'usufruit. I. 66 et suiv. ; II. 1940, Quand une scrvitude est elle réelle ? III. 2878,

Toutes servitudes foncières restent inhérentes aux fonds, et les suivent activement et passivement en quelques mains qu'ils passent. III. 2967.

Quid juris si le fonds dominant avait été aliéné en détail et par parcelles, et qu'il fût question d'un droit d'usageservitude réelle? V. 3702.

Appartiendrait-il à l'autorité administrative d'imposer des servitudes sur les fonds des particuliers ? III. 2969.

La distinction des servitudes continues et discontinues avait déjà été faite par certains auteurs anciens. V. 3561.

Distinction qu'on doit faire, quant au possessoire, entre les pures servitudes discontinues, comme un simple droit de passage, et celle qui comporte le droit de perception ou de participation. à la perception des fruits du fonds, comme sont les droits d'assufruit et d'usage. V. 3544 et suiv.

Les servitudes, même discontinues, sont susceptibles de possession continue. V. 3577, 3578 et 3585.

Si les pures servitudes discontinues sont généralement imprescriptibles, c'est parce que la présomption du précaire, résultant de la familiarité et de la tolérance, est attachée par la loi à leur exercice. V. 3588 et 3631.

C'est par cette raison que les aetes de contradiction, faisant cesser la présomption du précaire, donnent lieu à la prescription de ces servitudes. IV. 3324; V. 3588, Voy, Імраевсартівньтті.

SÉVICES, Voy. RÉVOCATION.

SOCIÉTÉ.

Acquisition. Une acquisition faite par des associés dans l'intérêt de la société, n'opère ni confusion ni extinction du droit d'usufruit qui appartiendrait à l'un d'eux sur la chose acquise, tant que dure l'association. Il. 2065.

Créances. Les créances comme les dettes d'une société n'appartiennent à aucun des associés personnellement; tant que dure la société il n'y a ni confusion ni compensation à lui opposer, ou qu'ils puissent invoquer, II. 2065.

Compensation, Voy, Créances. Dettes, Voy, Créances.

SOLVABILITÉ.

En général la solvabilité d'une caution ne doit pas s'estimer par une possession en usufruit seulement. 1, 18.

STATUES.

Après l'extinctiou de l'asufruit , l'usufruitier ou ses héritiers peuvent emporter les statues , nême celles qui auraient été placées dans des niches par leur auteur. III. 2585.

Les statues sont immeubles quaud elles ont été placées par le propriétaire. *Ibid*.

On peut léguer utilement l'usufruit des statues. 1. 377.

STELLIONNAT.

L'usufruitier serait stellionnataire s'il hypothéquait ou vendait le fonds dont il a la jouissance, 1. 36.

STIPULATION POUR AUTRUI.

On ne peut stipuler pour autrui, sauf le cas où l'on ferait, d'une stipulation pour un tiers, la condition d'une stipulation pour soi-même. III. 2225.

La stipulation faite pour soi n'est pas eensée faite pour ses héritiers quand elle a pour objet un droit d'usufruit, à moins que les héritiers n'y soient formellement rappelés. 1. 12.

SUBROGATION.

Hypothèque légale. - Renonciation. La renonciation à son hypothèque légale, de la part d'une femme mariée, en faveur d'un créancier envers lequel elle s'oblige solidairement avec son mari, équipolle-t-elle à une subrogation dans

cette hypothèque ? 111. 2330. Femme mariée, Plusieurs créanciers successivement subrogés par une femme mariée à ses hypothèques, doivent-ils être pourvus suivant le rang des dates

de leurs actes de subrogation, 111, 2338. SUBROGATION JUDICIAIRE

Ce que e'est que la subrogation judiciaire; mode suivant lequel elle s'opère, tant vis-à-vis du débiteur, qu'à l'égard de ceux contre lesquels elle doit être dirigée. III. 2237.

Similitude et différence entre la subrogation judiciaire, le transport et le gage ou le nantisement. 111. 2260 ct suiv. Abus de jouissance. Les créanciers

d'un usufruitier poursuivi en déchéance pour abus de jouissance peuvent-ils intervenir et demander à être subrogés dans l'usufruit de leur débiteur ? III. 2432 et suiv.

Pourraient-ils, dans le cas où l'usufruitier scrait déclaré déchu par un jugement rendu hors de leur présence, appeler du jugement et demander pardevant la Cour à être subrogés dans l'usufruit en offrant de réparer le fonds et des garanties pour l'avenir? III. 2503 et suiv.

Action en revendication. Le créancier qui, par sa subrogation dans une action en revendication appartenant à son débiteur, est parvenu à évincer le tiers possesseur, n'est point propriétaire de l'immeuble; il n'a que le droit de le faire vendre pour, sur le prix, être payé de sa créance. III. 2291.

Contre qui la vente devra-t-elle être poursuivie? III. 2292. Voy. Distribution de prix.

Si le créancier subrogé dans l'action en revendication négligeait de la suivre,

le débiteur pourrait - il l'intenter lui-

même? III. 2203 et suiv. Le jugement sur la poursuite du dé-

biteur aurait - il l'autorité de la chose jugée contre le créancier subrogé? 111. 2206? et réciproquement le jugement rendu sur la poursuite du créancier subrogé servirait-il pour ou contre le débiteur? 111, 2305 et suiv.

Bénéfice de discussion, Voyez Tiers possesseur.

Chose jugée, Voy. Action en reveudication.

Créancier. Le créancier qui obtient la subrogation judiciaire ne devient point propriétaire de l'action , il n'a que le droit de l'exercer pour être payé jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû. 111. 2266 et sniv.

Il n'a par rapport aux autres créanciers aucun privilége dans l'exercice de l'action; cas où sa condition est cependant meilleure que celle des créanciers qui n'auraient pas recourn à cette voie. III. 2260 et suiv.

Distribution de prix. Quel scrait l'ordre dans lequel scrait distribué aux différens créanciers le prix de l'immcuble revendiqué par le créancier subrogé , et vendu ensuite à sa requête? III. 2309 et suiv.

Dans le cas où il y aurait un excédant de prix, le tiers possesseur pourrait-il le réclamer si, postérieurement à la subrogation acquise, le débiteur avait renoncé à ses droits sur l'immeuble? III.

Droit pécuniaire. Tout droit pécuniaire appartenant à un débiteur est susceptible de la subrogation judiciaire s'il n'y a disposition contraire dans les lois. Ill. 2346.

Femme mariée. — Hypothèque, Les creanciers du mari qui ont la femme pour obligée peuvent se faire subroger à ses hypothèques, et les exercer contre les autres créanciers comme la femme les exercerait elle-même, III. 2324 et

Tons ces créanciers devraient-ils être confondus dans la même masse sans admettre aucune priorité entre eux? 2326 et suiv.

Des eréanciers auxquels une femme mariée a cédé ou donné en nantissement ses créances dotales doivent-ils être préférés à ceux envers lesquels elle se serait simplement obligée, et qui pourraient invoquer la subrogation dans ses priviléges et hypothèques légales? III. 2327. Voy. Mineur.

Interdit, Voy. Mineur.

Interruption de prescription. Le créaneier intentant l'action à l'aquelle il a été subrogé interromprait-il la prescription dans l'intérêt du débiteur? III. 2297 et suiv.

Mineur. Les créanciers d'un mineur, d'un interdit ou d'une femme mariée, se raient-ils recevables à se faire subroger dans l'action en nullité qui appartiendrait à ces derniers contre une aliénation par eux faite illégalement? Ill. 23/47.

Renouciation à succession. Le c'éancier d'un héritier qui a renoncé à la succession pourrait-il recourir à la voie de la subrogation judiciaire pour revenir contre la renonciation de son débiteur? Quels seraient les effets de cette subrogation? III, 2314 et suiv.

Signification. Le jugement qui subroge un créancier dans les droits de son débiteur contre un tiers doit être signifié à ce dernier; jusque-là le subrogé n'est point saisi à son égard. III. 2283.

Tiers possesseur. Quels sont les droits d'un créancier subrogé dans l'action de son débiteur contre un tiers possesseur? III. 2285 et suiv.

Le tiers possesseur pourrait-il repousser le créancier subrogé par l'exception de la discussion préalable du débiteur? III. 2290.

Tiers possesseur.—Paiement. Le tiers possesseur actionné par le créancier subrogé peut s'affranchir de l'action par le paiement des sommes dues à ce dernier. III. 2286.

SUBROGÉ TUTEUR.

Inventaire. Le subrogé tuteur est tenu de faire faire au survivant des époux in-

ventaire des effets de la communanté. Peine qu'il encourt pour n'avoir pas rempli cette obligation. l. 168.

Nourriture du mineur. Si le père usufruitier des biens de son enfant négligeait de remplir l'obligation de le nourrir et entretenir, le subrogé tutcur aurait-il action pour l'y contraindre? 1. 190.

Soustraction. Le subrogé tuteur est tenu de poursuivre contre le survivant des père et mère le rétablissement de toutes soustractions que eclui-ci aurait commises. l. 168.

SUBSTITUTION.

Action en délivrance. Voy. Constitution d'usiffruit.

tion d'usufruit.

Constitution d'usufruit. Nul doute
qu'un usufruit ne puisse être légué par

forme de substitution vulgaire. J. 425. Peut-il en être de même par substitution fidéi-commissaire, et quels seraient les effets d'une semblable disposition? Trois hypothèses à cet égard.

1ºº hypothèse: celle où le légataire serait chargé de readre sans délai le droit d'asufruit à un tiers. I. 430 et suiv.

2mm hypothèse: celle où il ne devrait en faire la restitutión qu'après un temps déterminé? 1. 433 et suiv. Dans cette secoude hypothèse si le légataire décidait avant le temps firé pour la remise, le substitué entrerait-il immédiatement en jouissance, ou ne devrait-il pas attendre l'échéance du termé marqué par le testament? 1. 438.

Dans la même hypothèse si c'était le substitué qui mourât avant l'échéance du terme, le grevé devrait-il rester en jouissance du droit d'usufruit pendant toute sa vie? 1. 435, 436.

A l'échéance du terme serait-ce contre le légataire ou ses héritiers, ou contre l'héritier propriétaire du fonds que le substitué devrait se pourvoir pour obtenir la délivrance de son droit? 1. 439, 450 et suiv.

3me hypothèse : celle où le légataire n'aurait été chargé de rendre qu'après son décès, 1, 446 et suiv. Voy. Inter-PRETATION.

Étranger. L'institution avec charge de rendre à un tiers après un délai déterminé, faite par un étranger, constitue-t-elle une substitution prohibée par la loi? 1, 440 et suiv.

Fidéicommissaire. Ce que c'est que la substitution fidéicommissaire, et eombieu y en a-t-il d'espèces? I. 426 et suiv.

Incapacité. Une disposition au profit d'un incapable, que le testateur aurait cherché à rendre efficace par nes substitution en faveur d'un étranger dans le cas où l'héritier de la loi viendrait à l'attaquer, scrait-elle valable et la substitution susceptible de quelque effet dans le cas préva? 1. 696 et suiv.

Prohibition. Véritable sens de la loi prohibitive des substitutions. I. 440 et suiv.

Vulgaire, Cc que e'est. I. 425.

SUCCESSION.

Creanciers lypothécaires Les créanciers d'un cohéritier ayant hypothèque sur des immeubles sujets à rapport peuvent intervenir au partage pour s'opposer à ce que le rapport se fasse en fraude de leurs droits; s'ils n'interviennent pas, ils ne peuvent se plaindre ultérieurement. Ill. 3380.

cereurench. III. 23-80.
Créanciers. — Mobilier. Les créanciers d'une succession peuvent s'opposer au partage du mobilier et en requérir la vente; mais, faute d'opposition avant le partage, ils ne seraient point recevables à le contester. Mode suivant le-quel l'opposition doit être formée. III. 23-8.

Ovincien.—Partage. Tous les créanciers indistincement d'un copartageant dans une succession du copartageant dans une succession du copartageant ret que le partage seit fait en hunde de leurs droits, «opposer à ce qu'il y soit procedé hors de leur présence; mais ils ne peuvent attaquer un partage consommé, à moiss qu'il n'y ait de procédé sans eux et au préjudice de leur opposition. Ill. 3832.

Les créaneiers non-opposans scraientils néanmoins recevables à agir en rescision du partage pour eausc de lésion

soufferte par leur débiteur, ou pour eause de dol et de violence envers lui? III. 2383.

Enfant mineur. Le père ayant intérêt, par rapport à son usufruit légal, à l'acecptation d'une succession dévolue à son enfant mineur, pourrait-il la faire sans l'autorisation et même contre le gré du conseil de famille? Distinction à ce sujet. 1. 138 et 139, Voy. Usuprutt pa-

TERNEL. Acceptation. Succession.
Indignité. L'exclusion d'une succession pour cause d'indignité n'a pas lieu de plein droit; il faut qu'elle soit prononcée par un jugement. 1. 156.

Usufruitier.—Intervention. L'usufruitier d'un immeuble qu'il tiendrait d'un donataire et qui serait sujet à rapport, serait-il, comme le créancier hypothécaire, non recevable à se plaindre du partage, s'il avait négligé d'y intervenir ou de s'opposer à ce qu'il fut fait hors, de sa présence? Ill. 338.

Vente. Voy. HEREDITE.

SUPERFICIE.

Ce que c'est que le droit de superficie, et comment il peut être établi? I. 114; V. 3718 et suiv.

Avantages. En quoi consistent les avantages du droit de superficie. V.

3724.

3724.

Baux à convenant. Quelle est l'espèce de superficie qui se trouve établie par les baux à eouvenant et domaines eongéables? V. 3723.

Cantonnement. L'action en eantonnement peut-elle avoir lieu eutre le superficiaire et le propriétaire foncier ? V. 3737.

Charges. C'est au superficiaire à supporter les impôts fonciers et autres charges annuelles assises sur le fonds; et s'il y a plusicurs superficiaires, chacun d'eux doit les acquitter daus la proportiou comparative de la, valeur de son droit. V. 373o.

Páturage. Lorsque la superficie appartient à l'un quant au bois, et à l'autre quant au pâturage, le premier peut-il, après ses exploitations, interdire la faculté du parcours à l'autre, jusqu'à ec que ses coupes aient été déclarées défensables? V. 3721. Précautions. Quelles sont les précau-

Pricautions. Quelles sont les préeautions que doivent preudre les propriétaires, et principalement les administrateurs municipaux, dans les communes où il y a des terrains communaux cédés en superficie à des particuliers pour y faire des plantations d'arbres? V. 3722.

Propriétaire. Quels sont les droits qui restent au propriétaire foncier de l'héritage grevé du droit de superficie? V. 3731. , Rapport de comparaison. Quels sont les points de similitude et de différence cutre la superficie et l'emphytéose? V.

255

Quels sont les rapports de comparaison des droits d'usufruit et de superficie? V. 3734.

Quels sont les rapports comparatifs des droits de superficie et d'usage ? V. 3735.

SURVENANCE D'ENFANS Voy. RÉ-VOCATION.

Т.

TABLEAUX. Voy. GLACES.

TAILLIS. Cc que c'est. II. 1162.

Aménagement. Ce que l'on doit entendre par l'aménagement d'une forêt peuplée de taillis. II. 1170.

L'usufruitier est tenu de se conformer exactement à l'aménagement reglé par le propriétaire. Il. 1170. Que doit-on entendre par-là? 1173, 1174.

S'il n'y avait pas d'aménagement établir par le propriétaire, l'sustruitier pourrait en créer un lui-même en se conformant soit aux réglemens forestiers, soit à la pratique des autres propriétaires? II. 1185.

Arbres fruitiers. L'usufruitier auraitil le droit de couper les arbres fruitiers qui se trouveraient dans un bois et ayant l'âge du taillis? 11. 1175.

Bénéfices ecclésiastiques. Les titulaires de bénéfices ecclésiastiques, ayant des bois dans leurs donations, ont droit de jouir des taillis comme les usufruitiers ordinaires. II. 1193. Voy. FUTAIS.

Contributions. L'usufruitier d'un bois taillis, bien qu'obligé d'en attendre la coupe, n'en est pas moins tenu de payer annuellement les contributions qui y sont assises. II. 1808.

Coupe. Age auquel les taillis peuvent étre coupés. Il. 1162, 1163,

ctrc coupés. II. 1162, 1163. L'usufruitier a le droit de couper, même en totalité, les taillis parvenus à

Pâge requis. II. 1164, 1166.
Ne doit-il pas laisser un certain nom-

bre de balivaux par arpent ? II. 1165. L'usufruitier a le droit de conper les

taillis dans la quotité déterminée par l'aménagement ou l'usage constant des propriétaires, et il a le droit de profiter de tout. II, 1169.

Coupes non faites. L'usufruitier ni ses héritiers n'auraient aucune indemnité à réclamer dans le cas où des conpes ordinaires échnes pendant la durée de l'usufruit n'auraient point été faites par lui. II. 1169, 1178.

Quid en communauté entre époux ou sous le régime dotal, par rapport aux droits du mari sur les bois de son épouse? Voy. Communauté entre époux et Récime dotal.

Coupe prématurée. Les taillis coupés prématurément n'en appartiennent pas moins à l'usufruitier; mais en agissant ainsi, il peut se rendre passible de dommages-intérêts plus ou moins considérables, suivant les circonstances; quelles seraient ces circonstances? II. 1171.

Coupe vendue. La vente faite par un usufruitier de la coupe d'un bois taillis. en se conformant à l'aménagement établi, aurait-elle son effet si l'usufruitier décédait avant son exploitation? et à supposer qu'elle fiit commencée, l'acheteur aurait-il droit aux arbres non encore coupés ? 1. 9q5 et suiv.

Si l'acheteur n'avait aucune faute à se reprocher n'aurait-il pas un recours en garantie contre les héritiers de l'usufruitier? 1. 997.

TÉMOIN INSTRUMENTAIRE.

Celui qui a paru simplement comme monin et saus réclamation dans un acte contenant aliénation d'une chose sur laquelle il avait des droits, est-il censé, par cela seul, y avoir renoncé en faveur de l'acquéreur? 11. 2176.

TERME.

Age d'un tiers. L'usufruit accordé jusqu'à ce qu'un tiers ait atteint un âge déterminé, dure jusqu'à cette époque, encore que le tiers meure avant l'âge fixé. I. 421; II. 2046.

Computation. Dans le cas où un usuriuit aurait été légué pour cinq ans, quel serait le point de départ pour la computation da terme? Serait-ce le moment de la mort du testateur, ou celui de l'entrée en jouissance de l'usufruitier? II. 2033 et suiv.

Concours de légataires. En cas d'un legs de la nue propriété à un tiers et de l'asufruit du même fonds à un autre pour un temps déterminé, le décès de l'usufruitier avant le terme fixé à sa jouissance opère l'extinction de l'usufruit au profit du légataire de la nue propriété.

ÎV. 2041. Cas où le légataire de l'usufruit serait mort avant le testateur, ou aurait répu-

die son legs. II. 2042. Si la propriété est léguée purement à l'un, et l'usufruit sous condition à l'autre, l'héritier doit-il jouir du fonds, jusqu'à l'événement de la condition? II.

2043.

Condition résolutoire. Différence entre le terme et la conditiou résolutoire. II. 2057.

Créance. Le propriétaire qui aurait grevé son fonds d'hypothèque envers ses créanciers, ue pourrait en alièner l'usufruit sans perdre le bénéfice du terme, et rendrait toutes les créances exigibles. 1. 802.

1. 092.
Démence. Lorsque la propriété d'un fonds est laissée à une personne en démence, et que l'usufruit en est légué à une autre pour en jouir tant que le propriétaire restera en état de démence, si celui-ci vient à mourir dans cet état l'usufruit serait-il éteint? Il. 2058 et suiv.

Voy. CONDITION.

L'égataires successifs. Un legs d'usufrait peut être fait au profit de plusieurs personnes pour en jouir successivement et et séparément pendant un temp déterminé et par périodes égales ou différenses. Quelle est toutéois la nature d'une semblable disposition, et si l'un des légataires mournit pendant sa période de jouissance, qui, des autres légataires ou de l'héritier, profiterait de l'usufruit dorant le reste de la même période? 1. d'32: 11. 2066.

Legs. Un legs d'usufruit fait pour ne commencer qu'à une époque plus ou moins reculée de la mort du testateur est un legs conditiounel subordonné à la survie du légataire à l'époque fixée. I. 419. Différence en ce cas d'avec le legs

de la propriété. I. 420.

Lorsqu'un usufruit est légué pour un temps particulier ou pour finir à une époque déterminée, le legs est pur et simple, et doit recevoir son exécution après la mort du testateur. I. 419.

Majorité d'un tiers, Quid du cas où, un usufruit étant accordé jusqu'à ce qu'un tiers ait atteint sa majorité, il surviendrait une loi qui changeat l'époque de la majorité 2 11, 2060 et suiv

que de la majorité? Îl. 2047 et suiv. Maladie d'un tiers. L'usufruit accordé jusqu'à ce qu'un tiers malade ouen démence air recourré la santé oul'usage de la raison, cesse à l'événement prévu. Quid dans le cas où le tiers mourrait dans son état d'alliction? I. 421.

Mort civile. L'usufruit établi en faveur d'une personne jusqu'au décès d'une autre, ne s'éteint que par la mort naturelle de celle-ci, et non par la mort civile qu'elle aurait encourue. Il. 2045.

TERRES VAINES et VACANTES, Voy. BIENS COMMUNAUX.

TERRITOIRE.

Le droit d'usage établi au profit d'une commune appartient à tous les domiciliés dans son territoire, III, 3137.

TESTAMENT.

La faculté de tester ne peut être exercée que snivant le mode prescrit par les lois; le testateur ne peut rien faire au préjudice de ce qu'elles prescrivent. I. 801.

TIERCE OPPOSITION.

Sur quoi est fondé le droit de tierce opposition? II. 1284, 1295; III. 2474. Est-il toujours nécessaire de recourir à

eette voie ? II. 1285. Quand une partie peut-elle y recourir ? Trois règles sur ee point. II. 1287. 17. Il fant avoir intérêt à la rétractation

du jugement qu'on oppose. II. 1288, 2^{me}. N'y avoir figuré ni par soi-même, ni par le ministère d'un représentant. II. (311, 1361.

3^{me}. Avoir une qualité telle qu'on eût dû être appelé dans la cause où le jugement a été rendu. II. 1289. A quoi reconnaître cette qualité ? II. 1290.

Absence. L'absent ne pourrait former tierce opposition au jugement rendu contre l'héritier qui aurait été envoyé en possession provisoire de ses biens. II, 1316.

Acquéreur. L'aequéreur peut former tierce opposition au jugement rendu coutre le vendeur, si le procès n'a commencé qu'après sa mise en possession. II. 1351.

Action exclusive. Nul ne peut être admis à former opposition à un jugement rendu contre la personne à qui l'exercice de l'action sur laquelle le juge-

tre, ne s'éteint que par la mort natu- ment a statué était exclusivement ré-

servé. II. 1329.

Ayant-cause. Ce que e'est II. 1328. L'ayant-cause d'une partie condamnée ne peut former tierce opposition au jugement. Ibid.

Créanciers. Les eréanciers, soit hypothécaires, soit cédulaires, auraient-lis le droit de former tierce opposition au jugement rendu contre leur débiteur? II. 1304 et suiv. Voy. Fraude envers LES CRÉANCIERS.

Désaveu de paternité. Le jugement sur une action en désaveu de paternité ne pent être susceptible de tierce opposition. II. 1331. Droits communaux. Un jugement sur

les droits communaux, rendu contre le maire d'une commune, ne pourrait être passible de tierce opposition de la part d'aucun des habitans. II. 1335.

Droit réel. Un jugement rendu contre le propriétaire d'un fonds sur lequel un tiers aurait un droit réel quelconque, serait-il passible de la tierce opposition par en dernige ?!!! . 300 et cuir.

par ee dernier? II. 1300 et suiv.
Faillite. Voy. Union de créanciers,
Femme mariée. Quand il s'agit des
actions mobilières et possessoires de la
femme, celle-ei ne pourrait former tierce

opposition au jugement rendu contre son mari, II. 1317. Indivisibilité. Le succès de la tierce opposition profite à la partie condamnée par le premier jugement, si la chose est

ndivisible, II. 1335.

Distinction entre l'indivisibilité de la cause qui enfante le droit, et de l'indivisibilité de la chose qui est réclamée, Exemple, II. 1356 et suiv., 1423.

Interdit. Voy. Mineur. Interdiction. Un étranger pourrait il

former tierce opposition à un jugement en interdiction? II. 1333. Matière criminelle ou de police. La

voie de la tierce opposition ne peut avoir lieu en matière eriminelle on de police. II. 1330.

Mineur. Le mineur ou l'interdit ne peuvent former tierce opposition au jugement rendu contre le tuteur. II. 1313.

30.

Nullité de mariage. Un jugement sur une demande en nullité de mariage, de la part d'un des époux, pour cause d'erreur ou de violence, serait-il passible de tierce opposition? 211. 1334.

Partie condamnée. La partic condamnée par le premier jugement pout-elle tirer avantage du succès de la tièrce opposition? Distinction du cas où il s'agit d'une chose indivisible. Il. 1354, 1355, 1423. Voy. Indivisibilité et Servitude.

La retractation du premier jugement obtenu sur la tierce opposition de l'usufruitier ou du propriétaire doit-elle profiter à tous les deux? II. 1392 et suiv. Voy. Lésion.

Séparation de biens. Les créanciers peuvent-ils former tierce opposition à un jugement de séparation de biens entre époux ? II. 1332, 1339.

Séparation de corps. Un jugement de séparation de corps n'est pas susceptible de tierce opposition. II. 1332.

Servitude. Un copropriétaire par individue de la financia de débouté d'une demande en exercice d'une servitude, profiterait il du sucès de la tierce opposition formée au jugement par son copropriétaire? II. 1423.

Substitution. Les appelés à recueillir des biens substitués ne pourraient former terce opposition au jugement rendu contre le grevé et le tuteur à la substitution. Quid si le grevé seul eût été en cause? II. 1314.

Union de créanciers. Les créanciers ayant signé le contrat d'union, de même queles créanciers d'une faillite, ne pourraient former tierce opposition au jugement rendu contre les syndies dans l'intérêt de la masse. Il. 1320.

Usage, L'usager, comme l'usufruitier, a le droit de former tierce opposition au jugement rendu hors sa présence contre le propriétaire de l'immeuble soumis à sa jouissance, III. 2749.

Usufruitier. L'usufruitier peut-il former tierce opposition au jugement qui, statuant sur la revendication par un tiers d'un fonds soumis à son usufruit , n'aurait été rendu que contre le propriétaire? II. 1298,

Le jugement qui, sur une demande en revendiention intentée contre un testateur, a statué après la mort de celui-ci, peut-il être passible de tierce opposition de la part du légataire de l'usufruit qui n'aurait pas été appelé en reprise d'unstance? II. 1383.

Le légataire d'un droit d'usufruit, qui n'avait point encore obtenu la délivance de son legs lorsqu'un procès en revendication du fonds soums à l'usufruit avait de lintent contre l'héritier, pourrait-il former tierre opposition an jugement rendu contre c dernier? Il. 1384 et suiv. Quid du cas où l'usufruitier avait déb chreus le délivance de la light par le suiv.

suiv. Quid du cas où l'usufruitier avait déjà obtenu la délivrance de son legs lorsque le procès a commencé? *Ibid.*— Voy. Caose Jugée. Abus de jouissance. Déchéance.

TIERS DENIER.

Ce qu'est le droit de tiers denier dans le pays de Lorraine? IV. 3389.

Îl est aboli à l'égard des communes propriétaires. IV. 3390. Il est conservé à l'égard de celles qui

ne sont qu'usagères. IV. 3391. La réserve du tiers denier envers les usagers, ayant fixé la part du propriélaire, met obstacle à l'action en canton-

TIERS POSSESSEUR.

nement. IV. 33ga.

Le tiers possesseur ne doit les fruits au légataire qu'à compter de l'action personnellement intentée contre lui. I. 388.

TITRE. Voy. PRODUCTION. TRAITÉ. INTERPRÉTATION.

TOIT: Voy. RÉPARATIONS.

TONNES. Voy. CUVES.

TORRENT.

Prescription. L'usufruitier qui aurait pris possession d'une partie de terraiu réunie à son champ par un torrent, la prescrirait-il au profit du propriétaire? 528.

Usufruitier. Si un torrent détachait subitement une partie considérable et reconnaissable d'un champ soumis à un droit d'usufruit, l'usufruitier aurait-il action pour la revendiquer? I. 526.

Si la partie de terrain détachée par le torrent se réunissait à un champ soumis à un droit d'usufruit, l'usufruitier aurait-il le droit d'en jouir dans le cas où le propriétaire du fonds dont elle proviendrait ne la revendiquerait pas dans l'anuée. Distinction à cet égard entre l'usufruitier à titre singulier et l'usufruitier universel ou à titre universel. I. 527, 529.

TOURBIÈRE.

Communauté entre époux. L'ouverture d'une tourbière pendant le cours de la communauté sur les propres des époux, donne lieu à une récompense en faveur de l'époux propriétaire. II. 1207.

Usufruitier. L'usufruitier n'a aucun droit aux tourbières dont l'exploitation n'est pas commencée lors de l'ouverture de l'usufruit. II. 1202.

Pourrait - il ouvrir une tourbière à l'effet d'en extraire seulement la tourbe nécessaire à son chauffage, sans se permettre d'en vendre ? II. 1203.

TRADITION RÉELLE

Relocation. Dans un acte translatif de propriété la clause de relocation a toute la force d'une tradition réelle, I. 34. Réserve d'usufruit. Il en est de même

de la réserve d'usufruit. Ibid.

TRANSCRIPTION.

Qu'est-ce que la transcription, quel on est l'effet légal? I. 771. Donation. Voy. Donation.

Hypothèque, La transcription de l'acte constitutif de l'usufruit ou de droit d'usage et d'habitation, arrête l'effet des hypothèques non inscrites antérieurement ou dans la quinzaine. I. 28; I. 771; III. 2750.

Usage, Voy. Hypothèque.

TRAITÉ.

Le traité par lequel une commune en corps a reconnu ou concédé sur son territoire un droit de bouchoyage on de vaine pâture au profit d'une autre commune, ne peut avoir pour effet d'établir la servitude sur les fonds privés. IV. 3325 et 3327.

Il ne pourrait même servir de fondement à la prescription de la scrvitude

sur ces héritages. IV. 3328.

Il en serait autrement si la commune qui a associé sa voisine dans ses droits avait été elle-même en possession à titre de servitude. Ibid.

TRAVAIL.

Communion. Du travail et de la nourriture des enfans communiers. Voyez NOURRITURE, Communion.

Du travail et de la nourriture des enfans ayant vécu dans la communion de leur père. Voy. Usurruit Paternel (aux questions diverses des enfans en la cam-

munion de leur père).

Enfant, L'enfant qui travaille chez son pèrc ne peut être présumé avoir l'intention de le faire gratis et de lui payer encore une pension pour sa nourriture. I. 238. Voy. USUFRUIT PATERNEL (aux questions diverses des enfans ayant travaillé en communion).

TRÉSOR

Usufruitier. L'usufruitier n'aurait aucun droit dans un trésor tronvé dans le fouds, à moins qu'il ne l'eût découvert lui-même. Cas auquel il aurait la moitié dévolue à l'inventeur. 1. 543, 544. -Idem de l'usager. IV. 3181.

Usufruit paternel. L'usufruit paternel s'étendrait-il sur un trésor trouvé par un enfant de moins de 18 ans? L 150.

TRIAGE.

Qu'entend-on par le mot Triage ? III. 2857.

Commune. - Réintégration. Les communes réintégrées, par la loi du 28 août 1792, dans les biens dont elles avaient été privées par l'effet du triage, étaient obligées de se pourvoir dans le délai de cinq ans. III. 2862.

Celles des communes qui, au lieu de se pourvoir devant les tribunaux, se sont mises de suite en possession et ont joui avant l'expiration des cinq années, devraient-elles être considérées comme déchues du bénéfice de la loi, pour n'avoir point agi régulièrement ? Ibid.

Seigneurial. En quoi consistait le droit de triage seigneurial? Son origine, ses progrès, son abolition. III. 2807 et suiv. 2000.

TROUPEAU. ,

Ce que l'on entend par le mot Trou-

Quel nombre de bêtes est nécessaire pour composer un troupeau? I. 45.

Bêtes mortes. L'usufruitier est tenu de remplacer les bêtes mortes jusqu'à coneurrence du croît. Quid du cas où le croît ne fournirait pas des bêtes du sexe à remplacer? Il. 1093, et voyez Croit perqu.

Croît. Le legs d'usufruit d'un tronpeau donne au légataire le droit de jouir du croît arrivé depuis l'époque du testament jusqu'au décès du testateur. II. 1092.

Quant au croit survenu depuis la mort du testateur jusqu'à la demande en délivrance, il appartient à l'héritier, mais à la charge de remplacer, jusqu'à concurrence du croît, les bêtes mortes pendant le même temps. II. 1093. Croft perçu. Lorsque l'usufruitier a perçu le croît, le troupeau étant au complet, s'il survient ensuite des pertes à réparer, devra-t-il y pourvoir avec les produits précédemment perçus, ou ne devra-t-il le faire qu'avec le eroît à venir et autant qu'il serait capable d'y fournir? II. 1005.

Cuirs, Voy. Perte.

Décrépitude. L'usufruitier ne devraitil pas remplacer les bêtes qui seraient décrépites et cassées de vieillese? II. 1004.

Perte. L'usufruitier ne serait point tenu de remplacer le troupeau s'il venait à périr; mais il devrait rendre compte des cuirs au propriétaire. II. 1004.

Ce compte devrait-il avoir lieu de suite, ou seulement à la fin de l'usufruit? Il. 1007.

Usage. Droit d'. Quels seraient les droits de l'usager d'un troupeau de moutons? III. 2783.

Vieillesse. L'usufruitier ne devrait-il pas remplacer les bêtes cassées de vieillesse? II. 1094.

TUTEUR.

Travail du mineur. Un tuteur, qui, tenant avec lui son mineur, profite des travaux de celui-ci, doir rapporter en compte l'estimation du bénéfice qu'il en a pu retirer. 1. 203.

Usufruit. Un tuteur ne pourrait, de sa propre autorité, vendre l'usufruit immobilier de son mineur. I. 888.

Si le tuteur peut recevoir un don d'usufruit ou d'autre chose de son mineur? 1. 306.

U.

UNIVERSALITÉ.

Legs. Le legs d'une universalité d'actif et de passif, bien que classé au rang des legs à titre particulier, participe sous de certains rapports du legs universel, en ce qui concerne l'acquit des dettes et charges; et exemple de cette espèce de legs. II. 1485 et suiv.

Distinctiou du cas où le legs est en toute propriété, de celui où il ne consiste qu'en usufruit. *Ibid*. USAGE (DROIT D').

Définition du droit d'usage, I. 46; III.

2739. Sa nature dérivant des différens ob-

jets dans lesquels il peut être considéré.

III. 2759, 3087.

Ses rapports et ses différences sous plusieurs points de vue avec le droit d'usufruit , I. 47; III. 2739; la pension viagère . III. 2740, et le legs du revenu d'un fonds , III. 2741. Sa différence d'avec les simples servitudes, III. 3087.

Abns de jouissance. Le droit d'usage peut s'éteindre par abus de jouissance. III. 2795.

Les eréanciers de l'usager pourraientils, dans ce cas comme en matière d'usufruit, demander leur subrogation au lien et place de leur débiteur? Ibid.

Accessoires. Le droit d'usage légué sur un fonds porte sur tous les accessoires dont le fonds peut être garni, ou qui y ont été placés par le propriétaire pour le service de l'exploitation du fonds. III. 2761.

d'accroissement entre deux légataires conjoints dans un legs de droit d'usage? 1. 48; 111. 2739. Amelioration. L'usager aurait-il droit

à une indemnité pour les améliorations par lui faites dans le fonds soumis à son droit? III. 2789.

Aménagement, Voy. Partage.

Animaux. Le droit d'usage établi sur des animaux donne à l'usager le droit de les employer aux travaux et services auxquels ils sont propres par leur espèce. III. 2755.

Quant aux droits d'usage destinés à la dépaissance des animaux ou des bestiaux, qui sont les droits de pacage, panage, parcours, pâturage, vaine et vive pâturc, et pour ce qui caractérise ces diverses espèces, V. 3653 et suiv. Voyez aussi sous les mots PACAGE, PARAGE, PARCOURS, PATURAGE, VAINE PATURE, VIVE PATURE.

Arrérages de rentes en nature, Quelle serait l'étenduc du droit d'usage sur les des créances donne à l'usager, après

arrérages des rentes payables en nature? III. 2780.

Arrérages des rentes constituées. Voy. Fruits civils pécuniaires.

Bail. L'usager qui absorbe tous les fruits du fonds, ou qui a obtenu la distraction d'une partic du fonds, pourraitil y établir un fermier ? III. 2766 et

suív. Besoins de l'usager. A quoi s'étendent les besoins de l'usager ? III. 2774.

Bois et forets. Recherches historiques sur l'origine des droits d'usages ordinaires dans les forêts privées. III. 3042

Bois nationaux. Pour les usages dont les forêts nationales peuvent être grevécs,

voy. Bois NATIONAUX. Caution. L'usager, comme l'usufruitier, ne peut entrer en jouissance sans

avoir préalablement donné caution. Quid s'il ne pouvait s'en procurer? III. 2743. 2781, 2785. Cession. Le droit d'usage est incessi-Charges et obligations. Des charges et

ble. I. 48; III. 2345, 2743, 2767.

Accroissement. Y aurait il lieu au droit obligations de l'usage. III. 2784 et suiv. Choses fongibles. Le droit d'usage établi sur une quantité déterminée de choses fongibles constitue un véritable usufruit; l'usager est tenu , à la fin de sa jouissaucc , d'en restituer autant en égale bonté

et valeur. III. 2756. Secus si l'usage est à prendre sur une masse ou une provision quelconque ; l'usager n'a rien à restitner pour ce qu'il a consommé. Ibid. Commune, Quand une commune peut-

elle être considérée comme n'étant qu'usagère d'un fonds dont elle jouit? III. 2885 et suiv.

Compétence. La revendication d'un droit d'usage doit être portée devant le tribunal de la situation de l'immcuble? III. 2747.

Concours de legs. En eas de concours de legs de la propriété à l'un, de l'usufruit à l'autre, et de l'usage à un troisième, l'usager ne doit souffrir aucune réduction. III. 2742, 2792.

Créance. Le droit d'usage légué sur

avoir fourni caution, le droit d'eu toucher le remboursement. III. 2757. Les ble, à moins d'une convention à forfait. titres doivent en eonséquence lui être III. 2771 st suiv. Voy. PARTAGE. remis. Ibid.

Si les eréanees produisaient des intérêts, l'usager aurait le droit de les toueher anuuellement jusqu'au remboursement des capitaux. Ibid.

Si les termes du legs indiquent que le testateur n'a entendu établir le droit d'usage que comme une délibation à prendre annuellement sur les intérêts des créauces, l'usager n'aurait point le droit de toucher l'intégralité des capitaux. III. 2758.

Culture. A qui, de l'usager, ou du propriétaire du fonds, le soin de la eulture doit-il être confié ? III. 2760, 2763, Voy. Produits du fonds. Besoins de l'usager.

Descendant. Du droit d'usage qui aurait été eoneédé à quelqu'un , tant pour lui que pour ses descendans. IV. 3067 et suiv.

Descendant. - Accroissement progressif. Un droit d'usage concédé à quelqu'un, tant pour lui que pour ses deseendans, devrait il recevoir une augmentation progressive en suivant la proportion d'accroissement dont est suseeptible le nombre des deseendans du premier usager; ou ne doit-il pas rester fixé à la quantité qui a d'abord été due à sa famille lors de la première ouverture du droit? IV. 3074 et suiv.

Droits d'enregistrement. La constitution du droit d'usage sur un immeuble est passible du droit proportionnel de mutation immobilière. III. 2745.

Durée. Le droit d'usage peut être perpétuel dans sa durée. I. 49; IV. 3067.

Enfans. Si un droit d'usage était concedé à quelqu'un, tant pour îni que pour ses enfans, le mot enfans doit il être enteudu de même des petits-enfans et arrière petits enfans? IV. 3072.

Etendue. De l'étendue du droit d'usage. III. 2768 et suiv.

L'étendue du droit d'usage-servitude

personnelle est perpétuellement varia-

Espèces diverses. Des diverses espèces de droit d'usage qui peuvent être établies comme servitudes réelles sur les bois , les forêts et autres biens. IV. 3082 et suiv.

Exercice. Comment le droit d'usage doit il être exercé? III. 2750 et suiv.

Extinction. Quand et comment s'éteint le droit d'usage purement personnel? III. 2795.

Famille. Quelles personnes composent la famille de l'usager? III. 2775. Son père en fait-il partie ? 2776. Quid des enfans qui lui sont survenus depuis la concession de l'usage? 2777. Quid de ses gendres et belles filles? 2778. Quid de ses enfaus naturels ou adoptifs? 2779.

Si un droit d'usage a été légué à quel· qu'un, tant pour lui que pour sa famille, quel sera le sens de eette disposition ? III. 3073. Voy. Descendans. - Accroissement progressif.

Famille, - Cohabitation. Un droit d'usage concédé à quelqu'un et à sa famille ne doit profiter qu'aux membres de la famille qui continuent à habiter ensemble. IV. 3077 et suiv.

Frais de culture. Quels que soient les produits d'un fonds soumis à un droit d'usage, le propriétaire doit retenir les frais de culture et les impôts. III. 2750, 2792.

Dans quelle proportion l'usager doitil contribuer aux frais de culture et au paiement des impôts du fouds sounis à son droit? III. 2786 et suiv.

Fruits. Le droit d'usage des fruits d'un fonds atteint chaque espèce de fruits ou de produits dans l'étendue des

besoins de l'usager? III. 2760. Fruits. - Consommation. L'usager des fruits d'un fonds ne peut en exiger qu'autant qu'il en faut à sa consommation. III. 2770, 2771.

Fruits civils pécuniaires. Quelle serait l'étendue d'un droit d'usage établi sur des fruits eivils purement pécuniaires, tels que les arrérages d'une rente constituée? III. 2782. Héritiers. Dans le cas d'un droit

Héritiers. Daus le cas d'un droit d'usage légué ou concédé à quelqu'un, tont pour lui que pour ses héritiers, dans quel sens le mot héritiers doit-il être pris? 111, 3070.

Le legs serait-il caduc si le légataire, décédant avant le testateur, laissait de

la postérité? Ibid.

Hypothèque. Le droit d'usage ne pent être hypothéqué par l'usager. I. 48; III. 2751.

Impôts. Voy. Frais de culture. Interprétation. Règles pour détermi-

ner, dans l'obscurité du titre , 1º Si ee ne serait pas plutôt un droit

d'usufruit qu'un simple droit d'usage qui aurait été légué; 2° Si c'est un droit d'usage-servitude réalle qu'un desi d'usage-servitude per-

réelle, ou un droit d'usage-servitude personnelle qu'on a voulu établir; 3º Enfin quelles seraient la consistance

S'Enini quenes seraien raconsistance et l'espèce de fruits ou émolumens qui auraient été accordés. IV. 3088 et suiv. Inventaire. L'usager doit, a vant d'entrer en jouissance, faire faire inventaire

comme l'usufruitier. III. 1743. a 2784. Meubles. Le droit d'usage établi sur des meubles ne donne à l'usager que la faculté de s'en servir pour son usage personnel, sans pouvoir les louer à d'autres, encore qu'il s'agisse d'objets que les propriétaires aient coutume de louer. III. 2755.

Mort civile. Le droit d'usage s'éteint par la mort civile de l'usager, à moins qu'il n'ait été laissé à titre d'alimens. III.

2795.

Non-usage. Cas où le droit d'usage pourrait s'éteindre par le non-usage pen-

dant trente ans. III. 2795.

Partage. L'usager et le propriétaire jouissant indivisément auraient-ils l'un ou l'autre le droit de provoquer un partage? 2764.

Dans le cas où le fonds soumis à un droit d'usage-servitude personnelle serait assez vaste pour pouvoir en distraire une portion qui ne servirait qu'à l'usager, cette distraction ne serait pas véritablement un partage, mais un aménagement n'opérant qu' un effet provisoire susceptible de supplément ou de réduction, selon que les besoins de l'usager viendraient à augmenter ou à diminner, à moins de convention contraire. HI. 2765, 2771, 2772.

Prescription. Le droit d'usage peut être établi par prescription, lorsque dans son espèce il est susceptible d'une possession continue et exempte du précaire.

III. 2754. Voy. Possessoire.

Produitt du fonds. — Besoins de l'ussager. L'usager dont les besoins absorbent tous les produits du fonds doit en avoir la possession comme l'usifruitier; néanmoins le propriétaire peut toujours surveiller la culture; et dans le cas où, par suite de l'abondance d'une année ou d'une diminution des besoins, les produits excéderaient, le propriétaire pourrait prendre le surplus, à mois que cet excédant ne fut le résultat d'améliorations faites par l'usager, Ill. 2,762.

Est-ce sur le produit net, ou le produit brut, que doit être prise la quantité de fruits nécessaire à la consommation de l'usager, ou que sa part doit être as-

signée? III. 2792, 2794.

Propriétaire. Le propriétaire du fonds

grevé du droit d'usage ne pourrait porter aucune atteinte au droit de l'usager, no tamment en accordant un pareil droit à d'autres dont le concours diminuerait la jouissance du premier. Ill. 2938. Réparations d'entretien. Dans quelle

proportion l'usager d'un fonds est-il tenu des réparations d'entretien? III. 2786 et suiv.

Résidence. Pour être admis à l'exercice d'un droit d'usage concédé à quelqu'un et à ses descendans, l'usager devrait-il résider sur les lieux? IV. 3068. Voy. Famille. — Cohabitation.

Revenus d'un bail. Quelle serait l'étendue d'un droit d'usage sut les revenus d'un bail, stipulés soit en une certaine quantité annuelle de fruits, soit en argent ? III. 2781.

Tierce opposition. Voyez Tierce op-

Titres. — Interprétation. De l'interprétation des titres constitutifs des droits d'usage dans les forêts. IV. 3088 et suiv.

Voy. Interprétation.

Transcription. Celui qui aequiert un droit d'usage sur un immeuble, doit faire transcrire son titre au bureau des hypothèques pour arrêter le cours des fuscriptions. III. 2750.

Troupeau de moutons. Quels seraient les droits de l'usager d'un troupeau de moutons? III. 2783.

Usage d'une commune. Voyez Biens COMMUNAUX.

En ce qui touche spécialement au droit d'usage dans les forêts :

Considéré dans ses diverses espèces. Voy. suprà Espèces diverses. Considéré par rapport à la manière

d'en entendre sainement le titre constitutif. Voy. ci-dessus Interprétation. Considéré dans la manière de l'ac-

quérir sans titre. Voy. Possessoire. Considéré dans les conditions néces-

saires pour pouvoir en jouir. Voy. Dé-LIVRANCE et REGLEMENT DE COUPE. Considéré dans son étendue par rap-

port aux diverses espèces de hois qui peuvent emêtre l'objet. Voy. Erennue du droit d'usage. Considéré par rapport à la manière

dont on doit en profiter. Voyez Emouu-MENS du droit d'usage.

Considéré par rapport à ce que l'usager peut faire des emolumens par lui perçus Voy. Disposition des usages.

Considéré par rapport à sa nature de servitude réelle, affectant tout le fonds et due à tout le fonds. Voy. Indivisibilité. Considéré par rapport à son rachat.

VOV. CANTONNEMENT. Considéré dans la manière dont il

peut prendre fin Voy. Extinction. USINE.

Accessoires. Le legs d'usufruit d'une usine comprend la jouissance des accessoires. Quelles choses sont accessoires d'une usine ? 11. 1135.

Approvisionnemens. L'usufruitier d'une usine doit l'entretenir en état d'approvisionnement pour éviter le chômage. II.

Le legs d'usufruit d'une usine avec ses approvisionnemens donne au légataire le droit de consommer les approvisionnemens qui s'y trouvent, à la charge d'en restituer d'égale valeur à la fin de l'usufruit. Cette resitution doit-elle se faire en nature ? IL 1141, 1142.

Le legs our simple d'usufruit d'une usine, sans mention des approvisionnemens, ne donne point au légataire la propriété des denrées en approvisionnement qui s'y trouvent. Celui-ci aurait-il néanmoins le droit d'en exiger la remise en payant de suite la valeur? 11. 1143.

Après l'extinction de l'usufruit, les héritiers de l'usufruitier pourraient ils enlever tous les approvisionnemens amassés par leur auteur? Quels seraient les droits du propriétaire à cet égard? 111. 2587.

Chômage, L'usufruitier ne doit point laisser chômer l'usine si la fériation lui était nuisible. II. 1140, 1471.

Construction. Le légataire de l'usufruit d'un fonds aurait-il le droit d'y construire une usine ? 11. 1144.

Fruits civils. Le produit d'une usine ne consiste qu'en fruits civils. Mode suivant lequel ces fruits s'aequièrent. Il. 1134.

Gardefeu. L'usufruitier d'une usine doit y placer un garde-feu, suivant les

usages des lieux. II. 1473.

Marchandises manufacturées. Le legs d'usufruit d'une usine ne donne aucun droit au légataire sur les marchandises manufacturées existant dans les magasins du testateur. Quid de celles dont la fabrication ne serait que commencée? Il. 1143. Reconnaissance. Lors de l'entrée en

jouissance de l'usufruitier, on doit, pour constater l'état de l'immeuble, faire la reconnaissance de tous les ustensiles et agrès qui s'y trouvent, et même en dresser un état estimatif. II. 1136. Ustensiles et agrès. Les ustensiles et

agrès d'une usine sont compris dans le legs d'usufruit. Ils doivent être entretenus et remplacés, en cas de perte ou d'usurc, par l'usufruitier. Nature de cc remplacement. II. 1135 et suiv.

Après l'extinction de l'usufruit, les béritiers de l'usufruitier pourraient-ils enlever les ustensiles et agrès dont leur auteur aurait garni l'usine pour son rou-

lement? III. 2586.

L'usufruitier qui, pendant le cours de sa jouissance, a remplacé des ustensiles et agrès qui n'étaient plus d'un bon service, aurait-il, ou ses héritiers, une actiou en indemnité pour la plus-value des obiets mis à la place de ceux existant au moment de l'ouverture de l'usufruit? III. 2610. Quid du cas où les objets substitués, au lieu d'offrir une plus-value, vaudraient moins que les premiers? Ibid. VOY. APPOUAGE. - Usine.

USTENSILES ARATOIRES.

Des ustensiles aratoires employés par le propriétaire à la culture de son domaine. Voy. Accession, Accessoines, Bestiaux.

Enlèvement, - Héritiers de l'usu-· fruitier. Après l'extinction de l'usufruit, l'usufruitier on ses héritiers peuvent enlever les ustensiles aratoires et les animaux par lui placés dans le domaine pour la enlture. III. 2585. Secùs de ceux qui auraient été placés par le propriétaire lui-même, III, 2610.

Perte. L'usufruitier d'un bien rural scrait-il tenu de remplacer les ustensiles aratoires détruits par aecidens, ou usés

de vétusté? II. 1156 et suiv.

Remplacement. — Indemnité. L'usufruitier qui a remplacé des ustensiles aratoires qui n'étaient plus d'un bon service, aurait-il, ou ses héritiers, action en indemnité pour la plus-value des objets mis à la place de ceux qui existaient au moment de l'ouverture de l'usufruit? III. 2610. Quid du eas où les objets substitués, au lieu d'offrir une plus-value, vaudraient moins que les premiers? Ibid.

USUFRUIT. TORR V.

Définition de l'usufruit. I. 1 et sniv. . 101.

Sa nature expliquée, soit par la constitution de l'usufruit considérée en ellemême. I. 5 et suiv., soit par l'usufruit considéré dans celui qui en est revêtu, I. 9 et suiv., soit par l'usufruit considéré dans l'objet auquel il s'applique. I. 23 et suiv.; 888.

Antichrèse. L'usufruit peut être remis

en antichrèse. I. 801. Durée. L'usufruit est une propriété essentiellement temporaire, il ne peut être perpétuel dans sa durée. I. 4, 300.

Estimation. Comment s'estime un droit d'usufruit. 1. 364, 398.

Hypothèque. L'usufruit peut être hypothéque par l'usufruitier. I. 889.

Tuteur. Le tuteur d'un usufruitier ne ourrait, de sa propre autorité, veudre l'usufruit immobilier de son mineur. I. 888.

USUFRUIT ALTERNATIF.

L'usufruit est légué alternativement lorsqu'un testatenr a légué la jouissance de son fonds pour de deux années l'une. I. 46g.

Accroissement. L'usufruit alternatif ne comporte point le droit d'aceroisse-

ment. I. 677.

Non-Usage. L'usufruitalternatif est-il susceptible de s'éteindre par le non-

usage? II. 2114 et suiv.

Première année. S'il n'y avait qu'un légataire qui fût en concours avec l'héritier, la première année appartient au légataire. I. 469.

S'il y a deux légataires , quel est eelui qui doit commeneer à jouir lorsque le testateur ne s'est point expliqué à cet égard? I. 470 , 471.

Prescription. L'usufruit légué pour

par le légataire en jouir alternativement avec l'héritier, se prescrirait-il au profit de ce dernier, si le légataire négligeait pendant trente ans d'en jouir ou d'en demander la délivrance? II. 2115. Si l'usufruit a été légué à deux per-

sonnes pour en jouir alternativement, et que l'un des légataires en jouisse seul pendant trente ans , la prescription s'opèrerait-elle à son profit? II. 2116.

USUFRUIT CONVENTIONNEL.

L'usufruit conventionnel est celui qui est établi par la volonté de l'homme ; il peut être constitué par testament, par contrat commutatif, par donation entrevifs. I. 300. Voy. Constitution p'usu-FRUIT.

USUFRUIT LÉGAL.

Définition. Il y en a de einq espèces rartienlières. I. 118.

USUFRUIT PATERNEL.

Ce que e'est. I. 123. D'où il dérive, et quelles sont les sources où les auteurs du Code eivil ont puisé pour l'établir tel qu'il existe dans notre législation actuelle. I. 127, 133, 134; II. 2050 et

Il appartient au père duraut le ma-riage, et, après sa dissolution, au survivant des père et mère. I. 123, 125.

Abus de jouissance. L'usufruit paternel pourrait-il s'éteindre par abus de jouissance? Par qui l'action en déchéance pourrait-elle être intentée ? III. 2425 et suiv.

Arrérages ou intérêts Le paiement des arrérages ou intérêts des capitaux est à la charge de l'usufruitier légal. I. 205. Différence entre arrérages et intérêts. Ibid.

Les arrérages ou intérêts des capitaux à payer par l'usufruitier légal sont-ils ceux à échoir des l'ouverture de l'usufruit seulement, ou bien eneore eeux qui étaient déjà échus et non payés? I. 206 . 208.

Quid des arrérages de rentes foneières

oŭ viagères échus avant l'usufruit légal? l. 207. Biens donnés. L'usufruit paternel ne

porte point sur les biens donnés ou légués aux enfans sous condition expresse que le père et la mère n'en jouiront pas. I. 151.

Qu'entend-on par condition expresse? l. 153.

Une mère qui, instituant sou fils liéritier, prohibe l'usufruit légal au père, la prohibition s'étendra-t-elle sur la réserve légale du fils dans les biens de sa mère? l. 152.

Quid do eas où , la probibition étant insérée dans une donation entre-vifs , le père aurait accepté la donation purement et simplement pour son fils mineur? Ib.

Charges, L'usufruit paternel est affecté de toutes les charges dont sont tenus les usufruitiers en général. l. 179 et

suiv. Voy. CHARGES.

Les charges de l'usufruit paternel se divisent relativement au nombre des enfans mineurs, de manière qu'à mesure que chaque enfant acquiert l'âge auquel cesse l'usufruit, la portion des charges qui est corrélative à cet enfant cesse également de peser sur l'usufruitier. 1. 200.

Les eharges de l'usufruit paternel sont réelles. Conséquences qui en dérivent, l.

214, 215.

Elles deviennent néanmoins personnelles par le fait de l'acceptation de l'usufruit. Couséquence qui en dérive également. I. 224. Voy. Renonciation.

Convol. Le convol de la veuve lui fait

perdre l'usufruit légal. 1. 143.

La mère devenue veuve une seconde fois, ou si son second mariage était déelaré nul par jugement, reprendrait-elle la jonissance légale des biens de ses enfans du premier lit? l. 144. Quid par rapport à l'usufruit qui au-

rait été assuré à la veuve par son contrat de mariage, ou qui lui aurait été légué par son second mari? Vov. Secondes NOCES.

Le convol de la mère divorcée par eonsentement mutuel lui ferait-il perdre la jonissance de la moitié de ses biens, attribuée à ses enfans par l'art. 305 du Code eivil? Voy. ibid.

Créanciers. Les créanciers de l'usufruitier légal pour intérêts ou arrérages de capitaux ne pourraient, avant d'avoir obtenu un jugement contre lui, le poursuivre par saisie, alors même qu'ils seraient déjà munis de titres exécutoires. l. 225.

Bien qu'à raison des charges de l'usufruit, les eréanciers aient action contre

l'usufruitier, ils n'en conservent pas moins le droit d'agir contre l'héritier et sur les biens de la succession. L. 218. Les créanciers personnels du père ou

Les créanciers personnels du père ou de la mère usufruiters ne pourraient faire saisir les fruits du fonds soumis à l'usufruit, sans que les enfane cussent le droit d'intervenir pour obtenir par privilége sur le pris leurs frais de nourriture, entretien et éducation. L. 215, Qué du cas ôl le père et la mère auraient d'autres ressources pour satisfaire de l'entre l'a 220. Voyce Patilité et de l'émission de l'entre de l'entre de l'entre de l'entre de l'entre le de l'entre l'a 220. Voyce Patilité et de la mission de l'entre l'entre

Décès. L'usufruit s'éteint en cas de décès des enfans. l. 126, et II. 2049 et

Déconfiture. Voy. Faillite.

Deuil, Frais de. Les frais de deuil de la venve doivent-ils être compris dans les frais funéraires du mari, et seraientils comme tels à la charge non de la succession, mais de la veuve unsfruitière légale 7 l. 212, 213; III. 2633. Quid si la veuve n'était que légataire de l'usufruit de la moitié des biens de son mari 2463.

Divorce. L'usufruit paternel n'a pas licu au profit de celui des père et mère contre lequel le divorce a été prouoncé, ni au profit d'aucun d'eux eu cas de divorce par consentement mutuel, l. 140.

Si le divorce avait été prononée contre le pière, et que ses enfans mineurs eussent déjà quelques biens acquiis, l'usufruit en serait-il de suite reversible à la mère, ou les enfans ne devraient-ils pas plutôt profiter de la déchéance encourue par lenr père 21. 141.

Emancipation. L'émancipation de l'enfant mineur est une cause d'extinction de l'usufruit paternel. 1. 228. Pourquoi faitelle cesser cet usufruit? 11. 2050 et suiv.

A quel âge peut-elle avoir lieu? *Ibid.* Plusieurs conséquences de l'émancipation, par rapport aux charges dont le père était tenu à cause de son usufruit. l. 229; 11. 2050.

229; 11. 2050.
 Enfans cohéritiers. Le père qui succède à un de ses enfans concurremment avec les frères et sœurs du défaut, pour-

rait-il être privé de l'usufruit légal sur les portions héréditaires de ces derniers? 1. 137.

Un père institué héritier conjointement avec ses enfans, par un étrauger, doit-il avoir l'usufruit légal des portions héréditaires de ces derniers? l. 151.

Enfans naturels. Les pères et mères des enfans naturels n'ont point l'usu-

g. fruit légal des bieus de ces derniers. l.

Enregistrement. Droited'. Est-il dû un droit d'enregistrement à raison de l'usufruit légal des père et mère? 1. 774.

Extinction. L'usufruit paternel s'éteint lorsque l'eufant a atteint l'âge de dix huit ans, par son émancipation et par son dé-

cès. I. 126, 227 et suiv.; II. 2044. Motifs de cette extinction. II. 2050 et suiv. Après l'extinction de l'usufruit paterpel par l'age de 18 age survent que pro-

nel par l'âge de 18 ans survenu aux enfaus, le père ne conserve pas moins la jouissance des biens de ces derniers, mais comme leur tuteur et à la charge de rendre compte des fruits, l1. 2044, Faillite. — Déconsture. En cas de

faillite ou de déconfiture du père, sou usufruit ne pourrait être adjugé à ses créanciers qu'à la charge des frais de nourriture, entretien et éducation des enfans. 1. 221.

Frais funéraires et de dernière ma-

ladie. Sont à la charge de l'usufruit légal. 1. 210; Il. 1519; Ils doivent s'entendre des frais finéraires et de deruière maladie de l'épous prédécédé, ou de toute autre personne dont la succession es ait dévolue aux cufiars mineurs, et es ait dévolue aux cufiars mineurs, et giur de cette disposition. Ibid. Ne doivent-ils pas 'entendre aussi des frais funéraires et de dernière maladie des enfanc us-mêmes? 1. 211.

Gain des enfans. L'usufruit légal ne s'étend point aux biens ou effets que les enfans peuvent acquérir par un travail ou une industrie séparés. 1. 148. Que doit-on eutendre en ce cas par travail et industrie séparés? 149.

Hérédité. L'usufruit, qui, en matière d'hérédité, apparticut un père ou à la mère succédant à son enfant, concurremment avec des collatéraux autres que les frères on sœurs du défunt ou descendans d'eux, du tiers des biens auxquels il ne succède pas en propriété, est une autre espèce d'usufruit légal, mais qui est soumis aux règles de l'usufruit conventionnel ordinaire. 1. 246.

Impudicité notoire. Une veuve qui vivrait dans un état d'impudicité notoire perdrait-elle l'usufruit légal? l. 146.

Indignité. L'usufruit légal n'a pas lieu à l'égard des biens d'une succession dévolue aux enfans pour eause d'indignité de leur père ou de leur mère. 1. 155.

Sil'indignité est relative à la mère, le père n'est point exelu de l'usufruit. Que serait-ce cependant si le père edt été déclaré complice du crime qui aurait rendu

la mère indigne? Ibid.

Si l'indignité est relative au père, l'usufruit n'est point reversible à la mère du vivant de l'un et de l'autre; il profite aux enfans. *Ibid*. Voy. Succession. *In*dignité. Alimens et Bénérice de comfétence.

Inventaire, Formalités de l'inventaire auquel le survivant des père et mère est astreint pour jouir de l'usufruit légal. I. 165. 166. 168.

Délai dans lequel il doit être fait. I. 170 et suiv. Aux frais de qui? 167.

Après ce délai le survivant serait-il encore admis à remplir la formalité de l'inventaire? La déchéance de l'usufruit ne serait-elle pas encourue à l'instant même? L. 173 et suiv. Voy. Subrook

Inventaire. Défaut d'. Si, après le décès de l'un des époux, les urivant u'a point fait procéder à l'inventaire des effets de la communauté, il est déchu de la jouissance des revenus de ses enfans nineurs, 1, 159; même de cenx qui leur écherraient lutérieurement, 169. La déchéance a lieu de plein droit, 164.

La déchéance dans ec cas ne s'applique qu'à l'asufrait légal, et non à celui qui appartiendrait au survivant des époux à tout autre titre, L. 169.

L'inventaire ne s'entendant que des

effets de la communauté, la nécessité d'y procéder n'existe pas pour le cas où les époux auraient été mariés sous le régime dotal. 1. 161, 162.

La nécessité de l'inventaire ne s'applique point aux successions qui écherraient par la snite aux enfans. I. 162.

Mère. Motifs qui ont fait accorder l'usufruit légal à la mère. 11. 2050 et suiv. Meubles, Les père et mère ayant l'usufruit des biens de leurs enfonc et qui

sufruit des biens de leurs enfans, et qui veulent conserver les meubles en nature, sont tenus d'en faire faire l'estimation par un expert nommé par le subrogé tuteur, et de rendre la valeur estimative de ceux qu'ils ne pourraient représenter en nature. Plusieurs conséquences de cette dernière disposition. 111. 2639 et suiv.

Pourraient-ils dans ee eas contester sur l'estimation faite par l'expert, et en demander la réduction? III. 2643.

Quid des meubles qui, à la fin de l'usufruit, se tronveraient détériorés par l'usage ou la vétusté? Voy. MEUBLES.

Usufruit légal.

Mort civile. L'usufruit s'éteint par la mort civile de l'enfant mineur. II. 1970.

Le père qui aurait été frappé de mort

eivile reprendrait-il la jouissance des biens de ses enfans s'il obtenait des lettres de grâce, ou que, condamné par contumace, il se représentât et se fit absoudre? Il. 2019, 2026.

Nourriture, entretien et éducation des enfans. La nourriture, l'entretien et l'éducation des enfans est une des charges de l'usufruit paternel. En quoi consiste ectte charge, partieulière? 1. 182. La créance des enfans à cet égard n'a pas besoin d'inseription pour se conserver. 1. 222. Voy. Créanciers. Failitie.

Cette charge cesserait-elle en tout ou en partie, si les enfans avaient acquis par leurs travaux ou industrie des biens affranchis de l'usufruit légal, et pouvant suffire à tout ou partie de leurs besoins?

Si les revenus des biens soumis à l'usufruit n'étaient pas suffisans, pour satisfaire à cette charge, le père usufruitier ne serait-il pas tenu d'y pourvoir sur ses propres ? I. 184.

Si des libéralités étaient faites au profit des enfians avec prohibition de l'assifrait légal, le père ou la mère, administrateurs des biens donnés, ne seraient-ils pas autorisés à porter en dépense dans le compte de tuttelle les frais de nouvriture, d'entretien et d'éducation de leurs enfians? Trois hypothèses à distinguer à cet égard. I, 185 et suiv.

Si un étranger avait fourni aux enfans les frais de nourriture, entretien et éducation, aurait-il une action en remboursement contre le père ou la mère

usufruitier ? 1. 189, 193.

Quid du cas où cette fourniture aurait été faite par un parent qui pourrait être présumé s'y être livré par affection particulière envers l'enfant, on qui ne l'aurait reçu chez lui que sur les instances du père et après une délibération du conseil de famille ? 191, 192. Voy. SUSMOR TUTEUR, Nourriture de mineurs, ALIMINES, ATTÉGRES.

Le survivant des père et mère, qui, à raison de son usufruit légal, est tenn de la nourviture et de l'entretien de ses enfans, est-il en droit de profiter du produit de leurs travaux domestiques?
1. 203. Quid de ce qui serait le produit de leur industrie personnelle? 1. 204.

Les père et mère ayant l'assiruit légal des biens de leurs enfans qui ne satisferaient point à cette obligation de fournir à leur entretien, nourriture et édocation, encourraient-ils la déchéance de leur

droit? III. 2426,

Omission, Voy. Soustraction. Receles, Voy. Idem.

Accession de la marchier legal, en renongent à l'amprile qu'il avait d'abord accepté, sernit affranchii des charges, sauf quant aux aerérages et intrêts des capitaux déjà éclus, sinsi qu'aux frais intréaires et de dernière naladie : ces dernières charges lui seraient devenues personnelles par le fait de son acceptation ; il ne pourrait s'en dégager par une renoncation ultérieure. L. 2 (5, 217.

Saisie. En cas de saisie de l'usufruit par les créanciers personnels du père ou de la mère usufruitier, le droit d'opposition appartenant aux enfans, pour leur nourriture, eutretien et éducation, doit être exercé par leur tuteur, fût-il le père ou la mère, I. 223.

Séparation de corps. Le père ou la mère contre lequel la séparation de corps aurait été prononcée serait-il déchu de l'usufruit paternel? I. 142.

Soustraction. En cas de soustraction, d'omission frauduleuse ou de recélés, le survivant des père et mère qui s'en serait rendu coupable serait déchu de l'usufruit légal pour la totalité, I. 168. Mais la fraude devrait être prouvée.

Succession. — Acceptation. Dans le cas d'une succession dévolue à des enfans mineurs, le père ayant intérêt à son acceptation par rapport à son usufruit légal pourrait-il la faire seul et sans l'autorisation préalable du conseil de famille 7 L 1 38.

Quid dans le cas d'une succession testamentaire, si le testateur, ayant légule nue propriété aux enfans, avait donné l'usufruit au père? Ibid. Si le père dans le premier cas voulait accepter, et qu'au coutraire le conseil de famille voulût répudier, et vice versé, quelles seraient les conséquences d'une colles seraient les conséquences d'une

pareille discordance de volontés ? I. 13g. Succession. — Renonciation. Le père renonçant à une succession qui par-là serait dévolue à ses enfans, serait-il déchu de son usufruit légal sur les biens de cette succession ? I. 158.

Trésor. L'usufruit paternel s'étendrait-il sur un trésor trouvé par un enfant âgé de moins de dix-huit ans?

I. 150. Tuteur, Vov. Saisie.

Usufruit. Le père aurait-il la jouissance d'un usufruit qui serait légué à son fils mineur? I. 154.

Ce dernier usufruit serait il éteint par la mort du père ou par celle du fils? II. 1961, 1962.

Veuve. Avant le Code , la veuve ,

dans les pays de droit écrit, n'avait point l'usufruit légal des biens de ses enfans. I. 125, 127.

Questions diverses sur l'usufruit paternel.

Si l'enfant émancipé donne lieu par sa conduite à la révocation de l'émapcipation, et qu'il n'ait pas atteint l'âge de dix-huit ans, l'usufruit paternel doit-il revivre sur ses biens? I. 231.

Si, après l'émancipation ou la majorité des enfans, le père continue de jouir de leurs biens sans réclamations de leur part, ceux-ci quraient-ils droit au rapport des fruits? I. 232.

Quelle est la preseription dont le père pourrait faire usage contre l'action de ses enfans en compte des revenus de leurs biens dont il n'avait tpas l'usufrini? Distinetion du cas où le père aurait joui en qualité de tuteur, de celui où sa jouissance aurait eu lieu après la tutelle finie. 1. 133 et suiv.

Dans le cas précédent et par rapport aux restitutions de fruits ou intérêts, le père pourrait-il invoquer la prescription quinquennale? L 234. Voy. Pagscription.

Losqu'un père, ayant ses enfans dans sa communion, a perçu les revenus de leurs biens sans en avoir l'insufruit légal, comment d'ablir entre cux le compte qui peut être requis de part et d'autre? Distinction entre les enfans qui ont coopéré aux travaux communs et ceux qui n'y ont pas pris part. 1. 237 et suiv.

Celni qui fait une donation ou un legs au profit d'un enfant mineur, peut-il profitier au père ou à la mère du donataire non-seulement l'usufruit légal, mais encore l'administration des biens donnés ? L. 240 et suiv.

USUFRUITIER.

, Aliénation, L'usufruitier ne pent alié-

ner son droit qu'autant qu'il a pleine administration de ses biens, I. 888.

Droits généraux. Des droits généraux de l'usufruitier I. 886 et suiv. L'usufruitier a le droit de jouir comme le propriétaire lui-même. I. 887.

Jouissance, L'usufruitier doit jouir en bon père de famille, II. 1469, Voy. Bon père de Famille.

Prescription. Voy. RESPONSABILITÉ.

Qualité. Quelles sont les qualités qu'on doit reconnaître dans un nsufruitier, et conséquences qui en dérivent? I. 31 et suiv. Responsabilité. L'usufruitier est res-

ponsable envers le propriétaire des pertes de toutes espèces qui résulteraient de son défaut de vigilance à ec que des tiers ne portent ancune atteinte aux droits de ce dernier. I. 36; II. 154, Voy. Usu-PATION, INSCRIPTION, RESPONSABILITÉ, INCENDIE.

Stellionnat, L'usnfruitier serait cou-

pable de stellionnat s'il hypothéquait ou vendait le fonds dont il a la jouissance, I. 36.

Titre particulier. Qu'est-ce qu'un usufruitier à titre particulier? II. 1829.

USURE.

Meubles. Des Meubles usés dans les mains de l'usufruitier paternel. Voyez Meubles, Usufruit légal.

USURPATION.

L'usufruitier est tenu de dénoncer au propriétaire les usurpations commises par un tiers sur les fonds dont il jouit. II. 7473, 1543.

Dans quel délai doit être faite la dénonciation de l'usurpation ? II. 1474.

Le fermier d'un bien rural est tenu de dénoncer au propriétaire les usurpations commises sur le fonds dont il jouit. Délai dans lequel la dénonciation doit être faite. II. 1474.

VAINE PATURE.

Ce que c'est que le droit de vaine pâture. V. 3656, 3688 et 3689.

Admission. La vaine pâture a été admise par l'usage dans les pays de droit écrit. V. 3658.

Elle a été positivement établie en droit coutumier par nombre de coutumes qui l'ont soumise à des règles très-variées. V. 3659.

Cause et origine. La vaine pâture n'est fondée que sur un principe d'asso² ciation. V. 3660 et suiv.

Elle n'affecte pas le fonds, et nulle part elle n'a les caractères de la servitude proprement dite s'il n'y en a un titre particulier. V. 3662 et 3663.

Conditions sous lesquelles la vaine pâture est maintenue par nos lois nouvelles; explications et commentaires donnés à ce sujet sur les articles de la section 4 de la loi du 6 octobre 1791, touchant la police rurale. V. 3675 et suiv.

Différence de la vaint pâture et du pâturage, qui s'exercent dans les bois.

V. 3667 et suiv.

L'exercice de la vaine pâture est paralysé par la clôture du fonds. V. 3680 et 3683.

L'établissement des prairies artificielles opère le même cffct. V. 3686.

Entre particuliers, le droit de vaine pâture fondé en titre est rachetable à dire d'experts. V. 3685.

VENTE.

Acquéreur. Par la vente, l'acquéreur est maître absolu du fonds; le vendeur à qui tout ou partie du fonds resterait dû, ne pourrait gêner l'acquéreur dans on mode de possession qu'autant que les sûretés diminueraient. II. 1841.

Actions accessoires. Voy. Droits accessoires.

Charges de la propriété. Le propriétaire pourrait-il contraindre l'insufruitier à souffiri la vente d'une partie du fonds pour satisfaire aux charges de la propriété? II. 1863.

Droits accessoires. Par la vente d'un héritage, le vendeur est censé aliéner tous les droits et actions qu'il pouvait avoir par rapport à cet héritage. Il. 2067 et suiv. Voy. Nue propriété.

Droits héréditaires, Quel est précisément l'objet d'une vente de droits héréditaires? II. 2005.

Hérédité. Ce que c'est, et quels sont les effets d'une vente d'hérédité? Voy. Hérédité.

Nue propriété. Par la vente de la nue propriété à l'usufruitier, le vendeur n'est censé se dessaisir que des actions qui sont les accessoires de la chosmème, mais non de celles dont l'objet ne serait plus applicable au fonds, Ex. II. 2060 et aux.

Usufruit mobilier. L'usufruitier des meubles pourrait-il les vendre? II. 1074

Ventitation. Dans le cas de la vente intégrale d'un fonds grevé d'asufruit, il y a lieu de fixer par ventilation la partie du prix correspondant soit à la valeur de la nue propriété, soit à celle de l'usufruit, dans l'intérêt des créanciers de l'usufruitier et de ceux du propriétaire. I. 30.

VENTILATION.

Vente. Dans le cas de la vente intégrale d'un fonds grevé d'asufruit, il y a lieu à la ventilation du prix, dans l'intérêt du propriétaire et de ceux de l'usufruitier. I. 30.

VERGER.

L'usufruitier d'un verger doit substituer de nouveaux arbres à ceux qui mcurent, ou sont arrachés ou brisés par les vents, II, 1475.

VĚTUSTÉ

Meubles. Des meubles usés de vétusté dans les mains de l'usufruitier paternel. Voy. Meubles, Usufruit legal, et Ré-

PARATIONS. 1472. La vétusté est assimilée au eas fortuit.

II. 1665.

VICE RÉDHIBITOIRE.

Dans le cas de la vente d'un attelage, l'acquéreur pourrait-il faire rescinder la vente tout entière, si l'un des animaux était atteint d'un vice rédhibitoire ? III. 2535.

VIGNE.

Usufruitier. L'usufruitier d'une vigne en bon état de production, ne pourrait la convertir en champ ou en pré. II.

Il doit la cultiver convenablement II. 1475.

VIVE PATURE.

Ce que c'est que les droits de vive pâture, pâturage, pacage et panage, V. 3553 et suiv.



SECONDE PARTIE.

TABLE INDICATIVE

DES ARTICLES DE NOS CODES.

CODE CIVIL.

GOD. CIV.	TOMBS ET BUMÉROS DE L'OUVRAGE.	COD. C	
4. I. 4			. I. 410.
	3310, 3420.		I. 157.
23. II.			I. 149, 183, 186, 237.
			. III. 2165.
	o5; II. 1969 , 1976, 1983, 1988.		1. 149.
	1969 , 1987.		II 1256.
	1969, 1987.		
28. 11. 1	987, 1993, 1999.		I. 410.
	1004, 2017.		I. 140.
32. II. 1			I. 140 , 147.
46. V. 3			II. 1332.
74. IV.			II. 1331.
100. II. 1			II. 1331; III. 2499.
	9; IV. 3285.		I. 361.
110. I. 38			III. 1282.
125. I. 53		373.	I. 134.
127 I. 53			I. 149, 203.
128. I. 53			I. 124.
	i; II. 1316.	384.	I. 123, 126, 134, 228; II. 2044,
139. III.	2345.		2050 , 2053.
172. 'III. :		385.	I. 178 , 181 ; II. 1900 ; III. 2426 .
173. III. :	2500.		2693.
174. III.		386.	I. 140, 141, 143.
180. II. 1	334; III. 2345, 2500.	387.	I. 140, 151, 153, 204.
182. III.	2345 , 2500.	389.	I. 125, 232.
203. I. 18	3 , 186 , 237.		II. 2019.
205. I. 15	7-		I. 223.
TON	E V.	•	35.

274	CODE	CIVIL-	
ART. D		COO. CI	
	I. 249.	547.	
405.	1. 244.	548.	II. 1151 , 1426 , 1456 , 1787 ; III.
420.	I. 165; III. 2426.	D40	2626, 2792.
	1. 165.	549.	II. 1133 , 1427 , 1926 ; III. 2360 .
430.	I. 165.	949.	2414; V. 3552.
444.	I. 146, 160, 223, 244; III. 2425.	55o.	I. 753; III. 2414, 2493.
445.	1. 244.	552.	I. 115; III. 2980, 2983, 2990.
446.	I. 223; III. 2426.	553.	I. 115.
45o.	I. 160, 179; II. 1313, 1503.	554.	III. 258g.
451.	I. 160, 165, 166, 171.	555.	II. 1133, 1426, 1450, 1456; II.
452.	1. 8áo.		1691, 1705, 2090; III. 2589, 2620.
453.	111. 2639.	556.	1. 523.
454.	I. 165, 186.	557.	I. 523.
456.	I. 205.	559.	1. 526.
457.	111. 2165.	56o.	I. 5a4,
	III. 2165.	561.	I. 524.
461.	I. 138, 166, 172, 788, 808; III	563.	I. 530; III. 2551.
	2165.	566.	II. 1882; III. 2555.
464.	11. 1313.	567.	III. 2555.
471.	I. 186.	571.	III. 2555.
474.	I. 205.	578.	I. 1, 67, 887; II. 1111, 2061;
475.	1. 233.		III. 2190 , 2579.
477-	I. 228.	579.	I. 118, 181; III. 2752, 2798.
	I. 228; II. 2044.	580.	I. 310, 419.
490.	II. 1333; III. 2500.	581.	1. 333.
491.	II. 1333; III. 2500.	582.	I. 887; II. 1031, 1166.
	I. 288, 840; II. 1313; III. 2165.	583.	I. 333 , 902 , 995 ; II. 1087 ; III.
516.	I. 253; V. 355o.		2611, 2708.
521.	1. 995.	584.	I. 205, 904, 958, 959; II. 1031
522.	L 532.	585.	1, 394, 399, 400, 973, 995; 11, 1146,
524.	I. 533; II. 1115.; III. 2585, 2611.		1456, 1654, 2038, 2121; III. 2685.
	III. 2585.	686.	I. 59, 910, 957, 958, 959; II. 1038,
526.	1. 23, 67, 99, 276, 482, 753, 888;		1216.
	II. 1401; III. 2512; IV. 3064.	587.	I fo the section and
528.	1. 491.	307.	I, 69, 121, 789; II. 1000, 1004, 1012; III. 2630.
529.	IV. 3064.		
53o.	1. 6.	588.	I. 205. 333; II. 1055, 1817,
531.	III. 2585, 3591.		1824.
533.	I. 473 , 493 ; II. 1010.	589.	
534.	1. 492.		1058, 1059, 106, 1081 1726; III.
535.	I. 490, 493; II. 1029.		2534 , 2651.
536.	I. 490 ; II. 1114.	590.	I. 294, 995; II. 1169, 2121; III.
	I. 803; III. 2976, 2984.	-	2687.
542.	III. 2834, 2904; IV. 3241, 3286.	591.	H. 1180.
543.	III. 2512; V. 3703.	592.	II. 1194, 1614; IV. 3518.
544.	I. 4 , 803; III. 2947; IV. 3063.	593.	I. 887; II. 1196.
545.	III. 2526, 2969, 2980; IV. 3388.	594.	II. 1175 , 1199 , 1475; III. 2420.

COD.	CIV. L'OUVRAGE.	COD.	
	. I. 15. 48, 279, 299, 365, 871, 888; II. 1061, 1111, 1212, 1569; III. 2666.	621.	II. 3, 105, 158, 273, 871, 893; III. 1967; III. 2188, 2173, 2562, 2803.
596		622.	
597	I. 524, 545, 887; II. 1117, 1154, 1209. 1234, 1257.	623.	2368 , 2395 , 2397 , 2400. III. 2527 , 2536 , 2795.
598,		624.	
599.			1573, 1577, 1608, 1679; III. 2515, 2542, 2546, 2563; V. 3701.
	1425, 1458 1463, 1575, 1578,	625.	III. 2752, 2798, 2805, 2825; IV. 3488, 3519; V. 3693, 3708.
	1684 , 1901; III. 2519 , 2524 , 2596 , 2624 , 2662 , 2881 , 2883.	626.	III. 2743, 2784, 2818; IV. 3438;
600.		627.	3519. III. 2784; IV. 3438; V. 3519.
	792, 800, 813, 814; II. 1643, 1677, 1833; III. 2594.	628.	III. 2768; IV. 3145.
601.		629.	III. 2768, 28o5.
	II. 1469, 1662, 2015; III. 2607, 2784, 2818.	630.	I. 46; III. 2739, 2768; IV. 3158, 3178, 3268.
602.	I. 205 , 833 ; II. 1048 , 2015; III.	63 1. 63 2.	I. 48, 371; III. 2345, 2755, 2765. III. 2812, 2817.
	2785.	633.	II. 1111.; III. 2810.
6o3.	I. 841; III. 2654, 2785.	634.	III. 2345, 2796, 2805, 2815.
604.	I. 394, 401, 402, 814; II. 1654.	635.	I. 779; III. 2762, 2786, 2793, 2806,
605.	I. 102, 105, 401; II. 1581, 1616.	***	2810, 2823; IV. 3196.
606.	1647, 1678; III. 2524, 2600. II. 1158, 1625, 1727.	636•	III. 2831, 2976, 2984; V. 3536, 3643.
607.	II. 1681, 1665, 1679.	637.	I. 67, 371; II. 1856; III. 2878, IV.
608.	I. 105, 179; II. 1782; V. 3730.		3o65; IV. 3107, 3314, 3520.
609.	I. 205, 553; II. 1854, 1911.	649.	II. 1243.
610.	IL 1811, 1823, 1824.	651.	III. 296g. II. 1856.
611.	II. 1829 , 1843.	653.	II. 1555.
613.	I. 205, 477, 763; II. 1797, 1890.	66 t.	II. 1883.
614.	I. 180; II. 1262, 1750, 1759, 1779. I. 36; II. 1253, 1259, 1473, 1543,	664.	П. 115.
0.4.	1672, 1259; III. 2452, 2580.	671.	III. 2882, 2989.
615.	II. 1089, 1098, 1101; III. 2655.	672.	I. 115; III. 2976, 2980, 2983, 2990.
616.	I. 333; II. 1090, 1093, 1094; III.	674.	II. 1111, 1481.
0.00	2534, 2536, 2656.	678. 682.	III. 2882. II. 1885; III. 2883.
617.	I. 58, 67, 69, 397, 893; II. 1960,	685.	V. 3710.
	1969, 2033, 2061, 2099; III 2512,	686.	I. 369, 371; II. 1681; IV. 3437, 3520.
	2527 , 2526 , 2805 ; V. 3693 ,	688.	III. 3082; V. 3537, 3643, 3655.
	3708.	691.	III. 2989; V. 3531, 3537, 3566.
618.	I. 179, 839, 860, 866; II. 1479,		3643 , 3646 , 3655.
610.	1648, 1662; III. 2416; IV. 3488.	692.	II. 1116.

696. II, 1886.

697. III. 3208.

619. 58, 330.

620. I. 421; II. 2046, 2056.

```
ART. DU TOMES ET MUMÉROS DE
COD. CIV. L'OUVRAGE.
ART. DU
             TOMES ET NUMÉROS DE
COD. CIV.
             L'ODYRAGE.
                                           827. I. 304; II, 1248; III. 2384; V. 3737.
698. I. 67; II. 1467, 1643; III. 3208.
 699. III. 2188,
                                           833. I. 3o4.
 701. IV. 3183, 3417, 3520.
                                           835. I. 3o4.
 703. I. 371; III. 2551; V. 3696, 3702.
                                           838. I. 840.
                                           839. I. 840.
704. I. 66; III. 2551; V. 3698.
705. I. 67; V. 3694.
                                           841. II, 2077; III. 2345.
                                           843. III. 2396.
 706. III. 2989; V. 3708.
                                           856. I. 205; III. 2396.
 707. V. 3699 , 3716.
708. IV. 3188.
                                           859. II. 1943.
                                           860. II. 1942.
710. II. 1394; III. 2301; IV. 3127.
713. III. 2854, 2855.
                                           861. II. 1693, 1949.
                                           862. II. 1451, 1693, 1949.
216. I. 150; IV. 3181.
                                           865. II. 1306 , 1941 , 1943 ; III. 2380.
724. I. 259, 261, 393.
                                           871. I. 138, 484; II. 1798, 1831, 1896.
729. I. 156.
                                           873. I, 342; II. 1903.
730. I. 155.
731. I. 355.
                                           874. II. 1832 , 1907 ; III. 2518.
                                           877. I. 225; II. 1801.
746. I. 330, 355.
                                           882. II, 1252, 1306; III. 2382, 2470.
747. II. 1958; III. 2181.
                                           883. III, 2380, 2384.
748. I. 137.
                                           895. I. 598.
749. I. 137.
                                           896. I. 429, 482, 442, 443, 449.
75o. I. 353.
                                          898. I. 453.
751. I. 350; II. 2056.
753. I. 355; II. 2056.
                                           899. I. 441.
                                           900. I. 408, 802.
754. I. 226.
                                           906. I. 64, 311, 312. 321. 454.
757. I. 352 , 6g2.
758. I. 352.
                                           907. I. 3o6.
761. I. 692.
                                           go8. I. 3o6, 352, 692.
262. I. 352; II. 1818, 1927.
                                           909. I. 306.
                                           g10. I. 330.
785. III. 2214, 2410.
788. III. 2243, 2320, 2368, 2369, 2411.
                                           gri. I. 694.
                                           g12. I. 3o5.
790. I. 462; II. 1318,1733; III. 2214, 2314.
792. I. 168, III. 2461.
                                           913. I. 343, 355, 357, 359, 36o.
 796. III. 2248.
                                           915. I. 350, 351.
797. II. 1732.
                                           gi6. I. 353, 355.
799. II. 1732.
                                           917. I. 337, 338; 11. 1462.
801. I. 168; III. 2461.
                                           gao. 11. a153.
 802. I. 338, 351; II. 2062.
                                           922. 1. 344, 350.
804. II. 1502, 1511, 1232.
                                           923. I. 358, 361.
                                           926. I. 363.
80g. II. 1844.
810. II. 1899. **
                                           927. I. 368.
811. I. 3gr.
                                           929. 11. 1938.
812. I. 3g1.
                                           930. 1L 1938, 1939.
                                           939. I. 25.
813. I. 391.
                                           942. 111. 2459.
815. H. 1245, 1887; V. 3737.
817. I. 53; IL. 1316.
                                           948. I. 804.
818. II. 1245 , 1254.
                                           950. 111. 2644.
826. I. 61; II. 1915; III. 2378.
                                          951. I. 355, 447; 11.1957.
```

ART. DI	TOMES ET BUMÉROS DE	ART. DE	TOMES ET MUMÉROS DE
COD. CI		COD. CI	
952.	11. 1957.	1049.	I. 355, 429, 443.
953.	11. 1927.	1053.	111, 2368.
954.	I. 686; 11. 1935; III. 2486, 2514.	1062.	L. 452.
955.	I. 157, 688; 11. 1930, 1985.	1064.	I. 531; 11. 1115, 1155, 1159; III.
956.	11, 1928, 1930.		2610.
	111. 2345.	1069.	11. 1314.
958.	11. 1309, , 1856 , 1930 , 1937 ; 111.	1070.	11. 1314.
	2482 , 2486 , 2514.		I. 355.
g6o.	11. 1929; 111. 2499.	1094.	I. 345, 349, 353, 355, 359, 360,
962.	11, 1929.	٠.	503, 823; 11. 1829; III. 2689,
963,	11. 1936; 111. 2513.		2820.
	1. 598.	1096.	111. 2231.
	I. 454.		I. 346, 347, 349, 693; 111. 2689.
	I. 473 , 636 , 668,		I. 694; 111. 2689.
	I. 394, 397.		I. 109 , 831 ; Ill. 2820.
	I. 261, 384, 393, 668.		I. 15.
	I. 138 , 484 , 613.		I. 326, 564; 11. 1404.
	1. 473 ; II. 1829 , 1896.		I. 38, 432, 462; 11. 1404; 111. 2225.
	I. 384, 390, 594.	1122.	I. 12, 326; 11, 1961.
	I. 484, 616; 11. 1898.	1125.	111. 2347.
1013.		1130.	I. 987; 11. 1944.
	L 261, 384, 385, 390, 397, 400,		I. 946.
1014.	461, 594, 605; IL 1655; IV.	1134.	11. 1856.
	3490, 3492, 3493.		
1015.	L 58, 59, 261, 397.	1136.	I. 104, 105, 108, 254. 11. 1656, 1700.
	I. 387, 772; II. 1876, 1897, 1899.	1130.	11. 1503, 1508, 1509, 1510, 1511,
	I. 120, 387, 389, 406; II. 1285,	1137.	1656.
1017.		1138.	
	1277 , 1828. I. 531; II. 1115, 1155 , 1849, 1886.	1141.	11. 1564; III. 2636. 111. 2327.
	I. 43, 478, 542; II. 1116.		11. 1582 , 1650.
	II. 1833.		11. 1502 , 1000. 11. 1513.
	I. 333 , 994 ; II. 2080 ; 111. 2559.		11. 1620.
1022.	I. 455; 111. 2804. 111. 2603.		I. 205. 11. 2005.
	II. 1844.		I. 2005; 11, 2005.
	11. 2562.		
			I. 716
	111. 2559.		ll. 1670; Ill. 2804; IV. 3075.
	I. 403, 406, 428, 457.		111. 3078, 3101, 3169.
	I. 420, 427. 434, 437, 441, 442.		I. 10g.
	III. 255g.	1163.	I. 831; 111. 2819.
	I. 672, 678; 111. 2215, 2410, 2559.		I. 326; 111. 2225, 2298.
1044.	I. 629, 672, 702, 718, 720, 735,		111, 2236, 2370, 2383, 2500.
	744.	1107.	I. 303; II. 1339, 1932; 111. 2348,
1045,	I. 672, 734, 735, 737, 738, 743,	-	2381, 2383, 2394, 2473.
	744.	1168.	I. 4o3.
1046.		1177.	11. 2058 , 2059.
1048.	I. 64, 355, 429, 443.	1180.	11. 2134, 2144, 2149.

```
278
                                  CODE CIVIL.
             TOMES ET NUMÉROS DE
                                           ART. DU
                                                         TOMES ET NUMÉROS DE
ART. DU
                                           COD. CIV.
COD. CIV.
                  L'OUVRAGE.
                                                              L'OUVRAGE.
                                           1378. l. 205; ll. 1926
1183. 11. 2077.
1184. II. 1928.
                                           1381. II. 1426, 1450, 1617.
1185. I. 943.
                                           1382. 11. 1280, 1487, 1514, 1576, 1710;
1188. I. 892; 111. 2415.
                                                    111. 2428.
1189. 111, 2828.
                                           1383. 11. 1489, 1514, 1701; 111. 2428.
1190. I. 455; IL 1007; III. 2634, 2804;
                                           1384. 11. 1531, 1532, 1533, 1534, 1541.
         IV , 3413.
                                                    1555, 1571; 111. 2452.
                                           1386. Il. 1234, 1724.
1191. I. 342.
1193. I. 458; III. 2531...
                                           1401. I. 279, 284; 11. 1768, 1772; III.
1194. I. 458.
                                                    2661, 2685, 2735.
1195. 111. 2531, 2637.
                                           1403. I. 279; Il. 1191, 1207; Ill, 2688,
1197. I. 582; III. 2299; IV. 3126.
                                                    2706.
1198. V 3126.
                                           1407. 111. 2677.
1199. Il. 1322; III. 2299; IV. 3127.
                                           1409. I. 205, 279; IL 1776, 1797; III.
1206. 11. 1321; IV. 3120.
                                                    2661.
1207. I. 205; Il. 1321.
                                           1419. Il. 1776.
1211. I. 462.
                                           1421. 11. 1768.
1212. I. 205, 465.
                                           1424. 11. 2014.
1222. IV. 3120.
                                           1425. 11. 2014.
1223. IV. 3120.
                                           1426. Il. 1777, 1780.
1224. IV. 3126.
                                           1428. 11. 1317, 1352, 1411, 1618, 1729.
1236. 11. 1413.
                                           1429. I. 279, 299; Il. 1212, 1218.
1240. I. 845; 11. 1049, 1319.
                                           1430. I. 299; II. 1213.
1243 11. 1012, 1650.
                                           1433. 11. 1191.
1244. I. 69; 11. 1903; 111. 2583.
                                           1434. 111. 2675.
1246. 111 28o4.
                                           1435. 111. 2675.
1248. IV. 3426.
                                           1436. 111. 2673, 2679.
1251. 11. 1803, 1832, 1907; 111. 2431,
                                           1437. 11. 1401 , 1429 , 1770 , 1772 , 1775.
1254. I. 75, 205.
                                                    1922; 111, 2661, 2685, 2693.
1273. III. 2772.
                                           1438. 111. 268o.
1281. I. 853.
                                           1440. I. 205; 11. 1948.
1282. 11. 1555; 111. 2712.
                                           1442. I. 159, 168, 270, 793.
1291. L. 121; Il. 1000, 1014.
                                           1446. 111. 2345 , 2377.
1302. 111. 1156 , 1537 , 1540 , 1564 , 1447. 111. 2473.
         1620 , 1653; 111. 2529 , 2637 , 1455. 111. 2755.
                                           1456. I. 166 , 172.
1304. 111. 2402.
                                           146e. I. 168.
1341. I. 104.
                                           1465. 111. 2693, 2752, 2799, 2818.
1348. 11. 1540; 111. 2354.
                                           1473. I. 205.
1350. 11, 1555 , 1561.
                                           1476. 111. 2377.
1351. 11. 1269; 111. 2306; IV. 3325.
                                           1479. I. 205.
1352. I. 795; 111. 2594.
                                           1481. I. 212 j 111, 2693.
1353. 111. 2355.
                                           1492. I. 168.
1371. 11. 1291;
                                           1 496. I. 347.
1374. IL 1504.
                                           1504. I. 794.
1375. 1. 872; 11. 1692, 1714, 1741, 1746, 1509. 111. 2664, 2666.
```

1512. I. 205.

2097; 111. 2628.

```
ART. DU
              TOMES ET NUMÉROS DE
                                           ART. DU
                                                         TOMES ET NUMÉROS DE
COD. CIV.
                   L'OUVEAGE.
                                           COD. CIV.
                                                               L'OUVEAGE.
                                           1685. 11. 1414.
1530. 11. 1228.
                                           1687. I. 840; II. 1250; III. 2388.
1531. 11. 1046.
1533. 11. 1778; 111. 2662.
                                           1689.
                                                  I. 385, 11. 1029, 1036; 111. 2228
1560. I. 280.
                                                     2327.
                                           1690. I. 986; 11. 1036; 111. 2228, 2261.
1542. 11. 1948.
1548. I. 205.
                                           1691. 111. 2225.
1549 I. 280; 11. 1046, 1234, 1778, 1779.
                                           1602. 11. 1037 : 111. 2320.
1550. I. 280.
                                           1696. 11. 1849, 2095.
                                           1697. 11. 1849, 2095.
1554. Il. 138o.
1555. II. 1780.
                                           1698. 11. 1849.
1561. 11. 2108.
                                           1705. 11. 1945.
1562. I. 280; 11. 1234, 1618, 1778; 111.
                                           1718. I. 399.
                                           1719. I. 100.
         2662.
1565, 111, 28on.
                                           1720. I. 100 , 104 , 105 , 112.
1566. 111. 265o.
                                           1724. 11. 1723.
1568. I. 287, 333; 111. 2663; V. 3553.
                                           1727. 11. 1298.
1570. I. 212; Ill. 2603, 2800, 2818.
                                           1730. 111. 2604.
                                           1731. I. 795; 11. 1568.
1571. 111. 2695, 2702, 2707, 2735.
                                           1733. 11. 1551, 1553, 1568.
1583. 111. 2626.
                                           1734. 11. 1223, 1552.
1503. 111. 2523.
1500. I. 273, 333.
                                           1735. 11. 1569.
                                           1742. I. 100; Il. 1228.
1602. I. 570.
1606. I. 385, 386.
                                           1743. I. 101, 102, 988.
                                           1744. 11. 1220.
1607. I. 385.
1608. IV. 3426.
                                           1749. I. 96; 11. 1548; 111. 2626.
1612. III. 2626.
                                           1754. I. 102, 105; 11. 1615, 1618, 1626.
1614. I. 112; 11 1457.
                                           1755. I. 102. 105.
1615. I. 531 , 570.
                                           1768. 11. 1474.
                                           1769. I. 100, 969; 11. 1283:
1624. 11. 1564.
                                           1773. I. 100.
1626. I. 104; 11. 1945.
163o. 11. 174q.
                                           1774. I. 100, 105.
163 1. 11. 1702 , 2002.
                                           1776. I. 105.
1632. Il. 1702, 2094.
                                           1778. 11, 1143; 111, 2586
1634. III. 23og.
                                           1806. 11. 1541.
1640. 11. 1749.
                                           1807. 11. 1541.
                                           1808. 11. 1541; 111. 2653, 2655.
1641. Il. 1276.
                                           1822. 111. 2638.
1644. 11. 1276.
1653. III. 2626.
                                           1850. 111. 2625.
1655. 11. 1416.
                                           1851, 11, 1016.
                                           1862. 11. 1323.
1656. 11. 1416.
                                           1865. 11. 1602.
1670. 11, 1408; IV. 3118.
1673. 11. 1353, 1568, 1693, 1878, 2090,
                                           1868. 11. 1602.
         2001; 111. 2481, 2515, 2519,
                                           1879. 11. 1945.
         2523, 2524, 2626.
                                           1882. 11. 1504, 1511.
1674. 11. 1879.
                                           1883. 111. 2638.
1676. 111. 2404.
                                           1802. I. 60.
1681. Il. 1414, 1420, 1880.
                                           1897. I. 69.
```

```
ART. DU
ART. DU
           TOMES BY NUMEROS DE
                                                     TOMES ET NUMÉROS DE
                                         COD. CIV.
COD. CIV.
                  L'OUVEAGE.
                                                            L'OUVRAGE.
                                          2103. 111. 2300.
1900. L 69.
1902. L 69.
                                          2104. L 218; IL 1899.
                                          2114. IV. 3108.
1903. L 70.
1912. 11. 1395 , 1803.
                                         2118. 1. 15, 23, 44, 48, 753, 889, II.
1928. IL 1504, 1511, 1542.
                                                   2071; 111, 2167, 2478.
1948. 111. 2626.
                                          2121. L 179, 212, 277; 11. 1836.
1949. 11. 1540.
                                          2125. 11. 2134, 2442, 2478.
1963. L 837.
                                         2132. L 256, 263; 11, 2134.
1969. L 59.
                                          2135. L 212, 263; 11l. 2522.
1970. L 14.
                                         2136. L 278.
1972. L 310, 448.
                                          2148. L 26, 114, 406; 11. 1039, 2134.
1978. L 205; 11. 1945.
                                          2151. L 465.
1979. L 205.
                                         2152. 11. 1037.
1980. L 59.
                                         2161. IV. 3108.
1982. L 58, 305.
                                          2172. III. 2167.
1983. L 205.
                                          2173. 11- 2136, 2144; 111. 2168, 2188,
1985. 11. 1327.
                                                   2220.
1988. 11. 1320.
                                         2174. 111. 2167.
1080. 11. 1320.
                                          2175. 11. 2093; 111. 2179.
1992. 11. 1504, 1511, 1542.
                                          2177. 11. 2070.
1999. 11. 1692.
                                          2180. 11. 2136, 2143, 2149, 2150.
2005. 11. 1 05 1.
2015. L 854.
                                         2181. L 29, 892.
                                          2183. · L. 29; 11. 1310; 111. 2488.
2018. L 850.
                                          2185. 11. 1310.
2019. L 18, 822.
                                          2194. I. 263, 271, 278.
2020. L 82 I.
                                         2195. L 263, 278.
2021. L. 821; Il. 1 325.
                                          2204. L 753.
2031. 11. 1 325.
                                          2219. L 750, 752; 11. 2127.
2038. 11. 2086.
                                          2227. 111. 2891.
2040. L 821.
                                          228. 111. 2581; V. 3528, 3551, 3555,
2041. L 848.
                                                   3574 , 3575 , 3620.
0042. I. 821.
205g. L 36.
                                          2229. V. 3575.
2072. [ 891.
                                          2231. IV. 3320, 3324.
2073. 111. 2269, 2329, 2333.
                                          2232. 111. 2989; V. 3587.
2075. 111. 2220, 2261, 2327.
                                          2234. II. 1555; V. 3712.
2078. 111- 2229.
                                          2236, 1. 34, 528, 756; 11, 1259, 1758;
2080. 111. 2250.
                                                   111, 2586; V. 3582.
2085. L 71.
                                          2237. L 756.
2086. L. 71, 86.
                                          2238. IV. 3324; V. 3542, 3548.
2087. L 80, 90; 111. 2223, 2626.
208g. I. 73.
                                          2239. L 757; 11. 1246, 2123, 2138.
                                         2240. IV. 3320.
2092. 11. 1779, 1818; 111. 2254, 2339,
                                          2243. L 754; 111. 2278, 2862; V. 3714.
        2368 , 2435 , 2496.
2098. 1. 772.
                                         2244. 111. 2502; V. 3713.
                                         2252. L 234; 11. 2107.
2101. L 212, 218; Il. 1800.
2102. 11. 1150.
                                         2256. L 278, 756; 11. 2131.
```

ART. DU	TOMES ET NUMÉROS DE	ART. DU TOMES ET NUMÉROS DE	
COD. CIV.	L'OUVRAGE.	COD. CIV. L'OUVRAGE.	
2257. 1.	329, 757, 759; 11. 2117, 2120,	2264. 11. 2124.	
	2121 , 2132 , 2137 , 2143 ; V. 3717.	2265. I. 278, 753; Il. 2124, 2125; Il. 2406.	11.
2258. l.	763.	2277. I. 205 , 234 , 397 , 465.	
2262. I.	234, 278, 753; 11. 1246, 2099,	2279. 11. 1075.	
	2127, 111. 2407; V. 3601.	2281. 11. 2099; V. 3601.	

CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

ART. DU C.

TOMES ET NUMÉROS DE

DE P.		ART. I		L'OUVRAGE.	
		DE P.		L GUVRAGE.	
	111. 2747, 2797.		I. 225.		
	I. 100.		111. 2254		
	 32; II. 1259; III. 2582, 2530. 		111. 2256		
50.	I 387.	570.	111. 2257		
59.	I. 387, 389, 849; 111. 2747, 2797.	622.	111. 2304		
135.	IV. 3428.	688.	1. 839.		
167.	I. 19.	689.	I. 27.		
169.	ll. 1294-	691.	I. 88.		
342.	11. 1383.	695.	11. 1310.		
343.	11. 1383.	717.	11. 1310.		
344-	11. 1383.	778.	111. 2334	, 2338.	
345.	11. 1352.	834.	I. 28; 11	1. 2486.	
443.	111. 2501.	871.	11. 1332.		
466.	11. 1329 , 1362 ; 111. 2475.	872.	111. 2377		
473.	11. 1377.	873.	11. 1332	, 1339; 111 2377.	
474-	11. 1287; 111. 2471.	883.	I. 13g.		
475.	11. 1379:	928,	I. 788.		
480.	11. 1274.	942.	I. 486.		
523.	111. 2269.	943.	I. 166.		
524.	111. 2269.	970.	I. 304.		
525.	111. 2269.	996.	I. 763.	<i>'</i>	

TOMES ET NUMÉROS DE

CODE DE COMMERCE.

ART. DU C. DE C.	TOMES ET NUMÉROS DE L'OUVRAGE.	ART. DU C. DE C.	TOMES BY NUMEROS DE L'OUVRAGE.
22. 11. 13	23.	530. 11. 198	15.
/// 117 2	E-		

TOME T

36

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

ART. DUC. D'INS. C.	TOMES ET HUMÉROS DE L'OUVRAGE.	D'INS. C.	TOMES ET HUMÉROS L'OUVRAGE.	DE
1. 11, 13	30.	476, 11. 1991	, 2001 , 2004.	
358. 11. 128	lo.	478. 11. 2008		
465. Il. 19	91 , 1994.	584. 11. 1280.		
471. M. 191	37 , 1996 , 2006.	635. 11. 1991	, 1994-	
472. Il. 10	7 . 1997.			

CODE PÉNAL.

ART. DU C. PÉN.	TOMES ET NUMÉROS DE L'OUVRAGE.	ART. DE	U TOMES ET NUMÉROS DE	
1. IV.	3304.	34.	I. 156.	
4. IV.	3304.	42.	I. 156.	
5. 11. 1	481.	66.	11. 1528.	
18. 11. r	969 , 1986 , 1990.	471.	11. 1487.	
28. I. 15	6.	484.	IV. 3444.	
29. II. 1	971.	600.	IV. 3310.	
9- 11 -	-0-			

CODE DE LA POLICE RURALE

ou

LOI DU 6 OCTOBRE 1791.

TITRE I. SECTION II.

SECTION IV.

ART. DU C.	TOMBS ET NUMÉROS DE	ART. DU C.	TOMES ET RUMÉROS D
DR P. R.	L'OUVRAGE.	DE P. R.	L'OUVRAGE.
1. V. 3678.		7. V. 3683.	
2. V. 3672.		8. V. 3685.	
3 V. 3675.		9. V. 3685.	
4. V. 3679.	• .	10. V. 3688	
5. V. 368o.		11. V. 368g.	
6. V. 3682.		12. V. 366o.	

TROISIÈME PARTIE.

TABLE INDICATIVE DES LOIS ROMAINES.

INSTITUTIONUM

LIBER PRIMUS.

TIT. 12.

Quibus modis jus patrice potestatis solvitur.

LIBER SECUNDUS.

TIT. I.

De rerum divisione.

§ Universitatis sunt 6; tom. III, n° 2848;

IV , 3:37. § Singulorum autem 11; tom. III , no 2848. § Ex diverso 30; tom. II , no 1125,

тат. 4.

De usufructu.

§ Ususfructus à proprietate 1; tom. I, nº 3. § Constituitur autem 2; tom. II, nº 121. § Finitur autem 3; tom. II, nº 2061; tom. III, nº 2164, 2189 246; tom. III.

no 2805. § Cum autem finitus 4; tom. II, no 2038; tom. III, no 2570.

— тіт. 5.

De usu et habitations.

Princip. Iisdem illis modis; tom. III, nº 2805. § Minùs autem 1; tom. III, nº 2805. TIT. 9

Per quas personas cuique acquiritur.
§ Igitur liberi vestri 1; tom I, no 127.
§ Hoc quoque 2; tom. I, no 230.

717. 19. De hæredum qualitate et differentid.

§ Item extraneus 7 ; tom. III , nº 2212.

De legatis.

§ Legatum itaque 1; tom. 1, nº 384. § Si eadem res 8; tom. 1, nº 623, 682. § Si grac 162stus 18; tom. 11, nº 1021. § Optionis legatum 23; tom. 1, nº 457, 471. § Ante hæredis institutionem 34; tom. 1, nº 507.

тат. 24.

Princip. Potest tamen; tom. II, no 1829.

LIBER TERTIUS,

De obligationibus.

§ Sequens divisio 2; tom. III, nº 2226.

TIT. 28.

De obligationibus ex quasi-contructu. § Hæres quoque 5; tom. I, nº 387.

LIBER QUARTUS.

тіт. 16.

тіт. б.

De pænd temerè litigantium.

De actionibus.

Ecce enim jusjurandum 1; tom. II,

6 Item si quis 6; tom. III, nor 2351, 2404. no 1731.

DIGESTORUM

LIBER PRIMUS

тит. 14.

тит. 3.

De pactis.

De legibus senatúsque consultis et longd. consuetudine.

 L. Labeo ait 2; tom. 1, no 254; tom. 11, no 1292.

L. Non possunt 12; tom. I, nº 40; tom II, nº 1554.
 L. Nam nt ait 13; tom. 111, 2691.

L. Sed si tantùm 13, § 1; tom. 1, nº 37. L. Si unus 27, § 2; tom. 11, nº 2083. L. Veteribus placet 39; tom. 111, nº 2887;

L. Scire leges 17; tom. 1V, no 3267.
L. Incivile est 24; tom. 1, no 723.
L. Nulla juris ratio, 25; tom. 1, no 249.

tom. IV, nos 3101, 3200.
L. Si reus 62; tom. 11, no 2083.

L. Sed et posteriores 28; tom. 1, nº 211. L. Si de interpretatione 37; tom. 1V, nº 3146. L. Nam imperator 38; tom 11, nº 3105.

De transactionibus.

L. Cum hi 8, § 10; tom. 11, no 1818.

τιτ. 8.

De divisione rerum et qualitate.

L. Qui cum 9: tom. 11, no 1974.
§ 3; tom. 11, no 2096.
LIBER TERTIUS.

L. In tantum 6, § 1; tom. 1V, nos 3048, 3140.

TIT. 3.

De procuratoribus et defensoribus.

rir. 15,

L. Qui proprio 46, § 5; tom. 11, no 1734.
L. Procuratore 55; tom. 1, no 37; tom. 11,

De officio præfecti vigilum. L. Nam salutem 3 . § 1 ; tom. 11, nº 1554.

по 1047.

LIBER SECUNDUS.

Quod cujuscumque universitatis nomine, etc. L. Neque societas 1, § 1; tom. 111, nº 2848;

De jurisdictione.

L. Gui jurisdictio 2; tom. 1, no 246.

tom. 1V, no 3048. § 2; no 3048. L. Si municipes 2; tom. 111, no 2848;

TIT. 8.

Qui satisdare cogantur.

tom. 1V, no 3048. L. Sicut municipum 7, § 1; tom. 11, no 1335,

L. Sciendum est 15; tom. 1, nº 19. § 1; tom. V, nº 2579. Sicut municipum 7, § 1; tom. 11, no 1333, 2065; tom. 111, no 2848, 2877; tom. IV, no 3137, 3325.

тит. 5. De negotiis gestis.

L. Si pupilli 6, § 3; tom. 11, no 1735, 1738; tom. 111, no 2620.

L. Si quis 2; tom. 111, nº 2628.

L. Sed an ultro 10, § 1; tom. 11, no 1696,

L. Si quis negotia 25; tom. 11, no 1692. L. Ex duobus 27; tom. 11, no 1690.

§ 1; tom. 1, nos 186, 191. L. Liberto velamico 31, § 7; tom. 11, nos 1736, 1743, 1746.

L. Nesennius Apollinaris 34; tom. 1, nos 186, 194, 237.

L. Cum pecuniam 43; tom. 1, no 191. L. Que utiliter 45; tom. 11, nº 1692.

LIBER QUARTUS.

TIT. 5.

De capite minutis. L. Legatum in annos 10; tom. 1, no 467;

tom, 111, 2805. LIBER QUINTUS.

TIT. 1.

De judiciis et ubi quisque agere vel conveniri debegt.

L. Non potest 23; tom. 11, no 1292.

L. Ubi acceptum 30; tom. 11, n∞ 1292, 1294.

L. Eum quem temerè 79; tom. 11, nº 1731. TIT. 2.

De inofficioso testamento.

L. Si suspecta 29; tom. 11, no 13q1.

тіт. 3. De hæreditatis petitione.

L. Si quid possessor 31, § 3; tom. 11; no 2092. L. Si à domino 36, § 5; tom. 1, nº 292;

'tom. 11, no 1151; tom. 111, no 2620. L. Plane 38; tom. 11, no 1125.

L. Filius à patre 58; tom. 1, nº 237

LIBER SEXTUS.

TIT. 1.

De rei vindicatione. L. Si in rem 6; tom. 1, no 389.

L. Officium autem 9; tom. 11, nos 1304, 1351; tom. 111, nº 2413.

L. Sin autem 27, § 5; tom. 11, no 1949. L. Julianus 37; tom. 11, nº 1125.

L. In fundo alieno 38; tom. 11, n∞ 16gt, 1915; tom. 111, nos 2626, 2627.

L. Sumptus in prædium 48; tom. 11, no 1133, tom. 111, no 2619.

L. In speciali 73; tom. 1, no 116. L. Id cst 74; tom 1, no 116; tom. V, no 3725.

L. Prætor 75; tom. 1, nº 116; tom. V. nº 3725.

D. Quædam mulier 77; tom. 1, nº 34. TIT. 2.

De publicianá in rem actione.

 Sed et si res 7, § 2; tom. 1, no 752. § 17; tom. 1, nº 752.

L. Sive autem 9, § 5; tom. V, nº 356o. L. Si ego emi 11, § 1; tom. 1, nº 752;

tom. V, no 3541, 3560. L. Cum sponsus 12, § 3; tom. V, nº 3725.

LIBER SEPTIMUS

TIT. I.

De usufructu et quemadmodum quis utatur - fruatur.

L. Est enim 2; tom. 111, nº 2512. L. Omnium prædiorum 3; tom. 1, nos 300, 385.

> § 2; tom. 1, no 8. § 3; tom. 111, no 2805.

L. Ususfructus ab initio 5 : tom. 1, no 335 : tom. 11, no 1967.

L. Usuafructus pluribus 6, § 1; tom. 1, nº 304.

L. Usufructu legato 7; tom. 11, no 1111,

1112.

§ 1; tom. 11, no 1123, 1464. 5 2; tom. 11, nos 1641, 1665, 1669, 1676, 1697, 1719,

1790, 1791, 1792. § 3, tom. 11, no 1641, 1684.

L. Quamvis melius 8; tom. 11; nos 1111, 1112.

L. Item si fundi 9; tom. 11, 1469. § 4; tom. 1, nº 524. 5; tom. 11, no 1200.

§ 7; tom. 11. no 1169. L. Ex silvà cæduà 10; tom. ll, nº 1197; tom. 111, no 2543.

§ 1; tom. 111, u∞ 2543, 2568.

L. Sed si grandes 11; tom. 11, no 1180. L: Arboribus evulsis 12; tom. 1, no 882; tom. 11, nes 1194, 1204; tom. 1V,

no 3086; tom. V, no 3634. § 2; tom. 1, nº 1.

3; tom. 11, nº 2113. § 5; tom. 1, no 395.

L. Si cujus rei 13; tom. 1, nº 401.

§ 1; tom. IV, no 3437. § 3; tom. 1, no 335; tom. 11,

no 1245; tom. 111, no 2764; tom. IV, n∞ 3333, 3347; tom. V, nº 3737.

6 4; tom. 1, nos 39, 376; tom. 11, no 1101, 1175, 1432, 1472; tom. 111, nos 2420, 2622.

§ 5; tom. 11, no 1433.

6; tom, ll, nos 1111, 1122,

§ 7; tom. 11, nos 1111, 1112. § 8; tom. II, no 1111.

L. Sed si quid 15; tom. 11, no 1125; tom. 111, nos 2592, 2619.

6 2: tom. 11, 1677.

\$ 4; tom. II, nos 1067, 1470. \$ 5; tom. 1, no 121; tom. 11,

nº 1067.

6 6; tom. 11, no 1463.

§ 7; tom. 1, n ≈ 36, 876; tom. 11, no 1453, 1465, 1476, 1543.

L. Locum autem 17, § 2; tom. 1, no 257. L. Proculus putat 19; tom. l , nº 515.

§ 1; tom. 11, nos 1195, 1466.

L. Si quis ita 20; tom. 1, no 52, 496.

L. Si pendentes 27; tom. 1, no 399. § 1; tom. 11, no 1471.

§ 3; tom. 11, no 1792, 1793, 1794, 1795.

L. Numismatum 28; tom. 1, no 377. L. Si is qui 30; tom. 1, nº 879.

L. Si Titio 33; tom. 1, nº 418. § 1; tom. 1, no 676.

L. Quoties duobus 34; tom. 1, no 470. § 1; tom. 1, no 368.

§ 2; tom. 111, no 2539.

L. Qui usumfructum 36; tom. 111, no 2567, 2568.

§ 2; tom. 1, no 383, 395. L. Non utitur 38; tom. 11, nos 2109, 2110.

L. Quia qui pretio 3q; tom. 11, nº 2110. L. Quod si donavero 40; tom. 11, no 2111.

L. Statuæ et imaginis 41; tom. 1, 377. § 1; tom. 1, nº 379.

L. Si alii usus 42; tom. 1, no 47; tom. 111, no 2742; tom. IV, no 3196.

L. Etiam partis 43; tom. 1, no 335. L. Sicut stipendia 45; tom. 11, no 1427.

L. Si extranco 46, § 1; tom. 11, no 1460, 1616, 1676.

L. Quod si hæres , 47 , tom. 11, no 1616. L. Si absente 48; tom. 1, no 872; tom. 11, no 1651, 1714; tom. 111, no 2191.

§ 1; tom. 11, nº 1171. L. Titius Maevio 50; tom. 11, no 1698;

tom. 111, no 2626. L. Usufructu relicto 52; tom. 11, nº 1782.

L. Si cui insulæ 53; tom. 111, nº 2543. L. Si infantis 55; tom. 1, nº 378.

L. An ususfructus 56; tom. 1, nº 33o. L. Dominus fructuario 57; tom. 11, nº 2076.

§ 1; tom. 1, n ≈ 48, 578; tom. 11, nº 1977. L. Defunctà fructuarià 58; tom. 1, nos 908,

914, 958, 971; tom. 11, nº 1216. § 1; tom. 1, no 50, 495. L. Arbores 59, § 1; tom. 1, nº 974; tom. 11.

nº 1223. L. Usufructuarius novum 61; tom. 11, no 1125.

L. Quod nostrum 63; tom. 1, no 302. L. Cùm fructuarius 64; tom. 1, nº 215;

tom. 111, nº 2191. L. Sed cum fructuarius 65; tom. 11, no 1569;

tom. Ill , no 2192. § 1; tom. 11, nos 1460, 1643, 1681.

L. Vel inutilium 69; tom. 11, no 1094. L. Quid ergo 70, § 3; tom. 11, nos 1080, 1001.

§ 4; tom. 11, no 1095. L. Si dominus 72; tom. 1, n

302, 310.

L. Si arez 23, tom. 11, nº 1122.

De usufructu aderescendo.

L. Quoties ususfructus 1, § 3; tom. 1, nos 395, 675.

28;

§ 4, tom. 1, no 510. L. Idem Neratius 3, 62; tom. 1, no 5o5. L. Idem et si 6, § 1 ; tom. 1, nos 510, 520.

6 2; tom. 1, 681. L. Si quis Attio 7 : tom, 1 . no 626.

- L. Cum singulis 11; tom. 1, nos 577, 648, 650.
- L. Cum alius 12; tom. 1, no 577.

Quando dies ususfructús legati cedat.

L. Quanquam ususfructus nnica, § 2; tom. l, nº 383.

тат. 4.

Quibus modis ususfructus vel usus amittitur,

- L. Si duobus 2; tom. 1, nos 469, 677.
- L. Sicut in annos 3, § 1; tom. 11, no 1978,
- L. Si legatum 4; tom. 1, no 430. L. Repeti potest 5; tom. 1, no 316; tom. 11,
 - no 1124. \$ 2; tom. 1, no 42; tom. 111,
 - nº 2542. § 3; tom. 1, no 43; tom. 111,
 - nº 2563; tom. 11, nº 1129.
- L. Nisi sublato 7; tom. 11, no 1963.
- L. Fundi usufructu 8; tom. 111, nº 2546. L. Sed et eo q: tom. 111, nº 2546.
- L. Qui tamen 10; tom. 111, nº 2546.
 - § 1; tom. 111, no 2543.
 - (a; tom. 111, no a566.
 - § 3; tom. 111, nos 2552, 2566.
 - 4; tom. 111, nº 2564.
 - § 5; tom. 111, n: 2565. § 8; tom. 111, nº 2585.
- L. Si cui balnei 12; tom. 111, nº 2565.
- L. Si fructuarius 13; tom. 1, no 395; tom. 11, nº 1147.
- L. Exceptà capitis 14; tom. 11, nos 1964,
- L. Si sub conditione 16; tom. 1, no 417.
- L. Si tibi fundi 17; tom. 11, nº 2081
- L. Is qui usumfructum 20; tom. 11, no 2103.
- L. Si ususfructus civitati 21; tom. 1, no 331.
- L. Si mulieri 22; tom. 111, no 2826.
- L. Si ager 23; tom. 111, no 2551.

- L. Cum usumfructum 24, § 2; tom. 111, nº 2565.
- L. Placet vel certa 25; tom. ll, nº 2101. L. Si ususfructus alternis 28 : tom. 11.
- no 2114. L. Pomponius quærit 29; tom. 11, nº 2112.
- § 2; tom. 11, no 2117. L. Caro et corium 30; tom. 111, nº 2540.
- L. Cum gregis 31; tom. 1, no 45; tom. 111, nº 2536.

тіт. 5.

De usufructu earum rerum quæ usu consummuntur vel minuuntur.

- L. Post quod omnium 3; tom. 1, no 8:5. L. Ergo cautio 4; tom. 1, no 815.
- L. Hoc senatusconsultum 5, (a; tom. 111,
- no 2756; tom. IV, no 3437. L. Si vini 7 : tom. 1, no 120.
- L. Tribus hæredibus 8; tom. 1, no 823. L. In stipulatione 9; tom. 1, no 120; tom. 111,
- nº 2417. L. Quoniam pecunia 10, (1; tom. 1, nº 120. L. Cum pecunia 12; tom. 1, nº 512.

тат. 6.

Si usus fructus petatur vel ad alium

pertinere negetur. L. Si fundo 1; tom. 1, no 30; tom. 11,

- nº 1453. § 1; tom 1, no 551. 6 a: tom. 1. nº 553: tom. 11.
 - nº 1886.
- L. Si ab hærede a; tom. 1, no 878. L. Oui usumfructum 3; tom. 11, no 2117.
- L. Fundus detracto 4; tom. 1, nos 418, 521;
- tom. 11, nº 2043. L. Uti-frui 5, § 1; tom. 1, no 389; tom. 11, nº 1234.
 - § 3; tom. 1, no 388.

тат. 8.

De usu et habitatione.

- L. Cum usus 2; tom. 1V, nº 3148.
- L. Cæterum sine eo 4, § 1; tom. 111, no 2813.
- L. Non aliter 7; tom. 11, no 1471.
- L. Caterarum quoque 9; tom. 111, no 2775.
- L. Si habitatio 10; tom. 111, nº 2805.

§ 4; tom. 111 . no 2761. L. Inque eo fundo 11; tom. 111, no 2763,

L. Plenum autem usum 12; tom. 111,

nº 2762. € 1; tom. 111, nos 2769, 2774;

tom. IV, nos 3060, 3084, 3148, 3158, 3194, 3213, 3437; tom. V, no 3634.

§ 2; tom. III, no 2783. § 3; tom. III, no 2755; tom. IV, nº 3437.

§ 4; tom. II, nos 1058, 1063, 1086. L. Per servum usuarium 14, 5 1; tom. I,

€ 3; tom. III, nº 2741.

L. Fundi usu legato 15; tom. IV. nos 3178, 3196. (i; tom. IV, no 3:83, 3:91.

L. Si ita legatus 16; tom. II, no 1114; tom. III, nº 2761.

§ 1; tom. 1, nº 873.

L. Si domůs 18; tom. IV, nº 3198. L. Usús pars 19; tom. I, nº 48; tom. III,

no 2739; tom. IV, no 3106. L. Divus Adrianus 22; tom. IV, nº 3092. § 2; tom. IV , no 3194, 3333,

3404, 3452. L. Neratius 23; tom. IV , no 3:84.

TIT. 9.

Usufructuarius quemadmodum caveat.

L. Si cujus rei 1 , § 3 ; tom. II , no 1648. 6 4; tom. I, no 809.

5; tom. II, no t478; tom. III, nº 2428.

6; tom. II, no 1478, 1648. \$ 7; tom. I, nos 36, 757; tom. II,

nos 1476, 1543. L. Nam fructuarius 2; tom. I, nos 36, 873.

L. Omnes autem 3, § 3; tom. II, no 2067.

L. Si fructuarius 4; tom. II, no 2066. L. Huic stipulationi 5 , § 1; tom. IV, no 3437.

L. Si tibi ususfructus 8; tom. I, nº 423. I. Si ususfructus mihi 9, § 3; tom. I, no 121.

§ 4; tom. II, no 818.

LIBER OCTAVUS.

De servitutibus.

L. Servitutes 1: tom. I. no 3.

L. Ut pomum 8; tom. I, no 369. 1; tom. IV, no 3064.

L. Si cui simplicius q; tom. II no 1216. L. Quoties nec 15; tom. IV, no 3437.

§ 1; tom. II, nos 1467, 1643, 1681; tom. IV, no 3208, 3402, 3417.

TIT. 2.

De servitutibus prædiorum urbanorum.

L. Si intercedat 1; tom. I, no 115; tom. III, ne 2980.

L. Ouod autem 7; tom. III, no 2990. L. Si quis ædes 30; tom. V, nº 3694.

(1; tom. V, nº 3064. L. Olympico 41; tom. 1, nº 551.

тит. 3.

De servitutibus prædiorum rusticorum.

L. Rusticorum 2, § 2; tom. IV, no 3:86. L. Item sic possunt 3; tom. IV, no 3082. § 1; tom. I, no 547; tom. IV,

no 3082; tom. V, nos 3557, 3634.

§ 3; tom. II, no 1886. L. Pecoris pascendi 4; tom. I, no 549;

tom. IV, no 3093, 3094, 3557. L. Ergo secundum 5, § 1; tom. IV, no 3148.

L. Veluti si figulinas 6; tom. IV, no 3149. § 1; tom. I, no 49, 547; tom. IV, nos 3082 , 3083 ; tom. V ,

nº 3634. L. Labeo ait 10; tom. IV, no 3083.

L. Certo generi 13; tom. I, no 114; tom. V,

nº 3718. § 1; tom. IV, nos 3107, 3333.

L. Si mihi concesseris 21; tom IV, no 3107. L. Via constitui 23, § 2; tom. III, no 2969; tom. IV, nos 3110, 3122.

3; tom. IV, no. 3108, 3124. 3130 : tom. V , no 3702.

L. Ex meo aquæductu 24; tom. IV, no 3214

TIT. 4.

Communia prædiorum tam urbanorum quam rusticorum.

L. Ædificia urbana 1, §; tom. I, 371; tom. IV,

nº 3135. L. Cum fundus 12, tom. III, nº 2967;

tom. IV, nº 3134. L. Venditor fundi 13, § 1; tom. IV, no 3330.

TTT. 5. Si servitus vindicetur vel ad alium pertinere

negetur. L. De servitutibus 2, § 2; tom. I, no 552,

L. Si quis diuturno 10; tom. V. nº 3561.

L. Testatrix fundo 20; tom. I, no 549. § 1; tom. IV, no 3136.

тит. 6.

Quemadmodum servitutes amittantur,

L. Servitutes 1; tom. V, no 3694.

L. Si stillicidii 8; tom. V , 36q5. L. Is cui via 11, § 1; tom. V, no 3692.

LIBER NONUS.

TIT. 2.

Ad legem Aquiliam.

L. Sed et si 5, § 2; tom. II, no 1526.

L. Item meta 11; tom. II, no 1684.

L. Si servus servum 27, § 9; tom. II, no 1490.

L. Qui occidit 30, § 3; tom. II, no 1492. L. Si putator 31; tom, II, po 1488, 1525.

L. Illud quæsitum est 32; tom. I, nº 40.

L. Quia retrò 35; tom. I, nº 687; tom. III. nº 2212.

L. Nam sicut 36; tom. III, nº 2212.

L. In Iege Aquilia 44; tom. II, 1499.

L. Si quis fumo 49, § 1; tom. II, nº 1594.

тіт. 3.

De his qui effuderint vel dejecerint. L. Prætor ait 1, § 4; tom. II, 1572.

L. Si verò plures 5, § 5; tom. I, nº 479.

LIBER DECIMUS.

TIT. 1. Finium regundorum.

L. Sed et Ioci 4, §9; tom. II, no 1243. TOME V.

TIT. 2.

Familia erciscunda.

289

L. Per familia 2 , 5; tom, I , no 37. L. Item prædia 10; tom. V , nº 3728.

L. Et puto officio 16, § 1; tom. I, no 506.

L. His consequenter 18, § 3; tom. II, no 1743.

L. Hæredes ejus 25, § 15; tom. II no 1743. L. In boc judicio 27 ; tom. III , nº 2508.

L. Si pignori 29; tom. II, no 1743.

L. Ex parte hæres 39; tom. II , no 1744. L. Si familia erciscunda 48; tom. III,

nº 2197.

L. Fundus qui 51 ; tom. II , no 1151. тат. 3.

Communi dividundo.

L. Communi dividundo 7, § 7; tom. II, nº 1245.

L. In hoc judicium 14, § 1; tom. III, nº 2626. § 2; tom. V, no 3737.

LIBER UNDECIMUS.

TIT. 7.

De religiosis et sumptibus funerum.

L. Qui propter 1; tom. I, nº 210. L. Si quis sepulcrum 12, § 5; tom. II, no 1899.

L. Et si quis 14, § 2; tom. II, nº 1899. L. Impensa funeris 45; tom. I. nº 210.

LIBER DUODECIMUS.

TIT. I.

De rebus creditis.

L. Mutuum damus 2, § 1; tom. II, no 1000. L. Si quis nec causam 4; tom. I, nº 516; tom. II, nos 1016, 1085.

TIT. 2.

De jurejurando.

L. Nam postqu\u00e4m 9, \u00e93; tom. III, no 1502. L. In duobus reis 18; tom. 1, no 582.

> тит. 6. De conditione indebiti.

L. Si fundi mei 12; tom. Il, nº 1925.

L. Cum is 32, § 2; tom. 1, no 186.

L. Si in area tua 33; tom. l, no 239; tom. lll, L. Si pro patre 10, 59; tom. ll, no 2083. nº 2620.

L. Qui exceptionem 40, \$1; tom. Il, no 1708; tom. 111, nº 2620.

L. Si quod dominus 64; tom. 1, nº 239. L. In summa 65 , § 4 ; tom 11, nº 2710. LIBER DECIMUS TERTIUS

ттт. 6.

Commodati vel contrà.

L. In rebus commodatis 18; tom. 11, no 1538. TIT. 7.

De pigneratitià actione vel contrà.

L. Tutor 16, § 2; tom. 11, nº 1538. L. Domo pignori dată 21; tom. 1, nº 44.

L. Si servos pigneratos 25; tom. 111, nº 2583. L. Gaius Seius 39; tom. 1, nº 81; tom. 111,

nº 2177. LIBER DECIMUS QUARTUS.

TIT. 1.

De exercitorid actione. L. Utilitatem hujus 1, § 20; tom. 1, no 108.

De leze Rhodiá de jactu.

L. Lege Rhodià 1; tom. 11, no 1594. тт. 6.

De senatusconsulto Macedoniano.

L. Verba senatusconsulti 1, § 3; tom. 1, nº 131.

L. Usque ad quantitatem 2; tom. 1, nos 130, L. Si tantum 12; tom. 11, nº 2613.

LIBER DECIMUS QUINTUS.

TIT. I.

De peculio.

L. Licet tamen 3, § 2; tom. 11, no 1290, 1771; tom. IV, no 3324.

L. Depositi nomine 5 , § 3 ; tom. 1 , no 128.

тит. 3. De in rem verso.

L. Si res domino 5, § 17; tom. 11, no 1818.

LIBER DECIMUS SEXTUS.

TIT. 2.

De compensationibus.

L. Etiam quod 6; tom. 1, no 239.

Depositi vel contrà.

L. Ouod Nerva 32; tom. II, no 1497.

LIBER DECIMUS SEPTIMUS. TIT. I.

Mandati vel contrà.

L. Si procuratorem 8; tom. I, no 257; tom. III, no 2613.

\$ 10, tom. I, no 37. L. Si quis alicui 27, § 4; tom. III, nº 2622.

TIT. 2.

Pro socio.

L. Nam socii 20; tom. III . nº 2038. L. Omne æs alienum 27; tom. II, no 1847.

L. Mucius 30; tom II, no 1847. L. Ut in conductionibus 33; tom. 11, no 2065.

L. Merito autem 51; tom. II, no 1541. L. Cum duobus 52, § 4; tom. II, no 1498,

1734. L. Si igitur 55; tom. II, no 1738. L. Socius socio 72; tom. II, nº 1498.

LIBER DECIMUS OCTAVUS.

TIT. 1. De contrahenda emptione.

L. Si in emptione 34, \$ 2; tom. Il, no 1974,

L. Alienatio cum fit 67; tom. I, no 93; tom. II, no 1345; tom. III, no 2663.

TIT. 2.

De in diem addictione.

L. Quod autem 11; tom. II, no 1558. тит. 4.

De hareditate vel actione vendità.

L. venditor hereditatis 2, \ 1; tom. 11, nº 1849.

- § 3; tom. II, no 1849. § 9; tom. II, no 1849.
- § 16; tom. II, no 1849. § 17; tom. II, no 1849.
- § 20; tom. II, nos 1848, 1849. L. Venditor ex hæreditate 21; tom. I, no 42.

TIT. 6.

De periculo et commodo rei venditæ. L. Necessarió sciendum 8, § 2 ; tom. I, nºº 15,

895. L. Quod si neque 14, § 1; tom. IV, ne 3423.

LIBER DECIMUS NONUS.

71T. 1.

De actionibus empti et venditi.

L. Ex empto 11, § 1; tom. I, no 104.

L. Julianus 13, § 22; tom. II, nº 1704. L. Si sterilis 21, § 6; tom. I, nº 467.

L. Idque Julianum 45, § 1 ; tom. III, nº 2626.

TIT. 2.

Locați conducti.

L. Si quis domum 9, § 1; tom. II, nos 1215, 1456.

- § 3; tom. II, no 1558. § 6; tom. I, no 368.
- L. Sed addes 19, § §; tom. III, no 2592.
 L. Dominus horreorum 55, § 1; tom. II, no 1125, 1456; tom. III, no 2616.
- L. Insulam 58, § 1; tom. II. no 1498. L. Colonus 61; tom. I, no 105; tom. II.

nº 1456; tom. V, nº 2616. LIBER VIGESIMUS.

TIT. I.

De pignoribus et hypothecis.

- L. Si superatus 3; tom. II, no 1391.
- L. Si is qui bona 11, § 1; tom. I, no 81. § 2; tom. I, no 85.
- L. Fidejussor 26, § 1; tom. III, no 2179.

т. э.

In quibus causis pignus vel hypotheca tacitè contrahitur.

L. Cùm debitor 8; tom. I, nº 81.

TIT. 4.

- Qui potiores in pignore vel hypotheca, etc.
- L. Quis balneum 9, § 1; tom. I, no 170.
- L. Potior est 11; tom. I, no 170.

L. Etiam superficies 15; tom. I, no 117. 717. 6.

Quibus modis pignus vel hypotheca solvitur.

L. Si debitor 4, § 1; tom. III, nº 2172.

L. St debitor 4, § 1; tom. III, nº 2172

LIBER VIGESIMUS PRIMUS.

TIT. 1. De ædilitio edicto et redhibitione et quanti

minoris.

L. Quod si nolit 31, § 20; tom. I, no 254; tom. II, no 1216.

LIBER VIGESIMUS SECUNDUS. TIT. 1.

De usuris et fructibus.

- L. Æquis 8; tom. II, nos 1088, 1093.
- L. Videnmus 19; tom. III, no 2493.
 L. Qui seit 25, § 1; tom. 2, no 1147.
- L. Si benè collatæ 33; tom. III., no 2583.
- L. Videamus generali 38, § 4; tom. III, no 2414.
- L. Quod in fructus 46, tom. II, no 1787; tom. III, no 2414.

тт. 3.

De probationibus et præsumptionibus.

- L. Ei incumbit 2; tom. II, no 1541. L. Quoties operæ 18, § 1; tom. II, no 1541.
- L. Verius esse 21; tom. II, no 1541; tom. V, no 3711.
- L. Cum de indebito 25; tom. III, nos 2174, 2621; tom. V, nos 3543, 3568.

тт. 4.

De fide instrumentorum.

L. In re hypothecæ 4; tom. I, no 104.

TIT. 6.

De juris et facti ignorantid.

- L. Iniquissimum videtur 5; tom. I, no 754; tom. II, no 153o.
- L. Nec supina 6; tom. II, no 1498.

L. Juris ignorantia 7; tom. 1, no 232; tom. 11, no 1220.

L. Regula est 9, § 2; tom. II, nº 1499.

LIBER VIGESIMUS TERTIUS.

тт. 3.

De jure dotium.

L. Si proprietati 4; tom. II, no 1922, 2074; tom. III, no 2683.

L. Dotis fructum 7, § 2; tom. V, no 3553. L. Si is qui Stichum 56, § 3; t. 111, no 2626.

ти. 4.

De pactis dotalibus.

L. Ob res quoque 20; tom. III, nº 2662. L. Si inter virum 31; tom. 1, nº 987.

ти. 5.

De fundo dotali.

L. Si fundum 16; tom. II, nº 1545.

LIBER VIGESIMUS QUARTUS.

ятт. 3.

Soluto matrimonio dos quemadmodum petatur.

L. Dotium caush 1; tom. 1, no 408.
L. Fructus cos esse 7; tom. 1, no 51, 292, 871; tom. II, no 1787, tom. III, no 2638.

3792. § 1; tom. I, nº 928; tom. III,

1; tom. 1, nº 928; tom. III nº 2716.

§ 2; tom. III, n= 2695, 2729. § 6; tom. III, n= 2736.

\$ 7; tom. III, nº 2736. \$ 9; tom. III, nº 2707, 2708. L. Si fundus 8, \$ 1; t. II, nº 2151; t. III,

nº 1698.

LIBER VIGESIMUS QUINTUS.

TIT. I.

De impensis in res dotales factis.

L. Impensarum 1, § 3; tom. II. no 1449.

L. Et in totum 4; tom. Il , nº 1696.

L. Quad dicitur 5; tom. III, no s663.

L. Pro voluptuariis 9, tom. II , no 1448.

L. In voluptuariis tt , § t ; tom. II , no 1430.

тит. 3.

De agnoscendis et alendis liberis.

L. Si quis à liberis 3, § 7; tom. 1, n∞ 149, 183, 237.

LIBER VIGESIMUS SEXTUS.

TIT. 9-

Quando ex facto tutoris vel curatoris, etc.

L. Dolus tutorum 3; tom. 11, no 1530.

L. Tutori 7; tom. 2, nº 1312.

TIT. 10.

De suspectis tutoribus et curatoribus. L. Quia satisdatio 6; tom. 111, nº 2423.

LIBER VIGESIMUS SEPTIMUS.

TIT. 1.

De excusationibus.

L. Spadonem 15. § 17; tom IV, nº 3047. L. Tutor petitus 28. § 1; tom I, nº 413. L. Nesennius Apollinaris 32; tom I, nº 413.

L. Sed hec nimium 33; tom. 1, nº 413. L. Quid autem 35; tom. 1, nº 413.

TIT. 3.

De tutela et rationibus distrahendis. L. In omnibus 1, § 9; tom. ll, nº 1733.

тт. 9-

De rebus eorum qui sub tuteld wel curd sunt.

L. Sed si pecunia 3, § 5; tom. 1, nº 888; tom. 11, nº 2107; tom. 111, nº 2165.
L. Sed si forté 6; tom. 1, nº 7.

LIBER VIGESIMUS OCTAVUS.

TIT. 5.

De haredibus instituendis.

L. Qui testatur t, § 4; tom. 1, nº 561.
L. Quoties volens 9; tom. 1, nº 696.

j 1; tom. 1, 10 696. L. Titius et Seius 24; tom. 1, 10 731.

L. Quia tacita 25; tom. 1, nº 731. L. Idque et in legato 26; tom. 1, nº 731.

L. Recedes sine 63; tom. 1, no 561.

L. Si ita quis 74; tom. I, nº 561.
L. Asse toto 77; tom. 1, nº 518.

TIT. 7.

De conditionibus institutionum,

L. Si ita hæres 3; tom. 1, nº 415.

L. Conditiones contrà 14; tom. 1, nº 245.

LIBER VIGESIMUS NONUS.

TIT. 2.

De acquirendá vel omittendá hæreditate. L. Sed ét si quis 2; tom. 1, 561. L. Hæres institutus 32, § 1; tom. 1, nº 462.

1. næres institutus 32, 5 1; tom. 1, nº 402.

Si quis omissá causá testamenti, etc.

L. Si quis omissà 17; tom. 11, nº 1391.

тт. 7.

· De jure codicillorum.

L. Divi Severus et Antoninus 6, 5 2; t. 111, no 2981.

LIBER TRIGESIMUS.

De legatis 10.

L. Qui quartam 15., § 1; tom. 1, n∞ 575, 626.

L. Si duobus 16, § 2; tom. 1, no 650.

L. Grege legato 21; tom. 11, nº 1092.

L. Si grege legato 22; tom. I, no 42, 45.

L. Non amplius 26, § 2; tom. 1, no 50.
L. Si pluribus eadem 33; tom. 1, no 524,

580. L. Planè ubi 34; tom. l, no 638.

L. Planè ubi 34; tom. l, nº 638.
L. Legatarius 38; tom. l, nº 623; tom. lll,

nº 2197.

§ 1, tom. 111, 2212.

L. Cum servus 39, §5; tom. 11, no 1805.

L. Senatus enim 43, § 1; tom. 11, no 1430. L. Servum filii 44, § 1; tom. 1, no 463.

\$ 4; tom. 1, no 43.

5 5; tom. 1, no 489.

L. Cum res legata est 47, 95; tom. II, no. 1498, 1502.

L. Si servus plurium 50, § 1; tom. II, no 1391. § 3; tom. II, no. 1216.

L. Nemo potest 55; tom. I, no 802.

L. Domushæreditarins 58; tom. II, nos 1131, 1576, 1585, 1708; tom. III, nos 2618,

L. Quod si nulla 60; tom. III, nº 2629.

L. Sumptus autem 61; tom II, no 1709.

L. Servo legato 69, § 1; tom. I, no 277, 407.
L. Licet imperator 74; tom. I, no 436, 645.

L. Si fundum 81; tom. I, no 407.
L. Hujusmodi legatum 84, § 9; tom. I, no 461.

§ 11; tom. I , nº 458. § 12; tom. I , nº. 663.

L. Filius familils miles 114, § 3; tom. II,

L. Si quid relictum 117; tom. I, no 331.
L. Civitatibus legari 122; tom. I, no 331.
§ I; tom. I, no 645.

LIBER TRIGESIMUS PRIMUS.

De legatis 2º.

L. Quoties nominatum 2; tom. II , no 1089; tom. III , nos 2198 , 2548.

L. Neminem ejusdem 4; tom. I, no 644; tom. Ill, no 2197.

L. Sed duobus 5; tom. III, no 2199. L. Grege autem 6; tom. II, no 1092;

tom. III, no. 2197.

L. Statu liberum 11; tom. I, nº 461.
§ 1; tom. I, nº 458.

L. Si Titio aut Seio 16; tom. I, nº 581.

L. Si quis Titio 17; tom. I, no. 431, 611. L. Et Proculo placebat 20; tom. I, no 623.

L. Si illud aut illud 27; tom. I, no 456.
L. Titia cum testamento 36, 6 2; tom. III.

L. Titia eum testamento 34, § 2; tom. III, nº 2177.

\$4; tom. I, no 414.

L. Si areæ legatæ 39; tom. I, nº 43. L. Si euires 58; tom. III, nº 2197.

L. Julianus ait 60; tem. I, no 2197.

L. Si Titio et Maevio 61, \$1; tom. I, no 645.

L. Mavius fundum 66, § 6; tom. Il, nº 2080. L. Imperator Antoninus 70; tom. I, nº 611;

tom. II, no 1822. L. Cum filius 76, § 1, tom. II, no. 1849.

L. Cum filius 76, § 1, tom. II, no. 1849. § 2; tom. II, no. 2080. L. Cum pater filios 77, § 15; tom. I, no 436.

\$ 16; tom. II, ne 1025, 1848,

L. Lucius Titius 88, § 2 ; tom. II , nº 1849.

LIBER TRIGESIMUS SECUNDUS. De legatis 30.

- L. Si res mihi 20; tom. I, nº 580.
- L. Qui concubinam 29, § 2; tom. II, no 1849. L. Qui quatuor 30, §1; tom. I, no 367.
- L. Si cui ædes 31; tom. II, no 1121.
- L. Cum qui decedens 37, 5 5; tom. I, nos 104,
- L. Ligni appellatio 55; tom. IV, no 3o86. L. Pali et perticæ 56; tom. IV, no 3086.
- L. Qui chirographum 59; tom. I, nº 489.
- L Qui sultum æstivum 67, § 7 ; tom. II, nº 1100.
- L. Conjunctim haredes 80; tom. I, no 571. L. Servis legatis 81, § 4; tom. II, nº \$100.
- L. Lank legath 88; tom. III, no 2540.
- § 2 ; tom. III , no. 2540. L. Re conjuncti 89; tom. I, 100 572, 641, 646,650,704.

LIBER TRIGESIMUS TERTIUS.

TIT. 1. De annuis legatis et fideicommissis.

L. Si in singulos annos 4; tom. I, nos 58, 465.

- L. In singulos annos 8; tom. I, nos 58, 59.
- L. Gaius Seius 12; tom. I, no. 51.
- L. Mævia nepotem 13, § 1; tom. I, no 201. L. Legatum ita est 17, § 1; tom. I, no 58.
- L. Titiå hærede 19; tom. II, no 1822, 1828.
- L. Liberto suo 21; tom. I, no 51.
- L. Cum quidam 23; tom. I, no: 58, 331. L. Cum erat certa 24; tom. I, no 58.

- De usu et usufructu , etc. . . . legatis. L. Nec usus 1; tom. I, no 369.
- L. Usumfructum cum moriar 5; tom. I.
- L. Si ususfructus mihi 6; tom. II, no 2037.
- L. Operæ testamento 7; tom. I, no 395. L. Si ususfructus municipibus 8; tom. I,
- nº 8.
 - L. Si ab eo 9; tom. I, no. 436.
 - L: Hæres in fundo 12; tom. II, no 1129.
- L. Damnas esto 15, § 1; tom. I, no 551, 552.
- L. Titio ususfructus at ; tom. I , no 459.

- L. Patrimonii mei 22; tom. I , nº 50. L. Oui fructus prædiorum 25; tom. I,
- nº. 514. L. Quero si ususfructus 28; tom. II, nos 1785, 1874.
- L. Si quis usumfructum 29; tom. I, no 432.
- L. Cui ususfructus 30 , §1; tom. I, no 368. L. Is qui fundum 31; tem. II, nos 1254,
- 1298. L. Generali capite 32; tom. II, no \$210.
 - § 5; tom. II, nº 1131. 6; tom. II, nº 2058.
 - § 8; tom. I, no 5o. § 9; tom. I, no 50.
- L. Uxori usumfructum 35; tom. I, no 422,
- L. Uxori meæ 37; tom. I, nº 307.
- L. Fundi Æbutiani 38; tom. I, nº 50. L. Filios hæredes 39; tom. I, nº 512.
- L. In fructu id esse 42; tom. II, no 1145. L. Nihil interest 43; tom. II, no 1891.

тат. 5.

De optione vel electione legatá.

L. Illud aut illnd 19; tom. I, no 457:

De tritico, vino, vel oleo legato.

L. Ex co vino 13; tom. I, no 58.

тіт. 8.

De peculio legato.

- L. Nam quæ accessionum 2 ; tom. III ,
 - no 2541.
- L. Si peculium 10; tom. II, nº 1853. L. Quidam in testamento 14; tom. I, no 604,
- L. Qui peculium 17; tom. II, no 1025,
- L. Si servo manumisso 18; tom. II, no 1025, 1845 , 1848.

TIT. 10.

De supellectile legatd.

L. Si alii fundum 19; tom, I, no 509, 592. L. Supellectile legată 3, § 5; tom. III, nº 2891.

LIBER TRIGESIMUS QUARTUS.

TIT. 1.

De alimentis vel cibariis legatis.

- L. Solent judices 3; tom. I, no 61. L. Legatis alimentis 6; tom. I, no 60; tom.
- III, nº 2783. L. Is cui annua 11; tom. II, nº 1976.
- L. Gaio Seio 13, §1; tom. I, nos 201, \$14. § 2; tom. I, no 203.
- L. Cùm alimenta 22; tom. I, nº 60.

§ 1; tom. I, no So1.

TIT. 2. De auro, argento, mundo, etc, legatis.

L. Species auri 15; tom. I, no 512.

L. Medico suo 40 , 52 ; tom. I , no 620. тит. 3.

De liberatione legatá.

- L. Ei eui fundnm 16; tom. I, nº 368. L Reliqua quoque 17; tom. I, nº 368.
- L. Cassius 18; tom. I, no 368.
- L. Creditor debitori 31, § 5; tom. I, no 541. тит. 4.

De adimendis vel transferendis legatis. L. Sicut adimi 5; tom. I, no 573.

тит. 5.

De rebus dubiis.

L. In ambiguo 3; tom, I, no 696.

L. Quoties in actionibus 12; tom. I, no 513.

L. Cum in testamento 24; tom. I, no 865.

TIT. 9.

De his quæ ut indignis auferuntur.

L. Post Iegatum acceptum 5, § 2; tom. I, nº 413.

LIBER TRIGESIMUS OUINTUS.

De conditionibus et demonstrationibus,

L. Titius si statuas 14; tom. I. no. 415.

L. Hec scriptura 26, §1; tom. I, no 567. L. Publius Mavius 36, §1; tom. I, no 436.

295

L. Cum tale legatum 72, 55; tom. I, no 408. 6; tom. I, no 243. L. Hæres meus 79°, § 2; tom. I, nos 412,

L. Julius Paulus 81, § 1; tom. I , no 414. L. Illis libertis 84; tom. I, nº 416.

L. Si cui legatum 92; tom. III, nº 2197. L. Conditiones extrinsecus 99; tom. I. no 648. L. Stichus nutricis 20, § 2; tom. II, no 1822, L. Si fundum à testatore 105; tom. I, no 407.

Ad legem Falcidiam.

L. Lex Falcidia 1 , 5 9; tom. IV , no 3106. L. Seius et Agerius 27; tom. I , no 699. L. In lege Falcidià 62; tom. I, nº 582. L. Sed ususfructus 81; tom. III, no. 2670.

LIBER TRIGESIMUS SEXTUS.

TIT. 1.

Ad senatusconsultum Trebellianum.

L. Explicato tractatu 1 , § 17; tom. I , nº 611. L. Cogi poterit 16 , 6 12 : tom. I , no 130.

L. Ex facto 17, § 8; tom. I, no. 318. L. Ubi pure 19, § 2; tom. II, no 1706.

L. Mulier quæ 22, §3; tom. II, n∞1131, 1502 , 1700 , 1706 , 1709.

L. Imperator Hadrianus 50; tom. I, nos 153, 156. L. Servo invito domino 65, § 1; tom. I ,

nº 408. L. Si pupillus 79; tom. I, no 644.

Quando dies legatorum cedat.

L. Si post diem 5, § 1; tom. I, no 383. L. Si ususfructus 14; tom. I, no 459.

L. Nec semel diem 12, §1; tom. I, no 59. L. Si cnm præfinitione 20 f tom. I , no 58.

L. Si dies adposita 21 ; tom. I, no 434, 441.

L. Cùm illud ant illud 25; tom. I , no. 457. тіт. 3.

Ut legatorum seu fideicommissorum servandorum causá caveatur.

L. Legatorum nomine 1, § 2 ; tom. I, no 407, \$ 17; tom, I, no. 500.

L. Non tamen 9; tom. I, no 914. L. Hæc stipulatio 14; tom. I , no 407.

> тіт. 4, Ut in possessionem legatorum, etc.

L. Si quis 1 , § 2 ; tom. I , no 386. L. Is cui legatorum 5; tom. I, nº 407.

LIBER TRIGESIMUS SEPTIMUS.

TIT. 10.

De Carboniano edicto.

L. De bonis maternis 6, § 5; tom. I, no 182.

TIT. 11.

De bonorum possessionibus secundium tabulas. L. Æquissimum ordinem 2; § 8; tom. I, nº 566.

LIBER TRIGESIMUS OCTAVUS.

TIT I.

De operis Libertorum.

L. Si libertus 30; tom. IV, nº 3080. L. Operarum editionem 50, § 1; tom. I, nº 237.

тит. 9.

De successorio edicto.

nº 1549.

L. Successorium edictum 1. 66; tom. III. B*. 2212. TIT. 15.

Quis ordo in possessionibus servetur. I. Cum filio familiàs 5 . \ 1; tom. II .

LIBER TRIGESIMUS NONUS.

TIT. 1. De operis novi nunciatione.

L. Hoc edicto 1, § 13; tom. Il, no 1439,

1613. \$20; tom. I, no 39, 117; tom. II,

nº :453.

L. In provinciali 3 , (3 ; tom. I , nº 117. TIT. 3.

De damno infecto.

L. Hoc ampliles 9, 5 5; tom, Ill, no sith. L. Naturaliter 12; tom 1, no 1.

L. Postquam hæres 5, § 2; tom. 1, nº 407. L. Inter quos paries 39, § 2; tom. V, nº 3733.

> L. Quod conclave 47; tom. II, no 1122тіт. 3.

> > De aqua, et aquæ pluviæ arcendæ.

L. Si cui aqua 1, § 11; tom. I, nº 878; tom. II , no 1102; tom. IV, no 3333. L. In concedendo 8; tom. IV, nº 3:85.

тт. 5.

De donationibus.

L. In ædibus alienis 9, (1; tom. I, no 394. L. Oui alienum fundum 14; tom. III , nº 2620.

L. Past contractnm 15; tom. III, no. 2484. L. Aristo ait 18, § 3; tom. II, nes 1461, 1967 ; tom. III , no 2611.

L. Hæreditatem pater 28; tom. II, nos 1848, 1849.

L. Donari videtur 29; tom. I. no 191. тт. 6.

De mortis causá donationibus et capionibus. L. Si mortis causă 14; tom. III, nº 2626.

LIBER OUADRAGESIMUS PRIMUS.

TIT. I.

De acquirendo rerum dominio,

L. Adeo quidem 7, 10; tom. III; no 2619. § 12; tom. II , nº 1125.

L. Qui ratione 9, § 3; tom. III, no 2845. L, Traditio nihil 20; tem. 111, nº 2845. L. Nunquim nuda 31; tom. 111, no 2845.

TIT. 2.

De acquirendà vel amittendà possessione.

L. Possideri autem 3 . § 1; tom. II , nº 2102;

tom. V. nº 3698. 5 5; tom. V no 3582.

11; tom. V. no 3576.

19; tom. I, u. 528; tom. IV,

nes 3320 . 3324. D. Si ex stipulatione 5; tom. 111, no 2238.

L. Juste possidet 11; tom. 1, no 397.

L. Pomponius refert 13, (1; tom.1, nº 93; tom. 11, no 1345.

L. Non videtur 22; tom. V, nos 3531, 3587.

L. Si id quod 25, § 2; tom. V, no 3577. L. Quamvis pupillus 32, 61; tom. V, no 3582.

L. Qui jure familiaritatis 41 ; tom. IV: no 3321. L. Peregrè profecturus 44; tom. V, no. 3576.

L. Licet neque 45; tom. V, no 3576.

тит. 3.

De usurpationibus et usucapionibus.

L. Naturaliter interrumpitur 5; tom. Il, no 2160; tom. V, 3714. I. Ei à quo fundum 21 ; tom. 1 , nº 755.

L. Eum qui ædes 23; tom. 1, nº 114; tom. V, nº 3719.

L. Justo errore 44, § 5; tom. 1, no 757. тит. 5.

Pro hærede vel pro possessore.

L. Qui legatorum 2, §1; tom. IV, no 3320. TIT. 7.

Pro derelicto.

LIBER QUADRAGESIMUS SECUNDUS. TIT. 1.

De re judicata et effectu sententiarum.

L. Si se non obtulit 4; tom. I, no 37. L. Cùm ex causă 30; tom. 1, nº 157.

L. Nesennius Apollinaris 41, § 1; tom. I, nº 157. L. Si rerum amotarum 52; tom. 11, no 1524.

L. Sæpè constitutum 63; tom. 11, nº 1326. L. Negotiorum gestorum 64; tom. 11, 1367.

Qua in fraudem creditorum facta sunt ut

restituantur. L. Ait prætor 1; tom. 111, nº 2401.

§ 2; tom. 111, no 2366. L. Vel ei præbuit 3, §1; tom. 111, nº 2366.

L. Quod autem 6, (2; tom. 111, no 2368. § 4; tom. 111, no 2368.

TOME V.

§ 6; tom. III, no 2472. § 8; tom. 111, no 2356.

§ 11; tom. 111, no 2356, 2360, 2412.

297

L. Si debitor 7; tom. 111, no 2361.

L. Ex his colligi 8; tom. 111, no 2364. L. Is qui à debitore 9; tom. 111, nº 2412.

L. Ait prætor 10, § 2; tom. 111, nº 2362. § 3; tom. III, no 2362. § 15; tom. 111, no 2348.

6 16; tom. 111, 2367. § 18; tom. Ill, no 2401. § 20; tom. 111, no 2414.

\$ 24; tom. 111, no 2414.

L. Hae in factum 14; tom. 111, no 2365. D. Omnes debitores 17, § 1; tom. 111, no. 2358.

L. Si fraudator fidejussori 25, § 1; tom. 111, nº 2357. § 4; tom. 111, no 2414.

§ 7; tom, 111 no 2351, 2416. LIBER OUADRAGESIMUS TERTIUS.

тит. 3.

Quod legatorum.

L. Si res pro derelicto 1; tom. 111, no 2855. L. Hoc interdictum 1, § 2; tom. 1, no 384. § 15; tom. 1, no 385.

тит. 8.

Ne quid in loco publico vel itinere fiat. L. Prætor ait 2, § 2; tom. 111, no 2881.

§ 10; tom. 111 , no 2881. § 11; tom. 111, no 2881. \$ 12; tom. Ill , no 2881.

§ 17; tom. II, no 1790. TIT. IL.

De vid publicd et itinere publico. L, Prætor ait 1 , § 1 ; tom. II, no 1613. \$ 2; tom. II, no 1612.

TIT. 16.

De vi et de vi armata.

L. Prætor ait 1 , § 1 ; tom. V, no 3560. § 22; tom. I, no 32.

L. Quod est et si quis 3, § 3; tom. V, no 3560 § 13; tom. I, no 32.

§ 14; tom. I, no 390. 6 16; tom. V, no 3560.

L. Si de fundo 10; tom. II, nº 2157.

TIT. 17.

Uti possidetis. L. Ait prætor 1; tom. II, nº 1261; tom. V,

> 6 1 : tom. I. no 32. 5 7; tom. V, no 3554.

§ 9; tom. II, no 1265. L. In summa puto 4; tom. I, no 32; tom. II,

nos 1239, 1261; tom. V, no 3559.

ne 3559

1612.

TTT. 18. De superficiebus.

L. Ait prætor 1, § 1; tom. I, no 116; tom. V.

nº 3720. \$ 2: tom. V. nos 3546, 3726.

> nº 3720. 6; tom. V, no 3728. 6 7; tom. V, no 3720, 3727.

68; tom. V, no 3727. § 9; tom. V, no 3728.

TIT. 19.

De itinere actuque privato. L. Indè etiam illud 3, § 15; tom. II, nos 1439,

L. Veteres nominatim 4, 5 1; tom II, no 16:4. L. Apparet ergò eum 5, § 1; tom. II, nº 1614. § 3; tom. V, no 3560.

> TIT. 20. De aqua quotidiand et æstiva.

L. Ait prætor 1 , § 43; tom. IV, nº 3062.

TIT. 21. De rivis

L. Prætor ait 1, § 6; tom. II , no 1612, 1614, 1676, 1720.

> TIT. 24. Quod vi aut clàm.

L. Si alius fecerit 7, § 4; tom. II, no 1594.

L. semper adversus possessorem 15, § 11; tom. II, no 1523.

тит. 25.

De remissionibus. L. Ait prætor unica; tom. I, no 39; tom. V,

nº 3587. § 4; tom. II, nº 1258.

тт. 26.

De precario.

L. Precarium est 1; tom. II, no 1266; tom. IV, no 3320.

L. Certè si interim 6, § 2; tom. I, no 33; tom, III, no 2579.

TIT. 27.

De arboribus cordendis.

\$ 3; tom. I, nos 102, 111; tom. V, L. Ait prætor 1, \$ 7; tom. III, no 2979. § 8; tom. III, no 2979-§ 9; tom. III, no 2979.

L. Si arbor ex vicini 2; tom. III, nº 2979. LIBER QUADRAGESIMUS QUARTUS.

TIT. 2.

De exceptione rei judicatæ. L. Si quis 7; tom. II , no 1271.

§ 4; tom. II, no 1273. L. Si à te hæreditatem 9, § 2; tom. II, nº 1340; tom, 111, nº 23o6.

L. Si mater filii 11 , § 4; tom. II, nº 1276. 5 7; tom. II, no 1312. (9; tom. II, no 1342.

L. Cum quæritur 12; tom. II, no 1269; tom. IV, no 3325.

L. Quantitas cadem 13; tom. II, no 1269; tom. IV, no 3325.

L. Et an eadem 14; tom. II, no 1269; tom. IV. nº 3325.

6 2; tom. II, no 1274. L. Si cum argentum 21, § 3; tom. II, no 1271, L. Si is qui hæres 25; tom. II. no 1367.

§ 1; tom. II, no 1276. L. Exceptio rei judicata 28; tom. II, no 1343.

L. Judicate quidem 29; tom. II, no 1296.

.

тят. 4. De doli, mali et metús exceptione.

L. Que lucidius 1, § 1; tom. III, no 2415. § 2; tom. III, no 2175.

L. Palam est autem 2, § 4; tom. III, no 2174. L. Apud Celsum 4, § 12; tom. III, no 2173.

L. Purè mihi debes 5, § 2; tom. 111, nº 2622. L. Cùm vir aut uxor 10; tom. 111, nº 2626. L. Paulns respondit 14; tom. 111, nº 2629.

тт. 7.

De obligationibus et actionibus.

L. Obligationes 1, § 4; tom. 11, no 1499.

L. Is cui sub conditione 42; tom 1, no. 255, 406.

L. Obligationum ferè 44, § 3; tom. I nº 456. L. Arianus sit 47; tom. IV, nº 3099. L. Obligamur aut re 52; tem. 11, nº 1515.

§ 8; tom. 11, nº 1515.

LIBER QUADRAGESIMUS QUINTUS.

TIT. I.

De verborum.obligationibus.

L. Stipulationum quædam 2, § 2; tom. 111,

nº 2408. L. Stipulatio ista 38, § 10; tom. 11, nº 1961.

§ 12; tom. 1, no 314, 327. L. Stipulationes 72; tom. 1 V, no 3107.

L. Quoties in 80; tom. 1, nº 716. L. Inter stipulantem 83, § 5; tom. 11, nº 2083. L. Quod dicitur 86; tom. 111, nº 2198.

L. Quod dicitur 80; tom. 111, nº 2198. L. A Titio ita stipulatus 108; tom. I, nº 40. L. Si mihi et Titio 110; tom. I, nº 564. 632.

TIT. 2.

De duobus reis constituendis.

De duobus reis constituenais.

L. C\u00e4m duo eamdem 2; tom. I, no 58\u00e3.
LIBER QUADRAGESIMUS SEXTUS.

TIT. I.

De sidejussoribus et mandatoribus.

L. Si debitori deportatio 47, § 1; tom. I, nº 170.

TIT. 2.

De novationibus et delegationibus.

L. Aliam causam 29; tom. 11, no 1290.

тит. 3.

De solutionibus et liberationibus.

299

L. Nec enim ordo 6; tom. 1, nº 725.
L. Qui res suas 98, § 8; tom. 11, nº 2083.

L. Qui res suas 98, § 8; tom. 11, nº 2083. L. Quod dicimus 105; tom. 111, nº 2583.

. Quod dicimus 105; tom. 111, nº 2303.

LIBER QUADRAGESIMUS SEPTIMUS.

тт. 9.

De incendio, ruină, naufragio. L. Quo naufragium fit 3, § 7; tom. 11, nº 1594.

L. Si fortuito 11; tom. 11, nº 1558. 117. 14.

De abigeis.

L. Oves pro numero 3; tom. 1, no 45; tom. 111,

nº 2536. LIBER QUADRAGESIMUS OCTAVUS.

TIT. 8.

Ad legem Corneliam.

L. Infans vel furiosus 12; tom 11, nº 1526. 717. 19.

De poenis.

L. Perspiciendum est 11, § 2; tom. 11, no 1527.
LIBER OUADRAGESIMUS NONUS.

TIT. 1.

De appellationibus et relationibus.

L. Scio quasitum 3, § 1; 11, no 1391.

§ 2; tom. 11, nº 1391. L. Si perlusorio judicio 14; tom. 11, nº 1391.

тт. 14.

De jure fisci.

L. Imperatores 34; tom. 11, nº 1588. L. Aufertur ei 46, § 6: tom. 111, nº 2484. L. Valerius Patronins 50; tom. 1, nº 102.

тт. 16.

De re militari.

L. Omne delictum 6, § 7; tom. 11, nº 1527.

TIT. 17.

De castrensi peculio.

De castrensi pecutio.

L. Miles præcipus 4, § 1; tom. 1, no 129.

L. Miles filius familias 5; tom. 1, no 1 29-L. Castrense peculium 11; tom. 1, nº 127. L. Pater qui dat 12; tom. 1, nº 129.

LIBER QUINQUAGESIMUS.

TIT. I.

Ad municipalem et de incolis.

L. Magistratus municipales 25; tom. 1V, nº 3648. тіт. 13.

De extraordinariis cognitionibus. L. Præses provinciæ 1, tom. 1, uº 130.

тіт. 15.

De censibus. L. Formà censuali 4; tom. 1V, nº 3048.

> TIT. 16. De verborum significatione.

L. Bona civitatis 15; tom 1V, no 3048.

L. Eum qui vectigal 16; tom. IV, no 3048. L. Inter publica 17; tom. 111, no 2880. L. Alienationis verbum 28; tom. 11, no 2:34;

tom. 111, nº 2280. L. Siva cædua 30, § 5; tom. V, nº 3653.

L. Subsignatum dicitur 39, § 1; tom. 11, nº 1892.

I. Bonorum appellatio 49; tom. 1V, no 3064; tom. V, no 3724.

L. Interdum proprietatem 78; tom. 1, no 500. L. Impense necessarie 79; tom. 11, nos 1 438,

168g. §1; tom. 11, no 1689. § 1; tom, 11, no 1689. L. Quaestio est 115; tom. 1V, no 3437.

L.Hæreditatis appellatio 119; tom. 11, no 1849. L. Triplici modo 1 42 ; tom. 1 , nº 571. L. Id apud sc 143; tom. 1 V, no 5864.

L. Pecuniæ verbum 1 78; § 1; tom. 1I, no 1849. L. Cedere diem 213; tom. I, nº 912.

\$ 2; tom. Il , no 1497. L. Latæ culpæ 223 ; tom. II , no 1497.

L. Pupillus est 239, § 8; tom. IV, nos 3048, 3142.

TIT. 17.

De diversis regulis juris antiqui.

L. Sempen in obscuris 9; tom. IV, no 3099. L. Expressa nocent 195; tom. I, no 648.

L. Id quod nostrum 11; tom. I, no 93; tom. II, nes 1 205, 1 350; tom. V, no 3703. I., In testamentis 12; tom. I, no 631.

L. Is qui actionem 15; tom. IV, nº 3064.

L. Contractus quidam 23; tom. I, nos 257, 541; tom. Il, nos 1215, 1538; tom. III, nº 26:3.

L. Semper in stipulationibus 34; tom. III, nes 2887, 3099, 3101; tom. IV, no 3169.

L. Nibil tam naturale 35; tom. III, no 2218. L. Non debet actori 41, 51; tom. 11, no 2026.

L. Culpå caret 50; tom. Il, nº 1532. L. Cujus per errorem 53; tom. I, nº 191.

L. Semper qui 60; tom. II, no 1327; tom. III,

L. Quoties idem 67; tom. 11, no 1670; tom. 1V,

nº 3075. L. In omnibus causis 68; tom I, no 859, 866.

L. Invito beneficium 69; tom. II, no 1684; tom. IV, no 3417.

L. Ouo tutela redit 73 . § 1; tom. I , no 249. § 4; tom. III, no 2225, 2298.

L. In totum omnia 76; tom. 1, nº 462. L. Actus legitimi 77; tom. I, no 648.

L. Fraudis interpretatio 79; tom. III, no 2353. L. In toto jure 80; tom. I, no 508, 596, 848; tom. II, nº 1061.

L. Non solet deterior 86; tom. IV, nº 3134. L. Nullum crimen 109; tom. II, nº 1532.

L. Nihil interest 112; tom. 1, no 689.

L. In obscuris 144, tom. III, no 3078.

L. Nemo prædo est 126, § 2; tom. V , nº 3711. L. In pari causă 128, (1; tom. I, nº 605; tom. V .-no 3711.

L. Nihil dolo 129; tom. III, no 2367, 2472.

L. Imperitia 132; tom. 2, no 1518. L. Quod contra rationem 141; tom. I, no 654.

L. Quod ipsis 143; tom. I, no 93, tom. II, nº 1345.

L. Semper specialia 147; tom. IV, no 3101, L. Nemo damnum 151; tom. Il , nº 1485.

L. Creditor 158; tom. III, no 2172.

L. Quod jussu 180; tom. II, no 1312.

L. Si nemo subiit 181; tom. 1, no 597; tom. II. nº 13q1.

301 CODE.

L. Neque in interdicto 198; tom. III, no 2454. L. Minus est actionem 204; tom. IV, no 3064. L. Quod quis 203; tom. Il, no 1487; tom. V, L. Jure narura 206; tom. II, no 1131, 1691, no 3450. 1705; tom. III, no 2614.

CODICIS

LIBER PRIMUS.

тат. 3.

De episcopis et clericis.

L. Sacro sanctæ orthodoxæ 34; tom. I, no 130.

TIT. 14. De legibus et constitutionibus.

L. Digna vox est 4; tom. III, no 2960. L. Quod favore 6; tom. I, no 249.

LIBER SECUNDUS.

TIT. 1. De edendo.

L. Qui accusare volunt 4; tom. II, nº 1541.

тит. 3. De pactis.

L. Traditionibus 20; tom. III , nº 2845. L. Si certis annis 28, tom. I, nº 465.

TIT. 4.

De transactionibus. L. De alimentis præteritis 8; tom. I, no 199. L. Res in judicium unic.; tom. II, no 1292.

De advocatis diversorum.

L. Fori tui culminis 4; tom. I, nº 13o.

TIT. 1Q.

De negotiis gestis. L. Si paterno affectu 15; tom. I, nº 191. L. Negotiis gestis 23; tom. III, nº 2628.

> TIT. 21. De dolo malo.

L. Dolum ex indiciis 6; tom. III, no 2355.

TITRE 32.

Si adversus transactionem minor, etc.

L. Cum in integrum 1; tom. II, no 2068. L. Si ex persona 2; tom. 4, no 2078.

TITRE 41. In quibus causis in integrum restitutio non

est necessaria. L. Sancimus 5; tom. II, no 1479; tom. III,

nº 2423.

тит. 53.

De temporibus in integrum restitutionis. L. Supervacuum 7, tom. III, nº 2401.

LIBER TERTIUS.

TIT. I.

no 1731.

De iudiciis. L. Properandum nobis 13, § 6; tom. II,

TIT. Q.

De litis contestatione.

тит. 13.

De jurisdictione omnium judicum.

L. Nemo post litem 4; tom II., no 1294. тіт. 19-

Ubi in rem actio exerceri debeat,

L. In rem actio 1; tom. II, nos 1304, 1351; tom. III. no 2413. тит. 28.

De inofficioso testamento.

L. Quoniam in prioribus 32; tom. I, nº 825.

CODE.

302

L. Cum antiquis legibus 37; tom. I, no 130.

De hæreditariis actionibus. тт. 32.

тт. 16.

De rei sundicatione.

L. Hæredem mariti 3 ; tom. 111, nº 2239. L. Si adulta 6; tom. 11, nº 2062. L. Si inferiorem partem 2; tom. III, nº 2620.

L. Indicia certa 19; tom. III, nº 2355. TIT. 19 ..

> тіт. 33. De probationibus.

De usu et habitatione. L. Actor quod adseverat 23; tom. 11, no 1541.

L. Si ususfructus omnium 1; tom. I, nº 847; TIT. 20. tom. II , no 1046.

L. Si patri tuo 3 , § 1 ; tom. 11, no 1967. De testibus.

L. Si pater usumfructum 5; tom. I, nº 232; L. Contrà scriptum 1; tom. IV, nº 3146. tom. 11 , no 2038. L. Omnibus in re 10; tom. 1V, no 3145.

L. Eum ad quem 7; tom. 11, no 1685; tom. 111, TIT. 21. nº 2614.

L. Ambiguitatem 12; tom. 1, nº 421; tom. 11, De fide instrumentorum. nos 1965, 2046.

L. Debitores tuos 1; tom. V, nº 3655. § 1; tom. 11, no 2058. L. Sicut iniquum cst 5; tom. V, nv 3655. L. Cum antiquitas 13; tom. 111, nº 2805. L. Antiquitas dubitabat 14; tom. 1, no 300, L. Cum instrumentis 10; tom. V, nos 3525,

3567, 3635. L. In exercendis litibus 15; tom. V, nº 3570.

L. Corruptionem 16, § 1; tom. 11, no 2099. L. Ex libris Sabinianis 17; tom. 1, no 154; L. Plures apochis 19; tom. 1, no 249-

tom. 11, nº 1962. LIT. 22.

тт. 34. Plus valere quod agitur, etc. De servitutibus et aqud.

L. In contractibus 1; tom. 1, no 104. L. Si quas actiones 1, tom. V, no 3561. L. Emptione 3; tom. I, no 104. L. Si aquam 2; tom. 111, no 2621; tom. V,

TIT. 24. n∞ 3532, 3561. De pigneratitid actione. L. Sicut usumfructnm 13; tom. 11, no 2099;

tom. V , no 3708. L. Pignoris causă 11; tom. 111, nº 2241.

тит. 36.

ттт. 3а. Familia erciscunda.

De usuris. L. Filiæcujus nomine 18, § 1; tom. II, no 1743. L. Si ea pactione 14; tom. I, 110 81.

TIT. 37. L. Si eà lege 17; tom. 1, nes 80, 83. Communi dividundo. тт. 35.

L. Si probatum 2; tom. 11, no 1245. Mandati vel contrà. L. Ad officium arbitri 3; tom. V, no 3737. L. In re mandată 21; tom. 11., nos 1295,

L. In communione 5; tom. V, no 3737. 1525. LIBER QUARTUS. ттт. 30.

TIT. 15. De hæreditate vel actione venditá. Quando fiscus vel privatus, ctc.

L. Ex nominis emptione 8; tom. 1, no 37. L. In solutum 5; tom. 111, no 2228.

тт. 37.

De legatis.

L. Sancimus 7; tom. 1, no 301; tom. 11, no 1932.	L. Quamvis verbis 1; tom. 1, nº 414. L. In annalibus legatis 22; tom. 1, nº 58.
De locato et conducto. L. Emptorem quidem 9; tom. 11, nº 1223.	De indictd viduitate, etc. L. Ambiguitates legis Juliz 2; tom. 1, nº 408.
LIBER QUINTUS.	тит. 41.
TIT. 9. De secundis nuptiis. L. Generaliter censemus 5, 5; 1 ton. 1, n° 2(9. TIT. 12. De fure dotium. L. Si socrut tas 16; tom. 11, n° 1988. L. Ub adhuc matrimonio 29; tom. 111, n° 1989.	De his que posme nomine in testamento, etc. L. Supervacuam unic.; tom. 1, nº 69g. - tri. 43. Communia de legatis et fideicommissis. L. Cim hi 1; tom. 1, nº 389; L. Si duobus 3, f; tom. 1, nº 407; tom. 11, nº 407; tom. 11, nº 407; tom. 11, nº 407;
rrt. 13. De rei acoria actione. L. Rem in presenti unic., 5 5; tom 11, nr 1430; tom.111, ne 9617, 3626, 3664. rrt. 37. De administratione tutorum vei curatorum. L. Non est ignotum 6; tom.11, nr 1331. L. Câm quadam muller 36; tom. 1, nr 139; tom.11, nr 1383.	TIT. 46. De conditionales incertis, etc. L. Si el conditiona 3; tom. 1, nº 200. †TT. 49. Ad senatusconsultum Trobellianum. L. Ad eum cui 2; tom. 2, nº 434. †TT. 51. De caducis tallendis.
LIBER SEXTUS.	L. Et nomen et materiam unic.; tom. 1,

nº 565.

§ 3, tom. 1, no 599.

§ 4; tom. 111, nº 2197. § 10; tom. 1, nº 628.

тт. 53.

Quando dies legati vel fideicommissi cedit.

тат. 56.

Ad senatusconsultum Tertullianum.

L. Si competenti judici 1; tom. 1, nº 59.

f 11; tom. 1, no 580, 586, 612.

CODE.

тат. 51.

De rebus alienis non alienandis.

тит. 23.

De testamentis.

L. Præposteri reprehensionem 25; tom. 1,

тт. 3о.

De jure deliberandi.

L. Scimus jam duos 22, § 1; tom. 111, no 2212.

TIT. 31.

De repudianda vel abstinenda hæreditate.

L. Ambiguitates 24; tom. 1, nº 604.

nº 604.

тт. 60.

тт. 52.

De bonis maternis. De re judicată.

L. Res que ex matris 1; tom. 1, no 131, 756; L. Sub specie novorum 4; tom. II, no 1274. tom. 11, no 2133. TIT. 56.

тт. 61.

De bonis quæ liberis , etc.

L. Cum oportet 6; tom. 1, no 130, 131. \$ 2; tom. 1, nos 131, 158; tom. 111,

nº 2397. § 3; tom. 1, no 230; tom. 11, no 2054.

L. Cum multa privilegia 7; tom. 1, no 139. L. Cum non solum 8; tom. 1, no 130. \$4; tom. 11, no 1822, 2123.

5; tom. I, nº 182.

LIBER SEPTIMUS.

TIT. 11.

Qui manumittere non possunt. L. Certum jus est 1; tom. 111, nº 2353.

TIT. 32.

De acquirendá et retinendá possessione.

L. Minus instructus est 2; tom. 1, no 385. L. Licet possessio 4, tom. V, nº 3577.

L. Cum nemo causam 5; tom. IV, no 3320. L. Ex libris Sabinianis 12; tom. V, no 3561.

пт. 33.

De præscriptione longi temporis.

L. Cùm in longi temporis 12; tom. l, nº 752.

тат. Зо.

De Præscriptione 30 vel 40 annorum.

L. Cum notissimi 7, § 4; tom. 11, no 2121 x

2132.

TIT. 40.

De annali exceptione, etc. L. Super annali 1 , (2; tom. 11, no 2121.

тат. 45.

De sententiis et interlocutionibus.

L. Nemo judex 13; tom. IV, no 3105,

Quibus res judicata non nocet.

L. Res inter alios 2; tom. II, no 1285.

тт. 75.

De revocandis his quæ in fraudem, etc. L. Ignoti juris 5; tom. lll, nº 2400.

LIBER OCTAVUS.

TIT. 6.

Unde vi.

L. Non abs re est 10; tom. I, no 101. TIT. 12.

De operibus publicis.

L. Intrà urbem 5; tom. II, nº 1612. TIT. 16.

De pignoribus et hypothecis.

L. Præses provinciæ 5 ; tom. 11 , nº 1308; tom. III, no 2473. RIT. 17.

Quæ res pignori obligari possunt.

L. Nomen quoque 4; tom. 111, nº 2229. ттт. 37.

De litigiosis.

L. Lite pendente 2; tom. 11, no 1346. тат. 38.

De contrahendá et committendá stipulatione.

L. Scrupulosam 11; tom. 1, no 327.

тит. 40.

De duobus reis stipulandi et promittendi.

L. Cum quidam rei V; tom. 11, no 1321, 1322.

тт 45.

De evictionibus

L. Quoniam avus tuus 2; tom. 11, no 1048. L. Empti actio 21, tom. H, no 2132

пт. 52.

De infantibus expositis.

L. Si invito 1; tom. 1, nº 196.

тіт. 53. Quæ sit longa consuetudo.

L. Præses provinciæ 1 : tom. 1V . nº 3105.

411. 5á.

De donationibus.

nº 25-8. тіт. 56.

De revocandis donationibus.

L. His solis matribus 7; tom. 1, nos 40, 146.

LIBER NONUS.

тит. 43.

De generali abolitione.

L. Indulgentia 3; tom. 11, nº 2028.

TET. 47.

De pœnis.

L. Saneimus ibi esse 22; tom. II, nos 1530, 2011; tom. III, nº 2453.

тіт. 51.

De sententiam passis, et restitutis.

L. Cum salutatus esset 1; tom. II, nº 2025.

L. Cum patrem tuum 2 ; tom. II, nº 2029.

L. Si pater vester q; tom. II, nº 2028.

LIBER DECIMUS.

TIT. 16.

De annonis et tributis. L. Æs quidem alienum 2; tom. 1, nº 215

71T. 34.

Quando et quibus quarta pars, etc.

L. Meminimus nuper 2; tom. III, nº 2001.

TIT. 38.

De municipibus et originariis.

L. Si, ut proponis 2; tom. III, no 3047.

LIBER UNDECIMUS.

TIT. 42.

De aquæductu.

L. Quisquis rem 28; tom. I, no 34; tom. Ill, L. Usum aquæ veterem 4; tom. IV, no 3104. TIT. 57.

De sensibus et censitoribus

L. Omne territorium 4; tom. III, nos 2848, 3048.

тіт. 60.

De pascuis publicis et privatis.

L. Insignis autoritas 2; tom. III, no 2848.

De fundis et saltibus rei dominica. L. Si qua loca 2; tom. III, nº 2956.

LIBER DUODECIMUS

пт. 37.

De castrensi peculio.

L. Si in potestate tuå 1; tom. I, nº 129. L. Filius familiås 2; tom I, no 129.

L. Errat qui tibi 3; tom. I, nos 129, 130. L. Cum allegas 4; tom. I, no 129.

L. Jus castrensis peculii 6; tom. I, nº 120.

NOVELLÆ.

- N. 22, Cap. Secundům verò 2; tom. II, N. 94, Cap. Quia verò multam 2; tom. II, nº 1813.
- Cap. Si verò expectet 23; tom. I, N. 117, Cap. Sancimus igitur 1; tom. I, nº 145.
 - nº 143.

 Cap. Undè sancimus 44, § 2 et 4; N. 118, Cap. Si igitur defunctus 2; tom. I tom. I, nºs 400, 412, 413.

 nº 137.
- N. 39, Cap. Secundum verò illud 2; tom. I, N. 123, Cap. Presbyteros autem 19; tom. I, nº 146.
- N. 81, Cap. Proptereà igitur 1; tom. II, N. 134, Cap. Quia verò aliqui 11; tom. I, nº 26/9.

FIN





